

HISTOIRE
DE L'ÉGLISE.

BIBLIOTHECA

FF. PRÆDICATORUM

CONVENTUS

CIVIT. BENITIÆ

Lit. 270

Pl. P

BR
145
R43
1840
v. 7
1846
GTH
Storage

PROPRIÉTÉ DE L'ÉDITEUR

HISTOIRE DE L'ÉGLISE

DEPUIS SON ÉTABLISSEMENT

JUSQU'AU PONTIFICAT DE GRÉGOIRE XVI,

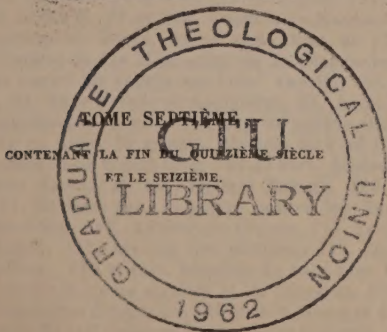
CONTENANT

L'EXPOSITION SUIVIE ET DÉTAILLÉE DE TOUS LES FAITS IMPORTANS,
AVEC LES RÉFLEXIONS ET LES ÉCLAIRCISSEMENTS NÉCESSAIRES
POUR EN FACILITER L'INTELLIGENCE.

PAR

M. L'ABBÉ RECEVEUR,

PROFESSEUR A LA SORBONNE.



A PARIS,

CHEZ MÉQUIGNON JUNIOR ET J. LEROUX,

LIBRAIRES DE LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE,

RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, N° 9.

—
1846

TABLE DES PRINCIPALES MATIÈRES.

LIVRE TRENTE-HUITIÈME.

DEPUIS LE CONCILE DE FLORENCE JUSQU'A LA MORT DE SIXTE IV.

Continuation du concile de Bâle, page 1 et suiv. Décret de déposition contre Eugène IV, 5. Décret sur l'immaculée conception, 6. Election de Félix V, 8. Assemblée de Bourges, 10. Diètes d'Allemagne, 11. Concile de Latran et réunion des schismatiques orientaux, 15. Affaires de l'Eglise grecque, 16 et suiv. Guerre contre les Turcs, 19 et suiv. Bataille de Varna. 23. Négociations au sujet du schisme de Bâle, 25 et suiv. Mort d'Eugène IV, 27. Saint Antonin, 28. Election de Nicolas V, 29. Fin du schisme de Bâle, 31 et suiv. Divers conciles en France, 35. Jubilé, 37. Saint Jean Capistran, 38. Négociations pour ramener les hussites, 39 et suiv. Guerre entre la France et l'Angleterre, 45. Conciles en Allemagne. 48. Couronnement de l'empereur Frédéric, 50. Etat de l'Eglise grecque, 51. Siège et prise de Constantinople par Mahomet II, 53 et suiv. Renaissance des lettres, 59. Projets de croisade contre les Turcs, 60 et suiv. Mort de Nicolas V, 64. Saint Laurent Justinien, 65. Alphonse Tostat, 66. Election de Callixte III, 67. Guerre contre les Turcs, 68 et suiv. Fléaux en Italie; bulle du pape à ce sujet, 70. Démêlés entre l'université de Paris et les religieux mendiants, 71. Troubles en Hongrie, 74. Mort de Callixte III, 77. Intrigues dans le conclave; élection de Pie II, 77 et suiv. Congrès de Mantoue au sujet de la guerre contre les Turcs, 82 et suiv. Etat de l'Eglise en Bohême, 84. Plaintes de Pie II au sujet de la pragmatique sanction, 87. Bulles contre les appels au futur concile, 90. Mort de saint Antonin, 93. Guerre civile en Angleterre, 93. Abolition de la pragmatique sanction, 95. Croisade entreprise par Pie II contre les Turcs; mort de ce pape, 99 et suiv. Election de Paul II; articles de réforme dressés dans le conclave, 101 et suiv. Affaires de Bohême, 104. Mort de Paul II, 108. Thomas Kempis, 109. Election de Sixte IV, 111. Décimes pour la guerre contre les Turcs, 112. Le cardinal Bessarion, 113. Affaires de France, 115. Concile d'Aranda en Espagne, 117. Institut des minimes, 118. Conjuraton contre les Médicis, 120 et suiv. Démêlés du pape avec Louis XI, 121. Démêlés entre le clergé séculier et les religieux, 123. Pierre d'Osma, 124. Inquisition d'Espagne, 124 et suiv. Ravages des Turcs, 128 et suiv. Louis XI fait venir en France saint François de Paule, 132. Saint Casimir, 134. Bulle sur l'immaculée conception, 135. Mort de Sixte IV, 136.

LIVRE TRENTE-NEUVIÈME.

DEPUIS LA MORT DE SIXTE IV JUSQU'AU COMMENCEMENT DU
LUTHÉRANISME.

Election d'Innocent VIII, 138. Religieuses de la Conception, 139. Censures prononcées par la faculté de théologie de Paris, 141.

Affaires d'Angleterre , 142. Jean Pic de la Mirandole, 143. Extinction du royaume de Grenade, 145 et suiv. Nouveau projet de croisade contre les Turcs, 152 et suiv. Election d'Alexandre VI, 154. Découverte du nouveau monde, 156. Bulle d'Alexandre VI à ce sujet, 157. Cruautés des Espagnols en Amérique, 159. Mort de Christophe Colomb, 160. Découvertes des Portugais, 160 et suiv. Guerre de Charles VIII en Italie ; ses démêlés avec Alexandre VI, 162 et suiv. Diverses bulles d'Alexandre VI, 172. Savonarole, 174. Commencemens du cardinal Ximenès, 175. Ses réglemens pour la réforme du clergé et des religieux, 177 et suiv. Mesures qu'il prend pour la conversion des Maures, 180. Bible polyglotte, 182. Sainte Jeanne de France, 185. Le cardinal d'Amboise, 186. Crimes de César Borgia, 190. Mort d'Alexandre VI, 191. Election de Jules II, 193. Sectaires de Bohême, 195. Affaires d'Angleterre, 197. Conquêtes des Portugais dans les Indes, 201 et suiv. Massacre des Juifs à Lisbonne, 204. Conquête d'Oran par Ximenès, 205. Guerre de Jules II contre les Vénitiens, 206. Contre la France, 209. Concile national de Tours, 210. Conciliabule de Pise, 214 et suiv. Ouverture du cinquième concile de Latran, 221. Interdit contre la France, 223. Mort de Jules II, 226. Election de Léon X, 227. Suite du concile de Latran, 228. Soumission du conciliabule de Pise, 231 et suiv. Monts de piété, 234. Guerre de François I^{er} en Italie, 236 et suiv. Concordat, 238 et suiv. Divers décrets du concile de Latran, 241. Protestation contre le concordat, 242 et suiv. Ximenès régent de Castille ; sa mort, 246 et suiv. Barthélémy Las Casas, 248.

LIVRE QUARANTIÈME.

DEPUIS LE COMMENCEMENT DU LUTHÉRANISME JUSQU'AU CONCILE DE TRENTE.

Indulgences publiées par Léon X, 251. Naissance de Luther ; ses premières thèses, 252 et suiv. Il comparait devant le cardinal Cajetan, 257. Mélanchthon, 259. Erasme, 261. Conférence de Leipsik, 265. Election de Charles V, 267. Bulle de Léon X contre Luther, 269. Emportemens de cet hérésiarque, 272. Diète de Worms, 275. L'université de Paris condamne les erreurs de Luther, 280. Henri VIII écrit contre lui, 281. Commencemens de Zuingle, 282. Révolutions de Suède, 284 et suiv. Conquête du Mexique, 289. Siège et prise de Rhodes par les Turcs, 292 et suiv. Vertus d'Adrien VI, 296. Divers écrits de Luther, 298. Diète de Nuremberg ; griefs des Allemands, 301 et suiv. Révolte des anabaptistes, 304. Le protestantisme établi à Zurich, 306. Œcolampade, 307. Carlostad, 308. Sectaires en France, 310 et suiv. Diète de Nuremberg, 314. Écrits d'Erasme contre Luther, 317 et suiv. Disputes entre les luthériens et les sacramentaires, 324. Progrès de l'hérésie en Suisse, 329. Le luthéranisme établi en Suède, 330 et suiv. Pillage de Rome, 338. Institut des capucins, 341. Des théatins et des barnabites, 343. Concile de Paris, 345. Diète de Spire, 348. Confession d'Ausbourg, 351. Ligue des princes luthériens, 356. Etablissement de l'hérésie à Genève, 359 et suiv. Divorce

d'Henri VIII, 362 et suiv. Cranmer, archevêque de Cantorbéry, 373. Schisme d'Angleterre, 379. Supplice de Fischer et de Thomas Morus, 381. Suppression des monastères et pillage des biens de l'Eglise, 386. Anabaptistes de Munster, 389. Anabaptistes en Hollande, 394. Progrès de l'hérésie en France, 396 et suiv. Commencemens de Calvin, 399. Conquête du Pérou, 405. Zèle de Paul III pour la réforme des abus, 407 et suiv. Persécution en Angleterre, 412. Bulle contre Henri VIII, 414. Lois de ce prince sur la religion, 414 et suiv. Conférence de Ratisbonne, 419. Polygamie autorisée par Luther, 421. Saint Ignace de Loyola; institut des jésuites, 423 et suiv. Apostasie de l'archevêque de Cologne, 434. Poursuites contre les vaudois, 436 et suiv. Mort de Luther, 441.

LIVRE QUARANTE ET UNIÈME.

DEPUIS L'OUVERTURE DU CONCILE DE TRENTE JUSQU'A SA CONCLUSION.

Travaux et décrets du concile de Trente durant les dix premières sessions, 444 et suiv. Translation du concile à Bologne, 467. Guerre de l'empereur contre les protestans, 470. Publication de l'*intérim*; divisions à ce sujet, 473 et suiv. Mort d'Henri VIII; établissement du calvinisme en Angleterre, 476 et suiv. Poursuites contre les hérétiques en France, en Ecosse et en Italie, 480 et suiv. Michel Servet condamné au feu par Calvin, 483. Multiplication des sectes parmi les protestans, 485 et suiv. Travaux de saint François Xavier, 488 et suiv. Saint Jean de Dieu, 500. Saint Thomas de Villeneuve, 502. Saint Pierre d'Alcantara, 503. Reprise et décrets du concile de Trente, 506 et suiv. Traité de Passaw, 514. Rétablissement de la religion catholique en Angleterre, 516 et suiv. Mission en Ethiopie, 521. Abdication et mort de Charles V, 526. Zèle de Paul IV, 528. Suite des divisions parmi les protestans, 529. Poursuites en France contre les calvinistes, 531. Nouveaux évêchés dans les Pays-Bas, 536. Révolte des calvinistes en Ecosse, 537. La reine Elisabeth rétablit le protestantisme en Angleterre, 539 et suiv. Persécution contre les catholiques, 544. Conjuratation d'Amboise, 546. Soins de Paul IV pour ramener les protestans, 549. Troubles causés en France par les calvinistes, 550 et suiv. Colloques de Poissy, 553 et suiv. Guerre civile en France, 559. Baius commence à répandre ses erreurs, 563. Saint Charles Borromée, 566. Continuation et fin du concile de Trente, 567 et suiv.

LIVRE QUARANTE-DEUXIÈME.

DEPUIS LA CONCLUSION DU CONCILE DE TRENTE JUSQU'A LA FIN
DU SEIZIÈME SIÈCLE.

Bulle pour la confirmation du concile de Trente, 587. Publication de ce concile en Espagne, en Pologne et en d'autres endroits, 588. Motifs qui empêchent de le publier en France, 589 et suiv.

Mort de Calvin , 591. Antitrinitaires en Pologne, 593. Divers conciles provinciaux pour la réception du concile de Trente, 595. Travaux de saint Charles Borromée , 596. Congrégation de l'Oratoire à Rome, 598. Ordonnance de Pie V pour la réforme des abus, 600. Suite des travaux de saint Charles, 601 et suiv. Sainte Thérèse, 605 et suiv. Révoltes des calvinistes dans les Pays-Bas, 609 et suiv. Condamnation des erreurs de Baius, 612. Les calvinistes de France recommencent la guerre civile, 617. Bulle *In cœno Domini*, 621. Troubles en Ecosse, 624. Persécution en Angleterre, 625. Puritains, 626. Bataille de Lépante, 627. Missions du Brésil, 628. Mort de Pie V, 629. Massacre de la Saint-Barthélemy , 630 et suiv. Confréries de pénitens, 637. Commencemens de la ligue, 638. Remontrances du clergé à Henri III, 641. Peste de Milan; zèle de saint Charles , 642. Réforme des feuillans, 645. Persécution en Angleterre, 647. Suite des troubles dans les Pays-Bas, 648. Bulle de Grégoire XIII contre Baius, 650. Divers conciles en France et ailleurs , 651. Mort de saint Charles Borromée, 651. Mort de sainte Thérèse, 652. Réforme du calendrier, 653. Progrès du christianisme dans le Japon, 653. Bulles et ordonnances de Sixte V, 655. Mort de Marie Stuart, 657. L'université de Louvain censure les thèses de Lessius, 659. Renouveau de la ligue en France, 660. Bulles de Sixte V contre le roi de Navarre, 662. Assassinat du duc de Guise, 663. Soulèvement contre Henri III, 664. Assassinat de ce prince, 665. Bulle contre Henri IV, 666. Négociations entre les royalistes et les ligueurs, 668. Abjuration d'Henri IV, 669. Arrêt de bannissement contre les jésuites, 671. Absolution d'Henri IV, 672. Édit de Nantes, 673. Congrégation de la doctrine chrétienne, 674.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE.

LIVRE TRENTE-HUITIÈME.

DEPUIS LE CONCILE DE FLORENCE JUSQU'À LA MORT DE SIXTE IV.

DE 1442 A 1484.

Les abus multipliés qu'on a pu remarquer dans le moyen âge faisaient réclamer depuis longtemps la réformation de l'Église dans son chef et dans ses membres; et pour l'obtenir plus sûrement, le concile de Constance avait semblé par ses décrets soumettre l'autorité du pape à celle des conciles généraux, et leur attribuer le droit de lui imposer des lois et de le contraindre à leur obéir. C'est là ce qui explique les étranges prétentions du concile de Bâle et l'adhésion qu'il obtint en Allemagne, en France et dans plusieurs autres pays. Mais, quoiqu'une sorte de réaction se manifestât presque partout contre la cour de Rome, la crainte du schisme fit reculer devant l'application des principes que le concile voulait faire triompher. On a vu cette assemblée, au mépris des bulles pontificales et malgré la retraite d'une partie de ses membres, poursuivre ses entreprises schismatiques, déclarer nuls tous les actes du concile de Ferrare, prononcer la suspense du pape Eugène, et continuer ensuite, malgré les représentations des souverains, les procédures commencées contre lui. Toutefois, les négociations avec les princes d'Allemagne et les divisions qui régnaient dans le concile firent suspendre près d'un an l'effet de ces procédures; mais, au mois d'avril 1439, la majorité

résolut d'y donner suite, et pendant que le pape Eugène travaillait à Florence à la réunion des Grecs, ses ennemis vinrent à bout de faire prononcer sa déposition. Ils dressèrent dans ce but un projet de décret en huit articles, dont les trois premiers définissaient comme des vérités de foi que le pape est soumis lui-même à l'autorité du concile général, qu'il ne peut ni le dissoudre ni le transférer sans le consentement de l'assemblée, et que quiconque ose combattre opiniâtrément ces vérités doit être jugé hérétique. Les cinq autres, contenant l'application de ces principes au pape Eugène, portaient qu'il était hérétique opiniâtre et même relaps, pour avoir tenté deux fois de dissoudre le concile de Bâle et méprisé les décrets prononcés contre lui.

Ces propositions devinrent le sujet de longs et violents débats. Presque tous les membres du concile étaient d'accord pour admettre les trois premières ou du moins le fond de la doctrine qu'elles contenaient; mais plusieurs cependant n'approuvaient point qu'on voulût la définir comme article de foi, et un grand nombre surtout repoussaient l'application qu'on voulait en faire au pape Eugène; car, tout en accusant ce pape d'une résistance condamnable, ils ne jugeaient pas qu'on dût le regarder comme hérétique, ni qu'il fût opportun d'en venir contre lui à des mesures extrêmes. Celui qui mit le plus d'ardeur à combattre ces propositions fut Nicolas Tudesque, archevêque de Palerme, et célèbre comme canoniste dans les écoles sous le nom de Panormitain. Ce prélat, ambassadeur d'Alphonse, roi d'Aragon et de Sicile, qui prenait tantôt le parti du concile, tantôt celui du pape, selon les intérêts de sa politique, suivit lui-même les variations de son souverain, et l'on a de lui un traité qu'il composa peu de temps après pour justifier le concile de Bâle et la déposition du pape Eugène. Mais dans cette circonstance, non content de parler avec force plusieurs fois contre les articles proposés, comme il les

vit appuyés principalement par les docteurs et les ecclésiastiques du second ordre, il déclara que ce n'était point à eux, mais aux évêques seuls, qu'il appartenait de prononcer la décision, et fit une protestation en forme contre les résolutions qui pourraient être adoptées par le concile. On mit tant de vivacité dans ces débats que bientôt toute délibération devint impossible. Les prélats espagnols soutinrent avec chaleur les discours et la protestation de l'archevêque de Palerme, et interrompirent par de violents murmures le cardinal d'Arles, président du concile, qui parlait en faveur des articles, et se disposait à en proclamer l'adoption. D'un autre côté, le patriarche d'Aquilée, s'adressant au parti de l'opposition, s'écria qu'ils ne connaissaient pas la nation allemande, et que s'ils continuaient de s'opposer au bien de l'Eglise, ils ne sortiraient pas la tête sauve. Alors, l'archevêque de Palerme dit à ses partisans qu'il ne leur restait qu'à fuir d'une assemblée où il n'y avait plus de liberté. Le comte de Tierstein, qui faisait l'office de protecteur du concile, les rassura, et obligea le patriarche à révoquer ses menaces imprudentes. En même temps, plusieurs prélats, entre autres l'archevêque de Lyon, s'efforcèrent de rétablir le calme dans l'assemblée, et d'engager l'archevêque de Palerme à retirer sa protestation. Mais comme il avait pour lui le plus grand nombre des évêques, il persista à la maintenir et à déclarer que si l'on passait outre, la décision serait considérée comme nulle et non avenue. Enfin, le cardinal d'Arles parvint à obtenir le silence sous prétexte de lire des lettres importantes venues de France, et après cette lecture, il ajouta que les nonces d'Eugène cherchant à répandre partout l'opinion que l'autorité du pape était au-dessus du concile, le seul moyen d'empêcher cette opinion de prendre racine parmi les peuples, c'était d'adopter au moins les trois premières propositions; ce qui fut vivement appuyé par une grande partie de l'assemblée, de sorte qu'il s'empres-

de prononcer, au nom du concile, l'adoption de ces trois articles; et quelques jours après, malgré des réclamations nombreuses, on indiqua une session pour en publier le décret. Les ambassadeurs des princes, après de vains efforts pour empêcher le concile de rien statuer, demandèrent au moins qu'on restreignît le décret à la première proposition; mais ils ne purent l'obtenir, et refusèrent en conséquence d'assister à la session. Tous les prélats de l'opposition prirent le même parti. Il n'y en eut pas un seul de la nation espagnole; il s'en trouva deux seulement d'Italie, et environ vingt, tant abbés qu'évêques de France et d'Allemagne. Mais on y comptait plus de quatre cents docteurs ou ecclésiastiques du second ordre à qui le cardinal et son parti, d'après l'exemple du concile de Constance, avaient donné voix délibérative, et pour concilier à cette assemblée illégitime la vénération qu'elle ne pouvait guère inspirer d'elle-même, il imagina l'étrange et ridicule expédient de faire apporter toutes les reliques des différentes églises de Bâle et de les placer sur les sièges des évêques absents. C'est ainsi qu'une fraction de ce conciliabule schismatique n'hésita pas à définir, comme des vérités de foi qui ne pouvaient être contredites sans hérésie, que les conciles généraux ont une autorité supérieure au pape, et qu'il ne peut ni les dissoudre ni les transférer. Cette trente-troisième session fut tenue le 16 mai 1439.

Les ambassadeurs des princes continuèrent leurs protestations et leurs efforts pour empêcher de poursuivre l'affaire; mais ces représentations n'eurent pas plus d'effet qu'auparavant; et dès le 23 mai, on tint une congrégation générale où l'on adopta les cinq derniers articles qui déclaraient le pape Eugène hérétique, après quoi on le cita à comparaître à la prochaine session, qui fut indiquée pour le 25 juin. Il s'y trouva environ trente-neuf prélats, dont huit ou neuf seulement étaient évêques, encore prétend-on que plusieurs de ceux-ci étaient

les ennemis personnels d'Eugène, et que deux d'entre eux avaient été déposés par lui pour leurs crimes. Toutefois, quoiqu'un plus grand nombre fût exigé par les canons pour juger même un simple évêque, cette poignée de factieux, usurpant le titre de concile général, ne craignit pas de prononcer la déposition du souverain pontife. On le déclara simoniaque, parjure, schismatique, hérétique, et comme tel privé de tout honneur et de toute dignité, avec défense à tous les fidèles de le reconnaître comme pape et de lui obéir, sous peine d'excommunication ; puis, dans la trente-cinquième session, tenue le 2 juillet, on décida qu'il serait procédé dans deux mois à l'élection d'un autre pape, et que, malgré la retraite de quelques prélats opposés à la déposition d'Eugène, le concile n'en conserverait pas moins toute son autorité, et ne pourrait être dissous sous aucun prétexte, que de l'avis des deux tiers de ses membres. Comme la peste se déclara bientôt après dans la ville, où elle fit de grands ravages, on voulut engager le cardinal d'Arles à permettre aux prélats de se retirer dans quelque campagne voisine, avec promesse de revenir quand la peste serait moins violente ; mais il refusa d'y consentir, et répondit qu'il aimait mieux sauver le concile au péril de sa vie que de sauver sa vie au péril du concile. Sur ces entrefaites, on reçut des lettres du roi de France dans lesquelles il se plaignait qu'on eût poursuivi, malgré ses représentations et celles des autres princes, les procédures contre le pape Eugène, et conjurait le concile de ne pas pousser plus loin cette affaire. Le roi d'Angleterre et l'empereur d'Allemagne adressèrent aussi de leur côté des plaintes analogues. Mais le concile n'y eut aucun égard ; il se contenta de répondre à ces princes qu'il leur enverrait des nonces pour exposer les raisons de sa conduite, et qu'il ne doutait pas qu'elles ne fussent approuvées. On fit partir, en effet, des députés pour notifier les mesures qui venaient d'être prises et obtenir l'adhésion des sou-

verains; mais cette démarche demeura presque partout sans résultat, et dans plusieurs villes d'Allemagne on fit arracher le décret de déposition que les députés avaient fait afficher aux portes des églises. Quelque temps après, le concile fit diversion à ses entreprises schismatiques par un décret remarquable, et qui obtint l'approbation générale. Il déclara, dans la trente-sixième session, tenue le 17 septembre, que l'opinion de l'immaculée conception de la sainte Vierge est une croyance pieuse, conforme au culte de l'Église, à la foi catholique et à l'Écriture sainte, avec défense à toute personne d'enseigner ou de prêcher le contraire, et ordonna que la fête en serait célébrée partout le 8 décembre, suivant l'usage de l'Église romaine (1).

Cependant le pape Eugène, ayant appris la sentence prononcée contre lui, publia de son côté, le 4 septembre, dans une session du concile de Florence, un décret par lequel, annulant de nouveau tous les actes du prétendu concile de Bâle, il condamnait en particulier les huit articles récemment adoptés, et confirmait l'excommunication et les autres peines déjà prononcées contre les membres de cette assemblée et contre leurs auteurs. Quand ce décret fut connu à Bâle, la faction la plus ardente proposa aussitôt de le condamner comme hérétique; mais Jean de Ségovie, docteur de Salamanque, quoique partisan déclaré des huit articles, fit sentir la témérité d'une pareille qualification, qui retomberait sur tous les cardinaux, sur le concile de Florence et sur presque toute l'Église, encore unie au pape Eugène. On se borna donc à faire rédiger une réfutation de ce décret, dans laquelle on s'efforçait de soutenir les huit propositions adoptées, ainsi que la déposition d'Eugène, et de répondre à tout ce qu'il avançait pour affaiblir l'autorité des décrets de

(1) *Æn. Sylv. De conc. Basil.* — August. Patric. — Joan. Turrecrem. *De Eccles.* lib. II. — Platin. *Vit. Eugen.* — Rainald.

Constance relativement à la supériorité des conciles généraux. Cette réfutation fut ensuite approuvée dans une session publique. Mais elle ne demeura pas sans réplique, et le cardinal Jean de Turrecremata, dans une réponse qu'il y opposa, fit ressortir l'illégitimité manifeste du concile de Bâle, le caractère schismatique de cette assemblée, et la nullité de ses décrets contre le pape Eugène. Il s'efforça, en outre, d'établir que le pape est au dessus des conciles généraux, et qu'on ne saurait nullement se fonder, pour soutenir le contraire, sur les décrets du concile de Constance (1).

(1) D'autres auteurs, et notamment saint Antonin, en se déclarant pour la même opinion, allèrent jusqu'à prétendre qu'on ne saurait la combattre sans hérésie, et l'on ne manqua pas de s'autoriser de la décision prononcée au concile de Florence dans le décret d'union. C'était, comme on le voit, qualifier d'hérésie la doctrine même dont le concile de Bâle prétendait faire un article de foi. Mais le temps a fait justice de ces exagérations réciproques, et s'il est bien certain d'une part que les décrets du concile de Constance touchant la supériorité des conciles généraux n'ont pas cette autorité dogmatique et irréfutable qu'on voulait leur attribuer, il n'est pas moins constant d'autre part que le concile de Florence n'a pas même songé à définir cette question, qui reste abandonnée à la libre discussion des écoles; car on doit comprendre qu'un décret rédigé de concert avec les Grecs et souscrit par eux n'a pas eu pour objet de leur imposer comme article de foi, touchant l'autorité pontificale, une opinion qui était alors et qui est encore controversée parmi les Latins. On a vu d'ailleurs que dans les négociations qui suivirent les conférences publiques, l'article concernant la primauté du saint-siège donna lieu à quelques difficultés de la part des Grecs, qui n'hésitèrent pas à la reconnaître, mais qui voulaient au moins en restreindre les conséquences et limiter les droits ou les prérogatives du souverain pontife. Ainsi dans les propositions qu'ils présentèrent sur cet article, ils mirent deux restrictions : l'une que le pape ne pourrait convoquer les conciles généraux sans le concours de l'empereur et des patriarches, bien entendu cependant que si après cela ils n'y assistaient pas, leur absence n'empêcherait pas de les célébrer; l'autre qu'on ne pourrait appeler au pape du jugement des patriarches, ou du moins que si l'appel avait lieu, la cause ne serait point évoquée à Rome ni les

Comme le terme de deux mois fixé pour l'élection d'un nouveau pape était écoulé, le concile de Bâle tint le 28 octobre une trente-septième session, dans laquelle on régla que trente-deux prélats ou autres ecclésiastiques seraient choisis pour procéder à cette élection avec le cardinal d'Arles ; puis, deux jours après, dans la trente-huitième session, les membres désignés prêtèrent le serment prescrit, et le lendemain ils se renfermèrent dans le lieu préparé pour le conclave. Les voix au premier scrutin furent extrêmement divisées ; toutefois il s'en trouva seize en faveur d'Amédée, ancien duc de Savoie, qui, après avoir abandonné à son fils le gouvernement de ses états, vivait retiré dans la solitude de Ripailles, au bord du lac de Genève, où il avait réuni une sorte de congrégation religieuse, dite des chevaliers de Saint-Maurice. Plusieurs voulaient l'exclure du pontificat comme simple laïque et surtout comme ayant été marié ; mais son titre de prince séculier et l'alliance de sa maison aux familles régnantes le firent préférer comme plus

patriarches obligés d'y comparaître, mais que le pape enverrait des commissaires sur les lieux pour entendre les parties et juger l'affaire. Ensuite, comme le pape refusa d'adhérer à ces restrictions, ils dressèrent un autre projet de décret, dans lequel reconnaissant le pape comme souverain pontife, pasteur et docteur de tous les chrétiens et chargé comme vicaire de Jésus-Christ de gouverner l'Eglise, ils ajoutaient seulement : Sauf les privilèges et les droits des patriarches d'Orient. Le pape consentit à cette clause, qui se trouve en effet dans le décret d'union ; mais pour exprimer plus formellement les droits du saint-siège, il voulut insérer qu'il exerce sa primauté selon qu'il est déterminé par l'Écriture et dans les écrits des saints. Ces dernières expressions furent rejetées par les Grecs comme trop vagues ; car, dit l'empereur, si quelque saint dans ses lettres a voulu faire des compliments au pape, faudra-t-il y voir le fondement d'un privilège ? Ils demandèrent donc qu'on remplaçât ces expressions par celles-ci : Selon qu'il est porté dans les saints canons ; ce qui leur fut accordé. Tout cela fait voir clairement combien on était loin au concile de Florence de vouloir étendre l'autorité du saint-siège au delà de ce qui est incontestablement fixé par la tradition.

propre que tout autre à réunir l'adhésion des souverains. Il fut donc élu le 5 novembre par vingt-six voix, et son élection confirmée le 17 du même mois dans la trente-neuvième session; après quoi on lui envoya une députation pour obtenir son consentement. Il fit d'abord quelque difficulté; mais enfin il se rendit, et prit le nom de Félix V. Il fut aussitôt après revêtu des ornemens pontificaux et intronisé par le cardinal d'Arles, dans l'église du monastère de Saint-Maurice.

Le pape Eugène, informé de cette élection, ne manqua pas de procéder contre le prétendu pontife et de l'excommunier avec tous ses fauteurs ou adhérens, s'ils n'abandonnaient son parti dans cinquante jours. Ce décret fut publié au concile de Florence le 23 mars 1440, dans la troisième session tenue après le départ des Grecs. En même temps, pour se fortifier contre les schismatiques, il nomma dix-sept cardinaux choisis dans les différentes nations, et tous distingués par leur mérite ou par leur noblesse. On remarque dans ce nombre le célèbre Bessarion, archevêque de Nicée, qui était resté en Italie, Isidore, métropolitain de Russie, qui s'était signalé par son zèle pour l'union, et Jean de Turrecremata, dominicain et maître du sacré palais, auteur de plusieurs écrits pour la défense du saint-siège. De son côté l'assemblée de Bâle, dans sa quarantième session, tenue le 26 février 1440, publia l'acceptation de Félix, excommunia tous ceux qui ne le reconnaîtraient pas pour pape légitime, et renouvela tous les décrets portés précédemment contre Eugène. Ensuite, dans une autre session, tenue le 23 juillet, on déclara nulle, schismatique et hérétique, la sentence publiée contre Félix au concile de Florence, et le pape Eugène justement déposé pour sa désobéissance à l'Eglise et pour un grand nombre de crimes notoires. Le lendemain, Félix, qui depuis un mois était arrivé à Bâle, fut sacré et couronné par le cardinal d'Arles, et comme il ne pouvait tirer aucun revenu du patrimoine de

Saint-Pierre , dont le pape Eugène était en possession , on lui permit , par un décret publié le 4 août dans la quarante-deuxième session , d'exiger pendant cinq ans le cinquième des revenus de tous les bénéfices , et le dixième pendant cinq autres années , avec obligation à tous les bénéficiers de payer cette contribution , sous peine des censures ecclésiastiques. Il avait déjà nommé , avant de venir à Bâle , quatre cardinaux , et il en fit encore huit autres au mois d'octobre et six au mois de novembre , parmi lesquels on remarque Nicolas Tudesque , archevêque de Palerme , qui s'était prononcé si fortement contre la déposition d'Eugène (1).

Ce n'était pas tout d'avoir créé un pape , il fallait le faire reconnaître , et le concile envoya pour cet effet des députés à l'empereur d'Allemagne , au roi de France et aux autres princes. Eugène de son côté leur envoya aussi des nonces pour soutenir ses droits. Le roi de France Charles VII convoqua pour les entendre une assemblée à Bourges vers la fin d'août 1440 , et le cardinal de Turcremata , au nom du pape Eugène , pria le roi et les prélats de ne point adhérer au concile de Bâle ni à l'élection de Félix , et d'abolir ou au moins de suspendre la pragmatique sanction. Thomas de Corcellis , docteur de Paris et député du concile de Bâle , s'efforça de prouver que ce concile , malgré le décret de translation , n'a-

(1) On rapporte à cette année 1440 la mort de Nicolas Clémangis , célèbre docteur de Paris et regardé comme un des écrivains les plus éloquens de son siècle. Il obtint du pape Benoît XIII un canonicat dans l'église de Langres , et devint ensuite archidiaque de Bayeux. On a de lui un traité des études théologiques , quelques écrits sur le schisme et sur divers sujets de morale ou de discipline , et un grand nombre de lettres fort intéressantes touchant les affaires de l'époque. On lui attribue aussi un traité sur la corruption de l'Église ; mais plusieurs critiques prétendent qu'il n'est pas de lui. Du reste , les déclamations quelquefois exagérées qu'on trouve dans ses écrits sur les désordres de son temps ont fait mettre ses ouvrages à l'index.

vait point cessé d'être légitime , et que la déposition d'Eugène aussi bien que l'élection de Félix étaient parfaitement canoniques. Il insista particulièrement sur la défense que le roi avait faite aux prélats de se rendre à Ferrare , et représenta qu'après avoir donné au concile de Bâle des preuves constantes de son adhésion , ce prince ne pouvait avoir aucun motif pour la refuser au décret de déposition, qui avait été rendu selon les mêmes formes que tous les autres. Les prélats délibérèrent plusieurs jours, après quoi le roi fit répondre le 2 septembre aux légats d'Eugène , qu'à l'exemple de ses ancêtres il était plein de respect pour les conciles généraux , qu'il regardait comme tel le concile de Bâle, et ne pouvait par conséquent reconnaître l'assemblée de Ferrare ; mais que, doutant si la déposition d'Eugène avait été faite selon les formes, il demeurerait dans son obéissance , et le prierait d'assembler un autre concile général pour remédier au schisme. Et quant à la pragmatique sanction , il déclara qu'il était résolu à la maintenir dans son royaume, sauf les modifications qui pourraient y être apportées, s'il y avait lieu, par le concile général. On comprend aisément l'inconséquence d'une pareille réponse ; car il est évident que si le pape Eugène devait être reconnu comme légitime, le concile de Bâle, qui s'en était séparé, ne pouvait être qu'une assemblée schismatique.

On prit en Allemagne la même détermination. L'empereur Albert était mort au mois d'octobre 1439 , et les électeurs, réunis à Francfort au commencement de l'année suivante, lui donnèrent pour successeur Frédéric , duc d'Autriche, qui régna plus de cinquante ans. Les députés du concile de Bâle se présentèrent à cette diète pour demander l'adhésion des princes à l'élection de Félix ; mais on leur répondit qu'on s'en tenait à la résolution précédemment adoptée, de recevoir les décrets du concile , à l'exception de ceux qui regardaient le pape Eugène. Une autre diète fut tenue à Mayence au mois

d'avril 1441, pour entendre de nouveaux députés envoyés au nom du concile et de Félix, ainsi que les légats du pape Eugène, et les princes, de concert avec les ambassadeurs du roi de France, furent d'avis de persister dans la neutralité et de demander la convocation d'un concile général dans une ville autre que Bâle et Florence. Cette délibération fut envoyée à l'empereur, qui remit la décision à une diète prochaine. Elle se tint l'année suivante à Francfort, et le concile y députa le cardinal d'Arles avec Nicolas Tudesque et Jean de Ségovie, tous deux nommés cardinaux par Félix. Mais ils furent obligés, pour être admis, de quitter les ornemens de cette dignité. L'archevêque de Palerme employa tous les argumens ordinaires pour soutenir la légitimité du concile et de ses décrets, et fut réfuté par Nicolas de Cusa, légat d'Eugène. L'empereur, conformément à la résolution de la diète, persista à demander un nouveau concile général, et députa vers le pape Eugène pour l'engager à en faire la convocation. Il envoya aussi des ambassadeurs à Bâle pour notifier cette résolution au concile, qui n'y donna son consentement qu'après beaucoup de difficultés; mais comme l'empereur, passant lui-même près de Bâle, refusa d'entrer dans la ville avant d'avoir une réponse conforme à ses vues, on consentit enfin, le 2 octobre 1442, à la tenue d'un concile général dans une autre ville, moyennant que l'empereur et les autres princes y enverraient leurs ambassadeurs et promettaient de le protéger et d'en faire exécuter les décrets. L'empereur fit alors son entrée à Bâle et rendit visite à Félix, mais sans lui rendre les honneurs dus au souverain pontife. Quant au pape Eugène, il répondit aux députés allemands qu'il s'étonnait de la demande d'un concile général, pendant qu'il s'en tenait un dont on ne pouvait contester l'autorité; que néanmoins, par égard pour l'empereur, dès qu'il serait à Rome, où il venait de transférer le concile, il délibérerait sur cette demande; mais qu'avant

tout les princes d'Allemagne devaient renoncer à la neutralité et se soumettre au saint-siège, et qu'alors, si les autres princes le trouvaient bon, il consentirait volontiers à convoquer un autre concile (1).

Pendant ces négociations, le concile de Bâle tint encore quelques sessions, savoir : la quarante-troisième le 1^{er} juillet 1441, dans laquelle on ordonna de célébrer dans toute l'Église la fête de la Visitation de la sainte Vierge; la quarante-quatrième au mois d'août de l'année suivante, où l'on publia plusieurs décrets pour la sûreté des membres du concile, et pour condamner quelques propositions soutenues par les religieux mendiants contre les droits de la juridiction des évêques et des curés; enfin la quarante-cinquième au mois de mai 1443, où l'on fit un décret portant que dans trois ans un autre concile général se tiendrait à Lyon, mais qu'en attendant, celui de Bâle ne serait point dissous, et se continuerait soit dans cette même ville, soit à Lausanne, où Félix s'était retiré. Ce fut la dernière session de cette assemblée, qui dès lors comprit son impuissance et ne tarda pas à se dissoudre de fait par la retraite successive de la plupart de ses membres. Toutefois le schisme se prolongea encore plusieurs années. Félix demeurait tantôt à Lausanne, tantôt à Genève, et se montrait assez peu satisfait du concile, qui le tenait en quelque sorte dans la dépendance, et le réduisait à épuiser la succession de ses fils pour envoyer des ambassades aux princes et soutenir sa dignité. Les principaux états de l'Europe persistèrent dans l'obéissance du pape Eugène, et beaucoup de prélats, notamment ceux d'Écosse, allèrent jusqu'à prononcer l'excommunication contre Félix et le concile de Bâle. Ce prétendu pape n'eut guère dans son obéissance que la Suisse, le Piémont et la Savoie, une partie de l'Autriche

(1) August. Patric. — En. Sylv. — Panormit. — S. Anton. *Chron.* — Monstrelet.

et de la Bavière, et quelques universités, entre autres celles de Paris, de Louvain, de Vienne et de Cracovie, qui soutinrent, dans des consultations écrites, l'autorité du concile de Bâle et de ses décrets contre Eugène.

Alphonse, roi d'Aragon, se déclara d'abord en faveur de Félix, et lui envoya des lettres où il témoignait son intention de le faire reconnaître dans ses états. Mais il n'avait d'autre dessein que de se faire donner l'investiture du royaume de Naples, dont René d'Anjou tenait encore une partie. C'est pourquoi il prenait soin de ménager en même temps le pape Eugène et de négocier successivement avec les deux partis, pour s'attacher à celui qui lui ferait les meilleures conditions. Enfin, comme il s'était rendu maître de Naples et que René d'Anjou, hors d'état de se maintenir, avait pris le parti de revenir en France, le pape Eugène conclut, au mois de juin 1443, un traité avec Alphonse aux conditions suivantes : qu'il donnerait à ce prince l'absolution des censures encourues par lui et les siens, et l'investiture du royaume de Naples avec les mêmes droits et dans la même forme que de coutume, en ajoutant cette clause : nonobstant qu'il s'en soit emparé de force et par la voie des armes ; qu'il lui céderait en outre les villes de Bénévent et de Terracine, et lui ferait remise de tout l'argent qu'il pouvait redevoir à la chambre apostolique, et que de son côté Alphonse reconnaîtrait Eugène et le ferait reconnaître dans ses états comme pape légitime ; qu'il lui jurerait foi et hommage, et fournirait six galères contre les Turcs et des troupes contre François Sforce, pour aider le pape à recouvrer les domaines du saint-siège. D'autres articles de ce traité avaient pour objet de garantir les privilèges et libertés de l'Église ainsi que les droits du peuple et de la noblesse, et si l'on en croit quelques auteurs, il fut stipulé par un article secret que Ferdinand, fils naturel d'Alphonse, serait légitimé par le pape et succéderait à son père. Dès que ce traité fut conclu, Alphonse s'empres-

de révoquer les déclarations qu'il avait publiées dans ses états en faveur de Félix, et de rappeler ses ambassadeurs et les prélats ses sujets qui se trouvaient au concile de Bâle. Nicolas Tudesque, fait cardinal par Félix, se conforma comme les autres aux volontés du roi, et déposant alors les ornemens de sa nouvelle dignité, il se retira dans son archevêché de Palerme, où il mourut de la peste en 1445. On a de lui des Commentaires fort estimés sur les décrétales, un traité en faveur du concile de Bâle, et quelques autres ouvrages de droit canonique.

Le pape Eugène était resté près d'un an à Florence après la translation du concile à Rome, et il s'arrêta encore quelque temps à Sienne, où plusieurs princes d'Italie et un grand nombre d'ambassadeurs vinrent lui rendre hommage. Ce fut là que mourut le pieux cardinal Nicolas Albergati, évêque de Bologne, qui avait rempli avec succès plusieurs légations importantes en France et en Allemagne, et que le pape avait désigné pour un des présidens du concile de Bâle, où il soutint avec beaucoup de zèle les droits du saint-siège. Son nom a été inséré par Benoît XIV dans le martyrologe romain. Le pape Eugène, arrivé à Rome vers la fin de septembre 1443, fit l'ouverture du concile quelques jours après dans l'église de Latran, et adressa, mais inutilement, des brefs à tous les princes pour les inviter à y envoyer leurs ambassadeurs. Il avait reçu à Florence un envoyé avec des lettres du roi d'Éthiopie, qui témoignait le plus grand zèle pour l'union et promettait de venir lui-même à Rome pour embrasser la foi du saint-siège ; mais ce projet n'eut pas de suite, et il en fut de même des démarches faites au concile de Latran par d'autres schismatiques orientaux. L'archevêque d'Édesse, au nom du patriarche des jacobites syriens de la Mésopotamie, vint se soumettre au saint-siège et souscrivit une profession de foi catholique sur la procession du Saint-Esprit et sur les deux natures en Jésus-Christ, après quoi le décret d'union fut

publié dans une première session tenue au mois de septembre 1444. L'année suivante, dans une autre session tenue au mois d'août, l'archevêque de Tarse, métropolitain des nestoriens ou Chaldéens de Chypre, et un envoyé d'Élie, évêque des Maronites, souscrivirent de même un décret d'union dans lequel ils faisaient profession de se soumettre au saint-siège et d'embrasser sa doctrine. Ils avaient été ramenés à la foi catholique avec leur clergé et leur peuple par les exhortations d'André, archevêque de Rhodes, que le pape avait envoyé comme légat en Orient, pour travailler à la conversion des schismatiques. Mais ces différentes sectes, comme les autres dont la réunion s'était faite à Florence, retournèrent bientôt à leurs erreurs (1).

Le décret d'union avec les Grecs avait défini les points principaux qui divisaient les deux Eglises. Le pape Eugène fit ensuite discuter moins solennellement quelques autres points de discipline et de liturgie sur lesquels l'archevêque de Mytilène donna des explications satisfaisantes, à l'exception de ce qui regarde l'indissolubilité du mariage ; car les Grecs, contre la tradition générale, croyaient qu'on pouvait le dissoudre pour cause d'adultère et permettre aux parties d'en contracter un nouveau, et ils persistèrent dans cet usage, que le concile par ménagement, s'abstint de condamner. Le pape les pressa de nommer avant leur départ un patriarche à qui il donnerait l'institution canonique, et de punir comme hérétique Marc d'Éphèse, qui avait refusé de souscrire aux définitions du concile. Mais ils répondirent que leur patriarche serait élu et institué à Constantinople, suivant l'usage ; et quant à Marc d'Éphèse, comme les évêques l'avaient cité à comparaître, il se jeta aux genoux de l'empereur, le suppliant de lui épargner la honte d'une rétractation devant les Latins, et l'empereur, touché de

(1) Act. conc. Florent. — August. Patric. — Platin.

ses larmes, engagea les évêques à surseoir jusque après leur retour, promettant qu'alors il l'obligerait à souscrire comme les autres. Cette indulgence eut les suites qu'on devait prévoir. Les Grecs partirent de Florence vers la fin d'août 1439, fort contens du pape, qui s'était engagé à pourvoir aux frais de leur retour, à leur fournir quelques troupes et des galères pour la défense de Constantinople, et qui leur donna beaucoup plus qu'il n'avait promis. Ils arrivèrent à Constantinople au mois de février de l'année suivante, et furent loin de trouver les esprits disposés à l'union. Le peuple, excité par le fanatisme du clergé et des moines, s'emporta en injures contre ceux qui l'avaient souscrite; on les traita d'apostats, de traîtres à la religion, et on refusa de les admettre aux fonctions ecclésiastiques et de communiquer avec eux. Plusieurs eurent le courage de lutter avec persévérance contre cet aveugle déchaînement de la multitude; mais un grand nombre se laissèrent ébranler, et non contens de rétracter ce qu'ils avaient souscrit à Florence, ils s'unirent aux autres schismatiques pour attaquer de vive voix et par écrit le décret d'union.

Marc d'Éphèse, reçu comme en triomphe et célébré par toutes les bouches comme le seul défenseur de la religion, adressa une circulaire aux patriarches et aux évêques de l'Orient pour soutenir la doctrine des Grecs et combattre les décisions du concile. D'autres schismatiques publièrent aussi divers écrits dans lesquels, à son exemple, ils affirmaient avec impudence, tantôt qu'on avait corrompu par argent le patriarche et les évêques pour obtenir leur adhésion, tantôt qu'on les avait contraints à signer par toutes sortes de mauvais traitemens et même par la privation des choses nécessaires à la vie. On faisait valoir à l'appui de ces faussetés la rétractation et le témoignage de ceux qui renonçaient à l'union, et l'on reproduisait d'ailleurs toutes les objections déjà tant de fois rebattues et si bien réfutées à Florence. Le car-

dinal Bessarion, Joseph, évêque de Méthone, et le protosyncelle Grégoire, confesseur de l'empereur Paléologue, répondirent aux calomnies des schismatiques par de savans écrits où ils démontraient jusqu'à l'évidence l'orthodoxie de la doctrine définie dans le concile, et la mauvaise foi, les mensonges et l'ignorance de Marc d'Éphèse. On y voit que ce sectaire présomptueux voulut, quoique malade, se rendre au concile, dans la persuasion que son éloquence triompherait des Latins ; mais qu'ayant remarqué bientôt leur habileté et leur érudition, il ne songea plus qu'à exciter du tumulte et empêcher toute discussion. Les applaudissemens des schismatiques après son retour à Constantinople lui rendirent la confiance. Il n'hésita pas à se compromettre dans une dispute publique avec Barthélemy de Florence, savant dominicain envoyé par le pape Eugène pour travailler à l'extinction du schisme. Cette dispute ordonnée par l'empereur n'eut aucun résultat ; mais Marc d'Éphèse s'échauffa tellement et eut tant de dépit de n'avoir pu répondre aux raisons de son adversaire, qu'il tomba malade et mourut au bout de quelques jours.

Cependant l'empereur avait fait élire pour le siège patriarcal Métrophane de Cyzique, qui demeurait attaché à l'union, et qui fut installé au mois de mai 1440. Mais quand le nouveau patriarche voulut célébrer les saints mystères, le clergé et le peuple refusèrent d'y assister. Comme il entreprit de réprimer les schismatiques et déposa plusieurs évêques opiniâtres pour mettre des catholiques à leur place, il fut lui-même condamné solennellement par les trois autres patriarches de l'Orient. On a vu qu'ils avaient souscrit par leurs députés aux décisions du concile de Florence, et le patriarche d'Alexandrie s'était d'ailleurs empressé d'écrire au pape Eugène pour témoigner qu'il adhéraît à l'union et qu'il le reconnaissait comme chef de toutes les Églises. Mais en 1443 ils se réunirent en conciliabule avec quelques autres

schismatiques, excommunièrent Métrophane, et écrivirent à l'empereur pour le menacer de la même censure s'il continuait de le protéger. Cette démarche redoubla tellement l'effervescence, que dans la plupart des églises le nom de l'empereur fut retranché des diptyques, et que Métrophane étant mort au mois d'août de la même année, on fut trois ans sans pouvoir lui donner un successeur. Enfin au mois de juillet 1446 l'empereur fit élire patriarche le protosyncelle Grégoire, qui éprouva lui-même tant de contrariétés de la part des sectaires, qu'il prit au bout de cinq ou six ans le parti de quitter son siège et de se retirer en Italie. Les Russes ne se montrèrent pas mieux disposés en faveur de l'union. Isidore, leur métropolitain, nommé cardinal et légat du pape, s'efforça vainement de faire adopter par ses suffragans les décrets du concile de Florence. Son zèle excita le soulèvement des nobles, du peuple et de la plus grande partie du clergé. On en vint jusqu'à le mettre en prison comme un traître et un apostat; mais il parvint à s'évader et se réfugia en Italie (1).

L'empire de Constantinople, presque réduit à la capitale, était de plus en plus menacé par les Turcs, dont le sultan Amurat, déjà maître de la Thrace et de plusieurs autres provinces en Europe, cherchait aussi à s'emparer de la Hongrie. Les grands de ce royaume, après la mort de l'empereur Albert, avaient offert la couronne à Ladislas, roi de Pologne, qui l'accepta. Cependant l'impératrice, qu'Albert avait laissée enceinte, accoucha d'un fils qui reçut aussi le nom de Ladislas, et qui fut reconnu pour roi par une partie de la nation. Les Turcs profitèrent de ces divisions pour attaquer la Hongrie et mettre le siège devant Belgrade. Mais le célèbre Jean Corvin, plus connu sous le nom d'Huniade, vaivode de Transylvanie et général des troupes hongroises, délivra cette

(1) Phranz. — Chalcond. — Rainald.

ville et remporta sur les Turcs plusieurs victoires signalées. Le pape, de son côté, pour délivrer l'Europe de ces infidèles, fit prêcher contre eux la croisade, et envoya le cardinal Julien en Hongrie avec le titre de légat, pour apaiser les dissensions et réunir les forces des chrétiens contre l'ennemi commun. Il parvint en même temps à former une ligue entre les Vénitiens, les Génois, le duc de Bourgogne et quelques autres princes, ce qui le mit en état de réunir une flotte nombreuse, dont il donna le commandement au cardinal Condolmère, son neveu, qui remplissait les fonctions de légat à Constantinople. Une armée de terre, composée de troupes hongroises, d'auxiliaires polonais et valaques, et d'un grand nombre de croisés venus de France et d'Allemagne, se rassembla sous les ordres d'Huniade et du roi Ladislas, et, passant le Danube, elle s'empara de plusieurs villes, surprit et tailla en pièces une division ennemie, et s'avança jusqu'aux frontières de la Thrace et de la Macédoine, où elle défit, près du mont Hémus, une autre division de l'armée turque, chargée de garder les défilés des montagnes; après quoi Ladislas, content d'avoir purgé le pays d'infidèles et craignant de pousser plus avant, reprit le chemin de Bude, où, pour acquitter le vœu qu'il avait fait, il se rendit nu-pieds à l'église de Notre-Dame, et suspendit à la voûte neuf enseignes qu'il avait enlevées aux ennemis de la religion.

Ces victoires de l'armée chrétienne furent dues en partie à la défection du fameux Scanderbeg, un des généraux de l'armée turque. Il était fils de Jean Castriot, roi d'Albanie, qui s'était vu forcé par Amurat de lui livrer la ville de Croie sa capitale, pour conserver le reste de son petit royaume, et de lui donner en outre ses quatre fils en otage. Georges, le plus jeune, gagna, par sa valeur et son intrépidité, les bonnes grâces du sultan, qui, l'ayant fait élever dans la religion mahométane et mis son courage à toutes sortes d'épreuves, lui donna le nom de

Scanderbeg, et l'employa au commandement de ses troupes. Il ne tarda pas à se signaler par de nombreux exploits; et voyant qu'Amurat, après la mort du roi Jean, s'était emparé de l'Albanie, il résolut de mettre tout en œuvre pour recouvrer l'héritage de son père. Il feignit donc, pendant la bataille contre les chrétiens, de plier avec le corps de troupes qu'il commandait, et se rejeta sur le gros de l'armée turque, qui fut ainsi mise en déroute; après quoi, profitant de la confusion et du désordre, il se fit expédier, par un secrétaire d'Amurat, des lettres en bonne forme pour se faire remettre la ville de Croie, où il se fit connaître au peuple, qui le proclama roi avec des transports d'allégresse. Rentré ainsi dans sa capitale, Scanderbeg revint aussitôt à la religion chrétienne, et s'appliqua constamment à la faire respecter dans ses armées. Il eut bientôt à essuyer des attaques vives et multipliées de la part des Turcs; mais il trouva moyen de résister à toute leur puissance et de les obliger même par ses victoires à lui accorder la paix avec tous les droits de la souveraineté.

Amurat n'eut pas plus tôt appris la défaite de ses troupes, que, malgré ses projets ambitieux et sa haine implacable contre les chrétiens, il ne songea plus qu'à terminer la guerre avec les Hongrois, pour être en état de faire face aux périls qui le menaçaient d'un autre côté par la ligue formée contre lui. Il envoya donc des négociateurs comme pour traiter de la rançon des prisonniers, et fit promettre au despote de Servie, dont il avait épousé la fille, de lui rendre ses états et ses fils prisonniers, s'il engageait les autres princes à conclure au moins une trêve supportable. Le despote, nommé Georges, gagna d'abord Huniade, à qui l'on offrait aussi de grands avantages, et qui fit consentir aisément le roi Ladislas, dont les états se trouvaient menacés par les Tartares; ainsi, malgré les remontrances du légat Julien Césarini, on conclut une trêve de dix ans dont les conditions étaient

qu'Amurat restituerait la Servie et les autres provinces voisines à l'exception de la Bulgarie, et qu'on rendrait les prisonniers faits de part et d'autre. Elle fut jurée sur l'Évangile par les chrétiens et sur l'Alcoran par les Turcs (1). Amurat, tranquille de ce côté, fit passer toutes ses troupes en Asie pour attaquer le prince de Caramanie, qui était entré dans la ligue formée par le pape Eugène. Le cardinal Condolmère, qui commandait la flotte chrétienne, fit connaître au roi Ladislas les projets du sultan, et le pressa de seconder, selon ses promesses, des alliés de bonne foi qui s'étaient exposés pour la défense commune. L'empereur de Constantinople écrivit de son côté que les Occidentaux ne pouvaient l'abandonner sans déshonneur, après qu'il avait refusé lui-même les propositions d'Amurat et commencé les hostilités, ajoutant que d'ailleurs on ne pouvait compter sur une trêve arrachée par la nécessité à des ennemis dont l'ambition ne connaissait point de lois, et qui ne manqueraient pas de violer leurs serments, dès qu'ils trouveraient une occasion favorable pour reprendre les armes et dépouiller les chrétiens. Ces démarches furent vivement appuyées par le cardinal Julien ; il représenta au roi Ladislas et aux autres chefs de l'armée, qu'en concluant leur trêve avec les infidèles, ils avaient violé des engagements antérieurs envers le pape et les autres souverains ligués avec eux pour la défense de la chrétienté ; qu'ils avaient sacrifié leurs avantages, compromis leur gloire et trompé les espérances du monde chrétien pour le recouvrement illusoire de quelques provinces où le Turc rentrerait au premier moment ; que si l'on était tenu d'observer un serment juste et un traité légitime, il n'en était pas de même d'un serment téméraire fait au préjudice du bien public, en violation d'un traité précédent.

(1) Éu. Sylv. *Hist. Europ.* — Phranz. — Chalcond. — Bonfin. *Hist. Hungar.* — Leunclav. *Ann. turc.*

et en faveur d'un ennemi sans foi, qui n'avait pas rempli lui-même ses engagements, ni délivré, selon ses promesses, les prisonniers et les places des chrétiens; qu'un pareil serment était nul de plein droit, et que pour lever néanmoins tout scrupule, il leur en donnait l'absolution au nom du souverain pontife. On rapporte, en effet, que le pape Eugène écrivit à son légat d'absoudre le roi Ladislas de son serment, et de l'obliger même par des menaces de censures à continuer la guerre.

Le discours du légat fit tant d'impression que tous les chefs résolurent aussitôt de reprendre les hostilités, et quoique l'armée fût extrêmement diminuée par la retraite ou le licenciement d'une partie des troupes, elle se mit en marche, et s'avança vers le Pont-Euxin pour combiner ses opérations avec celles de la flotte chrétienne. Dès qu'Amurat en fut instruit, il ramena ses troupes en Europe à grandes journées, et rencontrant les chrétiens près de Varna, il se disposa aussitôt à leur livrer bataille. Le légat conseilla de se retrancher dans les montagnes pour attendre les troupes grecques et les secours de la flotte; mais Huniade et le roi Ladislas, emportés par une ardeur téméraire, furent d'avis de ne point paraître reculer devant l'ennemi, et la bataille fut résolue. Elle se livra le 10 novembre 1444. Les chrétiens, qui n'étaient, dit-on, que vingt mille hommes contre une armée de cent mille, firent des prodiges de valeur et mirent plusieurs fois le désordre dans l'armée turque; mais enfin, épuisés de fatigue et accablés par le nombre, ils commencèrent à plier eux-mêmes. Alors le roi Ladislas, se jetant avec une poignée de braves au plus fort de la mêlée, dissipa un corps de janissaires, et s'avança jusqu'au pied de la colline où le sultan s'était posté. Cette brusque attaque répandit de nouveau la terreur parmi les Turcs; mais Huniade, désespérant de la victoire, voulut sauver du moins une partie de l'armée, et battit en retraite avec dix mille hommes. Le roi fut tué en com-

battant, après quoi les Turcs, reprenant courage, mirent l'armée chrétienne complètement en déroute. Les soldats polonais périrent presque tous avec la plupart des Hongrois, soit sur le champ de bataille, soit dans les villages où ils se dispersèrent. Les seigneurs et les évêques échappés au carnage furent jetés dans les fers. Le cardinal Julien, déjà soustrait aux poursuites des Turcs, fut, dit-on, assassiné par des voleurs qui le croyaient chargé d'argent. Les Turcs perdirent au moins trente mille hommes de leurs meilleures troupes, et la terreur était si grande parmi eux, que malgré la déroute des chrétiens, craignant que leur fuite ne fût un piège, ils furent deux jours sans oser piller le camp des vaincus. Cette perte immense explique la modération qu'Amurat fit paraître après la victoire. Il accorda la paix à l'empereur de Constantinople, et l'observa fidèlement tout le reste de sa vie (1).

Jean Paléologue, frustré des espérances qu'il avait fondées sur les secours des Latins, montra dès lors moins de zèle pour la réunion, ou du moins plus de ménagement pour les schismatiques. Il mourut quelques années plus tard sans laisser d'enfant, et son trône chancelant devint l'objet d'une guerre civile entre ses frères Démétrius et Constantin, dont le premier s'était prononcé pour les schismatiques, et l'autre soutenait l'union. Les

(1) Quelques auteurs rapportent qu'Amurat s'était fait donner secrètement une hostie consacrée pour garantie de la trêve, et que pendant la bataille, voyant ses troupes plier, il éleva cette hostie vers le ciel en conjurant Jésus-Christ de venger, s'il était Dieu, la perfidie et le parjure des chrétiens, et qu'à l'instant l'armée hongroise se débanda; mais cette anecdote est sans authenticité comme sans vraisemblance. Les annales turques ne font aucune mention d'hostie consacrée, et disent seulement qu'au fort du péril, Amurat implora l'assistance du ciel, et que bientôt après la victoire se déclara pour lui, ce qui n'a rien d'extraordinaire. Les circonstances que nous avons rapportées suffisent pour expliquer naturellement cette défaite de l'armée chrétienne.

deux partis invoquèrent la protection et l'arbitrage d'Amurat, qui prononça en faveur de Constantin. Comme la mort du roi Ladislas avait laissé deux trônes vacans, les Hongrois se décidèrent enfin à reconnaître pour roi le jeune Ladislas, fils de l'empereur Albert, et nommèrent régent du royaume Huniade, qui pendant plus de six ans eut à combattre tantôt contre les Turcs, tantôt contre l'empereur Frédéric, et soutint jusque dans ses défaites la gloire de son nom. Quant aux Polonais, après avoir longtemps révoqué en doute la mort de leur roi, ils élurent pour lui succéder le duc de Lithuanie, qui refusa d'abord la couronne; mais il accepta enfin après une seconde élection en 1447, et prit le nom de Casimir IV.

L'empereur Frédéric et les princes d'Allemagne poursuivaient toujours leur projet de faire convoquer un nouveau concile pour terminer les différends entre l'assemblée de Bâle et le pape Eugène, et ni les instances de ce pape, ni les sollicitations du roi d'Aragon jointes à celles des Vénitiens et des autres républiques d'Italie, ne purent les engager à donner leur adhésion au concile de Latran. Ils adoptèrent seulement, dans une de leurs diètes, le plan proposé par le roi de France, de tenir une assemblée générale des princes de l'Europe ou de leurs représentans, et de suivre ce qui serait résolu à la pluralité des voix. Cependant le pape Eugène prononça une sentence de déposition contre les archevêques de Trèves et de Cologne, qui se montraient les plus ardens à soutenir le concile de Bâle. Cette mesure eut un effet entièrement contraire à ce qu'on devait attendre. Les autres électeurs, assemblés à Francfort en 1446, convinrent entre eux d'abandonner le pape Eugène, s'il ne révoquait cette déposition; et l'empereur, tout en blâmant leur résolution, envoya son secrétaire Æneas Sylvius pour représenter au pape combien il lui importait dans les conjonctures présentes de ménager les esprits

et de faire quelques concessions aux vœux des Allemands. Le pape en sentit lui-même la nécessité, et nomma l'évêque de Bologne, Thomas de Sarsane, et Jean de Carvajal, docteur espagnol, pour assister en qualité de légats et de négociateurs à la diète qui devait se tenir prochainement. Le concile de Bâle, quoique réduit presque à rien, voulut intervenir de son côté dans la négociation. Il confirma la délibération par laquelle on avait précédemment consenti à la tenue d'un concile dans un autre lieu indiqué par l'empereur ; après quoi il envoya le cardinal d'Arles comme ambassadeur auprès de la diète des princes allemands. Elle se tint la même année à Francfort ; et après quelques délibérations, on convint, sur la proposition d'Aeneas Sylvius et des autres ministres de l'empereur, de renoncer à la neutralité et de se soumettre à l'obéissance du pape Eugène, moyennant qu'il révoquerait la déposition des archevêques de Trèves et de Cologne, qu'il assemblerait un nouveau concile pour terminer le schisme, et qu'il reconnaîtrait, selon les décrets de Constance et de Bâle, la supériorité des conciles généraux ; enfin qu'il allégerait les charges, et remédierait aux abus dont se plaignait l'Église d'Allemagne.

Ces propositions furent portées au pape Eugène par des ambassadeurs, au nombre desquels se trouvait Aeneas Sylvius Piccolomini, qui plus tard fut élevé sur le saint-siège sous le nom de Pie II. Ils arrivèrent à Rome au commencement de l'an 1447, et comme le pape, après les avoir entendus, tomba dangereusement malade, il chargea les cardinaux de suivre l'affaire et de conclure les négociations. Leur avis presque unanime fut d'adhérer aux propositions des princes allemands, et le pape fit en conséquence expédier une bulle par laquelle il déclarait approuver tous ces articles, et notamment celui qui concernait les décrets du concile de Constance. Elle révoquait aussi toutes les censures et autres peines portées contre ceux qui avaient adhéré au concile de Bâle, et

contenait divers réglemens pour satisfaire aux griefs des Allemands touchant la collation des bénéfices, la juridiction épiscopale, les droits des princes, les annates et autres redevances. Mais il adressa en même temps un bref aux cardinaux, portant cette clause restrictive, que n'ayant pu examiner suffisamment les articles proposés, il n'entendait point par les dispositions de sa bulle préjudicier aux droits et à l'autorité du saint-siège, et déclarait nulles et non avenues les concessions qui pourraient y être contraires. Les députés de la diète promirent ensuite obéissance au pape Eugène au nom des princes de l'empire; et l'heureuse issue de ces négociations fut suivie à Rome de réjouissances extraordinaires (1).

Le pape Eugène ne survécut que peu de jours à la conclusion de cette paix. Dès qu'on le vit en péril, saint Antonin, archevêque de Florence, se présenta sans être appelé pour lui administrer les secours de la religion. Il fut d'abord assez mal reçu et même renvoyé brusquement; mais le pape, rappelant bientôt sa fermeté et sentant le danger de son état, se disposa à recevoir les derniers sacrements, et fit rassembler tous les cardinaux dans sa chambre pour leur donner quelques avis salutaires. Comme tous, à l'exception d'un seul, avaient reçu de lui leur dignité, il leur parla comme un père, et les exhorta d'abord à la concorde et à l'union fraternelle; il les conjura particulièrement de ne point se diviser pour l'élection de son successeur, de sacrifier tout intérêt particulier, et de n'avoir en vue dans leurs suffrages que le bien de l'Eglise et de la gloire de Dieu, enfin de choisir un sujet distingué plutôt par ses vertus que par sa naissance, et qui eût surtout l'esprit de modération et la prudence nécessaire dans les circonstances difficiles où se trouvait le saint-siège; après quoi, leur représentant

(1) S. Anton. *Chron.* — Gobel. *Comment.* Pii II.

la vanité des grandeurs et de toutes les choses de ce monde, il s'écria plusieurs fois : Oh ! qu'il me serait bien plus avantageux de n'avoir jamais été ni pape ni cardinal, mais d'avoir vécu et de mourir en simple religieux dans un monastère. Il expira dans ces pieux sentimens, le 23 février 1447. Quelque temps auparavant, il avait prononcé la canonisation de saint Nicolas de Tolentin, religieux augustin, mort au commencement du quatorzième siècle avec la réputation d'un thaumaturge, et devenu encore plus célèbre depuis par les nombreux miracles opérés à son tombeau. Il fit aussi procéder à des informations touchant les miracles de sainte Françoise, pieuse dame romaine, morte en 1440 dans le monastère des bénédictines du mont Olivet, qu'elle avait fondé. Mais elle ne fut canonisée qu'en 1608. On a du pape Eugène un grand nombre de bulles, dont nous avons fait connaître les principales. Plusieurs autres concernent les ordres religieux, et nous citerons en particulier celle qui a pour objet d'expliquer et de mitiger la règle des religieuses de sainte Claire. Nous devons mentionner aussi la bulle où ce pape décida que l'on satisfait au précepte de la communion pascalle, en recevant l'eucharistie dans la semaine qui précède et dans celle qui suit la fête de Pâques.

Le pape Eugène, un an avant sa mort, avait placé sur le siège de Florence saint Antonin, que ses lumières et ses vertus tirèrent malgré lui de l'obscurité où il voulait se renfermer. Il était né dans cette ville en 1389, et avait embrassé dès l'âge de seize ans l'ordre de Saint-Dominique. Son mérite le fit élever promptement aux fonctions les plus importantes, et il donna partout des preuves de son habileté. Comme le siège de Florence, devenu vacant, excitait l'ambition d'un grand nombre de compétiteurs, les habitants exprimèrent au pape Eugène le désir d'avoir un archevêque florentin et distingué tout à la fois par sa science, par ses vertus et par son expérience

dans les affaires. Le pape fut longtemps sans trouver un sujet qui réunit toutes ces qualités. Mais comme il s'en entretenait un jour avec un frère dominicain : Vous les trouverez, lui dit ce religieux, dans notre père Antonin. Au nom de cet illustre docteur, qui lui était personnellement connu, le pape, étonné de n'y avoir pas pensé plus tôt, s'empressa de le proposer aux Florentins, qui l'acceptèrent unanimement avec tous les témoignages d'une vive satisfaction. La nouvelle de sa nomination lui parvint comme il retournait à Naples après la visite d'un monastère; et changeant aussitôt de route, il se dirigea vers la mer pour passer en Sardaigne, où il avait dessein de se cacher. Mais ses compagnons le ramenèrent malgré lui à Sienne; et comme toutes les voies de persuasion ne pouvaient le déterminer à accepter cette dignité, le pape lui en donna l'ordre formel, et lui envoya ses bulles gratuitement. Il prit donc possession au milieu des acclamations publiques, et gouverna cette église environ quatorze ans.

Aussitôt après les funérailles d'Eugène IV, les cardinaux entrèrent en conclave, au nombre de dix-huit, pour l'élection de son successeur, et la plupart des suffrages se portèrent d'abord sur le pieux et savant cardinal Prosper Colonne; mais c'était déjà un proverbe que celui qui entre pape au conclave n'en sort que cardinal. Ainsi, après plusieurs scrutins où Prosper Colonne eut toujours le plus grand nombre de voix sans atteindre aux deux tiers, les suffrages se réunirent en faveur de Thomas de Sarsane, ancien chartreux, qui fut élu le 6 mars 1447, et prit le nom de Nicolas V. Il était d'une naissance fort obscure, et ne devait son élévation qu'à son mérite. Le pape Eugène, qui connaissait ses vertus et son habileté dans les sciences, l'avait fait évêque de Bologne et nommé légat en Allemagne, où le succès de ses négociations lui fit donner le chapeau de cardinal. Il avait surtout la prudence et la douceur que

réclamaient les circonstances; mais il fallut forcer sa modestie pour lui faire accepter le pontificat. Un des premiers soins du nouveau pape fut de travailler sérieusement à l'extinction du schisme. L'empereur Frédéric et les princes allemands, dans une diète tenue au mois de juillet de cette même année 1447, publièrent les conventions conclues avec le pape Eugène, et ordonnèrent en conséquence de reconnaître Nicolas V comme seul pape légitime, avec défense de recevoir désormais aucun acte émané du concile de Bâle, ou de se soumettre à l'obédience de Félix. Mais l'obligation de convoquer un nouveau concile laissait subsister les germes de division, et il était à craindre d'y voir recommencer les contestations relatives à la supériorité des conciles généraux. C'est pourquoi Charles VII, roi de France, dans un projet d'accommodement qui fut dressé à Tours vers la fin de l'an 1446, prit soin d'écarter la demande d'un concile, et proposa simplement de révoquer les censures portées respectivement par les deux partis, de donner à Félix le rang le plus élevé dans l'Église après le souverain pontife, et de conserver à ses partisans leurs dignités et leurs bénéfices. Ce plan fut porté d'abord au concile de Bâle et ensuite à Rome, où il ne parvint qu'après la mort du pape Eugène.

Cependant le roi s'empressa de reconnaître le pape Nicolas, et le fit assurer des soins que l'on continuait de prendre en France pour le rétablissement de l'unité catholique. Il fit approuver, en effet, ses propositions dans une assemblée à Bourges, où se trouvèrent des ambassadeurs de l'Allemagne et de l'Angleterre avec le duc de Savoie, et comme on insistait toujours sur la demande d'un nouveau concile et sur la supériorité attribuée aux conciles généraux par les décrets de Constance, il promit de ne rien négliger pour faire reconnaître l'autorité de ces décrets par le pape Nicolas et pour obtenir de lui la convocation prochaine d'un concile dans une ville

du royaume; après quoi on s'occupa de faire agréer ce projet à Félix et au concile de Bâle.

On tint, pour cet effet, des conférences à Lyon, au mois de juillet 1447, avec quelques agents du concile, au nombre desquels se trouvait le cardinal d'Arles. Leur objet principal était d'obtenir avant tout la renonciation de Félix, et pour négocier avec plus d'espérance de succès, les plénipotentiaires français se rendirent à Genève, où était alors ce prétendu pape. Il consentit bien à renoncer au pontificat, mais sous la condition qu'il tiendrait de l'autorité du concile, et non point de la grâce du pape, le titre de légat apostolique, et les autres faveurs qu'il demandait pour lui et pour ses partisans. Le pape, pour l'intimider et l'amener à une soumission sans réserve, publia, au mois de décembre, une bulle par laquelle il abandonnait toutes les terres de la maison de Savoie au roi Charles VII; mais il en publia une autre en même temps qui laissait ce monarque maître absolu de l'accommodement, et il donna pouvoir à l'archevêque d'Aix, son légat en France, d'absoudre de toute peine et de toutes censures les partisans de Félix, et de promettre à celui-ci la dignité de cardinal avec le titre de légat dans tous ses domaines et la conservation de tous ses bénéfices.

Les négociations se prolongèrent plus d'un an, et dans cet intervalle le pape envoya en Allemagne le cardinal de Carvajal, en qualité de légat, pour y cimenter le rétablissement de l'unité et satisfaire aux plaintes des Allemands sur divers points, notamment sur la collation des bénéfices en cour de Rome. Plusieurs conférences eurent lieu à ce sujet entre le légat et les princes de l'Empire; après quoi on fit un règlement connu sous le nom de concordat germanique, et qui fut confirmé par une bulle du pape Nicolas, en date du 1^{er} avril 1448. Ce concordat porte, entre autres choses, que le pape conserverait le droit de nommer aux bénéfices qui vauqueraient en cour de Rome, ou, quand l'élection serait annulée par un ju-

gement du saint-siège, qu'il n'accorderait plus ni provisions, ni expectatives; que les élections canoniques seraient rétablies pour les évêchés et les abbayes, mais qu'elles devraient être soumises à l'approbation du pape; qu'il nommerait aux canonicats qui vaqueraient pendant six mois de l'année alternativement avec les ordinaires, et en tout temps aux premières dignités des cathédrales et des collégiales; et qu'enfin les annates seraient payées d'après une taxe déterminée (1).

Le roi d'Angleterre employa, mais inutilement, son intervention pour faire agréer à Rome les conditions que Félix exigeait avant de renoncer au pontificat. D'un autre côté, Charles VII envoya au pape Nicolas une ambassade magnifique, composée d'un grand nombre de seigneurs et de prélats, pour négocier un accommodement, et le pape, plein de confiance dans les religieuses dispositions de ce prince, dit publiquement aux ambassadeurs qu'il était prêt, sauf l'honneur de Dieu et de l'Église, à faire toutes les concessions; après quoi il régla secrètement avec eux les articles du traité. Les ambassadeurs vinrent trouver Félix à Lausanne, où l'empereur Frédéric et les magistrats de Bâle l'avaient contraint de se retirer avec son concile. Mais avant de rien conclure, il voulut connaître les résultats d'une ambassade qu'il avait lui-même envoyée au roi Charles VII. Elle ne fit rien changer au plan proposé par ce monarque, dont la réponse fut que Félix devrait se démettre purement et simplement du pontificat, moyennant quoi le pape annulerait par des bulles toutes les procédures faites contre lui et contre ses partisans, et les maintiendrait dans la possession de leurs bénéfices et de leurs dignités. Félix hésita d'abord, retenu par les défiances qu'on s'efforça de lui inspirer. Mais enfin, cédant aux instances de son fils et aux conseils du roi de France, après avoir

(1) S. Anton. *Chron.* — Æn. Sylv. *Hist. Europ.* — Naucler. *Chron.* — Platin. — Rainald.

publié trois bulles pour révoquer de son côté les censures prononcées à l'occasion du schisme, et confirmer par son autorité prétendue les provisions de bénéfices et autres actes faits par le pape Eugène depuis sa déposition, il donna sa démission pure et simple le 14 avril 1459. Cette nouvelle fut accueillie avec des transports de joie dans tout le monde chrétien et surtout à Rome, où le pape Nicolas fit rendre à Dieu de solennelles actions de grâces. Il adressa ensuite des remerciemens au roi de France, dont la médiation avait amené cet heureux résultat, et fit expédier les bulles convenues avec ce prince, tant pour la révocation des censures que pour maintenir dans leurs bénéfices et dignités tous ceux qui étaient revenus ou reviendraient à l'unité de l'Eglise. Ces bulles ordonnaient, en outre, la suppression dans les actes de la cour pontificale, de tout ce qui s'y trouvait de flétrissant contre le concile de Bâle, contre Félix et contre leurs adhérens. Il y eut donc amnistie pleine et entière. Félix fut nommé cardinal évêque de Sabine, et légat perpétuel du saint-siège dans les Etats de Savoie, avec le premier rang dans l'Eglise après le pape, et le droit de conserver les ornemens du pontificat, excepté l'anneau du pêcheur et la croix sur la chaussure. De plus, il avait été convenu qu'il ne pourrait être contraint de venir à la cour de Rome, et que s'il y paraissait, le pape se lèverait pour le recevoir et l'admettrait au baiser, sans exiger de lui d'autres marques de respect. C'est par cette sage condescendance que le pape Nicolas vint à bout d'éteindre un schisme d'autant plus déplorable qu'il s'était établi et se soutenait par l'autorité imposante d'un prétendu concile général. Félix, après son abdication, retourna dans sa solitude de Ripailles, où il vécut encore dix-huit mois, dans les exercices de la pénitence, et mourut en odeur de sainteté. On prétend qu'il se fit plusieurs miracles à son tombeau.

Le cardinal d'Arles, Louis d'Allemand, qui avait été le

plus ardent promoteur des mesures prises à Bâle contre le pape Eugène, se montra aussi le plus empressé à procurer la renonciation de Félix et le rétablissement de l'unité catholique. Il fut nommé légat dans la basse Allemagne, et revenu ensuite dans son diocèse, il s'efforça d'expier par ses bonnes œuvres les fautes où son zèle imprudent l'avait entraîné. C'est ce qu'atteste expressément son éloge inséré dans le martyrologe de l'Église gallicane, sous la date du 16 septembre. Il mourut en 1450, et l'éclat de ses vertus ainsi que les miracles opérés à son tombeau, engagèrent dans la suite le pape Clément VII à permettre de l'honorer comme bienheureux. Mais ce pape, dans le bref donné à ce sujet, déclare expressément qu'il n'entendait point par là lui donner place dans le catalogue des saints, jusqu'à ce qu'on eût procédé à sa canonisation avec les solennités accoutumées. Trois des cardinaux nommés par Félix furent maintenus dans le sacré collège ; les autres étaient morts ou avaient renoncé à cette dignité. Le concile de Bâle, c'est-à-dire le petit nombre de membres qui restaient à Lausanne, entrant lui-même dans ces projets d'accommodement, publia, quelques jours après l'abdication de Félix, deux décrets dont l'un révoquait toutes les censures et autres peines prononcées à l'occasion du schisme, et l'autre confirmait tous les actes du pape Eugène depuis sa déposition. Ensuite, par un autre décret, il déclara élire pour pape Thomas de Sarsane, désigné dans son obédience sous le nom de Nicolas V, et enjoignit à tous les fidèles de le reconnaître comme pape légitime et de lui obéir. Il ne manqua pas de rappeler dans ce décret la doctrine tant de fois proclamée, touchant la supériorité des conciles généraux, et d'ajouter même qu'il se déterminait à élire le pape Nicolas, dans la confiance qu'il demeurerait fidèle à cette doctrine. Mais le pape eut la prudence de ne voir en cela qu'une formule de style à peu près indifférente ou du moins étrangère à la

foi, et de n'élever à ce sujet aucune réclamation. Après ces mesures, le concile se déclara dissous et se sépara. Il avait duré dix-huit ans, et quoique depuis le décret de translation à Ferrare il eût cessé d'être œcuménique et même légitime, les prétextes sur lesquels son opposition était fondée, et l'adhésion qu'il continua d'obtenir dans une grande partie de la chrétienté, avaient pu faire un moment illusion aux partisans de l'opinion qu'il voulait faire prévaloir, et parurent un motif suffisant pour les traiter avec indulgence quand ils revinrent à la soumission (1).

On trouve vers ce même temps plusieurs conciles tenus en France pour le rétablissement de la discipline. Un concile de Rouen, de l'an 1445, fit à ce sujet de nombreux réglemens, qui ont pour objet de confirmer les anciennes lois canoniques et d'en assurer l'observation. On y défend sous des peines rigoureuses, les livres de magie, les sortilèges, la divination, les blasphèmes, les mascarades, les indécences dans les églises, les habits immodestes des clercs, et divers autres abus. Comme l'usage de donner des noms particuliers à certaines images de la sainte Vierge, par exemple, *Notre-Dame de Recouvrance*, *Notre-Dame de Pitié*, *de Consolation*, etc., dégénérait souvent en superstition et servait d'expédient à la cupidité pour attirer des offrandes, le concile crut devoir l'interdire; mais plus tard les mêmes raisons ne subsistant plus, cette défense a été abrogée. D'autres articles concernent la conduite et l'instruction des ecclésiastiques, et en particulier des curés. On prescrit d'examiner avec soin ceux qui se présentent aux ordres et d'exiger qu'ils soient pourvus d'un bénéfice ou d'un patrimoine. On leur défend de fréquenter les cabarets, d'exercer l'usure ou le négoce, de demeurer avec des femmes, de rien recevoir pour les sacremens, pour les bé-

(1) Æn. Sylv. *Hist. Europ.* — Philipp. Bergom. *Chron.* — Steph. Infissur. *Chron.* — Platin. — Rainald.

nédiction, ni de faire aucune convention intéressée pour la célébration de la messe. On ordonne aux curés de faire chaque dimanche une instruction à leurs paroissiens. On recommande de ne confier les écoles qu'à des personnes capables et d'une vertu éprouvée. On défend de passer la nuit de Noël à jouer aux dés ou à d'autres jeux. On confirme la défense d'éviter les excommuniés, et de prononcer aucune censure sans monition préalable. Enfin quelques articles ont pour objet de maintenir la régularité monastique, et dans le cas où les supérieurs négligeraient les visites et autres devoirs de leur charge, il est enjoint aux évêques d'y pourvoir. Un concile de la province de Tours, tenu à Angers, l'an 1448, fit dix-sept réglemens, dont les principaux défendent certains jeux illicites, la fête des fous, les mariages clandestins, les charivaris qui se faisaient aux secondes noces, le pillage des biens de l'Église, les droits de péage pour les effets des clercs, les excommunications sans les formalités canoniques, etc. D'autres rappellent les devoirs des chanoines et des clercs en général, à qui on prescrit le silence et l'attention pendant les offices, avec privation des distributions quotidiennes pour ceux qui n'y auront pas assisté. On ordonne aux prédicateurs de ne prêcher que dans les églises ou autres lieux accoutumés, et d'éviter dans la voix et le geste tout ce qui pouvait ressentir la déclamation. Enfin, il est défendu d'exposer de nouvelles reliques ou de prêcher de nouvelles indulgences sans approbation de l'évêque. On fit l'année suivante des réglemens analogues dans un nombreux concile tenu à Lyon, par les évêques qui s'y trouvaient réunis pour les négociations relatives à l'extinction du schisme. Ces réglemens prescrivent de n'ordonner que le nombre de clercs nécessaires au service des églises, de les examiner avec soin tant sur la conduite que sur l'instruction, et renouvellent l'obligation de porter la soutane et la tonsure, avec défense d'administrer les sacremens sans sur-

plis, et de prêcher ou de confesser sans l'approbation de l'évêque diocésain. Ils défendent aussi l'abus des indulgences, l'infraction de la clôture religieuse, les mariages clandestins, le concubinage, et enfin les blasphèmes, alors si communs, que pour les réprimer le concile recommande d'implorer au besoin l'assistance du bras séculier.

Comme le jubilé avait été réduit par Clément VI à cinquante ans, le pape Nicolas, par une bulle du mois de janvier 1449, l'annonça pour l'année suivante, et donna ensuite des ordres efficaces pour protéger les pèlerins et leur assurer des vivres à bon marché. Il y eut à Rome un si prodigieux concours de fidèles de tout rang et de tout pays, qu'un grand nombre de personnes furent étouffées dans les églises et en d'autres endroits. La foule de ceux qui visitaient l'église du Vatican, où était exposée l'image de la Véronique, se trouva un jour si grande et tellement pressée sur le pont Saint-Ange, que près de cent personnes tombèrent dans le fleuve, où elles furent noyées. Le pape, pénétré de douleur, leur fit faire des funérailles magnifiques, et ordonna d'abattre quelques maisons qui rendaient le passage trop étroit. Parmi les personnages de distinction qui vinrent à Rome pour le jubilé, on remarqua le comte de Cilley en Styrie, alors âgé de quatre-vingt-dix ans, et décrié par toutes sortes de vices dont ce pèlerinage ne le corrigea point; le comte de Douglas, un des plus puissans seigneurs d'Écosse, et l'archevêque électeur de Trèves, à qui le pape permit de fonder une université dans cette métropole. La solennité du jubilé fut encore augmentée par la canonisation de saint Bernardin de Sienne. Le nombre et l'éclat des miracles qui s'opéraient à son tombeau depuis six ans qu'il était mort, avaient réuni pour la poursuite de cette affaire les habitans de Sienne avec ceux d'Aquila, et les informations, commencées déjà sous le pape Eugène, ayant été continuées avec diligence sous le pape Nicolas, par les soins de Jean Capistran, la canonisation

fut célébrée solennellement le jour de la Pentecôte, 26 mai 1450. On a vu précédemment que saint Bernardin, vicaire général des frères mineurs en Italie, avait fondé ou réformé un grand nombre de couvens où il vint à bout de rétablir la règle primitive, successivement mitigée par l'effet des interprétations et des dispenses. Il donna ainsi naissance à la congrégation des observantins, et fit cesser les prétextes de division qui avaient troublé si longtemps l'ordre des frères mineurs. Ceux qui n'adoptèrent point cette réforme furent désignés sous le nom de conventuels, parce qu'ils possédaient les plus anciens couvens de l'ordre. Mais ces deux congrégations demeurèrent quelque temps soumises au même général. Comme les conventuels d'Aquila, où le saint était mort, s'obstinaient à garder ses reliques, le pape employa son autorité pour les faire rendre aux observantins. Ils construisirent une église magnifique, où le corps fut transféré quelques années après et placé dans une châsse d'argent donnée par le roi Louis XI.

Le bienheureux Jean de Capistran, vicaire général des observantins, fut envoyé cette même année en Allemagne par le pape Nicolas pour y établir sa congrégation et travailler à la conversion des hérétiques. Il avait succédé à saint Bernardin de Sienne, et s'était distingué comme lui par ses talens et ses succès dans la prédication. Chargé des fonctions d'inquisiteur, il avait surtout signalé son zèle contre les fratricelles, qui répandaient leurs erreurs dans la Campanie et dans la marche d'Ancone, où il fit condamner plus de trente de ces sectaires. Le pape, sans lui conférer le titre de légat, lui donna néanmoins les plus amples pouvoirs pour absoudre de toutes sortes de censures et pour accorder même des indulgences. Il fut reçu partout avec un enthousiasme et une vénération extraordinaires. Les peuples accouraient en foule au-devant de lui et semaient de fleurs les chemins où il devait passer. On s'assemblait pour l'en-

tendre sur les places publiques, ou au milieu de la campagne, et la foule était si considérable qu'elle s'élevait quelquefois, dit-on, à plus de quatre-vingt mille personnes. L'effet de ses sermons était prodigieux. Soixante docteurs ou étudiants de l'université de Leipzig lui demandèrent l'habit de son ordre, et devinrent bientôt les coopérateurs de sa mission. Casimir, roi de Pologne, l'invita par des lettres pressantes à venir dans ses États pour y travailler à la conversion des Lithuaniens et des Russes, engagés dans le schisme des Grecs. Mais on doute qu'il ait pu s'y rendre. Il s'arrêta longtemps dans la Moravie, où il convertit une multitude de hussites. Roquesane, pour arrêter les progrès du saint missionnaire, l'invita par lettres à une conférence, et prit en même temps des mesures pour lui faire refuser un sauf-conduit, après quoi il publia que Jean de Capistran n'avait pas voulu s'exposer à une dispute où il craignait de succomber. Celui-ci, après avoir écrit à la noblesse de Bohême et à l'administrateur du royaume, pour se plaindre du refus qu'on lui faisait d'un sauf-conduit, répondit aux jactances de Roquesane et de ses partisans par un traité qu'il composa contre lui et dans lequel il dévoila les intrigues et la mauvaise foi de ce sectaire.

L'accommodement conclu avec les hussites par le concile de Bâle n'avait pas eu l'effet qu'on espérait. Les thaborites avaient refusé de prendre part à ce traité, et les calistins eux-mêmes, qui l'avaient conclu, ne tardèrent pas à l'enfreindre. Roquesane, leur chef, à qui l'empereur Sigismond avait promis l'archevêché de Prague, s'était prêté par ambition à un accommodement hypocrite; mais comme le pape différant de lui envoyer des bulles, il revint bientôt à ses erreurs, et ne songea qu'à se maintenir dans la faveur des sectaires. Les états de Bohême, après la mort de l'empereur Albert, avaient nommé pour gouverner le royaume pendant l'enfance de Ladislas, deux régens ou administrateurs, Mainard,

désigné par les catholiques, et Petarscon, par les hussites. Celui-ci, plein de déférence pour la vertu et les talens de son collègue, n'osait guère le contredire ouvertement ; mais séduit par Roquesane, dont il était l'ami, il se dirigea par ses conseils et employa son crédit à favoriser les desseins de ce prêtre ambitieux. Comme le traité conclu par les députés du concile de Bâle permettait seulement l'usage de la communion sous les deux espèces aux adultes qui la demanderaient expressément, et en outre sous la condition d'avertir le peuple qu'elle n'est point nécessaire au salut, les Bohémiens, mécontents de ces restrictions, qui condamnaient le principal prétexte de leur schisme, firent demander au concile, par Pétarscon, qu'il leur fût permis de donner l'eucharistie aux enfans immédiatement après le baptême et sous les deux espèces. Ils demandèrent aussi qu'il leur fût permis de dire une partie de la messe, notamment l'Évangile et le symbole, en langue vulgaire. Le concile rejeta ces demandes, et bientôt après les Bohémiens ou calistins firent revivre les quatre articles qu'ils avaient proposés d'abord au concile et qu'ils n'avaient pu faire approuver. Ils donnèrent indistinctement la communion sous les deux espèces à toutes personnes, même aux enfans, et obligèrent les catholiques à la recevoir, sous peine d'être privés de la sépulture (1).

Cependant le cardinal Jean de Carvajal, que le pape Nicolas avait envoyé comme légat en Allemagne pour consolider l'union, se rendit aussi en Bohême, où l'on croyait que Mainard avait tout disposé pour le rétablissement de la religion catholique. Il y fut reçu avec les honneurs accoutumés, et s'étant présenté dans une assemblée de la nation, on lui fit une harangue où l'on se répandit en éloges magnifiques envers le saint-siège et les papes Eugène et Nicolas, après quoi on exposa les

(1) Cochl. *Hist. Huss.* — Ain. Sylv. *Hist. Bohem.* — Jac. Papiens. *Comment.*

clauses du traité conclu avec le concile de Bâle, et l'on termina par en demander la confirmation avec les bulles de l'archevêché pour Roquesane. Le légat répondit qu'on s'occuperait incessamment du premier objet, c'est-à-dire de ce qui concernait le traité, et pour le second point, qu'avant de sacrer Roquesane, il fallait restituer les biens de l'église de Prague, afin qu'il eût de quoi soutenir sa dignité. Mais les Bohémiens répliquèrent que cette restitution offrait pour le moment de trop grandes difficultés, et qu'on prendrait d'autres mesures pour assurer à l'archevêque tous les revenus nécessaires. Le légat, dans l'espoir de mieux réussir, prit le parti de négocier en particulier avec Roquesane, puis avec les états du royaume, et ne put obtenir d'autre réponse. Roquesane répétait sans cesse qu'il avait contribué plus que tout autre à la conclusion du traité avec le concile de Bâle, que les habitans de Prague avaient manifesté la résolution bien arrêtée de ne jamais souffrir d'autre archevêque, qu'il s'offrait à remplir les intentions du saint-siège, pourvu qu'on lui donnât ses bulles, mais que si on ne l'en jugeait pas digne, on ne devait pas solliciter ni espérer son intervention. Les états, de leur côté, déclarèrent expressément qu'on ne prendrait aucune mesure relative au clergé ou à la religion, avant que le pape n'eût envoyé les bulles demandées. Alors le légat demanda de nouvelles instructions au pape, dont la réponse fut qu'il était prêt à envoyer les bulles dès qu'on aurait réparé toutes les infractions au traité conclu avec le concile, principalement en ce qui regardait les biens ecclésiastiques usurpés depuis par les hussites. Mais ce n'était pas le compte de Roquesane, qui craignait que cette condition ne ralentit le zèle des sectaires en sa faveur. Il s'efforça donc d'obtenir avant tout l'objet de son ambition, et dit au légat que si le pape consentait à lui donner préalablement ses bulles, il donnait sa parole d'exécuter ensuite aveuglément tous les ordres du saint-

siège, et de ménager si bien l'esprit de ses compatriotes que la religion n'aurait plus à souffrir aucun trouble en Bohême. Comme cette proposition ne fut pas acceptée, Roquesane, déchu de ses espérances, ne garda plus de mesures, et le légat prit le parti de quitter la Bohême et de retourner à Rome, où il ne parvint pas sans peine; car les sectaires lui firent dresser des embûches sur la route, non-seulement dans la Bohême, mais encore dans la plupart des provinces germaniques. Sur ces entrefaites, l'administrateur Petarscon vint à mourir et fut remplacé par Georges de Cunstat, plus connu sous le nom de Pogebrac, également dévoué à Roquesane, et qui, du reste, fort indifférent sur la religion, ne songeait qu'à la faire servir au succès de son ambition. Les hussites de Prague, irrités de ce que Mainard avait fait rétablir dans toutes les églises les cérémonies catholiques, interrompues depuis vingt-quatre ans, formèrent le complot de l'exclure des affaires et de rendre Pogebrac seul administrateur du royaume. On convint pour cet effet que pendant une nuit sombre, les hussites mettraient le feu dans un quartier de l'ancienne Prague, et qu'après que les catholiques seraient sortis pour l'éteindre, on ouvrirait une porte de la nouvelle Prague à Pogebrac, qui devait s'y trouver avec toutes les forces du parti. Ce plan fut exécuté et réussit selon les espérances des sectaires. Pogebrac eut le temps de se rendre maître de la place et du pont entre les deux villes avant que les catholiques fussent instruits de la surprise. Ses troupes massacrèrent tous ceux qui voulurent résister, et Mainard, fait prisonnier, fut jeté dans un cachot où il mourut bientôt après. Dès ce moment, Pogebrac devint en quelque sorte maître absolu dans la Bohême. Roquesane, par sa protection, s'empara peu de temps après de l'archevêché, et se mit peu en peine d'obtenir des bulles.

Le pape Nicolas, sollicité vivement par Scanderbeg et par l'empereur de Constantinople, ne négligea rien

pour leur procurer des secours et exciter le zèle des princes chrétiens contre les Turcs. Le célèbre Huniade, voulant réparer la défaite de Varna, avait levé de nouvelles troupes pour attaquer le sultan; mais son armée, trop inférieure en nombre, après des prodiges de valeur, fut entièrement défaite, et lui-même, obligé de prendre la fuite presque seul, fut arrêté par l'ordre du despote Georges de Servie, qui ne le relâcha qu'à des conditions très-onéreuses. Amurath fut moins heureux contre Scanderbeg. Il vint l'attaquer deux fois dans la ville de Croïe, sa capitale, et fut obligé de lever le siège après des pertes considérables, ce qui le fit, dit-on, mourir de chagrin au mois de février 1451. Son successeur fut Mahomet II, à qui les Turcs ont donné le surnom de Grand. Il eut, en effet, toutes les qualités propres à lui mériter ce titre; mais elles furent ternies par les vices les plus odieux. Il avait reçu de la nature un corps robuste et capable de toutes les fatigues de la guerre, un tempérament tout de feu, une activité prodigieuse, un courage intrépide, un esprit vif et pénétrant, un génie étendu, et il joignait à cela une dissimulation profonde, une ambition démesurée et une ardeur insatiable pour la gloire. Il était savant pour un prince et surtout pour un mahométan; car il parlait cinq langues outre celle des Turcs, il avait appris les mathématiques et l'histoire, principalement celle des grands hommes de l'antiquité. Du reste, il méprisait toutes les religions, se moquait de la Providence, et ne reconnaissait d'autre divinité que la fortune. Mais joignant la superstition à l'impiété, il s'abandonnait à toutes les rêveries de l'astrologie judiciaire. Sa cruauté et ses débauches égalaient les dérèglements de son esprit. Il fit mourir entre autres les princes de Bosnie et de Metelin contre la foi jurée, et ordonna d'éventrer quatorze de ses pages, pour savoir lequel avait mangé un melon dérobé dans un jardin qu'il cultivait. Il fit périr toute la famille de l'amiral Notaras, parce que

celui-ci avait refusé un de ses fils à la brutale volupté de cet infâme sultan. Enfin, comme les janissaires se plaignaient qu'il se laissait amollir par l'amour d'une femme, il la fit amener devant eux, et tirant son cimeterre, il lui trancha la tête. Ce nouveau sultan fut à peine sur le trône qu'il résolut de s'emparer de Constantinople ; mais pour amuser l'empereur grec et se donner le temps de faire ses préparatifs, il n'hésita pas à renouveler avec lui le traité de paix. Les Génois, alors en guerre avec le roi d'Aragon, consentirent pour la sûreté de leur commerce à payer un tribut au sultan, et les Vénitiens firent aussi un traité avec lui, mais sous cette condition que si les princes chrétiens s'unissaient pour lui déclarer la guerre, il leur serait loisible de se joindre à eux pour la défense de la foi (1).

L'état de l'Europe ne permettait guère d'espérer une telle entreprise. La guerre était allumée en Italie au sujet du duché de Milan, devenu vacant par la mort de Philippe-Marie Visconti, dernier prince de cette famille, dont la succession était disputée par l'empereur, qui revendiquait ce duché comme un fief de l'empire ; par le roi d'Aragon, qui se fondait sur un prétendu testament du défunt ; par le duc d'Orléans, fils de Valentine Visconti, sœur du dernier duc ; enfin, par François Sforce, qui avait épousé une fille naturelle de Philippe avec promesse de lui succéder. D'un autre côté, les Milanais prétendaient se constituer en république, et plusieurs villes du duché étaient, en outre, revendiquées par les Florentins et les Vénitiens. L'Espagne était en proie à des troubles causés par le soulèvement des seigneurs contre l'autorité du connétable Alvar de Lune, favori de Jean II, roi de Castille, et qui, depuis près de trente ans, disposait de tout dans le royaume. Jean II, qui avait succédé, en 1406, à son père Henri III, mourut en 1454, et laissa le

(1) *Æn. Sylv. Hist. Eur.* — Chalcond. — Ducas. — Cantacuz. — Phranz. — Leunclav.

trône à son fils Henri IV, surnommé l'Impuissant, dont les vices et les dérèglemens ne tardèrent pas à devenir un nouveau prétexte de révolte. Le Danemark, la Suède et la Norwége n'étaient pas dans un état plus tranquille. Quelques années avant la fin du dernier siècle, Marguerite de Waldemar, reine de Danemark et de Norwége, ayant été appelée, en outre, au trône de Suède, par l'élection des seigneurs, avait réussi à faire prononcer l'union perpétuelle des trois couronnes, sous la condition que le roi résiderait tour à tour dans les trois royaumes, et que chacun d'eux conserverait son sénat, ses lois et ses privilèges. De nombreuses infractions à ce traité, connu sous le nom d'Union de Calmar, occasionnèrent un soulèvement des Suédois, et l'an 1448, refusant de reconnaître Christiern I^{er}, élu roi de Danemark sans leur participation, ils donnèrent la couronne de Suède à Charles Canutson, grand maréchal du royaume, ce qui devint une source de guerre et de troubles intérieurs ; car le roi de Danemark songea bientôt à faire valoir ses prétentions, et fut soutenu par les évêques de Suède mécontents du roi Charles, qui, pour abaisser la puissance du clergé, avait ordonné, conjointement avec le sénat, la recherche et la revendication des droits régaliens et des biens qu'il prétendait avoir été usurpés sur la couronne, avec défense de faire à l'avenir aucune fondation territoriale en faveur des églises et des monastères.

La trêve conclue depuis quelques années entre la France et l'Angleterre fut rompue en 1449 par la faute des Anglais, qui surprirent et pillèrent la ville de Fougères, en Bretagne. Le roi Charles VII ayant demandé vainement la restitution de cette ville avec la réparation du dommage, ordonna au comte de Foix, son lieutenant dans la Guienne, d'attaquer les places que les Anglais conservaient dans cette province, et fit entrer une armée dans la Normandie, sous la conduite du fameux Dunois, qui réduisit en peu de temps un grand nombre de villes

et de forteresses. Le célèbre Jacques Cœur, intendant des finances du royaume et possesseur d'une immense fortune qu'il avait acquise par son commerce, avança au roi des sommes considérables pour les frais de cette guerre, et entretenit même plusieurs corps de troupes à ses dépens. Mais il fut mal récompensé de ses services ; les courtisans jaloux l'accusèrent quelque temps après d'avoir empoisonné Agnès Sorel, maîtresse du roi, et d'avoir commis diverses malversations dans l'exercice de sa charge. Sur ces accusations il fut condamné à l'exil et tous ses biens confisqués. Les succès du comte de Dunois effrayèrent les habitans de Rouen, qui songèrent à leur accommodement, et le duc de Somerset, qui y commandait avec Talbot, se vit forcé de capituler. Le roi fit son entrée dans cette ville avec un appareil magnifique. Les historiens remarquent qu'il portait un chapeau doublé de velours rouge, et que c'est alors que commença en France l'usage des chapeaux, qui succédèrent insensiblement aux chaperons dont on se servait auparavant. La bataille de Formigny, gagnée l'année suivante par les Français, amena promptement la conquête de Bayeux, de Caen, de Cherbourg et de toutes les autres villes de la Normandie, et le roi, pour en conserver la mémoire et témoigner sa gratitude religieuse, fit faire des processions solennelles dans tout le royaume, et ordonna qu'elles se renouvelleraient chaque année au mois d'août, ce qui s'observait encore à Rouen dans le dernier siècle. Le comte de Dunois fut envoyé ensuite dans la Guienne, où il obtint les mêmes succès. Toutes les places furent prises de force ou par composition jusqu'à Bordeaux, et les habitans de cette ville, n'espérant aucun secours, firent leur soumission, moyennant un traité qui leur accordait la conservation de leurs privilèges, l'exemption de la gabelle et l'établissement d'une cour souveraine de justice. La ville de Bayonne ayant refusé de suivre cet exemple, fut assiégée dans les

formes et obligée de capituler. C'est ainsi que les Anglais perdirent en moins de deux ans la Guienne et la Normandie, avec tout ce qu'ils possédaient dans le royaume, à l'exception de Calais et de quelques places dans le Boulonnais. Ils rentrèrent dans la Guienne en 1452, et firent soulever Bordeaux avec quelques autres places. Mais l'année suivante, après la perte d'une bataille où le fameux Talbot fut tué, toute la province fut de nouveau reconquise par les Français, et pour contenir la ville de Bordeaux, le roi y fit construire deux forteresses, et condamna, suivant un article de la capitulation, vingt des principaux seigneurs du pays au bannissement perpétuel.

Ces pertes, jointes à d'autres revers dans une guerre contre l'Écosse, augmentèrent le mécontentement des Anglais, déjà irrités contre leur roi par l'établissement de quelques nouveaux impôts, et donnèrent occasion à cette fameuse guerre civile connue sous le nom de guerre des deux roses, et causée par la rivalité entre les deux maisons d'York et de Lancastre. Henri VI, qui régnait alors, descendait du duc de Lancastre, troisième fils d'Édouard III, et devenu roi après la déposition de Richard II, sous le nom d'Henri IV. Le duc d'York revendiquait la couronne en vertu des droits de sa mère, qui était fille du duc de Clarence, second fils d'Édouard III. Il profita du mécontentement des Anglais pour faire valoir ses prétentions, et les guerres sanglantes qui en furent la suite désolèrent l'Angleterre pendant plus de trente ans (1).

Le pape Nicolas s'était efforcé de rétablir la paix entre les rois Henri VI et Charles VII. Il envoya pour cet effet en Angleterre, l'an 1451, l'archevêque de Ravenne, de l'illustre maison des Ursins, et en France le cardinal d'Estouteville, fils du grand bouteiller du roi. Mais cette dé-

(1) Math. de Coucy. *Hist. de Charles VII.* — Jean Chartier. — Monstrel. — Polydor. Virgil. *Hist. Anglic.*

marche fut sans succès. Le roi Henri VI répondit à toutes les représentations du légat, que lorsqu'il aurait reconquis tout ce que les Français lui avaient enlevé depuis deux ans, il serait temps d'entrer en négociation, mais que jusque-là il n'y fallait point penser. Le cardinal d'Estouteville pendant sa légation employa son autorité, sur la demande du roi, à réformer les abus dans l'université de Paris. Il abrogea quelques anciens statuts, confirma les autres, et ajouta quelques nouveaux articles, avec excommunication contre ceux qui violeraient ces règlements. On y remarque, entre autres choses, que les professeurs en théologie étaient tenus d'écrire leurs leçons; que dans la faculté de médecine le mariage n'exclurait plus du professorat; et que dans celle des arts, les écoliers qui refuseraient de subir un châtiment mérité ne pourraient être reçus par d'autres maîtres. Mais ce qui manquait à ces statuts comme aux précédents, c'était des moyens efficaces de répression contre le désordre et la turbulence des étudiants hors des écoles.

Le pape envoya aussi, la même année 1451, le cardinal de Cusa avec le titre de légat en Allemagne pour y ménager une paix solide entre les princes, et exhorter les peuples à contribuer par leurs aumônes au secours des chrétiens menacés par les Turcs. Les indulgences qui furent publiées à ce sujet produisirent des aumônes très-abondantes. Comme la dévotion des peuples avait rendu très-fréquentes les processions du Saint-Sacrement, le légat, dans un concile tenu à Cologne pour le rétablissement de la discipline, fit un règlement portant qu'à l'avenir le Saint-Sacrement ne devrait être exposé ni porté en procession dans un ostensor à claire voie qu'au temps de la Fête-Dieu et de son octave, et hors de là, une fois l'année seulement, pour des raisons graves et avec la permission de l'évêque, afin que ces cérémonies, devenues plus rares, se fissent avec plus de ferveur et de respect. C'est un des plus anciens réglemens que l'on connaisse

touchant l'exposition du Saint-Sacrement. Le légat fit assembler aussi des conciles à Salzbourg et à Magdebourg, et y publia des statuts pour la réforme des monastères et des chanoines réguliers. Les dangers que courait la Pologne par le voisinage des Turcs et surtout par les incursions des Tartares établis dans la Crimée, engagèrent le cardinal Sbignée, évêque de Cracovie, à demander au pape les indulgences du jubilé pour les Polonais et les Lithuaniens, avec dispense d'aller à Rome, moyennant que chacun donnerait, pour être employée par le roi aux frais de la guerre contre les infidèles, la moitié de la somme qu'il en aurait coûté pour faire le voyage. Ce prélat, à qui le pape Eugène et l'antipape Félix avaient déféré comme à l'envi la dignité de cardinal, était également recommandable par son mérite et par son zèle pour la religion. Comme les Bohémiens avaient envoyé des ambassadeurs au roi de Pologne pour conclure un traité fort avantageux à ce prince, non-seulement Sbignée refusa de communiquer avec eux, mais il fit de plus cesser les offices dans son diocèse quand ils y passèrent à leur retour, et le roi, irrité, l'ayant menacé de le chasser de son siège, il répondit que l'exil et la mort même endurés pour la religion ne seraient pour lui qu'un sujet de joie. Le pape accorda le jubilé demandé par ce cardinal, et l'empressement des peuples à gagner les indulgences produisit des sommes si considérables, qu'au lieu de la moitié des frais du voyage on se contenta d'en exiger le quart.

L'empereur Frédéric, dont le concours était si important pour la croisade contre les Turcs, n'était guère propre ni encore moins disposé à cette entreprise. Ce prince, de mœurs douces et tranquilles, d'un caractère mou et indolent, d'une parcimonie qui allait jusqu'à l'avarice, quoique d'ailleurs zélé pour la religion, n'avait ni la fermeté ni la constance nécessaires pour se mettre à la tête d'une semblable expédition. Naturelle-

ment disposé à la paix, et n'ayant guère en vue que son intérêt et celui de sa famille, il préférait le repos à la gloire, et n'entreprenait qu'avec répugnance les guerres même les plus indispensables. Il se rendit en Italie au commencement de l'an 1452 pour y recevoir des mains du pape la couronne impériale ; mais pour ne pas effrayer les Italiens, et peut-être aussi pour épargner la dépense, il partit sans armée, et seulement suivi d'un grand nombre de seigneurs ; ce qui ne laissa pas d'inquiéter le pape Nicolas, qui craignit à cette occasion une révolte des Romains, et fit mettre une bonne garnison dans le château Saint-Ange et dans les autres forteresses. François Sforce, qui s'était emparé de Milan, fit prier l'empereur de se rendre dans cette ville pour y recevoir, suivant l'usage, la couronne de fer pour le royaume de Lombardie ; mais Frédéric, mécontent de ce prince, refusa d'y aller, et congédia durement les ambassadeurs. Ayant joint à Sienne l'impératrice Éléonore, princesse de Portugal, qu'il avait épousée par procureur, il se rendit avec elle à Rome, où il fit son entrée au mois de mars. Les cardinaux, avec tout le clergé et les magistrats de la ville, vinrent au-devant de lui, et le conduisirent sous un dais superbe jusqu'aux degrés de l'église de Saint-Pierre, où le pape, revêtu de ses habits pontificaux, était assis sur un trône d'ivoire. On portait l'épée nue devant l'empereur, qui baisa les pieds du pape, et lui présenta une boule d'or, suivant la coutume. Quelques jours après, le souverain pontife, en vertu de sa pleine puissance et d'après la demande de ce prince, lui donna la couronne de fer, en confirmant toutefois les droits de l'archevêque de Milan, à qui il appartenait de faire le couronnement ; puis, le dimanche suivant, après avoir prêté le serment ordinaire de protéger les droits du saint-siège, de lui être fidèle, et de n'exercer dans Rome aucun acte de souveraineté, Frédéric, revêtu d'une aube, fut institué chanoine de Saint-Pierre, et ensuite sacré et

couronné solennellement avec la couronne d'or comme empereur des Romains. Le pape couronna aussi l'impératrice ; et après la cérémonie, Frédéric servit d'écuyer au souverain pontife depuis l'église de Saint-Pierre jusqu'à celle de Sainte-Marie au delà du pont. Cet empereur est le dernier qui se soit fait couronner à Rome (1).

Le pape, en même temps qu'il s'efforçait d'exciter le zèle des Latins contre les Turcs, n'oubliait rien pour éteindre le schisme des Grecs et leur faire recevoir le décret de Florence. Mais ses nombreuses démarches demeurèrent sans succès. Dès le commencement de son pontificat, il avait écrit à l'archevêque de Nicosie, légat du saint-siège dans l'île de Chypre, dans celle de Rhodes et dans tous les lieux qui en dépendaient, pour lui recommander de réprimer par toutes les voies canoniques les nestoriens ou autres schismatiques qui voudraient retourner à leurs erreurs. Deux ans plus tard, il adressa des recommandations dans le même but aux inquisiteurs de la foi dans la Grèce. Ensuite, l'an 1451, comme l'empereur Constantin lui avait envoyé une ambassade avec des lettres pour solliciter des secours et témoigner ses regrets de n'avoir pu encore obliger ses sujets à recevoir le décret d'union, le pape Nicolas dans sa réponse lui fit sentir que l'état déplorable où se trouvait réduit l'empire grec, autrefois si florissant, était tout à la fois la suite et la punition du schisme causé par l'ambition de Photius ; et après avoir rappelé tous les efforts du saint-siège pour ramener les Grecs à l'unité catholique, il ajoutait que l'Eglise romaine ne se faisait pas illusion sur la vanité de leurs promesses tant de fois violées ; mais qu'elle usait de patience en considérant que Jésus-Christ avait ordonné d'attendre la troisième année avant de couper le figuier stérile. La prise de Constantinople, arrivée deux ans après, fit regarder ces paroles

(1) *Æn. Sylv. Hist. Europ.* — *S. Anton. Chron.* — *Platin.*

comme une menace prophétique. Le pape terminait sa lettre en exhortant l'empereur à faire insérer, selon l'ancien usage, le nom du souverain pontife dans les diptyques, et à protéger le patriarche Grégoire contre les sectaires; car ce patriarche avait été contraint d'abandonner son siège par les persécutions des schismatiques, qui écrivirent cette même année aux Bohémiens pour les féliciter sur leur éloignement des prétendues nouveautés romaines, et les inviter à se réunir avec l'Église orientale. Il se retira en Italie, où il publia pour la défense du concile de Florence plusieurs écrits sous le nom de Gennade. Ce qui fait que quelques auteurs les ont attribués à son successeur. L'empereur Constantin par ses lettres avait prié le souverain pontife d'envoyer à Constantinople un légat prudent et éclairé pour travailler avec lui à la réduction des schismatiques. Le pape choisit pour cette mission importante le cardinal Isidore, archevêque de Kiovie, dont la légation parut d'abord assez heureuse. L'empereur accepta le décret d'union, et le fit recevoir par une partie du sénat et du clergé; mais quand on célébra la liturgie dans l'église de Sainte-Sophie et qu'on y fit mémoire du pape et du patriarche Grégoire, le peuple s'émut et courut en foule à la cellule du moine Genadius, qui avait hérité de toute la haine de Marc d'Éphèse contre l'Église romaine. Ce moine fit afficher à sa porte un écrit où il menaçait des plus grands malheurs tous ceux qui recevraient les décrets de Florence. Alors la multitude et surtout les dévotes et les religieuses qu'il dirigeait, crièrent de toutes parts anathème contre ceux qui avaient embrassé l'union ou qui l'embrasseraient à l'avenir. On ne voulut plus entrer dans l'église de Sainte-Sophie, qu'on regarda comme profanée; on évita comme des excommuniés tous ceux qui avaient assisté à la liturgie avec le légat; on leur refusa l'absolution et l'entrée des églises; enfin, le fanatisme et l'aveuglement furent portés à tel point, que pendant le siège de la ville les

schismatiques disaient hautement qu'ils aimaient mieux voir le turban dominer à Constantinople que le chapeau d'un cardinal.

Cependant Mahomet faisait des préparatifs immenses pour la conquête de cette ville. Ayant soumis en Asie le prince de Caramanie, et conclu en Europe une trêve de trois ans avec Huniade, il fit construire en 1452 une forteresse sur le Bosphore pour se rendre maître du détroit ; et comme l'empereur voulait s'y opposer, les Grecs combattirent sa résolution, dans la crainte d'irriter le sultan, et contribuèrent eux-mêmes à cette construction (1). Ensuite, après avoir rassemblé ses troupes, Mahomet vint investir Constantinople, le 2 avril de l'année suivante, avec une armée de trois cent mille hommes et plus de trois cents vaisseaux. Cette ville, d'environ quatre lieues de circuit, était entourée d'une double enceinte de murailles avec des fossés larges et profonds, et le port, fermé par deux grosses chaînes de fer, était défendu en outre par plusieurs forts. Mais il n'y avait, dit-on, pour la défendre que cinq ou six mille hommes de troupes réglées avec trois mille Gênois ou Vénitiens, et sept ou huit vaisseaux de guerre avec quelques navires marchands. Il leur survint heureusement un renfort de deux vaisseaux génois sous les ordres de Jean Justinien, capitaine habile et expérimenté, à qui l'empereur donna le commandement des troupes ; et peu de temps après, quatre navires, arrivant de Chio chargés de troupes et de provisions, vinrent à bout d'entrer dans le port, mal-

(1) Bérault Brecestel dit que Mahomet bâtit sur le Bosphore le second fort des Dardanelles pour fermer le passage aux vaisseaux qui viendraient de la mer Noire à Constantinople. On ne sait vraiment ce qui doit le plus étonner, ou de l'historien qui montre une telle ignorance, ou de la simplicité des lecteurs qui lui ont donné de la réputation. Un écolier ne confond point le Bosphore avec le détroit des Dardanelles, et sait bien que ce dernier n'est pas entre la mer Noire et Constantinople.

gré les efforts de la flotte turque, qui perdit dans le combat douze mille hommes et un grand nombre de vaisseaux. Mahomet commença les attaques par terre, où son artillerie fit promptement de larges brèches à la première enceinte. Il avait des canons d'une grosseur énorme, fondus par un habile ingénieur hongrois, que l'espoir d'une grande fortune avait engagé à son service. Il fit ensuite combler les fossés et donner l'assaut. Mais les assiégés, soutenus par la valeur de Justinien, se défendirent avec un courage et des efforts prodigieux. Ils se portaient de tous côtés pour repousser les Turcs, et leurs canons, dirigés sur cette multitude confuse qui se précipitait vers les fossés, en faisaient un carnage effroyable. Ils firent même des sorties contre les infidèles, brûlèrent une partie de leurs machines, éventèrent les mines par l'adresse d'un ingénieur allemand qui était au service de Justinien ; et après avoir soutenu l'assaut pendant le jour, ils réparaient les brèches pendant la nuit, et enlevaient ce que les Turcs avaient jeté dans les fossés. Le sultan fit aussi plusieurs tentatives inutiles pour forcer l'entrée du port, et l'on rapporte que, d'après le conseil d'un Crétois, il résolut de faire transporter ses vaisseaux par terre, et qu'ayant fait couvrir de planches graissées plus de deux lieues de chemin, il y fit traîner en une seule nuit, à force de machines et de bras, quatre-vingts galères, après quoi il fit construire un pont de bateaux chargés de canons pour battre les murailles. La vue de ces navires descendus dans le port jeta la frayeur parmi les assiégés, mais ne les découragea point. Mahomet, lassé d'une si vigoureuse résistance, fut plusieurs fois tenté de lever le siège. Ses soldats murmuraient hautement, et se plaignaient que le sultan, s'obstinant à tenter l'impossible, se faisait un jeu de les conduire à la boucherie. Il fit proposer la paix à Constantin, en offrant de lui assurer la possession du Péloponnèse s'il voulait lui remettre la ville. Mais l'empereur répondit avec un cou-

rage magnanime, qu'il n'abandonnerait la ville impériale qu'avec la vie.

Enfin, le sultan résolut de livrer, le 29 mai, un dernier assaut avec toutes ses forces par terre et par mer ; et, pour animer ses soldats, il promit d'abandonner toutes les richesses de la ville au pillage, et d'en donner le gouvernement à celui qui y monterait le premier. Il ordonna en même temps un jeûne de trois jours avec des prières publiques pour obtenir la victoire. L'empereur, informé de cette résolution par un officier du sultan, fit faire de son côté des processions solennelles où l'on porta toutes les reliques de la ville, et où le clergé, les soldats et les citoyens de tout sexe et de tout âge, assistèrent nu-pieds, en versant des torrens de larmes. Ensuite il communia publiquement dans l'église de Sainte-Sophie, avec une multitude de personnes des plus distinguées. Au jour fixé, le sultan fit commencer l'attaque longtemps avant le lever du soleil, par ses plus mauvaises troupes, et quand il vit les fossés presque remplis des cadavres de ces malheureux, qu'on forçait à coups de bâton et de cimeterre d'aller à une mort certaine, il fit avancer des troupes fraîches, et ordonna l'assaut de tous côtés par terre et par mer. Les chrétiens, quoique déjà fatigués du carnage, firent des prodiges de valeur pour repousser cette nouvelle attaque ; mais après quatre heures d'un combat acharné, le corps des janissaires vint soutenir l'armée turque, qui commençait à plier, et bientôt ils parvinrent à gagner les murailles et les tours de l'enceinte extérieure. Ceux qui combattaient sur le port s'emparèrent en même temps d'une des tours qui servaient à le défendre. Justinien, qui jusqu'alors s'était conduit en héros, ayant reçu quelques blessures, abandonna, dit-on, lâchement son poste, et fit ouvrir une porte de la muraille intérieure pour se réfugier dans la ville. Sa retraite jeta le découragement parmi ses troupes, qui, se voyant sans chef et pressées par les Turcs maîtres des remparts, lâ-

chèrent pied, et rentrèrent après lui dans la ville par la porte ouverte. L'empereur Constantin, après l'avoir conjuré inutilement de ne pas ternir sa gloire par une fuite honteuse, fit des efforts incroyables pour rétablir le combat. Mais enfin, accablé par le nombre des infidèles, il tomba percé de coups, et fut foulé aux pieds par les fuyards. Mahomet, juste estimateur de sa bravoure, fit rechercher son corps, et lui fit faire des funérailles magnifiques.

La mort de l'empereur acheva la déroute des Grecs. Ils furent poursuivis et enveloppés par les Turcs, qui, entrant de tous côtés, en firent une horrible boucherie. La fureur du soldat n'épargna ni les femmes ni les enfants. Il y eut plus de quarante mille personnes massacrées, plus de soixante mille jetées dans les fers pour être vendues comme esclaves, et pendant trois jours la ville, abandonnée au pillage, éprouva tous les genres de cruauté, toutes les horreurs, les profanations et les excès qu'on peut imaginer, à l'exception de l'incendie, que le sultan avait défendu sous les peines les plus rigoureuses; car il voulait faire de cette capitale le siège de son empire. Les autels, les croix, les vases sacrés, les reliques et les saintes images furent brisées et foulées aux pieds; les églises souillées par le meurtre et par toutes sortes d'infamies, les saints mystères horriblement profanés, les femmes et les vierges violées, le clergé et les moines égorgés, vendus et soumis aux plus cruels traitements, terrible punition de leur obstination dans le schisme. On ne saurait compter tous les personnages de distinction qui furent victimes de la fureur du soldat ou de la froide cruauté du sultan. Il y eut entre autres quarante-sept nobles vénitiens faits captifs, puis massacrés de sang-froid, à la réserve de quelques-uns qui rachetèrent leur vie en découvrant leurs trésors. L'amiral Notaras crut pouvoir, par le même moyen, obtenir la vie sauve et celle de ses fils; mais le sultan, par un honteux motif,

qu'on a déjà vu , leur fit trancher la tête. L'historien Phranzès, vendu avec une infinité d'autres, fut racheté à Lacédémone et entra au service du prince Thomas, frère du dernier empereur. Le cardinal Isidore , dans l'espoir de sauver sa vie en se déguisant, prit les habits d'un soldat tué et revêtit le cadavre de tous les ornements de sa dignité , après quoi , se mêlant parmi les fuyards , il se réfugia dans l'église de Sainte-Sophie , où il fut fait prisonnier ; mais comme il n'était pas connu des Turcs , il fut racheté à Péra pour cinquante ducats, et trouva bientôt après le moyen de se sauver en Italie (1).

Telle fut la fin de l'empire d'Orient, qui, depuis la dédicace de Constantinople par le grand Constantin, avait duré onze cent vingt-trois ans. Les Génois , qui possédaient depuis longtemps le faubourg de Péra, se soumi-
rent aussitôt à Mahomet, avant même qu'il les eût sommés de se rendre, et consentirent à lui payer tribut. Il y mit un gouverneur turc, en laissant toutefois aux Génois une partie de leurs privilèges et la liberté de vivre selon leurs lois ; mais il leur fut interdit d'avoir des cloches et de bâtir de nouvelles églises. Comme il importait au sultan de ne pas dépeupler sa capitale et de ménager les chrétiens, qui faisaient la richesse et la force de son nouvel empire , après trois jours accordés au pillage , il défendit toutes les violences, et fit publier que tous les fugitifs , grands et petits , et tous ceux qui s'étaient cachés pouvaient reparaitre en toute sûreté. Ayant appris que le siège patriarcal était vacant par la retraite du patriarche Grégorie, il prit des mesures pour le faire remplir , et ordonna que l'élection se feroit dans la forme usitée sous les derniers empereurs. Depuis longtemps ces princes avaient ordonné qu'on désignerait trois sujets parmi lesquels l'empereur aurait le droit de choisir ; puis,

(1) Æn. Syl. *Hist. Eur.* — S. Anton. *Chron.* — Gobel. *Comment.* — Phranz. — Chalcond. — Ducas.

au mépris de ces lois et des anciens canons, ils ne tardèrent pas à nommer eux-mêmes, sans présentation, un sujet qui était élu ensuite pour la forme seulement. Suivant cette coutume, Mahomet fit assembler quelques évêques des environs de Constantinople avec le clergé de la ville et les principaux citoyens, et fit élire comme patriarche l'ancien sénateur Georges Scholarius, qu'on a vu au concile de Florence se déclarer hautement pour l'union, et qui ensuite, ayant été séduit par Marc d'Éphèse et s'étant fait moine sous le nom de Gennade, devint un des plus ardens fauteurs du schisme. Cependant quelques auteurs prétendent qu'il ne faut pas confondre ce moine schismatique avec le patriarche, et que celui-ci, demeuré constamment attaché aux décrets de Florence, publia, même après son élection, plusieurs écrits pour les défendre, et fit tous ses efforts pour ramener son peuple à l'unité de l'Église. Mais, indépendamment de la conformité des noms, il n'est guère vraisemblable que Mahomet, dirigé uniquement dans son choix par des intérêts politiques, ait voulu donner aux Grecs, la plupart si obstinés dans le schisme, un patriarche uni de communion avec les Latins. Quoi qu'il en soit, le nouveau patriarche prit ou conserva le nom de Gennade, et reçut l'investiture du sultan avec le cérémonial usité par les empereurs. Il se rendit à cet effet au palais impérial, où Mahomet lui mit entre les mains le bâton pastoral en disant : La sainte Trinité qui m'a donné l'empire te fait par mon autorité archevêque de la nouvelle Rome et patriarche œcuménique. Ensuite le sultan le conduisit jusqu'à la porte de son palais, le fit monter sur un superbe cheval, et donna ordre à tous les grands officiers de l'accompagner à pied jusqu'à l'église des douze Apôtres, qui lui était assignée pour son siège à la place de Sainte-Sophie, réduite en mosquée. Quelque temps après, Mahomet alla lui rendre visite, et l'ayant prié de lui expliquer les principaux points de la religion chré-

tienne, il fut si content de cette explication, qu'il voulut l'avoir par écrit. Ce patriarche , après avoir occupé le siège environ cinq ans , donna sa démission pour se retirer dans un monastère de la Macédoine , où il finit ses jours. On a de lui entre autres ouvrages un dialogue sur la Trinité et l'Incarnation, et un abrégé des dogmes de la religion.

La prise de Constantinople doit être signalée comme une des causes qui contribuèrent à la renaissance des lettres en Occident. Un grand nombre de seigneurs et de savants grecs avaient trouvé moyen de se rendre dans le Péloponnèse, encore occupé par les frères de l'empereur Constantin, et de là plusieurs passèrent en Italie sur l'invitation du pape, qui chercha autant que possible à les dédommager par ses bienfaits de la perte de leurs biens et de leur patrie. On distingue parmi ces savants Théodore Gaza, Jean Lascaris, Manuel Chrysoloras, Georges de Trébizonde, Argyropule , Hémonyme de Sparte et plusieurs autres, dont les travaux servirent à répandre la connaissance de la littérature grecque. Ils apportèrent en Occident une multitude d'ouvrages soit profanes, soit ecclésiastiques, notamment les œuvres complètes de saint Chrysostome, de saint Basile et de saint Grégoire de Nazianze, dont on n'avait qu'une partie, et le pape les encouragea par des récompenses à en donner des traductions latines , parmi lesquelles on doit citer celles d'Aristote et d'Appien. L'imprimerie, qui fut inventée vers la même époque, vint bientôt multiplier ces chefs-d'œuvre et les répandre partout (1). On voulut les lire dans le texte original; l'étude

(1) La plupart des auteurs , d'après Trithème et Polydore Virgile, attribuent cette invention à Jean Guttemberg, de Strasbourg; d'autres à Jean Faust, de Mayence, et à Schæfer son gendre; quelques-uns à Jean Mantel, de Strasbourg; d'autres encore à Jean Coster, citoyen de Harlem en Hollande; enfin Paul Jove assure que cet art fut apporté de la Chine par un marchand allemand. On n'est pas plus d'accord sur l'année que sur l'auteur de cette invention. Les uns la fixent

de la langue grecque devint plus commune, et l'on vit Hémonyme et Lascaris l'enseigner avec éclat dans l'université de Paris. Quelques auteurs prétendent que le saint-suaire, qui est à Turin, fut alors apporté de Constantinople, après avoir été sauvé du pillage; mais c'est une allégation au moins fort douteuse, et d'autres soutiennent qu'il avait été donné depuis un siècle à une église du diocèse de Troyes en Champagne, d'où il fut envoyé cette année au duc de Savoie.

Le pape Nicolas fut si vivement affligé de la prise de Constantinople, que le chagrin, dit-on, le consuma peu à peu et abrégea ses jours. Il redoubla ses soins pour procurer une croisade contre les Turcs, et adressa aux princes et aux peuples des exhortations pressantes et réitérées pour les engager à se réunir contre un ennemi dont l'ambition et les progrès devenaient de plus en plus menaçans pour l'Europe et pour la religion. Mais si les efforts de son zèle ne demeurèrent pas infructueux, ils furent loin d'avoir tout l'effet qu'il devait désirer. L'Europe n'avait appris qu'avec une sorte de consternation la catastrophe subite qui venait de mettre fin à l'empire d'Orient, et l'on sentait plus que jamais la nécessité d'opposer une digue puissante à l'inondation des barbares. Le roi de Portugal s'empressa d'envoyer en Italie une flotte considérable qu'il mit à la disposition du pape pour la guerre contre les Turcs. Philippe le Bon, duc de Bourgogne, envoya de son côté quatre galères et fit vœu, malgré son grand âge, d'aller lui-même combattre les infidèles. Plusieurs princes d'Allemagne firent le même vœu. Mais les troubles et les divisions qui régnaient presque partout semblaient offrir un obstacle presque insurmontable à cette entreprise.

Le célèbre Eneas Sylvius, devenu depuis pape évêque

à l'an 1440; d'autres plusieurs années après. La seule chose certaine, c'est qu'elle date à peu près du milieu du quinzième siècle.

de Sienne , après s'être assuré des dispositions de l'empereur Frédéric , écrivit plusieurs lettres à Rome , pour engager le pape et les cardinaux à travailler , par tous les moyens , au rétablissement de la paix entre les états chrétiens , à convoquer un congrès de tous les princes de l'Europe , et à faire prêcher partout la croisade contre les infidèles. Il représentait que les chrétiens l'emportaient infiniment sur les Turcs par le nombre comme par la valeur et la discipline, et que l'indifférence ou la division pouvaient seules les empêcher d'entreprendre une guerre où , combattant pour la foi , ils devaient espérer la protection du ciel et compter sur la victoire. Il s'attachait surtout à faire sentir au pape que la prise de Constantinople , bien qu'il n'eût rien à se reprocher , ne laisserait pas de devenir , par l'injustice des hommes , une sorte de tache pour sa mémoire , et de ternir la gloire de son pontificat , s'il ne faisait tous ses efforts pour réparer ce malheur. Comme l'Italie était depuis longtemps troublée par des guerres entre les villes ou les princes , le zèle du pape Nicolas n'épargna rien pour terminer ces différends. Il fut secondé par un religieux augustin nommé Simonet , qui fit plusieurs voyages tantôt chez les Vénitiens , les Florentins ou les Siennois , tantôt chez le duc de Milan , et qui sut si bien les persuader , qu'il les détermina enfin à convenir d'un traité de paix , après quoi le pape , pour y faire consentir le roi d'Aragon , lui envoya , en qualité de légat , le cardinal Dominique Capranica , que sa réputation de prudence , d'habileté et de vertu rendait éminemment propre au succès d'une telle mission. Il fit adhérer en effet le roi d'Aragon au traité conclu entre les villes d'Italie ; mais ce prince refusa d'y comprendre les Génois , et se montra d'ailleurs peu fidèle à l'observer envers les autres villes.

Les princes d'Allemagne , pressés par les instances réitérées du pape Nicolas , s'assemblèrent à Ratisbonne en 1454 , pour délibérer sur la guerre contre les Turcs. Le

duc de Bourgogne, qu'on avait invité à cette diète avec d'autres princes, ne manqua pas de s'y rendre, et fut le premier à offrir son concours. L'évêque de Pavie, envoyé par le pape, et Æneas Sylvius, député de l'empereur Frédéric, parlèrent avec tant de zèle et d'éloquence, que tous opinèrent pour la guerre. Mais on ne prit aucune mesure décisive. On convint seulement de demander le concours de la France et des princes d'Italie, et de tenir une autre diète au mois de septembre de la même année, pour aviser aux moyens de lever des troupes, ainsi que l'argent nécessaire à leur entretien. Cet ajournement n'était pas propre à faire concevoir de grandes espérances, et l'on voit, dans une lettre écrite peu de temps après par Æneas Sylvius, que, malgré son zèle, il ne se faisait pas lui-même illusion sur les difficultés qui s'offraient de toutes parts. Nous avons fait connaître les divisions qui régnaient en Angleterre et dans les royaumes du Nord; la France, quoique délivrée des Anglais, n'en avait pas moins besoin de se tenir en garde contre les nouvelles attaques d'un ennemi qui ne voulait entendre à aucune proposition de paix; l'Allemagne elle-même n'était pas exempte de troubles, soit à cause des dissensions entre les Suisses et les ducs d'Autriche, soit par suite des démêlés de l'empereur Frédéric avec la Hongrie, et l'on vit encore éclater dans le même temps la révolte des habitans de la Prusse et de la Poméranie contre les chevaliers teutoniques. Ils avaient porté leurs plaintes à l'empereur contre le despotisme de ces chevaliers, dont les exactions leur étaient devenues insupportables, et ce prince acheva de les exaspérer en les condamnant à une amende de six mille florins. Ce fut en vain que le pape employa son autorité et leur ordonna, sous peine d'excommunication, de rester soumis à leurs anciens maîtres. Ils envoyèrent offrir au roi de Pologne de se mettre sous sa domination, et comme le roi et le sénat montraient de l'hésitation, les Prussiens leur di-

rent qu'ils iraient trouver d'autres protecteurs, et que Ladislas, roi de Hongrie et de Bohême, ne demanderait pas mieux que de les recevoir. Il n'en fallut pas davantage pour terminer l'irrésolution des Polonais. Le roi Casimir entra dans la Prusse, reçut le serment de fidélité de ces peuples, diminua les impôts qui avaient occasionné la révolte, et eut une longue guerre à soutenir contre les chevaliers teutoniques. Toutes ces circonstances devenaient autant d'obstacles à une entreprise dont le succès réclamait le concours ou au moins l'union de tous les princes chrétiens. Il fallait d'ailleurs une flotte considérable pour combattre celle des Turcs, et comme celle du pape était trop peu nombreuse, on ne pouvait rien entreprendre du côté de la mer sans le concours des Vénitiens et des Génois, sur lesquels on devait peu compter, puisqu'ils avaient renouvelé, après la prise de Constantinople, leur traité avec le sultan. Enfin, quand on aurait pu réunir des troupes suffisantes, il restait encore bien d'autres difficultés, spécialement celle de pourvoir à leur entretien, de maintenir l'ordre et la discipline parmi des peuples de langues et d'humeurs différentes, et de trouver un chef qui eût l'autorité suffisante pour commander à cette foule de princes et de seigneurs, tous également jaloux de leur indépendance.

La diète de Francfort se tint au jour indiqué, et l'on y vit, outre les nonces du pape, les ambassadeurs d'un grand nombre de princes, notamment ceux du roi de Hongrie, qui étaient venus surtout pour solliciter des secours. Aeneas Sylvius y prononça, comme à Ratisbonne, un long discours qui eut le même succès. La guerre fut de nouveau résolue, et on promit aux Hongrois trente-deux mille hommes d'infanterie avec dix mille de cavalerie, après quoi les membres de la diète se rendirent auprès de l'empereur, en Autriche, pour prendre les dernières mesures et régler tous les préparatifs de l'expédition. Jean de Capistran, que les peuples regardaient

comme un prophète, continuait en même temps, par ses prédications, de les exhorter avec succès à prendre les armes ou à contribuer aux frais de la guerre. Mais la mort du pape Nicolas vint suspendre l'effet de toutes ces mesures. Le chagrin que lui causait la prise de Constantino ple était encore augmenté par la découverte d'une conspiration formée contre lui peu de temps auparavant, et qui avait eu pour chef un chevalier romain nommé Étienne Porcario. Le but des conjurés était de s'emparer du pape et des cardinaux dans l'église de Saint-Paul pendant la célébration de la messe, et d'appeler ensuite le peuple à prendre les armes pour la défense de la liberté. Mais ayant été arrêtés sur quelques indices du complot, ils furent ensuite convaincus par leur propre aveu, puis condamnés à mort et exécutés (1). Depuis ce moment, le pape Nicolas, craignant les suites de cette conspiration, sortit plus rarement, et se montra moins accessible, surtout aux Romains. Enfin la goutte, qui le tourmentait depuis longtemps, lui occasionna une fièvre dont il mourut le 24 mars 1455. Tous les historiens se sont accordés à faire l'éloge de sa piété, de son désintéressement, de sa charité envers les pauvres, et surtout de son zèle pour le progrès des sciences. Il encouragea les savans et en attira un grand nombre à Rome par ses bienfaits. Il

(1) Quelques écrivains modernes connus par leur haine contre les papes ont avancé que les conjurés avaient été mis à mort sans avoir été ni jugés ni convaincus, et qu'on leur avait même refusé, malgré toutes leurs instances, les derniers sacremens. Mais cette calomnie est réfutée par le témoignage unanime des historiens contemporains, qui disent expressément que Porcario avoua la conjuration et qu'on en lut tous les détails à ses complices. Les circonstances de leur arrestation suffisaient d'ailleurs pour les convaincre; et quant à ce qui regarde le refus des sacremens, un seul auteur contemporain, du reste peu favorable aux papes, dit que les conjurés moururent sans confession ni communion; mais il ne dit point qu'ils aient demandé ces derniers secours de la religion, et c'est une témérité odieuse que de supposer gratuitement qu'on les leur ait refusés.

agrandit le collège de la Sapience, y nomma les plus habiles maîtres, et rassembla une foule de livres précieux pour former dans son palais une bibliothèque dont l'usage serait permis au public. C'est ainsi qu'il jeta les fondemens de la fameuse bibliothèque du Vatican. Il fit surtout rechercher avec soin dans la Grèce les ouvrages des anciens auteurs, et son zèle à cet égard allait si loin, qu'il promit cinq mille ducats à celui qui lui apporterait l'évangile de saint Matthieu en hébreu. Il ne fit pas moins pour le progrès des arts. Il embellit Rome de somptueux édifices, et projeta même la construction de cette magnifique église de Saint-Pierre, dont les travaux à peine commencés ne furent repris et achevés qu'un demi-siècle plus tard (1).

Vers le même temps mourut saint Laurent Justinien, patriarche de Venise, également illustre par sa naissance, par sa piété et par ses écrits. Il était né dans cette ville, de l'ancienne famille des Justiniani, et avait été formé à la vertu dès l'enfance par les soins de sa mère. Dès qu'il fut en âge de prendre un état, craignant les dangers du monde, il se fit recevoir chanoine régulier de la congrégation de saint Georges, fondée depuis peu dans un monastère de la petite île d'Alga, près de Venise. Le pape Eugène, instruit de son mérite, le fit évêque de cette ville en 1434; et dix-sept ans après, comme le patriarcat de Grade vint à vaquer par la mort de Dominique Michaëli, le pape Nicolas transféra ce titre au siège de Venise, en considération de Justinien, qu'il avait connu au monastère d'Alga, où lui-même avait été chanoine. Ces dignités ne servirent qu'à donner un nouvel éclat aux vertus de Justinien. Il se fit admirer par sa modestie, et joignant à la vie pauvre et austère d'un religieux le zèle et la charité d'un

(1) Janos. Manet. *Vit. Nicol.* — Gobel. *Comment.* — En. Sylv. *Hist. Europ.* — S. Anton. *Chron.* — Steph. Infissur. *Chron.* — Platin. — Rainald.

prélat, il s'appliqua à rétablir la discipline, à combattre les désordres du clergé et du peuple, et à soulager les malheureux par d'abondantes aumônes. Pendant sa dernière maladie, il ne voulut point d'autre lit que la paille sur laquelle il couchait ordinairement. Il mourut au mois de janvier 1455, âgé de soixante-treize ans, et demanda d'être enterré dans son ancien monastère. Mais après une contestation qui dura plus de deux mois, sans que le corps offrit aucun signe de corruption, le chapitre obtint qu'il serait inhumé dans l'église patriarcale. Les miracles opérés à son tombeau firent prononcer sa béatification en 1524 par le pape Clément VII; et il fut ensuite canonisé par Alexandre VIII. On a de lui plusieurs ouvrages de piété, remarquables surtout par une onction touchante, et en outre des sermons sur les fêtes de Jésus-Christ et des saints.

Le célèbre Alphonse Tostat, évêque d'Avila en Espagne, était mort l'année précédente 1454, et quoiqu'il n'eût encore que quarante ans, il avait acquis par son savoir une réputation prodigieuse, et composé une multitude d'ouvrages sur différentes matières, mais principalement sur l'Écriture sainte. Il possédait toutes les sciences alors enseignées dans les écoles, et savait parfaitement le grec et l'hébreu. Ayant terminé ses études à l'âge de vingt-deux ans dans l'université de Salamanque, il y professa d'abord avec un éclat extraordinaire; ensuite il fut député au concile de Bâle, et parvint enfin par son mérite à l'évêché d'Avila. Ses ouvrages, qui forment une collection extrêmement volumineuse, sont presque tous des commentaires sur l'Écriture sainte. On y trouve tout ce que les rabbins ont dit de meilleur, avec une solide réfutation de leurs rêveries. Mais il se jette souvent dans des digressions plus curieuses qu'instructives.

Après les obsèques du pape Nicolas, les cardinaux qui se trouvaient à Rome entrèrent en conclave au nombre de quinze, et la plupart inclinèrent d'abord à élire le

cardinal Bessarion ; mais le cardinal d'Avignon représenta vivement qu'on ne pouvait sans honte ni même sans danger donner pour chef à l'Église romaine un Grec à peine revenu du schisme, et que les Latins se déshonoreraient par un tel choix, en faisant croire qu'on n'avait pas trouvé parmi eux un sujet capable. Alors les suffrages se réunirent en faveur du cardinal Alphonse Borgia, qui fut élu le 8 avril, et prit le nom de Callixte III. Il était d'une illustre famille d'Espagne, et recommandable par sa piété, par son zèle pour la discipline et son habileté dans les affaires. On a remarqué, comme une preuve de son désintéressement, qu'étant évêque de Valence et ensuite cardinal, il ne voulut jamais posséder aucun autre bénéfice. Il était fort âgé, mais conservait encore toute la vigueur de son caractère. Comme il était né sujet du roi d'Aragon, qui avait contribué à le faire élever au cardinalat, ce prince ambitieux prétendait l'assujettir en quelque sorte à ses volontés, et le fit pressentir à cet égard par ses ambassadeurs : Qu'il gouverne ses états, répondit le pape, et qu'il me laisse gouverner l'Église. Cette réponse fit naître entre le roi et le pape une division qui s'accrut bientôt par le zèle que mit le souverain pontife à s'opposer aux abus commis dans le royaume de Naples, surtout par des entreprises sur la juridiction ecclésiastique, et à revendiquer pour le saint-siège la disposition des bénéfices que le roi donnait, sans tenir compte de l'indignité des sujets, à quiconque se trouvait en état de les payer.

L'empereur Frédéric s'empressa d'envoyer une ambassade au nouveau pape pour lui renouveler le serment de fidélité ; et le célèbre Æneas Sylvius, qui en était le chef, ne manqua pas, dans son discours, de s'étendre longuement sur la nécessité de s'opposer promptement aux progrès des Turcs, qui étaient sur le point de se rendre maîtres de la Hongrie. Il ajouta que plusieurs princes étaient tout prêts à s'armer pour la défense de la

religion, et que les autres, aussi bien que les peuples, se disposeraient également, sans nul doute, à combattre pour la même cause, dès que le pape aurait fait prêcher la croisade avec les indulgences ordinaires. Saint Antonin, député par les Florentins, fit aussi un éloquent discours sur le même sujet. Callixte III n'avait pas besoin de ces exhortations, et l'on prétend même qu'avant son élection, se tenant assuré du pontificat d'après une prédiction de saint Vincent Ferrier, il avait fait vœu de s'employer de tout son pouvoir à combattre les Turcs. Quoi qu'il en soit, dès qu'il fut élu, il s'appliqua avec un zèle extraordinaire à prendre toutes les mesures nécessaires au succès de l'entreprise commencée par son prédécesseur. Il imposa des décimes sur le clergé, adressa des lettres aux princes et particulièrement au roi de France, pour réclamer leur concours, et envoya le cardinal de Carvajal en Hongrie, et d'éloquents prédicateurs par toute l'Europe, pour exciter les peuples par la promesse des indulgences à contribuer de leur personne ou de leurs biens à la guerre contre les infidèles. Il envoya même un ambassadeur avec des présens aux rois des Perses, des Arméniens et des Tartares, afin de les animer contre un ennemi voisin, dont ils avaient à redouter la puissance et l'ambition. Enfin, il équipa une flotte de seize galères, dont il donna le commandement au cardinal d'Aquilée, qui s'était déjà signalé en différentes guerres contre les ducs de Milan, et qui pendant trois ans remporta sur les Turcs plusieurs avantages considérables. Le pape Callixte exhorta en même temps le roi de Castille à combattre les Maures de Grenade, et accorda de grandes indulgences à ceux qui prendraient les armes ou qui contribueraient de leurs aumônes aux frais de cette guerre.

Mahomet, presque aussitôt après la prise de Constantinople, avait entrepris de subjuguier les princes voisins, et tous les efforts de ses troupes ayant échoué contre

l'habileté et la valeur de Scanderbeg, il tourna ses attaques contre la Hongrie. et vint lui-même, au mois de juin 1456, avec une armée de cent quarante mille hommes, mettre le siège devant Belgrade. Le jeune roi Ladislas, effrayé à cette nouvelle et jugeant toute résistance inutile, se retira, sous de vains prétextes, à Vienne en Autriche. Mais le fameux Huniade ne perdit pas l'espérance, et joignant tout ce qu'il put rassembler de troupes à une armée d'environ quarante mille croisés réunis par les soins du légat et par les prédications de Jean Capistran, il se présenta sur les bords du Danube pour secourir la ville assiégée. Il fallut livrer bataille aux Turcs qui lui disputaient le passage. Jean de Capistran, un crucifix à la main, parcourait les rangs pour exciter le courage des troupes chrétiennes, et après des prodiges de valeur, elles vinrent à bout de mettre en déroute les infidèles et d'entrer dans Belgrade. Le sultan ne laissa pas de continuer ses attaques. Il fit battre la ville par son artillerie et bientôt après commencer l'assaut de tous côtés. Mais les assiégés, soutenus par la valeur d'Huniade et surtout par les éloquents exhortations de Jean Capistran, se défendirent avec tant de courage, que les Turcs furent partout repoussés. L'assaut recommença le lendemain avec plus d'acharnement, mais avec aussi peu de succès. Mahomet vit tomber à ses côtés le plus intrépide de ses généraux, et reçut lui-même une blessure qui le mit hors de combat ; la déroute des Turcs fut complète ; les chrétiens en firent un horrible carnage, et le sultan se vit réduit à lever le siège, après avoir perdu plus de quarante mille hommes. Cette victoire fut regardée comme le salut de la Hongrie et de l'Allemagne. Comme le siège de Belgrade fut levé le 6 août, le pape Callixte, en mémoire de cet heureux événement, ordonna de célébrer dans toute l'Église la fête de la Transfiguration de Jésus-Christ, qui depuis longtemps se célébrait déjà le même jour en beaucoup d'endroits, et, pour la rendre

plus solennelle, il y attacha de grandes indulgences (1).

Huniade et Capistran ne survécurent pas longtemps à cette expédition. Le premier, épuisé par les fatigues de la guerre, fut attaqué d'une fièvre qui le fit succomber le 10 septembre de cette même année 1456. Il demanda les sacremens avec une foi vive, et se fit porter à l'église pour recevoir le saint viatique, disant qu'il n'était pas convenable que le maître vint trouver son serviteur. La mort de ce héros affligea toute l'Europe, et le pape, en l'apprenant, ne put s'empêcher de verser des larmes. Huniade laissa deux fils, dont l'un devint bientôt après roi de Hongrie. Jean de Capistran mourut six semaines après Huniade, le 23 octobre, âgé de soixante-onze ans. Ses vertus l'ont fait mettre au nombre des saints. On a de lui plusieurs traités de théologie, notamment sur le mariage et sur les contrats, un traité sur l'autorité du pape et des conciles, et d'autres ouvrages sur le droit canonique ou sur des sujets de piété. Il y eut vers la fin de cette année dans le royaume de Naples, un tremblement de terre si violent, qu'un grand nombre de maisons et d'églises furent renversées. On assure que ce fléau fit périr plus de soixante mille personnes, dont trente mille dans la seule ville de Naples. Il fut suivi d'ouragans qui causèrent aussi de grands désastres, et l'on vit surtout entre Sienne et Florence, à quelques pieds seulement au-dessus de la terre, des nuages noirs et épais agités par des vents si furieux qu'ils déracinaient les arbres, emportaient les toits des maisons, et enlevaient les hommes et les animaux. Le roi d'Aragon fut si effrayé de ces phénomènes, qu'il renouvelait à chaque instant son vœu de faire la guerre aux Turcs; mais quand le danger fut passé, il ne songea plus à l'accomplir. Une comète à longue chevelure avait déjà peu de temps au-

(1) S. Anton. *Chron.* — Æn. Sylv. *Hist. Europ.* — Naucier. *Chron.* — Platin. — Chalcond.

paravant répandu l'effroi parmi les populations, et le pape Callixte avait prescrit à cette occasion des prières et des processions publiques pour détourner les malheurs qui pourraient menacer la chrétienté. Il avait ordonné spécialement de sonner tous les jours les cloches à midi, afin d'avertir les peuples de prier à cette intention, et accordé des indulgences à ceux qui réciteraient alors trois fois l'oraison dominicale et la salutation angélique.

Mahomet, après la mort d'Huniade, voulut venger en quelque sorte la honte de sa défaite sur le fameux Scanderbeg, et envoya ses généraux avec une nombreuse armée pour s'emparer de l'Albanie. Mais ils furent vaincus et repoussés. La flotte turque fut aussi battue vers le même temps par le cardinal d'Aquilée, qui remporta, en 1457, une éclatante victoire près de Mitylène. Enfin, les troupes du sultan essuyèrent deux autres défaites de la part d'Usun Cassan, qui régnait sur une partie de l'Arménie et de la Mésopotamie, et qui entreprit cette guerre contre les Turcs à la sollicitation du pape et des Vénitiens. Il envoya ensuite des ambassadeurs au pape Callixte avec des lettres où il reconnaissait devoir ces deux victoires à la protection du ciel et aux prières du souverain pontife. Ce prince, quoique mahométan, épousa la fille de l'empereur de Trébizonde, et s'empara quelque temps après du royaume de Perse.

Les décimes que le pape avait imposées sur le clergé donnèrent lieu à de nombreuses réclamations. On se plaignait en quelques endroits qu'une partie de ces décimes étaient détournées de leur destination, et le roi de Danemark en particulier, sous prétexte de réprimer quelques schismatiques, obtint du légat la moitié de ces contributions, qu'il employa pour ses guerres contre la Norwège et la Suède. L'université de Paris et le clergé de Rouen voulurent interjeter appel de la bulle du pape au futur concile ; mais le pape leur fit enjoindre par son

légal de révoquer cet appel, ce qui éprouva d'autant moins de difficulté, que le roi et tout le reste du clergé de France s'étaient empressés de consentir à cette imposition. Les réclamations furent plus vives en Allemagne, où l'on se plaignait aussi de prétendues infractions au concordat dans la collation des bénéfices. Le pape, après avoir écrit lui-même à l'empereur et aux princes d'Allemagne, chargea Aeneas Sylvius de répondre à ces plaintes sans fondement ; ce qu'il fit d'abord par plusieurs lettres et ensuite par un traité, où il justifiait l'imposition des décimes par la nécessité de pourvoir à la défense de la religion, et surtout par les avantages incontestables que le monde chrétien en avait retirés, puisque c'était aux secours fournis par le pape, quand tous les autres princes demeuraient indifférens, que l'on était redevable des victoires remportées tout récemment sur les infidèles. Il ajoutait que le légat commandant les galères du pape n'avait pas seulement défendu les îles de la Grèce, mais qu'il avait de plus converti un grand nombre d'habitans qui auparavant faisaient profession du mahométisme. Quant aux prétendues violations du concordat, il répondit que le pape n'était pas tenu de confirmer indistinctement toutes les élections, mais seulement celles qui étaient faites selon les règles canoniques. Enfin, il reprochait aux Allemands de vouloir eux-mêmes abolir le concordat, et de porter atteinte aux droits du saint-siège par leurs injustes prétentions ; car on proposait ouvertement dans les diètes de faire juger les élections par les métropolitains, de rendre aux évêques ou aux ordinaires la collation de tous les bénéfices, de prohiber les appels en cour de Rome, et d'interdire les annates et l'imposition de tout autre subside (1).

Les contestations relatives aux privilèges des religieux mendiens se renouvelèrent vers ce temps entre ces reli-

(1) S. Anton. *Chron.* — Æn. Sylv. *Epist.* 338. — Rainald.

gieux et l'université de Paris, à l'occasion d'une bulle du pape Nicolas V, qui condamnait plusieurs propositions dans lesquelles on soutenait que, d'après le canon du concile de Latran, les fidèles ne pouvaient faire leur confession annuelle aux religieux même approuvés d'une manière générale, et que ceux qui s'adressaient à eux étaient obligés à confesser de nouveau les mêmes péchés à leur propre curé. Comme les carmes de Paris demandèrent à l'official de publier cette bulle, l'université intervint, la déclara subreptice, contraire aux canons et aux droits légitimes des curés, avec injonction aux religieux non-seulement d'y renoncer, mais de la faire révoquer à Rome dans un délai prescrit, sous peine d'être exclus de l'université; et sur leur refus, elle prononça leur exclusion. Ils eurent recours au pape Callixte, qui cassa cette délibération, et confirma la bulle de son prédécesseur. Mais comme l'université persista dans sa résolution, l'archevêque de Reims et l'évêque de Paris, d'après le vœu du parlement, s'employèrent comme médiateurs, et proposèrent inutilement plusieurs moyens de conciliation. Alors le pape Callixte, pour terminer ces différends, donna une nouvelle bulle qui ordonnait de s'en tenir à la décrétale de Boniface VIII, renouvelée au concile de Vienne, portant que les religieux devaient être présentés à l'évêque pour obtenir l'approbation; mais qui, du reste, ne s'expliquait pas expressément touchant la confession annuelle. L'université consentit à rétablir les religieux, moyennant qu'ils obéiraient à cette dernière bulle du pape Callixte, et renonceraient à faire usage des précédentes. Ils acceptèrent l'accommodement; mais les dominicains ne tardèrent pas à déclarer qu'il leur était défendu par leur général de ratifier cette convention. Toutefois, l'université les ayant exclus de nouveau, ils se présentèrent, au mois d'octobre 1557, pour demander leur rétablissement, avec promesse d'observer les conditions proposées. De semblables contes-

tations s'élevèrent aussi à Strasbourg, à Spire et en d'autres villes d'Allemagne, et le pape Callixte, pour y mettre fin, confirma les privilèges des religieux, et déclara expressément que les fidèles qui s'adressaient à eux pour la confession annuelle n'étaient point tenus de confesser de nouveau les mêmes péchés à leur curé.

Un concile de la province de Reims, tenu à Soissons en 1455, publia divers réglemens, dont la plupart avaient pour objet le maintien de la discipline cléricale. On y confirma notamment les décrets du concile de Bâle, concernant la célébration de l'office divin, et contre les clercs concubinaires. On ordonna de ne conférer les ordres et les bénéfices qu'après un examen rigoureux sur les mœurs et l'instruction des sujets. On défendit aux clercs les jeux de hasard, les cabarets, l'usure, et on les obligea de porter la tonsure et l'habit clérical, sous peine d'être déchus de leurs privilèges; il fut interdit aux évêques de porter des habits de soie, et de paraître dans l'église sans la soutane et le rochet. On imposa aux chapitres l'obligation d'envoyer quelques-uns de leurs membres étudier dans les universités. Enfin, on renouvela plusieurs anciens statuts contre la violation des immunités ecclésiastiques et pour la réforme des monastères. Nous devons aussi mentionner un autre concile tenu deux ans plus tard à Avignon, sous la présidence du cardinal Pierre de Foix, et dans lequel on fit un décret pour confirmer ce qui avait été ordonné par le concile de Bâle concernant l'immaculée conception de la sainte Vierge.

La mort d'Huniade fut suivie de quelques troubles en Hongrie. Le comte Ulric de Silley, oncle du jeune roi Ladislas, voulut se rendre maître de la régence, et regardant les fils d'Huniade comme un obstacle à son ambition, il eut recours à la calomnie, et n'omit rien pour les décrier dans l'esprit du roi. Ces indignes manœuvres irritèrent les Hongrois, qui résolurent la perte du comte, et après quel-

ques propos injurieux entre lui et le fils aîné d'Huniade, ils le percèrent à coups d'épée. Le roi, dans la crainte d'une plus grande sédition, promit le pardon aux meurtriers ; mais quelque temps après, il les fit arrêter, et avec eux les deux fils d'Huniade, dont l'aîné, âgé de vingt-quatre ans, fut condamné à mort et exécuté. Le plus jeune, nommé Matthias, fut mis en prison à Prague. Ladislas avait été reconnu depuis quelques années comme roi de Bohême ; et il se rendit alors dans cette capitale, pour y recevoir Madelaine de France, qui lui avait été accordée en mariage par le roi Charles VIII. Roquesane, qui continuait de se porter pour archevêque, vint au-devant de lui avec un grand nombre de ses partisans ; mais Ladislas le reçut d'un air froid, et ne l'aurait pas même regardé, sans les ménagemens qu'il se croyait obligé d'avoir pour Pogebrac, qui gouvernait le royaume en souverain. Au contraire, quand il aperçut les prêtres catholiques, après avoir dit tout haut : Voici les vrais ministres de la religion, il descendit de cheval, et les reçut avec beaucoup d'affabilité. Quelques semaines après, le jeune prince mourut de poison vers la fin de novembre 1457, âgé seulement de dix-huit ans. On imputa cet empoisonnement à Roquesane et à Pogebrac, tous deux intéressés à cet attentat, le premier pour conserver son titre, et l'autre pour affermir sa puissance.

La mort de Ladislas rendait vacans deux trônes, qui furent ambitionnés par beaucoup de prétendans ; mais dès le mois de janvier 1458, la mémoire des services rendus par Huniade détermina les états de Hongrie à proclamer roi son fils Matthias ; et comme il était toujours prisonnier en Bohême, le légat Jean de Carvajal, après avoir contribué à son élection, se chargea encore de négocier son élargissement. Pogebrac, qui voulait s'aplanir le chemin au trône de Bohême, et qui était bien aise de se ménager les bonnes grâces du pape, rendit la liberté à Matthias, moyennant soixante mille écus d'or ; il mit

en outre pour condition que sa fille épouserait le jeune roi. Enfin, Pogebrac fut lui-même, au mois de mars 1458, proclamé roi de Bohême presque sans opposition, et pour s'attacher les catholiques, dont plusieurs lui avaient refusé leurs suffrages, il protesta, le jour de son couronnement, qu'il se soumettrait à l'autorité du pape pour tout ce qui regardait la foi. Il prit d'abord quelques mesures contre les catholiques qui refusaient de le reconnaître, et forma ensuite le projet de réduire ou d'exterminer les thaborites. Il leur envoya Roquesane, qui, feignant de leur être tout dévoué, leur persuada sans peine de se rendre à une assemblée générale des hussites, et de s'engager à se soumettre sans appel au jugement de cette assemblée. La doctrine des thaborites y fut condamnée, et comme ils refusèrent de se soumettre, Pogebrac marcha contre eux avec toutes ses forces. Il les assiégea dans le Thabor, où ils se défendirent en désespérés; mais après un an de résistance, la ville fut emportée d'assaut, et tous les thaborites passés au fil de l'épée. On prétend qu'il n'en resta pas un seul, et Pogebrac ne voulut pas même laisser subsister la ville de Thabor. Il y fit mettre le feu et démolir les remparts jusqu'aux fondemens (1).

Alphonse, roi d'Aragon, continuait toujours la guerre contre la république de Gênes. Il avait fait investir cette ville par terre et par mer avec des forces considérables, et bientôt elle allait se trouver réduite aux dernières extrémités, lorsque ce prince mourut à Naples, au mois de juin 1458. Comme il ne laissait point d'enfant légitime, Jean son frère, déjà roi de Navarre, lui succéda aux royaumes d'Aragon et de Sicile. Quant au royaume de Naples, il en avait disposé en faveur de Ferdinand, son fils naturel. Mais le pape Callixte déclara ce royaume vacant, refusa d'en donner l'investiture à Ferdinand, et

(1) Bonfin. *Hist. Hung.* — Æn. Sylv. *Hist. Boh.* — Cochl. *Hist. Hussit.*

lui fit défense, sous peine d'excommunication, de prendre le titre de roi de Naples, et aux peuples de le reconnaître et de lui obéir. Ferdinand s'efforça inutilement de faire valoir en sa faveur la concession du pape Eugène, et se disposa à soutenir ses prétentions par la force des armes. La mort de Callixte III vint le délivrer de ces embarras. Ce pape, âgé de quatre-vingts ans, mourut le 8 août de cette même année 1458, après trois ans et quelques mois de pontificat. On lui reproche d'avoir terni sa réputation de vertu par une ambition démesurée pour l'agrandissement de ses parents ; et ce qui, entre autres choses, semble justifier ce reproche, c'est que, dans une promotion de cardinaux, il nomma deux de ses neveux, dont l'un était Roderic Lenzoli Borgia, qui plus tard devenu pape sous le nom d'Alexandre VI, déshonora le saint-siège par le scandale de ses dérèglements.

Les cardinaux, dix jours après la mort du pape Callixte, entrèrent en conclave au nombre de dix-huit, et l'on trouve dans les mémoires d'Æneas Sylvius de curieux détails sur les intrigues qui précédèrent l'élection. Les deux premiers jours furent employés à régler quelques articles que le nouveau pape serait tenu d'observer, spécialement de ne point créer de cardinaux sans le consentement du sacré collège, et tous les cardinaux firent serment de s'y conformer, vaine précaution dont l'expérience aurait dû faire sentir l'inutilité. Le troisième jour, après la messe du Saint-Esprit, on commença le scrutin. Un calice d'or fut placé sur l'autel, et chaque cardinal, selon l'usage, y déposa son suffrage en présence de trois cardinaux scrutateurs. Les voix furent extrêmement partagées ; mais le cardinal de Bologne et Æneas Sylvius, nommé cardinal par Callixte III, furent ceux qui en eurent le plus grand nombre. Le cardinal de Rouen n'en eut aucune. Après un semblable partage, on vit bientôt commencer les intrigues, et les cardinaux les plus influens recourir aux sollicitations, aux promesses et à tous les

moyens, pour obtenir des voix en faveur de leurs amis; le cardinal de Rouen se donna surtout beaucoup de mouvement, et représenta qu'Æneas Sylvius était pauvre, infirme, attaché à l'Allemagne, où peut-être il voudrait transporter le saint-siège, et que d'ailleurs, occupé uniquement d'une vaine littérature et de sciences profanes, il n'avait pas la moindre connaissance de la théologie et du droit canonique. Voulez-vous, ajoutait-il, donner pour chef à l'Église un poète qui n'est propre qu'à la gouverner suivant les lois des païens? Quant au cardinal de Bologne, il ne sait pas même administrer son diocèse, et n'a ni assez d'esprit pour agir par lui-même, ni assez de docilité pour prendre conseil. Par tous ces propos et par l'influence du cardinal d'Avignon, qui était Français comme lui, le cardinal de Rouen attira dans son parti onze cardinaux, entre lesquels on remarque les vertueux Grecs Bessarion et Isidore. Il ne lui manquait plus qu'une voix pour avoir le nombre nécessaire, lorsque la veille du scrutin le cardinal de Bologne alla trouver vers minuit Æneas Sylvius, et lui conseilla d'aller sur-le-champ, pour éviter tout ressentiment, promettre sa voix au cardinal de Rouen, dont l'élection était assurée, ajoutant que pour lui il ne voulait pas s'exposer encore à être en disgrâce, comme il l'avait été sous le dernier pape, à qui il n'avait pas donné sa voix. Le cardinal de Sienne lui répondit qu'il se garderait bien de suivre ce conseil et de donner son suffrage à un homme indigne du pontificat; qu'il était habitué à la pauvreté et n'avait rien à craindre; que si le nouveau pape lui refusait la pension et l'entretien des cardinaux pauvres, il ne l'empêcherait pas de cultiver les muses, qui lui servaient de consolation dans sa misère. Enfin, il représenta le cardinal de Rouen comme un simoniaque, un ambitieux qui ne cherchait que les honneurs et les biens temporels; après quoi il ajouta : C'est Dieu qui dispose du pontificat et non pas les hommes; il confondra les brigues coupables, et de-

main on verra que c'est lui qui fait les papes. Si vous avez de la foi, vous ne donnerez pas votre voix à un homme si indigne de ce rang. Ces paroles firent tant d'impression sur le cardinal de Bologne, qu'il promit sur-le-champ de ne pas voter pour le cardinal de Rouen.

Le lendemain de grand matin, Æneas Sylvius alla trouver le cardinal Borgia, vice-chancelier de l'Église romaine, et lui demanda s'il était aussi pour l'archevêque de Rouen. Le vice-chancelier répondit qu'il n'avait pu s'en défendre, parce qu'on ne pouvait pas douter de son élection, et qu'en la traversant inutilement, il perdrait sa charge de vice-chancelier, qui lui était assurée par écrit, moyennant qu'il donnerait son suffrage à ce cardinal. Je vous admire, reprit Æneas Sylvius, de vous fier à l'écrit d'un homme qui n'a ni religion ni probité. Remplissez votre engagement, et le cardinal d'Avignon aura la chancellerie, qui lui est promise aussi bien qu'à vous ; car il est probable qu'il manquera bien plutôt de parole à un Espagnol qu'à un compatriote. Ensuite, s'adressant au cardinal de Pavie, qui lui dit aussi qu'il avait promis sa voix, Æneas Sylvius, pour le détacher de ce parti, lui fit de longues représentations, où l'on voit, avec des réflexions peut-être exagérées sur l'indignité du cardinal de Rouen, beaucoup d'autres considérations purement politiques et mondaines présentées avec toutes les amplifications de rhéteur. Il insista principalement sur les intérêts des Italiens, qui, par la nomination d'un pape français, verraient bientôt toutes les dignités passer à des étrangers. Il représenta que Martin Brandon, oncle du cardinal de Pavie, en procurant l'élection du pape Martin avait ramené en Italie le pontificat et le saint-siège, transféré en Allemagne par Jean XXIII, sous prétexte du concile de Constance, et que ce cardinal, au contraire, voulait le faire repasser d'Italie en France. Vous voulez donc, ajouta-t-il, vous qui êtes Italien, prendre le parti des Français contre votre patrie ? Si le

pape élu transporte le saint-siège en France, vous aurez contribué à la ruine de l'Italie ; et s'il reste à Rome, nous aurons le chagrin de voir cette ville, autrefois la maîtresse du monde, obéir à un étranger. Vous avez vu sous le pape Callixte les Espagnols maîtres de tout ; voulez-vous maintenant devenir esclave des Français ? N'avez-vous pas dit plusieurs fois que l'Église était perdue si elle avait jamais pour chef le cardinal de Rouen, et que vous aimeriez mieux mourir que de consentir à son élection ? Pourquoi donc avez-vous changé si vite de sentiment ? Est-ce que dans un instant celui qui était démon est devenu un ange ? Où est l'amour que vous aviez autrefois pour votre patrie ? J'avais cru que jamais vous ne l'auriez abandonnée, quand vous auriez vu tous les autres se tourner contre elle. Je m'étais singulièrement trompé. Enfin, comme le cardinal de Pavie répondit qu'il avait donné sa parole et qu'il ne pouvait y manquer sans déshonneur : Vous aimez donc mieux, reprit Sylvius, trahir votre patrie que le cardinal de Rouen ? Cette réplique détermina le cardinal de Pavie, qui promit d'abandonner le parti des Français ; après quoi tous les cardinaux italiens, à l'exception de Prosper Colonne, se réunirent dans la chambre du cardinal de Gênes, et convinrent de donner leur voix à Æneas Sylvius. Ces cardinaux étaient au nombre de sept.

Le scrutin commença, selon l'usage, après la messe, et l'on vit avec surprise, au dépouillement des bulletins, que le cardinal de Rouen n'avait que six voix, tandis que le cardinal de Sienne en avait neuf. Mais comme aucun n'avait le nombre suffisant, les cardinaux reprirent leurs places pour voir si quelques-uns viendraient compléter la majorité requise, ce que l'on appelle *accessit*. Après une assez longue attente, le cardinal Borgia se leva et déclara qu'il donnait sa voix au cardinal de Sienne. Un autre ne tarda pas à en faire autant. Enfin, comme il ne fallait plus qu'une voix, le cardinal Prosper Colonne se

leva, et malgré les reproches du cardinal de Rouen et de ses partisans, il se déclara aussi pour Æneas Sylvius; après quoi tous les autres s'empressèrent de confirmer son élection d'un commun consentement. C'est ainsi que fut élu, le 27 août, Æneas Sylvius Piccolomini, cardinal de Sienne, qui prit le nom de Pie II. Le cardinal Bessarion, au nom de tous les partisans du cardinal de Rouen, fit un discours au nouveau pape pour lui déclarer que la considération de sa faible santé les avait seuls déterminés à ne pas lui donner d'abord leurs suffrages; mais que la Providence saurait lui donner les forces nécessaires, et que pour eux ils s'empresseraient de réparer cette faute par leur zèle et leur fidélité. Le pape répondit qu'il ne leur savait point mauvais gré d'avoir suivi les inspirations de leur conscience, et qu'il les traiterait tous avec une égale bienveillance. Les Romains, craignant l'élection d'un pape français, avaient déjà pris les armes, et quand ils apprirent qu'on avait élu le cardinal de Sienne, ils se livrèrent à des transports de joie extraordinaires (1).

Æneas Sylvius était né de parens nobles mais peu fortunés, à quelques lieues de Sienne, dans la petite ville de Corsini, qu'il érigea ensuite en ville épiscopale, et fit appeler de son nom Pienza. Ayant fait ses études à Sienne avec le plus grand succès, il accompagna au concile de Bâle, en qualité de secrétaire, le cardinal Dominique Capranica, et remplit ensuite les mêmes fonctions auprès de quelques autres prélats. Ses talens le firent rechercher par le cardinal Albergati, qui lui confia une mission en Écosse. A son retour, le concile de Bâle lui donna les charges de secrétaire et de chancelier, et l'employa en diverses négociations. Enée, qui n'avait alors que vingt-six ans, adopta les principes d'opposition proclamés par cette assemblée, et publia plusieurs ouvrages pour les défendre. Il fut quelque temps secrétaire de l'antipape

(1) Gobelin. *Comment.* Pii II. — Platin.

Félix; puis, en 1442, il fut appelé pour le même emploi auprès de l'empereur Frédéric, qui l'honora de la couronne poétique, et lui confia plusieurs négociations qu'il conduisit avec autant de succès que d'habileté. On a déjà vu la part qu'il prit à l'extinction du schisme. Il avait été vivement frappé d'entendre en Hongrie le cardinal Julien, dont les lumières et les vertus lui inspiraient une confiance sans bornes, bénir la Providence de l'avoir fait sortir d'une assemblée factieuse pour rester uni au saint-siège, et dès lors, éclairé sur la révolte du concile de Bâle contre un pape reconnu par toute l'Église, il employa son influence auprès de l'empereur pour ménager entre les princes d'Allemagne et le pape Eugène l'accommodement qui fut conclu par ses soins. Le pape Nicolas V lui conféra l'évêché de Trieste, d'où il fut transféré bientôt après à celui de Sienne, et envoyé comme nonce dans la Bohême et la Hongrie. Enfin, il devint cardinal sous Callixte III, auquel il succéda à l'âge de cinquante-trois ans.

Il ne fut pas plus tôt élevé sur le saint-siège, qu'il apporta tous ses soins à conclure la ligue tant de fois projetée contre les Turcs. Mahomet, après avoir enlevé aux Vénitiens la ville de Corinthe, pénétra vers ce temps dans le Péloponnèse, encore occupé par les frères du dernier empereur de Constantinople, et grâce aux divisions qui régnaient entre eux, il s'empara facilement de cette province, affaiblie par la guerre civile. Il ne se passait presque point d'années que les infidèles ne fissent quelque conquête sur les chrétiens. Le pape Pie II, pour s'opposer à leurs progrès, convoqua une assemblée des princes chrétiens à Mantoue, et les pria instamment de s'y rendre ou d'y envoyer au moins leurs ambassadeurs munis de pleins pouvoirs, tant pour cette affaire que pour le rétablissement de la paix en Europe; car, outre les divisions et les guerres dont nous avons parlé précédemment, de nouveaux troubles venaient d'éclater en Allemagne, où

la plupart des princes étaient en quelque sorte soulevés contre l'empereur Frédéric. Son frère Albert, duc d'Autriche, qu'il voulait frustrer de ses droits à la succession de Ladislas, était le principal auteur de cette conspiration, et les rois de Bohême et de Hongrie appuyaient aussi les mécontents, l'un parce que Frédéric, prétendant que la Bohême lui était dévolue comme fief vacant, traversait par tous les moyens l'établissement de Pogebrac, l'autre, parce que l'empereur, qui avait aussi des prétentions sur la Hongrie, détenait la couronne de saint Étienne, sans laquelle Matthias, d'après les préjugés populaires, ne pouvait pas être couronné légitimement, ni par conséquent devenir véritablement roi et jouir d'une autorité incontestable ; car on sait que, d'après les idées de l'époque, le couronnement solennel était regardé comme la condition indispensable de la légitimité des souverains. Enfin, pour détacher ces deux rois de la ligue formée contre lui, l'empereur quelque temps après consentit à se désister de ses prétentions. Le pape, trompé par les hypocrites protestations que Pogebrac avait faites de se soumettre entièrement aux décisions du saint-siège, ne fit pas de difficulté de le reconnaître comme roi de Bohême, et de l'inviter avec les autres princes à l'assemblée de Mantoue. Il reconnut également Ferdinand comme roi de Naples, et lui fit donner l'investiture, à condition de faire hommage comme vassal au saint-siège, et de lui offrir tous les ans, à ce titre, un cheval blanc avec huit mille onces d'or. Toutefois, pour ménager les prétentions de la maison d'Anjou, le pape fit ajouter cette clause : sauf les droits d'autrui. Ferdinand, pour obtenir cette investiture, consentit à rendre quelques places occupées par ses troupes dans les terres de l'Église, et donna sa fille en mariage à un neveu du pape, avec le duché d'Amalfi, l'intendance de la justice dans tout le royaume, et une dot de six cent mille écus d'or. Le pape, désirant vivement que le roi de France vînt en personne

à l'assemblée de Mantoue, l'y exhorta par les motifs les plus pressans. Il insista particulièrement sur son titre de roi très-chrétien et de fils aîné de l'Église, et sur la piété qui le distinguait entre tous les princes. Il lui représenta que, s'étant toujours montré, comme ses ancêtres, le principal défenseur de la religion, il ne pouvait lui refuser son secours dans les périls qui la menaçaient; que l'on avait besoin tout à la fois de sa puissance et de la sagesse de ses conseils, et qu'enfin son exemple servirait à déterminer les autres princes, qui rougiraient de ne pas l'imiter. Le roi ne jugea pas à propos d'aller lui-même à Mantoue; mais il promit de concourir de tout son pouvoir aux pieux desseins du pape, et d'assembler les états du royaume pour délibérer sur cette affaire importante.

Le pape quitta Rome, vers la fin de l'hiver, pour se rendre à Mantoue, et s'arrêta quelque temps en différentes villes, particulièrement à Sienne, qu'il érigea en métropole. Il y reçut les ambassadeurs des rois de Castille, de Portugal, de Hongrie et de Bohême, ceux du duc de Bourgogne et de plusieurs princes d'Allemagne, avec quelques députés de l'empereur, qui se plaignirent de ce que le pape avait reconnu Matthias comme roi de Hongrie. Il y vint aussi des députés de la Silésie, province de Bohême, qui, faisant les mêmes plaintes au sujet de Pogebzac, protestèrent qu'ils ne voulaient point le reconnaître pour leur roi, et réclamèrent la protection du saint-siège contre les dangers que courait la religion catholique dans leur pays. En effet, la foi de ce prince, malgré son abjuration apparente, ne laissait pas d'être infiniment suspecte, et il était d'ailleurs entièrement livré aux conseils de Roquesane et en quelque sorte sous la dépendance des sectaires. Aussi, quoique tous les ambassadeurs eussent fait publiquement dans l'église, au nom de leurs maîtres, la promesse de fidélité et d'obéissance au pape, ceux de Pogebzac demandèrent à la faire

dans un consistoire secret, de peur qu'une soumission solennelle ne devînt pour une partie de ses sujets un prétexte de révolte. Cependant le pape, voulant tenter d'abord les voies de conciliation, promit aux Silésiens d'obliger le roi à s'en rapporter à l'arbitrage du saint-siège, et fit partir aussitôt pour la Bohême deux nonces qui parvinrent à conclure un accommodement. Pogebrac prit l'engagement de conserver aux Silésiens tous leurs privilèges, de les protéger contre tous ceux qui voudraient introduire des hérésies dans la ville de Breslaw ou dans le reste du pays; de défendre les droits du clergé et les immunités de l'Église, enfin de faire respecter et observer dans tout le royaume les censures ecclésiastiques. De leur côté, les Silésiens promirent de lui obéir provisoirement et de lui prêter dans trois ans le serment ordinaire de fidélité. Le pape crut aussi pouvoir déposséder Roquesane, et confia pour cet effet l'administration de l'archevêché à Wenceslas, doyen de l'église catholique de Prague. Mais quand celui-ci eut donné lecture des lettres apostoliques, une violente opposition s'éleva de la part des sectaires, à la tête desquels se trouvait le premier magistrat de la ville. Les deux partis eurent recours au roi, qui, n'osant se prononcer ni contre l'un ni contre l'autre, promit de les protéger également; de sorte qu'il y eut pendant longtemps deux administrateurs, l'un reconnu par les catholiques, l'autre par les hussites. Ce fut alors que Roquesane, pour se concilier les catholiques, fit un long traité des sacrements, où il combattait les erreurs des thaborites, et s'éloignait peu de la doctrine de l'Église (1).

Pie II se rendit de Sienne à Florence, où le fameux Cosme de Médicis le reçut avec une magnificence extraordinaire. Ce riche citoyen, après avoir amassé par son commerce une fortune immense, était devenu gonfalo-

(1) Cochl. *Hist. Huss.* — Platin. — Gobel. *Comment.*

nier de la république, et la gouvernait presque en souverain. Son influence s'étendait dans toute l'Italie, dont les villes et les princes croyaient devoir prendre ses conseils, comme d'un homme consommé dans les affaires, et toujours exactement informé par les correspondances qu'il entretenait pour son commerce dans tous les pays. C'est à sa protection que les lettres durent en grande partie l'éclat dont elles brillèrent à cette époque en Italie. Il fit recueillir de tous côtés des livres grecs ou latins, et forma ainsi une riche bibliothèque, précieuse surtout par une foule d'ouvrages rares. Il combla les savans de libéralités, et en attira auprès de lui un grand nombre, dont les éloges servirent à répandre sur son nom et sur sa famille une illustration extraordinaire.

Le pape arriva à Mantoue sur la fin de mai 1459. Mais il lui fallut attendre pendant plus de cinq mois l'arrivée de différens ambassadeurs. Il fit cependant l'ouverture de l'assemblée par un discours où il exposa la nécessité urgente de prendre des mesures pour arrêter les progrès des Turcs, et se plaignit du peu de zèle que montraient les princes et les peuples pour la défense de la religion. Ensuite il écrivit de nouveau à l'empereur, au roi de France et à d'autres princes, pour les presser de venir eux-mêmes ou d'envoyer leurs ambassadeurs. On vit enfin arriver successivement les ducs de Milan et de Modène, le duc de Clèves, neveu et député du duc de Bourgogne; les ambassadeurs des Vénitiens et des autres villes d'Italie; ceux de Casimir, roi de Pologne; et comme on attendait incessamment ceux de France et d'Angleterre, le pape indiqua pour le 20 septembre une séance publique, où il parla pendant trois heures pour exhorter les princes à réunir leur concours pour une expédition dont le succès deviendrait alors facile et assuré; après quoi le cardinal Bessarion fit un long discours sur le même sujet au nom du sacré collège. La diversité des prétentions et des intérêts devait amener naturellement

dans une réunion aussi nombreuse une foule d'incidens, de contestations et de plaintes réciproques, qui compliquèrent les délibérations et l'emportèrent quelquefois sur l'objet principal. Il y eut d'abord de vives disputes entre les ambassadeurs pour la préséance, et le pape eut besoin de toute son habileté pour les terminer. Comme les évêques se plaignaient que les notaires apostoliques prissent rang parmi eux, suivant l'usage de la cour romaine, il fit droit à leurs représentations par une bulle qui défendait cet abus. On vit aussi deux cardinaux, désignés pour aller au-devant du duc de Clèves, faire quelque difficulté, sous prétexte de ne pas abaisser leur dignité, qui égalait, disaient-ils, celle des rois.

Les ambassadeurs de France arrivèrent dans le milieu de novembre, et après leur audience publique, ils en demandèrent une autre où ils se plaignirent que le pape eût donné le royaume de Naples à Ferdinand, au préjudice de la maison d'Anjou, et le prièrent de révoquer cette concession. Le pape répondit qu'il ne s'était pas déterminé sans de graves motifs; que Ferdinand était alors prêt à fondre sur les terres de l'Église, et les Français trop éloignés pour les défendre; que d'ailleurs il avait fait insérer dans l'acte d'investiture cette clause, sauf les droits d'autrui; ce qui mettait les droits de René d'Anjou en sûreté; ensuite, prenant lui-même le ton de la plainte, il s'éleva fortement contre la pragmatique sanction, et laissa entendre que si elle n'était bientôt révoquée, il serait obligé d'en venir malgré lui à des mesures de rigueur et même à l'excommunication contre la France. Il dit qu'on ne pouvait comprendre comment un prince religieux avait osé publier une ordonnance ecclésiastique qui n'était sanctionnée ni par l'autorité d'un concile général ni par celle du souverain pontife, sans le consentement duquel on ne pouvait rien statuer sur ces matières; que si cette ordonnance avait pour objet, comme le soutenaient quelques-uns, de protéger le royaume et

l'Église de France contre des impositions trop onéreuse de la part du pape, le roi aurait dû ne pas oublier ces paroles de Charlemagne : « Quand le saint-siège nous imposerait un joug à peine tolérable, nous n'en devrions pas moins, pour honorer la mémoire de saint Pierre, accepter ce joug et le supporter. » Il ajouta qu'indépendamment de ce qui regardait la collation des bénéfices et bien d'autres choses où les droits du saint-siège étaient blessés, il ne pouvait voir, sans gémir sur la perte de âmes, les laïques entreprendre de juger le clergé, et ce lui-ci réduit à ne pouvoir exercer son autorité que sous le bon plaisir de la puissance séculière; qu'enfin le souverain pontife, dont la juridiction s'étend sur tout l'univers, n'avait plus de pouvoir en France qu'autant qu'il plaisait au parlement, qu'il ne lui était pas permis de punir les hérétiques, ni les autres coupables, si le parlement n'y consentait, et que plusieurs attribuaient même à celui-ci le droit et le pouvoir de s'opposer aux censures pontificales.

Les ambassadeurs répondirent que la pragmatique sanction n'était qu'un recueil des décrets du concile général de Bâle convoqué par deux souverains pontifes Martin V et Eugène IV, d'après les ordonnances des conciles de Constance et de Sienne, pour la réformation de l'Église dans son chef et dans ses membres; que ces réglemens avaient été présentés à la sanction du roi par le clergé du royaume, comme étant conformes aux canons des anciens conciles et aux décrétales des papes; que par ce motif le roi avait jugé à propos de les publier, avec quelques additions qui ne semblaient nullement déroger aux droits du saint-siège; que ces droits étaient toujours respectés dans le royaume, et qu'on ne cessait point d'avoir recours au pape comme au vicaire de Jésus-Christ qu'à l'égard du parlement, composé de quatre-vingt membres ecclésiastiques ou laïques d'un mérite distingué sans compter les douze pairs de France et huit grand

officiers , on ne devait pas craindre qu'un corps si respectable voulût jamais se porter à des entreprises répréhensibles ; qu'il servait à protéger les droits des églises comme à rendre justice à tous , sans acception de personnes ; que s'il y avait un semblable tribunal dans tous les états chrétiens , les biens ecclésiastiques n'y seraient pas si souvent pillés ou usurpés , et qu'enfin sa réputation était depuis longtemps si bien établie , que les sujets des autres royaumes venaient fréquemment soumettre leurs différends à ses décisions. Le pape , craignant qu'on n'envenimât auprès du roi les plaintes exprimées dans son discours , lui écrivit ce qui s'était passé , et le pria de ne pas ajouter foi à toute relation contraire. Comme les ambassadeurs avaient représenté que la France ne pouvait fournir des troupes contre les Turcs tant que la paix ne serait pas conclue avec l'Angleterre , il envoya des légats dans les deux royaumes pour y travailler plus efficacement qu'on ne pouvait le faire à Mantoue , et se borna , en attendant , à demander la levée d'une décime sur le clergé de France ; mais les ambassadeurs répondirent qu'ils n'avaient point d'instructions à cet égard , et qu'après une décime levée tout récemment , ils ne croyaient pas qu'on fût disposé à en accorder une nouvelle.

Les Allemands , après bien des sollicitations , renouvelèrent l'engagement qu'ils avaient pris quelque temps auparavant à la diète de Francfort , de fournir trente-deux mille hommes d'infanterie et dix mille de cavalerie ; le duc de Bourgogne promit six mille hommes , et les Hongrois , comme les plus intéressés à cette guerre , s'obligèrent à mettre sur pied vingt mille hommes de cavalerie et autant d'infanterie. Les chevaliers de Rhodes promirent quatre galères , et la ville de Raguse deux ; toute l'Italie , à l'exception des Vénitiens et des Génois , consentit à l'imposition d'une décime sur le clergé et d'un trentième du revenu sur les biens des laïques pour les frais

de la guerre, et les ambassadeurs d'Aragon promirent le même subsidé. Le roi de Naples avait fait vœu d'aller en personne à cette guerre avec une nombreuse armée; mais il fut obligé de défendre son royaume contre les entreprises du duc de Calabre, fils de René d'Anjou et gouverneur de Gênes, qui, dans ce même temps, gagna sur lui une bataille et lui prit plusieurs places. Les promesses qu'on vient de voir furent tout le résultat de l'assemblée de Mantoue; encore ne furent-elles pas tenues. Le pape nomma l'empereur Frédéric chef de l'expédition, et envoya le cardinal Bessarion en Allemagne pour obtenir l'exécution de la promesse faite par les ambassadeurs; mais les embarras où se trouvait l'empereur rendirent cette démarche sans effet.

Quelques jours avant la conclusion de cette assemblée, le pape Pie II publia une bulle fameuse en date du 18 janvier 1460, par laquelle il condamnait les appels des jugemens et ordonnances du souverain pontife au futur concile, avec excommunication encourue de fait et expressément réservée au saint-siège, contre tous ceux qui oseraient à l'avenir interjeter de semblables appels ou y concourir d'aucune manière. Cette bulle, qui commence par le mot *execrabilis*, réprouvait ces appels comme un abus détestable, inouï dans l'antiquité, contraire aux saints canons, tendant à la perte de la religion, à l'impunité des crimes, au renversement de la discipline et de la hiérarchie, enfin comme une rébellion contre le saint-siège, ajoutant qu'il était ridicule d'appeler à ce qui n'existe point et peut ne pas exister; après quoi le pape, de l'avis des cardinaux et des évêques présens à Mantoue, défendait absolument ces appels, les déclarait erronés, pernicious, inutiles et de nulle valeur, et soumettait à toutes les peines portées contre les hérétiques ceux qui oseraient contrevenir à cette défense.

Le roi de France ayant appris les plaintes du pape, fit assembler son conseil en présence des princes et de plu-

sieurs évêques ou docteurs, et après une mûre délibération, il ordonna au procureur général du parlement d'interjeter appel des mesures dont le royaume était menacé. En conséquence, le procureur fit une protestation portant que le pape s'était expliqué à Mantoue en termes qui faisaient craindre qu'il ne voulût rompre avec la France, à cause de la pragmatique sanction ; que le roi n'avait rien plus à cœur que d'empêcher une rupture si fâcheuse, et qu'il conserverait toujours le respect et l'obéissance due au saint-siège et au souverain pontife, selon les décrets des conciles généraux et les écrits des saints pères ; qu'il ne pouvait se persuader que le pape voulût se mettre en opposition avec les canons, ni qu'il entendit condamner d'une manière absolue, et pour tous les cas, le recours et l'appel au concile général ; qu'il demandait la convocation d'un tel concile en vertu des décrets de Constance, mais dans une ville libre, et non au palais de Latran, où la plupart des nations ne pourraient que trop difficilement se rendre, et que jusque-là il ferait observer dans son royaume les décrets des conciles précédens ; enfin le procureur général ajoutait que si quelques mesures étaient prises contre le roi ou contre ses sujets, il protestait de leur nullité au nom du roi, suivant les canons, qui déclarent nuls en plusieurs cas les sentences et les censures des juges et des pasteurs, sauf en tout le jugement du concile général, auquel il déclarait interjeter appel. Cet acte est daté du 10 février 1460, de sorte qu'il n'emportait pas encore l'excommunication, qui ne devait être encourue que deux mois après la publication de la bulle.

Le pape quitta Mantoue au commencement du Carême, et passa l'été à Sienne, où il fit, avec l'agrément du sacré collège, une promotion de six cardinaux, dont l'un était François Piccolomini, son neveu, qui devint pape sous le nom de Pie III. Il reçut, pendant son séjour à Sienne, une députation des patriarches d'Antioche, d'Alexandrie

et de Jérusalem, pour lui annoncer qu'ils venaient d'accepter solennellement dans un concile les décrets de Florence, et qu'ils voulaient tous à l'avenir être soumis au pape comme au vicaire de Jésus-Christ. Il eut vers le même temps plusieurs démêlés avec les princes pour la collation des évêchés dans leurs états, et le roi de Pologne entre autres, à l'occasion du siège de Cracovie, persista, malgré l'excommunication, à soutenir l'élection du chapitre contre la collation faite par le pape, et déclara qu'il consentirait plutôt à perdre son royaume que d'y souffrir un évêque nommé sans son consentement. Sigismond, duc d'Autriche, s'opposait avec la même opiniâtreté à la collation que le pape Nicolas avait faite de l'évêché de Brixen en faveur du cardinal de Cusa. Celui-ci n'ayant pu triompher de cette opposition, vint trouver le pape Callixte, qui, après avoir inutilement averti Sigismond, l'excommunia et mit ses états en interdit. Pie II, dans l'assemblée de Mantoue, s'efforça de terminer ce différend; mais le cardinal étant retourné à son église, le duc vint l'assiéger, le fit prisonnier, et ne lui rendit la liberté qu'au moyen d'une forte rançon. Ensuite, comme le pape renouvela l'excommunication prononcée contre lui, il fit dresser en son nom par Grégoire de Heimbourg, docteur en droit, un acte d'appel au futur concile. Le pape, vivement irrité d'un tel mépris de sa dernière bulle, fit dénoncer en Allemagne l'excommunication encourue par ce docteur, ordonna de le fuir comme hérétique et criminel de lèse-majesté, et prononça la confiscation de tous ses biens. Grégoire, pour se venger, attaqua la puissance temporelle du saint-siège par un traité rempli des plus violentes invectives contre les papes. Un certain Diéthier ou Thierri, élu archevêque de Mayence et excommunié par le pape pour avoir manqué à la promesse qu'il avait faite de venir se présenter au saint-siège, selon la coutume, et de payer l'annate taxée à dix mille écus et quatre mille pour les

menus services et frais d'expédition, interjeta aussi appel de cette sentence au futur concile, et vint à bout d'intéresser en sa faveur quelques princes d'Allemagne. Mais après quelques combats il fut contraint d'abandonner son siège à un prince de Nassau, que le pape, de concert avec l'empereur, avait fait élire par le chapitre (1).

Saint Antonin, archevêque de Florence, était mort peu de jours avant l'assemblée de Mantoue, le 2 mai 1459, à l'âge d'environ soixante-dix ans. On a de lui une Chronique ou abrégé d'histoire universelle depuis le commencement du monde jusqu'à l'année 1459, une Somme théologique beaucoup plus estimée, et des traités particuliers sur la confession, sur les censures, sur les vertus et sur quelques autres sujets. Vers le même temps mourut le Pogge, historien de Florence, dont on a un traité sur la puissance du pape et du concile, avec d'autres traités sur divers sujets de morale, et quelques ouvrages profanes, la plupart remplis de grossières obscénités. L'année précédente était mort Maphée Vegius de Lodi, un des littérateurs les plus instruits et les plus élégans de cette époque. On distingue surtout parmi ses ouvrages un excellent traité de l'éducation chrétienne des enfans.

La guerre civile continuait en Angleterre avec un incroyable acharnement. Richard, duc d'York, après avoir remporté, en 1455, une sanglante victoire sur les troupes du roi, s'était emparé de toute l'autorité, qu'il perdit cependant bientôt, et cinq ans plus tard le comte de Warwick, son beau-père, ayant gagné une nouvelle bataille sur l'armée royale, le duc, qui avait presque toute la nation et surtout la ville de Londres dans son parti, se fit proclamer par le parlement régent du royaume et héritier présomptif de Henri VI, à l'exclusion du prince de Galles. La reine Marguerite d'Anjou, pour soutenir

(1) Naocl. *Chron.* — Platin. — Gobel. *Comment.*

les droits de son fils, rassembla une nouvelle armée dans les provinces du nord, et défit le duc d'York, qui fut tué dans la bataille; mais elle retira peu de fruits de cette victoire. Édouard, fils du duc d'York, ne tarda pas à mettre en déroute l'armée de la reine, et se fit proclamer roi en 1461, sous le nom d'Édouard IV. Le roi Henri VI et la reine Marguerite furent obligés de se réfugier en Écosse. Ils firent deux ans plus tard quelques entreprises dans le nord de l'Angleterre; mais les troupes qu'ils avaient rassemblées furent défaites, et quelque temps après Henri VI, ayant fait une nouvelle tentative, tomba entre les mains de ses ennemis, et fut renfermé dans la Tour de Londres. Il fut délivré en 1470, et remplacé sur le trône par le comte de Warwick, qui s'était brouillé avec Édouard; enfin, au bout de six mois, après la perte d'une bataille, le malheureux Henri, fait prisonnier, fut de nouveau enfermé dans la Tour de Londres, et ensuite cruellement massacré. On prétend qu'il se fit plusieurs miracles à son tombeau. Le prince de Galles, son fils, périt lui-même dans une autre bataille, avec tous les princes de la maison de Lancastre, et le roi Édouard demeura ainsi en possession du trône. La reine Marguerite, après une captivité de cinq ans, vint chercher un asile en France.

Le roi Charles VII était mort au mois de juillet 1461, laissant le trône à son fils Louis XI; et le nouveau roi, qui, étant dauphin, s'était brouillé avec son père au point de se tenir obstinément pendant plusieurs années dans une sorte d'exil volontaire à la cour de Bourgogne, affecta dès qu'il fut parvenu à la couronne, de suivre dans le gouvernement une marche tout opposée à celle du règne précédent. Ainsi, on le vit disgracier le fameux comte de Dunois, et donner le titre de maréchal au comte d'Armagnac, proscrit pour cause de révolte et pour son commerce detestable avec sa propre sœur. Il était naturel de présumer qu'avec de telles dispositions il montrerait

peu de zèle à soutenir la pragmatique sanction, qui était en quelque sorte l'ouvrage de son père. Il avait même fait vœu, dit-on, de l'abolir dès qu'il serait roi, et les entreprises qu'il se permit dans le cours de son règne contre les droits de l'Église et du saint-siège peuvent faire présumer qu'il fut porté à cette résolution autant par esprit d'opposition que par des motifs religieux. Quoi qu'il en soit, le pape Pie II, informé des intentions de Louis XI par l'évêque d'Arras, qui fut envoyé à Rome pour promettre obéissance au saint-siège de la part du nouveau roi, s'empressa d'écrire à ce prince une lettre où il lui faisait espérer la gloire des Constantin, des Théodose et des Charlemagne, s'il abolissait la pragmatique sanction, et pour le stimuler davantage, en flattant son amour-propre, il ajoutait que cette détermination, prise en quelque sorte spontanément, suffisait pour montrer un grand roi qui saurait gouverner par lui-même au lieu de se laisser gouverner par autrui et de suivre aveuglément les conseils de la multitude. Il ne manqua pas surtout de lui promettre qu'il entrerait dans ses vues et dans celles des évêques pour la distribution des bénéfices, et qu'il aurait soin spécialement d'en pourvoir les membres de l'université, comme étant les défenseurs de la foi catholique. L'évêque d'Arras fut chargé de remettre ces lettres en qualité de nonce, avec la promesse du cardinalat pour récompense de ses services.

Cet évêque, nommé Jean Jouffroy, né en Franche-Comté, d'une famille peu considérable, avait embrassé la vie monastique, et était devenu successivement abbé de Luxeuil et de Saint-Denis, et aumônier du duc de Bourgogne, qui lui procura l'évêché d'Arras. Louis XI, dont il avait gagné la confiance, ne fut pas plus tôt devenu roi, qu'il l'appela auprès de lui et se dirigea principalement par ses conseils. On peut même croire que ce fut par les inspirations de ce prélat ambitieux qu'il forma le projet d'abolir la pragmatique sanction. Ce

prince, ayant reçu la lettre du pape qui le pressait de ne pas différer l'exécution de sa promesse, voulut être assuré préalablement de deux conditions, l'une que le pape cesserait de protéger Ferdinand contre René d'Anjou, l'autre qu'il y aurait dans le royaume un légat français pour la nomination et la confirmation des bénéfices. L'évêque d'Arras promit que le pape accorderait volontiers ces deux articles, et le roi, sans attendre davantage, écrivit au pape une lettre en date du 27 novembre 1461, par laquelle il déclarait abolir entièrement dans ses états la pragmatique sanction, comme une œuvre de sédition et de schisme qui déshonorait le royaume de France; comme un attentat des prélats inférieurs contre l'autorité suprême du chef de l'Église; enfin comme une œuvre de licence qui détruisait toutes les lois en attaquant l'autorité pontificale, d'où elles émanent. Quelques semaines après, l'évêque d'Arras reçut le chapeau de cardinal, et fut envoyé à Rome pour remettre au pape la lettre du roi et négocier les deux articles concernant le royaume de Naples et la collation des bénéfices. Le pape éprouva tant de joie d'avoir obtenu cette révocation, qu'il ordonna des processions solennelles, des illuminations et des réjouissances publiques pendant trois jours, avec suspension de toutes les affaires, comme si l'on eût remporté une pleine victoire sur les ennemis du nom chrétien. Quant aux demandes du roi, elles eurent peu d'effet. Comme le cardinal d'Arras se plaignit des secours donnés à Ferdinand contre René d'Anjou, le pape se contenta de répondre qu'il les avait accordés parce que René avait eu recours à la voie des armes au lieu de s'adresser au saint-siège, mais qu'il promettait de n'en plus donner à l'avenir, pourvu que ce prince voulût cesser la guerre et poursuivre ses droits en justice réglée. Des plaintes amères, qu'il reçut peu de temps après de Louis XI, ne lui firent point changer de résolution. Le cardinal d'Arras, dont l'ambition n'était pas encore sa-

tisfaite, quoiqu'il eût déjà, outre son évêché, plusieurs riches abbayes, osa bien demander au pape les deux archevêchés d'Albi et de Besançon. Mais le pape rejeta sa demande, et lui permit seulement l'option entre les deux sièges. Le cardinal choisit celui d'Albi, comme le plus riche. Louis XI, trompé dans ses espérances, et fatigué d'ailleurs par les remontrances du parlement et de l'université, se mit assez peu en peine de faire observer sa déclaration, et publia même, les années suivantes, plusieurs ordonnances qui semblaient remettre en vigueur quelques-unes des principales dispositions de la pragmatique. Ainsi il fit une ordonnance contre l'abus des réserves et des expectatives : il déclara que le parlement et les juges royaux connaîtraient seuls de toutes les causes concernant la régale et la possession des bénéfices ; il supprima différentes charges pécuniaires au profit du pape et des cardinaux, telles que le droit de dépouille ou de succession mobilière à la mort des bénéficiers, et la perception de la moitié du revenu des bénéfices obtenus par celui qui en possédait déjà un autre déclaré incompatible par le droit ; enfin il prit des mesures contre les fréquentes citations et autres procédures de la cour de Rome (1).

Comme il y avait encore en Bohême un grand nombre de manichéens, Pogebrac, pour se concilier la faveur du pape, à qui sa foi était suspecte, ordonna, vers ce temps, que tous ceux qui ne voudraient pas se faire baptiser eussent à sortir du royaume sans emporter leurs biens. Quelques-uns prirent le parti de demander le baptême ; mais il y en eut plus de quatre cent mille qui se retirèrent dans la Bosnie, dont le roi partageait leurs erreurs. Pogebrac envoya ensuite une députation au pape pour lui promettre obéissance et demander la ratification du traité conclu par les Bohémiens avec le con-

(1) Gobel. *Comment.* — Onuphr. — Rainald.

cile de Bâle , ajoutant qu'à cette condition toute la Bohême se réunirait à l'Église catholique. Mais Pie II, qui montrait à rejeter les actes de ce concile autant de zèle qu'il en avait mis autrefois à les défendre, reçut fort mal cette députation, et répondit que le roi devait songer à se soumettre, sans restriction et sans équivoque, à la doctrine de l'Église romaine, s'il tenait à conserver sa couronne. Cette réponse irrita Pogebrac, qui aussitôt convoqua les états de Bohême pour leur en faire part, et déclara qu'ayant été élevé dans la pratique de la communion sous les deux espèces, il voulait y vivre et y mourir, et que le pape ne devait pas avoir la prétention de faire prévaloir son autorité sur celle d'un concile. Mais en invoquant la convention de Bâle, les hussites ne cessaient de la violer et de soutenir la nécessité de la communion sous les deux espèces. Aussi le pape , ayant égard à la demande des Silésiens, les dispensa de prêter serment de fidélité à Pogebrac , et le cita lui-même à comparaître devant le saint-siège. On place vers ce même temps l'origine de la secte des frères de Bohême, qui, ne voyant dans Roquesane qu'un ambitieux sans principes , se séparèrent de lui et des calixtins, et professèrent plus ouvertement les erreurs de Jean Huss.

Mahomet II poursuivait toujours ses conquêtes sur les chrétiens. Il s'était emparé, en 1461, de plusieurs villes sur la mer Noire et notamment de celle de Trébizonde, où les Comnène avaient établi le siège d'un empire qui durait depuis deux cent cinquante ans. Il fit mourir peu de temps après, contre la foi jurée, David Comnène, dernier empereur de Trébizonde , avec ses deux fils. Comme il voulait marier un des grands officiers de cet empire avec la veuve du prince d'Athènes, il ordonna à Joseph, patriarche de Constantinople, d'annuler un premier mariage légitime de cet officier, et sur son refus, il lui fit raser la barbe, ce qui était une note d'infamie pour les évêques et les moines grecs, et le déposa du patriar-

cat. On lui donna pour successeur un moine nommé Marc, qui fut lui-même déposé par le clergé, comme soupçonné d'avoir obtenu cette dignité à prix d'argent ; après quoi le sultan fit élire Simon de Trébizonde, qui lui offrit à cet effet cent mille écus d'or. Tel fut le commencement du tribut que les patriarches furent dès lors obligés de payer tous les ans, et qui s'éleva bientôt à deux cent mille écus. Mahomet conquit l'année suivante l'île de Mételin, dont il fit aussi mourir le prince, contre sa parole. Enfin, s'étant rendu maître, en 1463, du royaume de Bosnie, il en fit écorcher vif le roi, nommé Étienne. Mais la capitale de ce royaume lui fut enlevée presque aussitôt par le roi de Hongrie, et il fit de vains efforts pour la reprendre. Les Vénitiens ayant vers le même temps déclaré la guerre aux Turcs, leur enlevèrent l'isthme de Corinthe avec plusieurs villes du Péloponnèse. Comme le pape quelque temps auparavant avait appelé Scanderbeg au secours de Ferdinand, roi de Naples, contre la maison d'Anjou, Mahomet avait profité de l'absence de ce héros pour attaquer l'Albanie. Mais Scanderbeg, à son retour, le força par ses victoires à conclure un traité de paix (1).

Cependant le pape ne cessait de faire prêcher partout la croisade et de solliciter les secours des princes chrétiens contre les Turcs. Il avait envoyé pour cet effet plusieurs légations au roi de France et au duc de Bourgogne, mais sans beaucoup de succès. Enfin, il prit la résolution d'équiper lui-même une flotte et de se mettre à la tête de l'expédition. Ayant donc convoqué un congrès à Rome, où les ambassadeurs du duc de Bourgogne et ceux de plusieurs villes d'Italie promirent leur concours, il publia sa résolution dans un grand consistoire tenu le 23 octobre 1463, fixa son départ au mois de juin de l'année suivante, et adressa des lettres à tous les princes pour les

(1) Gobel. *Comment.* — Phranz. — Chalcond.

inviter à se joindre à lui. Il partit en effet au temps marqué, et arriva vers le milieu de juillet à Ancône, où devait se faire l'embarquement. Il y trouva un grand nombre de croisés, mais la plupart gens du menu peuple, sans expérience de la guerre, sans argent et presque sans armes. Le cardinal de Pavie dit que ceux du nord de l'Allemagne arrivaient en mendiant leur pain. On prétend que le pape, voyant alors qu'il s'était compromis dans une entreprise dont on ne pouvait espérer aucun succès, forma le projet d'y renoncer. Mais la mort vint le tirer de cet embarras. Il était parti malgré une fièvre assez violente, et la maladie augmentant tous les jours, il demanda les derniers sacrements. Comme il avait déjà reçu l'extrême-onction pendant la peste dont il fut attaqué au concile de Bâle, l'évêque de Ferrare, d'après le sentiment de quelques théologiens, prétendit qu'il ne pouvait pas la recevoir une seconde fois. Mais le pape, ne tenant pas compte de cette opinion fort peu suivie, se fit administrer l'extrême-onction avec l'eucharistie ; après quoi il mourut le 16 août 1464. On a de lui des mémoires sur le concile de Bâle, une Histoire générale sous le titre de *Cosmographie*, une Histoire particulière de l'Europe, une Histoire de Bohême, et un très-grand nombre de lettres sur les affaires de son temps. Il avait publié au mois d'avril de l'année précédente une bulle par laquelle il rétractait expressément ce qu'il avait écrit dans sa jeunesse en faveur du concile de Bâle contre le pape Eugène : « Nous vous avertissons et conjurons, disait-il, de ne pas ajouter foi à ces écrits qui blessent en toute manière l'autorité du siège apostolique, de rejeter tout ce que vous y trouverez de contraire à la doctrine reçue dans l'Église romaine, et d'abandonner *Æneas Sylvius* pour suivre le souverain pontife. »

Quelques jours avant Pie II, mourut le cardinal de Cusa, qui avait écrit comme lui en faveur du concile de Bâle, et qui ensuite, s'étant attaché au pape Eugène, fut

chargé de plusieurs légations en Allemagne pour l'extinction du schisme et le rétablissement de la discipline. Il a laissé un grand nombre d'ouvrages sur la théologie, sur l'Écriture sainte, sur les mathématiques et l'astronomie, et sur quelques autres sujets. L'année précédente était morte sainte Catherine de Bologne, dont on a aussi quelques ouvrages, soit en italien, soit en latin, entre autres un traité des armes nécessaires pour le combat spirituel, et un livre contenant ses révélations. Elle était depuis son enfance à la cour de Ferrare, lorsqu'elle prit en 1432, à l'âge d'environ quarante ans, le parti de renoncer au monde pour embrasser l'institut des religieuses de Sainte-Claire, et quelque temps après, les magistrats de Bologne la demandèrent pour supérieure du monastère qu'ils voulaient fonder dans cette ville. Elle fut béatifiée par Clément VII, environ soixante ans après sa mort, et enfin canonisée au commencement du dernier siècle par Clément XI. Nous devons mentionner aussi, comme étant mort vers le même temps, c'est-à-dire en 1465, Laurent Valla, un des plus célèbres littérateurs du quinzième siècle. Il publia, entre autres ouvrages, des traductions latines d'Hérodote et de Thucydide, des notes estimées sur le Nouveau Testament, et un traité sur la donation de Constantin. C'est le premier auteur qui ait montré la fausseté de cette prétendue donation.

Les cardinaux, qui, pour la plupart, avaient suivi le pape Pie II à Ancône, retournèrent à Rome, selon ses intentions, pour l'élection de son successeur. Ils entrèrent en conclave le 28 août, et au bout de trois jours, ils élurent le cardinal Pierre Barbo, Vénitien, et neveu d'Eugène IV par sa mère. Il était habile dans les affaires, ennemi déclaré de la simonie, et montrait en toutes choses le goût de la magnificence, au point qu'on lui a reproché d'avoir aimé le faste et la vaine gloire. Il voulut prendre le nom de Formose, qui signifie beau, étant en effet très-bel homme et jeune encore, car il n'avait

que quarante-huit ans ; mais les cardinaux lui représentèrent qu'il se ferait soupçonner de vanité, et il prit le nom de Paul II. On lui fit jurer d'observer les réglemens dressés par les cardinaux dans le conclave, et qui portaient, entre autres choses, que le pape continuerait la guerre contre les Turcs, qu'il réformerait la cour romaine, et y rétablirait l'ancienne discipline ; qu'il assemblerait dans trois ans un concile général pour la réformation des abus ; qu'il n'augmenterait pas au delà de vingt-quatre le nombre des cardinaux ; qu'il les choisirait de l'avis du sacré collège, et qu'il n'y en aurait qu'un seul des parens du pape ; qu'il ne pourrait donner à aucun de ses parens le commandement des troupes ou des forteresses de l'Église ; qu'il ne pourrait conférer les prélatures que dans un consistoire ; qu'il ne donnerait à personne le droit d'y nommer ; qu'il ne déposerait aucun évêque ou abbé sur la demande d'un prince, si ce n'est après un jugement solennel, et à condition que l'accusateur se soumettrait préalablement, selon les dispositions du droit, à la peine du talion ; qu'il ne pourrait disposer du patrimoine de l'Église sans le consentement par écrit du sacré collège ; enfin qu'il laisserait aux membres de la cour pontificale toute liberté de faire leur testament. Mais ces réglemens, renouvelés à peu près dans tous les conclaves, n'eurent pas plus d'effet qu'auparavant. Paul II ne se croyant pas tenu, malgré son serment, à l'observation de ces lois, qui dérogeaient à la puissance du chef de l'Église, voulut les modifier ou les remplacer par de nouveaux réglemens, et faire signer ceux-ci par les cardinaux. Quelques-uns donnèrent leur souscription volontairement, les autres par la crainte des censures et des mauvais traitemens. Il n'y eut que le cardinal de Carvajal qui refusa constamment. Le pape, pour regagner l'affection des cardinaux, attachait de nouvelles décorations à leur dignité. Il leur accorda le privilège de porter l'habit de pourpre, le bonnet de soie rouge,

et des mitres également rouges semblables à celle que le pape seul portait auparavant. Enfin, il assigna une pension de cent écus d'or par mois à ceux qui n'en tiraient pas quatre mille par an de leurs bénéfices.

Paul II ne montra pas moins de zèle que son prédécesseur pour la croisade contre les Turcs. Il exhorta les villes et les princes d'Italie à fournir des troupes et une taxe annuelle pour secourir le roi de Hongrie, qui soutenait presque seul tout le poids de la guerre. Il engagea Scanderbeg à rompre la paix avec le sultan, et lui procura des secours considérables, avec lesquels ce héros força les Turcs à lever le siège de sa capitale, et remporta sur eux plusieurs victoires. Mais, épuisé par les fatigues, Scanderbeg tomba malade dans le cours de ses exploits, et mourut au mois de janvier 1467. On assure qu'il avait gagné vingt-deux batailles sur les infidèles.

Sa mort permit à Mahomet de s'emparer presque sans résistance de l'Albanie et même de la ville de Croie, fameuse par tant d'assauts repoussés. Le général turc, dans une rencontre où il avait eu quelque avantage sur les troupes de Scanderbeg, avait fait prisonniers huit des principaux officiers, entre lesquels était un neveu du roi, et les ayant fait conduire chargés de chaînes à Mahomet, celui-ci les pressa par tous les motifs imaginables de renoncer à la foi, et sur leur refus, il les fit écorcher vifs. Le bienheureux André de Chio souffrit vers le même temps un martyre plus cruel encore. Les Turcs ayant employé inutilement les promesses et les menaces pour lui faire embrasser le mahométisme, on lui coupa successivement pendant plusieurs jours quelque morceau de chair, et ce ne fut qu'après avoir ainsi mis son corps en lambeaux qu'on lui coupa la tête. Mahomet ne put s'empêcher d'admirer un si grand courage. Il permit aux chrétiens d'enterrer honorablement le saint martyr; et quelques années après, comme on ouvrit son tombeau, le corps fut trouvé sans corruption.

Les affaires de Bohême attirèrent, en même temps que celles de la croisade, les premiers soins du nouveau pontife. Il consentit d'abord, sur la demande de l'empereur, à suspendre les procédures commencées par Pie II, qui était mort avant le terme fixé à Pogebrac pour comparaître; mais celui-ci n'usa de cette indulgence que pour attaquer les seigneurs catholiques, dont l'un, nommé Stançon, assiégé dans Araste, trouva le moyen de s'échapper et de porter ses plaintes au pape. Le roi, de son côté, fit écrire à Rome pour justifier sa conduite et demander l'envoi d'un légat qui pourrait prendre connaissance de l'affaire. Le pape y consentit, et lui ordonna cependant, sous peine d'excommunication, d'attendre le jugement et de lever le siège d'Araste. Mais Pogebrac, au lieu d'obéir, pressa si vivement la place, qu'après une année de siège elle fut forcée de se rendre. Alors le pape le fit citer de nouveau à comparaître, et sur son refus, il ordonna au légat de faire prêcher contre lui la croisade, et publia, au mois de décembre 1466, une sentence qui déclarait ce prince convaincu de parjure et d'hérésie, et comme tel excommunié et privé du royaume de Bohême, ses sujets dispensés du serment de fidélité, et tous ses enfans et descendans incapables de toute dignité. L'empereur et les princes d'Allemagne ne jugèrent pas à propos de prendre les armes pour l'exécution de cette sentence. Casimir, roi de Pologne, refusa, de son côté, la couronne de Bohême, qui lui fut offerte par les seigneurs catholiques. Mais Mathias, roi de Hongrie, sur les instances du légat, n'hésita pas à déclarer la guerre à Pogebrac, et fut bientôt après proclamé roi de Bohême. Cette élection fit perdre à Pogebrac tout espoir de transmettre la couronne à son fils, en sorte que, pour se procurer à lui-même un appui, voulant intéresser en sa faveur le roi de Pologne, il prit le parti de reconnaître pour son successeur Ladislas, fils de ce prince. Il mourut au milieu de ces troubles, en 1471, et Ladislas, avec les

secours que lui fournit son père, vint à bout, malgré les efforts du roi de Hongrie, alors attaqué par les Turcs, de monter sur le trône de Bohême et de s'y maintenir. L'ambitieux Roquesane mourut dans le même temps des suites d'une paralysie qui lui avait ôté l'usage de la langue. Le légat envoyé en Allemagne pour les affaires de Bohême avait aussi mission de travailler au rétablissement de la paix entre les princes catholiques, et il parvint à faire conclure entre la Pologne et les chevaliers teutoniques un traité par lequel les Polonais conservèrent toute la Poméranie avec les territoires de Culm, de Dantzig et de plusieurs autres villes, et le reste de la Prusse fut laissé aux chevaliers, à condition que le grand-maître devrait en faire hommage au roi de Pologne et lui en demander l'investiture (1).

Le pape Paul II voyant que, malgré l'édit de Louis XI, on ne cessait d'invoquer en France la pragmatique sanction, et d'en demander le rétablissement, envoya le cardinal d'Arras, en qualité de légat, pour obtenir du parlement la vérification et l'enregistrement des lettres patentes par lesquelles le roi avait aboli cette ordonnance. Le légat se joignit à Jean Balue, évêque d'Évreux, premier ministre de Louis XI; et au mois d'octobre 1467, ils parvinrent sans opposition à faire enregistrer ces lettres patentes au Châtelet; mais ils échouèrent auprès du parlement par la fermeté du procureur-général Jean de Saint-Romain, qui en fut puni par une destitution. L'université de Paris fit signifier de son côté au Châtelet un acte d'opposition, et déclara au légat qu'elle formait appel au concile général de toutes les poursuites faites ou à faire contre la pragmatique. Ces résistances arrêtaient le ministre, qui n'osa pousser les choses plus loin. Jean Baue, fils d'un simple artisan, après avoir fait de

(1) Cromer. *Hist. Polon.* — Bonfin. — Cochl. *Hist. Hussit.* — Papiens. *Comment.* — Platin.

brillantes études était devenu chanoine et archidiacre d'Angers, puis aumônier de Louis XI, qui lui procura l'abbaye du Bec et l'évêché d'Évreux, et obtint pour lui le chapeau de cardinal, qui lui fut donné par Paul II, en 1464. Mais son ambition et ses intrigues lui attirèrent enfin une disgrâce éclatante. Les grands vassaux de la couronne s'étaient soulevés contre Louis XI, et avaient formé la ligue dite du bien public, parce qu'elle avait pour prétexte d'obtenir la diminution des impôts. La guerre durait depuis plusieurs années, lorsque, des conférences étant ouvertes en 1469 pour traiter de la paix, le roi découvrit que Jean Balue travaillait sous main à faire échouer les négociations. Il intercepta des lettres secrètes adressées par ce ministre aux ducs de Berri et de Bourgogne, pour les détourner de consentir aux propositions du roi, et sur ces preuves matérielles, il fit arrêter le cardinal Balue et l'évêque de Verdun son complice, qui avouèrent leur trahison; après quoi il fit prier le pape de nommer des commissaires en France pour leur faire leur procès. Le pape y consentit à certaines conditions, dont l'une était qu'après l'instruction toutes les pièces seraient envoyées à Rome, où le jugement devrait être prononcé dans un consistoire. Mais Louis XI aima mieux punir les coupables à son gré, et les fit enfermer dans des cages de fer où le cardinal demeura onze ans et l'évêque de Verdun quatorze ans. On prétend que cet évêque était l'auteur de cette invention, dont il fut une des premières victimes. Louis XI institua la même année l'ordre des chevaliers de Saint-Michel, dont il fixa le nombre à trente-six; et pour lui donner plus d'éclat, il le conféra seulement aux princes du sang, aux grands vassaux et à quelques-uns des principaux seigneurs du royaume. Le serment prêté par les chevaliers était de soutenir les droits de la couronne et l'autorité du roi envers et contre tous. Ils portaient un collier d'or avec une médaille de saint Michel, un mau-

teau de toile d'argent traînant jusqu'à terre, et un chaperon de velours cramoisi. Les ennemis du roi publièrent qu'il voulait par ce moyen avoir sous la main tous les grands du royaume, quand ils viendraient au chapitre de l'ordre.

L'empereur Frédéric avait institué peu de temps auparavant l'ordre militaire des chevaliers de Saint-Georges pour faire la guerre aux Turcs, et il le fit confirmer par Paul II, dans un pèlerinage qu'il fit à Rome en 1468. Il y arriva la veille de Noël, et assista le lendemain à la seconde messe du pape, qui bénit une épée, selon la coutume, pour lui en faire présent. On remarque aussi que Frédéric, suivant le privilège des empereurs, lut l'Évangile, en aube et en tunique, entre deux cardinaux. Il assista quelques jours après à un consistoire où l'on convint de quelques mesures pour le succès de la guerre contre les Turcs, notamment de convoquer un congrès à Rome, et de lever en faveur des Vénitiens les subsides ordonnés dans l'assemblée de Mantoue. Enfin, au bout de dix-sept jours, pendant lesquels il fut défrayé avec toute sa suite au nombre de six cents personnes, l'empereur partit de Rome, comblé de présents et d'indulgences par le pape, qui se fit un devoir de lui témoigner ainsi sa reconnaissance pour le zèle qu'il avait montré constamment à soutenir les droits du saint-siège contre l'opposition des princes d'Allemagne.

Jamais les circonstances n'avaient rendu plus nécessaires et plus urgentes des mesures contre l'ambition et les progrès des Turcs. Mahomet, ayant fait vœu en 1469 de ne se donner ni repos ni plaisir qu'il n'eût foulé aux pieds de son cheval tous les adorateurs du Christ, et exterminé le christianisme depuis l'orient jusqu'à l'occident, rassembla une armée de cent vingt mille hommes avec une flotte considérable, et vint l'année suivante attaquer l'île de Négrepont ou l'ancienne Eubée, qui appartenait aux Vénitiens. Il investit par terre et par mer la ville de

Chalcis, capitale de cette île, la pressa si vivement qu'il s'en rendit maître au bout de trente jours, et pour venger la mort de quatre mille hommes qu'il y avait perdus, il l'abandonna au pillage et à toute la fureur du soldat. Un noble vénitien, nommé Paul Érizé, étant sorti, sur la parole du sultan, d'un fort où il s'était retiré, fut néanmoins coupé par le milieu du corps; sa fille, qui joignait une vertu héroïque à une rare beauté, fut également mise à mort pour n'avoir pas voulu consentir aux sollicitations criminelles de ce barbare vainqueur. Le pape s'empressa d'envoyer vingt galères au secours des Vénitiens; le roi de Naples de son côté en fournit près de trente avec promesse d'en équiper d'autres, et l'empereur Frédéric, sur les pressantes sollicitations du pape et des Vénitiens, convoqua une diète à Ratisbonne, pour aviser aux moyens de joindre à cette flotte une nombreuse armée de terre. Cette diète, où se trouvèrent un grand nombre d'ambassadeurs avec les princes d'Allemagne, se tint au mois de juillet 1471, et après de longues délibérations, il fut résolu d'un commun consentement que celui qui aurait mille écus de revenu serait tenu de fournir un cavalier; que celui qui n'en aurait que cinq cents armerait un fantassin, et ainsi des autres à proportion de leur bien. On espérait par ce moyen mettre sur pied une armée de deux cent mille hommes; mais ce projet, comme les précédens, demeura sans exécution.

Le pape Paul II mourut sur ces entrefaites, le 28 juillet 1471, d'une attaque d'apoplexie dont il fut frappé pendant la nuit, et qui le fit expirer subitement avant qu'il y eût personne pour lui porter des secours. Il avait publié l'année précédente une bulle qui réduisait l'intervalle du jubilé à vingt-cinq ans. L'historien Platine, dans ses vies des papes, déchire la mémoire de Paul II, à qui il reproche, entre autres choses, l'avarice, l'amour du faste, le soin excessif de sa parure, et la haine des savans. Mais ces imputations, dont quelques-unes se

trouvent d'ailleurs expressément démenties soit par d'autres témoignages, soit par des faits incontestables, doivent paraître toutes fort suspectes dans un auteur qui laisse voir sans cesse l'animosité et l'esprit de vengeance contre ce pontife. Comme Paul II avait supprimé les charges des abrégiateurs pour donner quelque satisfaction aux plaintes répétées depuis si longtemps contre les frais excessifs et la vénalité de la chancellerie romaine, Platine, qui avait acheté une de ces charges, s'emporta en invectives contre le pape, cria partout à l'injustice, et alla jusqu'à menacer d'écrire à tous les princes pour demander la convocation d'un concile où le pape serait tenu de rendre compte de sa conduite. Ces invectives le firent mettre en prison, où il resta quatre mois. Il fut arrêté de nouveau trois ans plus tard, comme faisant partie d'une société littéraire dont les membres étaient accusés de soutenir des opinions hérétiques, notamment contre l'immortalité de l'âme, et de tramer des complots contre le pape. Ayant été mis à la question, il protesta constamment de son innocence ; mais on voit par une de ses lettres à un ami nommé Lucidus, arrêté comme lui, que les déclamations et les projets insensés d'un certain Callimaque, leur collègue dans cette académie, justifiaient suffisamment ces poursuites, et qu'on voudrait vainement les attribuer à la haine contre les savans (1).

Cette même année 1471 moururent deux auteurs célèbres par leurs ouvrages ascétiques, savoir, Thomas à Kempis, et Denis le Chartreux. Celui-ci, nommé Denis Rikel, du lieu de sa naissance dans le diocèse de Liège, était entré à l'âge de vingt et un ans dans l'ordre des Chartreux, dont on lui a donné le surnom, et il y parvint à une si grande réputation de sainteté, qu'on lui attribue

(1) Egid. Viterb. *Vit. Paul. II.* — Papiens. *Comment.* — Krantz. — Phranz. — Comines. — Rain.

plusieurs miracles opérés pendant sa vie et après sa mort. Il a laissé une multitude d'ouvrages, notamment de commentaires sur toute l'Écriture sainte, sur les livres attribués à saint Denis l'Aréopagite, sur le Maître des sentences, sur les livres de Cassien et de saint Jean Climacque ; plusieurs ouvrages de théologie, de philosophie et de controverse ; des traités sur presque toutes les questions de morale et de discipline, et un grand nombre d'ouvrages ascétiques soit pour les religieux, soit pour les gens du monde. Thomas à Kempis, mort à l'âge d'environ quatre-vingt-dix ans, avait embrassé, vers l'an 1406, la règle des chanoines réguliers dans le monastère du mont Sainte-Agnès près de Zwol. On a de lui entre autres ouvrages de piété, des exercices spirituels pour les religieux, des élévations de l'âme à la recherche du souverain bien, et des méditations sous le titre de Soliloques de l'âme. Enfin, on lui attribue communément le livre admirable de l'Imitation, dont le plus ancien manuscrit connu se termine par ces paroles : Fini et achevé l'an de Notre Seigneur 1441, par la main du frère Thomas de Kempis, dans le mont de Sainte-Agnès, près de Zwol. Cependant plusieurs érudits ont cru que ces paroles désignaient plutôt un copiste qu'un auteur, et les bénédictins, sur la foi d'autres manuscrits, ont attribué l'Imitation à un religieux de leur ordre, nommé Gersen, abbé d'un monastère de Verceil. Mais quelques auteurs, surtout dans ces derniers temps, ont regardé ce Gersen comme un personnage imaginaire, et n'ont voulu voir dans son nom qu'une altération de celui du fameux Gerson, chancelier de Paris, qu'ils ont présenté comme le véritable auteur de l'Imitation. Notre plan ne nous permet pas d'entrer dans ces discussions. Nous citerons encore parmi les auteurs ascétiques du même temps et du même pays, Henri Harphius, cordelier de Malines, mort en 1477, qui composa en latin ou en flamand plusieurs ouvrages de piété, dont le principal est sa Théologie mystique, où il

reproduit les idées et souvent les exagérations de Rusbrok.

Douze jours après la mort de Paul II, c'est-à-dire le 9 août 1471, on élut pour lui succéder le cardinal François d'Albescola de la Rovère, qui prit le nom de Sixte IV. Il avait été général des frères mineurs, et ensuite nommé cardinal par Paul II sur la recommandation du savant Bessarion, dont il était le disciple. Quelques auteurs ont écrit qu'il était d'une famille noble; mais la plupart des historiens le font fils d'un simple pêcheur du village de Celles, dans les états de Gênes. Quoiqu'il en soit, son mérite lui concilia les suffrages des cardinaux même les plus illustres. Il avait professé la théologie avec éclat dans plusieurs universités d'Italie, et joignait à beaucoup d'érudition une grande habileté dans les affaires. Il conserva d'ailleurs sous la pourpre romaine la modestie et la régularité d'un religieux, en sorte que sa maison paraissait plutôt un monastère que le palais d'un cardinal. Mais devenu pape, il se laissa dominer par la passion malheureusement trop ordinaire d'enrichir et d'élever sa famille. Il s'empressa de nommer cardinaux deux de ses neveux, quoique fort jeunes encore et d'ailleurs peu recommandables par leurs mœurs, savoir, Pierre Riario, qui mourut, dit-on, peu de temps après des suites de ses débauches, et Julien de la Rovère, qui devint pape sous le nom de Jules II. Sixte IV donna à trois autres de ses neveux de riches seigneuries aux dépens du patrimoine de l'Eglise, et pour faire épouser à l'un d'eux la fille de Ferdinand, roi de Naples, il remit à ce prince, pour toute la durée de son pontificat, le tribut qu'il devait payer comme feudataire du saint-siège. On lui reproche aussi d'avoir montré quelquefois trop de condescendance pour les désirs des princes, et notamment d'avoir approuvé qu'un enfant naturel du roi d'Aragon, quoiqu'à peine âgé de six ans, possédât l'archevêché de Saragosse en comende perpétuelle. Ces abus font voir la sagesse et l'utilité des réglemens auxquels les cardinaux voulaient as-

sujettir l'administration pontificale. On les renouvela depuis longtemps dans tous les conclaves ; mais Sixte IV à l'exemple de ses prédécesseurs, regarda comme nul et invalide, sous prétexte qu'il dérogeait à l'autorité du saint-siège, le serment qu'il avait fait de les observer.

Le nouveau pape poursuivit avec zèle les entreprises contre les Turcs, et envoya des légats en Allemagne, en France et en Espagne, pour travailler au rétablissement de la paix entre les princes chrétiens et solliciter leur concours. Il fit en même temps prêcher la croisade avec les indulgences ordinaires pour ceux qui prendraient les armes ou contribueraient de leurs biens aux frais de la guerre ; enfin, il ordonna de lever dans tous les royaumes chrétiens les décimes et autres subsides fixés par l'assemblée de Mantoue. Mais la levée de ces décimes rencontra comme à l'ordinaire, en Allemagne et en d'autres endroits, une vive opposition, et l'évêque de Bathwel, en Angleterre, alla jusqu'à faire mettre en prison le nonce chargé de recueillir les deniers de la chambre apostolique ; ce qui détermina le pape à donner commission à l'archevêque de Cantorbéry d'excommunier cet évêque et ses adhérens. Le cardinal Marc Gibo, envoyé comme légat en Allemagne, était surtout chargé de terminer les différends survenus entre la Pologne et la Hongrie au sujet du royaume de Bohême. Il employa tous les moyens et même les menaces d'excommunication pour détourner le roi de Pologne de soutenir l'élection de son fils Ladislas, au mépris du saint-siège, qui avait confirmé celle de Mathias. Il s'efforça en même temps d'engager celui-ci à un accommodement, et le pressa de remettre l'affaire à l'arbitrage du pape et de l'empereur. Enfin, après deux ans et demi de négociations, la paix fut conclue à condition que Ladislas conserverait la Bohême, et que Mathias, roi de Hongrie, aurait la Moldavie et la Silésie avec le droit réciproque de succession, si l'un des deux rois venait à mourir sans enfants. Le légat se donna aus-

beaucoup de mouvemens pour apaiser les troubles occasionnés par une double élection pour le siège de Cologne, et l'on convint enfin que la décision de ce différend serait laissée au jugement du pape. Les deux compétiteurs étaient Herman, frère du landgrave de Hesse, et Rupert, fils du comte palatin. Le premier avait pour lui l'empereur et la plupart des princes, et comme Rupert ne voulut pas s'en tenir à l'accommodement conclu, le landgrave, s'en étant saisi, le fit mettre en prison, où il mourut au bout de deux ans; après quoi Herman demeura paisible possesseur de l'archevêché.

La légation du cardinal Borgia en Espagne ne servit guère qu'à lui donner occasion d'étaler son luxe fastueux et de montrer sa vanité, son ambition et sa cupidité. Il se rendit successivement auprès des rois d'Aragon et de Castille, fit vainement quelques tentatives pour apaiser les troubles et les dissensions, montra une grande partialité, se joignit même, dit-on, aux ambassadeurs du roi d'Angleterre et du duc de Bourgogne pour entraîner l'Espagne dans une alliance contre la France, leva enfin beaucoup d'argent, et fut suivi à son retour par des ambassadeurs de Castille chargés de porter des plaintes à Rome contre sa conduite. Les richesses qu'il avait amassées furent englouties avec un de ses vaisseaux par la tempête, et lui-même ne gagna le port qu'avec beaucoup de peine avec son autre galère à demi brisée.

La légation du cardinal Bessarion en France n'eut pas plus de succès. Louis XI lui avait témoigné par lettres son contentement de l'avoir pour légat dans son royaume. Mais soit qu'il fût blessé, comme on le rapporte, de ce que Bessarion, chargé de négocier la paix entre lui et le duc de Bourgogne, s'était rendu d'abord à la cour de ce duc, soit pour un autre motif, il changea de disposition, le fit attendre plus de deux mois avant de lui donner audience, et le reçut avec une froideur qui alla jusqu'à l'insulte. Il porta la main sur la longue barbe du cardi-

nal en prononçant ce vers des grammairiens : *Barbara græca genus retinent quod habere solebant*; après quoi. l'ayant quitté assez brusquement, il s'empressa de lui expédier sa réponse et de le congédier. On prétend que le légat fut si vivement affecté de cet affront qu'il en mourut de chagrin. Quoi qu'il en soit, Bessarion tomba malade à son retour, et mourut à Ravenne, le 18 novembre 1472, à l'âge de soixante-treize ans. On a de ce pieux et savant cardinal plusieurs écrits pour la défense de la doctrine catholique contre les erreurs des Grecs, et d'autres ouvrages sur des questions de philosophie. Sa maison était en quelque sorte la retraite des savans, et il se montra constamment leur protecteur et leur ami. On remarque entre ceux qu'il admit dans sa familiarité les célèbres Grecs Georges de Trébizonde, Théodore de Gaze, André de Thessalonique, et Gemistius Plethon, et parmi les Latins l'historien Blondus, Antoine Campano et Nicolas Perrot, qui fut son camérier. Il avait recueilli une quantité de livres rares qui lui avaient coûté, dit-on, trente mille écus, et dont il fit présent à la république de Venise.

Le pape avec le produit des décimes fit équiper vingt-quatre galères, et en donna le commandement au cardinal Caraffe, qui partit, au printemps de l'an 1472, pour joindre cette flotte à celles des Vénitiens et du roi de Naples. La réunion de ces trois flottes empêcha quelque temps les Turcs de tenir la mer, et fut suivie bientôt de la prise de Smyrne, où l'on fit un riche butin. Mais le légat, content de ce premier succès, revint à Rome, où il entra comme en triomphe, précédé de plusieurs Turcs prisonniers et de douze chameaux chargés du butin et des étendards enlevés. Cependant l'amiral vénitien remporta encore les années suivantes plusieurs avantages sur les Turcs, et ravagea une partie du Péloponnèse et de l'Asie Mineure. Ils furent aussi battus par le vaivode de Moldavie et par Usum Cassan, roi de Perse, qui avait fait alliance avec les chrétiens, et qui enleva au sultan la

ville de Trébizonde. Mais bientôt après les Turcs enlevèrent aux Génois la ville de Caffa sur la mer Noire, conquièrent l'Albanie, ravagèrent la Carinthie et les provinces voisines, s'avancèrent jusqu'en Italie sur les terres des Vénitiens, et emmenèrent plus de quarante mille captifs (1).

Louis XI, après avoir si mal reçu Bessarion, envoya une ambassade à Rome au sujet de la guerre contre les Turcs, pour demander au pape d'exempter le clergé de France des décimes imposées pour cette guerre, et de convoquer un concile général à Lyon, afin d'y prendre les mesures nécessaires pour le rétablissement de la paix entre les princes chrétiens, et pour la défense de la religion contre les infidèles. Il fit demander aussi que les évêchés de son royaume ne fussent donnés qu'à des sujets qui auraient son agrément; que la collation des bénéfices inférieurs fût laissée aux évêques alternativement avec le pape, au moins six mois de l'année; que les annates fussent réduites à la taxe du revenu annuel; enfin que les causes ecclésiastiques fussent jugées par les ordinaires en première instance, et que l'appel à Rome ne pût avoir lieu avant la sentence. Le pape répondit, en ce qui touchait la demande d'un concile, que les progrès des Turcs exigeaient des mesures plus promptes, et que le roi de France ne pouvait se dispenser de joindre son concours à celui des autres princes, et de faire payer par le clergé et les fidèles de son royaume les subsides exigés pour la défense de la religion. Quant aux autres points, il publia bientôt après une bulle pour satisfaire aux demandes du roi; mais elle ne fut pas mise à exécution, parce qu'une grande partie du clergé persistait, comme le parlement, à réclamer la pragmatique sanction.

Louis XI était alors en guerre avec le duc de Bour-

(1) Bonfin. — Phranz. — Leunclav. — Onuphr. — Justinin. — Papiens, *Épist.* 440 et suiv.

gogne, qui ravagea la Picardie, et vint attaquer la ville de Beauvais, dont les habitans, soutenus par l'exemple des femmes, se défendirent avec tant de courage qu'il fut obligé de lever le siège. Le roi, à l'occasion de cette guerre, ordonna de sonner les cloches à midi dans toutes les églises, afin d'inviter le peuple à réciter la salutation angélique, pour demander à Dieu la paix par l'intercession de la sainte Vierge. Il avait une si grande dévotion envers les saints et surtout envers la sainte Vierge, qu'il ne passait presque point d'année sans faire quelque pieux pèlerinage; mais il ne laissait pas de joindre à ces dévotions extérieures des vices nombreux qui ont rendu sa mémoire odieuse. Ce prince, dont le génie s'alliait à toutes sortes de petitesesses, intervint peu de temps après dans les disputes des réalistes et des nominaux. Un licencié de Louvain attaché à la secte des réalistes avait enseigné que les propositions qui concernent l'avenir ou les futurs contingents, soit dans le symbole soit ailleurs, ne sauraient être regardées comme absolument vraies, parce que autrement il faudrait dire que tout arrive nécessairement. Cette doctrine fut déférée à l'université de Paris, qui la condamna en 1470, et l'auteur, dénoncé à Rome, fut obligé de se rétracter. Sixte IV, alors cardinal, écrivit à ce sujet un traité des futurs contingens pour combattre les erreurs du théologien de Louvain. L'université de Paris renfermait plusieurs docteurs réalistes qui s'étaient opposés à la condamnation de ces erreurs, et trois ans plus tard ils vinrent à bout de faire proscrire la doctrine des nominaux. On sait que les premiers considéraient les idées générales comme la représentation d'un objet réel, tandis que les autres n'y voyaient que des abstractions ou des mots. Louis XI, poussé par l'évêque d'Avranches, son confesseur, publia un édit en forme, qui défendait de lire les ouvrages et d'enseigner la doctrine d'Ockam et des autres nominaux, avec ordre de s'attacher désormais à la doctrine d'Aristote, d'Aver-

roès, d'Albert le Grand, de saint Thomas d'Aquin et de saint Bonaventure, c'est-à-dire des philosophes et docteurs réalistes. Le parlement fut chargé de faire saisir tous les livres des nominaux, ce qui fut exécuté; mais quelque temps après les nominaux parvinrent à faire révoquer cet édit.

L'ignorance était si grande en Espagne parmi les ecclésiastiques, que plusieurs n'entendaient pas le latin, et la discipline s'était relâchée au point que le concubinage et la simonie semblaient passés en coutume. Une assemblée nombreuse, convoquée à Madrid en 1473 par le cardinal Borgia pendant sa légation, voulant remédier à l'ignorance, avait demandé au pape d'affecter dans chaque cathédrale deux canonicats à des docteurs en théologie et en droit, dont la nomination serait faite par l'évêque, et le pape s'était empressé d'expédier une bulle conforme à cette demande. L'archevêque de Tolède, primat d'Espagne, tint bientôt après dans la ville d'Aranda un concile, où l'on publia vingt-neuf canons de discipline, dont les plus remarquables ordonnent que les métropolitains réuniront le concile provincial au moins tous les deux ans, et que les évêques tiendront régulièrement leur synode chaque année; que les curés devront avoir par écrit les articles de la foi, c'est-à-dire le catéchisme, et les enseigner à leurs peuples; qu'on n'admettra point aux ordressacrés ceux qui ne savent pas le latin; que les évêques ne porteront point d'habits de soie, qu'ils ne paraîtront en public qu'en rochet et en camail; qu'ils célébreront la messe au moins trois fois l'année, et les prêtres quatre fois. Les autres décrets ordonnent des peines sévères contre l'incontinence des clercs, contre la simonie, les jeux défendus, les spectacles dans les églises, les fiançailles clandestines, les duels, enfin contre le pillage des biens ecclésiastiques, et la violation des droits et des privilèges du clergé.

Le 23 mai de l'année suivante 1474, le pape Sixte IV

confirma par une bulle l'ordre des minimes, fondé par saint François de Paule, qui tira ce surnom d'une petite ville de Calabre où il était né, vers l'an 1420, de parens distingués par leur piété. Sa mère avait été longtemps stérile, lorsqu'ils obtinrent cet enfant par leurs prières, après avoir fait vœu de le consacrer à Dieu et à saint François d'Assise ; et pour accomplir ce vœu, ils le mirent fort jeune encore dans un monastère de frères mineurs. Il y passa environ un an, après quoi, désirant vivre en ermite, il se retira dans un lieu écarté sur le bord de la mer, où il trouva moyen de se creuser une cellule dans le roc. Il vécut ainsi quelque temps absolument seul, n'ayant d'autre nourriture que des herbes et des racines, ni d'autre vêtement qu'une espèce de sac sur un cilice. Bientôt sa réputation de sainteté lui attira un grand nombre de disciples, qui bâtirent près de sa cellule, avec le secours des fidèles, un monastère et une église où un prêtre du voisinage venait leur dire la messe. Ensuite plusieurs clercs se joignirent à cette pieuse communauté avec un prêtre nommé Balthasar de Spino, qui devint plus tard confesseur du pape Innocent VIII. L'archevêque de Cosenza leur accorda tous les privilèges qui étaient en son pouvoir, et le pape Sixte IV érigea cette congrégation en ordre religieux sous le nom d'ermites de saint François ; mais pour leur inspirer particulièrement l'humilité, le saint fondateur voulut qu'ils fussent appelés Minimes, c'est-à-dire les moindres de tous, et leur fit donner ce nom par une bulle d'Alexandre VI. Ils eurent bientôt des établissemens en France, en Espagne et dans les autres pays catholiques. François de Paule, établi supérieur général, fit dans la suite quelques changemens à la règle primitive, et les fit approuver par les papes Alexandre VI et Jules II. Un des points remarquables de cette règle, c'est qu'elle oblige les minimes, hors les cas de maladie grave, à une abstinence perpétuelle, non-seulement de la viande, mais des œufs, du beurre et de tout laitage.

Le jubilé devait avoir lieu en 1475, suivant la réduction faite par Paul II, et pour augmenter le concours à Rome, Sixte IV, dans une bulle qui confirmait celle de son prédécesseur, avait déclaré que toutes les autres indulgences seraient suspendues pendant le cours de cette année. Mais par suite des guerres qui désolaient toute l'Europe, le nombre des pèlerins fut beaucoup moindre que de coutume. On vit cependant à Rome, pendant ce jubilé, plusieurs personnages de distinction, entre autres Ferdinand, roi de Naples, Catherine, reine de Bosnie, et Charlotte, reine de Chypre; et l'année précédente, Christiern, roi de Danemark, avait fait, par suite d'un vœu, le même pèlerinage avec un grand nombre de seigneurs de ses états. Le pape accorda au roi et à la reine de Castille et à plusieurs autres princes les indulgences du jubilé, avec dispense de venir à Rome, moyennant la visite de certaines églises et quelques autres pratiques de dévotion. Il érigea cette même année le siège d'Avignon en archevêché, et lui donna pour suffragans les évêchés de Carpentras, de Cavaillon et de Vaison, tous renfermés dans les terres de l'Église romaine. Au commencement de l'année suivante, un débordement du Tibre causa d'immenses désastres à Rome et dans les campagnes voisines, et fut suivi bientôt d'une peste qui enleva une multitude de personnes. Le pape, pour arrêter ce fléau et redoubler la dévotion des fidèles, publia, le 1^{er} mars 1476, une bulle qui accordait à ceux qui célébraient dévotement la fête et l'octave de la conception de la sainte Vierge, en assistant à l'office qu'il avait fait composer, les mêmes indulgences que les papes avaient accordées pour la fête du Saint-Sacrement. Il fit la même année une promotion de cinq cardinaux, outre huit qu'il avait déjà nommés trois ans auparavant, et il fit encore en 1477 une nouvelle promotion dans laquelle on remarque trois de ses parens.

La rivalité entre les Pazzi et les Médicis de Florence

produisit, vers ce temps, des dissensions qui mirent en feu toute l'Italie. Ces deux familles se disputaient la souveraineté de la république; et comme les Florentins, gouvernés alors par les Médicis, avaient donné secrètement des secours à quelques usurpateurs du domaine de l'Église, qu'ils avaient fait eux-mêmes quelques entreprises sur les villes et les terres du saint-siège, et refusé longtemps de recevoir un sujet nommé par le pape à l'archevêché de Pise, Sixte IV se déclara en faveur des Pazzi, et s'unit au roi de Naples contre les Florentins. D'un autre côté, le duc de Milan et les Vénitiens s'allièrent aux Florentins en faveur des Médicis. Alphonse, fils du roi de Naples, vint les attaquer avec une armée, sous prétexte de recouvrer quelques places du patrimoine de l'Église; mais les Pazzi voulurent prendre un autre moyen plus prompt pour arriver à leurs fins, et avec quelques autres conjurés ils formèrent le projet d'assassiner les deux frères, Laurent et Julien de Médicis. On prit pour l'exécution du complot un dimanche, 26 avril 1478, et comme les deux frères assistaient à une messe solennelle, les conjurés, au moment du *Sanctus*, se jetèrent sur eux pour les poignarder. Julien mourut sur la place; mais Laurent, après avoir reçu une légère blessure à la gorge, parvint à se sauver dans la sacristie. Les conjurés, déconcertés d'avoir manqué leur coup, essayèrent vainement de soulever le peuple, et quelques-uns, qui s'étaient portés au palais pour s'en emparer et s'assurer des magistrats, furent saisis et pendus sur-le-champ aux fenêtres sans autre forme de procès. De ce nombre était François Salviati, archevêque de Pise. On arrêta même sur de faux soupçons le cardinal Raphaël Riario, petit-neveu du pape, et il demeura longtemps en prison. Plusieurs ecclésiastiques de sa maison et de celle de l'archevêque furent aussi arrêtés et mis à mort.

Le pape, tant à cause de ces attentats contre les privilèges du clergé que pour les autres sujets de plaintes

dont nous avons parlé, jeta l'interdit sur la ville de Florence, excommunia Laurent de Médicis, et fit marcher des troupes dans la Toscane. Les Florentins interjetèrent appel au futur concile, défendirent d'observer l'interdit, et réclamèrent les secours des Vénitiens, du duc de Milan et ceux du roi de France, ancien allié de la république. Comme ce prince avait alors besoin de toutes ses forces pour exécuter son projet de réunir à la couronne une grande partie des états du duc de Bourgogne, tué depuis peu au siège de Nancy, et dont la fille avait épousé l'archiduc Maximilien, fils de l'empereur Frédéric, il se contenta d'envoyer en Italie Philippe de Comines pour négocier la paix. Mais prévoyant bien qu'elle rencontrerait de grands obstacles, il voulut intimider le pape, et convoqua dans ce but une assemblée des états généraux à Orléans, où l'on délibéra sur la suppression des annates et sur le rétablissement de la pragmatique sanction ; après quoi, il fit défense à ses sujets d'aller à Rome pour y obtenir des bénéfices ou d'y envoyer de l'argent, et donna l'ordre à tous les bénéficiers qui s'y trouvaient d'en sortir et d'aller au plus tôt résider dans leurs églises, sous peine d'être privés de leurs revenus. Il envoya en même temps une ambassade à Rome pour demander au pape de lever l'interdit jeté sur la ville de Florence, et de cesser la guerre, ou de convoquer un concile général, avec menace de s'unir aux autres princes, en cas de refus, pour procurer la tenue de ce concile, où l'on remédierait aux maux de l'Église.

Ces résolutions intriguèrent fortement la cour de Rome, comme on le voit par une lettre du cardinal de Pavie adressée au pape, et dans laquelle, après avoir dit qu'on ne pouvait refuser sans danger, ni céder sans déshonneur, il conseillait de donner au roi de belles paroles, mais de demander du temps pour délibérer, et d'attendre des circonstances les moyens de sortir d'embarras. Le pape suivit en partie ce conseil. Il répondit aux ambas-

sadeurs que toutes les mesures contre les Florentins avaient été prises de l'avis et du consentement des cardinaux ; que le roi très-chrétien n'avait pas coutume de prétendre réformer les jugemens de Dieu, et qu'il ne voudrait pas sans doute s'exposer témérairement aux peines décernées par la loi divine contre ceux qui méprisent les sentences des vicaires de Jésus-Christ ; que, quoique le souverain pontife ne doive rendre compte de sa conduite à personne, il était prêt cependant à donner au roi toutes les explications désirables, et à le satisfaire, dès que la peste lui permettrait de retourner à Rome, sur tous les griefs qui pourraient avoir quelque fondement ; que s'il était possible de convoquer un concile général, il ne demanderait pas mieux que de le faire, parce que les prélats, qui seuls ont droit d'y assister, prendraient assurément la défense de la liberté de l'Église, et qu'il ne s'en trouverait pas un qui ne fût prêt à condamner l'attentat commis dans la personne de l'archevêque de Pise, en violation d'un privilège et d'un droit dont le pape lui-même ne peut les dépouiller. Enfin, quant à ce qui regardait la pragmatique sanction, le pape fit observer que le roi ne pouvait ni en conscience ni avec honneur songer à la rétablir ; car si elle était juste, on se demanderait pourquoi il l'avait abolie par un édit solennel, et si elle ne l'était pas, rien ne pouvait en légitimer le rétablissement. Louis XI fut peu satisfait de ces réponses ; mais son intention n'était pas de pousser les choses plus loin, et de rompre avec Rome pour les affaires d'autrui. La guerre continua donc pendant deux ans ; car Sixte IV, malgré les représentations qu'on lui fit de toutes parts sur les progrès des Turcs, ne voulut consentir à la paix qu'à la condition que Laurent de Médicis serait chassé de Florence et remis entre ses mains. C'est peut-être ce qui aura déterminé quelques historiens à l'accuser, quoique sans le moindre fondement, d'avoir pris part à la conspiration des Pazzi. Enfin, Laurent de Médicis parvint

à conclure la paix avec le roi de Naples, dont les états se trouvaient menacés par les Turcs; après quoi, le pape, ne pouvant seul soutenir la guerre, accepta la soumission des Florentins. Ils envoyèrent à Rome des ambassadeurs, qui reçurent l'absolution, prosternés devant l'église de Saint-Pierre, où chacun d'eux, selon la coutume, fut frappé d'un coup de verge (1).

Sixte IV avait publié, en 1473, une bulle qui confirmait tous les privilèges des religieux mendiants. Mais sur les représentations qui lui furent adressées par les archevêques de Trèves et de Mayence et par plusieurs autres évêques d'Allemagne, il publia, en 1478, une autre bulle par laquelle il défendait aux religieux, sous peine d'excommunication, d'enseigner que les fidèles ne sont pas tenus d'assister à la messe dans leur paroisse les dimanches et fêtes, ou qu'ils ne sont pas obligés de se confesser au moins à Pâques à leur propre curé. Il ajoutait que cependant les religieux conserveraient le pouvoir d'entendre les confessions et d'imposer les pénitences suivant les dispositions du droit commun et de leurs privilèges. Il défendait, d'un autre côté, de dire ou de prêcher que les religieux avaient introduit des hérésies, et aux uns comme aux autres d'engager les fidèles à se faire enterrer préférablement dans leurs églises. On voit par là jusqu'où étaient portées les divisions entre les religieux et le clergé séculier; mais cette bulle ne les fit pas cesser, et trois ou quatre ans plus tard, un cordelier ayant prêché à Tournai plusieurs propositions contraires au droit des curés touchant la confession annuelle et sur d'autres points, elles furent déférées par un chanoine de Tournai à la faculté de théologie de Paris, qui les condamna comme scandaleuses et suspectes d'hérésie. Toutefois, le droit d'entendre les confessions à Pâques, sans la permission du propre curé, fut accordé aux religieux par le

(1) Brut. *Hist. Flor.* — Infiss. *Chron.* — Volater. — Onuphr.

concile de Latran, sous Léon X, et confirmé dans la suite par plusieurs bulles pontificales.

Sixte IV, par une autre bulle de la même année 1478, interdit aux prêtres tant séculiers que réguliers l'absolution des cas réservés. Il confirma l'année suivante la condamnation prononcée par l'archevêque de Tolède contre les erreurs de Pierre d'Osma, docteur et professeur de Salamanque, qui, dans un traité sur la pénitence, avait enseigné que la confession des péchés en particulier avec l'indication du nombre et de l'espèce n'est pas de droit divin, mais seulement prescrite par une loi de l'Église universelle; que les péchés mortels sont effacés par la seule contrition du cœur, sans rapport au sacrement; que l'on n'est pas tenu de confesser les mauvaises pensées ni les fautes connues, mais seulement les actions secrètes, et qu'on ne doit point donner l'absolution aux pénitens avant qu'ils aient accompli la pénitence qui leur est enjointe. Ce téméraire docteur fut obligé de se rétracter, et son livre fut brûlé publiquement avec sa chaire. L'archevêque de Mayence condamna, la même année 1479, un docteur nommé Jean de Wesel, qui avait prêché à Worms plusieurs propositions hérétiques et scandaleuses, notamment que l'Église n'avait pas le droit de faire des lois obligatoires, que l'excommunication n'empêchait pas d'être sauvé, que les prêtres n'étaient point tenus de réciter l'office, que la messe n'était qu'une cérémonie gênante et inutile, et beaucoup d'autres erreurs empruntées à Wiclef et à Jean Huss contre les indulgences, contre l'abstinence, le jeûne, les pèlerinages et l'observation des fêtes.

On rapporte à cette époque l'établissement du tribunal de l'inquisition en Espagne sous la forme nouvelle qui pendant longtemps servit à le rendre si redoutable (1).

(1) Béraut Bercastel à cette occasion promet à ses lecteurs de leur faire connaître exactement l'inquisition, et il en fait une histoire servi-

On a vu dans le cours de cette histoire un décret du pape Lucius III, publié en 1184 dans un concile de Vérone, et confirmé en 1215 par le concile général de Latran, prescrire aux évêques des mesures particulières pour la recherche et la répression des hérétiques ; puis, l'an 1233, le pape Grégoire IX confier cette recherche ou cette inquisition aux dominicains dans le comté de Toulouse, infecté par les restes des albigeois ; enfin les papes établir successivement des inquisiteurs, revêtus de l'autorité du saint-siège, en France, en Allemagne et en d'autres pays. Mais il leur était prescrit en général de consulter l'évêque avant de prononcer une sentence ayant pour objet de condamner un hérétique à la prison perpétuelle ou de le livrer au bras séculier. Le roi de Castille, voyant qu'un grand nombre de Juifs ou de Maures convertis en apparence retournaient à leurs erreurs et pervertissaient quelquefois les fidèles, voulut donner à l'inquisition un redoublement d'activité, et pour cet effet établir un inquisiteur qui eût dans tous ses états une autorité indépendante des évêques ; ce qu'il obtint facilement de

lement copiée comme à l'ordinaire d'après le continuateur de Fleury, et qui n'est qu'un tissu d'inexactitudes et de faussetés. Ainsi il commence par attribuer l'établissement de l'inquisition à un concile de Toulouse tenu en 1229, c'est-à-dire environ 50 ans après que le pape Lucius III avait ordonné cet établissement dans le concile de Vérone. Venant ensuite à l'inquisition confiée aux dominicains par Grégoire IX, il dit que la France ne put s'accommoder de cette institution ; et cependant c'est en France, dans le Languedoc, dans le Dauphiné, dans le Lyonnais, dans le Rouergue, avec l'assentiment et le concours du roi, que cette institution fut d'abord établie ; ce fut même sur la demande de saint Louis, que, peu d'années après, l'inquisition fut confiée, à Paris, au provincial des dominicains et au gardien des cordeliers, et cet état de choses durait encore au seizième siècle. Enfin, après avoir présenté le pape Innocent IV comme ayant rétabli en 1251 l'inquisition en Italie, où elle n'avait pas cessé depuis son origine, il semble aussi lui attribuer l'établissement de la congrégation du saint-office, qui ne fut établie que trois siècles plus tard.

Sixte IV. L'inquisiteur général, nommé par le roi, devait être confirmé par le pape, et il avait le droit de nommer les inquisiteurs particuliers de chaque lieu ; mais leur nomination devait être soumise à l'agrément du roi. Enfin, il était assisté d'un conseil dont les membres étaient nommés par le roi, et qui jugeait souverainement, sous la présidence du grand inquisiteur, toutes les causes de judaïsme, de mahométisme, d'hérésie, de sortilège, de polygamie ou autres crimes de ce genre. Les officiers chargés de saisir les accusés portaient le nom de familiers de l'inquisition, et les plus grands seigneurs ne dédaignaient pas cet office. Leur autorité était si redoutable, que ces mots, De par la sainte inquisition, ôtaient jusqu'à la pensée de résister ou même de fuir. Le procès des accusés se faisait pour ainsi dire en secret, sans le ministère d'avocats ou de défenseurs, et le jugement, connu sous le nom d'*auto-da-fé*, arrêt de foi, était aussitôt suivi de l'exécution. Comme les inquisiteurs étaient ecclésiastiques, ils ne prononçaient pas l'arrêt de mort, mais seulement une sentence portant que tel accusé était convaincu d'hérésie ou de tel autre crime, et livré, pour être puni, au bras séculier ; après quoi les juges le condamnaient à être brûlé. Mais dans certains cas les inquisiteurs condamnaient seulement à l'amende ou à la prison. Le premier inquisiteur général fut un dominicain nommé Thomas de Torquemada, dont les poursuites furent si rigoureuses, qu'en peu d'années plus de deux mille personnes furent condamnées au feu, et une multitude d'autres s'exilèrent pour échapper au supplice. Cette institution, restreinte d'abord à la Castille, s'étendit bientôt dans l'Aragon et jusqu'en Amérique, dans les terres de la domination espagnole. L'inquisition fut établie peu après sous la même forme en Portugal, d'où elle s'étendit jusque dans les Indes Orientales.

L'Espagne était troublée depuis quelque temps par des dissensions et des guerres au sujet de la succession

à la couronne de Castille. Le roi Henri IV, après un règne agité sans cesse par des factions et des révoltes, était mort en 1474, laissant de la reine son épouse une fille nommée Jeanne, qu'il avait reconnue comme légitime, mais qui passait généralement pour être le fruit d'un commerce adultère de la reine avec un officier de la cour. C'est pourquoi la plupart des seigneurs offrirent la couronne à Isabelle, sœur du roi défunt et épouse de Ferdinand d'Aragon; d'un autre côté, les partisans de la princesse Jeanne s'adressèrent au roi de Portugal, et promirent de le reconnaître pour roi de Castille s'il voulait épouser cette princesse, qui était sa nièce. Il y consentit, et se mit en devoir de soutenir ses prétentions par la force des armes. Mais cette entreprise ne fut pas heureuse. Il fut bientôt dépouillé d'un petit nombre de places dont il s'était rendu maître, et le pape déclara subreptice une dispense obtenue pour le mariage de ce prince avec Jeanne de Castille. Enfin, comme Ferdinand était devenu roi d'Aragon par la mort de Jean II, son père, arrivée au commencement de l'an 1479, le roi de Portugal ayant perdu toute espérance, consentit à un traité par lequel il renonçait à la couronne de Castille, sous la condition que la princesse Jeanne épouserait don Juan, fils d'Isabelle et de Ferdinand. Mais parce que le jeune prince était encore enfant, il fut stipulé que si étant en âge il ne voulait pas accomplir le mariage, la princesse aurait le choix d'accepter une pension de cent mille écus ou d'entrer dans un monastère. Elle ne tarda pas à prendre ce dernier parti, et fit profession dans le monastère de Sainte-Claire à Coimbre, où elle vécut jusqu'à un âge avancé dans la pratique de toutes les vertus chrétiennes. Alphonse, roi de Portugal, mourut en 1481, et eut pour successeur Jean II, son fils, dont le règne fut illustré par de nombreuses découvertes sur les côtes d'Afrique.

Les Turcs renouvelaient sans cesse leurs attaques con-

tre les chrétiens. Après avoir porté leurs ravages, comme on l'a vu précédemment, jusqu'aux frontières de l'Italie, ils avaient forcé les Vénitiens à leur abandonner l'île de Lemnos dans la mer Égée, et à leur payer un tribut annuel de mille écus d'or. Ensuite ils firent, en 1479, une nouvelle invasion dans la Transylvanie, avec une armée de cent mille hommes ; mais ils furent vaincus et repoussés par les Hongrois, qui en firent un horrible carnage. L'année suivante, le sultan, voulant s'emparer de l'île de Rhodes, dont les chevaliers lui avaient fait essuyer plusieurs échecs, envoya son vizir attaquer la capitale avec une armée nombreuse et une flotte de cent cinquante vaisseaux. Le siège dura plus de trois mois, et les Turcs firent des efforts incroyables. Ils renversèrent une partie des remparts, comblèrent les fossés, livrèrent plusieurs assauts, et firent par leur artillerie un affreux dégât dans plusieurs quartiers de la ville. Mais la vigoureuse résistance des chevaliers, et surtout la valeur et l'habileté du grand maître Pierre d'Aubusson, firent échouer toutes les manœuvres et les attaques des assiégeans. Un cordelier nommé Antoine Fradin contribua beaucoup par ses exhortations à soutenir le courage des Rhodiens. Le vizir, voyant l'inutilité de ses efforts, soudoya quelques transfuges renégats, qui parvinrent à s'introduire dans la ville pour assassiner le grand maître ; mais la trahison fut découverte, et sur l'avcu de leur crime, ils furent exécutés publiquement. Enfin, après un dernier assaut où les Turcs furent encore repoussés et poursuivis l'épée dans les reins jusque dans leur camp, le vizir, qui avait déjà perdu auparavant près de dix mille hommes, sans compter quinze mille blessés, se vit contraint d'abandonner le siège et de se retirer honteusement avec les débris de sa flotte et de son armée. Dans le même temps une autre armée turque abordait en Italie, dans la Calabre, et après dix-sept jours de siège elle s'empara de la ville d'Otrante, dont presque tous les habitans furent

passés au fil de l'épée. Il n'y eut d'épargné que les enfans, qu'on réserva pour en faire des esclaves. L'archevêque, accablé de vieillesse et d'infirmités, fut scié par le milieu du corps avec une scie de bois, et ne cessa jusqu'au dernier soupir d'exhorter son peuple à demeurer ferme dans la foi. Huit cents prisonniers, après avoir protesté qu'ils aimaient mieux souffrir la mort que de renoncer à leur religion, furent menés tout nus hors de la ville, et égorgés dans une petite vallée qu'on nomma depuis la vallée des Martyrs. La prise d'Otrante jeta la consternation dans toute l'Italie; car le commandant de la flotte et de l'armée turque, après avoir réduit encore plusieurs autres places, infestait toutes les côtes de la mer Adriatique, et s'avancait vers Lorette pour en piller les richesses. On prétend que le pape, dans sa première frayeur, eut dessein de quitter Rome et de se retirer à Avignon. Mais ensuite il convoqua un congrès à Rome, où il prit, de concert avec les ambassadeurs des princes, toutes les mesures réclamées par les circonstances pour la défense de la religion. Il équipa, aux frais de l'Église, vingt-cinq galères; le roi de Naples promit d'en fournir quarante, et les Florentins, par leur dernier traité de paix, s'étaient obligés d'en fournir quinze. Le pape accorda un secours de cent mille écus d'or aux Hongrois, et les autres princes s'engagèrent de même à contribuer, par des secours d'hommes et d'argent, à la guerre contre les Turcs. Mais la mort de Mahomet vint heureusement rendre toutes ces mesures inutiles. La flotte des Turcs, à la nouvelle de cette mort et à la vue des flottes chrétiennes, se retira précipitamment sans combattre, et la garnison qu'ils avaient laissée à Otrante fut obligée de capituler et de sortir d'Italie. Le sultan Mahomet II mourut subitement le 3 mai 1481, au moment où il se disposait à faire de nouveaux efforts contre les chrétiens. Il était âgé seulement de cinquante-trois ans, et avait conquis, selon les historiens du temps, deux empires, douze

royaumes et plus de deux cents villes. Bajazet II, qui lui succéda, se vit disputer l'empire par Zizim, son frère cadet, qui comptait un grand nombre de partisans. Les deux concurrens se firent la guerre pendant quinze mois avec beaucoup d'acharnement; mais enfin Zizim, après plusieurs défaites, demanda une retraite aux chevaliers de Rhodes, et craignant d'être assassiné ou empoisonné par les émissaires de son frère, il obtint d'être conduit en France (1).

On élut vers ce temps, pour le siège patriarcal de Constantinople, Nyphon, métropolitain de Thessalonique, qui se montra fort attaché à la doctrine du concile de Florence, et exhorta le métropolitain de Russie à la recevoir. Ce patriarche fut chassé au bout de quelques années par Bajazet, puis rétabli et chassé une seconde fois; ce qui arrivait à peu près pour tous les patriarches, car ils étaient entièrement à la merci des sultans.

Les troubles de l'empire ottoman laissèrent un moment respirer les princes chrétiens; mais, au lieu d'en profiter pour combattre l'ennemi commun, ils ne songèrent qu'à leurs querelles, et l'on vit bientôt commencer en Italie une guerre qui dura deux ans. Le pape lui-même y prit part et se ligua d'abord avec les Vénitiens contre le roi de Naples, soutenu par la plupart des princes d'Italie, puis avec ceux-ci contre les Vénitiens. Toutes ces guerres épuisèrent tellement le trésor pontifical, que, malgré les décimes levées sur le clergé, il fallut encore, pour suffire à toutes les dépenses, imposer de nouveaux tributs, augmenter les anciens, et créer de nouvelles charges, que le pape Sixte IV rendit vénales. Il rétablit les abrégiateurs, supprimés par Paul II, et institua des assesseurs et d'autres officiers dont il rendit le ministère indispensable pour la poursuite et le juge-

(1) Chalcond. — Bonfin. — Leunclav. — Mariana. — Sabellic. — Onuphr. — Rainald.

ment de toutes les affaires. Cette multiplication d'emplois servit en quelque sorte à justifier les plaintes contre la chancellerie romaine.

Le pape , à l'occasion de la prise d'Otrante , avait redoublé ses efforts pour engager les princes chrétiens à faire la paix ou au moins une trêve , et à réunir leurs forces contre les infidèles. Ces exhortations du souverain pontife furent si efficaces auprès du roi d'Écosse, que, sur la défense du légat , il s'abstint de toute entreprise contre l'Angleterre , quoique l'armée des Anglais , sans aucun égard aux ordres du pape , ne laissât pas de continuer les hostilités. Le cardinal Julien de la Rovère, nommé alors légat en France, obtint la liberté du cardinal Balue, retenu en prison depuis plus de onze ans, et fit pendant longtemps des démarches inutiles auprès de l'archiduc Maximilien pour le déterminer à un accommodement avec Louis XI; l'archiduc, qui le regardait comme suspect, refusa même de le recevoir en qualité de légat et d'entrer avec lui en négociation ; mais la duchesse de Bourgogne, son épouse, étant morte sur ces entrefaites, il se vit contraint par les états des Pays-Bas de consentir à la paix. Elle fut conclue en 1482 par le traité d'Arras , qui stipulait entre autres conditions que le dauphin épouserait une fille de l'archiduc , qui lui donnerait en dot les comtés d'Artois et de Bourgogne et quelques autres seigneuries. Vers le même temps, les comtés du Maine et de Provence furent réunis à la couronne en vertu du testament de Charles d'Anjou, qui institua Louis XI son héritier universel ; et ce titre servit bientôt après de fondement aux prétentions de Charles VIII sur le royaume de Naples.

Louis XI avait été frappé , en 1480 , d'une attaque d'apoplexie qui le laissa plusieurs jours sans parole. Il eut encore , l'année suivante , une nouvelle attaque qui le réduisit à un état de langueur , et la crainte de la mort lui fit employer tous les moyens imaginables pour obtenir sa guérison et prolonger ses jours. Il ordonna

des processions et des prières publiques dans tout le royaume; il fit lui-même des pèlerinages à Saint-Claude et à Notre-Dame de Cléry, près d'Orléans; il redoubla ses libéralités envers les églises; il fit apporter à son château du Plessis-lès-Tours la sainte ampoule, qui n'était jamais sortie de Reims, enfin il fit venir de toutes parts une quantité de reliques, et s'en entoura pour ainsi dire comme d'un rempart contre la mort. Ayant entendu parler de la sainteté et des miracles de François de Paule, fondateur de l'ordre des minimes, il résolut de le faire venir en France, dans l'espoir d'obtenir la guérison par ses prières. D'abord il lui fit écrire pour l'y inviter et lui promettre de contribuer par tous les moyens à l'établissement de son ordre en France. Il le fit presser ensuite par le roi de Naples, et ces démarches n'ayant pas eu d'effet, il eut recours au pape Sixte IV, qui adressa deux brefs au saint ermite pour lui ordonner de se rendre aux vœux du roi de France. Cet ordre ne lui permit plus d'hésiter. Il partit avec quelques-uns de ses disciples, et le roi eut tant de joie de son arrivée, qu'il donna dix mille écus à celui qui lui en apporta la nouvelle. L'humble religieux fut reçu avec toutes les marques d'une profonde vénération. Le roi alla au-devant de lui avec toute sa cour, se prosterna à ses pieds, et le conjura de lui servir de protecteur auprès de Dieu. Il le fit loger dans l'enceinte du château, et chargea deux officiers de pourvoir à tous ses besoins. Il lui offrit bientôt après de riches présents, mais il ne put venir à bout de les lui faire accepter. Le saint allait souvent entretenir le roi des affaires de son salut, et quoique sans aucune instruction, il parlait avec une force, une noblesse et une onction touchante qui faisaient bien voir, dit Comines, que le Saint-Esprit parlait par sa bouche. Aussi parvint-il à faire envisager tranquillement la mort à un prince qui auparavant ne songeait qu'à prolonger sa vie. Cependant la plupart des courtisans le tournaient

en ridicule sur la singularité de son habit, sur son extérieur négligé, et, se moquant de sa simplicité, l'appelaient par dérision le bon homme; ce qui fit que pendant longtemps ce nom fut conservé aux minimes en divers endroits. Louis XI, s'affaiblissant de plus en plus, reçut les derniers sacremens avec une grande piété, et mourut le samedi 30 août 1483. Il eut pour successeur son fils Charles VIII, âgé seulement de quatorze ans, à qui il laissa par écrit des instructions où il lui conseillait surtout de ne pas l'imiter dans sa conduite envers les principaux seigneurs, dont il s'était attiré la haine en les dépouillant de leurs charges, ce qui l'avait obligé à entretenir toujours des troupes nombreuses, et par cela même à augmenter considérablement les impôts, de sorte qu'il les avait portés de dix-sept cent mille livres à près de cinq millions. Cette conduite de Louis XI a rendu son nom odieux; mais il n'est pas douteux qu'on ne l'ait beaucoup calomnié, et Philippe de Comines, qui ne le ménage pas sur ses défauts, notamment sur son caractère bizarre, soupçonneux et cruel, avoue cependant qu'il était le meilleur des princes de son siècle. Il avait une piété sincère, quoique portée quelquefois jusqu'à la superstition, un génie vif et étendu, une activité sans cesse en mouvement, une grande sévérité de mœurs, enfin une attention vigilante à faire rendre exactement la justice.

Au mois d'avril de la même année mourut Édouard IV, roi d'Angleterre. Il laissait deux fils, dont l'aîné lui succéda sous le nom d'Édouard V. Mais le duc de Glocester, leur oncle, vint à bout, par ses intrigues, de les faire déclarer illégitimes, après quoi il les fit massacrer l'un et l'autre, et se fit couronner sous le nom de Richard III. Vers ce même temps, la Bohême fut troublée par de nouvelles séditions des hussites. Ils se soulevèrent à Prague contre les catholiques, en tuèrent un grand nombre, chassèrent tous les religieux, et ruinèrent les monastères. L'année précédente un autre crime avait affligé l'Église

dans les Pays-Bas. L'évêque de Liège avait été assassiné par Guillaume de la Mark, surnommé le sanglier des Ardennes, qui voulut disposer de ce riche évêché en faveur de son fils. Mais ce meurtrier, excommunié par Sixte IV, fut arrêté bientôt après et mis à mort par le comte de Horn, frère de l'évêque élu par le chapitre.

C'est à peu près depuis cette époque que l'on commence à connaître avec quelques détails l'histoire des ducs de Russie, dont la puissance prit alors un accroissement considérable par la valeur et les conquêtes d'Ivan III, qui mérita le surnom de Grand. Il secoua le joug des Tartares, auxquels ses prédécesseurs avaient été contraints de se soumettre et de payer tribut; ensuite il étendit ses états vers le Nord, et réduisit sous ses lois les villes fameuses de Novogorod et de Moscow, et un grand nombre d'autres places conquises dans la Russie Blanche par le roi de Pologne et par le duc de Lithuanie. Quelques auteurs ont écrit que l'archevêque de Novogorod avait contribué à soumettre cette ville au duc de Russie par haine contre l'Église romaine, et bientôt après le schisme des Grecs s'introduisit dans quelques autres villes où le roi de Pologne avait fait recevoir le concile de Florence. Vasili III, successeur d'Ivan, fut le premier qui prit le titre de czar de Russie et de Moscovie. Casimir, fils du roi de Pologne et duc de Lithuanie, donnait alors, au milieu de la cour et dans un âge encore tendre, l'exemple des plus éminentes vertus. Il mourut le 4 mars 1484, à l'âge de vingt-trois ans, consumé de langueur et martyr de sa chasteté angélique; car les médecins lui répondant de sa guérison s'il voulait prendre une femme, il aima mieux mourir que de manquer au vœu qu'il avait fait de conserver sa virginité. Son tombeau devint bientôt célèbre par une multitude de miracles qui le firent mettre, en 1521, au nombre des saints (1).

La bulle publiée par Sixte IV pour autoriser par des

(1) Comines. — Polyd. Virg. — Krantz. — Cronier.

indulgences la fête et l'office de l'immaculée conception de la sainte Vierge, bien loin de faire cesser les disputes élevées depuis longtemps à ce sujet, semblait, au contraire, les avoir augmentées. Un certain nombre de religieux, la plupart dominicains, ne craignaient pas de scandaliser les fidèles en prêchant qu'on ne pouvait, sans se rendre coupable, assister à cet office ni croire ou soutenir que la sainte Vierge avait été exempte du péché originel. Le pape, pour réprimer cette audacieuse témérité, publia une bulle en date du 4 septembre 1483, par laquelle il condamnait ceux qui oseraient prêcher qu'on tombe dans l'hérésie ou qu'on se rend coupable de péché mortel en croyant que la sainte Vierge a été conçue sans la tache du péché originel, ou qui prétendraient qu'on pèche en célébrant l'office de l'immaculée conception ou en assistant aux sermons ayant pour objet cette pieuse croyance. La bulle déclare ces propositions fausses, erronées, entièrement contraires à la vérité, condamne les livres où elles se trouvent enseignées, et prononce contre tous ceux qui, dans leurs sermons ou de toute autre manière, oseront prétendre qu'elles sont vraies, ou seulement lire ou garder ces livres, une excommunication encourue par le seul fait, et dont ils ne pourront être absous que par le saint-siège, excepté à l'article de la mort. Enfin elle prononce la même censure contre quiconque oserait soutenir qu'on est coupable d'hérésie ou de péché mortel en ne croyant pas que la sainte Vierge a été exempte du péché originel, attendu que l'Église n'a rien décidé à ce sujet. Les dispositions de cette bulle ont été depuis renouvelées et confirmées par le concile de Trente.

Une autre dispute s'était élevée entre les cordeliers et les dominicains au sujet des stigmates de sainte Catherine de Sienne. Les premiers prétendaient que ce privilège n'avait été accordé qu'à saint François. Les seconds s'appuyaient sur le témoignage de la sainte rapporté par son confesseur, et sur une hymne de son office composé

ou approuvé par Pie II. Ils avouaient cependant que ces stigmates n'avaient point paru extérieurement. Le pape Sixte IV, qui avait été cordelier, se laissa tellement prévenir en faveur de cet ordre, qu'il défendit, sous peine des censures ecclésiastiques, de peindre les images de la sainte avec les stigmates. Mais il adoucit bientôt après son décret et en ôta les censures. La dispute s'étant renouvelée à la fin du seizième siècle, le pape Clément VIII, après un mur examen, imposa silence aux deux partis. Enfin Urbain VIII, dans une nouvelle leçon composée pour l'office de la sainte, autorisa expressément le sentiment des dominicains. Il y eut aussi des contestations entre les chanoines réguliers de Saint-Augustin et les ermites ou religieux du même nom, touchant l'habit et la forme de l'institut qu'on supposait avoir été fondé par cet illustre docteur. La dispute devint si vive, qu'ils s'emportèrent en invectives et en injures les uns contre les autres dans leurs prédications et dans les ouvrages qu'ils publièrent à ce sujet. Le pape Sixte IV publia en 1484 une bulle pour leur imposer silence; mais sa mort, arrivée bientôt après, rendit cet ordre sans effet, et les disputes recommencèrent avec plus de chaleur qu'auparavant.

Sixte IV mourut le 13 août 1484, à l'âge de soixante et onze ans. Les nombreux travaux qu'il fit exécuter pour l'embellissement de la ville de Rome ont illustré son pontificat, et le magnifique pont du Tibre se nomme encore pont de Sixte. Il a laissé, outre un grand nombre de bulles savantes, des traités sur la puissance de Dieu, sur la conception de la sainte Vierge, sur les futurs contingens, sur les indulgences, et enfin sur le sang de Jésus-Christ, c'est-à-dire sur la question agitée entre les franciscains et les dominicains, si le sang répandu par Jésus-Christ dans sa passion avait été séparé de la divinité, et s'il en restait, depuis l'ascension, quelque portion sur la terre. La bibliothèque du Vatican fut enrichie par Sixte IV d'une multitude d'ouvrages imprimés ou manus-

crits. Il en confia le soin à Platine, et le chargea d'écrire les vies des papes, et de faire un recueil des pièces importantes pour l'histoire de l'Eglise. Cet auteur, dont on a plusieurs autres écrits sur divers sujets de morale, mourut en 1481. Nous ne devons pas oublier, parmi les écrivains de la même époque, Jacques Amanati, cardinal de Pavie, mort en 1479, qui a laissé un grand nombre de lettres et des mémoires sur les affaires de son temps, et Georges de Trébizonde, mort en 1486, auteur de plusieurs ouvrages contre les erreurs des Grecs.

LIVRE TRENTE-NEUVIÈME.

DEPUIS LA MORT DE SIXTE IV JUSQU'AU COMMENCEMENT DU
LUTHÉRANISME.

DE 1484 A 1517.

Le gouvernement de Sixte IV avait fait naître à Rome un mécontentement presque général, et dès le lendemain de sa mort de nombreux attroupemens se portèrent au palais de son neveu Jérôme Riario, où tout fut brisé ou mis au pillage. Ces troubles furent excités principalement par la faction des Colonne, qui en profitèrent pour se rendre maîtres de plusieurs places et rentrer dans la ville, où ils furent reçus au milieu des acclamations. Cependant les cardinaux vinrent à bout d'apaiser par des promesses l'effervescence populaire, et de ménager une trêve entre les partis, après quoi, ayant retiré des mains de Jérôme Riario le château de Saint-Ange et quelques autres forteresses, ils entrèrent en conclave le 26 août 1484, et élurent au bout de trois jours le cardinal Cibo, qui prit le nom d'Innocent VIII. Il était d'une noble famille génoise, originaire de la Grèce, et avait été marié avant de recevoir les ordres. Sa jeunesse avait été d'ailleurs si peu réglée, qu'il avait eu jusqu'à sept enfans de différentes femmes; ce qui fit accueillir son élection avec une sorte de défaveur qui fut encore augmentée par les soupçons répandus au sujet des intrigues pratiquées dans le conclave; car le bruit courut qu'on avait acheté, par des promesses simoniaques, les voix de plusieurs cardinaux. Toutefois les historiens du temps ont fait l'éloge de son gouvernement, surtout de sa douceur et de sa charité envers les pauvres. Mais il ne laissa pas d'être

accusé d'avarice, et on lui reproche d'avoir cédé trop souvent à l'ambition d'enrichir ses enfans. Le nouveau pape, aussitôt après son élection, confirma un règlement que les cardinaux avaient fait dans le conclave, et qui imposait à l'administration pontificale des lois à peu près semblables à celles qu'on a déjà vues précédemment. Il prononça, au commencement de l'année suivante, la canonisation de Léopold, marquis d'Autriche, mort en 1136. Il écrivit à l'évêque de Passaw pour faire réprimer quelques fanatiques qui prêchaient les erreurs des hussites en Bohême, et comme l'épreuve du fer chaud était encore en usage dans les états d'Autriche, il exhorta l'archiduc à défendre cet abus et à réprimer les maléfices et autres superstitions de la magie. Il confirma quelque temps après, sur la demande d'Isabelle, reine de Castille, l'institut des religieuses de la Conception, établi à Tolède par Béatrix de Sylva, d'une noble famille de Portugal, et leur donna l'habit et la règle de Citeaux, avec la permission de garder leur nom de la Conception. Mais après la mort de leur fondatrice, les religieuses embrasèrent la règle de sainte Claire, et le pape Jules II, au commencement du seizième siècle, les mit sous la direction des franciscains.

Un des premiers soins d'Innocent VIII fut de travailler à établir la paix entre les princes chrétiens, et de les exhorter, par ses lettres et ses ambassades, à réunir leurs forces contre les Turcs. Il s'occupa surtout de réconcilier les princes et les républiques d'Italie, termina la guerre du saint-siège avec les Vénitiens, et leva les censures portées contre eux. Il chargea le duc de Milan de négocier la paix entre les Génois et les Florentins, et comme ceux-ci alléguaient l'épuisement de leurs finances pour se dispenser de la contribution que le pape leur avait imposée, il leur représenta qu'il s'agissait non-seulement de l'intérêt de la religion, mais du salut de toute l'Italie, menacée par les Turcs, et que c'était pour

tous un devoir de contribuer à la défense commune. Plusieurs villes s'empressèrent de fournir des sommes plus ou moins considérables ; mais l'insouciante inertie de l'empereur Frédéric et la guerre qui existait entre lui et le roi de Hongrie rendirent ce zèle et ces soins infructueux. Le pape se vit lui-même obligé bientôt de déclarer la guerre à Ferdinand, roi de Naples, qui refusait de payer le tribut au saint-siège , et exerçait une odieuse tyrannie envers les seigneurs et le clergé de son royaume. Ce prince, appuyé par le duc de Milan et par les Florentins , fit des courses avec son armée jusqu'aux portes de Rome, où il s'efforça d'exciter un soulèvement contre le pape. Mais, craignant de se voir dépouillé par le duc de Lorraine , à qui le pape avait offert le royaume de Naples , il fit un traité de paix à des conditions fort humiliantes , et promit de payer un tribut de quatre-vingt mille écus d'or, au lieu de la haquenée blanche dont le pape Sixte IV s'était contenté. Cependant il ne tarda pas à violer ses promesses, et le pape, après plusieurs avertissemens toujours méprisés , prononça enfin contre lui une sentence d'excommunication et le déclara déchu du royaume. Cette mesure , jointe à la publication d'une croisade contre lui, le détermina deux ans plus tard à se soumettre au saint-siège (1).

Le roi de France ayant assemblé à Tours les états généraux en 1484, un docteur de l'université de Paris fit un long discours pour se plaindre de prétendus abus contraires à la pragmatique sanction, et le tiers état demanda qu'on prît des mesures pour empêcher de sortir du royaume l'argent qui provenait des décimes imposées par les légats sur le clergé. Mais ces plaintes furent sans effet. La même année le cardinal Jean Balue, envoyé en France par Sixte IV, ayant voulu exercer les fonctions de légat sans avoir présenté ses lettres au parlement, le

(1) Onuphr. *Vit. Innoc.* — Ciacon. — Vialard. — Rainald.

roi lui défendit de prendre les marques de sa légation, et le parlement, sur le réquisitoire du procureur général, lui fit défense d'user de ses pouvoirs. Néanmoins le conseil du roi, après l'accomplissement des formalités d'usage, lui permit d'exercer ses fonctions. Le pape écrivit l'année suivante au roi Charles VIII pour se plaindre que dans la Provence, nouvellement unie à la France, les magistrats, sous prétexte de l'autorité royale, entreprenaient sur les droits du clergé et violaient les immunités ecclésiastiques.

La faculté de théologie de Paris donna vers le même temps une preuve de son zèle constant pour la conservation de la saine doctrine. Un licencié en théologie, nommé Lallier, avait avancé dans ses thèses et même prêché publiquement plusieurs propositions scandaleuses qui contenaient la substance du wicléfisme. Elles attaquaient principalement l'autorité de l'Église et des évêques, la primauté du saint siège, la loi du jeûne, celle du célibat ecclésiastique, les donations faites au clergé, le culte des saints, la confession et les indulgences. La faculté, par un acte de l'an 1486, condamna ces propositions, et décida que Lallier ne serait point admis au doctorat. Il porta plainte au parlement, qui renvoya l'affaire à l'évêque de Paris, pour être instruite et jugée conjointement avec l'inquisiteur et quatre docteurs de la faculté. Lallier, après avoir remis à l'official quelques explications qui furent encore censurées, consentit enfin à une rétractation publique de ses propositions dans la cathédrale de Paris, après quoi il reçut de l'évêque l'absolution des censures, et fut rétabli dans ses fonctions et dans tous ses droits. Mais la faculté n'en persista pas moins dans son refus de l'admettre au doctorat, et comme l'évêque prétendait l'y contraindre, elle interjeta appel à qui de droit. Le pape Innocent, instruit de ces différends, écrivit à la faculté pour louer son zèle et approuver sa décision, cassa le jugement rendu par l'évêque en faveur de Lallier, et

chargea l'inquisiteur d'arrêter celui-ci pour lui faire son procès, conjointement avec l'archevêque de Sens et l'évêque de Meaux. La faculté de théologie condamna la même année quelques autres propositions aussi extravagantes que téméraires, prêchées à Besançon par un religieux cordelier, nommé Jean Marchand, qui prétendait que saint François était élevé dans le ciel au-dessus de tous les anges, à la place laissée vacante par Lucifer, et que tous les ans, le jour de sa fête, il descendait en purgatoire et en retirait tous ceux qui avaient porté l'habit de son ordre. Les autres propositions, la plupart relatives aux stigmates du saint, contenaient des exagérations et des circonstances fabuleuses, ayant pour objet d'établir de prétendues conformités entre lui et Jésus-Christ. Ainsi le prédicateur n'avait pas craint d'avancer que saint François était semblable à Jésus-Christ en quarante manières, et qu'il était un second Christ et un second fils de Dieu. Ce n'était pas du reste le premier exemple de ces ridicules et scandaleuses exagérations parmi les franciscains, et on les retrouve en partie dans un livre publié, vers la fin du siècle précédent, par un cordelier nommé Albizzi sous le titre Des conformités de saint François avec Jésus-Christ.

Un concile tenu à Lambeth par l'archevêque de Cantorbéry condamna aussi, la même année 1486, quelques erreurs du wicléfisme, reproduites en Angleterre par Renaud Peacock, évêque de Chester. On ordonna de brûler les écrits de ce prélat, et lui-même fut déposé et enfermé dans un monastère. Il eut pour disciple un carme nommé Jean Milverton, professeur dans l'université d'Oxford, et qui, après avoir été excommunié par l'évêque de Londres, s'enfuit à Rome, où le pape, sans avoir égard à ses frivoles défenses, le fit mettre en prison et l'y retint pendant trois ans. L'archevêque de Cantorbéry, qui présida au concile de Lambeth, était Thomas Burscher, également distingué par sa naissance et par

son mérite. Il occupa ce siège environ trente-cinq ans, et fut nommé cardinal en 1467 par Paul II, en récompense du zèle qu'il témoignait contre les sectateurs de Wiclef. Il mourut en 1489, après cinquante et un ans d'épiscopat ; car il avait occupé déjà pendant plus de quinze ans d'autres sièges avant d'être appelé à celui de Cantorbéry. L'Angleterre venait d'éprouver une nouvelle révolution. Le comte de Richemond, issu de la maison de Lancastre par les femmes, ayant remporté, en 1485, une victoire complète sur le roi Richard III, qui perdit la vie dans le combat, s'était fait couronner aussitôt sous le nom de Henri VII, et avait épousé la fille aînée d'Édouard IV, pour réunir par ce mariage les deux maisons d'York et de Lancastre. C'est ainsi que la dynastie des Tudors remplaça celle des Plantagenets, qui avait occupé le trône d'Angleterre pendant plus de trois siècles. Le pape, informé de cette révolution, confirma par son autorité apostolique les droits du nouveau roi, avec injonction aux Anglais de le reconnaître et de lui obéir, et quelque temps après, comme ce prince lui avait envoyé un ambassadeur avec des lettres qui contenaient des plaintes sur les inconvéniens et les abus du droit d'asile dans les églises, il lui fit expédier une bulle portant que le roi pourrait faire garder à vue les criminels de lèse-majesté réfugiés dans les asiles, que quiconque en serait sorti pour commettre de nouveaux crimes ne pourrait plus y trouver protection, et qu'enfin les débiteurs n'y seraient point à l'abri des poursuites de leurs créanciers.

Vers le même temps, Jean Pic, prince de la Mirandole, s'acquît une réputation extraordinaire par des thèses qu'il soutint, à l'âge de vingt-trois ans, sur toutes les sciences. Elles comprenaient neuf cents propositions, la plupart extraites des auteurs grecs, latins, hébreux ou chaldéens, sur la théologie, sur les mathématiques, sur la physique, la magie, la cabale, et sur d'autres matières. Il les soutint publiquement, à Rome, avec une érudition

prodigieuse, et bientôt elles furent répandues partout. Mais la renommée qu'il obtint lui fit des envieux, qui entreprirent de censurer ses thèses, et en taxèrent même quelques-unes d'hérésie. D'autres l'accusèrent de magie, ne pouvant comprendre qu'un jeune homme de cet âge fût si savant. Enfin on en signala quelques-unes au pape, qui les fit examiner, et il s'en trouva treize qu'on jugea dignes de censure. Jean Pic essaya de les défendre par une apologie où il prétendait montrer que les unes étaient conformes à la doctrine de plusieurs théologiens célèbres, et que l'on détournait les autres de leur véritable sens. Mais il faut avouer qu'elles présentaient, soit dans le fond, soit dans la forme, des subtilités répréhensibles et qui naturellement devaient se prêter à des interprétations condamnables. C'est pourquoi le pape en défendit la lecture sous peine d'excommunication, et le fit citer à comparaître pour se justifier. Comme il s'était soumis sans réserve au jugement du saint-siège, le pape Alexandre VI lui donna, quelques années plus tard, un bref d'absolution qui le déclarait orthodoxe et le déchargeait des accusations portées contre lui. Jean Pic mourut peu de temps après, vers la fin de l'an 1494. Il consacra ses dernières années à la composition de divers ouvrages parmi lesquels on remarque une explication du commencement de la Genèse, un traité sur l'oraison dominicale, douze livres contre l'astrologie judiciaire, et quelques autres écrits sur des sujets religieux ou sur des questions de philosophie. Il n'était pas moins distingué par sa piété que par sa science, et après avoir renoncé à sa principauté et distribué une partie de ses biens aux pauvres, il avait résolu, s'il n'eût été prévenu par la mort, d'embrasser l'institut des dominicains, pour qui il avait toujours eu beaucoup d'affection (1).

Le tribunal de l'inquisition, établi depuis quelques an-

(1) D'Argentr. *Collect. Judic.* — Polyd. Virg. *Hist. Angl.*

nées en Espagne sous la forme nouvelle que l'on a vue précédemment, s'était rendu tellement redoutable par la sévérité de ses procédures insolites, qu'il excitait des alarmes et des plaintes générales. Une foule de personnes étaient arrêtées journellement sur les moindres soupçons; on voyait à tout moment brûler des Juifs et des Maures convertis, sous prétexte qu'ils avaient pratiqué quelques-unes de leurs anciennes superstitions; et ceux qui avaient le bonheur d'échapper au supplice après avoir enduré les tortures et payé d'énormes amendes, ne manquaient pas de dire que tout leur crime était d'avoir eu des ennemis intéressés à leur perte. Les états d'Aragon, appuyant les plaintes publiques, demandèrent au roi Ferdinand de faire régler ce tribunal sur le modèle des autres tribunaux ecclésiastiques ou séculiers; mais les inquisiteurs s'opposèrent à cette réforme, et l'indignation vint à tel point qu'il en coûta la vie à l'un d'entre eux, nommé Pierre d'Arbués. Une troupe de scélérats se jetèrent sur lui dans l'église de Saragosse, comme il priaient devant l'autel, selon sa coutume, et l'ayant percé de plusieurs coups de poignard, le laissèrent pour mort sur la place. Il vécut encore deux jours sans proférer la moindre plainte contre ses assassins. La sainteté de sa vie et quelques miracles opérés à son tombeau le firent canoniser dans le siècle suivant par le pape Paul III.

Le roi Ferdinand voulut profiter des divisions qui régnaient parmi les Maures pour les chasser d'Espagne, et vint à bout d'exécuter cette glorieuse entreprise. Albohacem, roi de Grenade, ayant manifesté le projet de déshériter son fils Boabdil pour laisser le trône aux enfans qu'il avait eus d'une autre femme, le jeune prince fut proclamé roi par ses partisans, et se disposa à soutenir la guerre contre son père. Mais comme les troupes de Castille et d'Aragon vinrent, sur ces entrefaites, attaquer le royaume de Grenade, Boabdil leur livra bataille, fut fait prisonnier, et pour racheter sa liberté, il promit de

se reconnaître vassal du roi Ferdinand et de lui payer tribut. Cependant son oncle Zagal, sous prétexte de défendre Albohacem, était parvenu à se rendre maître de Grenade, et n'avait pas tardé à faire périr le vieux roi pour monter lui-même sur le trône. Boabdil, trop faible pour chasser l'usurpateur, implora le secours de Ferdinand, qui s'empressa de lui donner des troupes et de profiter des circonstances pour s'emparer d'un grand nombre de places. Le pape, informé des succès de ce prince, l'exhorta à poursuivre son entreprise, et lui permit de lever à cet effet des décimes sur le clergé, et d'exiger des états du royaume de nouveaux subsides, nonobstant le serment qu'il avait fait de ne pas augmenter les impôts. Ensuite, comme le grand maître de Calatrava était mort en 1488, le roi Ferdinand, pour jouir des revenus considérables de cette maîtrise, sous prétexte de la guerre contre les Maures, en demanda au pape l'administration pendant sa vie; ce qui lui fut accordé, et quelque temps après, comme ce prince et la reine Isabelle lui représentèrent les dépenses qu'ils avaient été obligés de faire pour cette guerre et les troubles occasionnés souvent par l'ambition des grands pour parvenir à la dignité de grand maître, dont les revenus pour chaque ordre militaire montaient à plus de cent mille ducats, le pape, ayant égard à ces représentations, réunit pour toujours à la couronne les grandes maîtrises de Calatrava, de Saint-Jacques et d'Alcantara. Cette réunion fut confirmée quelques années plus tard par Alexandre VI, quand les deux dernières devenues vacantes permirent de l'effectuer.

Le roi Ferdinand poursuivait toujours ses conquêtes. Après avoir soumis une foule de places moins importantes, il assiégea et prit, en 1487, la ville de Malaga, ce qui le rendit en peu de temps maître de toute la partie occidentale du royaume de Grenade. Il fit présent au pape de cent Maures captifs, qui entrèrent à Rome avec leurs chaînes et furent distribués aux cardinaux et aux

principaux seigneurs. Comme il y avait dans Malaga beaucoup de renégats qui s'y étaient réfugiés pour se mettre à couvert des poursuites de l'inquisition, le pape nomma deux cardinaux pour leur faire leur procès, et il y en eut un grand nombre de brûlés en différens endroits. L'année suivante, le roi Ferdinand entreprit de réduire, à l'orient de Grenade, les villes qui obéissaient encore à l'oncle du jeune roi. Il attaqua d'abord et emporta, après un long siège, la ville de Baça, qui passait pour la plus forte place du royaume de Grenade. Cette conquête déterminait la soumission du prince musulman, qui offrit à Ferdinand de lui remettre Alméria, Guadix et les autres villes qu'il possédait encore, moyennant qu'on lui assurât un établissement convenable à son rang. On accepta ces conditions, qu'il remplit de bonne foi, et peu de temps après, ayant demandé et obtenu la permission de se retirer en Afrique avec ses trésors et avec tous les Maures qui voudraient le suivre, il quitta l'Espagne avec trois ou quatre mille Maures des plus riches et des plus puissants.

Le jeune roi Boabdil, de son côté, après s'être rendu maître de Grenade, avait promis de remettre cette ville à Ferdinand, trente jours après que celui-ci aurait réduit Alméria et les autres villes qui tenaient pour l'usurpateur. Mais, craignant le soulèvement de ses sujets s'il livrait sa capitale, il ne se mit pas en devoir d'accomplir sa promesse. Le roi Ferdinand lui envoya une ambassade pour demander la remise de cette place, moyennant une pension considérable, jointe aux revenus de plusieurs autres villes, et n'ayant obtenu qu'une réponse dilatoire, il résolut d'emporter cette capitale de force. Boabdil n'attendit pas qu'on le vint attaquer. Il commença la guerre le premier, et enleva quelques-unes des places conquises par les Espagnols. Mais Ferdinand parvint bientôt à les reprendre, après quoi il fit ses préparatifs pour venir assiéger Grenade. Il réunit à cet effet une

armée d'environ cinquante mille hommes, dont dix mille de cavalerie, et vint, en 1491, mettre le siège devant cette ville. L'armée était commandée par d'habiles généraux, parmi lesquels se trouvait le fameux Gonzalve de Cordoue, qu'on nommait le Grand Capitaine, et qui s'était rendu célèbre par ses exploits dans les expéditions précédentes contre les Maures et dans les guerres contre les Portugais. Mais le roi, sûr de réduire bientôt la place par la famine, après avoir fait le dégât dans les environs, ne jugea pas à propos de hasarder une bataille, et pour se mettre à couvert des sorties et faire comprendre aux habitans qu'il était bien résolu à ne point quitter le siège, il fit construire pour le campement de ses troupes des cabanes couvertes en tuile, et disposées en forme de ville, avec une enceinte de murailles et de fossés. Son espérance ne fut pas trompée. Les Maures, après plus de huit mois de siège, se voyant sans vivres et sans aucune espérance de secours, furent réduits à capituler. Les Maures promirent de livrer dans quarante jours la ville de Grenade avec toutes ses forteresses, et de ne reconnaître désormais d'autres souverains que la reine de Castille et ses successeurs; car la reine Isabelle avait fait prendre à Ferdinand l'engagement de réunir à cette couronne le royaume de Grenade. Le roi et la reine, de leur côté, promirent pour eux et pour leurs successeurs de traiter comme leurs autres sujets tous les Maures qui voudraient rester en Espagne, de les maintenir dans la possession de leurs biens et de tous leurs droits, de les protéger contre toute oppression, et de ne pas souffrir qu'on agit contre eux autrement que selon les formes de la justice ordinaire; et quant à ceux qui ne voudraient pas demeurer, il fut convenu qu'ils pourraient disposer de leurs effets, et qu'on leur fournirait des vaisseaux pour passer en Afrique. Enfin on accorda au roi Boabdil une pension considérable pour l'entretien de sa famille. Moyennant ces conditions, la ville

fut rendue le 2 janvier 1492, et le cardinal de Mendoza, envoyé avec les principaux officiers et les meilleures troupes pour en prendre possession, ayant fait occuper tous les postes, fit arborer sur les tours et les remparts, avec de grandes acclamations et de nombreuses décharges d'artillerie, la croix et les étendards de Castille, après quoi le roi et la reine s'avancèrent en grande pompe pour y faire leur entrée, et le prince musulman vint au devant d'eux pour leur présenter les clefs. La ville de Grenade était également remarquable par son étendue et par sa magnificence. Elle avait plus de quatre lieues de circuit; on y comptait environ soixante mille maisons, outre un grand nombre d'édifices publics, et les habitants étaient si riches qu'ils payaient à leur roi plus d'un million de ducats. Par cette conquête la domination des Maures fut entièrement détruite en Espagne, où elle avait duré près de huit cents ans. Le roi Boabdil se retira dans les lieux qui lui étaient assignés pour sa résidence; mais la plupart de ses officiers le quittèrent pour passer en Afrique. Il se détermina bientôt à prendre le même parti pour n'être pas forcé à changer de religion; car le roi Ferdinand ne tarda pas à ordonner que tous les Maures qui ne voudraient pas embrasser le christianisme eussent à sortir d'Espagne. Un grand nombre prirent le parti de passer en Afrique, d'autres consentirent à recevoir le baptême, et ne laissèrent pas de pratiquer en secret leurs anciennes superstitions. Le service signalé que Ferdinand et Isabelle venaient de rendre à la religion par l'extinction de la secte mahométane en Espagne leur acquit le titre de rois catholiques, qui leur fut donné peu de temps après pour eux et pour leurs successeurs, par le pape Alexandre VI (1).

Maximilien, fils de l'empereur Frédéric, était parvenu à se faire élire roi des Romains en 1486, pour succéder

(1) Mariana. — Surita. — Nebriss. — Rainald.

à son père, et le pape Innocent VIII, malgré l'opposition du roi de Bohême, qui n'avait pas été convoqué à la diète, ne laissa pas de confirmer cette élection. La cérémonie de son couronnement ayant été faite selon l'usage à Aix-la-Chapelle, Maximilien revint aussitôt en Flandre, et déclara la guerre à la France. Il comptait profiter des troubles occasionnés dans ce royaume par la révolte des ducs d'Orléans et de Bretagne; mais, après une victoire remportée par les troupes du roi Charles VIII, le duc d'Orléans demeura prisonnier, et le duc de Bretagne fut obligé de se soumettre aux conditions qu'on voulut lui imposer. Une révolte éclata vers le même temps dans les Pays-Bas, et Maximilien, fait prisonnier par les habitans de Bruges, n'obtint son élargissement qu'à la condition de licencier ses troupes, de renvoyer les soldats étrangers, et de travailler par tous les moyens à conclure la paix avec la France. Comme le pape, à la sollicitation de l'empereur, avait publié un monitoire pour ordonner aux habitans de Bruges de relâcher Maximilien sous peine d'excommunication, le roi Charles VIII en fit des plaintes à Rome, sous prétexte que l'affaire ne regardait que lui comme suzerain des Flamands, et fit déclarer le monitoire subreptice par le parlement. Cependant le pape vint à bout, par sa médiation, de faire conclure un accommodement entre ce prince et le roi des Romains. Mais il ne fut pas de longue durée. Le roi Charles VIII forma le projet d'épouser la duchesse Anne de Bretagne, dont le père mourut sur ces entrefaites; et quoique cette princesse fût déjà engagée avec le roi des Romains, qui l'avait épousée par procureur, néanmoins, après quelques difficultés et bien des négociations, elle donna son consentement aux propositions du roi de France, et le mariage fut célébré à la fin de l'an 1491. Maximilien, outré d'un tel affront, envoya des ambassadeurs avec des plaintes à toutes les cours pour solliciter les princes à s'unir avec lui contre la France. Mais il ne put déterminer que

le roi d'Angleterre. Deux cordeliers, dont l'un était Olivier Maillard, fameux prédicateur de l'époque, confesseur de Charles VIII, et l'autre le confesseur de la duchesse de Bourbon, ayant été, dit-on, gagnés par Ferdinand, roi d'Aragon, étaient venus à bout de persuader à la duchesse et au roi son frère, qu'ils étaient rigoureusement obligés de rendre les comtés de Cerdagne et de Roussillon, quoique Ferdinand ne les eût pas rachetés au terme convenu; et la restitution qu'on en fit vers ce temps servit à maintenir la paix entre ce prince et la France. Le roi d'Angleterre, qui avait déjà commencé les hostilités et formé le siège de Boulogne, voyant qu'il ne pouvait rien espérer de l'Espagne, s'empressa d'accepter les propositions de paix qui lui furent faites par Charles VIII, après quoi Maximilien, hors d'état de soutenir la guerre, ne songea plus qu'à faire son accommodement. L'empereur Frédéric était trop avare et trop indolent pour le secourir efficacement. Il s'était à peine occupé de défendre ses propres états envahis par Mathias, roi de Hongrie, et ce roi s'était emparé de Vienne et d'une grande partie de l'Autriche, lorsqu'il mourut subitement en 1490. Son successeur fut Ladislas, roi de Bohême, qui fut élu roi de Hongrie par l'influence de la reine Béatrix, veuve de Mathias. Il eut d'abord à se défendre contre plusieurs prétendants, parmi lesquels se trouvaient son frère Albert et Maximilien, roi des Romains. Mais après quelques défaites ils furent obligés de consentir à la paix. L'empereur Frédéric mourut lui-même en 1493 après un règne de cinquante-trois ans, et eut pour successeur son fils Maximilien.

Pendant ces démêlés entre les princes chrétiens, le pape Innocent ne cessait d'employer tous ses soins au rétablissement de la paix, et de poursuivre avec zèle son projet de croisade contre les Turcs. Comme leurs incursions et celles des Tartares s'étendaient jusque dans la Russie et la Lithuanie, il fit publier une bulle en 1487,

dans l'Allemagne, dans la Prusse et la Livonie, pour engager les peuples par des indulgences à porter du secours au roi de Pologne, avec excommunication contre tous ceux qui entreprendraient de l'attaquer tant qu'il serait occupé à cette guerre. Deux ans plus tard, Albert, fils du roi Casimir, attaqua l'armée des Tartares dans la Podolie, et remporta une victoire si complète, que presque toute la cavalerie, qui faisait leur principale force, fut taillée en pièces. Bajazet tenta vers le même temps de s'emparer de la Sicile, mais ses troupes furent repoussées. Il ne fut pas plus heureux dans une entreprise contre la Syrie, possédée alors par le sultan d'Égypte, qui, à la persuasion du pape et du grand maître de Rhodes, était entré dans la ligue des chrétiens. Le roi de Hongrie jugeant l'occasion favorable pour attaquer Bajazet, crut qu'il pourrait faire servir à ses desseins le nom et les droits de Zizim, frère du sultan, toujours gardé en France par les chevaliers de Rhodes, et s'adressa au grand maître Pierre d'Aubusson pour demander qu'on lui remît ce prisonnier. Le roi de Naples et le sultan d'Égypte faisaient aussi dans le même but tous leurs efforts pour avoir ce prince en leur disposition. Mais le grand maître crut devoir déférer plutôt à la demande du pape, qui, de son côté, désirait l'avoir entre ses mains; et le roi de France, accédant à ce vœu, laissa conduire Zizim à Rome en 1489, sous la condition qu'il y serait toujours sous la garde des chevaliers, et qu'on ne pourrait en disposer sans son consentement. Bajazet, sachant son frère à Rome, tenta d'abord de le faire empoisonner par le moyen d'un émissaire, qui, étant mis à la question pour d'autres crimes, avoua l'engagement qu'il avait pris d'empoisonner le pape aussi bien que Zizim, et fut écartelé. Ensuite le sultan prit le parti de négocier avec le pape, et lui fit offrir cent vingt mille écus d'or, à condition qu'il s'engagerait à retenir ce prince en prison pendant trois ans. D'un autre côté, le sultan d'Égypte en-

voya au pape le gardien des cordeliers de Jérusalem, pour lui demander Zizim, et promettre, à cette condition, outre une somme de quatre cent mille ducats, de lui remettre la ville de Jérusalem, avec exemption de tout tribut pour les chrétiens qui feraient le voyage de la Terre sainte, et enfin de lui abandonner toutes les conquêtes que l'on ferait sur les Turcs. Mais le pape, soit qu'il eût accepté les propositions de Bajazet, soit qu'il n'eût pas confiance aux promesses exagérées du soudan d'Égypte, ne jugea pas à propos de lui remettre Zizim, ce qui donna lieu de croire qu'il n'avait voulu avoir ce prince que dans l'espoir d'obtenir de l'argent. Cependant il ne cessait d'exhorter les princes et les peuples à la guerre contre les Turcs, et de faire lever pour cet objet des décimes sur le clergé. Il convoqua en 1490 un congrès à Rome, où se trouvèrent un grand nombre d'ambassadeurs, et l'on y résolut que le pape ferait prêcher partout la croisade, avec les indulgences ordinaires; qu'il aurait une entière liberté de lever partout les annates, les décimes et autres contributions d'usage, et que les princes, de leur côté, fourniraient, chacun selon son pouvoir, des troupes et de l'argent; après quoi il envoya des légats dans les divers royaumes pour faire exécuter cette résolution. Mais il en fut de ces grands projets comme des précédents, et Bajazet ravagea sans obstacle une grande partie de la Hongrie.

Le pape, pour récompenser les services de Pierre d'Aubusson, grand maître de Rhodes, l'avait fait, en 1489, cardinal et légat du saint siège en Asie, avec le droit de nommer à tous les bénéfices de l'ordre, et de disposer de toutes les commanderies, qui furent expressément exemptées de toutes réserves, comme aussi de disposer des bénéfices et des revenus des ordres militaires du Saint-Sépulcre et de Saint-Lazare. Il nomma la même année, malgré le règlement fait dans le conclave et confirmé par lui, sept autres cardinaux, parmi lesquels on re-

marque Jean de Médicis , qui n'avait que quatorze ans , et qui devint pape sous le nom de Léon X. Innocent VIII confirma , l'année suivante , avec concession de grandes indulgences , la confrérie de la Miséricorde , établie depuis peu à Rome , pour assister les criminels condamnés à mort et prendre soin de leurs funérailles. Enfin , par une bulle du 23 février 1491 , il prononça une excommunication réservée au saint-siège contre ceux qui formeraient opposition à un appel en cour de Rome , ou qui , au mépris de cet appel , entreprendraient de faire porter la contestation devant les juges séculiers. Ce pape venait de conclure la paix avec le roi de Naples , et de recevoir le fer de la sainte lance , qui lui était envoyé par Bajazet , lorsqu'il mourut le 20 juillet 1492 , âgé seulement de soixante ans. La passion qu'il avait montrée pour l'agrandissement de sa famille et les richesses dont il l'avait comblée firent charger sa mémoire de malédictions par le peuple , qui lui reprochait d'avoir négligé la misère des pauvres , et pendant plusieurs jours des attroupe mens séditieux remplirent la ville de meurtres et de pillage ; ce qui fut cause que la cérémonie des funérailles fut retardée jusqu'au 8 août (1).

Le lendemain les cardinaux entrèrent en conclave au nombre de vingt-trois , après toutes les précautions nécessaires pour le maintien de l'ordre dans la ville , et dès le second jour ils élurent le cardinal Rodrigue Borgia , qui prit le nom d'Alexandre VI. Il était fils de Geoffroy Lenzoli , d'une famille noble et ancienne du royaume d'Aragon ; mais comme sa mère était sœur du pape Calixte III , il fut autorisé par lui à prendre le nom de Borgia , qu'il devait flétrir et déshonorer. Nous voudrions vainement dissimuler le scandale de ses mœurs et jeter un voile sur les crimes d'un pontife dont l'élection de-

(1) Papyr. Mass. *Vit. Inn.* — Onuphr. — Ciacon. — Naucler. — Bonfin. — Comines. — Rainald.

vint l'opprobre du saint-siège; ils ont eu trop de retentissement pour qu'il soit possible de les atténuer ou de les passer sous silence. Il avait entretenu publiquement, avant son pontificat, un commerce adultère avec une dame romaine nommée Vanozza, dont il eut quatre fils et une fille, et, devenu pape, il sacrifia tout à leur agrandissement. Il mit, dans ce but, l'Italie et une partie de l'Europe en feu, viola tous ses sermens, et foula aux pieds toutes les lois divines et humaines. L'aîné de ses fils, qu'il avait fait duc de Gandie, périt bientôt après assassiné, et l'on soupçonna de ce crime son frère César, un des plus grands scélérats qui aient jamais existé. Celui-ci, nommé d'abord cardinal et archevêque de Valence, quitta l'état ecclésiastique, devint duc de Valentinois, et mérita l'exécration publique par sa perfidie et son horrible cruauté. Un troisième fils succéda à son frère aîné dans le duché de Gandie, et fut l'aïeul de saint François de Borgia. Quant à leur sœur, nommée Lucrèce, elle mena dans sa jeunesse une vie si déréglée, qu'on l'a même accusée de s'être abandonnée à ses propres frères. Elle fut d'abord mariée à un seigneur espagnol; mais son père, étant parvenu au pontificat, la lui ôta pour la donner à Jean Sforce, prince de Pazarro. Telles étaient les mœurs et la famille du nouveau pape. On ne concevrait pas qu'il ait jamais pu être élevé sur le saint-siège, si l'on ne savait, par le témoignage d'une foule d'auteurs, qu'il avait acheté, à prix d'argent ou par des promesses simoniaques, les suffrages des cardinaux. On dit que la nouvelle de son élection fit répandre des larmes à Ferdinand, roi de Naples; mais elle fut suivie à Rome de réjouissances extraordinaires; et il sembla justifier d'abord, par quelques mesures d'utilité publique, les espérances que son habileté avait pu faire concevoir; car il publia de sages ordonnances pour le maintien de l'ordre, pour l'administration de la justice et le soulagement des pauvres.

Un des premiers actes de son pontificat fut la fameuse bulle de partage entre les rois de Castille et de Portugal au sujet de leurs découvertes. C'est en effet cette même année 1492 que le fameux Christophe Colomb enrichit la couronne de Castille et couvrit son nom d'une gloire immortelle par la découverte du nouveau monde. Il était né dans un petit bourg près de Gênes, et s'était appliqué dès l'enfance à la navigation et à l'étude de la cosmographie et de l'astronomie. Ayant fait un voyage en Portugal, il se maria avec la fille d'un marin célèbre dont les conversations servirent encore à étendre ses idées. Il demeura persuadé, après de longues réflexions, qu'il devait exister des terres inconnues dans l'autre hémisphère, et forma le projet de les découvrir et de parvenir aux Indes par la route de l'Occident. Il communiqua ses vues à la république de Gênes, qui ne voulut point se charger de l'entreprise; puis au roi de Portugal, qui essaya, mais sans succès, de la faire exécuter par un de ses sujets; après quoi Colomb s'adressa au roi Ferdinand et à la reine Isabelle, qu'il ne trouva pas d'abord mieux disposés; mais enfin, après cinq ans de démarches opiniâtres, comme la guerre contre les Maures venait d'être terminée par la prise de Grenade, la reine Isabelle consentit à lui donner trois vaisseaux avec lesquels il se mit en mer au mois d'août 1492, et le 11 octobre suivant, ayant lutté avec une courageuse persévérance contre les murmures de son équipage, il découvrit une des îles Lucayes, et lui donna le nom de Saint-Sauveur. Il en prit possession au nom de la couronne de Castille, parcourut ensuite cet archipel, découvrit Cuba, Saint-Domingue et plusieurs autres îles, et trouva tant de bienveillance et d'humanité parmi les habitants, qu'un de ses vaisseaux ayant fait naufrage, ils s'empressèrent de venir au secours de sauver tout ce qui s'y trouvait. On verra bientôt comment ils furent récompensés de leurs soins généreux. Colomb, avec les débris de son vaisseau, construisit un

fort à Saint-Domingue où il laissa quelques Espagnols, et partit pour l'Europe, où il arriva au commencement de l'année suivante. Il amenait avec lui quelques naturels du pays, et surtout de l'or et d'autres richesses, ce qui était la meilleure preuve de l'heureux succès de son voyage. Aussi toute l'Espagne célébra son retour par des transports de joie ; le roi et la reine le reçurent avec un appareil et des honneurs extraordinaires, l'anoblirent avec toute sa famille, et lui confirmèrent le titre d'amiral et de vice-roi perpétuel des Indes.

La nouvelle de ses découvertes se répandit bientôt dans toute l'Europe, et excita partout un enthousiasme d'admiration. Le roi Ferdinand s'empessa d'en informer le pape et de lui demander, pour la couronne de Castille, l'investiture des terres que l'on venait de découvrir. Ce fut à cette occasion qu'Alexandre VI lui adressa une bulle en date du 4 mai 1493, portant que, de son propre mouvement et de sa pure libéralité, par la plénitude de sa puissance apostolique, par l'autorité du Dieu tout-puissant et par celle de Jésus-Christ, dont le pape tient la place sur la terre, il donnait à la reine de Castille toutes les îles et terres fermes soit découvertes, soit à découvrir vers l'occident et le midi, au-delà d'une ligne tirée du nord au sud, cent lieues à l'ouest et au midi des Açores et des îles du cap Vert ; qu'il lui faisait concession et donation de ces terres avec toutes leurs seigneuries, villes, châteaux ou villages, et tous leurs droits et toutes leurs dépendances, pour en jouir, elle et ses héritiers, à perpétuité, avec une pleine puissance et une entière souveraineté, pourvu toutefois qu'elles n'eussent pas été déjà possédées, au jour de Noël précédent, par un prince chrétien. Quelques auteurs ont prétendu qu'il ne fallait voir en cela qu'une simple décision arbitrale, dont l'objet était seulement de prévenir ou de terminer les contestations entre les rois de Castille et de Portugal, ou, en d'autres termes, de concilier leurs prétentions res-

pectives, et non pas de leur donner réellement des terres dont le pape n'avait pas le droit de disposer. Mais il faut s'abandonner singulièrement à la préoccupation des préjugés pour admettre une semblable interprétation, contre la teneur expresse de la bulle, où le pape déclare en termes formels qu'il donne ces terres en toute souveraineté aux rois de Castille; qu'il les en établit maîtres avec la jouissance d'une autorité pleine et entière, et qu'enfin il leur fait cette concession de son propre mouvement, en vertu de son autorité apostolique, et non point à raison d'aucune demande faite par eux ou en leur nom, ce qui exclut bien évidemment toute idée d'une décision rendue par un arbitre. Il est certain qu'on doit y voir une suite de l'opinion reçue alors que le pape, comme vicaire de Jésus-Christ, dont la puissance n'a point de bornes, peut, selon les expressions de saint Antonin, lier et délier tout ce qu'il lui plaît pour le bien public, et punir les infidèles dont la vie n'est pas conforme aux lois naturelles, par la privation de ce qu'ils possèdent. On a déjà remarqué cette opinion dans les écrits d'Alvar Pelage, d'Augustin Triomphe, et dans plusieurs autres monumens du moyen âge. C'est ainsi, d'ailleurs, que la bulle d'Alexandre VI a été entendue et expliquée par un grand nombre d'auteurs, et notamment par tous les théologiens qui attribuent au pape un pouvoir direct sur le temporel des rois. Il nous suffira de citer François Vargas, jurisconsulte espagnol, dans un traité de la juridiction du pape et des évêques; Antoine Herrera, dans son Histoire des Indes, et Thomas Bozio, prêtre oratorien de Rome, dans un traité de l'Église. Le célèbre Bellarmin, qui, dans son traité de la puissance du pape, avait présenté cette bulle comme une simple sentence arbitrale, avoue ingénument dans ses Rétractations ou remarques sur ses ouvrages, qu'alors il ne l'avait point lue, et c'est probablement ce qui est arrivé à la plupart de ceux qui ont cru pouvoir l'expliquer dans le même sens.

La donation du pape en faveur des rois de Castille avait pour motif et pour but de répandre les lumières de la foi et de faire protéger par la puissance d'un prince chrétien la prédication de l'Évangile dans le nouveau monde. Ce motif était formellement exprimé dans la bulle pontificale, et la reine Isabelle, animée du même zèle, s'empessa de faire partir douze missionnaires, dont le chef était un religieux nommé Bernard Boil. Une bulle en date du 24 juin de la même année 1493 leur donnait des pouvoirs fort étendus, et l'ordre particulier de veiller sur la conduite qu'on devait tenir à l'égard de ces peuples, et d'empêcher qu'ils ne fussent maltraités. Jamais ordre ne fut plus mal exécuté. Le zèle et la charité des missionnaires échouèrent contre la cupidité des Espagnols, et le nouveau monde devint un théâtre de dévastation et de carnage. Les malheureux habitans, dépouillés de leurs biens, enchaînés au travail comme des bêtes de somme, et égorgés sans pitié au moindre soulèvement, eurent à souffrir tout ce que la soif de l'or, la dissolution des mœurs et l'abus de la force peuvent faire imaginer de violences, de cruautés, de massacres et d'excès de tout genre. Le terrible effet des armes européennes sur des hommes nus et désarmés, et la férocité d'énormes chiens qu'on avait dressés à les poursuivre et à les égorger, en firent périr une multitude dans les combats qu'ils entreprirent de livrer pour la défense de leur liberté; les autres succombèrent peu à peu à l'excès de la fatigue ou des privations, et ces îles, dont quelques-unes renfermaient plusieurs millions d'habitants, devinrent bientôt presque désertes. Il fallut recourir à l'infâme trafic des nègres, et y transporter sans cesse de nouveaux esclaves pour suffire au travail des mines et à l'insatiable avidité de ces barbares conquérans.

Colomb, après avoir rendu compte de son premier voyage, remit presque aussitôt à la voile, découvrit le reste des Antilles, et trois ans plus tard, accusé de

cruauté et de despotisme, il fut obligé de revenir en Europe pour se justifier. Sa présence suffit pour fermer la bouche à ses accusateurs ; mais après un troisième voyage, ses ennemis l'ayant rendu suspect, il se vit arrêté, chargé de chaînes et conduit en Espagne, où la reine, indignée d'un pareil traitement, s'empressa de le faire mettre en liberté, et lui promit sa protection, sans lui rendre cependant son titre de vice-roi. Enfin, ayant fait encore un voyage comme simple amiral pour continuer ses découvertes, il essuya toutes sortes de dégoûts et d'humiliations, courut toutes sortes de dangers, et, revenu en Espagne, il y mourut bientôt après dans la disgrâce, le 20 mai 1506, âgé de soixante-cinq ans. Il avait découvert, dans son troisième voyage, en 1498, les terres du continent, près de l'embouchure de l'Orénoque ; mais il n'eut pas la gloire de lui donner son nom : elle était réservée au Florentin Améric Vespuce, qui, l'année suivante, fut chargé d'une expédition par la cour de Castille, et qui, à l'aide des mémoires envoyés par Colomb, découvrit et parcourut, dans toute leur étendue, les côtes de la terre ferme baignées par la mer des Antilles. On vit dès ce moment les Espagnols, attirés par la soif de l'or ou par l'ambition et le désir de la gloire, se précipiter à la conquête de ce nouveau continent et renouveler bientôt, dans le Mexique, dans le Pérou et ailleurs, les brigandages, les cruautés, les affreux massacres qu'on avait vus dans les Antilles, et rendre leur nom exécration et leur religion même odieuse à ces peuples, dont ils avaient demandé et obtenu la souveraineté sous prétexte de les convertir (1).

Les Portugais, de leur côté, poursuivaient leurs expéditions et leurs découvertes sur les côtes d'Afrique. Ils s'étaient avancés, en 1484, jusqu'à l'équateur, et avaient introduit la lumière de l'Évangile dans le Congo, dont

(1) Herrera. *Hist. Ind.* — Mariana. — Surita.

le roi envoya plusieurs jeunes gens de sa cour en Portugal pour les y faire instruire dans la religion chrétienne. Ils y reçurent le baptême, et le roi de Portugal voulut être le parrain de l'un d'eux, nommé Zacuta. Il les renvoya ensuite avec des missionnaires, qui baptisèrent le roi de Congo avec un grand nombre de ses sujets. Mais ce prince, après avoir fait bâtir une église dans sa capitale, ne pouvant se résoudre à n'avoir qu'une seule femme, retourna bientôt à l'idolâtrie. Son fils aîné, qui s'était fait aussi baptiser, persévéra dans le christianisme, et le roi de Benin, voyant les avantages que le Congo retirait du commerce et de la protection des Portugais, ne tarda pas à leur demander lui-même des missionnaires. Jean II, roi de Portugal, envoya vers le même temps deux de ses sujets dans les Indes pour faire alliance avec un prince chrétien riche et puissant, que l'on disait y régner sous le nom de prêtre Jean. L'un d'eux, à son retour, ayant appris, dans un port de la mer Rouge, que le roi d'Abyssinie était chrétien, s'empressa d'aller le trouver, lui remit les lettres de son maître, et écrivit en Portugal qu'il avait découvert les états du fameux prêtre Jean, de sorte qu'on donna pendant longtemps aux rois d'Abyssinie ce nom, donné précédemment à un prince imaginaire des Indes ou de la Tartarie. Cependant le roi de Portugal, se fondant sur les bulles d'Eugène IV et de plusieurs autres papes, éleva des prétentions sur les terres découvertes à l'occident, et réclama contre la concession que le pape Alexandre VI en avait faite à la couronne de Castille; mais, après bien des contestations, il fut obligé de se désister et de s'en tenir au partage, qui lui affectait l'investiture des terres à découvrir du côté de l'orient, dans la moitié du globe. On vit alors la cupidité et l'ambition se précipiter avec une nouvelle ardeur dans cette immense carrière. Un Portugais, nommé Barthélemy Diaz, ayant découvert en 1487 le cap de Bonne-Espérance, Vasco de Gama fut chargé bientôt après de dou-

bler ce cap, et de chercher la route des Indes. Il mit à la voile en 1496, arriva l'année suivante à Calicut, et revint deux ans plus tard rendre compte du succès de son voyage. C'est ainsi qu'il ouvrit aux Portugais la route d'un autre nouveau monde, qui devint, comme l'Amérique, un théâtre de cruautés et d'excès de tout genre (1).

Quelques mois avant Innocent VIII, c'est-à-dire au mois d'avril 1492, était mort le fameux Laurent de Médicis, qui, à l'exemple de Pierre, son père, et de Cosme, son aïeul, avait fait servir ses immenses richesses aux progrès des arts et des lettres, et s'était montré le protecteur des savans. Il en eut à sa cour un grand nombre, parmi lesquels on remarque Marcile Ficin, traducteur de Platon, Chalcondyle, auteur d'une histoire des Turcs, Ange Politien, un des plus célèbres humanistes de son temps, et Jean Lascaris, qu'il envoya en Grèce pour y recouvrer des manuscrits et en enrichir la bibliothèque de Florence. Ayant échappé, comme on l'a vu, à la conspiration des Pazzi, Laurent de Médicis fut maintenu dans le gouvernement de la république, et s'acquit l'estime des princes de l'Europe, qui le choisirent quelquefois pour arbitre de leurs différends. Il avait mené une vie fort déréglée et montré beaucoup d'indifférence pour la religion. Mais à ses derniers momens il conçut un vif repentir de ses fautes, et mourut, dit-on, très-chrétiennement. Il laissa deux fils, dont l'un devint pape sous le nom de Léon X. L'autre, nommé Pierre, lui succéda dans le gouvernement de Florence; mais il en fut dépouillé au bout de deux ou trois ans, et ses biens confisqués.

Charles VIII, roi de France, après avoir fait la paix avec le roi d'Angleterre et avec le roi des Romains, avait aussitôt résolu de porter la guerre en Italie pour faire valoir les droits qu'il prétendait avoir sur le royaume de Naples, comme héritier de la maison d'Anjou. Il y fut

(1) Genebrard. *Chron.* — Barros. *Hist. Indiar.* — Maffei

déterminé, malgré l'avis de son conseil, par les instances de Ludovic Sforce, duc de Milan, qui offrit de lui livrer passage et de lui donner des secours. Ce duc, après avoir gouverné comme tuteur de son neveu Galéas, refusait de lui remettre l'autorité, et se voyant menacé par Ferdinand, roi de Naples, dont Galéas avait épousé la petite-fille, il cherchait de tous côtés à lui susciter des ennemis. Il gagna d'abord le pape et les Vénitiens; mais comme il n'en espérait pas un secours bien efficace, il rechercha l'alliance des Français, et l'obtint facilement par l'influence de Guillaume Briçonnet, à qui l'on fit espérer un chapeau de cardinal. Ferdinand, effrayé de cette ligue, sollicita les secours du roi d'Aragon, s'efforça de faire entrer le pape dans ses intérêts, envoya une ambassade au roi de France pour offrir de lui payer tribut, et négocia en même temps avec les Vénitiens, dont il ne put tirer que des paroles vagues. Enfin il était sur le point de traiter avec Ludovic Sforce, lorsque, apprenant que ses ambassadeurs n'avaient pas été reçus en France, il fut frappé dans le moment même d'une attaque d'apoplexie dont il mourut au mois de janvier 1494, à l'âge de soixante-dix ans. Son despotisme et sa cruauté l'avaient rendu odieux à ses sujets, qui ne détestaient pas moins son fils Alphonse. Mais celui-ci ne laissa pas d'être reconnu pour roi, et il obtint même l'investiture du pape, en lui promettant pour ses fils deux des principaux fiefs avec des revenus considérables. Toutefois, le pape n'en persistait pas moins dans son alliance avec Ludovic Sforce; car il ne cherchait qu'à profiter des circonstances pour tirer des deux partis tous les avantages possibles. C'est par ce motif qu'après avoir engagé, dit-on, le roi de France à entreprendre la conquête de Naples, il répondit aux ambassadeurs de ce prince qu'il était résolu à garder la neutralité. Cependant, comme les historiens qui l'accusent ainsi de duplicité ne lui attribuent que des démarches secrètes auprès du roi de France, il est per-

mis de croire qu'ils l'ont probablement calomnié. On ne voit pas du moins pourquoi ce prince eût cherché par ses ambassadeurs à l'attirer dans son parti, s'il eût été lui-même sollicité par les démarches du pape.

Quoi qu'il en soit, dès que le pape eut appris que Charles VIII était près d'entrer en Italie, il s'empressa d'envoyer un ambassadeur à Venise pour détacher la république et Ludovic Sforce de leur alliance avec les Français. Il sollicita en même temps les secours de Ferdinand, roi de Castille et d'Aragon, et lui accorda, pour les frais de cette expédition, les décimes levées pour la guerre contre les infidèles. On prétend même qu'il eut recours au sultan Bajazet, à qui il fit craindre que le roi de France ne se servît de Zizim pour porter la guerre à Constantinople, et le sultan écrivit en effet plusieurs lettres au pape, où il parlait des négociations entamées, et lui promettait son amitié constante et trois cent mille ducats s'il voulait faire périr Zizim. Enfin Alexandre VI envoya un légat au roi de France lui-même pour l'engager à se désister de son entreprise. Mais Charles VIII ne laissa pas de poursuivre sa marche, et la présence de son armée nombreuse suffit pour obliger les Florentins et Pierre de Médicis à abandonner le parti du roi de Naples; après quoi le pape, voyant les progrès des troupes françaises, fit proposer au roi un accommodement, moyennant la condition que le royaume de Naples relèverait de la France aussi bien que du saint-siège. Cette nouvelle démarche n'eut pas plus d'effet que la précédente. Le roi se rendit maître de Viterbe, de Civitta-Vecchia et de plusieurs autres places de l'état ecclésiastique, et ensuite, s'approchant de Rome, où il comptait dans son parti plusieurs cardinaux et les deux puissantes maisons des Colonne et des Ursins, il envoya déclarer au pape qu'en sa qualité de roi très-chrétien et de protecteur de l'Église il allait faire assembler un concile pour examiner par quelles voies il était parvenu au pontificat. Ces mena-

ces, jointes aux murmures du peuple romain, déterminèrent le pape à se réfugier dans le château Saint-Ange, et à remettre, ou plutôt à abandonner la ville aux Français. Le roi y fit son entrée à la tête de ses troupes, le 31 décembre 1494, et s'empara de tous les postes, comme dans une ville conquise. La plupart des cardinaux le pressèrent, dit-on, de s'emparer de la personne du pape, et de faire travailler à son procès. Le cardinal Julien de la Rovère, qui était entré depuis longtemps dans la ligue des Français, lui représenta surtout avec chaleur que la Providence semblait l'avoir conduit comme par la main pour délivrer l'Église d'un pontife scandaleux, qui avait acquis le saint-siège à prix d'argent, qui faisait un honteux trafic des bénéfices, qui entretenait ses bâtards aux dépens de l'Église, et qui, par ses dérèglemens, exposait la religion au mépris des infidèles. Le roi, rejetant ces conseils, après avoir inutilement sommé le pape de lui livrer le château Saint-Ange, entama des négociations, et l'on conclut enfin un traité dont les principales conditions étaient que le pape vivrait en paix avec le roi, et lui laisserait plusieurs places de sûreté, que le cardinal Borgia, son fils, suivrait la cour, sous prétexte de faire honneur au roi, mais en effet pour servir d'otage; que les seigneurs et les cardinaux qui s'étaient déclarés pour la France ne seraient point inquiétés par le pape, et qu'enfin Zizim, frère de Bajazet, serait remis entre les mains du roi, qui, de son côté, promettait de rendre obéissance au pape, et de lui remettre, à son retour de Naples, toutes les places de sûreté, à l'exception de Civitta-Vecchia. Dès que ce traité fut conclu, le pape quitta le château Saint-Ange et vint au Vatican, où le roi, dans un consistoire solennel, lui rendit obéissance avec les cérémonies accoutumées. Ce prince demanda le chapeau de cardinal pour Guillaume Briçonnet, son ministre, la confirmation de tous les privilèges accordés à la couronne de France, et l'investiture du royaume de Naples.

Il obtint facilement les deux premières grâces ; mais quant à l'investiture, le pape répondit qu'il s'agissait des intérêts d'un tiers, et qu'il avait besoin d'en délibérer mûrement avec les cardinaux.

Charles VIII partit de Rome vers la fin de janvier, pour marcher contre Naples, emmenant avec lui Zizim, dont il prétendait se servir dans ses projets pour la conquête de Constantinople. Mais Zizim, au bout de quelques jours, se sentit frappé d'un mal inconnu qui l'emporta en fort peu de temps ; et l'on prétendit que cette mort était l'effet d'un poison lent que le pape lui avait donné. D'autres en accusèrent avec aussi peu de fondement les Vénitiens, comme s'il n'eût pas pu succomber au chagrin de sa captivité ou à d'autres causes également naturelles. Alphonse, roi de Naples, fut tellement effrayé de l'approche des Français, qu'il abdiqua en faveur de son fils Ferdinand, et se retira en Sicile, à Messine, dans un monastère d'olivétains, où il mourut vers la fin de cette même année 1495. On dit qu'il y prit l'habit religieux, et il est certain du moins qu'il suivit tous les exercices de la communauté, et s'efforça d'expier par ses bonnes œuvres les scandales de sa vie passée. Son fils Ferdinand, abandonné de ses sujets, fut lui-même obligé de quitter Naples et de se retirer dans une petite île voisine, où les Français entreprirent vainement de le forcer. Cependant Ferdinand, roi de Castille et d'Aragon, envoya des ambassadeurs à Charles VIII, pour lui représenter qu'il était tenu de soumettre ses prétentions sur le royaume de Naples au jugement du saint-siège, dont ce royaume était feudataire, et pour le menacer, s'il poursuivait ses entreprises, de lui déclarer la guerre. D'un autre côté, le pape, au mépris de son traité, se concerta avec Ludovic Sforce et les Vénitiens, pour former une ligue contre la France, et ils vinrent à bout d'y attirer le roi d'Espagne et l'empereur Maximilien. Comme les confédérés menaçaient de porter la guerre en France, Charles VIII, après

avoir nommé un vice-roi à Naples et laissé des garnisons dans les principales villes, s'empessa de partir avec le reste de son armée, afin de pourvoir à la défense de son royaume. Le pape, qui s'attendait à le voir entrer bientôt dans Rome, prit la fuite et alla s'enfermer dans Pérouse. Les confédérés avaient réuni une nombreuse armée pour s'opposer au retour du roi; mais elle fut mise en déroute à Fornoue près de Plaisance, et les Français arrivèrent heureusement dans le Piémont. Le pape ayant appris que le roi s'y était arrêté pour attendre des secours, l'envoya sommer de sortir de l'Italie dans dix jours avec toutes ses troupes, et de rappeler celles qu'il avait laissées dans le royaume de Naples, faute de quoi il le citait à comparaître devant lui, à Rome, sous peine d'excommunication. Le roi, répondant par une raillerie, dit à l'envoyé du pape qu'à son retour de Naples il s'était rendu à Rome pour baiser les pieds de sa sainteté, mais qu'elle n'avait pas jugé à propos de l'attendre, en sorte qu'il était surpris qu'elle le pressât maintenant d'y aller; que cependant, pour lui obéir, il tâcherait de s'y rendre, et qu'il la priait d'y rester, afin qu'il ne fît pas encore le même voyage inutilement. Ayant reçu bientôt après un renfort considérable, il ne laissa pas de conclure un traité avec Ludovic Sforce, pour obtenir la délivrance du duc d'Orléans, qui se trouvait enfermé dans Novarre avec une faible garnison, et dès que celui-ci eut rejoint l'armée, Charles VIII partit de Turin pour retourner dans son royaume, où il arriva vers la fin d'octobre 1495. On rapporte que pendant son séjour à Asti, dans le Piémont, comme il menait une vie peu réglée, ses domestiques amenèrent un soir dans son appartement une jeune personne d'une grande beauté. Il fut très-surpris en y entrant de la voir à genoux fondant en larmes devant une image de la sainte Vierge, et lui demanda la cause de sa tristesse. Elle lui apprit que la pauvreté de ses parens les avaient engagés à consentir aux proposi-

tions de ses domestiques , et le conjura de lui sauver l'honneur en considération de la reine des vierges, dont ce tableau présentait l'image. Le roi , touché de ce discours , fit venir aussitôt le père et la mère de cette fille avec un homme qui la recherchait en mariage , et la remit entre leurs mains avec une dot convenable. Dès ce moment il songea à réformer sa conduite et à mener une vie chrétienne. Il résolut en particulier de soulager son peuple par la diminution des impôts, de corriger les abus dans l'administration de la justice , et de faire tout ce qui dépendrait de lui pour abolir la pluralité des bénéfices et obliger les évêques à la résidence.

Ludovic Sforce n'observa pas le traité qu'il venait de conclure avec le roi, et favorisa ouvertement les projets des confédérés, qui reprirent bientôt plusieurs places du royaume de Naples. D'un autre côté, les Napolitains, mécontents des Français, ne tardèrent pas à rappeler le roi Ferdinand, qui rentra dans sa capitale, et força le vice-roi de capituler et d'abandonner la citadelle. En même temps le roi d'Aragon , dont Ferdinand avait épousé la nièce, envoya au secours de ce prince des troupes nombreuses sous les ordres du fameux Gonzalve de Cordoue. Elles s'emparèrent en quelques jours de toute la Calabre, et ce succès, joint au retour de Ferdinand, produisit dans presque toutes les villes du royaume un soulèvement contre les Français. Ils ne laissèrent pas de se soutenir encore pendant quelque temps ; mais enfin, épuisés par la continuité de leurs efforts, et ne pouvant attendre aucun secours, ils se virent contraints, l'année suivante, après avoir perdu la plus grande partie de leurs troupes par les maladies, d'abandonner entièrement le royaume de Naples. Ferdinand mourut presque aussitôt après, et eut pour successeur son oncle Frédéric. Comme les Français occupaient encore une partie de la Lombardie et menaçaient le duc de Milan pour ses trahisons , les confédérés engagèrent l'empereur à venir à leur se-

cours. Il se rendit en Italie avec une nombreuse armée, et manifesta l'intention de s'emparer du royaume de Naples pour son gendre ; mais, ayant appris qu'une trêve venait d'être conclue entre le roi de France et le roi d'Aragon, il se retira sans avoir rien fait. Les troupes du pape furent battues l'année suivante par celles des Ursins, qui s'emparèrent d'un grand nombre de places, et il fut obligé de conclure avec eux un accommodement dont Gonzalve de Cordoue fut le médiateur. Ce général assiégea ensuite et prit la ville d'Ostie, que le cardinal Julien de la Rovère avait livrée aux Français ; ce qui acheva de rétablir la paix dans les états de l'Église. Le pape se disposait à distraire du patrimoine de l'Église le duché de Bénévent, pour le donner au duc de Gandie, son fils aîné, lorsque celui-ci périt assassiné au mois de juin 1497. Cette mort funeste, dont on ne put découvrir les auteurs, causa une profonde douleur au pape ; il parut même touché de ses désordres, et, soit par un motif de zèle, soit par égard pour les représentations des princes chrétiens, particulièrement des rois de Castille et de Portugal, qui demandaient instamment la réformation de l'Église dans son chef et dans ses membres, il nomma une commission de cardinaux pour y travailler. Mais cette mesure ne produisit aucun résultat (1).

Charles VIII au commencement de la même année 1497 avait adressé à la faculté de théologie de Paris une consultation dans laquelle il demandait si le pape n'était pas tenu d'assembler un concile général tous les dix ans, surtout dans les circonstances présentes, où la réformation était plus que jamais nécessaire ; et en cas de refus de sa part, si les princes, tant ecclésiastiques que séculiers, et autres membres de l'Église, ne pouvaient pas, dans une nécessité si pressante, et quand les dix ans étaient expirés, s'assembler d'eux-mêmes sans convoca-

(1) Comin. — Guichardin. — Marian. — Gaguin.

tion du pape; enfin si, en cas de négligence ou de refus de la part de quelques états chrétiens, après une invitation faite au nom de la France, les autres membres réunis pourraient former le concile et pourvoir aux besoins de l'Église. La faculté, par une délibération du 11 janvier, répondit affirmativement. Mais cette étrange décision n'eut point de suite, et il est probable que le roi, en la demandant, n'avait eu d'autre dessein que d'intimider le pape. La faculté de théologie publia, le 23 août de la même année, un décret par lequel elle déclarait que, voulant suivre les vestiges des anciens, qui avaient enseigné que la sainte Vierge, par un privilège particulier, a été préservée de la tache du péché originel, et jugeant cette doctrine véritable, elle s'engageait par serment à la soutenir; qu'elle était résolue à n'admettre dans son corps que ceux qui feraient ce serment, et qu'enfin elle priverait de tout honneur et expulserait tous ceux qui soutiendraient la proposition contraire. Ce décret avait été rendu l'année précédente, après trois assemblées de la faculté, à l'occasion des disputes qui continuaient toujours entre les dominicains et les cordeliers touchant l'immaculée conception.

Comme l'élection du roi Ladislas avait occasionné des divisions dans la Hongrie, le pape envoya, l'an 1493, en qualité de légat dans ce royaume, l'évêque de Trani pour rétablir l'union parmi les seigneurs et faire prêcher la croisade contre les Turcs, qui venaient de remporter une victoire sur les chrétiens. Le légat était chargé en même temps de travailler à faire rentrer les hussites de Bohême dans l'obéissance du saint-siège, et son zèle eut d'abord quelque succès; mais, après avoir fait semblant de se soumettre, ils demandèrent un évêque de leur secte et la ratification du traité conclu avec le concile de Constance, car c'était le prétexte ordinaire dont ils couvraient leur obstination, et l'on a déjà vu qu'au lieu d'observer eux-mêmes les conditions de ce traité, ils ne

cessaient de répandre leurs erreurs et de soutenir la nécessité de la communion sous les deux espèces. Les juifs de Tirnaw, dans la haute Hongrie, furent accusés vers ce temps d'avoir égorgé un enfant chrétien, à qui ils ouvrirent les veines afin d'employer son sang comme remède dans certaines maladies, et les coupables, ayant été mis à la question, avouèrent que c'était une ancienne ordonnance établie parmi eux d'offrir à Dieu, dans leurs sacrifices, le sang d'un chrétien, et que pour l'année 1494 cette obligation était échue aux juifs de Tirnaw. Plusieurs d'entre eux furent condamnés au feu, et les autres à de fortes amendes. Cette nation, disséminée dans tous les pays, s'était surtout répandue en Espagne, dans les provinces soumises à la domination des Maures; mais le roi Ferdinand, après la conquête de Grenade, ordonna que les juifs, comme les mahométans, qui ne voudraient pas recevoir le baptême, eussent à sortir de ses états. Un grand nombre se retirèrent en Portugal, où ils furent réduits à la condition d'esclaves. Le roi Jean II étant mort en 1495, Emmanuel, son cousin, qui lui succéda, publia d'abord un édit pour les affranchir; mais l'année suivante, à l'instigation du roi de Castille, il révoqua cette disposition par une ordonnance qui obligeait tous les Maures et les Juifs à sortir du royaume dans un temps marqué, sous peine, après ce temps, d'être traités comme esclaves. La plupart des Maures passèrent en Afrique. Quant aux Juifs, on employa les menaces et les mauvais traitemens pour les contraindre à se faire baptiser, et le roi ordonna même qu'on leur enlèverait tous leurs enfans au-dessous de quatorze ans, et qu'on les baptiserait malgré leurs parens. Ces mesures, également contraires au droit naturel et aux règles du christianisme, ne pouvaient servir qu'à rendre la religion odieuse et à la profaner par l'hypocrisie et le sacrilège. Plusieurs de ces malheureux précipitèrent leurs enfans dans des puits plutôt que de souffrir qu'on les baptisât, et d'autres se tuèrent eux-mêmes.

Le pape Alexandre VI avait publié en 1493 une bulle pour l'érection d'un siège métropolitain dans la ville de Grenade, et de trois évêchés suffragans dans les villes de Malaga, de Guadix et d'Almería. Il donna aussi quelque temps après le titre de roi catholique à Ferdinand et à ses successeurs, et on prétend que son dessein était de leur conférer le titre de rois très-chrétiens, dont les rois de France jouissaient depuis longtemps, mais que les cardinaux s'y opposèrent. Il accorda au roi Ferdinand et à la reine Isabelle, par une bulle de l'an 1494, le droit de conquérir l'Afrique, à condition d'y établir la religion chrétienne; mais il borna ce droit à la conquête des royaumes d'Alger et de Tunis, et réserva le royaume de Fez et celui de Maroc aux Portugais, qui avaient obtenu précédemment des concessions analogues, et qui étaient déjà maîtres de Ceuta, de Tanger et de plusieurs autres places. Il accorda en même temps des décimes à Ferdinand, et des indulgences à ceux qui prendraient les armes ou contribueraient de leurs biens aux frais de cette conquête. Deux ans plus tard il favorisa par des indulgences semblables les vues du roi de Portugal, qui projetait une expédition en Afrique; et sur la demande de ce prince, il expédia une bulle pour dispenser du vœu de chasteté perpétuelle les chevaliers des ordres militaires établis en Portugal, et permettre le mariage à tous ceux qui s'y engageraient à l'avenir. Cette mesure avait pour but de remédier aux dérèglemens de ces chevaliers, qui avaient rempli le royaume de leurs enfans naturels; mais il en résulta un autre abus; car les biens donnés à ces ordres par la piété des fidèles pour la guerre contre les musulmans, furent ainsi détournés de leur destination et employés par les courtisans à l'entretien de leurs familles. Le pape accorda aussi, la même année 1496, des indulgences à ceux qui contribueraient de leur personne ou de leurs biens à repousser les invasions des Moscovites dans la Livonie, la Suède et les autres provinces du

Nord. Enfin il adressa un bref de félicitation, avec des bulles contre les erreurs des Grecs, au roi des Géorgiens, qui lui avait demandé le décret du concile de Florence pour le faire publier dans son royaume (1).

Vers le même temps, un religieux franciscain nommé Jean Tisseran fonda l'institut des filles pénitentes, sous l'invocation de sainte Madeleine. Il avait converti par ses prédications plus de deux cents filles ou femmes d'une vie déréglée, et, leur nombre augmentant tous les jours, il les réunit en communauté sous la règle de saint Augustin, avec quelques statuts particuliers dressés par l'évêque de Paris. Le duc d'Orléans, devenu roi sous le nom de Louis XII, leur donna, quelques années plus tard, son ancien palais pour en faire un monastère. Elles furent transférées par la suite dans l'ancienne église de Saint-Magloire, et cet institut, où l'on n'avait d'abord admis que des filles retirées du désordre, devint une communauté ordinaire de religieuses augustines. On remarque à la même époque la mort de deux franciscains célèbres, Ange de Clavasio, provincial de Lombardie, auteur d'une Somme de cas de conscience, connue sous le nom de Somme angélique, et Robert Caraccioli, devenu évêque d'Aquila, qui s'était fait, comme prédicateur, une éclatante réputation dans le royaume de Naples, et qui a laissé, outre ses sermons, quelques ouvrages dogmatiques; la mort de Gabriel Biel, d'abord professeur de théologie à Tubingue, puis chanoine régulier à Deventer, auteur d'un commentaire estimé sur le Maître des sentences, d'un traité en faveur de la doctrine des nominaux, et de quelques autres écrits sur divers sujets; enfin quatre ans plus tard, c'est-à-dire en 1499, celle de Marsile Ficin, chanoine de Florence, un des plus zélés partisans de la philosophie de Platon, dont il traduisit les principaux ouvrages. Il a laissé en outre des traités

(1) Bonfin. — Marian. — Rainald.

sur la religion chrétienne, sur l'immortalité de l'âme, un commentaire sur l'Épître aux Romains, un grand nombre de lettres et plusieurs autres écrits.

Ce fut aussi dans ce temps que mourut le fameux dominicain Jérôme Savonarole, victime des persécutions que lui attira son zèle imprudent. Il était né à Ferrare, d'une famille noble, vers l'an 1452, et s'était acquis une grande célébrité par ses prédications et ses prétendues prophéties; car, s'abandonnant à son génie enthousiaste, il se mit à débiter sur le renouvellement prochain de l'Église et sur les malheurs qu'elle éprouverait auparavant, des prédictions qu'il appuyait sur l'Apocalypse. Attiré à Florence par Jean Pic de la Mirandole, ses exhortations pathétiques déterminèrent un grand nombre de personnages distingués à réformer leurs mœurs et à prendre l'habit de saint Dominique. Mais il prit part aux dissensions qui divisaient la république, et se servit de son influence prodigieuse pour combattre le parti des Médicis, soutenu par le duc de Milan, et maintenir les Florentins dans l'alliance des Français. Il prêchait avec force contre les vices du clergé, et s'emportait quelquefois à des invectives et à d'injurieuses déclamations contre les désordres du pape et de la cour romaine; il écrivit même à l'empereur, aux rois de France, d'Espagne, de Portugal et d'Angleterre, pour les exhorter à demander la convocation d'un concile général et la réformation de l'Église dans son chef et dans ses membres. Toutes ces causes lui firent un grand nombre d'ennemis. Plusieurs cordeliers, dans leurs sermons, attaquèrent sa conduite et ses prédications; les partisans des Médicis soulevèrent le peuple contre lui, et, de son côté, le pape Alexandre VI, vivement irrité, lui interdit la prédication, le fit citer à comparaître à Rome, et bientôt après le déclara excommunié. Savonarole observa quelque temps la censure; mais ensuite, prétendant qu'elle était nulle, il reprit ses prédications. Un de ses confrères dé-

clara publiquement en chaire qu'il était prêt à subir l'épreuve du feu pour le justifier et prouver l'orthodoxie de sa doctrine et la sainteté de sa vie. Aussitôt plusieurs cordeliers s'offrirent à faire la même épreuve pour soutenir leurs accusations, et l'on fixa le jour et le lieu de cet étrange combat. Le dominicain se montra bien résolu; mais les cordeliers se désistèrent successivement sous divers prétextes. Cependant les magistrats florentins firent arrêter Savonarole, et le soumirent aux plus affreuses tortures; après quoi le pape nomma deux commissaires pour continuer le procès, et malgré le défaut de preuves, Savonarole fut condamné comme hérétique, puis étranglé et brûlé au mois de mai 1498, avec deux de ses confrères. On a de lui des sermons et plusieurs écrits sur divers sujets de morale ou de piété. Marsile Ficin et François Pic de la Mirandole écrivirent des apologies pour défendre sa mémoire; mais s'il est vrai que l'accusation d'hérésie fut un prétexte imaginé pour perdre Savonarole, on doit reconnaître aussi qu'il y eut dans sa conduite bien des écarts et des fautes absolument inexcusables.

L'évêque de Calahorra, en Espagne, fut déposé la même année, et condamné à une prison perpétuelle, pour des erreurs qui faisaient supposer une complète apostasie; car on l'accusait de rejeter les mystères et les dogmes fondamentaux du christianisme, et de mépriser toutes les lois de l'Eglise. Mais, tandis que ce déplorable scandale affligeait l'Eglise d'Espagne, elle vit près de trois cents Juifs ou Maures faire solennellement profession de la foi catholique, et d'heureuses réformes s'introduire par les soins du célèbre Ximenès, qui fut élevé alors sur le siège primatial de Tolède. Il était né vers l'an 1440, dans un bourg de Castille, d'une famille obscure, et avait embrassé l'ordre des frères mineurs, dont il devint provincial. Comme il s'était fait une grande réputation par son zèle et ses talents, Isabelle, reine de Castille, le choi-

sit pour son confesseur , lui donna toute sa confiance , et le nomma quelque temps après à l'archevêché de Tolède , devenu vacant par la mort du cardinal de Mendoza , et brigué par les plus grandes maisons d'Espagne ; car ce siège , outre d'immenses revenus et de nombreuses seigneuries , conférait au titulaire la dignité de grand chancelier de la couronne. La reine fit expédier un brevet de nomination où elle écrivit de sa main le nom de François Ximenès , et envoya aussitôt à Rome pour l'expédition des bulles. Quand elle les eut reçues , elle fit venir son confesseur , qui , ayant lu cette adresse : A notre vénérable frère François Ximenès , élu archevêque de Tolède , baisa respectueusement les lettres pontificales sans les ouvrir , et les rendit à la reine en lui disant : Madame , ces lettres ne sont point pour moi ; après quoi il se retira sur-le-champ dans son couvent , bien résolu de ne point accepter cette dignité. Il fallut un ordre du souverain pontife pour vaincre sa résistance , et il ne donna son consentement qu'à la condition qu'on n'imposerait aucune taxe sur les biens de son église , et qu'on ne porterait aucune atteinte à ses privilèges. Cette élévation n'altéra point sa modestie , au moins dans les commencemens. Il garda l'habit de son ordre , continua d'observer la règle , ne prit qu'un petit nombre de domestiques , ne voulut ni écuyers , ni pages , ni autres officiers , et conserva , dans sa nourriture comme dans son ameublement , toute la simplicité d'un religieux. Un genre de vie si contraire à l'usage et aux préjugés ne manqua pas de donner lieu à la censure des courtisans. Les uns y virent une affectation de singularité ; d'autres un manège d'hypocrisie , et les plus modérés se contentaient de dire que le nouvel archevêque , par cette simplicité vulgaire et déplacée , avilissait la dignité dont il était revêtu. La reine , qui connaissait la fermeté de Ximenès , et qui désirait cependant lui faire adopter une manière de vivre plus analogue au rang d'un grand dignitaire , eut recours à l'inter-

vention du pape, dont elle obtint un bref conforme à ses intentions. Ximenès sacrifia ses dispositions aux vœux du pape et de la reine. Il changea ses habitudes modestes et prit un train magnifique. Ses meubles, sa table, ses équipages, tout enfin dans sa maison devint somptueux. Son ton et ses manières prirent même un caractère de hauteur et d'empire; il traita les grands avec une sorte de fierté impérieuse; et s'il porta dans les affaires beaucoup de zèle et d'habileté, il n'y montra pas moins de rudesse, d'opiniâtreté et de despotisme.

Un de ses premiers soins fut d'entreprendre la réforme des cordeliers conventuels dans les royaumes de Castille et d'Aragon, de les dépouiller de leurs revenus, et de les soumettre à la règle des observantins, et il fit demander au pape à cet effet, par l'entremise de la reine, la commission dont il avait besoin. Ce projet souleva contre Ximenès les clameurs de tous les cordeliers. Ils s'adressèrent à leur général, qui, prévenant la demande de l'archevêque, obtint du pape les brefs nécessaires pour travailler lui-même à la réforme. En conséquence, il se rendit en Espagne, où il déclama fortement, en présence de la reine, contre Ximenès, et comme elle lui demanda avec indignation s'il avait oublié ce qu'il était et devant qui il parlait, Je sais, madame, répondit-il, que je parle à la reine Isabelle, qui n'est, comme moi, que cendre et poussière. Cette réponse acheva de lui faire perdre tout crédit. Il retourna aussitôt à Rome, et fit nommer d'autres commissaires, qui ne furent pas mieux reçus par la cour d'Espagne, en sorte que le pape, mécontent du mépris qu'on semblait faire de son autorité, défendit, par un bref adressé à la reine en date du 9 novembre 1497, de poursuivre, jusqu'à nouvel ordre, l'affaire de la réformation. Mais bientôt après, sur les instances réitérées de la reine Isabelle, il donna pouvoir à Ximenès et à deux autres évêques de procéder à cette réformation, soit par eux-mêmes, soit par des délégués, et l'archevêque mit

tant de fermeté à l'exécuter et à la maintenir, que les choses se sont perpétuées jusqu'à ces derniers temps dans le même état où il les avait mises. Le pape lui donna ensuite, au mois de juin 1498, le titre de commissaire apostolique pour la réformation des églises et des communautés exemptes de la juridiction épiscopale dans son diocèse.

Ximenès, déjà nommé depuis environ deux ans, et jusqu'alors retenu à la cour, vint cette même année prendre solennellement possession de son siège, et fut reçu par le clergé et le peuple avec des honneurs extraordinaires. Il avait manifesté l'intention d'introduire des changemens ou des réformes dans son église, et comme le chapitre avait député à Rome un de ses membres pour se pourvoir auprès du pape contre les projets de l'archevêque, celui-ci avait fait poursuivre l'envoyé, qui fut joint en mer à la vue de l'Italie, et ramené en Espagne, où il eut à subir dix-huit mois de prison. Mais, au moment de sa prise de possession, Ximenès, suivant la coutume de ses prédécesseurs, fit serment de conserver inviolablement les droits et les privilèges du chapitre, et d'employer au besoin son autorité pour les maintenir. Il s'occupa pendant plusieurs jours de pourvoir aux besoins des pauvres et de réformer les abus dans l'administration temporelle. Il entendit les requêtes et les plaintes des particuliers, soulagea les nécessités pressantes, fit la visite des hôpitaux, des églises et des écoles, purgea son diocèse des usuriers et des lieux de débauche, cassa plusieurs sentences injustes rendues par ses officiers, destitua les juges prévaricateurs, et les remplaça par des hommes dont la probité lui était connue; enfin il prit des mesures pour éteindre les dettes de la ville, et mit partout un si bon ordre, que son nom resta en bénédiction parmi les peuples de son diocèse.

Le nouvel archevêque s'appliqua surtout avec zèle au rétablissement de la discipline ecclésiastique. Il tint pour cet effet des synodes dans les villes d'Alcala et de Tala-

veyra, où il publia un grand nombre de sages réglemens. Il ordonna notamment que les curés feraient tous les dimanches et fêtes une instruction après la messe, puis le soir une explication de la doctrine chrétienne, principalement pour les enfans, et il fit faire pour cet objet des livres de prônes et un catéchisme. Il permit à tous les prêtres de s'absoudre les uns les autres, même des cas réservés à l'évêque. Voulant ménager l'honneur des ecclésiastiques dans les procédures qu'on serait obligé de faire contre eux, il ordonna que si les accusations étaient légères, ils seraient jugés immédiatement et sans bruit par l'official, et que pour les fautes plus considérables les procédures et le jugement auraient lieu avec le moins d'éclat et de délai possible. Un autre statut enjoignait à tous les juges de prononcer sur-le-champ et sans frais sur les causes de peu d'importance, et pour les grandes affaires, de donner au plus tard dans vingt jours leur sentence définitive. On ordonna que tous les fidèles devraient se confesser pendant le Carême, avec défense de les admettre sans cela à la communion pascale, et que les curés feraient connaître à l'archevêque ou à ses vicaires généraux les noms de tous ceux qui n'auraient point satisfait à ce devoir. Enfin on prescrivit de tenir dans toutes les paroisses un registre où l'on inscrirait, selon l'ancienne coutume, les noms de ceux qui recevraient le baptême, et ceux de leurs pères, mères, parrains et marraines, et même de quelques témoins.

L'année suivante, Ximenès accompagna le roi Ferdinand et la reine Isabelle dans le royaume de Grenade, où l'on craignait une révolte de la part des Maures, dont le plus grand nombre, malgré les ordonnances contraires, persistaient à faire profession du mahométisme. On fit entrer un corps de bonnes troupes dans la ville, puis on manda les prêtres et les religieux musulmans, et quand ils furent réunis, Ximenès leur déclara qu'on était pleinement informé de leurs projets de révolte, et

qu'il ne leur restait d'autre moyen d'éviter la mort que d'embrasser le christianisme et d'employer leur influence pour déterminer les habitans à recevoir le baptême. La crainte les fit consentir à tout, et l'on prit des mesures pour les instruire. Mais comme les musulmans ne cessaient d'exciter des troubles et d'insulter les nouveaux chrétiens, Ximenès fit arrêter un prince nommé Zegri, recommandable par ses qualités personnelles autant que par sa naissance, et qui jouissait d'un grand crédit parmi les Maures; il lui signifia qu'il devait s'attendre à perdre la liberté pour toujours, s'il ne consentait à se faire chrétien, et sur son refus il le fit garder étroitement et traiter avec beaucoup de rigueur. Ce moyen, peu conforme à l'Évangile, eut cependant un succès plus heureux qu'on ne devait l'attendre. Zegri consentit à écouter ceux qu'on lui envoya pour l'instruire; il eut ensuite plusieurs conférences avec Ximenès sur la religion, et bientôt, convaincu de la vérité du christianisme, il se fit baptiser et prit le nom de Gonzalve, en considération du grand Gonzalve de Cordoue, avec lequel il était lié d'une étroite amitié. Il se montra toujours depuis chrétien sincère et plein de zèle. Personne ne travailla plus efficacement que lui à la conversion des Maures, et ses exhortations, aussi bien que son exemple, gagnèrent en peu de temps tout ce qu'il y avait parmi eux de plus distingué.

Cependant les mesures violentes de Ximenès occasionnèrent une révolte dangereuse. Comme il avait fait rechercher et brûler publiquement un grand nombre d'exemplaires de l'Alcoran, les musulmans se soulevèrent, investirent son palais en menaçant de l'égorger, et bientôt plus de cent mille hommes se montrèrent sous les armes, aux cris de vive la liberté! vive Mahomet! Mais comme ils n'avaient point de chef, la présence des troupes espagnoles et les menaces du gouverneur, jointes aux représentations du prince Zégri, suffirent pour apaiser la sédition et dissiper promptement les révoltés. Le roi,

qui était alors à Séville , envoya un commissaire à Grenade pour punir les plus coupables, et fit en même temps publier une amnistie générale pour tous ceux qui embrasseraient la religion chrétienne. Quelques-uns des plus mutins furent pendus, d'autres mis aux fers, et il y en eut, dit-on, jusqu'à cinquante mille qui alors demandèrent et reçurent le baptême, en sorte qu'on prit le parti, après une instruction convenable, de les diviser en différentes troupes et de les baptiser par aspersion. Une nouvelle révolte éclata quelque temps après dans les montagnes voisines de Grenade; mais elle fut promptement réprimée, et la plupart des rebelles taillés en pièces, après quoi on obligea les Maures à livrer les principaux d'entre eux comme otages, pour répondre de la fidélité des autres. L'archevêque de Grenade travaillait de son côté avec un zèle ardent à la conversion des Maures, et, soit pour instruire les nouveaux chrétiens, soit pour satisfaire leurs désirs, il voulut leur donner des traductions arabes de l'Écriture sainte, du Missel et des autres livres liturgiques. Il inclinait même à leur faire réciter une partie de l'office divin en langue vulgaire. Mais Ximenès lui représenta sur ce dernier point que l'usage de l'Église universelle était contraire, et qu'il n'appartenait pas à une église particulière de s'en dispenser. Quant à la traduction de l'Écriture sainte, il fit observer avec raison qu'elle offrirait moins d'avantages que d'inconvéniens pour des chrétiens peu instruits, parce qu'elle deviendrait un objet de controverses et de fausses interprétations, et ferait naître une foule de questions, de difficultés et de doutes auxquels les ignorans n'étaient pas en état de satisfaire, et qui ne pourraient qu'affaiblir leur foi. Ces observations déterminèrent l'archevêque de Grenade à renoncer à son projet (1).

Ximenès, de retour dans son diocèse, fit bâtir dans

(1) Comez, *Vit. Ximen.* — Marian. — Surit.

la ville d'Alcala, où il avait fait ses études, le magnifique collège de Saint-Ildefonse, fit confirmer l'université de cette ville, et prit soin d'y attirer d'excellens maîtres, en sorte qu'elle devint bientôt une des plus célèbres de l'Espagne. Il commença peu de temps après, avec le concours de ces savans, la Bible polyglotte d'Alcala, qui a servi de modèle aux autres publiées depuis. Elle contient le texte hébreu, la version des Septante avec des traductions latines, et la paraphrase chaldaïque d'Onkelos sur le Pentateuque. On y travailla pendant plus de douze ans, et Ximenès, qui était lui-même fort habile dans les langues anciennes, prit une grande part à cet ouvrage. Mais on y remarque, entre autres défauts, que sous prétexte de corriger la version des Septante et la Vulgate, on les a souvent altérées sans motifs. Cette entreprise coûta des sommes immenses, tant pour les frais de l'impression que par l'acquisition d'anciens manuscrits. Ximenès établit en outre à Alcala une maison d'éducation pour les jeunes personnes de familles pauvres, et un monastère richement doté pour celles qui voudraient embrasser la vie religieuse. Il donna aussi des sommes considérables pour établir celles qui n'avaient pas de quoi se marier, et d'autres pour racheter les esclaves chrétiens qui se trouvaient entre les mains des infidèles. Enfin il continua d'apporter ses soins au rétablissement de la discipline, et l'on peut juger de son zèle pour le maintien des vertus sacerdotales dans son clergé, par un règlement où il ordonna que le chanoine qui devrait célébrer l'office pendant la semaine, et les deux autres qui devraient servir comme diacre et sous-diacre, passeraient tout ce temps en retraite dans un appartement de l'ancien cloître. Ce règlement demeura longtemps en vigueur dans l'église de Tolède.

Les barbares traitemens dont on usait envers les insulaires du nouveau monde attirèrent aussi la sollicitude et les soins malheureusement stériles de Ximenès. On

raît ces malheureux , sans distinction d'âge, de sexe de condition, à travailler aux mines, où ils périssaient par milliers; on leur faisait porter ou traîner des fardeaux énormes , on ne leur donnait qu'une nourriture suffisante, et comme ils cherchaient à se réfugier dans les montagnes pour s'y mettre à l'abri de la tyrannie, on avait dressé des dogues énormes à les chasser et à les égorger comme des animaux sauvages. L'excès de la barbarie était poussé si loin, que, pour augmenter l'ardeur et la férocité de ces chiens, on leur donnait, en guise de curée, les membres de ceux qui succombaient au travail. Deux missionnaires, révoltés de tant d'horreurs, passèrent en Espagne pour les signaler au roi et à la reine; mais la cupidité et la soif de l'or semblaient avoir éteint dans les courtisans tout sentiment d'humanité, et ces deux religieux, trouvant fermées toutes les avenues au trône, avaient perdu courage, quand Ximenès vint à la cour et se chargea d'appuyer leurs plaintes. Toutefois, les mesures que prit la reine produisirent peu d'effet. Quelques années plus tard , un missionnaire dominicain, dans un sermon prêché en présence du gouverneur, s'éleva fortement contre la cruauté dont il était témoin, et comme il fut soutenu par ses confrères , on menaça de les chasser de la colonie. Il vint alors en Espagne, où le roi Ferdinand l'admit à faire ses représentations dans un conseil extraordinaire convoqué à ce sujet. La tyrannie et la cupidité ne manquèrent pas de prétextes pour justifier leurs excès. On alléguait que les Américains étaient comme des enfans; qu'ils n'avaient que la figure humaine , sans aucune intelligence; qu'ils allaient nus , et déchiraient les habits dont on voulait les couvrir; enfin qu'ils faisaient leur souverain bien de l'oisiveté. Le dominicain montra la frivolité et l'exagération de ces motifs, et le roi fit un règlement pour adoucir la condition des insulaires. Il ordonna de leur laisser chaque semaine, entre les dimanches , un autre jour de repos, avec dé-

fense de les châtier à coups de fouet ou de bâton , ni de les employer à certains travaux excessifs ; mais personne ne songeait à demander de quel droit on prétendait leur en imposer d'autres, et malgré ces vains réglemens bientôt éludés, la tyrannie continua d'opprimer et de dépeupler le nouveau monde.

Charles VIII, roi de France, était mort au mois d'avril 1498, d'une apoplexie occasionnée par un coup qui s'était donné à la tête. Sa douceur et sa bonté l'avaient rendu si cher à tout ce qui l'entourait, que deux de ses domestiques tombèrent morts en apprenant qu'il venait d'expirer. Comme il ne laissait point d'enfans, le duc d'Orléans, son cousin au quatrième degré, lui succéda sous le nom de Louis XII. Le nouveau roi s'efforça de diminuer les impôts, et montra tant d'affection pour ses sujets, tant de zèle pour le bien de l'État, une modération si rare dans un souverain, qu'il mérita d'être surnommé le Père du peuple. Il ne fut pas plus tôt sur le trône, qu'on s'efforça de l'irriter contre ceux qui l'avaient desservi sous les derniers règnes, et spécialement contre Louis de la Trémouille, qui l'avait fait prisonnier à la bataille de Saint-Aubin ; mais il répondit par ces paroles mémorables, et qui furent la règle de sa conduite : Le roi de France ne venge point les injures du duc d'Orléans. Il avait épousé malgré lui la princesse Jeanne, fille de Louis XI, et dès qu'il fut roi il songea à rompre ce mariage, et s'adressa au pape pour en faire prononcer la nullité. Il alléguait pour motifs qu'entre lui et la princesse il y avait parenté au quatrième degré, et de plus un empêchement d'affinité spirituelle ; qu'il n'avait point consenti à ce mariage, et ne l'avait contracté, après une protestation secrète, que pour éviter la prison dont il était menacé ; enfin que Jeanne, extrêmement contrariée, était hors d'état de consommer le mariage. Le pape nomma des commissaires pour procéder aux informations juridiques, et après un examen où l'on n'oublia

rien de ce qui pouvait fournir des lumières sur les faits allégués, le mariage fut déclaré nul; après quoi Louis XII épousa, au commencement de l'année suivante, Anne de Bretagne, veuve de Charles VIII.

Les Parisiens, singulièrement attachés à la princesse Jeanne, tant à cause de ses vertus que de sa naissance, murmurèrent hautement de la voir exclue du trône, et quelques prédicateurs s'échappèrent même contre le roi dans leurs sermons; mais la princesse, entièrement morte au monde, loin de se plaindre de sa disgrâce, la regarda comme une faveur du ciel. Elle se retira dans la ville de Bourges, que le roi lui avait assignée avec d'autres domaines pour son entretien, et ne songea plus qu'à se sanctifier par la pratique de toutes les bonnes œuvres. Elle réunit en communauté plusieurs vierges chrétiennes, leur bâtit un monastère, et fonda ainsi l'ordre des religieuses annonciades. Leur règle, qui fut dressée par un cordelier nommé Gilbert Nicolai, confesseur de la princesse, consistait surtout en différentes pratiques ayant pour objet l'imitation des principales vertus de la sainte Vierge. Le pape Alexandre VI confirma cet institut par une bulle du 11 février 1501. Jeanne mourut quatre ans plus tard, le 5 février 1505, et fut enterrée dans l'église des religieuses. Ses vertus l'ont fait mettre au nombre des bienheureuses.

César Borgia, fils d'Alexandre VI, fut chargé d'apporter en France la bulle qui déclarait nul le mariage du roi, et voulant mettre à haut prix cette faveur du saint-siège, il crut pouvoir user de dissimulation et ne donner d'abord que des espérances. Mais le roi fut instruit de la vérité par l'évêque de Ceuta, un des commissaires pontificaux, à qui cette révélation coûta la vie; car Borgia le fit empoisonner. Cet odieux scélérat, que son père avait autorisé, quoique diacre et cardinal, à quitter l'état ecclésiastique, avait fait demander en mariage une fille du roi de Naples, et comme il n'avait pu l'obtenir, il

sollicita l'intervention du roi de France ; mais il ne fut pas plus heureux. Cependant le roi , qui avait intérêt à le ménager à cause du pape et des entreprises projetées sur l'Italie, lui donna le duché de Valentinois avec une pension de vingt mille livres , et lui fit épouser la sœur du roi de Navarre. Il lui promit en outre les plus beaux fiefs du duché de Milan.

Borgia , outre la bulle concernant le mariage du roi, avait aussi apporté un chapeau de cardinal pour Georges d'Amboise , archevêque de Rouen , et premier ministre de Louis XII. Cet illustre prélat, qui conserva jusqu'à sa mort la direction des affaires , était moins distingué par le génie et l'habileté que par sa douceur, sa modération, sa probité et son zèle pour le bien public. Il montra en plusieurs circonstances des vues peu étendues , et conseilla au roi de fausses démarches qui eurent des suites malheureuses. Mais ses vertus rachetèrent ce défaut de génie, et s'il n'eut pas le mérite d'une grande pénétration et d'une politique profonde , il eut du moins celui d'un administrateur habile , et obtint par son caractère de franchise et de bonté l'affection et l'estime publiques. Ses bienfaits le rendirent surtout infiniment cher à ses diocésains. Il combla de présens sa cathédrale, et on signale entre autres une cloche d'une grosseur extraordinaire et la plus considérable du royaume. Il était si modeste, que pour faire honneur à son chapitre il ne paraissait au chœur qu'en habit de chanoine, excepté les jours où il officiait pontificalement. Ayant reçu quelques années plus tard le titre de légat, il entreprit la réforme des cordeliers et des dominicains de Paris, dont le relâchement excitait des plaintes générales. Il nomma pour cet effet des commissaires qui se rendirent au couvent des dominicains pour leur signifier l'ordre d'observer la règle, et spécialement de ne plus sortir sans nécessité, sous peine d'excommunication. Il y avait dans le couvent près de quatre cents dominicains, la plupart

diants, qui résolurent de se défendre par la force, et plus de douze cents autres écoliers, accourant à leur secours, menacèrent les commissaires et leur suite des dernières violences. On prit le parti de chasser ces religieux de la ville et de les disperser dans d'autres maisons de l'ordre. Les cordeliers firent moins de résistance. Comme on voulait les soumettre aux observantins, ils firent des représentations au cardinal d'Amboise, et il fut convenu que vingt-quatre religieux conventuels, pris des provinces et distingués par leurs vertus, viendraient à Paris pour opérer la réforme.

Louis XII, assuré du pape au moyen du duc de Valentinois, se disposa à la conquête du duché de Milan, qu'il prétendait lui appartenir en vertu des droits de Valentine Visconti, son aïeule. Il renouvela les traités de paix avec l'Angleterre et avec l'Espagne, fit alliance avec le duc de Savoie et avec les Suisses, et gagna aussi les Vénitiens par la promesse de quelques places; après quoi il passa en Italie, au mois d'août 1499, et en quelques jours il s'empara de tout le Milanais. Ludovic Sforce, qui avait donné des sommes considérables à l'empereur Maximilien pour en obtenir des secours, trouva le moyen de rentrer dans Milan, au commencement de l'année suivante; mais quelques semaines après il fut fait prisonnier avec le cardinal Ascagne, son frère, et renfermé dans le château de Loche en Touraine, où il mourut au bout de dix ans. Quant à son frère, il fut mis en liberté après deux ans de prison, par la médiation du cardinal d'Amboise, à qui le pape donna le titre de légat du saint-siège dans le royaume de France. Louis XII, après la conquête du Milanais, songea aussi à se rendre maître du royaume de Naples. Mais cette nouvelle entreprise eut pas le même succès. Le roi Frédéric fit entrer dans ses intérêts les Vénitiens avec plusieurs princes d'Italie, et jusqu'au pape, qui s'était d'abord déclaré contre lui. Ferdinand, roi d'Aragon, employa aussi son interven-

tion pour ménager un traité de paix et conserver le royaume à Frédéric; toutefois, quelque temps après n'ayant pu réussir, il entra dans les projets du roi de France, qui offrit de lui abandonner la Pouille et la Calabre, c'est-à-dire les provinces voisines de la Sicile, dévouée à la couronne d'Aragon. Le roi Frédéric, trop faible pour se maintenir contre ces deux puissances réunies, fut obligé, en 1501, d'abandonner ses états et de se retirer en France, où il mourut trois ans plus tard consumé par le chagrin. La division éclata entre les vainqueurs pour le partage de ses dépouilles, et bientôt ils en vinrent à une guerre ouverte. L'archiduc Philippe, qui avait épousé la fille de Ferdinand, entreprit de négocier un traité d'accommodement. Mais Ferdinand profita des négociations pour renforcer son armée en Italie, après quoi il refusa de ratifier le traité, et les Français, vaincus en 1503 à Seminara et à Cérignoles par le grand Gonzalve de Cordoue, furent obligés l'année suivante d'abandonner le royaume de Naples, qui demeura tout entier au roi d'Aragon (1).

Le jubilé séculaire s'ouvrit, selon l'usage, la veille de Noël 1499; mais le nombre des pèlerins fut loin d'être aussi considérable que de coutume, soit à cause des guerres qui troublaient l'Italie, soit à cause de la licence qui régnait à Rome, où il n'y avait aucune sûreté, soit enfin parce que les scandales de la cour romaine refroidissaient la piété des peuples; car jamais on n'avait vu une semblable corruption de mœurs, surtout parmi les ecclésiastiques, dont les dérèglemens ne connaissaient plus de frein. La bulle portait que les pèlerins demeureraient quinze jours à Rome pour visiter les églises, et que les habitans devraient faire cette visite pendant trente jours; mais le pape permit aux confesseurs de réduire

(1) Naucler. *Chron.* — Marian. — Guichard. — Onuphr. — Sabellic. — Belleforet.

le temps à cinq jours pour les étrangers et à sept pour les Romains, à condition de suppléer aux autres visites par des aumônes. Il accorda aussi l'indulgence du jubilé à ceux qui ne pourraient faire le voyage de Rome, moyennant qu'ils payeraient une certaine somme pour la guerre contre les Turcs, dont les ravages s'étendaient de tous côtés. Ils avaient fait en 1498 une irruption jusque dans la Russie; mais un froid subit et rigoureux fit périr la plus grande partie de leurs troupes, et le reste à son retour fut taillé en pièces dans la Moldavie. Une autre armée s'avança l'année suivante dans la Dalmatie et jusque dans le Frioul, où elle exerça d'affreuses cruautés. En même temps, Bajazet fit attaquer par sa flotte les possessions des Vénitiens dans la Grèce, et leur enleva plusieurs places importantes. Le pape adressa des lettres aux princes chrétiens, pour les exhorter à la défense de la religion, et solliciter des secours en faveur des Vénitiens. Ensuite, au mois de mars de l'an 1500, il tint pour le même objet un grand consistoire, où furent appelés tous les ambassadeurs qui se trouvaient à Rome; après quoi il imposa des décimes sur le clergé, et chargea les cordeliers et d'autres religieux de prêcher les indulgences et de recueillir les aumônes des fidèles. Mais tous ces moyens produisirent peu d'effet. Les rois de France et d'Aragon furent à peu près les seuls qui fournirent des troupes avec quelques galères, et après divers avantages remportés sur les Turcs, la paix fut conclue entre le sultan et les Vénitiens. Comme on ne laissa pas d'exiger les décimes avec rigueur et d'employer l'excommunication contre ceux qui refusaient de les payer, l'université de Paris, sur une consultation du chapitre, ne craignit pas de décider que les censures étaient nulles : ce que nous remarquons pour faire voir jusqu'où elle portait ses prétentions et de quel esprit elle était animée.

Le pape faillit être tué, vers le même temps, par la chute d'un plafond qui écrasa plusieurs personnes à côté

de lui. On eut bien de la peine à le retirer lui-même de dessous les décombres, où il fut trouvé dangereusement blessé et sans connaissance. Mais le péril qu'il avait couru ne lui fit point changer de conduite. Voulant à tout prix procurer une souveraineté à son fils César Borgia, il lui donna, aux dépens de l'Église, l'investiture de la Romagne, et devint souvent le complice de ce monstre, qui employa la trahison, la perfidie et l'assassinat pour s'emparer de tout ce qui tentait son ambition. C'est par de tels moyens que les villes d'Urbain, de Camerino et plusieurs autres furent enlevées aux seigneurs qui les possédaient. Plusieurs princes d'Italie formèrent enfin, l'an 1502, une ligue pour leur défense, et César Borgia, sur le point d'être accablé, entama des négociations avec eux, et parvint à conclure un traité de paix ; après quoi les ayant attirés à Sinigaglia sous divers prétextes, il se saisit de leurs personnes, et en fit étrangler quelques-uns et jeter les autres dans des cachots. Le pape, en ayant reçu avis, fit arrêter de son côté le cardinal des Ursins et d'autres membres de cette famille, qui étaient revenus à Rome sur la foi du dernier traité. Ils furent renfermés au château Saint-Ange, où l'on força le cardinal de signer un ordre pour faire livrer au duc de Valentinois toutes les places possédées par les Ursins, et quelques jours après il mourut, dit-on, empoisonné. Deux autres princes de cette maison furent étranglés. On croit que le cardinal Ferraro, qu'on trouva mort dans son lit vers le même temps, finit aussi par le poison. Il avait occupé les charges les plus lucratives de la cour romaine, et amassé par son avarice plus de quatre-vingt mille écus d'or, que le duc de Valentinois fit enlever. Le roi de France eut lui-même à se plaindre des trahisons de ce prince ambitieux, et comme il avait acquis des preuves de ses intelligences secrètes et de celles du pape avec les Espagnols, il en fut d'abord si irrité, qu'il voulait faire marcher ses troupes contre Rome. Mais il en fut

détourné par le cardinal d'Amboise, qui aspirait à la papauté, et qui voulait se ménager le crédit et l'influence du duc de Valentinois. Le roi, pour conclure un nouveau traité avec le pape, eut même la faiblesse d'abandonner les Ursins, dévoués à la France, et de consentir à leur spoliation.

Cependant la Providence permit que le pape Alexandre VI, après avoir été le fauteur habituel des crimes de son fils, en devint lui-même la victime. Le duc de Valentinois, dont la cupidité convoitait la succession du cardinal Adrien Corneto et de deux ou trois autres qui passaient pour avoir de grandes sommes d'argent, résolut de les faire mourir, et fit préparer à cet effet du vin empoisonné qu'on devait leur servir dans un repas où ils furent invités par le pape. Le maître d'hôtel avait reçu des instructions pour éviter une méprise ; mais comme le pape et son fils demandèrent à boire avant le souper, un domestique qui n'était pas dans le secret leur donna de ce vin empoisonné. Le duc en ayant bu fort peu, la force de son tempérament lui sauva la vie après de cruelles souffrances, dont les suites durèrent plus de dix mois. Quant au pape, qui en avait bu davantage et qui était âgé de près de soixante-quatorze ans, il ne put résister à la violence du poison, et mourut au bout de quelques heures dans des convulsions horribles, le 18 août 1503. C'est ainsi, du moins, que les historiens rapportent la mort d'Alexandre VI, et quelques-uns même ajoutent qu'il était dans la confiance de l'exécrable machination de son fils ; car on s'est plu à recueillir tous les soupçons pour charger sa mémoire. Toutefois nous devons faire remarquer que, d'après des mémoires manuscrits cités par le continuateur de Baronius, ce pape serait mort d'une fièvre qui le tourmentait depuis six jours avec des symptômes si alarmans, qu'il avait demandé et reçu les derniers sacremens en présence de plusieurs cardinaux. Nous laissons au lecteur à juger si l'autorité de

ces mémoires secrets doit l'emporter sur le témoignage des historiens contemporains. Du reste, il importe assez peu de savoir si la mort de ce pape fut naturelle ou produite par un empoisonnement ; mais ce qu'on ne saurait admettre sur la foi de quelques auteurs justement suspects, c'est qu'il ait été dans cette circonstance le complice de son fils, et qu'au moment où les décimes lui rapportaient des sommes immenses, il ait voulu, pour la dépouille de quelques cardinaux, prendre part à une odieuse scélératesse, dont la trame ne pouvait rester secrète. Les crimes malheureusement trop certains de cet infâme pontife lui en ont fait attribuer beaucoup d'autres peu vraisemblables, et l'on ne doit pas adopter aveuglément tous les soupçons et les bruits populaires recueillis et propagés par des historiens que la haine ou l'esprit de parti a quelquefois entraînés à le calomnier (1).

Les troubles qui suivirent la mort du pape firent différer ses obsèques jusqu'au 4 septembre ; après quoi les cardinaux, étant parvenus à rétablir l'ordre, entrèrent en conclave au nombre de trente-huit ; mais la complication des intrigues retarda l'élection près de trois semaines. Le cardinal d'Amboise comptait pour se faire élire sur l'appui du cardinal Sforce, à qui il avait fait rendre la liberté, sur celui du cardinal Julien de la Rovère, jusqu'alors dévoué aux intérêts de la France, et particulièrement sur le crédit du duc de Valentinois auprès du sacré collège, presque entièrement composé des créatures d'Alexandre VI ; car ce pape avait nommé jusqu'à quarante-trois cardinaux. Enfin, les troupes que Louis XII avait dans le voisinage de Rome semblaient devoir naturellement donner une nouvelle force au parti de la France, et déconcerter les intrigues de ses ennemis. Mais avant d'entrer au conclave, les cardinaux exigèrent que l'armée française s'éloignât de Rome et que

(1) Volaterr. — Guichard. — Bemb. *Hist. Venet.* — Rainald.

le duc de Valentinois en sortit avec ses troupes. Ils prirent la même précaution à l'égard des Colonne et des Ursins, dont les dissensions avaient occasionné des troubles, et levèrent des milices bourgeoises pour maintenir la sûreté dans la ville. Ces mesures, auxquelles le cardinal d'Amboise prêta son concours avec les ambassadeurs des princes, eurent pour effet d'affaiblir le parti français et de fortifier les factions espagnole et italienne. D'un autre côté, le cardinal Julien de la Rovère, qui aspirait lui-même à la papauté, mais qui n'était pas encore en mesure d'y parvenir, appuya l'élection du cardinal François Piccolomini, dont les infirmités faisaient prévoir qu'il ne survivrait pas longtemps. Comme ce candidat était très-opposé à la France, les Espagnols se déclarèrent en sa faveur, et la même considération lui procura l'appui du cardinal Sforce, qui voulait ménager à sa famille les moyens de recouvrer le Milanais. Enfin, après bien des négociations, Piccolomini fut élu le 22 septembre, et prit le nom de Pie III, en mémoire de son oncle Pie II. Mais il mourut le 18 octobre, après vingt-six jours seulement de pontificat.

Julien de la Rovère recommença aussitôt à intriguer pour se procurer des voix. Sa rupture avec la France lui avait acquis la faveur des cardinaux espagnols, et il acheva de les gagner en leur promettant de conserver au roid'Arag on la totalité du royaume de Naples. Il s'engagea par un traité à donner au duc de Valentinois le commandement général des troupes de l'Église, ce qui lui valut les suffrages des cardinaux attachés à la maison de Borgia. Enfin, il gagna le cardinal Sforce et ses amis par la promesse de contribuer au rétablissement de sa famille dans le Milanais. Ces conventions ruinèrent une seconde fois les espérances du cardinal d'Amboise. Le conclave s'ouvrit le 31 octobre, et dès le lendemain on élut le cardinal Julien de la Rovère, qui prit le nom de Jules II. Les cardinaux avaient dressé, selon l'usage, quelques ré-

glements portant que le pape ne pourrait faire certains actes, ou prendre certaines mesures d'administration, notamment imposer des décimes, créer de nouveaux emplois, nommer des cardinaux ou les punir, transférer ou déposer des évêques, ni surtout faire la guerre, sans le consentement des deux tiers du sacré collège, et que de plus il devrait convoquer, dans le délai de deux ans, un concile général pour travailler à la paix entre les princes chrétiens, à la réformation de l'Église, et spécialement à la réduction des exactions pécuniaires. Chaque cardinal jura l'observation de ces réglemens, avec cette clause que celui qui serait élu pape ne pourrait se dispenser ni se faire absoudre de ce serment, sous peine d'être réputé parjure et obligé de se soumettre au jugement du concile, qui pourrait être alors convoqué par les deux tiers des cardinaux. Jules II après son élection confirma ce serment, au moins pour quelques-uns des articles convenus; mais il ne se crut pas tenu de l'observer et de s'astreindre à des réglemens qu'il jugeait nuls et sans valeur, comme dérogeant aux droits de son autorité apostolique. Dès la fin de novembre, par un de ces abus que les conclaves cherchaient vainement à réformer, il fit une promotion de quatre cardinaux, parmi lesquels furent compris deux de ses parents, et l'on en trouve encore trois autres dans les promotions suivantes. C'est alors que commença, selon la remarque des historiens, la cérémonie de fermer la bouche aux nouveaux cardinaux.

Le pontificat de Jules II fut presque entièrement rempli par des guerres et des intrigues politiques. Ce pape ambitieux, entreprenant, incapable de repos, d'un caractère fier et despotique, joignant à une activité turbulente une opiniâtreté inflexible et des mœurs belliqueuses, tourmenta l'Italie et mit l'Europe en feu, conclut des traités et les rompit au gré de ses intérêts, et ne craignit pas de se montrer lui-même, comme un général, à la tête de ses troupes. Il avait fait la guerre en faveur de la

France contre Alexandre VI, et devenu pape il s'allia encore avec Louis XII pour obtenir son appui contre les princes d'Italie, puis aussitôt qu'il les eut réduits il se montra l'ennemi implacable de la France. Un de ses premiers soins fut d'obliger le duc de Valentinois à rendre les villes qu'il occupait dans la Romagne, et ce duc, trop faible pour se maintenir, fit un traité par lequel il s'engageait à les remettre au saint-siège. Mais il manda secrètement au gouverneur qu'il avait à Césène de faire pendre celui qui viendrait pour en prendre possession au nom du pape ; ce qui fut exécuté. Jules II, après cette horrible perfidie, prit le parti de faire arrêter le duc et de le retenir prisonnier à Ostie, sous la garde du cardinal Bernardin de Carvajal, jusqu'à l'entière exécution du traité, et le cardinal le remit à Gonzalve de Cordoue, qui le fit conduire en Espagne, où il fut gardé en prison pendant trois ans, après quoi s'étant évadé, il se retira auprès du roi de Navarre, et périt bientôt après dans une expédition militaire. Les Vénitiens profitèrent des circonstances pour s'emparer de plusieurs places de la Romagne, dont les peuples se montraient disposés à ne point souffrir la domination de la cour de Rome ; mais le pape, qui n'était pas en état de leur faire la guerre, dissimula pendant quelque temps, et s'unit même trois ans plus tard à la république contre les intérêts de la France, dont il venait cependant de recevoir des secours pour recouvrer les villes de Bologne et de Pérouse. On le verra bientôt conclure une ligue avec Louis XII et d'autres princes contre les Vénitiens, puis s'allier de nouveau avec les Vénitiens contre la France, et enfin les abandonner pour s'unir à l'empereur.

Les erreurs de Wiclef et de Jean Huss se perpétuaient dans la Bohême, où il s'était formé, après la destruction des thaborites, une nouvelle secte qui en recueillit les débris, et qui professait à peu près les mêmes doctrines. Elle eut d'abord pour chef un cordonnier nommé Kele-

siski, et l'an 1467 ces sectaires, connus sous le nom de frères de Bohême, s'étant séparés de Roquesane et des calixtins, se donnèrent eux-mêmes pour pasteur un laïque ignorant nommé Mathias Convalde. Ils n'étaient guère que deux ou trois mille, et malgré leur petit nombre ils n'hésitaient pas à se croire la seule véritable Église. Ils poussaient même la témérité jusqu'à rebaptiser ceux qui avaient reçu le baptême hors de leur secte. Ils regardaient l'Écriture sainte comme la seule règle de foi, méprisaient la tradition et l'autorité de l'Église, rejetaient la messe, la transsubstantiation, l'invocation des saints, le purgatoire et les prières pour les morts. Ils n'observaient d'autres fêtes que Noël, Pâques et la Pentecôte ; ils se bornaient pour le saint sacrifice aux paroles de la consécration avec l'oraison dominicale, et se servaient de pain levé. Enfin, ils regardaient le pape comme l'Antechrist, l'Église romaine comme la prostituée de l'Apocalypse, les jeûnes, les vœux, les cérémonies et toutes les lois de l'Église comme des superstitions. Les calixtins se joignirent aux catholiques pour les accuser auprès de Ladislas, roi de Bohême et de Hongrie, à qui ces sectaires firent présenter, en 1504, une confession de foi pour exposer et justifier leur doctrine. Ils y reconnaissent les sept sacremens, et spécialement la nécessité de la confession ; ils admettent aussi la présence réelle de Jésus-Christ dans l'eucharistie, et disent en termes exprès que son corps et son sang, par l'effet des paroles de la consécration, se trouvent présens sous les espèces du pain et du vin. Mais ils font dépendre la vertu des sacremens de la sainteté du ministre. Le roi Ladislas publia un édit pour leur défendre d'enseigner leur doctrine et de tenir aucune assemblée, avec ordre de comparaître devant les magistrats de Prague pour y abjurer leurs erreurs. Ils essayèrent encore une nouvelle apologie, où, selon le langage de tous les sectaires, ils protestaient de leur attachement à la vraie doctrine de Jésus-Christ, et déclaraient

raient que si on pouvait les convaincre d'erreur, ils étaient prêts à se rétracter. Mais le roi maintint son ordonnance, et voulant en même temps les éclairer, ou du moins empêcher les progrès de la séduction, il fit composer et publier une solide réfutation de leurs erreurs, où l'on faisait voir en particulier les contradictions et les variations de leur doctrine. Ils en donnèrent une nouvelle preuve dans une réponse qu'ils firent en 1509 à cet écrit; car, bien qu'ils y reconnaissent expressément la présence réelle, on y voit cependant plusieurs passages où ils semblent la rejeter. Ces frères de Bohême s'unirent dans la suite aux luthériens.

Henri VII, roi d'Angleterre, après s'être affermi sur le trône par la défaite successive de plusieurs prétendants, avait fait épouser, vers la fin de l'an 1501, au prince Arthur, son fils aîné, Catherine d'Aragon, fille de la reine Isabelle et du roi Ferdinand. Comme le jeune prince mourut quelques mois après sans laisser d'enfans, le roi d'Angleterre, pour n'être pas obligé de rendre la dot de Catherine, résolut de marier cette princesse avec Henri, son second fils, devenu l'héritier présomptif de la couronne, et fit demander à Rome, de concert avec la cour d'Espagne, la dispense nécessaire. On pouvait d'autant plus facilement l'espérer, qu'Alexandre VI avait permis depuis peu à Emmanuel, roi de Portugal, d'épouser successivement les deux sœurs. Jules II, avant de suivre cet exemple, voulut prendre l'avis des plus habiles théologiens, et nomma une commission pour examiner l'affaire en sa présence. Quelques-uns soutinrent qu'il ne pouvait dispenser d'un semblable empêchement, sous prétexte que le mariage entre beau-frère et belle-sœur était défendu par une loi divine (*Levit. cap. xx, v. 21*). Mais le plus grand nombre jugèrent avec raison que cette défense n'était pas absolue, qu'elle ne concernait que l'état civil des Juifs, et était abrogée comme les autres du même genre depuis la naissance du christia-

nisme ; enfin qu'elle s'appliquait seulement au cas où la femme avait eu des enfans du premier mari, et que s'il n'y en avait point, il était non-seulement permis mais ordonné à un Juif, par une autre loi mosaïque, d'épouser la veuve de son frère (*Deuter. cap. xxv, v. 5*). Ces raisons étaient évidemment sans réplique, et le pape Jules II accorda la dispense par une bulle du 26 décembre 1503, avec des clauses qui en assuraient l'effet quand même le mariage avec le prince Arthur aurait été consommé, et encore dans le cas où le prince Henri et Catherine auraient déjà habité ensemble avant la dispense. Le roi Henri VII, pour faire consacrer en quelque sorte les droits de la maison de Lancastre, sollicita vers le même temps la canonisation de Henri VI, massacré par la maison d'York ; mais les informations qui furent faites à ce sujet ne parurent pas suffisantes. Henri VII était lui-même recommandable par une grande piété et par son zèle pour la religion ; il publia plusieurs lois utiles, notamment pour réprimer l'usure et maintenir aux prélats le droit d'emprisonner les clercs coupables d'incontinence. Il nomma aussi des avocats pour plaider gratuitement les causes des pauvres. Mais il donna lieu à des plaintes nombreuses par son avarice. Il mourut au mois d'avril 1509, et laissa des sommes énormes à son fils Henri VIII.

Isabelle, reine de Castille, était morte au mois de novembre 1504, après un règne illustré par les grands événemens qu'on a vus, et il faut lui rendre cette justice, qu'elle prit quelques mesures pour empêcher l'oppression des Américains ; elle donna même des ordres à cette fin dans son testament ; mais on comprend qu'ils étaient inconciliables avec l'intention de s'approprier la souveraineté et les richesses du nouveau monde. La mort de cette reine occasionna de grands mouvemens en Espagne. Comme Jeanne, sa fille et son héritière, mariée à l'archiduc Philippe, fils de l'empereur Maximilien, avait à peu près perdu l'esprit, la reine Isabelle, par son tes-

tament, avait conféré la régence de Castille au roi Ferdinand, son époux, jusqu'à ce que Charles de Luxembourg, fils de Jeanne et de l'archiduc, eût atteint l'âge de vingt ans. L'archiduc Philippe protesta contre cette disposition, qui lui semblait contraire à ses droits, et vers la fin de l'année suivante il se rendit en Castille, où presque tous les seigneurs se déclarèrent en sa faveur. Il fut donc proclamé roi, et couronné avec son épouse. Mais il mourut l'an 1506, et Ferdinand recouvra la régence par les soins et l'habileté de Ximenès, qui demeura chargé du gouvernement pendant que ce prince était occupé à mettre ordre aux affaires d'Italie; car il avait reçu des plaintes contre l'administration du grand Gonzalve, et se défiant de sa fidélité, il lui ôta la vice-royauté de Naples, et l'envoya en Espagne, où il le laissa sans emploi. Les affaires de Castille avaient obligé le roi d'Aragon, pour se soutenir contre les prétentions de l'archiduc, à rechercher l'appui de Louis XII, et à conclure avec lui un traité de paix, dont l'une des clauses fut le mariage de Ferdinand avec une nièce du roi de France, avec cette condition que le royaume de Naples appartiendrait aux enfans issus de ce mariage. L'empereur Maximilien, de son côté, avait renouvelé, l'an 1504, un traité précédemment conclu avec la France, et dans lequel on convint du mariage futur de Charles de Luxembourg, son petit-fils, avec la princesse Claude, fille de Louis XII, sous la condition qu'elle aurait pour dot la Bourgogne et le Milanais, outre la Bretagne, dont elle devait hériter du chef de sa mère. Mais ce traité ne reçut pas son exécution. L'empereur avait promis de se rendre en Italie pour donner au roi l'investiture du duché de Milan, et après avoir touché une partie de la somme qu'il avait exigée, ce prince inepte et méprisable, qui ne faisait des traités que pour stipuler de l'argent, se mit peu en peine de tenir sa parole. D'autre part, les principaux seigneurs adressèrent à Louis XII des repré-

sentations pour le prier de soumettre aux états généraux une convention qui tendait à détacher du royaume plusieurs provinces importantes. Les états furent assemblés à Tours en 1506, et, d'après leur avis, la princesse Claude fut fiancée à François d'Angoulême, héritier présomptif de la couronne. Cette même année mourut Alexandre, roi de Pologne, qui avait succédé, depuis cinq ans, à son frère Albert, et qui eut pour successeur son autre frère Sigismond (1).

Comme il régnait depuis quelque temps de grands abus dans l'élection des papes, dont plusieurs avaient obtenu les voix des cardinaux par des promesses d'emplois ou de bénéfices, Jules II, pour remédier à ces abus simoniaques, publia une bulle en date du 14 janvier 1505, portant que s'il se commet quelque simonie dans l'élection du pape, soit de la part de l'élu ou de celle des électeurs, l'élection sera nulle; qu'on pourra agir contre l'élu comme s'il était hérétique, et implorer au besoin le secours du bras séculier; que les cardinaux qui auront concouru à cette élection seront privés comme lui du cardinalat et de toute autre dignité et bénéfice, enfin que ceux qui n'auront point pris part à cette simonie pourront élire un autre pape, et convoquer à ce sujet un concile général. L'année suivante, Jules II fit commencer, d'après les plans du célèbre Bramante, la construction de la magnifique église de Saint-Pierre au Vatican, sur l'emplacement de l'ancienne basilique élevée par Constantin, et qui tombait en ruine. Il en posa la première pierre le 18 avril 1506, et accorda des indulgences à ceux qui contribueraient aux frais de cet édifice. Il espérait conduire cet immense ouvrage à sa fin, mais il en vit à peine achever les fondemens. Il confirma, par une bulle du 28 juillet de la même année,

(1) Marian. — Guichard. — Belcar. — Papyr. Mass. *Vit. Jul.* — Dubrav. — Onuphr.

la règle des minimes, dans la dernière forme que venait de lui donner le saint fondateur, qui l'avait plusieurs fois retouchée. Cette règle était triple, c'est-à-dire qu'outre celle des religieux, il y en avait une autre pour les religieuses, et une troisième pour les personnes du tiers-ordre. Le pape accorda aux minimes, par la même bulle, tous les privilèges des ordres mendiants. Saint François de Paule mourut le 2 avril de l'année suivante 1507, au couvent du Plessis-les-Tours. L'assurance qu'il eut de sa mort prochaine lui fit refuser pendant sa maladie les soulagemens qu'on voulut lui procurer, et après s'être fait conduire à l'église nu pieds et la corde au cou, pour y recevoir l'eucharistie, il expira le lendemain, jour du vendredi saint, à l'âge de quatre-vingt-onze ans. L'éclat de ses vertus et les nombreux miracles opérés à son tombeau firent presque aussitôt demander sa canonisation, qui fut prononcée en 1519, par Léon X. Son corps se conserva sans corruption dans l'église du Plessis jusqu'en 1562, qu'il fut brûlé par les calvinistes. Le roi Charles VIII, à l'exemple de son père, eut tant de considération pour saint François de Paule, qu'il voulut lui faire tenir le dauphin, son fils, sur les fonts du baptême, et Louis XII l'honora également de son amitié. L'ordre des minimes s'était établi depuis plusieurs années en Espagne par les soins et les bienfaits du roi Ferdinand et de la reine Isabelle, qui attribuaient aux prières du saint leurs victoires sur les Maures.

Emmanuel, roi de Portugal, s'occupait d'étendre les progrès de l'Évangile sur les côtes d'Afrique, et de poursuivre les découvertes commencées depuis Vasco de Gama dans les Indes. Il envoya dans le Congo, l'an 1504, un grand nombre de pieux et savans missionnaires, avec des ouvriers habiles, pour instruire en même temps les peuples dans la religion chrétienne et dans les arts de l'Europe; et cette mission, secondée par le zèle du roi de Congo, déjà baptisé sous le nom d'Alphonse, ob-

tint les plus heureux succès. Ce prince africain montrait une ferveur extraordinaire dans la pratique du christianisme , et le plus vif sentiment de reconnaissance pour le roi de Portugal, qui lui avait procuré les lumières de la foi. Comme le célèbre Améric Vespuce, après ses découvertes dans le nouveau monde, n'avait pas obtenu de la cour d'Espagne les récompenses qu'il espérait, le roi Emmanuel , informé de son mécontentement , l'attira dans son royaume , et lui donna trois vaisseaux pour faire de nouvelles explorations dans l'Océan Atlantique. Améric Vespuce mit à la voile en 1501, et parcourut les côtes du Brésil jusqu'au Paraguay. Il fit trois ans plus tard un autre voyage pour chercher un nouveau passage aux Indes par l'extrémité méridionale de l'Amérique ; mais l'épuisement de ses provisions le força de retourner l'année suivante en Portugal, où il mourut l'an 1508. Le voyage de Vasco de Gama n'avait eu d'autre résultat que de faire connaître la route des Indes et les avantages immenses que devait procurer le commerce de ces riches contrées. Le zamorin ou roi de Calicut , après l'avoir d'abord accueilli favorablement, se laissa gagner par les mahométans, et craignant pour son indépendance, il essaya de faire périr la flotte portugaise. Mais elle écarta, par la supériorité de son artillerie, tous les bâtimens qui entreprirent de lui fermer le passage. Vasco de Gama ramena en Portugal plusieurs Indiens et un Maure nommé Moncaïde , qui reçut le baptême. Une nouvelle flotte portugaise partit l'an 1500 pour les Indes, sous la conduite d'Alvarez Cabral , qui foudroya par son artillerie la ville de Calicut , et fit des traités de commerce avec les rois de Cochin et de Cananor. Il avait sur ses vaisseaux huit religieux franciscains et autant de prêtres séculiers , pour prêcher l'Évangile aux infidèles. D'autres expéditions eurent lieu les années suivantes, et bientôt les conquêtes et les établissemens des Portugais formèrent un état puissant gouverné par un vice-roi. Le premier

qui eut ce titre fut François d'Almeyda , qui partit , au mois de mars de l'an 1505, avec une flotte de vingt-deux navires. Il construisit des forts sur différens points de l'Afrique et de l'Asie, rendit plusieurs rois tributaires, s'empara de plusieurs villes , ruina celles qui voulurent opposer de la résistance , et ternit par d'odieux massacres la gloire de ses exploits. Alphonse d'Albuquerque, qui lui succéda en 1508 , porta encore plus loin la terreur, et augmenta prodigieusement la puissance du Portugal dans les Indes. Il se rendit maître de l'île d'Ormuz à l'entrée du golfe Persique , et voulut aussi s'emparer de la ville d'Aden sur la mer Rouge , pour fermer ainsi le passage sur les deux routes principales du commerce de l'Asie et de l'Égypte ; mais il échoua dans cette seconde entreprise. Il attaqua et prit, l'an 1510, la ville de Goa , sur la côte du Malabar, place importante qui devint le chef-lieu des possessions portugaises en Asie , et la métropole de toutes les églises qu'on y érigea. Un crucifix d'airain , qu'on trouva dans des ruines , confirma la persuasion où l'on était que la foi chrétienne y avait été portée par l'apôtre saint Thomas. L'année suivante, Albuquerque s'empara de la ville de Malaca, dans la presque île au delà du Gange , et ne cessa jusqu'à sa mort, arrivée en 1515, d'étendre ses conquêtes et ses ravages. Il attribuait ses succès à la protection de saint Jacques, et, par reconnaissance , il envoya quantité de pierreries à l'église de Compostelle ; car ces aventuriers, qui promenaient partout leur funeste ambition , prétendaient , comme les Espagnols dans le nouveau monde, allier les pratiques de la religion à cet odieux enchaînement d'entreprises injustes toujours suivies d'affreux massacres. Le soudan d'Égypte, excité, dit-on, par les Vénitiens, qui étaient presque seuls avec lui en possession du commerce des Indes, résolut de faire la guerre aux Portugais, et prenant prétexte des mesures prises en Espagne contre les Maures, il menaça de ruiner le saint-

sépulcre et de contraindre les chrétiens de ses états à professer le mahométisme. Le gardien des cordeliers de Jérusalem, effrayé de ces menaces, vint à Rome solliciter l'intervention du pape, qui lui donna des lettres pour le roi de Portugal. Mais ce prince répondit qu'on pouvait se rassurer, et que le soudan ne se résoudrait pas à sacrifier les riches tributs qu'il tirait des pèlerins de Jérusalem, et l'événement vérifia cette conjecture. Il ajouta qu'il espérait bien, avec le secours du ciel, détruire le tombeau de Mahomet, et pria le pape d'exhorter les princes chrétiens à le seconder dans cette entreprise. Le soudan équipa une flotte considérable pour attaquer les Portugais dans les Indes, mais elle fut détruite par le vice-roi Almeyda.

Vers le même temps, c'est-à-dire en 1506, la ville de Lisbonne fut troublée par une violente émeute contre les juifs. Il y avait dans l'église des dominicains un crucifix couvert d'un verre, et un jour quelques personnes qui entendaient la messe furent si frappées des traits de lumière que le verre réfléchissait, qu'elles se mirent à crier miracle. Un juif nouvellement converti ayant voulu les détromper, et riant de leur simplicité, le peuple, persuadé qu'il parlait ainsi par mépris pour la religion, se jeta sur lui, le traîna hors de l'église, le perça de mille coups, et brûla son corps. Ensuite la multitude, excitée par deux religieux qui marchaient à sa tête avec une croix, se porta dans les maisons des juifs, égorga sans distinction hommes, femmes et enfans, et pillait tout ce qu'ils avaient. Cet horrible massacre dura trois jours, et il y eut, dit-on, plus de deux mille personnes égorgées. Les deux religieux avec les plus coupables de la troupe furent punis de mort, puis leurs corps brûlés, et leurs cendres jetées au vent.

Ximenès, devenu grand inquisiteur d'Espagne, et élevé l'an 1507 à la dignité de cardinal, joignit bientôt après à ces titres celui de conquérant. Ayant essayé inutile-

ment d'engager le roi Ferdinand à porter la guerre en Afrique, il offrit de se charger de l'expédition, et d'entreprendre à ses frais la conquête d'Oran, dans le royaume d'Alger, à la condition que cette ville relèverait de l'église de Tolède et qu'il en percevrait tous les revenus jusqu'à l'entier remboursement de ses avances. Le roi donna son consentement, et ce projet fut accueilli par le peuple et le clergé avec un tel enthousiasme, qu'on eut bientôt réuni une armée nombreuse avec toutes les provisions nécessaires. Elle s'embarqua au printemps de l'an 1509 sur des vaisseaux du roi, aborda heureusement en Afrique, et après une éclatante victoire remportée sur les Maures, elle prit d'assaut la ville d'Oran, où tout fut passé au fil de l'épée, hommes, femmes et enfans, à l'exception de huit mille qu'on fit esclaves, et d'environ quatre mille qui parvinrent à se sauver. Rien ne fait mieux connaître les mœurs du temps que cette expédition singulière, où l'on vit un cardinal marcher à la tête d'une armée, en habits pontificaux, et suivi d'un grand nombre de prêtres et de religieux l'épée au côté. Il voulait accompagner les troupes pour les animer pendant la bataille ; mais on le conjura de ne pas s'exposer, et restant dans sa tente en prières, il se contenta de faire porter à leur tête sa croix pontificale. Pierre de Novarre, qui commandait l'armée, prit encore l'année suivante Bougie et quelques autres places. Quant à Ximènes, après avoir pourvu à l'administration temporelle d'Oran, et purifié les mosquées pour les convertir en églises, il revint en Espagne, et voulant éviter les applaudissemens et les louanges qui l'attendaient à la cour, il resta dans son diocèse, où il employa les fruits de sa conquête au profit des églises et des pauvres, et établit notamment des greniers publics en plusieurs villes avec d'immenses réserves de blé, pour être distribué en cas de cherté. Le roi Ferdinand voulut établir vers le même temps l'inquisition à Naples ; mais elle excita

un tel soulèvement, qu'on fut contraint de l'abolir (1).

Comme les Vénitiens retenaient depuis longtemps plusieurs villes des états ecclésiastiques, le pape Jules II, après avoir employé inutilement tous les moyens pour en obtenir la restitution, forma le projet de leur déclarer la guerre et de conclure à cet effet un traité d'alliance avec l'empereur et avec les rois de France et d'Aragon, qui élevaient aussi des plaintes contre les usurpations des Vénitiens. Louis XII, entraîné par les conseils du cardinal d'Amboise, accepta sans hésiter les propositions du pape, qui furent ensuite agréées par les deux autres princes, et l'on conclut en conséquence, au mois de décembre 1508, la ligue fameuse connue sous le nom de ligue de Cambrai. La principale clause de ce traité portait que le pape, l'empereur et les deux rois s'obligeaient à joindre leurs forces contre les Vénitiens, et qu'aucun des princes ligués ne pourrait faire ni paix ni trêve avec cette république sans le consentement des autres. Le roi de Hongrie et les ducs de Savoie, de Ferrare et de Mantoue, accédèrent à cette ligue, dans l'espoir de recouvrer aussi quelques places, et l'on gagna les Florentins en leur livrant la ville de Pise, qui avait soumis ses différends à l'arbitrage des rois de France et d'Aragon. Le pape, avant de signer la ligue, eut encore recours à la voie des négociations, et pressa les Vénitiens, pour éviter les malheurs dont ils étaient menacés, de lui rendre les villes de Faenza et Rimini; mais n'ayant rien pu obtenir, il publia son acte de ratification par une bulle en date du 22 mars 1509. Alors les Vénitiens lui envoyèrent offrir, mais inutilement, les conditions qu'ils avaient d'abord refusées; ils firent aussi des tentatives également infructueuses auprès de l'empereur et du roi d'Aragon.

L'armée française entra en Italie vers la fin d'avril 1509, et le 14 mai elle gagna sur les Vénitiens la bataille

(1) Marian. — Osor. — Barros, *Hist. Indiar.*

d'Agnadel, après quoi Louis XII recouvra en quelques jours toutes les villes et forteresses qui dépendaient du duché de Milan. Le vice-roi de Naples s'avança presque en même temps dans la Pouille, où toutes les villes retenues par les Vénitiens se rendirent sans résistance aux Espagnols, et l'empereur reprit aussi, presque sans coup férir, toutes les places qu'il avait perdues précédemment dans le Frioul. Le pape, de son côté, publia une bulle foudroyante par laquelle il ordonnait aux Vénitiens de restituer dans vingt-quatre jours tous les domaines usurpés sur l'Église, avec les fruits qu'ils avaient perçus, faute de quoi toutes leurs terres seraient mises en interdit, leurs biens et leurs personnes abandonnées à quiconque voudrait s'en emparer, avec défense à toute personne, sous les mêmes peines, de leur donner asile ou retraite. Les Vénitiens n'avaient d'abord tenu aucun compte de cette bulle, dont ils appelèrent au futur concile; mais après leur défaite, comme le pape s'était rendu maître de Ravenne et de toutes les autres villes appartenant à l'état ecclésiastique, ils lui envoyèrent des ambassadeurs pour se soumettre à discrétion, et demander l'absolution des censures. Le pape accueillit favorablement les ambassadeurs, et se montra disposé à la paix. Bientôt après, les affaires des Vénitiens commencèrent à se rétablir. Ils reprirent Padoue, Vicence et plusieurs autres places; ils firent prisonnier le marquis de Mantoue, et remportèrent divers avantages sur l'empereur, qui retourna en Allemagne après avoir perdu une grande partie de ses conquêtes. D'un autre côté, le roi de France ne tarda pas à se brouiller avec le pape au sujet de la collation des bénéfices; car il ne voulait pas même lui laisser, selon l'usage, la disposition de ceux qui venaient à vaquer en cour de Rome; et comme un évêché de Provence avait été conféré sans son agrément, voulant empêcher l'effet de cette nomination, il fit saisir le revenu de tous les bénéfices que les prélats de la cour ro-

maine possédaient dans le Milanais. Les Vénitiens, menacés par un nouveau traité de ce prince avec l'empereur, et craignant de se voir enfin accablés, profitèrent des circonstances pour conclure leur accommodement avec le pape, qui cherchait à former une ligue contre la France. Ils firent un traité dont les principales conditions étaient qu'ils laisseraient au pape la libre disposition des bénéfices, qu'ils permettraient à tous les sujets de la république de porter leurs procès en cour de Rome, et qu'ils renonceraient à tous droits et prétentions sur les terres du saint-siège, après quoi leurs ambassadeurs reçurent l'absolution des censures le 25 février 1510.

Jules II ayant obtenu ainsi des Vénitiens tout ce qu'il désirait, entreprit le duc de Ferrare pour le contraindre à fermer les salines de Comachio, qui portaient préjudice à celles du pape, et sur son refus, il menaça de l'excommunier, et fit avancer des troupes contre lui. Le duc eut recours au roi de France, qui n'hésita pas à se déclarer en sa faveur. Comme le pape s'en plaignit vivement, le roi, déjà informé de ses intrigues secrètes contre la France, lui reprocha d'avoir le premier violé le traité de Cambrai en faisant la paix avec les Vénitiens sans le concours de ses alliés. Le cardinal Georges d'Amboise, premier ministre de Louis XII, mourut vers ce temps, laissant une succession mobilière qu'on disait s'élever à trois cent mille écus d'or, et le pape la demanda comme une dépouille qu'il prétendait lui appartenir; mais le roi la lui refusa; ce qui devint un nouveau sujet de division. On remarque, à la louange de ce cardinal, qu'il n'employa jamais son crédit à augmenter sa fortune, qu'il n'eut jamais d'autres bénéfices que son archevêché, qu'il ne demanda jamais rien au roi, et se contenta de recevoir les gratifications qui lui étaient offertes, encore ne le faisait-il que lorsqu'il ne pouvait décemment les refuser. Il ne percevait que le tiers du revenu de son archevêché, et les deux autres tiers étaient em-

ployés au soulagement des pauvres et aux réparations des églises. Il ne laissait pas avec ce qui lui restait de contribuer à une foule de bonnes œuvres. Il fonda des couvens et des hôpitaux, et embellit la ville de Rouen par divers travaux d'utilité publique. C'est à lui que cette ville fut redevable de son parlement.

Cependant la guerre continuait toujours en Italie, et le pape, qui avait résolu d'en chasser les Français, après avoir attaqué sans succès le duc de Ferrare, et tenté vainement de leur enlever la ville de Gênes, fut plus heureux dans ses négociations pour la ligue qu'il projetait. Il gagna d'abord les Suisses, qui firent avec lui un traité d'alliance, et demandèrent au roi une augmentation de solde, dont le refus leur servit de prétexte pour quitter le service de la France. Henri VIII, qui occupait depuis un an le trône d'Angleterre, entra d'autant plus facilement dans les vues du pape, qu'il y trouvait l'occasion de satisfaire un sentiment d'ambition et de rivalité nationale. Jules II fit aussi des démarches pour entraîner dans cette coalition le roi Ferdinand et l'empereur Maximilien. Celui-ci, vivement irrité contre les Vénitiens, rejeta les propositions du pape et renouvela ses traités avec la France, dont le concours pouvait lui servir à recouvrer ce qu'il avait perdu en Italie. Mais il rompit cette alliance dès qu'il n'y vit plus son intérêt. Quant à Ferdinand, comme il avait retiré tous les avantages qu'il s'était promis de la ligue de Cambrai, il se laissa gagner par l'espérance de s'assurer la possession du royaume de Naples, dont le pape lui donna en effet l'investiture. Le roi Louis XII, ainsi dépouillé de ses droits, se plaignit à Rome, et invoqua le respect des traités conclus avec Ferdinand et confirmés par Alexandre VI; mais Jules II n'eut aucun égard à ses réclamations. Il le somma au contraire, sous peine d'excommunication, de retirer son appui au duc de Ferrare, d'abandonner la ville de Gênes, et de rendre au saint-siège quelques

places sur lesquelles il élevait des prétentions. Bientôt après il excommunia le duc de Ferrare avec tous ceux qui avaient pris ou prendraient sa défense, et nommément les chefs de l'armée française en Italie (1).

Le roi, qui s'attendait bien à cette mesure, convoqua, au mois de septembre 1510, une assemblée du clergé à Tours pour le consulter sur différentes questions relatives aux circonstances. Il demandait principalement si un prince attaqué par le pape dans ses droits temporels peut se défendre par les armes et s'emparer même des possessions du saint-siège, non pour les retenir, mais pour affaiblir les forces de l'ennemi ; si dans de telles circonstances il peut secourir ses alliés par les mêmes moyens ; si tout cela est permis dans le cas où le pape, élevant des prétentions contestées, refuse de soumettre le différend à des arbitres, et si après cette offre de conciliation l'on serait tenu d'obéir à la sentence et d'observer les censures qu'il prononcerait pour affaires temporelles dans sa propre cause ; enfin, si, le pape abusant ainsi de son pouvoir par une injuste agression, il est permis à un prince de se soustraire à son obéissance. L'assemblée, composée d'un grand nombre de prélats et de docteurs, donna sur tous ces points des réponses conformes aux vues du roi. Elle déclara que le pape n'a pas le droit de faire ainsi la guerre aux princes pour des affaires temporelles ; que ceux-ci peuvent se défendre et secourir leurs alliés, sans craindre des censures alors injustes et nulles de plein droit ; qu'ils peuvent même se soustraire à son obéissance, non pas complètement et d'une manière absolue, mais en tout ce qui est nécessaire pour la défense de leurs droits temporels ; et que dans ce cas, pour toutes les choses où l'on avait coutume de recourir au pape, le roi et ses sujets devraient s'en tenir à l'ancien droit commun, et observer la pragma-

(1) Guichard. — Marian. — Claude Seyssel. — Belcar. — Onuphr. — Rainald.

tique sanction. On ajouta cependant qu'il fallait d'abord envoyer une députation au pape de la part du clergé de France pour l'avertir fraternellement de renoncer à ses entreprises, et s'il refusait d'entendre raison, le sommer de convoquer un concile général, après quoi, suivant sa réponse, on prendrait telles mesures que de droit. L'évêque de Gurk, ministre plénipotentiaire de l'empereur Maximilien, arrivant sur ces entrefaites, promit au roi le concours de ce prince, et comme on était assuré de plusieurs cardinaux, qui ne tardèrent pas en effet à quitter la cour du pape, on convint, si les négociations échouaient, de faire convoquer par eux un concile général. Quelques historiens prétendent que l'empereur avait formé le projet de se faire élire pape, et que ce fut le motif de ses liaisons avec le roi de France pour la convocation d'un concile où il espérait faire déposer Jules II; mais quoique ce prince également inepte et ambitieux fût bien capable, en effet, d'un projet aussi bizarre, il est probable qu'il fut dirigé par un autre intérêt, et que si on lui a supposé ce dessein, c'est que par un article secret de ses traités avec la France il fut convenu qu'il aurait dans le partage des conquêtes les états de Venise et ceux du saint-siège avec la ville de Rome. Quoi qu'il en soit, après avoir adopté le projet d'un concile, comme il importait aux deux princes d'obtenir le concours du roi Ferdinand, dont les dispositions leur étaient devenues fort suspectes, ils lui envoyèrent des ambassadeurs pour se plaindre de quelques infractions au traité de Cambrai et l'engager, dans l'intérêt de la paix, à seconder leur dessein, dont le succès deviendrait ainsi assuré; mais Ferdinand répondit qu'il n'était pas assez convaincu de l'opportunité et de l'heureuse issue d'un concile tenu dans les circonstances présentes; que si la France, l'Allemagne et même une partie de l'Italie et de l'Espagne en réclamaient la convocation, l'Angleterre, la Hongrie, la Pologne et les autres royaumes du

Nord n'en voulaient point ; qu'ainsi l'on avait à craindre qu'il ne devînt une cause de division et de schisme, et que ces motifs ne lui permettaient pas d'y concourir.

Le pape n'eut pas plus tôt appris les décisions du clergé de France qu'il publia des censures contre quiconque entreprendrait de s'y conformer ou de les mettre à exécution. Il s'était rendu vers le même temps à Bologne pour continuer la guerre et encourager les troupes par sa présence. Mais cette ardeur belliqueuse faillit lui devenir funeste. Les Bentivogli, qu'il avait chassés de Bologne, proposèrent au maréchal de Chaumont de surprendre cette ville et d'enlever le pape avec toute sa cour, ce qui aurait probablement réussi avec l'appui de leurs nombreux partisans, sans la lenteur du maréchal, qui arrivé presque à la vue de Bologne remit la partie au lendemain, et se laissa ensuite amuser par des négociations. Le pape se voyant ainsi pressé, fut contraint de traiter malgré lui avec un général qu'il venait d'excommunier, il parut accepter des propositions de paix, et renoncer à ses prétentions contre le duc de Ferrare et contre la France. Mais il eut soin de faire traîner les négociations en longueur ; puis, dégagé du péril par un secours de troupes espagnoles et vénitiennes, il rejeta tout àcommodement, et dénonça le roi de France à toutes les cours, comme un prince impie et sacrilège qui en voulait aux jours du souverain pontife. Quelque temps après, Jules II courut encore un nouveau risque. Il fut sur le point d'être enlevé par le fameux Bayard en se rendant à son armée, et ne dut son évason qu'à la circonstance du mauvais temps, qui le fit retourner sur ses pas. Il fut néanmoins serré de si près que plusieurs de ses gens restèrent prisonniers. Toutefois, ni le souvenir de ces dangers, ni la rigueur de la saison, ni son âge et ses infirmités, ne purent l'empêcher de poursuivre ses entreprises militaires et de profaner ainsi la sainteté de son caractère. Il se rendit au camp devant la Mirandole, dont

le siège traînait en longueur, et là, au plus fort de l'hiver, il était à cheval jour et nuit pour exciter les soldats, diriger ou presser les travaux, commander les batteries, et remplir en un mot toutes les fonctions d'un général. Il établit son quartier si près de la place que plusieurs de ses domestiques furent tués par le feu de l'ennemi. Enfin, la ville fut obligée de se rendre le 20 janvier 1511, et Jules II voulut y entrer en vainqueur par la brèche. Mais bientôt la fortune changea par les victoires de Trivulce, qui prit le commandement de l'armée française.

Cependant le roi Ferdinand s'efforçait de réconcilier l'empereur avec le pape et avec les Vénitiens, et il y eut à ce sujet un congrès à Mantoue, où l'évêque de Gurk fut envoyé par Maximilien, qui engagea Louis XII à y envoyer de son côté un plénipotentiaire. Le roi choisit Étienne Poncher, évêque de Paris, un des plus savans prélats du royaume, et recommandable par sa prudence et son habileté. Mais la haine de Jules II contre la France fit échouer les négociations. Comme tout son désir était de gagner l'empereur et de le détacher des intérêts de la France, il voulut traiter séparément avec l'évêque de Gurk, et fit en sorte de l'attirer à Bologne, où il employa vainement les flatteries et les promesses pour le faire entrer dans ses vues. Il interposa en même temps sa médiation auprès des Vénitiens pour les déterminer à des propositions d'accommodement dont l'empereur pût être satisfait; mais l'évêque de Gurk, suivant les ordres de Maximilien, ne voulut signer la paix avec les Vénitiens qu'autant que le pape signerait la sienne avec la France; et le voyant décidé à ne rien relâcher de ses prétentions, il sortit de Bologne sans rien conclure. Trivulce, après la rupture des négociations, recommença les hostilités, prit la ville de Concordia, et rétablit les Bentivogli dans Bologne, dont les habitans lui ouvrirent les portes et brisèrent les statues de Jules II. Plusieurs villes de la Romagne vinrent apporter leurs clefs à Tri-

vulce, qui pouvait aisément pousser plus loin ses conquêtes; mais les ordres du roi l'empêchèrent de rien entreprendre contre l'état ecclésiastique. Jules II prit alors le parti de retourner à Rome, et en passant à Rimini il eut le chagrin d'y voir des placards affichés pour publier la convocation d'un concile à Pise.

En effet, l'empereur et Louis XII, après lui avoir demandé inutilement de convoquer lui-même un concile général dans cette ville, s'étaient adressés aux cardinaux Bernardin de Carvajal, Guillaume Briconnet et François Borgia, qui avaient quitté la cour du pape pour se retirer à Milan. Ces trois cardinaux, avec l'assentiment de quelques autres, firent cette convocation par un acte en date du 16 mai 1511. Ils se fondaient sur les décrets du concile de Constance, sur la nécessité de réformer l'Église dans son chef et dans ses membres, sur la promesse jurée dans le conclave par Jules II, et sur le refus qu'il avait fait et qu'il faisait encore de convoquer lui-même ce concile devenu indispensable; d'où ils concluaient qu'en leur qualité de cardinaux, comme tenant le premier rang dans l'Église après le pape, ils étaient suffisamment autorisés, d'après son refus, à faire cette convocation. Enfin ils citaient le pape à comparaître au concile pour s'y justifier des crimes dont on l'accusait. Cet acte était accompagné d'un autre publié au nom de l'empereur et du roi, et qui contenait l'exposé des mêmes motifs. Le pape fut d'abord un peu alarmé de cette mesure; mais ensuite, informé que l'empereur ne s'y était prêté qu'avec une sorte d'indifférence, il résolut pour faire tomber le conciliabule schismatique de convoquer à Rome un concile général, et publia pour cet effet une bulle en date du 18 juillet 1511, avec ordre à tous les évêques de s'y rendre, sous peine de déposition. Il s'élevait d'abord dans cette bulle contre l'audacieuse témérité de quelques cardinaux rebelles qui osaient usurper l'autorité du souverain pontife, à qui seul appartient le

droit de convoquer les conciles généraux ; puis venant aux prétextes allégués et spécialement au reproche qu'on lui faisait de n'avoir pas tenu sa promesse jurée dans le conclave, il représentait que pendant les onze dernières années de son cardinalat il n'avait cessé d'appeler de tous ses vœux et de réclamer instamment la convocation d'un concile et la réformation de l'Église romaine ; que c'était le motif qui l'avait brouillé avec Alexandre VI, et que ces faits, connus de tous les princes, étaient surtout depuis longtemps incontestables pour ceux qui l'accusaient maintenant ; que depuis son élévation sur le saint-siège il n'avait point changé de disposition ; que dans les deux premières années il avait travaillé par tous les moyens au rétablissement de la paix entre les princes chrétiens pour aplanir les voies à la célébration d'un concile ; que si elle n'avait pas eu lieu, ce n'était point sa faute ni celle du sacré collège, mais qu'il fallait attribuer ce délai au malheur des temps et à l'urgente nécessité de recouvrer les terres et les droits de l'Église romaine. C'était avouer bien expressément qu'il faisait passer les intérêts temporels du saint-siège avant les besoins spirituels de l'Église, c'est-à-dire avant la réformation des nombreux abus qui étaient depuis longtemps pour les fidèles un sujet de plaintes et de scandale. Ensuite il exhortait les princes chrétiens à envoyer leurs ambassadeurs au concile de Rome, ajoutant que tout s'y traiterait avec une entière liberté ; et il terminait par déclarer nulle, illégitime et sans valeur, la prétendue convocation du concile de Pise, avec interdit sur les lieux où il se tiendrait, et défense à toute personne, sous peine d'excommunication, d'y concourir ou de le favoriser d'aucune manière. Il publia en même temps un monitoire contre les trois cardinaux, pour leur enjoindre de comparaître à Rome dans le délai de soixante-cinq jours, sous peine d'être privés de leur dignité et de tous leurs bénéfices.

Ces mesures furent un coup de foudre pour les cardinaux mécontents ; car elles leur ôtaient les prétextes spécieux dont ils s'étaient servis pour colorer la témérité de leur entreprise schismatique. Cependant, quoique déconcertés, ils ne laissèrent pas de poursuivre leur dessein ; ils firent signifier au pape un acte d'appel de la citation qui leur était faite et des censures prononcées contre eux, et publièrent ensuite une apologie où ils s'efforçaient de justifier leur conduite et de répondre à la bulle pontificale. Mais la frivolité de leurs motifs ne servit qu'à mieux faire voir leur passion et leur embarras. Ainsi, pour justifier leur sortie de la cour de Rome, ils prétendaient avoir été contraints de se retirer parce que leur liberté et leur vie même n'y étaient plus en sûreté. Ils reproduisaient touchant la convocation du concile les prétextes qu'on a déjà vus ; ils soutenaient qu'elle pouvait être faite dans certains cas extraordinaires sans l'autorité du pape, notamment quand il s'agissait de le juger ; qu'il ne pouvait y avoir en même temps deux conciles généraux, et que celui de Rome était convoqué par le pape bien plus pour établir son autorité temporelle que pour travailler à la réformation de l'Église ; enfin, que dans une ville où le pape avait une armée et des forteresses, il n'y aurait pas une entière liberté pour ceux qui voudraient demander la réformation de la cour romaine ; et sous ce prétexte, ils demandaient dans une lettre que l'on convînt d'un lieu neutre et sûr, où ils offriraient de s'assembler avec le pape, moyennant qu'il révoquerait tout ce qu'il avait fait contre eux. On comprend sans peine que toutes ces maximes schismatiques avaient pour effet d'introduire dans l'Église une complète anarchie, et l'on verra plus tard les hérétiques d'Allemagne invoquer à peu près les mêmes principes pour couvrir et justifier leur révolte (1).

(1) Bemb. *Hist. Venet.* — Guichard. — Ciacon, — Rain.

Jules II, après le terme fixé aux trois cardinaux pour comparaître, les déclara excommuniés et privés de leur dignité et de leurs bénéfices. Il voulait traiter de même les cardinaux d'Albret et de Saint-Séverin ; mais la plus grande partie du sacré collège y montra tant d'opposition, qu'il eut peur d'augmenter le nombre et l'irritation des mécontents. Cette longue suite d'agitations, de fatigues et d'inquiétudes, le fit tomber, au mois d'août, dans une maladie dangereuse. Il eut même une défaillance si considérable que ses domestiques le crurent mort. Il en revint cependant, et dès qu'il se vit hors de danger, il reprit avec une nouvelle ardeur la poursuite de ses projets contre la France. Il se pressa de faire signer la ligue depuis longtemps convenue avec les Vénitiens et avec le roi Ferdinand contre les ennemis du saint-siège ; et il la fit publier à Rome au commencement d'octobre. Il travailla en même temps par tous les moyens à faire entrer dans cette ligue l'empereur Maximilien et le roi d'Angleterre. Celui-ci, flatté par l'espérance qu'on lui fit entrevoir de recouvrer la Guienne et la Normandie, se rendit sans peine aux sollicitations du pape et du roi Ferdinand, et quoique les Anglais n'eussent pas besoin d'encouragement pour une semblable entreprise, Jules II leur adressa une bulle qui accordait une indulgence plénière à tous ceux qui prendraient les armes ou qui contribueraient de leurs biens aux frais de la guerre. En conséquence, le parlement résolut qu'on prendrait la défense du saint-siège contre Louis XII, et que l'on adhérerait au concile de Latran ; après quoi l'ambassadeur de France reçut ordre de quitter l'Angleterre. Quant à l'empereur, il hésita ou plutôt différa pendant quelque temps ; mais on voyait assez par toutes ses propositions et ses démarches qu'il ne cherchait qu'une occasion de rupture avec la France ; et d'ailleurs le clergé d'Allemagne, qu'il avait réuni dans une diète à Ausbourg, se prononça ouvertement contre le concile de Pise.

Ce conciliabule, convoqué pour le 1^{er} septembre, ne s'ouvrit que le 1^{er} novembre 1511. Il s'y trouva quatre cardinaux, Bernardin de Carvajal, Guillaume Briçonnet, René de Prie et le cardinal d'Albret, avec les procurations de trois autres, deux archevêques, celui de Lyon et celui de Sens, quatorze évêques français, et un assez grand nombre d'abbés avec les députés des chapitres et des principales universités du royaume. La première session se tint le 5 novembre, et après la lecture d'un décret qui déclarait le concile légitimement convoqué et prononçait la nullité de toutes les censures ou autres peines qui auraient été ou pourraient être prononcées par le pape au préjudice de cette assemblée et de ses membres, on proclama les noms des officiers du concile, dont le cardinal de Carvajal fut le président. On publia dans la seconde session, tenue deux jours après, quelques réglemens d'ordre intérieur ; puis, dans la troisième, tenue le 12 novembre, on confirma les décrets du concile de Constance sur l'autorité des conciles généraux, et l'on publia un autre décret portant que le concile ne pourrait être dissous avant d'avoir rempli son objet par la réformation de l'Église dans son chef et dans ses membres ; mais comme les Pisans montraient des dispositions peu favorables, on résolut qu'il serait transféré à Milan, sous la protection des troupes françaises. En effet, les membres de ce prétendu concile étaient regardés à Pise comme des excommuniés : le clergé de la cathédrale, où ils se rendirent en procession, leur refusa l'entrée du chœur, et se voyant forcé de les admettre par l'autorité du magistrat, il sortit aussitôt, pour ne point communiquer avec eux. D'autre part, un commencement d'émeute et le refus qu'avaient fait les Florentins de consentir au renfort de la garde française dans la ville de Pise, qui était de leur dépendance, faisaient craindre que le concile n'y fût pas en sûreté. Il fut à peine à Milan, qu'il éprouva de nouvelles alarmes causées par une ir-

ruption des Suisses, qui venaient joindre l'armée du pape et des confédérés ; mais comme ils ne la trouvèrent point, ils se retirèrent sans avoir rien fait. Le prétendu concile tint cinq autres sessions à Milan, et vit augmenter le nombre de ses membres par l'arrivée de deux cardinaux et de quelques évêques, mais presque tous Français. On avait résolu, dans la troisième session, d'envoyer des députés au pape pour lui faire quelques propositions d'accommodement, et lui offrir le choix, pour la tenue du concile, entre dix villes qu'on désigna, dont quatre en Italie, ou lui proposer d'en désigner lui-même dix autres qui ne fussent ni de sa domination ni de celle des Vénitiens, et enfin pour l'engager à soumettre à l'arbitrage du concile ses prétentions sur Bologne et Ferrare, au lieu de continuer avec obstination une guerre scandaleuse et de mettre en feu toute l'Europe. Mais le pape, ne voulant point traiter avec cette assemblée schismatique, refusa aux députés le sauf-conduit qu'ils lui firent demander par les Florentins. C'est pourquoi, dans la quatrième session, tenue le 4 janvier 1512, le prétendu concile, réuni depuis un mois à Milan, publia un décret par lequel on accordait seulement trente jours au pape pour se déterminer sur les propositions qui lui étaient faites. On renouvela dans la cinquième session, tenue le 11 février, un décret du concile de Constance prononçant l'excommunication avec la privation de toutes dignités contre ceux qui voleraient ou maltraiteraient les personnes venant au concile. La sixième, tenue le 24 mars, commença par une citation réitérée au pape Jules II, après quoi on publia un décret qui confirmait de nouveau comme légitime la convocation du concile de Pise et sa translation à Milan, et qui déclarait le pape déchu du droit d'en convoquer un autre, avec injonction à lui faite de révoquer dans le délai de vingt-quatre jours toutes les procédures ou autres actes contraires à cette assemblée. En même temps on déclara nulles et

sans effet toutes les censures ou autres peines qui auraient été ou pourraient être prononcées, soit contre les membres du concile, soit contre ses adhérens ou protecteurs, et spécialement contre l'empereur Maximilien et contre le roi de France. Ensuite, après l'expiration des vingt-quatre jours, dans la septième session, tenue le 19 avril, on cita de nouveau Jules II, et dans la huitième, tenue deux jours après, on prononça contre lui une sentence qui le déclarait suspens de toute administration pontificale, avec défense à tout fidèle de lui obéir ou de s'adresser à lui pour aucune affaire ecclésiastique. Ce fut là le dernier acte de ce conciliabule, qui n'osa pas pousser plus loin ses entreprises. Les prélats qui le composaient, obligés bientôt après de quitter Milan, se rendirent d'abord à Asti, puis à Lyon; mais on ne voit pas qu'ils y aient publié aucun décret.

L'armée du pape et des confédérés, sous les ordres du vice-roi de Naples, s'était mise en campagne au mois de janvier pour investir et attaquer Bologne. Gaston de Foix, duc de Nemours, qui commandait l'armée française, les força de lever le siège, reprit la ville de Brescia, dont les Vénitiens venaient de s'emparer, et gagna sur eux une bataille où ils perdirent plus de dix mille hommes. Peu de temps après il remporta, le 11 avril, près de Ravenne, une autre victoire non moins sanglante sur l'armée des confédérés; mais il fut tué malheureusement dans la bataille. On fit un grand nombre de prisonniers, parmi lesquels se trouvaient plusieurs généraux avec le cardinal Jean de Médicis, légat du pape auprès de l'armée ennemie. Cette victoire, suivie de la prise et du pillage de Ravenne, jeta la consternation dans la cour de Rome, et les cardinaux, voyant les symptômes de révolte qui se manifestaient partout dans les états de l'Église, se jetèrent aux pieds du pape pour l'engager à faire la paix; car Louis XII offrait de rendre Bologne et d'abandonner le concile de Pise. Jules II parut consentir

à cet accommodement, et signa les préliminaires d'un traité qu'il fit porter au roi par un fondé de pouvoirs; mais son but était seulement de gagner du temps et d'amuser les Français. Ayant appris, en effet, que l'empereur venait d'abandonner le parti de la France et de faire une trêve avec les Vénitiens, et que le roi d'Angleterre avait publié son adhésion à la ligue, il rompit les négociations, et donna bientôt un libre cours à ses emportemens.

Le concile général qu'il avait convoqué à Rome devait s'ouvrir le 19 avril 1512; mais les troubles et la frayeur occasionnés par la bataille de Ravenne firent différer de quelques jours cette ouverture. Elle eut lieu le 3 mai, dans l'église de Latran, et le 10 du même mois on tint la première session. Le pape y présida en personne, et l'on y comptait, outre seize cardinaux, environ quatre-vingts archevêques ou évêques, presque tous Italiens, avec quelques abbés et généraux d'ordres. Le nombre des évêques s'éleva dans la suite jusqu'à cent vingt. On lut dans cette première session la bulle de convocation du concile, dont l'objet était l'extinction du schisme, la réformation de l'Église, le rétablissement de la paix entre les princes chrétiens et la croisade contre les infidèles; après quoi on procéda, selon l'usage, à quelques opérations préliminaires, notamment à la lecture de quelques réglemens pour le maintien de l'ordre, puis à la nomination des secrétaires et autres officiers. On publia dans la seconde session, tenue sept jours après, une bulle qui déclarait illégitime l'assemblée de Milan et tous ses actes nuls et de nul effet. Le général des dominicains, Thomas de Vio, dans le sermon qu'il fit à la messe, s'éleva fortement contre cette assemblée schismatique; mais il pria le pape d'user d'indulgence envers ceux qui viendraient à résipiscence, et conseilla d'ajourner quelque temps les opérations du concile, pour attendre les prélats et les ambassadeurs qui ne manqueraient pas

d'arriver bientôt, et spécialement ceux de l'empereur, avec qui on était en négociation (1). La troisième session fut différée par ce motif jusqu'au 3 décembre.

Dans cet intervalle, Jules II vit ses entreprises belliqueuses couronnées d'un plein succès. Les confédérés ne tardèrent pas à reprendre Ravenne, et leur armée, renforcée vers la fin de mai par la jonction de dix mille Suisses, envahit aussitôt le Milanais. Les Français, qui sur la foi du projet de paix avaient négligé de poursuivre leurs avantages, furent abandonnés de tous les alliés secrets ou déclarés que la victoire leur avait faits dans les états de l'Église. Plusieurs seigneurs menèrent même au pape les troupes qu'ils avaient levées avec l'argent de la France. Louis XII fut d'ailleurs obligé de diminuer ses forces en Italie et de rappeler une partie des troupes pour faire face aux attaques qu'il avait à craindre de la part du roi d'Angleterre. Enfin, l'armée française fut affaiblie en outre par la retraite d'environ cinq mille Allemands et par la désertion journalière de plusieurs soldats effrayés des censures, et à qui le cardinal de Médicis en offrait l'absolution comme légat du pape, moyennant qu'ils déserteraient avec leurs armes. Ces circonstances mirent les généraux Trivulce et la Palice dans une impossibilité absolue de tenir la campagne. Ils se virent contraints d'abandonner le Milanais pour se retirer dans le Piémont, emmenant avec eux les prélats du concile et le cardinal de Médicis, toujours prisonnier, mais qui dans cette retraite trouva le moyen de s'évader, et bientôt après les troupes françaises furent encore obli-

(1) Ce religieux dominicain, qui fut depuis le cardinal Cajetan, ainsi nommé du lieu de sa naissance, avait publié à l'occasion du conciliabule de Pise un ouvrage pour établir la supériorité du pape au-dessus des conciles généraux. L'université de Paris fut chargée par l'assemblée de Milan et par le roi de réfuter cet ouvrage, et nomma pour cette commission deux de ses deux plus célèbres docteurs, Jean Major et Jacques Almain.

gées d'abandonner le comté d'Asti, ancien patrimoine de la maison d'Orléans, et de quitter l'Italie. Maximilien Sforce, fils de Ludovic, rentra dans le duché de Milan, dont les peuples étaient enchantés d'avoir leur prince particulier. Le duc de Ferrare fut dépouillé d'une partie de ses états; les Bentivogli chassés de Bologne, la ville de Gênes enlevée aux Français, et Florence remise sous la domination des Médicis. Jules II ayant ainsi recouvré Bologne et toute la Romagne, revendiqua en outre et occupa les villes et territoires de Modène, Reggio, Parme et Plaisance, sous prétexte que ces villes avaient fait partie de l'exarchat de Ravenne donné à l'Église par Charlemagne. C'était invoquer un titre que tant de révolutions survenues depuis pouvaient faire regarder comme un peu suranné; toutefois l'empereur Maximilien ne jugea pas à propos de lui disputer cette possession, et protesta seulement par cette clause : sans préjudice des droits de l'empire.

Ces succès presque inespérés obtenus en deux ou trois mois permirent à Jules II de ne plus garder aucun ménagement. Il publia d'abord, au mois de juin, dans un consistoire solennel, une excommunication contre Louis XII, qui de son côté, indigné des tromperies et de l'acharnement de Jules II, eut la malheureuse idée de publier par des lettres patentes, datées du 16 de ce même mois, le décret de suspension prononcé contre le pape au mois d'avril par le conciliabule de Pise, avec ordre de l'observer exactement dans son royaume. C'était par une mesure également condamnable et impuissante fournir un nouveau prétexte aux entreprises de Jules II. En effet, le 21 juillet il publia une bulle foudroyante par laquelle il défendait à toute personne de quelque condition et dignité que ce fût, même royale, spécialement aux Navarrais, sous peine d'une excommunication qui serait encourue par le seul fait, trois jours après la publication de la bulle dans une église du pays, de prendre les

armes soit contre le saint-siège, soit contre ses confédérés, sous les drapeaux ou à la solde de Louis XII ou de ses alliés, et de s'unir avec eux par aucun traité, avec ordre à tous ceux qui l'avaient fait antérieurement de rompre leur alliance et de déposer les armes sur-le-champ, faute de quoi, après trois jours d'excommunication, il les déclarait privés de tout honneur et de toute dignité, inhabiles à tout acte civil, leurs villes, leurs châteaux et leurs terres soumises à l'interdit; toutes leurs possessions et leurs biens abandonnés au premier qui pourrait s'en saisir, et leur personne à quiconque voudrait les faire esclaves. Ensuite, par une autre bulle du 13 août, il publia nommément l'interdit contre le royaume de France, et parce que la ville de Lyon avait donné retraite aux prélats du conciliabule de Pise, il prétendit priver cette ville du droit qu'elle avait de tenir des foires franches, et transporta ce droit à Genève. On assure même que pour favoriser les projets du roi d'Angleterre, il dispensa expressément les Normands et les Gascons de leur serment de fidélité envers Louis XII; ce qui était, du reste, une conséquence de sa bulle du 21 juillet, qui avait en outre pour objet de légitimer la conquête de la Navarre, entreprise depuis un mois par le roi Ferdinand (1).

Ce prince ambitieux avait engagé le roi d'Angleterre à envoyer des troupes pour s'emparer de la Guienne, promettant de concourir à cette entreprise; et quand elles furent débarquées près de Bayonne, il fit demander le passage au roi de Navarre avec quelques places de sûreté, sous prétexte de joindre les Espagnols aux Anglais, et de contraindre la France à renoncer au schisme. Ayant éprouvé un refus, comme il s'y attendait bien, il fit envahir la Navarre au mois de juin par une armée

(1) Guichard. — Marian. — Bemb. *Hist. Venet.* — Claude Seyssel, *Hist. de Louis XII.* — Giacon. — Rainald.

nombreuse qui vint assiéger Pampelune. Cette ville, abandonnée par le roi Jean d'Albret, se vit bientôt réduite à capituler ; après quoi la plupart des autres places ne tardèrent pas à se rendre au général espagnol, sous la condition de conserver leurs privilèges. Les troupes anglaises servirent à empêcher les Français de secourir la Navarre, et ensuite, ruinées par la disette et les maladies, elles s'en retournèrent avec la confusion d'avoir seulement favorisé les conquêtes du roi d'Aragon.

Cependant la division ne tarda pas à éclater entre les puissances liguées contre la France. L'évêque de Gurk, ministre plénipotentiaire de l'empereur, s'étant rendu à Rome pour négocier un traité de paix entre ce prince et les Vénitiens, proposa, entre autres conditions, que la république abandonnerait les villes de Vicence et de Vérone, et qu'elle conserverait Trévise et Padoue moyennant un tribut annuel. Mais les Vénitiens, malgré les instances du pape, refusèrent de souscrire à ces conditions, et de son côté l'évêque de Gurk ne voulut rien relâcher. Jules II, qui trouvait son intérêt à ménager l'empereur, conclut avec lui un traité par lequel il renonçait à l'alliance des Vénitiens, et promettait de les poursuivre par les armes et par les censures, sans faire aucune trêve avec eux qu'ils n'eussent auparavant donné à l'empereur une entière satisfaction. Ce traité fut publié le 2 décembre ; mais le roi d'Aragon refusa d'y souscrire, et le pape, qui avait déjà quelques autres sujets de mécontentement, engagea les Suisses à ne pas renouveler leur alliance avec ce prince. On prétend qu'après avoir expulsé les Français d'Italie, son dessein était d'en chasser également les Espagnols et les Allemands, et pour cet effet de se servir des Suisses, à qui il avait donné le titre de défenseurs du saint-siège. Quoi qu'il en soit, le roi Ferdinand, soit par ce motif, soit pour s'affermir dans la Navarre, conclut bientôt après une trêve d'un an avec la France. Louis XII s'efforça en outre, mais inutilement, de traiter

avec le roi d'Angleterre, avec l'empereur et avec les Suisses ; il fit en même temps des démarches auprès du pape pour obtenir la paix, et n'ayant pu réussir, il prit le parti de négocier avec les Vénitiens. Le plénipotentiaire de l'empereur offrit alors de leur abandonner Vienne, et leur fit même espérer Vérone, mais il ne put venir à bout d'empêcher leur alliance avec la France.

Le concile de Latran avait repris la suite de ses opérations, et le 3 décembre 1512 on tint la troisième session, dans laquelle l'évêque de Gurk, au nom de l'empereur, déclara renoncer à tout ce qui s'était fait dans l'assemblée de Tours, puis au concile de Pise, et adhérer à celui de Latran comme au seul légitime ; après quoi on confirma les bulles publiées par Jules II pour mettre le royaume de France en interdit. Ensuite, dans la quatrième session, tenue le 10 du même mois, un avocat du concile fit un discours en forme de réquisitoire contre la pragmatique sanction, et demanda que tous les défenseurs de cette ordonnance, princes, prélats, chapitres, parlemens ou autres, fussent cités à comparaître dans un délai de soixante jours ; ce qui fut, en effet, ordonné par le concile. Cette citation fut réitérée le 16 février 1513, dans la cinquième session, où l'on confirma en outre la bulle de Jules II contre la simonie dans l'élection des papes. Une maladie grave empêcha le pape d'assister à cette session, et sentant sa fin approcher, il fit venir les cardinaux dans sa chambre, et leur déclara que c'était à eux seuls et non pas au concile de lui choisir un successeur. Il ajouta qu'il pardonnait comme homme privé aux cardinaux du concile de Pise, mais que comme pape et chef de l'Église, il devait maintenir la justice et les exclure de l'élection. Il reçut les derniers sacremens avec beaucoup de piété, et mourut le 21 février, âgé d'environ soixante-douze ans. On rapporte qu'il témoigna dans sa maladie le regret d'avoir pris part à tant de guerres, et qu'il répéta plusieurs fois ces paroles : Plût

à Dieu que je n'eusse jamais été pape, ou du moins que j'eusse tourné toutes les forces de l'Église contre les ennemis de la religion.

Les cardinaux entrèrent au conclave le 4 mars, au nombre de vingt-quatre, et le 11 du même mois ils élurent le cardinal Jean de Médicis, qui prit le nom de Léon X. Il dut son élection aux jeunes cardinaux, qui virent bientôt tout le sacré collège se joindre à eux ; de sorte qu'elle eut lieu d'une voix presque unanime. Il avait à peine trente-huit ans ; mais il était recommandable par la pureté de ses mœurs, par son habileté, sa prudence, et surtout par un caractère de douceur et de modération qui le rendait éminemment propre à rétablir la paix dans l'Église. Il avait d'ailleurs une si tendre piété, qu'on le vit plusieurs fois verser des larmes de componction en célébrant les saints mystères, et il s'était fait une loi inviolable de s'abstenir de viande tous les mercredis, de ne manger le vendredi que des légumes, et de jeûner tous les samedis. Sa charité envers les pauvres éclatait par des aumônes abondantes et par son empressement à soulager en toute occasion les infirmes, les vieillards, les parens surchargés d'enfans et les familles accablées de dettes. Il disait quelquefois, au rapport de Paul Jove, qu'il n'avait désiré le pontificat que pour être en état de répandre de plus grands bienfaits. Il avait hérité de sa famille, avec le goût de la magnificence, l'amour des arts, des lettres et des savans ; il s'en montra constamment le protecteur, et aussitôt après son élection il choisit pour ses secrétaires Pierre Bembo et Jacques Sadole^t, deux des littérateurs les plus distingués de l'époque et élevés depuis l'un et l'autre au cardinalat. On peut citer encore parmi beaucoup d'autres qu'il honora de sa familiarité et de ses bienfaits, le cardinal Cajetan, Laurent Campège, Giles de Viterbe, Silvestre Mazzolini et Jérôme Aléandre, tous célèbres par leur habileté dans les sciences ecclésiastiques. On lui reproche néanmoins l'avoir fa-

vorisé davantage les études profanes et encouragé la frivolité et le pédantisme d'une littérature dont tout le mérite consistait à reproduire sans intelligence et sans goût les expressions des anciens. Il suffit, pour en donner une idée, de remarquer que dans la lettre adressée, selon la coutume, aux princes et aux prélats par le nouveau pape, ses secrétaires lui faisaient dire, par une imitation ridicule du style cicéronien, qu'il avait été élevé sur le siège pontifical par la faveur des dieux immortels. On lui a aussi reproché le faste somptueux de sa cour et le goût de l'ostentation et des divertissemens mondains. Un mois après son élection il fit son entrée solennelle à Rome, monté sur un cheval, au lieu de se faire porter, selon l'usage, dans une litière, et cette cérémonie se fit avec tant de pompe et d'appareil que la dépense, y compris les distributions faites au peuple, s'éleva, dit-on, à cent mille écus d'or (1).

Le nouveau pape donna bientôt des preuves de sa modération par sa conduite envers la France. Il envoya un négociateur auprès de Louis XII pour lui témoigner ses dispositions bienveillantes, et protester qu'il agirait à son égard en père commun de tous les fidèles; puis, ayant reçu peu de temps après un ambassadeur envoyé par le roi pour traiter d'accommodement, avec promesse de renoncer au concile de Pise, il suspendit aussitôt avec toutes les procédures l'interdit jeté sur les églises du royaume. On tint sur ces entrefaites deux sessions du concile de Latran, où le pape fit paraître les mêmes ménagemens. On devait dans la sixième, indiquée pour le 11 avril, prononcer sur l'affaire de la pragmatique sanction, et Léon X, dans une bulle datée de la veille, qui prorogeait cette session au 27 du même mois, avait lui-même signifié aux Français d'avoir à comparaître,

(1) Guichard. 1. — Paul Jov. *Vit. Leon.* — Pallavic. — Ciacon. — Onuphr. — Rinald.

suivant la citation qui leur avait été faite à ce sujet. En conséquence, le promoteur du concile demanda qu'ils fussent déclarés contumaces ; mais le pape jugea plus à propos de différer. On nomma seulement dans cette session, pour préparer les matières à traiter par le concile, trois congrégations composées de prélats et de cardinaux ; la première, pour ce qui regardait la pragmatique sanction et toutes les affaires concernant la foi ; une autre, pour le rétablissement de la paix entre les princes chrétiens, et la troisième pour ce qui regardait la réformation de l'Église et spécialement de la cour de Rome. On reçut dans la septième session, tenue le 17 juin, les ambassadeurs de Sigismond, roi de Pologne, et de plusieurs autres princes, qui déclaraient adhérer au concile, et le pape fit lire ensuite des lettres de rétractation des cardinaux de Carvajal et de Saint-Séverin, portant qu'ils renonçaient au schisme et condamnaient le conciliabule de Pise pour adhérer au concile de Latran, avec promesse d'obéir au pape Léon X, enfin qu'ils reconnaissaient avoir été justement déposés de leur dignité. Ces deux cardinaux après la mort de Jules II étaient partis pour Rome, où ils espéraient arriver avant la fin du conclave. Mais l'élection était faite quand ils débarquèrent à Livourne, et ils furent aussitôt arrêtés et conduits à Civitta-Vecchia, où le pape ordonna de les retenir prisonniers, et de les traiter néanmoins avec honneur, jusqu'à ce qu'on eût examiné leur affaire. Ensuite, pour faciliter l'extinction du schisme, il promit au roi de France de les rétablir dans leur dignité moyennant la rétractation qu'on vient de voir. C'est pourquoi peu de jours après la septième session, il les fit venir secrètement à Rome, et le lendemain, 27 juin, ayant gagné la plus grande partie du sacré collège, il les admit dans un consistoire, où ils se présentèrent en habit violet comme les prêtres séculiers, et renouvelèrent de vive voix et par écrit leur rétractation, après quoi le pape leur donna l'absolution

des censures, les rétablit dans le cardinalat, et leur imposa pour pénitence de jeûner un jour chaque semaine tout le reste de leur vie. L'évêque de Marseille, Claude de Seyssel, célèbre par ses talents, venait d'arriver comme ambassadeur pour négocier la réconciliation de la France avec le saint-siège, et par ce motif la huitième session du concile fut indiquée seulement pour le 17 décembre.

Cependant Louis XII, en conséquence du traité conclu avec les Vénitiens, fit passer en Italie vers la fin d'avril une armée sous les ordres de la Trimouille, qui en moins d'un mois s'empara de presque tout le Milanais. Mais au commencement de juin cette armée fut défaite par les Suisses près de Novarre, et tellement affaiblie, qu'elle se vit réduite à repasser en France, de sorte que le Milanais fut aussitôt perdu que conquis. La ville de Gênes, qui venait de se rendre aux Français, ne tarda pas à leur être enlevée. Les Vénitiens, de leur côté, furent battus par les Espagnols, et perdirent un grand nombre de places. Léon X favorisa sous main, et quelquefois même ouvertement, les ennemis de la France; car, malgré ses dispositions à la paix, il ne laissait pas de se conformer aux vues politiques de son prédécesseur, et, redoutant comme lui le voisinage des Français, il désirait les empêcher de s'établir en Italie, ou du moins maintenir et fortifier, par précaution, la ligue formée contre eux. Les revers de l'Italie ne furent pas les seuls qu'éprouva la France. Les Suisses pénétrèrent au mois de septembre dans la Bourgogne, et s'avancèrent jusqu'à Dijon, dont ils formèrent le siège. Les Anglais, ligüés avec l'empereur, firent, dans le même temps, une descente dans la Picardie, gagnèrent la bataille de Guinegate, et prirent ensuite les villes de Téroüane et de Tournai. Louis XII, affligé par tant de désastres, eut encore la douleur de perdre, au commencement de l'année suivante, son épouse Anne de Bretagne, princesse ver-

tueuse et bienfaisante, dont la mort le plongea dans un chagrin si profond, qu'il resta plusieurs jours enfermé sans voir personne. Toutefois, la politique le détermina, quelques mois après, à conclure un nouveau mariage avec Marie, sœur du roi d'Angleterre, ce qui fut l'occasion d'un traité de paix entre les deux couronnes. Il parvint aussi à renouveler la trêve avec l'Espagne, en promettant de marier sa fille Rénée, avec le Milanais pour dot, à l'archiduc Charles, petit-fils du roi Ferdinand. Enfin sa renonciation au concile de Pise avait déjà rétabli la paix entre la France et le saint-siège.

L'évêque de Marseille, le cardinal de Saint-Séverin et Louis de Forbin avaient signé, au nom du roi et comme munis de pleins pouvoirs, un acte d'adhésion au concile de Latran, et cet acte, ratifié par des lettres-patentes de Louis XII, en date du 26 octobre 1513, fut publié dans la huitième session, tenue le 17 décembre. Il contenait en substance que, tout sujet de division ayant cessé par la mort de Jules II, le roi, d'après les avertissements paternels de sa sainteté Léon X, voulant imiter la soumission et le respect de ses prédécesseurs envers le saint-siège, et considérant que l'empereur et quelques cardinaux, après avoir soutenu le conciliabule de Pise, y avait renoncé pour adhérer au concile de Latran, il adhérerait lui-même à celui-ci comme au seul concile légitime, renonçait au prétendu concile de Pise, et promettait de faire dissoudre dans un mois l'assemblée qui se tenait encore à Lyon sous ce nom, et de poursuivre comme schismatiques tous ceux qui refuseraient de se soumettre. Il promettait en outre d'envoyer à Rome six évêques et quatre docteurs, membres de ce conciliabule, avec une procuration en bonne forme de la même assemblée, pour demander l'absolution au nom de tous et adhérer au concile de Latran. Comme le roi, dans cet acte, prenait le titre de duc de Milan, les ambassadeurs de Maximilien Sforce élevèrent des réclamations à ce sujet; mais l'évê-

que de Marseille répliqua que ce n'était pas le moment de discuter cette contestation, et le pape déclara qu'en effet on devait laisser les choses dans cet état, sans préjudice des parties intéressées. Ensuite, un procureur du concile fit un réquisitoire contre le parlement de Provence, au sujet de quelques entreprises contraires aux droits de l'Église et aux privilèges du clergé, et spécialement au sujet de l'usage où était ce parlement de ne point permettre l'exécution des brefs apostoliques pour la collation des bénéfices ou autres grâces, à moins qu'il ne les eût examinés auparavant, et qu'il n'y eût joint son autorisation, ce que l'on nommait droit d'annexe. Le parlement fut cité à comparaître dans le délai de trois mois; mais ce ne fut guère qu'au bout de deux ans qu'il consentit à se soumettre et à demander l'absolution des censures.

On publia dans cette même session un décret pour condamner la doctrine de quelques philosophes qui enseignaient que l'âme n'est pas immortelle, et qu'il n'y en a qu'une seule pour tous les hommes. On peut croire qu'il s'agissait de quelques panthéistes enseignant que tous les hommes étaient animés par l'âme du monde. Ils prétendaient se fonder sur l'autorité d'Aristote, et soutenir leurs principes comme des vérités philosophiques, sans rejeter les vérités de la foi auxquelles ces principes étaient opposés. Ils supposaient ainsi qu'il pouvait y avoir des vérités contradictoires, et l'on attribue notamment à Pomponace, célèbre philosophe de cette époque, ce système, qui a été renouvelé par l'école éclectique de nos jours. Le décret du concile ordonne aux professeurs des universités de combattre ces erreurs, et à tous les clercs dans les ordres sacrés de ne pas suivre plus de cinq ans les cours de philosophie, à moins d'y joindre l'étude de la théologie ou du droit canonique. On publia ensuite une bulle du pape pour exhorter les princes chrétiens à réunir leurs efforts contre les Turcs;

et une autre pour réprimer les exactions des officiers de la chancellerie romaine.

Les prélats et les docteurs qui devaient se rendre à Rome au nom du concile de Pise ne tardèrent pas à se mettre en route, selon la promesse du roi; mais n'ayant pu obtenir un sauf-conduit du duc de Milan, ils furent obligés de s'arrêter dans le diocèse de Turin, d'où ils envoyèrent au pape un acte authentique par lequel, renonçant au concile de Pise, déjà dissous, ils promettaient d'adhérer à celui de Latran, et demandaient l'absolution des censures qu'ils pourraient avoir encourues. Cet acte fut lu dans la neuvième session, tenue le 5 mai 1514, et le pape leur accorda l'absolution, avec ordre néanmoins de venir à Rome le plus tôt qu'il leur serait possible. On publia dans cette session un décret contenant plusieurs réglemens pour la réformation de l'Église, et particulièrement de la cour pontificale. Il portait notamment qu'on devrait avoir soin d'observer les anciens canons concernant l'âge et l'examen des personnes nommées aux prélatures ou à d'autres bénéfices; qu'aucun prélat ne pourrait être destitué sans jugement, ni transféré malgré lui, si ce n'est pour des causes légitimes; que les abbayes possédées par des réguliers ne pourraient être données en commende; qu'il en serait de même pour les cures et les dignités au-dessous de deux cents ducats de revenu; qu'on ne ferait aucun démembrement ni aucune union d'églises, si ce n'est dans les cas permis par le droit et pour des causes raisonnables; qu'on n'accordera point de dispense, excepté aux personnes qualifiées, pour posséder plus de deux bénéfices incompatibles; enfin que tous les bénéficiers devront réciter l'office divin, sous peine de perdre les fruits de leurs bénéfices, et même d'être dépossédés du titre, après un avertissement préalable, s'ils persistent dans leur négligence. Quant aux cardinaux, on leur ordonne de mener une vie pure, et de se distinguer par l'éclat de leurs ver-

tus; de donner l'exemple de la frugalité et de la modestie dans leurs repas, dans leurs meubles et dans toute leur maison; d'éviter toute partialité dans les affaires, et de ne point favoriser les princes ou les communautés au préjudice des particuliers: de ne pas dissiper les biens des églises; de visiter au moins une fois l'an celles dont ils sont titulaires, et d'avoir soin d'entretenir convenablement et de faire desservir par des sujets dignes celles qu'ils ont en commende. Le concile, par d'autres décrets, prononça des peines rigoureuses contre les blasphémateurs, renouvela les anciens canons contre les simoniaques et les concubinaires, ordonna qu'il serait procédé par les inquisiteurs contre les hérétiques, et enfin confirma les immunités des églises et les privilèges du clergé.

La dixième session ne se tint qu'après un an d'intervalle, c'est-à-dire le 4 mai 1515. On y publia trois décrets dont le premier concerne les monts-de-piété ou les établissemens destinés à prêter aux pauvres, et dont plusieurs existaient en Italie avec l'autorisation des gouvernemens et l'approbation des souverains pontifes, notamment de Paul II, de Sixte IV et de Jules II. Le concile décide, avec défense d'enseigner le contraire sous peine d'excommunication, que ces établissemens dans lesquels on n'exige au-dessus du capital qu'un intérêt modéré pour le salaire des employés et pour les autres dépenses, à titre d'indemnité seulement et sans aucun profit, n'offrent absolument rien de répréhensible, et que de semblables prêts ne sont point usuraires, mais plutôt louables et méritoires. Il exprime toutefois le vœu que les monts-de-piété soient établis avec une dotation qui leur permette de prêter gratuitement. Un second décret, pour obvier aux abus de l'imprimerie, défend à toute personne, sous peine d'excommunication et d'une amende de cent ducats, d'imprimer ou de faire imprimer aucun livre ni aucun écrit, soit à Rome, soit dans une

autre ville, qu'il n'ait été auparavant examiné, à Rome par le vicaire de sa sainteté et par le maître du sacré palais, et dans les autres endroits par l'évêque diocésain et par l'inquisiteur, et qu'il ne soit revêtu de leur approbation signée, laquelle devra être donnée gratuitement et sans délai. Ce règlement a été confirmé pour les livres concernant la religion par le concile de Trente. Un troisième décret ordonne de tenir régulièrement les conciles provinciaux, et statue en outre que les évêques pourront procéder contre les chapitres exempts, dans le cas où ceux qui en sont chargés par le saint-siège négligeraient de punir les coupables, que toutes les exemptions données à l'avenir sans avoir entendu les personnes intéressées, seront nulles, enfin que toutes les causes concernant les bénéfices dont le revenu n'excède pas vingt-quatre ducats seront jugées en première instance devant les ordinaires, et qu'on ne pourra point former appel avant la sentence définitive, si ce n'est pour des motifs légitimes de suspicion. Le concile fit aussi une dernière citation aux évêques français et autres défenseurs de la pragmatique sanction, d'avoir à comparaître, sans autre ajournement, à la session prochaine, faute de quoi on prononcerait la contumace, et on procéderait au jugement définitif. Mais, dans l'intervalle, l'état des choses fut changé par un concordat entre la France et le saint-siège.

Louis XII était mort au commencement de cette même année 1515, laissant une mémoire chérie du peuple, dont il avait cherché constamment le bonheur, au point que, malgré ses guerres malheureuses, il réduisit les tailles de moitié, et les autres impôts d'un tiers. Comme il n'avait point de fils, le comte d'Angoulême, son cousin au troisième degré, lui succéda sous le nom de François I^{er}. Le nouveau roi, fort jeune encore, bouillant d'ardeur et de courage, plein de générosité et de franchise, gagna les cœurs de la noblesse par la douceur de son caractère, et par ses manières affables et ses mœurs chevaleresques.

Il avait l'esprit orné par la culture des lettres , et mérita d'être compté parmi leurs plus illustres protecteurs. Mais ces heureuses qualités n'étaient point sans défaut. Livré à l'amour des plaisirs, il introduisit à la cour, avec l'esprit de galanterie, les prodigalités du luxe et la dissolution des mœurs. Il vendit les charges de judicature et en créa de nouvelles par les conseils du chancelier Duprat, dont le nom devint ainsi justement odieux ; car on se persuada, non sans raison , que ces nouveaux juges , pour se rembourser, vendraient la justice. Il s'attribua, contre l'ancien usage, et toujours par les mêmes conseils, le droit d'augmenter les tailles, notamment l'impôt sur le sel, et d'en établir de nouvelles sans le consentement des états généraux. Les commencemens de son règne furent signalés par des exploits qui lui firent une éclatante réputation ; mais comme il avait plus de valeur et de témérité que d'habileté et de génie , cette gloire fut éclipsée dans la suite par des malheurs et des revers multipliés.

Dès qu'il fut monté sur le trône, il s'occupa de recouvrer le duché de Milan , et commença par renouveler les traités de son prédécesseur avec le roi d'Angleterre et avec les Vénitiens. Il négocia en même temps pour conclure la paix avec l'empereur et renouveler la trêve avec le roi d'Espagne ; mais ces deux princes , ne voulant point consentir à l'entrée du roi en Italie, se liguèrent avec les Suisses contre la France, et bientôt après le pape , qui avait d'abord promis de rester neutre , se décida lui-même à entrer dans cette ligue, et fit passer une partie de ses troupes dans le Piémont, avec ordre de se joindre aux Espagnols pour défendre les passages des Alpes. Cependant François I^{er}, après avoir attiré à son service le général espagnol Pierre Navarro, réputé le plus habile capitaine de son temps après Gonzalve de Cordoue , se mit en marche vers la fin de juillet avec une armée nombreuse, traversa les Alpes sans obstacle, et se

trouva dans le Piémont avant que les troupes espagnoles eussent joint les Suisses qui gardaient le Milanais. Quant aux troupes du pape, surprises brusquement par l'armée française, elles furent obligées de se rendre prisonnières, et ces circonstances déterminèrent les Suisses à écouter d'abord des propositions d'accommodement; mais ensuite, ayant appris l'arrivée d'un renfort de leurs compatriotes au nombre de vingt mille hommes, et excités d'ailleurs par le cardinal de Sion, qui depuis longtemps se montrait l'irréconciliable ennemi de la France, ils rompirent les négociations et résolurent de livrer bataille. Elle se donna le 13 septembre 1515, près de Marignan, entre Milan et Lodi. La nuit vint séparer les combattans sans aucun avantage décidé; mais le lendemain les Suisses furent mis en déroute avec perte d'environ quinze mille hommes, après quoi Milan ouvrit ses portes aux Français, déjà maîtres de presque toutes les autres places (1).

Léon X, que l'intérêt ou la peur faisait passer successivement d'un parti à l'autre, avait déjà entamé des négociations secrètes avec François I^{er}, et dès qu'il eut appris la victoire de Marignan, craignant tout à la fois pour les états de l'Église et pour la puissance des Médicis à Florence, il donna ordre à son nonce auprès du roi de conclure au plus tôt un accommodement. Le roi exigea des conditions assez dures, notamment l'abandon de Parme et de Plaisance, et une indemnité de la part des Florentins pour les dommages causés à la France, dans la guerre précédente, par leur union avec les confédérés. Mais le pape obtint la suppression de ce dernier article, et le traité de paix fut conclu vers le milieu d'octobre. Cependant, comme il restait encore plusieurs points à régler, et surtout l'affaire de la pragmatique sanction, Léon X fit proposer au roi une entrevue dont

(1) Belcar. *Comment.* — Bellefor. — Ferron. — Guichard. — Marian. — Justinin. — Rainald.

le lieu fut fixé à Bologne. Les cardinaux , sous prétexte de la dignité du saint-siège , n'approuvaient pas que le souverain pontife se déplaçât et fît une partie du chemin pour cette entrevue ; mais , sans s'arrêter à ces vaines représentations , il partit pour Bologne , où il arriva le 8 décembre. François I^{er} n'y arriva que deux jours après , et fut reçu à l'entrée de la ville par vingt cardinaux , qui l'accompagnèrent , au son de toutes les cloches , jusqu'au palais du pape. Il fut introduit le lendemain dans un consistoire où il prêta , selon la coutume , le serment de fidélité et d'obéissance au souverain pontife ; puis , le 13 décembre , assistant à la messe que le pape célébra solennellement , il voulut absolument lui présenter l'eau pour le lavement des mains , et déclara qu'il se tenait honoré de rendre les moindres services au vicaire de Jésus-Christ. Un officier français , qui ne put communier parce qu'il ne restait plus d'hosties consacrées , s'écria que n'ayant pu , comme il le désirait , recevoir la communion de la main du pape , il voulait au moins se confesser à sa sainteté , et ne pouvant s'approcher pour le faire secrètement , il dit à haute voix qu'il s'accusait d'avoir porté les armes contre Jules II et de n'avoir tenu aucun compte de ses censures. Le roi et la plupart des seigneurs l'imitèrent , et le pape leur donna l'absolution des censures qu'ils pouvaient avoir encourues.

Les résultats de cette entrevue répondirent aux espérances de Léon X , qui , par son adresse et par la facilité de François I^{er} , obtint à peu près tout ce qu'il désirait. Il fut obligé de rendre les villes de Reggio et de Modène au duc de Ferrare , mais il réussit dans ce qu'il avait le plus à cœur , c'est-à-dire à persuader au roi de ne rien entreprendre contre le royaume de Naples , d'abandonner le duc d'Urbin , dont le pape voulait donner les états aux Médicis , enfin de renoncer à la pragmatique sanction , moyennant un concordat qui aurait l'avantage de terminer cette affaire à la satisfaction des deux parties. On

convint des principaux articles, et le roi, retournant à Milan au bout de quelques jours, confia la suite de cette négociation au chancelier Duprat, qui avait appuyé vivement, contre l'avis de la plupart des seigneurs, l'abolition de la pragmatique. Ce chancelier dressa les clauses du concordat de concert avec deux cardinaux délégués à cet effet par le pape ; mais quand on eut porté à l'approbation du roi ce nouveau traité, le pape modifia quelques-uns des articles convenus, et le roi, après quelques réclamations inutiles, voulant absolument se débarrasser de cette affaire, prit enfin le parti de céder. Le concordat maintenait plusieurs des dispositions de la pragmatique, notamment celles qui concernaient l'abolition des réserves et des expectatives, le jugement des causes ecclésiastiques par les ordinaires, à l'exception des causes majeures exprimées dans le droit, la nomination de commissaires pour juger sur les lieux les causes des personnes immédiatement soumises au saint-siège, l'interdiction des appels abusifs, c'est-à-dire interjetés avant la sentence définitive, ou à d'autres tribunaux supérieurs sans passer par les inférieurs ; la collation des bénéfices par les ordinaires ou par les patrons, sauf le droit que se réservait le pape de disposer d'un bénéfice sur un collateur ecclésiastique qui en aurait dix à sa nomination, et de deux sur celui qui en aurait cinquante, ce qui fut depuis aboli par le concile de Trente. On maintenait aussi la prohibition des interdits généraux pour des causes personnelles ou particulières, et les réglemens concernant les privilèges des gradués, avec cette différence seulement, qu'au lieu de leur réserver un bénéfice sur trois à tour de rôle, on leur affectait tous ceux qui viendraient à vaquer pendant quatre mois de l'année, enfin l'obligation imposée à tous les collateurs de ne conférer les cures des villes qu'à des gradués ou à des sujets ayant étudié trois ans en théologie ou en droit.

Mais ce qui établissait une différence essentielle entre

la pragmatique et le concordat, c'est que d'une part on abolissait tout ce qui était relatif aux décrets du concile de Constance touchant la supériorité des conciles généraux, et l'obligation d'en tenir un tous les dix ans, ainsi qu'au décret de Bâle touchant la nomination des cardinaux; et que d'autre part on supprimait les élections pour les évêchés, les abbayes et les prieurés, dont on attribuait au roi la nomination, avec charge pour les titulaires de payer les annates au saint-siège. Le roi devait présenter pour un évêché, dans les six premiers mois de la vacance, un sujet âgé au moins de vingt-sept ans, licencié en théologie, ou docteur en droit, et qui eût d'ailleurs toutes les qualités requises. Les informations à cet égard devaient être faites dans le royaume par un nonce apostolique, et envoyées au pape avec la nomination, pour obtenir les bulles d'institution canonique. Il y avait dispense de grade pour les princes du sang ou autres grands seigneurs, et pour les religieux à qui leur règle ne permettait pas d'y aspirer. Si le sujet nommé se trouvait dépourvu des qualités requises par le concordat ou par les canons, le roi avait encore trois mois pour en nommer un autre; mais si la nomination se trouvait encore défectueuse, elle était dévolue au pape, qui avait aussi le droit de nommer aux évêchés dont les titulaires mouraient en cour de Rome. Les mêmes dispositions étaient établies pour les abbayes et les prieurés conventuels, excepté que les grades n'étaient pas nécessaires, et que l'âge de vingt-trois ans suffisait; mais le roi ne pouvait nommer que des religieux du même ordre. Du reste, les abus graves et nombreux qui avaient lieu dans les élections étaient un motif bien suffisant pour autoriser ces changemens. Elles n'étaient souvent qu'apparentes, car la pragmatique reconnaissait au roi le droit d'y intervenir par voie de prières, ce qui d'après l'usage équivalait à un ordre positif. D'ailleurs les intrigues, la faveur, la parenté, les recommandations, et quelquefois

les promesses simoniaques, servaient bien plus que le mérite à déterminer les suffrages, de sorte qu'il en résultait des parjures fréquens de la part des électeurs qui faisaient serment de choisir le plus digne, et Léon X témoignait dans le concordat que ces désordres étaient surtout communs à Rome, où l'on recourait sans cesse pour obtenir des absolutions.

Le concordat fut confirmé dans la onzième session du concile de Latran, où le pape fit publier une bulle expresse à ce sujet. Cette session avait été d'abord indiquée pour le 1^{er} octobre 1515 ; mais les circonstances et les négociations qu'on vient de voir la firent ajourner jusqu'au 19 décembre de l'année suivante. On y publia aussi une bulle pour l'abolition de la pragmatique sanction, que l'on déclara nulle et abolie avec tout ce qu'elle contient, comme une œuvre de dépravation propre à entretenir le schisme dans l'Église, et n'ayant pu recevoir aucune autorité par l'approbation du concile de Bâle, après la translation ordonnée par Eugène IV ; car il est manifeste, ajoute cette bulle, que le souverain pontife, comme ayant autorité sur tous les conciles, a seul un plein pouvoir de les convoquer, de les transférer, et de les dissoudre. En conséquence on défend à toute personne d'invoquer la pragmatique, de s'en servir ou de l'alléguer dans aucune cause, et même de la conserver, sous peine d'excommunication, avec privation de tout bénéfice et de toute dignité pour les ecclésiastiques, et incapacité pour les laïques d'exercer aucune charge, comme devant être par le fait réputés infâmes et criminels de lèse-majesté. Cette bulle fut approuvée unanimement par le concile.

On publia dans la même session deux autres décrets importants. Le premier, concernant les prédicateurs, dont quelques-uns ne cherchaient qu'à se faire remarquer par de grands gestes, de grands éclats de voix, ou par des nouveautés, et des histoires quelquefois scandaleuses, porte qu'à l'avenir aucun clerc séculier ou régulier,

sous prétexte d'aucun privilège, ne pourra être admis à prêcher sans avoir été préalablement examiné par son supérieur, et s'il ne montre des lettres authentiques constatant qu'il a été reconnu digne et capable par la régularité de ses mœurs, par son âge, sa science, sa prudence et sa vie exemplaire. On leur ordonne ensuite d'expliquer l'Évangile et l'Écriture sainte selon l'interprétation et le sentiment des pères et des docteurs approuvés dans l'Église, avec défense surtout de publier aucune prophétie ou révélation particulière avant qu'elle ait été soumise à l'examen du saint-siège, sous peine d'une excommunication réservée au souverain pontife. L'autre décret avait pour objet de terminer les contestations sans cesse renaissantes entre les religieux mendiants et le clergé séculier. Il porte que les supérieurs des religieux devront présenter aux évêques ceux qu'ils destineront à prêcher ou à entendre les confessions, que les évêques auront le droit de les examiner, et que les fidèles qui se seront confessés aux religieux approuvés de l'évêque ou refusés sans raison auront satisfait au décret du concile de Latran touchant la confession annuelle ; mais que les religieux ne pourront les absoudre des censures réservées, ni administrer aux malades les sacrements de l'eucharistie et de l'extrême-onction. Léon X, par une bulle de l'année suivante, prononça que les fidèles qui entendent la messe les dimanches et fêtes dans les églises des religieux au lieu d'assister à leurs paroisses, ne se rendent point coupables d'un péché mortel.

La publication du concordat et l'abolition de la pragmatique rencontrèrent en France une vive opposition de la part du clergé et de la magistrature. Le roi avait convoqué pour cet objet, le 5 février 1516, un grand nombre d'évêques, avec le chapitre de Paris, et les officiers de l'université, à une assemblée solennelle du parlement, où il se rendit lui-même. Il fit exposer par le chancelier les motifs qui l'avaient déterminé à conclure

ce nouveau traité, savoir, les guerres et les censures de Jules II contre la France, ses procédures au sujet de la pragmatique sanction, la résolution manifestée par Léon X de poursuivre les projets de son prédécesseur, et d'abolir cette ordonnance, les citations plusieurs fois renouvelées par le concile de Latran; le danger imminent d'une nouvelle guerre et d'un interdit général sur la France; la crainte de voir le royaume exposé de nouveau à tous les abus qui avaient lieu avant le concile de Bâle par les réserves et les expectatives sans nombre qui livraient les bénéfices à des étrangers, et par les évocations et les appels en cour de Rome, qui entraînaient des frais ruineux; après quoi le chancelier ajouta que le roi, croyant devoir céder aux circonstances, avait fait la paix au moyen d'un concordat qui maintenait la plupart des dispositions de la pragmatique, qu'il avait promis de le faire enregistrer dans le parlement pour être ensuite publié et observé dans tout le royaume, et il termina en déclarant que telle était la volonté du roi. Le parlement ne fit qu'une réponse vague; celle du clergé fut qu'il fallait une assemblée générale pour délibérer sur une affaire qui intéressait toute l'Église gallicane. Cependant le roi fit expédier, le 15 mai, des lettres-patentes pour la publication du concordat, et le chancelier les présenta au parlement, avec ordre de procéder à l'enregistrement. Mais cette démarche et plusieurs autres qui la suivirent dans le cours de la même année furent d'abord sans effet. Le parlement fit des protestations et des remontrances, déclara interjeter appel au pape mieux informé, et au futur concile, et ce ne fut qu'en joignant les menaces aux ordres les plus absolus, qu'on parvint à triompher de sa résistance. L'enregistrement eut lieu au mois de mars 1517, en présence de l'évêque de Langres, pair de France; mais le parlement fit ajouter que c'était par l'ordre exprès du roi, et protesta qu'il n'entendait point autoriser le con-

cordat, ou le regarder comme obligatoire, ni renoncer à son appel, dont il se fit donner acte. L'université de Paris publia de son côté, peu de jours après, un acte d'appel au futur concile ; plusieurs chapitres voulurent se maintenir dans leur ancien droit, et pendant près d'un siècle le clergé de France réclama en diverses circonstances le rétablissement des élections. Le pape voulut faire payer les annates d'après une nouvelle taxe basée sur le revenu réel des bénéfices ; mais ses officiers ne purent se procurer aucun moyen de procéder à cette estimation, en sorte qu'il fut obligé de s'en tenir à l'ancienne taxe, qui était beaucoup inférieure (1).

Le concile de Latran tint le 16 mars 1517 sa douzième et dernière session, dans laquelle on ne fit guère autre chose que de publier une bulle pontificale qui confirmait tout ce qu'on avait prononcé dans les sessions précédentes, et qui autorisait le pape à lever pendant trois ans une décime sur toutes les églises pour la guerre contre les Turcs. On regarde généralement ce concile comme œcuménique. Cependant quelques théologiens, surtout en France, ont cru qu'il était permis de ne pas adopter ce sentiment, et Bellarmin lui-même n'a pas jugé leur opinion condamnable. On a vu en effet que quoique la plupart des princes y eussent envoyé leurs ambassadeurs, il ne fut guère composé que de prélats italiens. Toutefois ses décisions dogmatiques ont été confirmées par l'assentiment général de l'Église ; mais une partie de ses décrets sur la discipline et des censures qui y sont annexées sont tombées en désuétude. Les décimes autorisées par le concile furent levées en Italie et en Angleterre, où le cardinal Wolsey, ministre de Henri VIII, en fut établi collecteur ; on consentit de même à les payer en France, où le pape les avait accordées au roi ; mais en Espagne le clergé d'Aragon réuni en synode national les refusa absolument, et le cardinal

(1) Belcar. *Comment.* — *Mémoir. du clerg.* t. II.

Ximenès, au nom du clergé de Castille, écrivit à Rome qu'on était persuadé que le prétexte était imaginaire, en sorte qu'on ne jugea pas à propos de les exiger.

Le pape avait déjà publié dans la neuvième session une bulle pour exhorter les princes chrétiens à la guerre contre les Turcs, dont le sultan était embarrassé par des divisions intestines ou des expéditions lointaines. Bajazet II était mort en 1512, et Sélim, son second fils, qui avait usurpé le trône au préjudice de son frère aîné, se vit d'abord obligé de combattre pour s'y maintenir; mais ayant gagné une bataille, il fit mettre à mort son frère tombé entre ses mains, après quoi il menaca de tourner ses armes contre les chrétiens, et de venir fondre sur l'Italie; toutefois, changeant de dessein, il porta la guerre en Orient, subjuga l'Arménie, prit plusieurs provinces du royaume de Perse, et conquit la Syrie et l'Égypte, où il détruisit l'empire des Mameluks. Dans le même temps, le fameux corsaire Barberousse entreprit de soumettre l'Afrique aux Turcs, se rendit maître d'Alger et enleva Tunis aux Espagnols. De leur côté, les Tartares avaient fait une irruption dans la Russie et la Podolie, où ils exercèrent d'affreux ravages; mais ils furent battus en 1512 par Sigismond, roi de Pologne, qui chassa bientôt après les Moscovites de la Lithuanie. Léon X, effrayé des menaces de Sélim, redoubla ses efforts pour établir la paix entre les princes chrétiens, et conclure une ligue contre les Turcs; il envoya pour cet effet des légats à un congrès qui se tint à Vienne en 1515; mais cette assemblée n'eut guère d'autre résultat que la conclusion d'un traité qui assurait à la maison d'Autriche la succession éventuelle des royaumes de Bohême et de Hongrie. L'année suivante, l'empereur Maximilien voulant conquérir le Milanais, passa en Italie avec une armée nombreuse; mais il se retira bientôt, saisi d'une terreur panique, et conclut enfin un traité de paix avec les Vénitiens.

François I^{er} avait conclu peu de temps auparavant un traité avec une partie des cantons suisses, et un autre avec l'archiduc Charles, qui, voyant le roi Ferdinand son aïeul menacé d'une mort prochaine, voulait pour s'assurer la couronne d'Espagne se ménager les secours de la France. C'est ce qui lui fit prendre l'engagement de restituer la Navarre, et une partie du royaume de Naples, après la mort de Ferdinand. Mais il était bien décidé à ne pas tenir sa promesse. Ferdinand, instruit de ce traité, fit un testament par lequel il disposait des royaumes de Castille, d'Aragon et de Navarre, en faveur de l'archiduc Ferdinand son petit-fils, dont Charles était l'aîné. Toutefois, sur les représentations de son conseil, il brûla ce testament, et fit l'archiduc Charles héritier de tous ses états. Le roi Ferdinand mourut bientôt après, revêtu de l'habit de saint Dominique, le 23 janvier 1516. Comme il avait, par son testament, nommé Ximenès régent de Castille, ce cardinal soutint et fit prévaloir son droit dans l'assemblée des états contre le doyen de Louvain, envoyé en Espagne par l'archiduc, qui lui avait destiné l'administration du royaume. Ximènes, outre le testament de Ferdinand, allégua celui de la reine Isabelle, qui excluait formellement les étrangers du gouvernement de la Castille, et cette considération fit rejeter les prétentions du doyen de Louvain, qui se tint trop heureux d'être associé au cardinal, sans autre avantage que de signer après lui les ordonnances rendues souvent contre son avis. L'archiduc, obligé d'en passer par là, fit expédier de Bruxelles des lettres patentes conformes à la décision des états. Ximenès retint néanmoins toute l'autorité, et l'exerça avec la dureté impérieuse de son caractère fier et despotique. Il destitua plusieurs officiers de la couronne, supprima des pensions abusives, prit des mesures pour réprimer les vexations des grands, les força de restituer les domaines qu'ils possédaient sans titre légitime; et comme ces réformes produisirent

un mécontentement général et qu'on osa lui demander de quel droit il agissait ainsi, il montra quelques troupes de sa garde, et fit tirer en même temps quelques pièces de canon dans la cour de son palais, en disant : Telle est la raison dernière des rois. Il faut avouer qu'une semblable réponse aurait été mieux placée dans la bouche d'un conquérant que dans celle d'un cardinal et d'un religieux. La sévérité qu'il déploya comme grand inquisiteur excita les plaintes des Juifs et des Maures convertis, qui envoyèrent une députation à l'archiduc pour demander que le tribunal de l'inquisition fût astreint aux formes suivies dans les tribunaux ordinaires; et leur requête était sur le point d'être accueillie, lorsqu'on reçut des lettres du régent qui la firent rejeter par une crainte exagérée des troubles auxquels cette réforme exposerait le royaume.

L'archiduc, pour modérer le pouvoir de Ximenès, lui donna successivement deux collègues plus fermes et plus habiles que le doyen de Louvain. Mais ils n'obtinrent pas plus d'influence, et le cardinal continua de diriger les affaires à son gré. Enfin, l'archiduc ne vit d'autre moyen pour disposer de l'autorité que de se faire reconnaître pour roi par les états de Castille et d'Aragon, conjointement avec sa mère Jeanne la Folle, que sa démence rendait incapable de gouverner. Ximenès, qui avait plus de fermeté et d'adresse que de pénétration, seconda lui-même, avec son despotisme accoutumé, les projets de ce prince. Il assembla les états de Castille, et voyant se manifester une forte opposition, sans attendre leur vote, il ordonna au gouverneur de Madrid d'aller aussitôt proclamer roi l'archiduc Charles avec sa mère, ce qui fut exécuté aux grands applaudissemens du peuple, après quoi les états se virent dans la nécessité de paraître au moins donner leur consentement. Mais le régent fut loin d'obtenir la reconnaissance que méritait un si grand service. L'archiduc partit bientôt après pour l'Espagne, et

dès qu'il y fut arrivé, affectant pour ainsi dire de ne pas le voir, il lui envoya une lettre pour lui annoncer qu'il croyait juste de le décharger du poids des affaires, afin qu'il pût s'occuper du soin de sa santé et passer tranquillement le reste de sa vie dans son diocèse. Cette disgrâce inattendue affecta si profondément Ximenès, déjà languissant par suite d'un empoisonnement dont l'auteur était inconnu, que le chagrin, redoublant la fièvre qui le tourmentait, ne tarda pas à le conduire au tombeau. Il mourut le 8 novembre 1517, âgé de quatre-vingt-un ans (1).

On reçut vers ce temps en Castille de nouvelles plaintes au sujet des barbares traitemens que l'on continuait d'exercer envers les habitans du nouveau monde. Elles furent apportées par le célèbre Barthélemy Las Casas, qui fut depuis évêque de Chiapa au Mexique, et dont la mémoire est à juste titre en vénération pour le zèle et la persévérance qu'il mit à défendre les droits de l'humanité contre les horribles excès de la tyrannie. Il s'était rendu aux Antilles, fort jeune encore, avec son père; et devenu ensuite prêtre et missionnaire, il crut devoir passer en Espagne pour signaler au roi les cruautés dont il était témoin. Il y arriva peu de temps avant la mort de Ferdinand, et Ximenès, pendant sa régence, prit des mesures pour adoucir le sort des Américains; mais les réglemens qu'il établit ne furent pas observés, en sorte que Las Casas ne tarda pas à repasser en Europe pour renouveler ses plaintes. Il fut admis à les exposer dans un conseil extraordinaire, où elles furent appuyées par un missionnaire franciscain, par l'évêque du Darien et par don Diègue Colomb, fils du célèbre Christophe et amiral des Indes occidentales. Charles-Quint en fut touché, et prit quelques mesures en faveur des Américains; mais comme en ordonnant de les traiter en hommes libres on exceptait ceux qui seraient déclarés anthropo-

(1) Gomez, *Vit. Ximen.* — Marian. — Rainald.

phages, les prétextes ne manquèrent pas pour rendre toutes ces mesures presque illusoires.

On découvrit, la même année 1517, une conjuration formée contre la vie du pape, et dont les auteurs étaient deux cardinaux, Petrucci et Bandinelli, mécontents de ce qu'il avait enlevé le duché d'Urbain au neveu de Jules II pour le donner aux Médicis. Le premier était, en outre, personnellement irrité d'une mesure semblable qui avait dépouillé sa famille de la principauté de Sienne. D'autres cardinaux entrèrent dans ce complot, ou du moins en furent instruits sans le révéler. Petrucci, juridiquement convaincu par des lettres interceptées et par son aveu, fut étranglé dans sa prison. Bandinelli fut seulement condamné à une prison perpétuelle, dont le pape ne tarda pas à lui faire grâce. D'autres furent déposés du cardinalat, et quelques-uns des autres complices, de familles peu considérables, furent écartelés. Léon X, croyant ne devoir plus compter sur l'affection du sacré collège, voulut en quelque sorte le renouveler, et nomma pour cet effet jusqu'à trente et un cardinaux dans une seule promotion, la plus nombreuse qu'on eût encore vue. On remarque dans ce nombre trois de ses neveux, et Adrien Florent, doyen de Louvain, qui devint pape sous le nom d'Adrien VI.

LIVRE QUARANTIÈME.

DEPUIS LE COMMENCEMENT DU LUTHÉRANISME JUSQU'À L'OUVERTURE DU CONCILE DE TRENTE.

DE 1517 A 1545.

L'Église avait triomphé de toutes les sectes qui dans les derniers siècles avaient attaqué sa hiérarchie, son autorité et son enseignement; elle venait d'abolir jusqu'aux derniers restes du schisme d'Occident, et semblait jouir d'une paix profonde et durable, lorsqu'on vit éclater successivement des révoltes audacieuses et multipliées dont les suites déplorables se sont perpétuées jusqu'à nos jours. Une grande partie de l'Europe précipitée dans l'hérésie et détachée violemment de l'unité catholique; l'esprit d'indépendance répandu partout; les erreurs et les sectes pullulant sans nombre et naissant perpétuellement les unes des autres; tous les fondemens de la foi ébranlés ou détruits; l'autorité de l'Église orgueilleusement méprisée, sa doctrine combattue, travestie, calomniée; les décisions des conciles et l'uniformité constante de la tradition soumises à l'examen et au contrôle de chaque individu; l'Écriture proclamée par les sectaires comme la seule règle de foi et invoquée par chacun d'eux à l'appui des erreurs les plus opposées et les plus monstrueuses; tous les excès du fanatisme consacrés par ce principe, et d'horribles blasphèmes érigés en dogmes; le pape voué sous le nom d'antechrist à la haine des peuples; les désordres de l'insurrection et des guerres civiles, le pillage des biens ecclésiastiques; la profanation des croix, des images, des reliques et de toutes les choses saintes; le changement du culte et l'a-

bolition du célibat, des vœux monastiques, du jeûne, de l'abstinence et de toutes les lois de l'Église, en un mot, l'anarchie et la licence sous le nom pompeux de réforme, tel est le triste spectacle que va nous offrir l'histoire des troubles causés dans le quinzième siècle par les doctrines des novateurs. Les abus multipliés dont on se plaignait depuis longtemps, et les vœux de réformation tant de fois renouvelés depuis plus d'un siècle, servirent de prétexte à ces innovations, dont un moine orgueilleux fut le premier auteur, et qui durent leurs succès à l'ignorance et aux passions des peuples plus ou moins prévenus contre l'Église romaine, et surtout à la cupidité des princes, disposés pour la plupart à saisir l'occasion de dépouiller le clergé de ses biens et de son pouvoir.

Le pape Léon X ayant fait publier en 1517 des indulgences plénières dans tous les royaumes chrétiens en faveur des fidèles qui contribueraient de leurs aumônes à la construction de la magnifique église de Saint-Pierre et aux frais de la guerre contre les Turcs, l'archevêque de Mayence, chargé de faire prêcher ces indulgences en Allemagne, donna cette commission aux dominicains ; ce qui excita la jalousie des augustins, désignés ordinairement pour cette fonction dans la Saxe, et Jean Staupitz, leur vicaire général, par cet esprit de rivalité trop ordinaire entre les différens ordres mendiants, n'oublia rien pour décrier une mission confiée à d'autres. Il engagea les religieux de son ordre, et spécialement Martin Luther, un des plus célèbres, à prêcher contre les abus réels ou supposés qu'on reprochait aux quêteurs et aux prédicateurs ; car on leur imputait d'exagérer la vertu des indulgences, d'en faire un trafic honteux, et de tenir quelquefois leurs bureaux dans des cabarets où les trésoriers consommaient en débauches une partie de l'argent qu'ils recevaient. Luther ne se contenta pas de s'élever contre les abus, il attaqua les indulgences mêmes et le pouvoir de l'Église qui les accorde, puis successivement le pur-

gatoire, l'efficacité des sacremens, le mérite des bonnes œuvres, l'existence du libre arbitre, et se livrant sans règle comme sans frein aux emportemens de son caractère impétueux, il se précipita chaque jour dans de nouveaux égaremens, et ne craignit pas de soutenir comme des dogmes les plus monstrueuses impiétés.

Martin Luther était né à Islebe, en Saxe, le 10 novembre 1483, d'une famille obscure et sans fortune. Son père n'était qu'un ouvrier occupé au travail des mines, mais qui lui fit faire néanmoins de bonnes études. Ayant achevé son cours de philosophie à Erford, il y prit le degré de maître ès-arts, en 1503, et acquit bientôt une grande réputation d'éloquence et d'érudition. Un jour qu'il se promenait hors de cette ville, la foudre ayant tué son compagnon à ses côtés, il fut si frappé de cette mort subite, qu'il fit vœu à l'instant même de se faire religieux. Il entra en effet à l'âge de vingt-deux ans, malgré les représentations de son père, dans l'ordre des ermites de Saint-Augustin, et fut ordonné prêtre au bout de deux ans, puis appelé bientôt après à Wittemberg par le vicaire général pour enseigner la philosophie dans l'université récemment fondée par l'électeur Frédéric de Saxe. Ensuite Jean Staupitz le fit recevoir docteur, et lui procura une chaire de théologie. Luther, doué d'un esprit vif et d'une grande mémoire, joignant d'ailleurs à une certaine érudition beaucoup d'éloquence, professa avec un éclat extraordinaire, qui le rendit célèbre parmi le clergé de la Saxe. Mais ses succès lui inspirèrent un orgueil qui ne tarda pas à se trahir par le mépris des opinions généralement reçues, et, dès l'année 1516, entraîné à l'amour des nouveautés par la lecture des écrits de Wiclef et de Jean Huss, il fit soutenir des thèses publiques, où l'on aperçut au milieu de ses déclamations contre les théologiens scolastiques le germe des erreurs qu'il enseigna depuis.

L'année suivante, la querelle sur les indulgences lui

donna occasion de répandre ses erreurs avec plus de liberté. Après avoir longtemps déclamé en chaire, il fit imprimer et publier des thèses contenant quatre-vingt-quinze propositions où, tout en disant anathème à quiconque nierait la vérité des indulgences du pape, il ne laissait pas de les réduire presque à rien par la manière de les expliquer; car il prétendait qu'elles n'étaient point une application des mérites de Jésus-Christ ou des saints, mais une simple remise ou dispense des peines canoniques, en sorte qu'elles ne pouvaient être appliquées aux âmes du purgatoire, ni leur procurer aucun soulagement, et que pour les vivans elles n'avaient pas un effet différent de celui des bonnes œuvres; ainsi elles étaient inutiles à celui qui avait une véritable contrition, ou ne servaient du moins qu'à déclarer la peine remise, et non à la remettre en effet. Attaquant en outre les motifs de la publication des indulgences, il allait jusqu'à avancer cette étrange proposition, que vouloir combattre contre les Turcs, c'était résister à la volonté de Dieu. Il fit afficher ces thèses aux portes de l'église de Wittemberg la veille de la Toussaint, et les envoya le même jour à l'archevêque de Mayence, avec une lettre où il le priait de remédier aux abus qu'on imputait aux quêteurs et aux prédicateurs, et surtout de condamner un petit livre répandu sous le nom de ce prélat, dans lequel on soutenait, si on l'en croit, que la contrition n'était pas nécessaire pour appliquer les indulgences aux âmes du purgatoire, ni même pour être absous par le confesseur dont on aurait fait choix en vertu du privilège accordé par la bulle. Enfin Luther fit imprimer et répandre partout un sermon où il développait les principes contenus dans ses thèses.

Dès que celles-ci furent publiées, Jean Tetzel, dominicain et chef des commissaires pour la prédication des indulgences, leur opposa d'autres propositions qu'il fit soutenir à Francfort sur l'Oder, et qui avaient tout à la fois pour objet de réfuter les erreurs de Luther, et de

repousser comme des calomnies les exagérations dont on accusait les dominicains. Il y soutient que l'attrition suffit avec le sacrement pour gagner les indulgences, et que la contrition n'est pas nécessaire, ce qui montre qu'il exclut seulement la nécessité de la contrition parfaite, et que c'est aussi dans le même sens qu'il faut entendre ce qui pouvait d'abord sembler répréhensible dans le petit livre dont on vient de parler. Comme Teizel était inquisiteur de la foi, il fit brûler publiquement les thèses de Luther, qui de son côté fit brûler à Wittemberg celles du dominicain. Car, outre que son génie emporté s'échauffait par la contradiction, l'appui qu'il trouvait dans l'université, et surtout la faveur et la protection de l'électeur Frédéric, le disposaient insensiblement à ne plus garder de mesures. Il publia bientôt des thèses sur la pénitence où il attaquait l'efficacité des sacrements, la nécessité de la confession, et répétait sous toutes les formes que la rémission des péchés ou la justification ne dépend point de la contrition, mais seulement de la foi, et que pour être absous et pardonné, il suffit de croire fermement qu'on l'est en effet. Ainsi, par un étrange aveuglement, il enseignait en propres termes une erreur qu'il avait faussement reprochée aux prédicateurs des indulgences. Ce principe était même un des points capitaux de sa doctrine. On avait cru jusqu'alors que la justification était une grâce intérieure qui change les dispositions du cœur, qui purifie l'homme, et le rend juste et agréable à Dieu; en sorte que pour être justifié, ou de pécheur devenir juste, il fallait recevoir en soi la justice ou la sainteté, comme il faut avoir en soi la science et la vertu pour être savant et vertueux. Mais Luther ne suivit point une idée si simple; il prétendit que la justification n'était point en nous, et n'y opérait rien, qu'elle n'était qu'une imputation de la justice ou de la sainteté de Jésus-Christ, c'est-à-dire que Dieu considérait la justice de Jésus-Christ comme la nôtre pro-

pre, et qu'il suffisait pour cela d'avoir une foi ferme et absolue de la rémission de nos péchés, sans qu'il soit nécessaire d'être vraiment contrit et repentant; car Dieu, selon lui, pardonne nos péchés, ou plutôt veut bien ne pas nous les imputer indépendamment de nos dispositions, et il est même probable, ajoutait-il, que les œuvres des hommes les plus belles en apparence sont des péchés mortels. C'est ce que les sectaires ont nommé justice imputative.

Luther reproduisit et développa cette étrange doctrine dans des thèses qu'il publia le 26 avril 1518, à Heidelberg, et dans plusieurs sermons qu'il prêcha la même année. Il y enseignait que le libre arbitre n'est qu'un mot sans réalité, et que le juste n'est pas celui qui fait beaucoup de bonnes œuvres, mais celui qui, sans se mettre en peine des œuvres, a une foi vive en Jésus-Christ. Il attaquait en outre les effets spirituels de l'excommunication, la nécessité de la confession, et l'usage de donner la communion sous une seule espèce. Comme le pape, instruit de ses erreurs, avait dès le mois de février donné ordre à ses supérieurs de le réprimer, Luther lui adressa une défense de ses thèses, avec une protestation d'inviolable attachement à la doctrine contenue dans l'Écriture sainte, dans les ouvrages des Pères, dans les Canons, et les Décrétales. Il y joignit une lettre datée du dimanche de la Trinité, où il disait expressément : « Approuvez ou réprouvez, comme il vous plaira, je reconnaitrai dans votre voix celle de Jésus-Christ même parlant par votre bouche. » Tous ses discours étaient pleins de semblables protestations; mais il est visible qu'elles n'étaient qu'une hypocrisie, car dans sa lettre au pape il ne craignait pas de dire qu'il ne pouvait se rétracter, et dans la défense de ses thèses, qu'on pouvait, sans hérésie et sans péché, rejeter le sentiment du pape et de la plus grande partie de l'Église, jusqu'à la décision d'un concile universel. Il fit mieux voir en-

core ses dispositions dans ses réponses à deux écrits publiés cette même année contre ses erreurs par Sylvestre de Prierio, dominicain et maître du sacré palais. « Si l'on enseigne, dit-il, de telles choses à Rome avec l'assentiment du pape, je déclare hardiment que l'Antechrisiège dans cette Babylone, et qu'on doit féliciter tous ceux qui ont rompu avec elle, et condamner tous ceux qui persévèrent dans sa communion. Pour moi, si le pape ne fait taire cette bouche de Satan, et ne l'oblige pas à se rétracter, je fais l'aveu de ne pas croire comme l'Église romaine et de la renier avec son chef et tous les cardinaux. » Ce qui échauffait ainsi la bile de l'hérésiarque, c'étaient quelques opinions contestables du dominicain sur l'autorité du pape, à qui il attribuait l'infaillibilité et la souveraineté absolue de la puissance temporelle et spirituelle. Luther ne manqua pas de s'en prévaloir pour souffler dans l'esprit des peuples la haine contre le saint siège ; tant il importe, dans la défense de la religion, de ne pas s'appuyer sur des systèmes, et de ne pas vouloir établir des opinions douteuses comme des vérités incontestables (1).

Cependant les nouveautés de Luther avaient mis toute l'Allemagne en rumeur. Jean Eckius, savant professeur de théologie dans l'université d'Ingolstadt, et un inquisiteur dominicain nommé Jacques Hochstrat, publièrent des écrits pour les combattre, et l'empereur Maximilien écrivit au pape, le 5 août 1518, pour le prier de mettre fin aux troubles et aux dissensions par son jugement, avec promesse de faire exécuter tout ce qu'il ordonnerait. Le pape, avant d'avoir reçu cette lettre, fit citer Luther, le 7 août, à comparaître à Rome dans deux mois. Ensuite il écrivit à l'électeur de Saxe pour l'informer de cette citation et l'exhorter à refuser sa protection au

(1) Luth. *Oper.* — Melanchth. *Vit. Luth.* — Cochl. *De vit. et script. Luth.* — Ulemburg. — Sleidan. — Seckendorf.

novateur, et à le mettre entre les mains du cardinal Cajetan, légat en Allemagne. Il menaçait en même temps d'excommunication, d'interdit et de privation des biens tous ceux qui le protégeraient; ce qui n'empêcha pas l'électeur Frédéric et l'université de Wittemberg de prendre la défense de Luther, et d'écrire fortement au pape en sa faveur. Ils demandaient qu'au moins l'affaire fût jugée en Allemagne, et le pape y consentit, à condition que Luther serait tenu de comparaître devant le légat, qui se trouvait à Ausbourg. L'électeur prétendait que les ecclésiastiques d'Allemagne ne devaient point être traduits hors de l'empire, et que leurs causes devaient se juger sur les lieux. L'université ajoutait que Luther n'avait rien avancé de contraire à la doctrine de l'Église, et que si on pouvait lui reprocher d'avoir avancé, dans la chaleur de la dispute, quelques propositions trop hardies, il ne les avait jamais soutenues comme des décisions, et qu'il ne demandait qu'à écouter et qu'à suivre la voix de l'Église.

Luther se rendit à Ausbourg le 12 octobre, avec des lettres de recommandation de l'électeur, et fut très-bien reçu par le légat, qui lui dit avec douceur que pour terminer cette affaire sans autre suite, il l'engageait, suivant l'ordre du pape, à rétracter les erreurs contenues dans ses écrits et dans ses sermons, et qu'il comptait sur la docilité dont il avait fait protestation. Comme Luther prétendit qu'il n'avait enseigné aucune erreur, le cardinal Cajetan lui en fit remarquer, entre autres, deux principales, l'une d'avoir nié, contre la définition expresse de Clément VI, que les mérites infinis de Jésus-Christ fussent le trésor des indulgences; l'autre de soutenir que pour être justifié on doit croire, avec la certitude de la foi, que tous nos péchés sont remis, ce qui est formellement contraire à ces paroles des livres saints : Personne ne sait s'il est digne d'amour ou de haine. Luther répondit qu'il n'était pas tenu de suivre la décision du pape

Clément VI, parce qu'elle n'était pas fondée sur l'Écriture sainte, après quoi, selon la méthode des sectaires, il offrit de prouver qu'il n'avait rien enseigné de contraire à la doctrine de l'Écriture ou des pères, et ajouta que si on pouvait le convaincre d'erreur, il était prêt à se rétracter. Le légat, insistant sur l'autorité du pape, lui dit qu'il ne s'agissait pas de disputer, mais de se soumettre, et le pressa de faire la rétractation que le pape exigeait. Luther, après avoir demandé du temps pour délibérer, fit le lendemain une protestation en forme où il reproduisait ses réponses, et déclarait soumettre sa doctrine au jugement de l'Église et même des universités de Bâle, de Fribourg, de Louvain, et surtout de celle de Paris, qu'il nommait la mère des sciences et le flambeau de la théologie. Le légat l'exhorta de nouveau à se rétracter, le menaça des censures, et lui défendit, s'il n'obéissait, de se présenter à l'avenir devant lui. Alors le novateur, craignant d'être arrêté et conduit à Rome, ne songea qu'à se retirer d'Ausbourg. Il en sortit furtivement le 17 octobre, après avoir néanmoins fait afficher un acte d'appel au pape mieux informé; et parmi les motifs de cet appel il exposa que le légat lui était suspect comme dominicain et attaché aux opinions de saint Thomas. Il écrivit cependant au cardinal une lettre où il s'excusait d'avoir parlé peu respectueusement du saint-siège, et protestait qu'il était prêt à se soumettre au jugement du pape. Le légat, sans répondre à cette lettre hypocrite, fit connaître à l'électeur de Saxe toutes les circonstances de ce qui s'était passé, l'évasion de Luther, ses assertions évidemment contraires à la foi, et son obstination à les soutenir, malgré ses fausses promesses de soumission, et, l'avertissant qu'on allait poursuivre l'affaire à Rome, il le pria de lui remettre cet hérétique entre les mains, ou du moins de le chasser de ses états. Mais Luther prit soin de prévenir l'esprit de l'électeur par une lettre artificieuse où il se plaignait qu'on

avait voulu le contraindre à se rétracter sans entendre ses raisons ni le convaincre d'erreur ; après quoi il ajoutait qu'il ne demandait qu'à être désabusé, et ne refuserait jamais de se soumettre si on lui prouvait la fausseté de sa doctrine ; qu'il n'y avait qu'à renvoyer son affaire devant quelque évêque d'Allemagne , et qu'il était bien plus facile à la cour de Rome de mettre par écrit ce qu'elle reprenait dans ses ouvrages, qu'à lui de s'exposer à la fatigue et aux frais d'un long voyage. L'électeur répondit au légat dans le même sens ; et avant d'envoyer sa lettre, il eut soin de la communiquer à l'hérésiarque. Elle portait qu'en envoyant Luther à Ausbourg, il n'avait pas cru qu'on dût agir envers lui seulement par autorité, et le contraindre à se rétracter avant l'examen et le jugement de sa cause ; que plusieurs personnes habiles ne jugeant pas sa doctrine hérétique, quoiqu'elle ne favorisât pas les intérêts de ses persécuteurs, il ne croyait pas devoir le chasser de ses états ni l'envoyer à Rome, mais plutôt le protéger jusqu'à ce qu'on l'eût juridiquement convaincu des erreurs dont on l'accusait.

L'hérésiarque, se voyant ainsi soutenu, redoubla d'audace, et défia par écrit tous les inquisiteurs de venir disputer contre lui. Toutefois , prévoyant bien qu'il serait condamné à Rome, il publia, le 28 novembre, un nouvel acte d'appel où, tout en déclarant que son intention n'était pas d'affaiblir l'autorité du pape ni de contester les droits et la primauté du saint-siège, il ajoutait que cependant Léon X n'était pas infallible, et qu'ayant appris qu'on procédait à Rome contre lui, il appelait du pape mal informé au concile général, comme étant au-dessus du pape dans les matières concernant la foi. Sa doctrine, comme sa personne , avait trouvé dans l'université de Wittemberg des défenseurs , parmi lesquels on doit remarquer surtout André Bodenstein, plus connu sous le nom de Carlostad, et Philippe Mélanchthon, qui se montra le plus habile et le plus modéré de ses disciples. Ce

dernier, né en 1497, dans le Palatinat, s'était fait recevoir docteur à Tubingue ayant à peine dix-huit ans, et sur la recommandation du fameux Reuchlin, dont il était le neveu, l'électeur de Saxe le fit venir en 1518 à Wittenberg pour y professer la langue grecque dans l'université. Comme il était beaucoup plus versé dans la littérature que dans les sciences ecclésiastiques, il se laissa facilement séduire par l'éloquence de Luther, dont les déclamations étaient à ses yeux l'effet d'un zèle légitime : car malheureusement plusieurs prédicateurs, surtout parmi les religieux, prêchaient beaucoup moins les vertus essentielles du christianisme, que les indulgences, les pèlerinages, les aumônes en faveur des couvens, et Mélanchthon, frappé de ces abus, n'eut pas assez de lumières pour comprendre que le renversement de l'autorité de l'Église amènerait bien d'autres désordres, et ouvrirait une libre carrière à toutes les extravagances de l'esprit humain. Il ne tarda pas à s'en convaincre par expérience ; il vit les chefs de la réforme se diviser, et l'Écriture sainte, torturée dans tous les sens, devenir un objet de disputes interminables ; il vit les peuples et les villes d'Allemagne secouer le joug des évêques par amour de la liberté et de l'indépendance, et ne songer qu'à vivre à leur fantaisie, les dogmes et la discipline assujettis à l'autorité des magistrats, l'anarchie s'introduire partout, et la sédition, les révoltes et les guerres civiles ravager le monde chrétien. Ce triste spectacle lui arrachait des plaintes dans toutes ses lettres. Il proposa plusieurs fois de rétablir l'autorité des évêques et même celle du pape ; car il était comme tous les esprits timides et novateurs en même temps, qui ébranlent par leurs principes les fondemens de l'ordre, et reculent devant les conséquences qu'ils n'ont pas prévues. Il gémissait d'ailleurs de ne pouvoir exprimer librement son opinion, et toute sa vie s'écoula dans des agitations et des luttes intérieures. La tyrannie de Luther lui était devenue tellement

insupportable, qu'il songeait souvent à s'enfuir. Quant à Carlostad, on le verra bientôt se brouiller avec Luther. Il était chanoine et archidiacre de Wittemberg, et doyen de l'université, mais ignorant, brouillon, entreprenant, et sans piété ni religion. Ce fut le premier prêtre de quelque réputation qui donna le scandale de se marier, et l'on se moqua même dans la réforme du mariage de ce vieux chanoine.

Luther essaya d'attirer à son parti le célèbre Érasme, qui montrait lui-même du penchant pour les nouveautés, et qui se fit beaucoup d'ennemis par la hardiesse de ses opinions. Il était né à Rotterdam en Hollande, l'an 1467, dans une condition obscure, et comme il était resté orphelin et sans fortune à l'âge de quatorze ans, ses tuteurs le forcèrent trois ans plus tard à embrasser la vie religieuse dans un monastère de chanoines réguliers de saint Augustin. Ayant été fait prêtre en 1492 par l'évêque d'Utrecht, il vint à Paris continuer ses études en théologie, puis il étudia le droit à Orléans, prit le bonnet de docteur à Bologne, et parcourut successivement les plus célèbres écoles d'Angleterre, de France et d'Italie, où il contracta des liaisons avec presque tous les savans. Ses talens et la variété de ses connaissances lui firent bientôt une éclatante réputation, et quoiqu'on trouve dans ses écrits des traces nombreuses de mauvais goût et de pédantisme, et des idées souvent superficielles, il n'en fut pas moins regardé comme le plus bel esprit et le plus savant homme de son siècle. Plusieurs souverains, entre autres François I^{er}, lui offrirent des avantages considérables pour l'attirer dans leurs états; mais son inconstance ne lui permit de se fixer nulle part. Il fut quelque temps professeur de langue grecque à l'université d'Oxford, et quitta cette place pour venir s'établir à Bâle. Ensuite, ayant reçu de Charles Quint, souverain des Pays-Bas, le titre de conseiller d'état avec une pension de deux cents florins, il se chargea de la direction du col-

lège de Louvain; puis il se retira de nouveau à Bâle, et bientôt après, comme les réformateurs y devenaient chaque jour plus turbulens, il quitta cette ville pour habiter Fribourg, d'où il revint plus tard à Bâle, où il mourut en 1536, à l'âge de soixante-neuf ans. Il avait obtenu du pape Jules II la dispense de ses vœux. Léon X lui adressa un bref de félicitation sur sa version latine du Nouveau Testament; les papes Adrien VI et Clément VII lui donnèrent également des marques d'estime et Paul III avait conçu le dessein de le faire cardinal; mais ces témoignages de considération, quoique formant un préjugé en faveur d'Érasme, n'ont pu sauver ses ouvrages d'une juste flétrissure, ni le mettre à l'abri du soupçon d'hérésie.

Luther, après lui avoir fait écrire par Mélanchthon, lui adressa, au commencement de l'an 1519, une lettre où il le comblait d'éloges et semblait le regarder comme déjà acquis à son parti. Érasme, dans sa réponse, lui donna quelques sages conseils, lui recommandant sur tout la modestie, la charité, le respect envers le pape et envers les princes; mais il l'exhortait néanmoins à ne pas donner dans l'ignorance et les préjugés d'un grand nombre de prédicateurs de son temps; ce qui, dans les circonstances, pouvait sembler une approbation tacite de ses nouveautés de Luther. Il s'exprima en termes beaucoup moins couverts dans une lettre à l'électeur Frédéric, qui de son côté, lui avait écrit en faveur de l'hérésiarque. Il déclara qu'il ne pouvait ni approuver ni condamner les écrits de Luther, parce qu'il ne les avait pas lus, mais qu'au lieu de se déchaîner contre lui avec tant de violence, on ferait mieux de chercher à le convaincre, et qu'enfin c'était pour l'électeur un devoir de le protéger s'il était innocent. Cette neutralité, ou plutôt cette indifférence coupable, qui affectait d'ignorer des erreurs devenues malheureusement trop publiques, rendit la foi d'Érasme justement suspecte, et souleva contre lui un

grand nombre de catholiques. Il crut devoir se justifier dans une lettre adressée quelque temps après au cardinal Campège; mais elle fournit encore de nouveaux préjugés contre Érasme, et l'on voit, dans tout ce qu'il dit pour montrer son éloignement du luthéranisme, que cette disposition était bien plus chez lui l'effet d'une timidité politique et de la crainte de compromettre sa tranquillité, que d'un sincère attachement à la doctrine catholique. Il n'avait pas voulu, disait-il, s'ériger en censeur, parce qu'il était trop inconnu et qu'il n'avait aucune autorité; mais il avait le premier condamné les écrits de Luther comme devenant une occasion de troubles. On vient de voir, par sa lettre à l'électeur de Saxe, s'il est vrai qu'il les eût condamnés. Enfin il blâmait encore la sévérité dont on avait usé envers l'hérésiarque, et ne craignait pas même de faire entendre qu'il trouvait un excès de rigueur dans la condamnation prononcée par le souverain pontife. Il est vrai que plus tard il écrivit contre Luther; mais c'est qu'il n'approuvait pas toutes ses erreurs, et qu'il était ennemi, comme il le dit, des troubles qu'elles excitaient. En un mot, il ne semblait lui faire d'autre reproche que de s'élever avec trop d'emportement contre les abus, et d'enfreindre plutôt les lois de la prudence que celles de la piété. On verra plus tard la faculté de théologie de Paris condamner dans les ouvrages d'Érasme une foule de propositions contraires aux dogmes et à la discipline de l'Église, sur le célibat, sur les vœux monastiques, sur le jeûne et l'abstinence, sur l'observation des fêtes et sur plusieurs autres points.

Cependant Léon X avait fait publier dans toute l'Allemagne, par le cardinal de Cajetan, une bulle en date du 9 décembre 1518, où il définissait comme articles de foi que l'Église a le pouvoir de remettre par des indulgences la peine temporelle due au péché; qu'elles sont tirées de la surabondance des mérites de Jésus-Christ et des saints, et qu'elles peuvent être appliquées aux vi

vans et aux morts , avec défense à toute personne de prêcher ou de soutenir le contraire , sous peine d'une excommunication réservée au saint-siège. Trois mois après il envoya en Saxe un de ses camériers nommé Miltitz, gentilhomme saxon, pour remettre par honneur la rose d'or au duc Frédéric , et le prier de retirer sa protection à un hérétique déclaré. Il s'efforça en même temps d'intéresser à cette affaire les deux principaux ministres du prince , et leur adressa des brefs où il leur représentait qu'il y allait tout à la fois de leur conscience et de la réputation du prince, et que les lois de l'empire n'étaient point contraires aux droits du saint-siège, à qui appartenait le jugement des causes majeures , et principalement de l'hérésie. Mais l'électeur , qui n'avait pas toujours eu en recommandation la pureté de l'Évangile, conservait une secrète rancune contre la cour de Rome, où l'on avait refusé à son fils naturel une dispense et des bulles gratuites pour un bénéfice. Il joignait d'ailleurs à une certaine affectation de probité un esprit étroit qui le rendait facilement dupe de l'hypocrisie , et qui le livrait comme un instrument docile et aveugle à l'influence des sectaires. Non-seulement il n'eut aucun égard aux représentations de ses ministres jointes à celles du nonce, mais il reçut le présent du pape avec une indifférence qui tenait du mépris. Le nonce Miltitz, voyant toutes ses instances repoussées , entreprit de ramener Luther par la douceur ; et dans une conférence qu'il eut avec lui, prenant le contrepied du cardinal Cajetan, que les sectaires accusaient de dureté, il s'abassa jusqu'à des adulations indignes de son caractère. Il combla d'éloges l'hérésiarque, et ne craignit pas de blâmer hautement le dominicain Tetzels, comme la cause principale des exagérations et des abus dont on se plaignait , et même d'attribuer ces abus à l'avarice de l'archevêque de Mayence. Mais cette conduite imprudente ne servit qu'à redoubler l'obstination et la fierté de Luther. Il écrivit

au pape une lettre datée du 21 mars 1519, où il renouvelait ses hypocrites protestations de soumission, et déclarait en même temps que la sévérité et les reproches du saint-siège devaient s'appliquer aux distributeurs d'indulgences, dont les ridicules sermons tendaient à flétrir la cour de Rome par la réputation d'avarice, et non pas à lui qui cherchait à désabuser les peuples, et à les empêcher de préférer les indulgences à la charité.

Carlostad avait entrepris la défense des thèses de Luther combattues par Eckius, et dans cette apologie il proposa au docteur catholique une conférence publique sur les points en discussion. Le défi fut accepté, et la ville de Leipsick choisie pour cette conférence, qui eut lieu au mois de juin 1519. Luther, qui se défiait peut-être de la capacité de Carlostad, ou qui croyait son honneur intéressé à prendre part au combat, s'y rendit avec Mélanchthon et plusieurs autres docteurs de Wittemberg. On déclara de part et d'autre qu'on entendait ne pas s'écarter de la doctrine de l'Église catholique, et les universités de Paris et d'Erford furent choisies pour juges de cette controverse. Carlostad disputa d'abord pendant plusieurs jours sur le libre arbitre, et soutint que depuis la chute d'Adam l'homme avait perdu toute liberté et tout pouvoir d'agir; que Dieu opérait en nous tout le bien par sa grâce, sans aucune coopération de notre part, et que la volonté par elle-même était nécessairement entraînée au mal, en sorte que le plus juste ne peut que pécher même dans les meilleures œuvres. Eckius démontra sans peine l'impiété de cette doctrine, si évidemment contraire aux exhortations, aux promesses et aux menaces de l'Écriture sainte, comme à la conscience du genre humain, et qui conduisit bientôt après les novateurs à faire Dieu lui-même auteur du péché. Luther remplaça Carlostad, et cette seconde dispute roula sur le purgatoire, sur les indulgences, sur la pénitence, et principalement sur la primauté du saint-siège.

Il prétendit que le purgatoire ne pouvait être prouvé par l'Écriture sainte ; il déclama contre l'abus des indulgences, et alla jusqu'à dire que c'était une folie de les croire utiles aux chrétiens ; il ajouta que tout prêtre devait absoudre le pénitent tout à la fois du péché et de la peine, ou qu'autrement il se rendait coupable ; il condamna tout repentir et même toute bonne œuvre qui n'a pas son principe dans la charité ou la grâce sanctifiante ; enfin il soutint que les conciles n'étaient pas infaillibles ; que la primauté du saint-siège n'est pas de droit divin, et qu'on ne pouvait regarder l'Église romaine comme supérieure à toutes les autres, sans contredire l'Écriture sainte et toute l'histoire des onze premiers siècles. Eckius combattit toutes ces erreurs avec tant de force et de solidité, que le novateur fut obligé sur plusieurs points de modifier ou de rétracter ses assertions, et que sur les autres il ne put se défendre qu'en rejetant ouvertement l'autorité de l'Église et de la tradition, dont on était convenu de ne pas s'écarter. Luther s'efforça de dissimuler cette victoire d'Eckius dans une relation qu'il adressa au secrétaire de l'électeur ; mais la vérité triompha si visiblement, que le prince Georges de Saxe, seigneur de Leipsick et témoin de cette dispute, demeura inébranlablement attaché à la doctrine catholique. L'université de Cologne et celle de Louvain condamnèrent bientôt après comme hérétiques et scandaleuses diverses propositions extraites des écrits de Luther, dont les erreurs furent aussi combattues la même année par les cordeliers observantins de Juterbock, qui lui reprochèrent notamment comme une impiété de soutenir que Dieu commande à l'homme des choses impossibles (1).

L'empereur Maximilien était mort au commencement de cette année 1519, et la couronne impériale fut briguée par François I^{er}, roi de France, et par Charles

(1) Cochl. *De act. et script. Luth.* — Sleid. *Comment.* — Erasm. *Vit. et epist.* — Pallavic. — Rain.

d'Autriche, roi d'Espagne, petit-fils de Maximilien. Les électeurs et les princes se partagèrent entre les deux compétiteurs, qui employèrent tous les moyens pour gagner les suffrages. Le pape, de son côté, travailla secrètement à les faire exclure l'un et l'autre, de peur que leur trop grande puissance ne vint à troubler l'Italie. Dans ce conflit de prétentions et d'intrigues, on offrit la couronne à Frédéric, duc de Saxe, qui la refusa et qui appuya vivement le parti du roi d'Espagne. En conséquence, celui-ci fut élu le 28 juin; mais, pour borner sa puissance, on fit signer à ses ambassadeurs une sorte de charte où ils promirent en son nom de respecter les droits des états et des princes, de demander leur consentement pour toutes les affaires majeures, et de ne point chercher à rendre l'empire héréditaire. Comme une ancienne constitution du pape Clément IV portait que le possesseur du royaume de Naples ne pourrait être élevé à l'empire, le cardinal Cajetan accorda une dispense qui fut ensuite confirmée par Léon X. Charles Quint n'avait alors que vingt ans. Il partit pour l'Allemagne au mois de mai de l'année suivante, et fut couronné à Aix-la-Chapelle le 23 octobre 1520. Il avait eu soin de publier une loi qui déclarait l'Espagne indépendante de l'empire, et une autre qui donnait au roi de Castille le titre de majesté, jusqu'alors réservé à l'empereur et aux rois de France et d'Angleterre. Toutefois son départ occasionna des soulèvemens dans plusieurs provinces, où l'on craignait de voir les revenus du royaume passer en Flandre ou en Allemagne, et les principaux emplois confiés à des étrangers. Mais l'année suivante ces révoltes furent réprimées.

Le pape Léon X, aussitôt après l'élection de Charles Quint, lui fit représenter par son nonce les dangers que courait la religion en Allemagne, où les peuples, séduits par l'attrait de la licence, et les seigneurs par l'espoir de s'enrichir des biens de l'Église, accueillaient avec une

sorte d'enthousiasme des doctrines qui inspiraient le mépris de l'autorité, et qui condamnaient sous le nom d'abus la puissance et les richesses du clergé. Il le fit presser en conséquence de donner des ordres pour faire arrêter Luther. Mais l'empereur répondit qu'il ne pouvait exercer aucune juridiction dans l'empire avant d'être couronné, que d'ailleurs on n'y arrêta pas les personnes aussi facilement qu'en Italie, et qu'il s'empresserait, après son couronnement, de convoquer une diète générale où Luther serait sommé de comparaître, et remis, après avoir été convaincu, entre les mains du pape. L'hérésiarque, de son côté, pour prévenir en sa faveur l'esprit de Charles V, lui adressa, au mois de janvier 1520, une lettre remarquable surtout par le délire de l'orgueil et de la présomption. Il écrivait qu'il était persécuté par des personnes éminentes pour avoir attaqué les erreurs de la tradition humaine, et suppliait l'empereur de lui accorder sa protection contre des ennemis qui cherchaient à le perdre pour anéantir l'Évangile. Néanmoins cet homme, qui osait se comparer à saint Athanase, voulait bien consentir à garder le silence. L'empereur, comme on le présume bien, ne daigna pas lui répondre. Luther publia vers le même temps divers écrits où il continuait de soutenir ses erreurs, entre autres un traité sous le titre *De la liberté chrétienne*, rempli de nouveaux paradoxes, et qu'il eut le front de dédier au pape. Cependant, comme le chapitre général des augustins l'avait pressé de rentrer en lui-même et de se soumettre, il joignit à son livre une lettre datée du mois d'avril 1520, où il rendait hommage aux vertus de Léon X, et semblait encore affecter quelque respect pour l'autorité du saint-siège; mais il finissait par ces paroles : « Je hais les disputes; je n'attaquerai personne; mais aussi je ne veux pas être attaqué; si on m'attaque, puisque j'ai Jésus-Christ pour maître, je ne demeurerai pas sans réplique. Pour ce qui est de chanter la palinodie, que personne ne s'y

attende. Votre sainteté peut finir toutes ces contestations par un seul mot, en évoquant l'affaire à elle et en imposant silence aux uns et aux autres.... » Ainsi, il faisait semblant de se soumettre au jugement du pape, mais seulement à condition de n'être pas condamné.

Cette obstination ne permettait plus de garder aucun ménagement. Déjà on se plaignait des lenteurs de la cour de Rome dans un si grand péril de la religion, et tous les vrais catholiques se montraient justement alarmés des progrès de l'erreur. Les dominicains d'Allemagne, les augustins même, indignés contre leur audacieux confrère, avaient écrit au pape pour lui représenter combien il importait d'arrêter le mal dans sa source. Le savant Eckius et d'autres théologiens avaient même entrepris pour cet objet le voyage de Rome. Tant de démarches inquiétèrent l'électeur de Saxe, qui crut devoir se justifier auprès du pape, et pour détourner le coup qui menaçait son protégé, il fit représenter que le vrai moyen de finir les contestations, c'était de le convaincre d'erreur par des passages formels de l'Écriture sainte, au lieu de recourir à des censures qui n'auraient d'autre effet que d'augmenter les troubles. Enfin le pape publia, le 15 juin 1520, une bulle qui condamnait comme hérétiques, fausses ou scandaleuses, quarante et une propositions extraites des écrits de Luther, avec défense à toute personne de les croire, de les soutenir, de les enseigner ou de les laisser soutenir, soit en public, soit en particulier, sous peine d'excommunication encourue par le seul fait, et, en outre, avec injonction aux évêques et autres supérieurs ecclésiastiques de faire une recherche exacte des écrits contenant ces propositions et de les brûler publiquement. Toutefois, par indulgence, on accordait encore soixante jours à Luther pour venir à résipiscence, après quoi, s'il n'avait point satisfait, il devait être soumis, avec ses adhérens, à toutes les peines portées contre les hérétiques.

Les propositions condamnées renfermaient les erreurs que nous avons signalées sur les indulgences, sur la justification, sur les bonnes œuvres, sur la pénitence, sur le libre arbitre, sur l'excommunication, sur la primauté du saint-siège et sur l'autorité de l'Église. Voici les principales : « C'est une hérésie assez commune de soutenir que les sacremens de la loi nouvelle confèrent la grâce sanctifiante à ceux qui n'y mettent point d'obstacles. On ne peut dire qu'un enfant est sans péché après avoir reçu le baptême, sans fouler aux pieds l'autorité de saint Paul et de Jésus-Christ même. La concupiscence ou la source du péché suffit, même sans aucun péché actuel, pour empêcher une âme d'entrer dans le ciel. La charité imparfaite d'un mourant emporte nécessairement une grande crainte, qui suffit toute seule pour faire le tourment du purgatoire, puisqu'elle approche du désespoir. La division de la pénitence en contrition, confession et satisfaction, ne peut être établie ni par l'Écriture sainte ni par l'autorité des anciens docteurs. La contrition, fondée sur la considération des peines de l'enfer et de la perte du ciel, avec l'espoir de satisfaire par de bonnes œuvres, ne sert qu'à rendre l'homme hypocrite et plus grand pécheur. Cette maxime, cesser de mal faire, vaut mieux que tout ce qu'on a dit sur la contrition, et la meilleure pénitence est une nouvelle vie. Le prêtre ne doit pas s'informer si le pénitent a ou n'a pas la contrition. Personne n'obtient la rémission des péchés s'il ne croit fermement qu'ils lui sont remis. Ayez cette foi ferme, et vous serez véritablement absous et pardonné, quoiqu'il en puisse être de votre contrition, et quand même le prêtre ne vous aurait donné l'absolution que par jeu et en s'amusant. Le pape ou l'évêque n'a pas plus de pouvoir que le simple prêtre pour remettre les péchés dans le sacrement de pénitence, et lorsqu'il n'y a point de prêtre, un laïque et même une femme et un enfant peuvent exercer cette fonction. Les mérites de Jésus-

Christ et des saints ne sont point le trésor des indulgences ; c'est s'abuser que de croire sans restriction les indulgences salutaires et utiles ; elles ne sont qu'une dispense des bonnes œuvres , et au nombre des choses qui sont permises , mais qui ne sont pas expédientes. L'excommunication n'est que la privation de la communion extérieure et non des biens spirituels de l'Église. Le pape n'a pas été établi par Jésus-Christ pour son vicaire dans toutes les églises du monde. Il est certain que parmi les articles condamnés dans Jean Huss il y en a plusieurs qui sont très-orthodoxes, entre autres celui où il est dit qu'on n'est pas obligé de croire que l'Église romaine est au-dessus de toutes les autres. Ni le pape ni l'Église n'ont le pouvoir d'établir des articles de foi, ni même des lois concernant la morale ou les bonnes œuvres. On peut contredire sans péché et sans hérésie ce que le pape enseigne avec une grande partie de l'Église , tant qu'il n'y a pas décision d'un concile universel. Nous avons un moyen de contredire librement les actes des conciles , de juger leurs décisions et de soutenir avec confiance tout ce qui nous paraît vrai , soit qu'il ait été approuvé ou condamné. On ne saurait prouver le purgatoire par un livre de l'Écriture qui soit canonique. Le juste pèche dans toutes ses bonnes œuvres, et quelque belles qu'elles soient en apparence , il est probable qu'elles sont des péchés mortels. Le libre arbitre depuis le péché n'est qu'un vain nom. Combattre contre les Turcs, c'est aller contre les ordres de la Providence, qui veut se servir des infidèles pour punir les iniquités de son peuple.»

Si jamais il y eut matière à condamnation , c'est assurément dans cet assemblage monstrueux de propositions hérétiques , impies et extravagantes , qui soumettaient l'homme à une invincible nécessité de pécher ; qui accordaient le pardon au vol, à l'homicide et à tous les crimes, sous la seule condition de n'en plus commettre et de se croire absous ; qui , en détruisant l'autorité de l'Église

pour laisser à chacun le droit d'interpréter l'Écriture à son gré, autorisait toutes les sectes, toutes les erreurs et toutes les folles inspirations du fanatisme ; qui semblaient nier le purgatoire, et fermaient en même temps l'entrée du ciel à l'âme exempte de péché ; enfin qui faisaient un devoir de renoncer aux précautions d'une juste défense et d'attendre dans une stupide inaction les attaques et l'invasion des infidèles. La bulle du pape fut exécutée dans la plupart des provinces d'Allemagne. Les universités de Cologne et de Louvain brûlèrent publiquement les écrits de Luther, et on fit la même chose à Trèves, à Mayence et en d'autres endroits. . Mais l'hérésiarque, irrité de cette condamnation, bien loin de se soumettre et de se rétracter, rompit toute mesure, fit gloire d'enchérir sur ses erreurs par de nouveaux excès, et se livra à des emportemens qui tenaient de la frénésie et de la rage. On vit couler de sa plume un déluge d'écrits pleins de sarcasmes, d'insultes et de bouffonneries aussi plates que dégoûtantes. Il fit paraître un libelle avec ce titre : Contre la bulle exécrationnelle de l'Antechrist, et dans les transports de sa fureur, il y disait, au sujet de sa citation en cour de Rome : « J'attends, pour y comparaître, que je sois suivi de vingt mille hommes de pied et de cinq mille chevaux ; alors je me ferai croire. » Il finissait par ces mots : « De même qu'ils m'excommunient, je les excommunie à mon tour. » On ne voyait pas moins d'orgueil, d'emportement et de fureur insensée, dans un autre écrit intitulé Défense des articles condamnés par Léon X. « Tout ce que vous condamnez dans Jean Huss, disait-il au pape, je l'approuve, tout ce que vous approuvez, je le condamne ; voilà ma rétractation. » Il confirmait sans restriction toutes ses erreurs, jusqu'à cette proposition, que c'est résister à la volonté de Dieu que de combattre contre les Turcs ; et prêchant à cette occasion la guerre contre le pape, « C'en est fait, s'écriait-il, de la chrétienté, si on ne met le pape à la raison ; fuie qui pourra dans

les montagnes, ou qu'on écrase cet homicide Romain. »

Comme on avait brûlé ses écrits à Rome, il fit brûler lui-même à Wittemberg la bulle de Léon X, avec toutes les décrétales des papes, et dans les actes qu'il fit dresser de cet attentat, commis le 10 décembre, il n'oublia pas de dire qu'il serait bien à souhaiter qu'on en eût fait autant au pape lui-même. Il est vrai qu'il ajoutait cet insignifiant correctif : c'est-à-dire au siège pontifical. Il publia en même temps, pour motiver son attentat et rendre la cour de Rome odieuse, trente propositions extraites des décrétales, mais la plupart mutilées, altérées ou détournées de leur véritable sens, et qu'il présentait comme tendant à faire du pape un Dieu sur terre, supérieur à toutes les puissances spirituelles et temporelles, supérieur à Dieu lui-même, enfin maître absolu de toutes choses, et libre d'en disposer à son gré. Il composa aussi un ouvrage en langue allemande où il rappelait toutes les entreprises des papes contre les empereurs, et déclamait avec une exagération calomnieuse contre l'ambition, les dérèglements et les abus de la cour de Rome, après quoi, demandant une réformation qui soumettrait le pape avec tout le clergé à l'autorité des empereurs, il exhortait les Allemands à secouer le joug de la puissance pontificale, et à ne pas laisser au pape le droit d'interpréter l'Écriture sainte, de convoquer les conciles généraux, de confirmer les évêques élus, et d'exiger les annates. Un gentilhomme de Franconie nommé Ulric de Hutten publia de son côté une pièce satirique contre la bulle pontificale, et un autre libelle plein d'invectives contre les papes. Enfin Luther se déchaîna surtout contre l'Église romaine dans une réponse à un livre d'Ambroise Catharin, célèbre théologien dominicain, sur l'autorité du souverain pontife, et dans un ouvrage qu'il publia sous le titre de Captivité de Babylone. Le premier de ces écrits était une satire violente où il appliquait au pape tout ce qui est dit dans le pro-

phète Daniel du règne de l'Antechrist ; le second représentait l'Église opprimée par les papes, comme autrefois les Juifs à Babylone. L'hérésiarque y déclarait avec orgueil qu'il allait s'appliquer à fournir une nouvelle matière de condamnation, et il sembla en effet prendre à tâche dans cet ouvrage de renverser toute la constitution du christianisme, d'attaquer tout à la fois les dogmes, le culte, la morale, la hiérarchie, et d'ébranler jusqu'aux fondemens de la société. Il rejeta tous les sacremens, à l'exception du baptême et de l'eucharistie ; il nia par conséquent tous les effets de l'ordination, et soutint que tous les chrétiens étaient prêtres et avaient le même pouvoir de prêcher et d'administrer les sacremens ; il rejeta le dogme de la transsubstantiation, la réalité et les effets du saint sacrifice ; il condamna tous les vœux, prétendit que le chrétien n'était soumis à d'autres lois qu'à celles de Dieu, et ne craignit pas d'enseigner que l'homme baptisé, pourvu qu'il conserve la foi, ne peut perdre le salut par aucun crime.

Luther, joignant les prédictions aux invectives, annonçait avec confiance la ruine de la papauté, et il lui donnait à peine deux ans d'existence. Le règne de l'Antechrist allait tomber tout à coup par le souffle de Jésus-Christ, c'est-à-dire par la prédication du nouvel apôtre, et sans qu'il fût nécessaire d'employer les armes. Cette chute prochaine était clairement prédite par Daniel et par saint Paul. Luther, leur interprète, l'assurait ainsi, et ses disciples fanatiques ne laissèrent pas, quand l'événement eut démenti cette prédiction, de le regarder toujours comme un prophète. Jusqu'alors, au milieu de ses égaremens, l'hérésiarque avait éprouvé des remords et lutté péniblement contre la voix de sa conscience. «Après que j'eus surmonté, dit-il, tous les autres argumens, il en restait un dernier dont je ne pus triompher par le secours de Jésus-Christ qu'avec une peine extrême et de cruelles angoisses ; c'est qu'il fallait écouter l'Église.» Mais

enfin son orgueil l'emporta, et pour comble d'aveuglement, il regarda cette victoire comme un effet de la grâce; il osait attribuer à un secours de Jésus-Christ l'audace de ne plus écouter son Église. Il comprenait bien toutefois que le peuple n'était pas disposé à le suivre jusqu'au bout dans sa révolte; car si plusieurs causes avaient affaibli, depuis le schisme d'Occident, le respect pour l'autorité du saint-siège, elles avaient contribué à rendre plus forte et plus puissante l'autorité des conciles généraux. C'est pourquoi il jugea opportun de faire un nouvel appel au futur concile, et les partisans de ses erreurs trouvèrent en cela un moyen de faire illusion à l'ignorance, et de les représenter comme des choses qu'on pouvait tenir provisoirement pour indifférentes.

Cependant, après avoir attendu près de six mois qu'il revînt à résipiscence, le pape fit enfin publier en Allemagne une bulle en date du 3 janvier 1521, qui le déclarait excommunié et soumis aux peines des hérétiques, avec tous ses fauteurs ou partisans, et frappait d'interdit tous les lieux où ils se trouvaient. D'un autre côté, l'empereur, aussitôt après son couronnement, avait convoqué, pour prendre les mesures réclamées par les circonstances, une diète qui se tint à Worms au mois de janvier 1521. Jérôme Aléandre, nonce du pape, y représenta vivement la nécessité de s'opposer aux progrès de l'erreur, et fit voir, par un exposé des doctrines pernicieuses contenues dans les écrits de Luther et spécialement dans le livre de la captivité de Babylone, que le novateur combattait les dogmes les plus essentiels du christianisme; qu'il détruisait la morale en niant le libre arbitre et la nécessité des bonnes œuvres, et enfin qu'en soutenant que l'homme baptisé ne peut être soumis à d'autres lois qu'à celles de Dieu, ni perdre le salut par aucun crime, à moins de renoncer à la foi, il n'attaquait pas moins la société que la religion. Le nonce, ancien docteur de l'université de Paris, où il s'était rendu cé-

lèbre par ses talens, avait déjà publié un ouvrage pour montrer que Luther renouvelait presque toutes les erreurs de Wiclef et de Jean Huss, solennellement condamnées par le concile de Constance, et qu'il s'agissait par conséquent de la doctrine catholique, et non pas simplement, comme on le prétendait, des intérêts de la cour de Rome. Son discours à la diète fit une si vive impression, que les princes et les électeurs voulaient absolument prononcer la condamnation de Luther, quand l'électeur de Saxe, pour détourner le coup, prétendit que les erreurs imputées à Luther n'étaient qu'une calomnie; qu'avant de le condamner il fallait savoir s'il les soutenait réellement, s'il était l'auteur des livres où elles se trouvaient, si elles n'y avaient point été insérées par ses ennemis pour le décrier, et qu'enfin il était nécessaire de l'entendre et de le convaincre. Le nonce représenta vainement qu'on ne pouvait remettre en délibération une affaire déjà jugée; que les erreurs et l'obstination de Luther étaient un fait trop notoire pour être contesté, et qu'enfin, après une condamnation rendue dans toutes les formes, on ne devait plus entendre un homme qui se vantait de ne reconnaître aucun juge. L'empereur n'en résolut pas moins de faire venir Luther, mais seulement pour déclarer s'il avouait les livres contenant les erreurs dont on l'accusait, et s'il était disposé à les rétracter; et il lui envoya un ordre de comparaître et un sauf-conduit signé de lui et des princes de la diète. On lui défendait de dogmatiser en route; mais il ne laissa pas de prêcher à Erford dans l'église des augustins, et de déclamer avec sa violence ordinaire contre les bonnes œuvres, contre l'autorité du pape et contre les lois de l'Église. Arrivé à Worms au mois d'avril, il s'avoua l'auteur des livres qu'on avait produits, et quant à ce qui regardait sa rétractation, après avoir demandé du temps pour délibérer, il se jeta d'abord dans des divagations et des lieux communs, il supplia l'empereur et les princes de ne pas

condamner la parole de Dieu, protesta selon sa coutume qu'il était prêt à se rétracter si on pouvait le convaincre d'erreur par des témoignages évidens de l'Écriture sainte, et finit par déclarer que sa conscience ne lui permettait pas de le faire auparavant, ni de se soumettre à l'autorité du pape et des conciles. Plusieurs princes, entre autres l'électeur de Brandebourg et l'archevêque de Trèves, furent chargés par la diète de le faire venir en particulier pour l'engager à la soumission, et de lui représenter les dangers auxquels son obstination l'exposerait; mais toutes leurs exhortations et leurs remontrances furent inutiles.

L'empereur lui fit alors donner l'ordre de se retirer et de se rendre à Wittemberg dans vingt et un jours. Ensuite, d'après la résolution de la diète, il publia le 8 mai un édit où il exposait d'abord les dangers dont la religion était menacée en Allemagne, l'opiniâtreté de Luther à soutenir dans ses écrits, en latin ou en langue vulgaire, une foule d'hérésies nouvelles et plusieurs déjà condamnées par les conciles, les démarches que le pape avait faites pour le ramener, l'indulgence dont on avait usé à son égard en consentant à le faire venir pour ôter tout sujet de plainte avant d'exécuter le jugement pontifical rendu contre lui, quoiqu'il eût été peut-être plus à propos, ajoutait-il, de ne pas entendre un hérétique notoire condamné par le saint-siège; après quoi il déclarait, en exécution de la sentence du souverain pontife, et de l'avis de la diète, Martin Luther notoirement hérétique et séparé de l'Église, et commandait à chacun de le tenir pour tel, avec défense à qui que ce soit de le recevoir, de le protéger ou de le soutenir, soit de fait, soit par écrit, sous peine d'être mis au ban de l'empire comme criminel de lèse-majesté, et avec injonction à tous les princes et magistrats de le saisir et de l'emprisonner après le terme de vingt et un jours, de poursuivre tous ses complices, adhérens et fauteurs, et de confisquer tous leurs

biens, meubles ou immeubles. Il défendait en outre de garder aucun livre de l'hérésiarque ni aucune des images où l'on avait représenté le pape et les prélats sous des costumes ou des traits injurieux, et en général de faire imprimer aucun livre en matière de religion sans l'approbation de l'évêque. Enfin il enjoignait aux magistrats de faire saisir et brûler ces livres et ces images, et de punir sévèrement ceux qui les répandraient ou qui les garderaient.

Cet édit rigoureux aurait sans doute étouffé l'hérésie, s'il eût été mis à exécution. Mais l'électeur de Saxe, protecteur obstiné de l'hérésiarque, prit des mesures pour le mettre en sûreté, et le fit enlever à son retour de Worms par deux cavaliers masqués qui l'attaquèrent dans une forêt, le jetèrent par terre, comme des ennemis qui en voulaient à sa personne, et le conduisirent au château de Wartbourg, où il demeura neuf mois sans qu'on sût où il était. Cette violence simulée avait pour but d'empêcher les soupçons de se porter sur l'électeur, et par un mélange de scrupule et d'hypocrisie qui peut donner la mesure de son esprit et de sa prétendue probité, il ne voulut pas qu'on lui fit savoir où était enfermé Luther, afin de pouvoir protester de son ignorance au pape et à l'empereur. Cependant les partisans de l'hérésiarque publièrent partout que les émissaires de la cour de Rome l'avaient assassiné, ou du moins le tenaient enfermé contre la foi publique. Quelques-uns même affirmèrent qu'ils avaient trouvé son corps percé de coups; ce qui mit le nonce Aléandre et Caraccioli, son collègue, en danger de périr dans une sédition. D'un autre côté, Charles Quint, plus occupé de ses intérêts que de ceux de la religion, ne tarda pas à quitter l'Allemagne pour commencer cette guerre acharnée qu'il poursuivit presque sans interruption contre la France; et le pape Léon X, prenant part lui-même à ces querelles politiques, fit une ligue secrète avec l'empereur pour chasser les Français

du duché de Milan, à condition que les villes de Parme et de Plaisance seraient remises au saint-siège, et que les habitans du Milanais ne pourraient prendre leur sel qu'aux salines de l'état ecclésiastique.

Luther, malgré l'édit de l'empereur, continua d'infester l'Allemagne de ses erreurs par une foule d'écrits en latin ou en langue vulgaire. Il avait déjà publié cette année 1521, avant de se rendre à Worms, des explications du Décalogue et de l'Oraison dominicale, un traité de la liberté chrétienne, et des paraphrases ou commentaires sur plusieurs endroits de l'Écriture sainte. Il composa dans sa retraite un traité en allemand contre la confession, un autre contre le célibat et les vœux monastiques, une réponse au docteur Latomus, théologien de Louvain, qui avait écrit contre ses erreurs, et enfin un traité de l'abrogation des messes privées, où il confirme ce qu'il avait déjà enseigné à ce sujet, savoir : que la messe n'est point un sacrifice; qu'elle ne sert de rien, ni pour les morts ni pour les vivants; que c'est une impiété d'offrir la messe pour les défunts ou dans l'intention d'obtenir des grâces pour soi ou pour d'autres; qu'il n'y a point de différence réelle entre les prêtres et les laïques, et que pour le bon ordre seulement on confiait à quelques-uns le pouvoir de prêcher et de consacrer, qui appartient également à tous les chrétiens. C'est dans ce traité qu'il parle des terribles inquiétudes de sa conscience et des efforts qu'il a été obligé de faire pour venir à bout, avec le secours de Jésus-Christ, de se rassurer complètement dans sa révolte contre l'Église, et s'habituer enfin à l'effrayante présomption de se croire seul plus éclairé que le pape, les évêques et tous les docteurs. C'est là aussi qu'il se vante d'avoir eu une conférence avec le diable, et qu'il raconte par quels argumens Satan l'avait instruit et éclairé au sujet de la messe. Il faut avouer que de semblables révélations étaient bien propres à justifier le nom de Patmos, qu'il

ne craignit pas de donner à sa retraite. Carlostad avait déjà fait abolir les messes privées dans le couvent des augustins de Wittemberg, et quoique l'électeur eût fait d'abord quelques représentations, il se rendit à l'avis de Luther et de l'université, en sorte qu'elles furent abolies, avec son consentement, dans la ville et bientôt après dans le reste de ses états (1).

Cependant Luther eut le chagrin d'apprendre, dans sa retraite, que ses nombreuses erreurs venaient d'être condamnées, avec les qualifications les plus flétrissantes, par la faculté de théologie de Paris, dont il avait lui-même proclamé les lumières et invoqué le jugement. Cette condamnation était d'autant plus mortifiante pour son orgueil, que cette faculté jouissait dans tout le monde chrétien d'une réputation et d'une autorité qui donnaient le plus grand poids à ses décisions, et que d'ailleurs elle motiva son jugement sur des raisons aussi frappantes que solides. Elle commençait par flétrir l'extravagante présomption de cet impie novateur, qui osait s'élever contre l'enseignement de toute l'Église, contre la tradition de tous les siècles, et préférer ses lumières à celles de tous les conciles, de tous les pères et de tous les docteurs, comme si Dieu ne se fût révélé qu'à lui seul et eût attendu sa venue pour éclairer les hommes et leur faire comprendre le christianisme; puis elle montrait que ce nouvel évangeliste n'était que le plagiaire des hérétiques les plus décriés, et qu'il imitait les montanistes en ne voulant pas reconnaître l'autorité de l'Église, les manichéens en niant le libre arbitre, les hussites en méprisant la contrition, les wicléristes en abolissant la confession et plusieurs autres sacremens, les bégards en s'élevant contre la nécessité des bonnes œuvres, les albigeois, les vaudois et les bohémiens en rejetant les vœux, les sermens, l'obligation des lois humaines, et en

(1) Cochl. — Sleidan. — Pallavic. — Rainald.

prétendant qu'il n'était pas permis à un chrétien de demander en justice la réparation d'une injure. Enfin la faculté proscrivait comme hérétiques, schismatiques, impies, blasphématoires et scandaleuses, plus de cent propositions extraites des écrits de l'hérésiarque, et contenant ses erreurs diverses. Cette censure fut publiée le 15 avril 1521. Aussitôt toutes les louanges prodiguées par Luther à l'université de Paris firent place à des torrens d'injures, et ses docteurs ne furent plus que dessophistes, des calomniateurs, les premiers corrupteurs de la théologie, et les plus ignorans de tous les hommes. Son grand crime était surtout d'avoir introduit la scolastique, et avec elle l'extinction de la foi et la recommandation des bonnes œuvres. On trouve ces invectives dans une réponse que publia Mélanchthon sous ce titre : *Apologie pour Luther contre le décret furieux des petits théologiens de Paris*. Luther traduisit cette réponse en allemand, avec des réflexions où il appelait la faculté de Paris le cloaque de toutes les hérésies, et le lit de fornication de l'Antechrist. Voilà les métaphores élégantes et de bon goût qui sortaient à chaque instant de sa plume.

Il surpassa encore ce ton de fureur dans un écrit contre Henri VIII, roi d'Angleterre, qui publia vers le même temps une réfutation de ses erreurs sous le titre de *Défense des sept sacremens*. Ce prince établissait par des preuves solides la doctrine catholique sur les indulgences, sur l'autorité du pape, sur le nombre des sacremens et sur les autres articles combattus par Luther, et ne manquait pas de faire remarquer que les principes de l'hérésiarque attaquaient la société comme la religion, et qu'en ne voulant reconnaître d'autre autorité que celle de l'Écriture interprétée à son gré, il avait encore l'audacieuse témérité d'en retrancher les livres qu'il jugeait à propos. Henri VIII dédia et fit présenter cet ouvrage au pape, qui en récompense de son zèle lui donna le titre de défenseur de la foi. La réponse de Luther ne

fut qu'un tissu d'injures grossières, où il traitait ses adversaires, et le roi en particulier, de fous, de stupides, d'ânes et de pourceaux. « La folie elle-même, écrivait-il, n'est pas plus insensée, ni la stupidité plus imbécile que cette tête de Henri. Quand cette misérable pourriture attaque le ciel par des mensonges, il m'est bien permis, pour défendre la cause de Dieu, de couvrir cette majesté anglicane de boue et d'ordure. » On ne s'étonnera pas, après cela, de toutes les injures, de toutes les bouffonneries indécentes, qu'il vomissait contre les papes dans tous ses discours et ses écrits. Ce n'était pas assez d'appliquer au pape le nom d'Antechrist, et à l'Église romaine celui de Babylone, de l'appeler la synagogue de Satan, la prostituée de l'Apocalypse, et de répéter à tout moment les mystiques et furibondes déclamations des sectaires du moyen âge, il empruntait encore au langage des carrefours tout ce qu'il a de plus ignoble, de plus trivial et de plus dégoûtant. Un discours qu'il fit contre la papauté, vers la fin de sa vie, peut être cité entre autres comme le plus inconcevable monument de cette abjecte frenésie. Il n'est rempli que d'outrages et d'insultes, de fades plaisanteries et de saletés grossières qu'on trouve à peine dans la bouche de la plus vile populace. Les noms du pape et du diable y sont sans cesse mêlés ensemble. « Le pape, dit-il, est si plein de diables qu'il en crache, qu'il en mouche, qu'il en » Nous n'achèverons pas ce que Luther n'a pas craint de répéter jusqu'à trente fois. Plus loin il ajoute : « Si j'étais maître de l'empire, je ferais un même paquet du pape et des cardinaux pour les jeter tous ensemble dans ce petit réservoir qu'on nomme la mer de Toscane. Ce bain les guérirait ; j'en donne ma parole, et Jésus-Christ pour caution. » C'est ainsi qu'il mêlait le blasphème aux emportemens de sa fureur.

Pendant que le luthéranisme s'établissait en Allemagne, Ulric Zuingle jetait dans la Suisse les fondemens

d'une nouvelle secte. Il était né vers l'an 1484, et après avoir fait ses premières études à Berne et à Vienne, il reçut le bonnet de docteur en théologie à l'université de Bâle, en 1505, et l'année suivante s'étant fait connaître par le talent de la prédication, il fut nommé à la cure de Glaris, qu'il occupa dix ans. Il accompagna, en 1512, les troupes suisses envoyées dans le Milanais, et se trouva ainsi à la bataille de Novarre, et trois ans plus tard à celle de Marignan. On a cru voir l'effet d'un goût belliqueux dans cette circonstance, qu'il faut attribuer plutôt à l'usage du temps; car il suivait en qualité de curé la bannière du canton de Glaris, pour administrer aux troupes les secours de la religion. Ce qui serait plus digne de remarque, c'est de voir parmi les plus ardens défenseurs de toutes les prétentions de Jules II, les cantons suisses, dont plusieurs devaient moins de dix ans après rejeter si complètement l'autorité du saint siège. On peut faire la même observation au sujet de l'Angleterre et des royaumes du Nord. Zuingle quitta en 1516 la cure de Glaris pour celle d'Einsiedeln, ou de Notre-Dame des Ermites, et ce fut là qu'il commença à montrer son goût pour les nouveautés et son humeur de réforme, en prêchant contre la dévotion des pèlerinages et contre la publication des indulgences. On conçoit le scandale que devait produire la témérité de ses discours dans un lieu qui attirait une foule de pèlerins. Il devint en 1518 curé de Zurich, où il déclama avec plus de violence contre les superstitions et les abus, et combattit sous ce prétexte les indulgences, l'autorité du pape, l'invocation des saints, le mérite des bonnes œuvres, les lois ecclésiastiques, les vœux, l'abstinence, le célibat des prêtres, le sacrifice de la messe, la confession et le purgatoire, c'est-à-dire, la plupart des dogmes attaqués par Luther, dont il recommandait les écrits. Toutefois, pour devenir lui-même chef de secte, il s'écarta du prétendu réformateur en niant plus tard le péché originel, et la

présence réelle dans l'Eucharistie. On verra bientôt la doctrine de Zuingle adoptée par un décret du sénat de Zurich et se propager dans les autres cantons (1).

La publication des indulgences dans le Danemark et la Suède fournirent aussi des prétextes de déclamations aux partisans des novateurs. On prétend qu'Arcemboldi, légat du pape, avait pris à ferme le produit éventuel de cette publication, et que pour rentrer dans les avances qu'il avait faites à la chambre apostolique, il sous-loua son droit à des prédicateurs et à des quêteurs subalternes, et préféra sans autre considération ceux qui lui en offrirent davantage; qu'il accordait aussi pour de l'argent la permission de manger de la viande aux jours défendus, et que non content d'avoir acquis des sommes immenses par ces moyens, il mit encore cet argent dans le commerce à de gros intérêts. Il est probable que cette dernière imputation était une calomnie, et qu'il y a dans les autres beaucoup d'exagération. Mais ces abus réels ou supposés contribuèrent avec les révolutions qui eurent lieu vers le même temps dans les royaumes du Nord à y préparer les voies au protestantisme.

Christiern II, roi de Danemark, si horriblement célèbre par sa cruauté, voulut recouvrer la couronne de Suède, et profita, pour y parvenir, de la division qui existait entre l'archevêque d'Upsal et Sténon, administrateur ou régent du royaume. Celui-ci avait été élu malgré l'opposition des prélats, constamment dévoués aux intérêts des rois de Danemark; car la politique de ces rois, pour se les attacher, s'était fait une loi non-seulement de respecter les privilèges du clergé et de lui laisser ainsi une sorte d'indépendance, mais encore de confier aux évêques la plus grande part dans l'administration. Sténon avait eu d'ailleurs pour concurrent le sénateur Éric Trolle, dont les partisans, unis au clergé,

(1) Florimond. — Sander. — Pallav. — Hospinin.

menaçaient la tranquillité de l'État, et pour prévenir des troubles dangereux, il jugea à propos de se prêter à un moyen d'accommodement, et de faire nommer le fils de ce sénateur au siège d'Upsal. Mais le jeune Trolle, dominé par un sentiment de basse jalousie, ne fut pas plus tôt en possession de sa dignité, qu'il se servit de toute son influence pour faire dépouiller Sténon et favoriser les projets du roi de Danemark. L'administrateur ayant découvert les intrigues de ce prélat et voulant s'assurer de sa personne, l'attaqua dans le château de Steke où il s'était enfermé, le força de se rendre, et le traduisit devant les états du royaume, qui le condamnèrent, comme rebelle et traître envers la patrie, à se démettre de son siège et à se renfermer dans un monastère. L'archevêque fit porter des plaintes à Rome, et le roi Christiern ne manqua pas de les appuyer vivement. Léon X fit donner ordre à l'administrateur de rétablir ce prélat; puis, informé de son refus, il expédia en 1517 une bulle qui mettait le royaume de Suède en interdit, qui excommunait l'administrateur et le sénat, et les condamnait à une amende envers l'archevêque, et à faire rebâtir la forteresse de Steke, qu'ils avaient fait raser. Il donna commission à l'archevêque de Lund en Danemark et à l'évêque d'Odensée de publier cette bulle, et le roi Christiern fut chargé d'en appuyer l'exécution, avec ordre de traiter les Suédois comme des excommuniés et des schismatiques opiniâtres.

Ce prince entra aussitôt en Suède avec une puissante armée; mais ayant éprouvé devant Stockholm un échec considérable, il proposa des négociations, et par une horrible perfidie il retint et emmena comme prisonniers les généraux suédois, qu'il avait ainsi attirés sur sa flotte, et parmi lesquels se trouvait le fameux Gustave Wasa. Ensuite, revenu en Danemark, il fit saisir l'argent du légat Arcemboldi pour solder ses troupes, et se trouva bientôt en mesure de faire passer une nouvelle armée en Suède.

L'administrateur fut tué dans une bataille , après quoi Trolle, archevêque d'Upsal , reprit possession de son siège, convoqua les états généraux, comme premier sénateur, et publia une défense d'enterrer les Suédois qui mourraient les armes à la main. En même temps les évêques de Stregnez et de Lincoping parcoururent les provinces pour gagner la noblesse et effrayer les peuples. Toutefois l'assemblée convoquée par l'archevêque n'en fut pas plus nombreuse ; il ne s'y trouva , outre les prélats, que trois sénateurs et quelques seigneurs dont les terres étaient occupées par l'armée danoise. Cette assemblée proclama Christiern comme roi de Suède, sous la condition qu'il accorderait une amnistie générale et protégerait la religion catholique. Bientôt après le peuple et les troupes suédoises, voyant l'état sans chef, prirent le parti de se soumettre ; la ville de Stockholm se rendit, et Christiern, ayant proclamé l'amnistie demandée, convoqua les états généraux pour la cérémonie de son couronnement. Elle se fit au mois de novembre 1520 ; Christiern y jura sur les Évangiles d'oublier le passé et de conserver inviolablement les privilèges du royaume ; puis il invita tous les sénateurs et les principaux seigneurs suédois à une fête magnifique dans le château de Stockholm. Ce ne fut, les deux premiers jours, que festins et réjouissances ; mais le troisième jour, ayant tout disposé pour l'horrible exécution qu'il méditait, il fit entourer le château par ses troupes, et l'archevêque d'Upsal, selon le plan concerté avec ce prince, vint en pleine assemblée lui demander justice contre les sénateurs, qui l'avaient forcé à se démettre et violé en sa personne les privilèges de l'épiscopat. Le roi répondit avec hypocrisie que l'affaire regardait les commissaires du saint-siège , et qu'il n'était chargé que de faire exécuter la sentence qui serait rendue par eux conformément à la bulle et aux intentions du pape.

Aussitôt l'archevêque de Lund et l'évêque d'Odensée,

confidens et ministres de l'exécrable projet de ce prince, commencèrent un simulacre de procédures, et firent apporter les registres du sénat où se trouvait la condamnation de l'archevêque d'Upsal; on la fit lire publiquement, avec les noms de tous ceux qui l'avaient signée, et dès que cette lecture fut achevée, une troupe de soldats, entrant dans le lieu de l'assemblée, arrêterent les sénateurs, les évêques même, et tout ce qu'il y avait de gentilshommes suédois dans le château. Le barbare Christiern, craignant un soulèvement, n'attendit pas que leur procès fût terminé. Il fit mettre toutes ses troupes sous les armes, avec des canons dirigés sur les principales rues pour contenir le peuple; puis il fit conduire les prisonniers entre deux rangs de soldats au lieu marqué pour leur supplice; et là un officier lut à haute voix la bulle du pape, comme l'arrêt de leur condamnation; après quoi il ajouta que le roi ne faisait qu'exécuter le jugement des commissaires et se conformer aux conseils de l'archevêque d'Upsal. On poussa l'impiété jusqu'à refuser des confesseurs à ces illustres victimes, comme à des excommuniés opiniâtres. Le zèle que les évêques de Scara et de Stregnez avaient fait paraître pour le Danemark ne put les soustraire à la mort; on n'épargna que celui de Lincoping, parce qu'en signant la condamnation de l'archevêque il avait eu soin de mettre sous la cire de son cachet une protestation contre le défaut de liberté. Tous les sénateurs furent exécutés avec les magistrats de Stockholm et cent quatre-vingt-quatorze seigneurs; ensuite les troupes, d'après l'ordre du roi, se jetèrent sur le peuple accouru à ce triste spectacle, et comme il restait quelques proscrits à découvrir, elles pénétrèrent à cette fin dans les maisons, où elles commirent des cruautés et des excès de tout genre. Christiern ne tarda pas à retourner en Danemark, où il conduisit, pour les renfermer dans des prisons, la veuve de l'administrateur et celles des seigneurs massacrés. L'archevêque de Lund,

parvenu d'une basse condition à cette éminente dignité par le crédit d'une maîtresse du roi, fut investi du gouvernement de la Suède, avec l'évêque d'Odensée et l'archevêque d'Upsal.

Cependant Gustave Wasa, qu'on a vu arrêté précédemment par la perfidie de Christiern, avait trouvé le moyen de s'échapper et de gagner la Suède. Il s'y tenait caché dans la province de Sudermanie, lorsqu'il apprit la mort de son père, massacré avec les autres sénateurs. Le péril qu'il courait lui-même, car sa tête avait été mise à prix, l'obligea de se sauver déguisé en paysan dans les montagnes de la Dalécarlie. Il parvint bientôt à en soulever les habitans, et dès le printemps de l'an 1521, se trouvant à la tête de quinze mille hommes, il battit un corps de troupes danoises, s'empara de la ville de Westeras, puis de celle d'Upsal, et soit par la rapidité de ses conquêtes, soit par les soulèvemens qui en furent la suite, il devint maître en quelques mois d'une grande partie du royaume. Il fit alors une convocation des états généraux, où il fut élu administrateur ou régent, et l'année suivante il poursuivit ses succès et délivra toute la Suède, à l'exception de la capitale et de quelques places dans la Finlande. Les états, convoqués en 1523, lui décernèrent le titre de roi, après quoi la ville de Stockholm força le gouverneur danois à capituler. Christiern fut chassé la même année du trône de Danemark. Il s'était rendu odieux à tous ses sujets par sa tyrannie et ses cruautés. Il avait surtout irrité la noblesse par la mort de plusieurs seigneurs sans aucune forme de justice, et le clergé par celle de deux évêques et par les louanges qu'il donnait publiquement à Luther. Enfin les Danois se soulevèrent contre lui et déférèrent la couronne à son oncle Frédéric, duc de Holstein. Christiern ayant essayé plus tard de revenir en Danemark, fut arrêté et renfermé dans une prison. Frédéric, attaché aux erreurs de Luther, favorisa les prédicans qui les répandaient en Danemark, et pu-

blia quelques années plus tard un édit pour permettre à ses sujets d'embrasser la prétendue réforme.

On verra bientôt Gustave abolir de son côté la religion catholique en Suède, où le luthéranisme s'était déjà introduit par les prédications des deux frères Laurent et Olaüs Pétri. Ils avaient fait leurs études dans l'université de Wittemberg, et, de retour en Suède, ils s'appliquèrent à y répandre la doctrine et les écrits de Luther. Ils trouvaient dans les troubles du royaume les circonstances les plus favorables à leur dessein. Olaüs prêcha publiquement cette doctrine dans la cathédrale de Stregnez, dont il était chanoine; il déclama contre l'autorité du pape, contre la puissance excessive des évêques, contre l'abus que le clergé et les moines faisaient de leurs richesses, et il était écouté d'autant plus favorablement que l'on pouvait attribuer aux évêques les malheurs de la Suède. Ayant fait ensuite afficher des thèses luthériennes à Upsal, il disputait continuellement dans l'université de cette ville; et bientôt la plupart des étudiants et des professeurs adoptèrent les nouvelles opinions, et mirent à leur tour le plus grand zèle à les répandre. Elles passèrent promptement des écoles parmi le peuple; elles se répandirent surtout dans l'armée par la licence et les discours irréligieux des troupes auxiliaires qu'on avait tirées d'Allemagne, et Gustave, bien loin de s'opposer à ces nouveautés, voyait avec satisfaction les progrès d'une doctrine qui attaquait les grandes richesses et la puissance temporelle du clergé (1).

Vers le même temps, Fernand Cortez étendit prodigieusement la domination espagnole dans le nouveau monde par la conquête du Mexique. Il partit de la Havane au printemps de l'an 1519, et alla d'abord descendre dans l'île de Cozumel, où il ne négligea rien pour gagner les habitans et les attirer au christianisme. Voyant

(1) Olaus Magn. *Hist. Suec.* — Joan. Magnus. — De Thou. — Florim. de Raym.

qu'ils étaient retenus par une frayeur superstitieuse , il fit abattre les temples et les idoles, pour montrer qu'on n'avait rien à craindre de ces dieux impuissans ; après quoi il fit construire une chapelle en l'honneur de la sainte Vierge , et célébrer la messe en présence d'un grand nombre d'Indiens, par un des deux missionnaires qui l'accompagnaient. Ces moyens produisirent de si heureux effets, que la plupart des habitans ne tardèrent pas à se convertir. Cortez , passant ensuite sur le continent, mit en déroute , avec sa petite troupe , par l'effet des armes à feu , une armée de plus de quarante mille Américains ; puis , ayant jeté les fondemens de la ville de Vera-Cruz et fait alliance avec la république de Tlascalala, dont il tira de puissans secours , il s'avança vers Mexico , capitale de l'empire, où il se présenta comme ambassadeur du plus grand prince de l'univers. L'empereur, nommé Montézuma, qui lui avait fait défense d'approcher de cette ville, ne laissa pas de le recevoir avec les plus grands honneurs ; Cortez, dans sa première audience , commença par l'exhorter à embrasser le christianisme , et lui dit qu'il était envoyé par le roi d'Espagne pour lui faire connaître la véritable religion , et lui proposer une alliance entre les deux couronnes. Le lendemain il revint encore sur l'article de la religion ; il s'étendit principalement sur la beauté de la morale chrétienne, et en prit occasion de se récrier avec force contre les sacrifices de sang humain et contre le barbare usage de manger la chair des victimes. Car avant d'entrer dans Mexico il avait été plusieurs fois témoin de ces horribles sacrifices, et plus tard, quand il se fut rendu maître de cette ville, on découvrit dans les temples un grand nombre de têtes que les sacrificateurs y tenaient suspendues. Cet exécrable fanatisme coûtait la vie chaque année à plusieurs milliers de personnes. La manière ordinaire de les faire mourir était de les étendre par terre sous des entraves , et de leur ouvrir la poitrine

pour en arracher le cœur et le présenter tout palpitant à l'idole placée en face de la victime , dont les chairs étaient partagées entre les dévots idolâtres. Les représentations de Cortez furent si vives, que dès ce moment Montézuma bannit de sa table les mets de chair humaine, et défendit bientôt après de sacrifier des hommes ; mais du reste il ne cessa de répondre à tout ce qu'on put lui dire sur la religion, que tous les dieux étaient bons, que ceux du Mexique étaient bons dans son empire comme celui des chrétiens dans le lieu où il était adoré. Cortez, informé que les Mexicains tramaient un complot contre lui , prit l'audacieuse résolution de se rendre maître de la personne de l'empereur, et l'ayant obligé à venir dans le palais qu'il occupait avec ses troupes, il fit si bien que Montézuma consentit à soumettre son empire au roi d'Espagne. On en dressa un acte qui fut publié dans tout le royaume. Cette mesure acheva de porter au comble l'irritation des Mexicains. Il y eut quelque temps après un soulèvement général dans la ville , et comme l'empereur, toujours au pouvoir des Espagnols, se montra sur une terrasse pour calmer le peuple, il fut frappé à la tête d'un coup de pierre dont il mourut. Les Espagnols furent alors obligés d'abandonner la ville ; mais ils revinrent bientôt avec des forces plus nombreuses, et Cortez entreprit le siège de cette capitale, dont les habitants défendirent avec un courage extraordinaire leur indépendance et leur liberté. Ce ne fut qu'après avoir versé des flots de sang et jonché la ville de cadavres, que Cortez parvint à s'en rendre maître au mois d'août 1521, après quoi toutes les provinces se soumirent sans résistance à la domination espagnole. On ne doit pas oublier, parmi les cruautés de cette conquête , le traitement qu'eut à subir l'empereur Guatimozin , successeur de Montézuma. On le mit à la torture sur des charbons ardents avec un de ses ministres pour l'obliger à découvrir ses trésors, et deux ans plus tard, ayant été accusé

de conspiration, il fut condamné à périr sur un gibet (1).

Tandis qu'une nouvelle carrière s'ouvrait en Amérique aux progrès de l'Évangile, l'Europe avait à redouter plus que jamais les attaques des Turcs, dont la puissance avait acquis un prodigieux accroissement par la conquête de la Syrie et de l'Égypte. Sélim menaçait perpétuellement de tourner ses armes contre les chrétiens et de venir attaquer l'Italie, lorsqu'il mourut en 1520, laissant le trône à son fils Soliman II, que ses exploits ont rendu si célèbre. Le nouveau sultan s'empara de Belgrade en 1521, et l'année suivante, profitant des divisions qui régnaient entre les princes chrétiens, il entreprit d'enlever l'île de Rhodes aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Il fut encouragé à cette expédition par un chevalier nommé André d'Amaral, qui était chancelier de l'ordre, et qui, dans son dépit de n'avoir pas été élu grand maître, ne recula pas devant l'odieuse pensée de favoriser les infidèles. Ce traître fit connaître au sultan l'état de la place, les endroits faibles par où l'on pouvait l'attaquer, et le petit nombre de combattans qui s'y trouvaient. Le grand maître Villiers de l'Isle-Adam, instruit des projets de Soliman, ne négligea rien pour mettre la place en état de défense, et envoya des chevaliers à tous les princes chrétiens pour solliciter des secours. Mais la guerre que Charles-Quint faisait alors à la France au sujet du Milanais, rendit cette démarche infructueuse. Une flotte turque aborda devant Rhodes au mois de juin 1522, avec une armée de cent quarante mille hommes sous les ordres de Mustapha, beau-frère du sultan, et bientôt après Soliman s'y rendit en personne avec un renfort de quinze mille hommes pour relever le courage de ses troupes, rebutées par l'inutilité de leurs efforts. Car l'artillerie de la place, dirigée avec habileté par l'ingénieur Martiningue, qui était venu de Candie au secours de Rho-

(1) Herrer. — Ant. de Solis. — Dieg. de Cisner.

des, portait le ravage dans leurs rangs, et détruisait tous leurs travaux. Le sultan fit battre les murailles pendant un mois presque sans interruption, et après de nombreuses attaques toujours repoussées avec des pertes considérables, il ordonna un assaut général vers la fin de septembre, et promit à ses troupes le pillage de la ville. Les Rhodiens, attaqués par quatre endroits différens, firent partout des prodiges de valeur; les prêtres, les religieux, les vieillards, les enfans même et les femmes, rivalisèrent de courage, et le sultan, voyant ses troupes reculer, fit sonner la retraite, après avoir perdu plus de quinze mille hommes et plusieurs de ses plus habiles généraux. Cet échec le rendit si furieux, qu'il faillit tuer de sa propre main son beau-frère Mustapha, qui l'avait engagé à cette entreprise. Désespérant de réussir, il paraissait déterminé à lever le siège, lorsqu'un soldat déserteur passa dans son camp et l'informa de l'état désespéré où se trouvait la ville. En effet, un grand nombre de chevaliers avaient été tués; et parmi ceux qui restaient, il y en avait peu qui ne fussent grièvement blessés; la plupart des soldats étaient hors de combat. Ce rapport, confirmé par une lettre du chevalier Amaral, servit à ranimer le courage des Turcs, et Soliman résolut d'emporter la place ou d'y périr. On découvrit peu de temps après la trahison du chancelier, qui fut convaincu d'avoir fait jeter dans le camp des Turcs plusieurs lettres attachées à des traits d'arbalète. Le domestique de confiance qu'il employait à ce manège ayant été surpris, fit l'aveu de ce crime, et fut condamné à être pendu. Le chevalier, convaincu par cette déposition et par celle d'un chapelain grec qui l'avait vu accompagnant le domestique prêt à lancer une lettre, eut la tête tranchée sans vouloir donner aucun signe de religion, et son corps fut ensuite écartelé et exposé à la vue des Turcs sur quatre bastions. Cependant les Rhodiens continuèrent pendant plus de deux mois de se défendre

avec un courage surhumain et de repousser les assauts presque journaliers des infidèles. Ils attendaient quelque secours des chevaliers français, qui armèrent en effet deux vaisseaux à Marseille; mais l'un fut englouti par la tempête, et l'autre alla échouer sur les côtes de Sardaigne. Enfin Soliman, fatigué de la longueur d'un siège où il voyait périr ses meilleures troupes, fit proposer plusieurs fois des conditions honorables, avec menace de tout mettre à feu et à sang si la ville ne se rendait pas. Le grand maître, résolu à se défendre jusqu'à la dernière extrémité, rejeta toutes les propositions. Mais les habitants, voyant une partie des bastions et des murailles renversées, le conjurèrent avec instance de ne pas les exposer à la fureur des Turcs, et dirent même hautement que pour s'en garantir, si le grand maître s'opiniâtrait plus longtemps, ils feraient leur traité à part. Il se vit donc forcé de consentir à une capitulation dont les principaux articles furent que les églises ne seraient ni profanées ni pillées; que les chrétiens, soit du rite latin, soit du rite grec, conserveraient le libre exercice de leur religion; qu'on ne prendrait point sur eux le tribut d'enfants pour la recrue des janissaires; que les habitants seraient exempts de tout impôt pendant cinq ans; qu'ils auraient pendant trois ans la liberté de se retirer et d'emporter leurs effets; que le sultan fournirait aux chevaliers le nombre de vaisseaux suffisant pour les transporter sous bonne escorte dans l'île de Candie, et qu'ils auraient douze jours pour embarquer leurs effets, leurs meubles, les reliques des saints, les vases sacrés, et tout le canon qui servait à l'armement de leurs galères. Ce traité, signé le 20 décembre 1522, fut exécuté de bonne foi. Quelques janissaires ayant commencé à faire du tumulte et à piller quelques églises, le général turc fit dire à leur chef que sa tête répondrait pour ses gens, et le désordre cessa aussitôt. Soliman, plein d'estime pour la valeur du grand maître, lui fit témoigner le désir qu'il avait de le

voir; et après l'avoir reçu dans sa tente avec beaucoup d'honneur, il alla quelques jours plus tard lui rendre visite, et s'efforça de le consoler en lui disant que les succès et les revers n'étaient que des jeux de la fortune.

Le pape Léon X était mort le 1^{er} décembre de l'année précédente, âgé seulement de quarante-quatre ans. On dit qu'ayant appris les succès de la ligue où il s'était engagé avec l'empereur, et la perte de Milan par les Français, il se livra à de si vifs transports de joie, qu'ils lui causèrent une attaque d'apoplexie; d'autres prétendent qu'il avait été empoisonné. Nous ne devons pas oublier, entre autres preuves de son zèle, une bulle du 3 janvier 1520 contre l'abus des commendes et des pensions sur les bénéfices; une autre du mois de février de la même année qui approuvait la confrérie de la Charité pour le soulagement des prisonniers et des pauvres honteux; enfin l'érection d'un monastère sous la règle de Saint-Augustin, pour les femmes de mauvaise vie retirées du désordre. Quoique les historiens soient généralement d'accord sur la pureté de ses mœurs, toutefois le luxe et les divertissemens frivoles de sa cour plus mondaine qu'ecclésiastique ne laissèrent pas de donner quelque atteinte à sa réputation et de fournir des prétextes à la calomnie. Il est d'ailleurs bien difficile de le disculper entièrement sur la profusion des indulgences, sur la vente de leur produit éventuel, et le cardinal Pallavicin convient lui-même que ce moyen de recueillir des aumônes volontaires offrait au moins en apparence quelque chose de honteux, et ressemblait trop aux traités faits par les princes avec des fermiers pour le recouvrement des impôts. C'est ce qui donna tant de faveur dès l'origine aux déclamations de Luther, qui ne cessait de répéter dans ses thèses et ses sermons, que si le pape n'avait eu en vue que le bien des âmes dans la publication de ses nouvelles indulgences, il n'aurait pas supprimé les anciennes, qui n'étaient pas moins efficaces.

Les troubles causés par la guerre du Milanais, et surtout l'absence de plusieurs cardinaux arrêtés par les ennemis de la France, firent retarder jusqu'au 27 décembre l'ouverture du conclave, qui fut le plus nombreux qu'on eût jamais vu, car il s'y trouva trente-neuf cardinaux. Les voix furent extrêmement partagées dans les huit premiers scrutins, et il est remarquable que le cardinal Adrien Florent n'en eut pas une. Mais au neuvième il en eut quinze, après quoi toutes les autres se réunirent en sa faveur par accessit. C'est ainsi qu'il fut élu à l'unanimité le 9 janvier 1522. Il était né à Utrecht de parens obscurs et peu fortunés qui lui obtinrent une bourse dans un collège établi à Louvain pour recevoir gratuitement les écoliers pauvres. Il se distingua par des études si brillantes, que son mérite le fit nommer professeur de théologie dans l'université de cette ville, chanoine et doyen de l'église de Saint-Pierre, et ensuite précepteur de Charles d'Autriche, qui l'associa, comme on l'a vu, à Ximenès dans la régence de Castille, et qui plus tard, devenu empereur, le laissa en Espagne comme vice-roi. Dès qu'il eut reçu la nouvelle de son élection, il prit les habits pontificaux, et se fit nommer Adrien VI, contre l'usage de ses prédécesseurs, qui depuis plus de cinq cents ans avaient tous changé leur nom. Il s'embarqua pour l'Italie le 2 août, fit son entrée à Rome le 29 du même mois, et fut couronné le lendemain dans l'église de Saint-Pierre. Le nouveau pontife, quoiqu'il dût apparemment au crédit de Charles-Quint une dignité qu'il n'avait pas ambitionnée, n'en montra pas moins envers les autres princes les sentimens qui convenaient au père commun de tous les fidèles. Il s'efforça de rétablir la paix entre l'empereur et François I^{er}, il leva les censures prononcées par Léon X contre le duc d'Urbin, l'investit de nouveau de son duché, et se conduisit avec la même impartialité envers le duc de Ferrare. Son pontificat, trop court pour le bien de l'Église, fut signalé par

un zèle ardent pour la réformation des abus. Il abolit la vénalité des charges, modéra les taxes de la daterie, supprima les coadjutoreries, et prit soin que les bénéfices ne fussent conférés qu'à des ecclésiastiques vertueux et capables. Sollicité en faveur de son propre neveu par des personnes de distinction, il refusa de lui donner un second bénéfice, parce qu'il en avait un dont le revenu était de soixante-dix écus d'or, et comme on lui représentait que c'était trop peu pour le neveu d'un pape, Les hommes, répondit-il, sont pour les bénéfices, et non pas les bénéfices pour les hommes. Il s'efforça de remédier aux abus de la prédication des indulgences et de la multiplication des dispenses. Il s'appliqua surtout à réformer les mœurs du clergé, et employa pour cette entreprise le concours de plusieurs hommes distingués par leurs lumières et leurs vertus, entre autres Jean Pierre Caraffe, archevêque de Théate, qui fut l'instituteur de la congrégation des théatins (1).

Nous devons remarquer vers ce temps la mort de plusieurs écrivains ecclésiastiques; savoir, en 1516, celle de Jacques Almain, docteur de l'université de Paris, et auteur d'un grand nombre d'ouvrages théologiques dont les plus importants sont un traité de la puissance ecclésiastique et séculière, et un autre de l'autorité des conciles, contre le cardinal Cajetan; celle de Jean Trithème, abbé bénédictin du monastère de Spanheim dans le diocèse de Mayence, et dont on a, entre autres écrits, plusieurs chroniques et un savant traité ou catalogue des auteurs ecclésiastiques; en 1520, la mort de Claude Seyssel, d'abord évêque de Marseille, puis archevêque de Turin, dont l'ouvrage le plus remarquable est son Histoire des Vaudois; la mort de Geoffroi Boussard, docteur de Paris, à qui l'on doit un savant traité sur le célibat ecclésiastique, et celle du dominicain Sylvestre

(1) Pallav. — Ciacon. — Onuphr. — Rainald.

Mazzolini de Priero, célèbre surtout par une Somme théologique, où il a compilé et résumé les principaux ouvrages du même genre ; en 1522 celle du fameux Jean Reuchlin, un des plus savans hommes de son siècle, principalement dans les langues grecque et hébraïque ; et qui a laissé un grand nombre d'ouvrages pleins d'érudition, parmi lesquels on remarque un traité de la cabale. Il eut vers la fin de sa vie des démêlés avec l'université de Cologne, à l'occasion d'un édit de l'empereur Maximilien qui ordonnait de brûler tous les ouvrages des rabbins. Il fut d'avis qu'on devait excepter ceux qui ne renfermaient rien de contraire à la religion, et dans les écrits qu'il publia à ce sujet, on découvrit quelques erreurs qui furent censurées par l'université de Cologne et ensuite par celle de Paris. Nous citerons encore deux auteurs morts un peu plus tard, c'est-à-dire en 1527, savoir, le cardinal Jacobatius, auteur d'un traité sur les conciles, et Jacques Hochstrat, inquisiteur dans les provinces de Mayence et de Cologne, qui publia quelques ouvrages contre Reuchlin, et plusieurs autres contre les erreurs de Luther.

Cet hérésiarque, ennuyé de sa retraite, était retourné à Wittemberg au commencement de l'an 1522, et pour faire approuver cette démarche à l'électeur de Saxe, il lui écrivit qu'il n'avait pas cru devoir abandonner plus longtemps le soin de son peuple ; que le démon avait profité de son absence pour troubler toute l'Église, et qu'il prévoyait les effets de la vengeance divine sur l'Allemagne, à cause du mépris qu'elle faisait de la lumière qui lui était offerte. C'est par cette hypocrite mysticité de langage qu'il s'accommodait au génie borné de l'électeur. Mais son vrai motif était la jalousie contre Carlostad, qui pendant son absence avait renversé les images à Wittemberg, aboli la confession, les messes basses, l'élévation du Saint-Sacrement, et rétabli la communion sous les deux espèces. Ce n'était pas que Luther con-

damnât ces innovations, il avait écrit, au contraire, comme on l'a vu, contre les messes basses, et il n'avait pas plus de respect pour tout le reste; mais ce qui le piqua au vif, comme il le témoigna dans une lettre écrite à ce sujet, c'est que Carlostad avait méprisé son autorité, et voulu s'ériger en docteur. Il osait même, par un inconcevable aveuglement, lui reprocher d'avoir agi sans mission, comme si la sienne eût été mieux établie. Enfin, dans un sermon qu'il fit après son retour, il fit éclater son orgueilleuse jalousie par ces paroles : « Si vous prétendez continuer à faire les choses par ces communes délibérations, je me dédirai sans hésiter de tout ce que j'ai écrit ou enseigné, j'en ferai ma rétractation, et je vous laisserai là; tenez-vous pour averti une bonne fois. » Voilà comment ce prétendu réformateur se faisait un jeu de la religion.

Il publia bientôt après un libelle intitulé Contre l'ordre faussement appelé des évêques, où il s'emportait selon sa coutume aux invectives, aux calomnies, aux déclamations les plus furibondes, et il y joignit, pour l'opposer à la bulle *In cœna Domini*, un autre libelle séditieux sous le titre de Bulle de réformation, dans lequel il disait que tous ceux qui emploieraient leurs forces et leurs biens pour détruire les évêchés et le pouvoir des évêques, étaient les véritables chrétiens, et que ceux qui les défendent ou leur obéissent sont les ministres de Satan. Il prenait dans son livre contre les évêques le titre d'Ecclésiaste, ou prédicateur de Wittemberg, ministère qu'il avait reçu, disait-il, non des hommes, mais par la grâce de Dieu et par la révélation de Jésus-Christ. Il ajoutait qu'il pourrait également s'appeler Évangéliste par la grâce de Dieu, et que très-certainement Jésus-Christ le nommait ainsi. On avait droit sans doute de lui demander des preuves de son apostolat, et quand Muncer, chef des anabaptistes, entreprit de s'ériger en pasteur, il voulait que pour le confondre sans autre examen on lui demandât seule-

ment qui lui avait donné le droit d'enseigner. S'il répond que c'est Dieu, poursuivait-il, qu'il le prouve par un miracle manifeste, car c'est par de tels signes que Dieu se déclare quand il veut changer quelque chose dans la forme ordinaire de la mission. Mais pour lui, il n'avait pas besoin de semblables preuves ; il lui suffisait de dire : que tant de bulles et de condamnations de la part du pape lui avaient enlevé ses anciens titres, et effacé en lui le caractère de la bête, et qu'il prenait le titre d'Ecclésiaste pour marque du ministère auquel il avait été appelé par Dieu lui-même. En vertu de cette céleste mission il se donnait tout pouvoir, et la secte ayant envahi quelque temps après l'évêché de Naumbourg, le nouvel apôtre se rendit dans cette ville, et en institua évêque Nicolas Amsdorf, qu'il avait déjà établi pasteur à Magdebourg. Luther publia aussi la même année deux écrits en allemand, l'un contre les lois de l'Église, et l'autre sur le mariage, où il enseignait que les prêtres, les moines et les religieuses pouvaient non-seulement se marier, malgré leurs vœux, mais qu'ils y étaient obligés. Il prêcha en outre sur le même sujet un sermon tout rempli de maximes tellement scandaleuses que la pudeur ne permet pas de les rapporter. Enfin, pour propager de plus en plus toutes ses erreurs, il fit paraître la même année sa traduction allemande du Nouveau Testament, faite avec toute l'élégance possible et accompagnée de notes et de préfaces, où sa doctrine était exposée avec un art insidieux. Le sens du texte y était d'ailleurs altéré par tant d'additions, de retranchements ou de fausses interprétations, que les docteurs catholiques en signalèrent plus de mille. Jérôme Emser, conseiller du prince Georges de Saxe, entreprit de relever dans un savant écrit toutes ces altérations, et d'opposer à la version infidèle de Luther une traduction où il rendit avec précision et avec exactitude le véritable sens des livres saints. Cette traduction fut répandue

dans toute l'Allemagne. Mais celle de Luther n'eut pas moins de vogue, et l'on vit partout les sectaires, jusqu'aux artisans et aux femmes mêmes, s'ériger en interprètes de l'Écriture sainte, et disputer contre les prédicateurs catholiques. L'archiduc Ferdinand, frère de l'empereur, et chargé du gouvernement pendant son absence, publia un édit qui défendait, sous des peines sévères, de répandre ou de lire cette traduction, avec ordre à toute personne d'en remettre les exemplaires aux magistrats pour être brûlés. Plusieurs princes ecclésiastiques et séculiers publièrent des ordonnances semblables dans leurs états, ce qui donna lieu à Luther de composer un traité de la puissance séculière, où il traitait ces princes de tyrans, d'impies, et s'emportait contre eux aux invectives les plus outrageantes.

Cependant l'archiduc Ferdinand avait convoqué une diète à Nuremberg pour y prendre des mesures contre les entreprises des Turcs et contre les progrès de l'hérésie. Le pape Adrien VI y envoya en qualité de nonce François Cheregat, évêque de Theramo, avec des instructions, et un bref adressé aux princes où il les exhortait à réprimer une secte turbulente qui ne respectait aucune autorité, qui foulait aux pieds les lois, les traditions, les pratiques les plus anciennes et les plus saintes du christianisme, et qui ne devait ses progrès qu'à l'attrait du libertinage et de la licence. Le nonce, arrivé à la diète au commencement de l'an 1523, se plaignit de la liberté qu'on laissait aux sectaires, et insista particulièrement sur les scandales des moines et des religieuses qui violaient leurs vœux, et des prêtres qui se mariaient publiquement. La diète répondit qu'il n'était pas possible d'exécuter la sentence de Léon X et l'édit de Worms contre Luther et ses partisans sans exciter une guerre civile; qu'il était nécessaire avant tout de faire cesser les griefs dont se plaignaient les Allemands, et de remédier aux abus dont le pape promettait la réforma-

tion, et que le remède le plus convenable était de convoquer au plus tôt un concile libre et universel dans une ville d'Allemagne, et qu'en attendant on prendrait des mesures pour empêcher les luthériens d'écrire ou de prêcher contre la doctrine catholique. On fit en effet, après quelques répliques du nonce, un édit en date du 6 mars, qui défendait d'attaquer la doctrine de l'Église. Mais il ne fut pas mieux observé que celui de Worms. Les sectaires prétendirent que leur doctrine était conforme à celle des pères et de l'antiquité ; Luther écrivit à ce sujet une lettre aux princes où il déclamaït selon sa coutume contre la scolastique, et il traduisit en allemand les instructions du nonce, avec des réflexions pleines de malignité sur l'aveu que le pape y faisait de la nécessité de réformer les désordres du clergé et les abus de la cour de Rome. Les princes séculiers de leur côté dressèrent, pour l'envoyer au pape, un long mémoire de leurs griefs sous le titre de *Centum gravamina*, parce qu'ils les réduisaient à cent chefs. Ils se plaignaient notamment des annates, des taxes pour les dispenses et pour l'absolution des censures, de l'argent tiré d'Allemagne par la publication des indulgences, de l'évocation des procès en cour de Rome, de la collation des bénéfices par le pape, des lois sur l'abstinence et sur les empêchemens de mariage, de l'exemption des ecclésiastiques dans les causes criminelles, et des entreprises du clergé sur la juridiction séculière. On voit par quelques-uns de ces articles et par beaucoup d'autres que ce mémoire fut principalement l'ouvrage des princes luthériens, qui sans doute dominaient à la diète de Nuremberg.

Luther adressa dans le même temps aux hussites de Prague un écrit où il enseignait que les peuples sont juges de la doctrine, et qu'ils ont le droit de se donner des ministres. Il publia en allemand des écrits sur le rite du baptême et sur le culte divin, pour combattre les cé-

rémonies de l'Église, et un libelle intitulé *Du fisc commun*, où il conseillait de confisquer les biens des évêchés, des chapitres, des abbayes, et en général tous les biens ecclésiastiques, d'affecter la huitième partie des revenus soit aux administrateurs de ces biens, soit aux pasteurs et aux prédicateurs, et d'employer le reste à d'autres usages. Il recommandait en outre d'abolir tous les monastères, et de convertir les couvens en écoles pour les enfans. Il composa, la même année, contre les vœux des religieuses un écrit sous ce titre : *Exemples de la doctrine papistique*, dans lequel il reproduisait avec un honteux cynisme les propositions scandaleuses déjà prêchées à Wittemberg sur l'impossibilité de garder le célibat. La canonisation de saint Bennon, évêque de Misnie, prononcée par Adrien VI, devint pour l'hérésiarque le sujet d'un nouveau libelle blasphématoire, qu'il osa intituler : *Contre la nouvelle idole qu'on doit élever à Misnie*. Enfin, il publia sa nouvelle formule de célébration de la messe, dont il supprimait une partie des cérémonies et une partie des prières, spécialement l'offertoire, le canon, et tout ce qui se rapportait à l'idée de sacrifice.

Cependant les principes de l'hérésiarque ne tardèrent pas à produire leurs conséquences. Deux de ses disciples, Thomas Muncer et Simon Stork, prétendant que sa doctrine n'était pas assez parfaite, et prenant comme lui pour unique règle de foi l'Écriture sainte interprétée par chaque individu, enseignèrent qu'il fallait rejeter toutes les lois humaines, et que chacun ne devait se conduire que par les lumières et les inspirations reçues du ciel dans la prière. Ils s'élevaient contre l'autorité des princes et des magistrats, et surtout contre la puissance et les droits des seigneurs. Ils prêchaient, dans leur fanatisme séditieux, que tous les biens devaient être communs, tous les hommes libres et indépendans, et que le temps était venu de rétablir l'égalité, d'exterminer les

tyrans, et de détruire l'injustice et l'oppression qui pesaient sur les peuples. Ils condamnaient le baptême des enfans, et rébaptisaient tous ceux qui entraient dans leur secte; ce qui leur fit donner le nom d'anabaptistes. Luther les fit chasser de Wittemberg, et se vit contraint de se condamner lui-même en leur demandant, comme nous l'avons dit, des miracles pour preuves de leur mission. On ne sait pas bien ce que devint Stork; mais Muncer se retira d'abord à Altstad en Thuringe, où il se fit un grand nombre de partisans, et chassé bientôt après de cette ville par l'électeur de Saxe, il parcourut l'Allemagne avec ses disciples les plus ardens, et répandit partout l'esprit de fanatisme et de révolte. Son affectation de piété, son extérieur simple et pauvre, et surtout ses principes d'égalité, d'indépendance et de communauté des biens, le faisaient écouter par les peuples comme un oracle.

Les paysans de Souabe, excités soit par les prédications de ce fanatique, soit par les principes séditionnels que Luther avait répandus dans son livre *De la liberté chrétienne*, se soulevèrent en 1524 contre leurs seigneurs, et formèrent bientôt une armée de quarante mille hommes. Luther, interpellé par eux de prononcer sur leurs griefs, leur répondit que Dieu condamnait la sédition; mais en même temps il écrivit aux seigneurs que les peuples ne pouvaient ni ne devaient plus souffrir leur tyrannie. Ensuite, quand il vit les princes en état de réprimer la révolte, il les excita, par deux lettres d'une cruauté révoltante, à exterminer sans pitié tous ces misérables, à n'user envers eux d'aucune indulgence, et à ne pas même pardonner à ceux que la multitude aurait entraînés par force dans la sédition. Ces paysans demandaient de pouvoir choisir leurs ministres, de ne payer la dîme que du blé; de n'obéir aux magistrats que dans les choses qu'ils jugeraient eux-mêmes raisonnables, de pouvoir chasser et pêcher librement, et prendre dans

les forêts le bois nécessaire pour se chauffer et pour bâtir ; enfin, ils réclamaient la réduction des redevances établies et l'abolition de plusieurs autres droits des seigneurs. Ils publièrent à ce sujet un manifeste qui se répandit dans toute l'Allemagne, et excita de nombreux soulèvemens. Mais les séditeux furent successivement taillés en pièces, dans la Souabe et la Franconie, par l'armée des princes confédérés, dans l'Alsace et les provinces voisines par le duc de Lorraine et par le comte palatin, enfin, l'an 1525, dans la Thuringe, par le landgrave de Hesse. On prétend que Muncer, leur chef, était venu à bout de leur persuader qu'aucun d'eux ne serait blessé, et qu'il détournerait par ses prières tous les coups des ennemis. Ce fanatique fut fait prisonnier et mis à mort avec ses principaux complices. Toutefois, la secte ne fut pas éteinte, et se propagea en divers endroits, particulièrement dans la Westphalie et la Hollande (1).

Les anabaptistes excitèrent aussi des troubles en Suisse, dans le canton de Zurich, où Zuingle venait de faire autoriser sa doctrine par les magistrats. Divers écrits publiés par cet hérésiarque contre la doctrine de l'Église attirèrent enfin l'attention de l'évêque de Constance, qui avait jusque-là fermé les yeux sur la témérité de ses prédications. Il adressa un mandement à ses diocésains pour les prémunir contre la séduction, et ordonna au sénat de Zurich d'obliger le novateur à se rétracter. Le sénat, déjà infecté des nouvelles erreurs, convoqua, le 29 janvier 1523, sur la proposition de Zuingle, une assemblée où il invita l'évêque de Constance et tous les ecclésiastiques du canton, pour examiner d'après la seule autorité de l'Écriture sainte les questions soulevées depuis peu au sujet de la religion, et pour adopter ensuite la doctrine qui serait trouvée la plus conforme à la parole de Dieu. L'évêque de Constance y envoya Jean

(1) Sleidan. — Pallav. — Cochl. — Arnold. *Hist. Anab.*

Faber, son vicaire général, pour empêcher de passer outre, et représenter que c'était une chose inouïe qu'une assemblée de laïques s'arrogeât l'autorité des conciles et le jugement des matières de foi. Mais on n'eut aucun égard à ces représentations. Zuingle produisit sa doctrine en soixante-sept propositions, où il posait d'abord le principe général des réformateurs, que l'Écriture sainte doit être la seule règle de foi, après quoi il attaquait l'autorité du pape et des évêques, la confession, le purgatoire, l'invocation des saints, les lois de l'Église, le célibat, les vœux monastiques, les bonnes œuvres, le sacrifice de la messe, et les autres points qu'on a déjà vus. Jean Faber, s'attachant à quelques articles, montra par une foule de preuves qu'ils étaient contraires à la croyance reçue et perpétuée dans tous les siècles par l'enseignement général de l'Église, et qu'il ne suffisait pas d'opposer à cette tradition constante quelques passages de l'Écriture, mais qu'il fallait savoir si les novateurs avaient le droit de l'expliquer et de préférer leur interprétation particulière à celle de tous les chrétiens. On donna depuis ce temps à Jean Faber le surnom de Marteau des hérétiques, et il en fit le titre d'un de ses ouvrages. Le sénat de Zurich, après cette conférence, décida que l'Écriture sainte devrait être enseignée dans le canton sans aucune tradition des hommes, que la doctrine de Zuingle était reçue et continuerait d'être prêchée comme étant conforme à la parole de Dieu, avec défense à tout pasteur ou prédicateur de la combattre ou de la taxer d'hérésie. Les autres cantons réclamèrent contre ces nouveautés; mais leurs représentations furent sans effet. Le conseil de Zurich, toujours poussé par Zuingle, fit encore discuter, au mois d'octobre de la même année et au commencement de la suivante, plusieurs questions concernant le culte; après quoi il abolit successivement les processions du saint-sacrement, l'extrême-onction, la vénération des reliques et des images, et surtout le cé-

libat ecclésiastique ; car Zuingle avait principalement à cœur ce dernier article, et il s'empessa d'épouser une riche veuve. Cet exemple ne tarda pas à être imité par d'autres prêtres et par quelques religieux sortis de leur cloître. Enfin, le jour de Pâques de l'an 1525, le conseil de Zurich abolit la messe, et la remplaça par l'insignifiante cérémonie de la cène. Douze jours après, un fantôme vint au secours de Zuingle, qui cherchait depuis longtemps le moyen de combattre la présence réelle et de donner un sens figuré aux paroles employées par Jésus-Christ dans l'institution de l'eucharistie. Cet hérésiarque eut un songe où, croyant discuter avec le secrétaire de Zurich qui le pressait vivement, il vit paraître tout à coup un spectre : Je ne sais, dit-il, s'il était blanc ou noir, qui lui adressa ces paroles : Lâche, que ne réponds-tu ce qui est écrit dans l'Exode, l'agneau est la pâque, pour exprimer qu'il en est le signe. Ce fut un triomphe pour Zuingle ; mais il fut de courte durée, et les luthériens comme les catholiques ne tardèrent pas à lui faire voir qu'il abusait visiblement d'un hébraïsme fort commun où le mot sacrifice est sous-entendu, comme on en voit la preuve dans le même chapitre de l'Exode, où il est dit un peu plus loin que l'agneau est la victime de la pâque. Cependant les anabaptistes avaient trouvé des partisans à Zurich, et le conseil se remit à dogmatiser contre eux dans une conférence. Mais ne pouvant les convaincre, il prit le parti de les condamner et de les punir. C'est ainsi qu'un sénat composé d'une douzaine d'ineptes bourgeois s'arrogeait l'autorité qu'on refusait au corps épiscopal et à son chef.

Les erreurs de la réforme s'introduisirent dans le même temps à Bâle par les prédications d'OËcolampade, le plus illustre des disciples de Zuingle. Il était né dans la Franconie en 1482, et s'était fait religieux dans un monastère de l'ordre de Sainte-Brigitte près d'Ausbourg, où il se fit remarquer d'abord par une tendre piété. Mais séduit par

les principes des novateurs, il quitta son cloître, se retira à Bâle, où il fut nommé ministre, et ne tarda pas à suivre l'exemple de Zuingle en se mariant, quelque prêtre, avec une jeune fille dont la beauté l'avait séduit. Érasme, avec qui ses talens l'avaient lié d'amitié, le railla ainsi sur son mariage : « OEcolampade vient d'épouser une assez belle fille ; apparemment c'est ainsi qu'il veut mortifier sa chair. Il semble que la réforme se réduise à défroquer quelques moines et à marier quelques prêtres, et cette grande tragédie se termine enfin par un dénouement comique ; car tout finit par un mariage comme dans les comédies. » Les talens d'OEcolampade et son habileté dans la langue grecque et hébraïque ne contribuèrent pas peu à répandre les nouvelles erreurs dans les cantons suisses. Il publia, pour soutenir la doctrine de Zuingle, un traité contre la présence réelle, écrit avec tant d'art et d'éloquence qu'il y avait, dit Érasme, de quoi séduire, s'il se pouvait, les élus mêmes. Il mourut en 1531.

Carlostad avait attaqué, le premier entre les réformateurs, le dogme de la présence réelle, mais par une explication si bizarre, qu'on a peine à croire, dit Bossuet, qu'elle ait pu entrer dans l'esprit d'un homme. Il prétendait que Jésus-Christ par ces paroles : Ceci est mon corps, voulait seulement se montrer lui-même assis à table avec ses disciples, de sorte que le mot *ceci* ne se rapportait pas à ce qu'il leur donnait. Luther combattit fortement cette imagination ridicule, et les brouilleries entre ces deux réformateurs devinrent telles que Carllostad fut chassé de Wittemberg. Il se rendit à Orlemonde, ville de Thuringe, où il fomenta, dit-on, la révolte des anabaptistes. L'électeur de Saxe y envoya Luther pour calmer l'effervescence populaire. Mais le chef de la réforme fut reçu à coups de pierres et couvert de boue. Il avait fait en chemin à Iéna, en présence de Carllostad, un sermon où il le traita de séditieux, et c'est là que se fit dans toutes les formes, le 22 août 1524, la

déclaration de guerre entre les luthériens et les sacramentaires; c'est le nom qu'on donna à tous ceux qui ne voulaient voir dans l'eucharistie qu'un signe sans réalité. Carlostad après le sermon vint trouver Luther à l'auberge de l'Ourse noire, et après s'être défendu le mieux qu'il put sur la sédition, il entreprit de le condamner à son tour, et déclara qu'il ne pouvait souffrir son opinion de la présence réelle. Luther d'un air dédaigneux le défia d'écrire contre lui, et tira aussitôt pour gage un florin de sa poche; Carlostad le prit, après quoi ils se touchèrent la main, et confirmèrent la gageure en buvant chacun de leur côté un verre plein. Leurs adieux furent dignes de tout le reste. Puissé-je te voir sur la roue, dit Carlostad à Luther. Puisses-tu, répondit celui-ci, te rompre le cou avant de sortir de la ville. Répétons, avec Bossuet : « Voilà le nouvel Evangile, voilà les actes des nouveaux apôtres. » L'agréable réception de Luther à Orlemonde répondit parfaitement aux adieux qu'on vient de voir. Carlostad, pour tenir sa parole, publia plusieurs écrits contre la présence réelle; mais Luther ne tarda pas à le faire bannir d'Orlemonde et de tous les états de l'électeur de Saxe. Alors il se réfugia auprès de Zuingle à Zurich, où son esprit remuant lui attira bientôt de nouvelles disgrâces. Il fut obligé de recourir à Luther, qui ne lui obtint la permission de revenir à Wittemberg que pour mieux jouir de son humiliation. Se voyant dans le plus triste dénuement, il retourna en Suisse et parvint à se faire nommer ministre à Bâle, où il mourut. Bucer, apostat de l'ordre de Saint-Dominique et ministre à Strasbourg, sembla dès lors s'imposer la tâche de couvrir d'un voile les divisions de la réforme. Il fit prendre à ses disciples le nom de luthéro-zuingliens, et épuisa plus tard toutes les subtilités de l'art sophistique pour tenter de concilier par des équivoques les opinions contradictoires des deux partis (1).

(1) Sleidan. — Hospin. — Florim. de Raymond.

Cependant la doctrine des novateurs, en flattant les passions, trouvait encore dans l'orgueil du pédantisme un autre moyen de se répandre. La réputation et les talens de Mélanchthon attirèrent à l'université de Wittemberg un si prodigieux concours d'étudiants, qu'on en comptait souvent plus de deux mille. Bucer, également versé dans la dialectique et dans la connaissance des langues, avait lui-même à Strasbourg une multitude de disciples, et c'était autant d'émissaires qui, au sortir de ces écoles, portaient de tous côtés les erreurs de la secte. On a déjà vu le luthéranisme prêché en Suède par deux étudiants de Wittemberg ; il fut aussi porté en 1520 à Dantzick par un disciple de Luther, et l'année suivante un religieux franciscain, par ses déclamations contre l'Église romaine, remplit cette ville de troubles. Sigismond, roi de Pologne, fut obligé de s'y rendre pour réprimer et punir les séditieux. Ensuite il publia en 1523 un édit pour défendre, sous peine de mort, de lire et de garder les ouvrages de Luther, et fit promulguer dans un concile national les bulles des papes contre l'hérésiarque et ses partisans. Deux religieux augustins de Bruxelles furent arrêtés vers le même temps par l'inquisition, comme imbus des nouvelles erreurs, et sur leur refus de se rétracter ils furent dégradés et livrés au juge séculier, qui les condamna au feu. On arrêta la même année à Meaux un cardeur de laine nommé Jean Leclerc, qui eut l'audace de prêcher que le pape était l'Antechrist. Il fut fouetté par la main du bourreau et banni du royaume ; puis, s'étant retiré à Metz, où il continua ses invectives, il y fut brûlé pour avoir brisé les images. C'est un des premiers ministres que les sectaires aient eus en France.

La passion de François I^{er} pour les sciences et les lettres fut une des causes qui contribuèrent à introduire les nouveautés dans le royaume. Comme il s'efforçait d'y attirer de toutes parts les étrangers dont on lui vantait les talens et les connaissances, Luther lui avait adressé une

lettre artificieuse où il applaudissait à une si louable disposition, et protestait que toutes ses démarches et toutes ses pensées ne tendaient qu'à la suppression des abus. Il y avait joint des lettres de l'électeur de Saxe, avec quelques-uns de ses livres qui resentaient le plus la piété, et en même temps il avait fait partir pour la France plusieurs de ses disciples, choisis de concert avec Mélanchthon parmi ceux qui excellaient dans la littérature, dans la connaissance des langues et dans l'art de la dialectique. Ces étrangers se répandirent dans les universités pour y donner des leçons de grec et d'hébreu, et trouvèrent ainsi le moyen d'insinuer leurs erreurs dans l'esprit de la jeunesse. Une apparence d'érudition, jointe à la correction du style, les faisait passer pour des prodiges. Ils disputaient contre les docteurs; ils interprétaient l'Écriture sainte d'une manière favorable à leurs opinions, et déclaraient cette interprétation nouvelle conforme au texte grec ou hébreu, qu'ils invoquaient sans cesse au lieu de la Vulgate, qu'ils affectaient de mépriser. Ils s'insinuèrent bientôt chez les grands, qui, facilement dupes de ce pédantisme, les regardaient comme des oracles. La faculté de théologie députa vers le roi pour lui représenter combien il était à craindre que ces grammairiens venus d'un pays infecté de l'hérésie n'en répandissent la contagion dans le royaume; mais cette démarche ne produisit aucun effet.

Cependant le scandale arrivé à Meaux, en prouvant l'audace des sectaires, fit voir combien l'on avait raison de s'alarmer, et détermina le parlement de Paris à prendre des mesures sévères contre les novateurs. Quatre maîtres ès-arts, Guillaume Farel, Jacques Lefèvre, Arnaud et Gérard Roussel, avaient gagné la confiance de Guillaume Briçonnet, évêque de Meaux, qui les avait appelés auprès de lui, et sous prétexte de détruire les superstitions introduites par l'ignorance, ces littérateurs infatués de leur vaine érudition répandirent secrètement les nouvelles erreurs. Le parlement de Paris, informé des

audacieuses déclamations de Jean Leclerc, envoya des commissaires sur les lieux pour informer soigneusement contre tous les sectaires. L'évêque, qui n'avait à se reprocher qu'une confiance indiscrette, reconnut sa faute, assembla son synode, condamna les livres de Luther, en défendit sévèrement la lecture, et publia des statuts pour maintenir dans son diocèse les pratiques du culte catholique. Il n'en fut pas moins obligé de subir un interrogatoire humiliant devant deux conseillers du parlement. Ces mesures pleines de vigueur effrayèrent les littérateurs étrangers, dont la plupart s'empressèrent de retourner en Allemagne. Un gentilhomme d'Artois, nommé Louis Berquin, ayant été accusé de soutenir les erreurs de Luther, et d'avoir traduit ou composé plusieurs ouvrages hérétiques, le parlement fit saisir ses livres pour les soumettre au jugement de la faculté de théologie, et d'après la censure qui en fut faite, il le fit arrêter et le remit entre les mains de l'officialité pour lui faire son procès conjointement avec deux conseillers; mais le roi évoqua l'affaire à son conseil pour la faire juger par le chancelier, qui obligea le coupable à faire abjuration. Berquin fut dans la suite brûlé comme relaps. Le roi évoqua plusieurs autres affaires du même genre à son conseil, notamment celle de Jacques Lefèvre, vicaire général de l'évêque de Meaux; ce qui détermina la faculté à lui adresser des représentations pour demander qu'on laissât aux évêques une entière liberté de procéder contre les hérétiques.

Le parlement rendit, au mois d'août de la même année 1523, un arrêt pour ordonner que les livres de Luther seraient brûlés publiquement, avec injonction à toutes personnes qui en auraient de les apporter au greffe dans trois jours au plus tard, sous peine de confiscation des biens et de bannissement du royaume, et à tous les juges et officiers d'arrêter et de mettre entre les mains des ordinaires, comme suspects d'hérésie, tous

ceux qui seraient trouvés soutenant ou alléguant la doctrine de Luther ou conservant ses livres. On défendit également par un autre arrêt de garder les livres de Mélanchthon et d'en soutenir la doctrine, sous peine d'amende arbitraire, avec ordre de les apporter au greffe pour être remis entre les mains de l'évêque de Paris, et soumis au jugement de la faculté de théologie. En conséquence, la faculté s'assembla pour les examiner, et par une censure du 6 octobre 1523 elle les condamna comme contenant une foule de propositions hérétiques, schismatiques, contraires à l'Écriture sainte, aux décisions des conciles, à la tradition constante de l'Église universelle, enfin comme reproduisant toutes les erreurs de Luther déjà condamnées. Toutefois ces mesures furent insuffisantes pour réprimer l'hérésie; elle trouva des partisans dans la noblesse, dans le peuple et jusque dans le clergé, et la faculté eut sans cesse à exercer son zèle par des censures où elle condamnait des prédicateurs et des auteurs qui, tantôt sous des propositions équivoques insinuaient des nouveautés et des erreurs, tantôt plus hardis, ne craignaient pas d'attaquer ouvertement la doctrine de l'Église (1).

Le pape Adrien VI, malgré son impartialité et ses dispositions pacifiques, venait de se laisser entraîner par Charles-Quint dans une ligue contre la France, lorsqu'il mourut le 14 septembre 1523, révééré partout pour ses vertus, mais peu aimé des Romains, qui ne souffraient qu'avec peine son zèle pour la réforme. Une autre cause de leur mécontentement, c'est que, se défiant des artifices et des ruses de la politique italienne, il donna principalement sa confiance à des étrangers et surtout aux Belges. Il ne fit, durant son pontificat, qu'un seul cardinal, et refusa, malgré les instances de plusieurs princes d'Allemagne, d'élever à cette dignité un de ses parens

(1) D'Argentr. *Collect. judic.* — Florim. de Raym. — Rain.

qui étudiait en théologie dans l'université de Louvain, et qui ne se distinguait pas moins par ses talens que par sa piété. Peu de jours avant sa mort, il adressa un bref à Charles-Quint pour lui accorder, ainsi qu'à ses successeurs, le droit de nommer aux évêchés d'Espagne. Il avait publié, pendant qu'il professait à Louvain, plusieurs ouvrages de théologie, entre autres un Commentaire sur le quatrième livre des Sentences, où il enseignait que le pape n'est pas infallible, et il fit réimprimer cet ouvrage étant pape sans y rien changer.

Les cardinaux, dès que ses obsèques furent terminées, entrèrent en conclave au nombre de trente-six, et après des intrigues qui se prolongèrent près de deux mois, on élut le 19 novembre le cardinal Jules de Médicis, qui prit le nom de Clément VII, sans avoir égard au pape d'Avignon, qui avait porté ce nom durant le schisme d'Occident. Le nouveau pape était fils posthume de Julien de Médicis, assassiné lors de la conjuration des Pazzi, et avait passé pour enfant naturel jusqu'à ce que Léon X, son cousin, l'eût déclaré légitime d'après des preuves ou plutôt des présomptions d'un mariage secret entre le père et la mère. Il entra d'abord dans l'ordre militaire des chevaliers de Rhodes; mais Léon X, aussitôt après son élection, lui fit embrasser l'état ecclésiastique, le nomma à l'archevêché de Florence, et le fit quelques mois après cardinal et chancelier de l'Église romaine. Dès qu'il fut élevé sur le saint-siège, il s'appliqua avec un zèle ardent à rétablir la paix entre les princes chrétiens pour former une ligue contre les Turcs, et surtout à combattre les progrès de l'hérésie en Allemagne. Comme on devait tenir une diète à Nuremberg au commencement de l'an 1524, il y envoya, en qualité de légat et avec un plein pouvoir, le cardinal Campège, également recommandable par sa vertu; par son savoir et par son habileté dans les affaires. Tous les princes, avec l'archiduc Ferdinand, vinrent au-devant du légat hors de

la ville, et l'accompagnèrent jusqu'à son logis ; mais il fut obligé de faire son entrée en habit de voyage et sans aucune marque de sa dignité , pour n'être pas insulté par le peuple, qui était presque tout luthérien. Sa négociation eut l'issue que promettait ce prélude. Campège exhorta vivement les princes à ne pas laisser abolir la religion de leurs pères, et représenta que la révolte contre l'Église serait bientôt suivie de soulèvemens contre l'autorité temporelle ; les princes répondirent qu'ils avaient bien prévu les maux dont l'Allemagne était menacée ; mais que le seul moyen de les prévenir c'était de satisfaire aux griefs qu'ils avaient exposés précédemment. On nomma ensuite des commissaires pour conférer à ce sujet avec le légat, qui avait promis d'en prendre connaissance et d'avoir égard à ceux qui paraîtraient fondés. Il dressa en conséquence un projet de réformation qui contenait un grand nombre de réglemens pour l'abolition des abus et le rétablissement de la discipline ecclésiastique. Plusieurs avaient surtout pour objet de diminuer les droits pécuniaires que les peuples payaient au clergé. On diminuait notamment les frais des sépultures ; on statuait que les quêtes et la prédication des indulgences ne pourraient avoir lieu sans le consentement de l'ordinaire ; on défendait aux évêques de faire saisir comme héritiers les biens des ecclésiastiques morts sans testament. Enfin un autre article réduisait le nombre des fêtes , dont on conservait encore néanmoins près de quarante. Quant aux plaintes contre la cour de Rome, le légat déclara que la connaissance devait en être renvoyée au pape. Ces réglemens ne satisfirent pas la diète, si mal disposée d'ailleurs, qu'elle n'eut aucun égard aux justes réclamations de l'évêque de Strasbourg , contre la protection accordée par les magistrats de cette ville à quelques prêtres qui s'étaient mariés publiquement, et qui méprisaient son autorité et ses procédures.

Cependant on publia le 18 avril 1524 un décret por-

tant qu'on prierait le pape de convoquer au plus tôt, de concert avec l'empereur, un concile libre en Allemagne; qu'en attendant, après avoir fait examiner la doctrine de Luther, on se réunirait de nouveau à Spire pour fixer ce que l'on devrait croire et pratiquer jusqu'à la décision du concile; qu'on supprimerait tous les libelles diffamatoires publiés contre la cour de Rome, ainsi que les peintures et les images faites en dérision du pape et des évêques; enfin que les princes feraient exécuter l'édit de Worms autant qu'ils le pourraient. Jamais décret n'eut plus de contradicteurs. Luther fit à ce sujet un écrit en allemand qu'il intitula Contradictions des édits impériaux sur l'affaire de Luther. « Si l'on doit exécuter, disait-il, l'édit de Worms qui me condamne comme hérétique, pourquoi décider qu'on examinera ma doctrine pour savoir si elle est bonne ou mauvaise? et puisque l'édit de Nuremberg ordonne cet examen, pourquoi veut-il me condamner? » C'est ainsi qu'il payait les princes de leurs imprudens ménagemens. Le légat de son côté s'éleva fortement contre le droit que s'arrogeait la diète de prononcer sur les matières de la religion, et il fit tenir au mois de juillet, par l'archiduc Ferdinand et quelques autres princes catholiques, une nouvelle assemblée à Ratisbonne, où l'on fit un décret pour approuver ses réglemens et ordonner l'exécution de l'édit de Worms. Le pape se plaignit aussi vivement du décret de Nuremberg. Enfin l'empereur, qui se trouvait alors en Espagne, où les troubles avaient rendu sa présence nécessaire, se montra lui-même d'autant plus irrité, que la guerre d'Italie l'obligeait alors à des ménagemens envers le pape. Il écrivit donc aux princes une lettre remplie de vifs reproches au sujet des atteintes portées à l'édit de Worms; il défendit l'assemblée de Spire, et menaça de mettre au ban de l'empire quiconque y assisterait, ce qui empêcha la réunion de cette assemblée.

Le soulèvement des anabaptistes vint donner aux prin-

ces une autre occupation que de dogmatiser , et la défaite de ces fanatiques ne rétablit pas la tranquillité en Allemagne. On voyait de tous côtés des séditions contre le clergé ou contre les magistrats. Le peuple de Francfort ayant pris les armes, chassa plusieurs ecclésiastiques opposés à l'établissement du luthéranisme , abolit l'ancien sénat, en constitua un nouveau , et fit des lois à sa fantaisie. Les habitans de Mayence, ceux de Cologne et de plusieurs autres villes imitèrent cet exemple. On s'élevait surtout contre les religieux mendiants, contre les privilèges et les immunités du clergé ; on voulait qu'il fût assujetti à toutes les charges publiques , et on réclamait pour le peuple le droit de nommer ses magistrats. Mélanchthon, témoin de cette anarchie, écrivit vers ce temps à Érasme une lettre où il se plaignait que parmi les sectateurs de Luther il y en avait plusieurs qui, n'ayant aucune religion, excitaient des troubles par leurs prédications séditieuses , et ne cherchaient qu'à établir leur tyrannie sur le renversement de l'ordre et sur la ruine même des lettres. Mais il prétendait que Luther était bien différent de ces brouillons , et qu'il déplorait ces excès. Enfin il engageait Érasme à se montrer plus favorable à la réforme , et ajoutait qu'il croyait la doctrine de Luther véritable, mais qu'il ne trouvait pas mauvais cependant qu'on écrivît contre lui pour la défense du libre arbitre. Érasme venait d'écrire au pape Clément VII, en le félicitant sur son exaltation , pour l'assurer que ni les sollicitations des princes ni ses liaisons avec les savans n'avaient pu l'entraîner dans le parti des novateurs ; que s'il y avait quelque chose qu'on pût prendre en mauvaise part dans les ouvrages qu'il avait composés avant les éclats de Luther, il ne l'aurait point écrit s'il avait pu prévoir ce qui était arrivé ; que du reste il avait changé ces endroits dans les dernières éditions, et qu'il se montrerait toujours soumis au jugement de l'Église romaine. Toutefois sa réponse à Mélanchthon ne s'accordait guère

avec les sentimens d'un catholique. « Je ne veux point, lui dit-il, juger des motifs de Luther ni vous obliger à changer de sentiment; mais j'aurais souhaité qu'ayant un esprit si propre aux lettres vous vous y fussiez uniquement appliqué, sans vous mêler de ces querelles de religion. » Ce sont bien là évidemment les expressions d'un homme qui ne tient à la religion, comme nous l'avons déjà dit, que pour sa tranquillité, et qui, après avoir écrit par inclination des choses répréhensibles, les corrige et les rétracte lorsqu'elles peuvent le compromettre. Il ajoutait : « Si vous étiez témoin de ce qui se passe dans ce pays, vous avoueriez bien mieux encore qu'on a le droit de se plaindre de ceux qui abusent du nom de l'Évangile. Ce n'est pas sans raison que Luther déplore ces désordres, qui déshonorent son parti. Mais lui-même passe toutes les bornes, et quand il est averti, loin de se modérer, il semble n'avoir d'autre dessein que de se jeter dans de nouveaux excès. OEcolampade et quelques autres croient avoir beaucoup fait quand ils ont ouvert les cloîtres et marié des prêtres. Luther fait-il une chose plus conforme à la piété chrétienne, quand il prêche au peuple que le pape est l'Antechrist; que les prêtres et les évêques n'ont aucun pouvoir; que la confession est une peste; que les lois humaines sont des hérésies; que parler de bonnes œuvres et de mérites c'est être hérétique; enfin qu'il n'y a point de liberté; que tout arrive par nécessité, et qu'il n'importe pas de quelle nature soient nos actions? L'ancien Évangile avait rendu les hommes meilleurs, et le nouveau ne fait que les corrompre. » Dans d'autres lettres, Érasme écrivait en parlant des sectaires : « Je les voyais sortir de leurs prêches avec un air farouche et des regards menaçans, comme des gens qui venaient d'entendre des invectives sanglantes et des discours séditioneux. On voit, ajoutait-il, ce peuple évangélique toujours prêt à prendre les armes, et aussi prompt à combattre qu'à disputer (1). »

(1) Erasmi. lib. XIX, *epist.* III et XXXI. — Lib. VI, *ep.* IV.

Érasme, à la sollicitation du roi d'Angleterre, et pressé d'ailleurs par la nécessité d'écarter les soupçons qui pesaient sur lui, publia la même année contre Luther un savant traité du libre arbitre. Il y faisait sentir avec force, mais sans aucunes personnalités, toute l'horreur du principe fondamental de la réforme qui renversait toute morale, toute vertu, toute piété et tout ordre social. Cet ouvrage fut bientôt après traduit en allemand par Emser et par le célèbre Cochlée, doyen de Francfort, qui avait déjà publié lui-même plusieurs écrits contre les réformateurs. Luther répondit deux ans plus tard au traité d'Érasme par un libelle intitulé *Du serf arbitre*, où, non content de soutenir son principe que depuis la chute du premier homme le libre arbitre est tout à fait anéanti, il l'exagérait encore, et en tirait avec une horrible impiété toutes les monstrueuses conséquences. Il soutenait expressément que nulle créature ne peut être libre, que la Providence divine fait que toutes choses arrivent par une immuable et invincible volonté de Dieu, qui détruit toute liberté; que le nom de libre arbitre est un nom qui n'appartient qu'à Dieu, et qui ne peut convenir ni à l'homme, ni aux anges, ni à aucune créature. Par là il était forcé de rendre Dieu auteur de tous les crimes, et il n'hésitait pas à dire en termes formels, que Dieu fait tout en nous, le mal comme le bien; que la grande perfection de la foi c'est de croire que Dieu est juste, quoiqu'il nous rende nécessairement damnables par sa volonté, en sorte qu'il semble se plaire aux supplices de ses malheureuses créatures. « Dieu vous plaît, ajoutait-il, quand il couronne des indignes, il ne doit pas vous déplaire quand il damne des innocens. » Enfin il déclarait qu'il disait ces choses non en examinant, mais en déterminant, et qu'il n'entendait les soumettre au jugement de personne, mais faire à tout le monde une obligation de les admettre. Du reste, il s'emportait en injures avec si peu de modération, que son style envenimé fit dire à

Mélancthon : « Plût à Dieu que Luther gardât le silence ! J'espérais que l'âge le rendrait plus doux ; mais il devient tous les jours plus violent. Cela me tourmente étrangement ; et si Dieu n'y met la main , la fin de ces disputes sera malheureuse. » Comme plusieurs accusaient Érasme d'attachement à la réforme, Luther en prit occasion de le railler amèrement dans une lettre écrite à Nicolas Amsdorf , un de ses principaux disciples. « C'est une calomnie , dit-il, dont je veux le défendre ; je certifierai partout qu'Érasme n'est nullement luthérien, mais érasmien ; c'est un spéculateur qui parle avec tant d'incertitude, en termes si ambigus et quelquefois d'une manière si étrange sur les points capitaux de la religion, qu'on ne sait trop ce qu'il en pense. » Érasme, ainsi maltraité, publia une réplique où il reprochait à Luther de n'avoir rempli son ouvrage que de lieux communs, d'injures, de sophismes et de déclamations. Il lui demandait malignement pourquoi , au lieu de s'attaquer à lui dont l'ouvrage était si modéré, il ne s'occupait pas de se défendre non-seulement contre Emser, Cochlée et d'autres catholiques, mais encore contre les réformateurs tels que Zuingle, OEcolampade et Capiton, qui lui donnaient assez d'exercice. Il déplorait dans ses lettres de se voir réduit à combattre dans sa vieillesse contre une bête farouche et un sanglier furieux, et il ajoutait plaisamment : « J'espérais que le mariage l'aurait adouci. »

Luther venait en effet de suivre l'exemple de ses disciples et de mettre en pratique les leçons qu'il leur avait données. Il n'avait osé le faire du vivant de l'électeur Frédéric, qui le prenait pour un saint et qui n'avait que du mépris pour les prêtres et les religieux qui se mariaient au préjudice des canons et d'une discipline révérée dans tous les siècles. Il s'était contenté d'encourager ces scandales par sa doctrine , et de préparer les esprits en faisant célébrer avec une solennité extraordinaire le mariage de Carlostad. Mais aussitôt que Frédé-

ric fut mort, il s'empessa de contenter sa passion et d'épouser une religieuse nommée Catherine de Bore, dont il s'était épris. Elle s'était laissée enlever de son monastère en 1523, avec huit autres religieuses également faciles; et comme ce rapt sacrilège eut lieu le jour même du vendredi saint, Luther ne rougit pas, dans un discours public, de le comparer, avec une cynique impiété, à la délivrance des âmes que Jésus-Christ tira des limbes. Le mariage de Luther se fit en 1525, c'est-à-dire dans le plus fort des guerres civiles, et lorsque les disputes s'échauffaient avec plus de violence. Ces circonstances ne servirent pas peu à augmenter, dans l'esprit même de ses disciples, le blâme et la honte de cette faiblesse scandaleuse, et l'on voit Mélanchthon, dans une lettre adressée à Camérarius, son intime ami, déplorer amèrement que, dans un temps si malheureux où tous les gens de bien, dit-il, avaient tant à souffrir, Luther n'eût pas eu le courage de compatir à leurs maux, et que, paraissant au contraire se soucier peu des malheurs qui les menaçaient, il laissât même affaiblir sa réputation au moment où l'Allemagne avait le plus besoin de son autorité. Il ajoute que du reste il le voit tout chagrin et tout troublé de ce changement, qui allait donner une si grande prise contre lui. Luther, alors âgé de quarante-cinq ans, était si honteux de son mariage, qu'il n'osa le célébrer en public, et que, sans avoir prévenu ses amis, il invita un soir à souper le pasteur Pomeranus, avec un peintre et un avocat, pour faire secrètement la cérémonie (1).

Cependant, bientôt après, s'élevant au-dessus de la honte, ou plutôt cherchant à l'effacer par de plus grands scandales, il eut l'impudence d'écrire au cardinal Albert de Brandebourg, archevêque de Mayence et de Magdebourg, une lettre extravagante où il entreprenait de

(1) Sleidan. — Melanchth. lib. IV, ep. xxiv.

prouver par l'Écriture que c'était la volonté de Dieu que tout homme eût une femme, et que le célibat étant impossible, à moins d'un miracle qui transformât l'homme en ange, on ne pouvait vivre dans cet état sans encourir l'indignation de Dieu. Il l'exhortait en conséquence à se marier et à convertir ses deux archevêchés en principautés séculières. Le sage prélat ne répondit à l'apologiste de l'incontinence que par le silence et le mépris. Mais le grand maître de l'ordre teutonique, nommé aussi Albert de Brandebourg, se prêta mieux à ces leçons de libertinage. Il épousa, au mépris de son vœu de chasteté, une princesse de Holstein, et, renversant tous les privilèges de son ordre, il s'attribua la meilleure partie du trésor, céda aux Polonais une partie de la Prusse, qui appartenait aux chevaliers, et se rendit tributaire et vassal pour la partie qui lui restait, à condition qu'il la posséderait désormais à titre de duché, et qu'elle passerait en qualité de fief à ses héritiers. Luther écrivit dans le même temps, c'est-à-dire en 1526, au prince Georges de Saxe pour l'exhorter à laisser prêcher la réforme dans ses états, et se donnant pour prophète, il lui disait d'un ton menaçant : « Mes prières ne seront pas un vain foudre de Salomonée ni un vain murmure dans l'air; on n'arrête pas ainsi la voix de Luther, et je souhaite que votre altesse ne l'éprouve pas à son préjudice. » Mais le prince, se moquant également du prophète et de ses menaces, lui répondit : « Gardez votre Évangile, dont toute l'Allemagne ne connaît que trop les fruits. Quant à nous, avec la grâce de Dieu, nous conserverons celui de Jésus-Christ, tel que l'Église catholique l'a reçu, et tel qu'elle l'a toujours enseigné. » Il lui conseillait ensuite de ne pas s'imaginer sérieusement faire illusion par ces titres ridicules d'apôtre et de prophète qui lui étaient donnés par d'impies flatteurs, et l'exhortait à rentrer en lui-même et à réparer autant que possible les suites funestes de ses égaremens. Luther ne fut pas plus heureux auprès

du roi d'Angleterre , qu'il s'efforça d'attirer dans son parti. Il lui adressa une lettre où il se radoucissait jusqu'à lui faire des excuses de ses premiers emportemens, et offrait de rétracter tout ce qu'il avait écrit contre lui. Mais le roi ne lui répondit que pour lui reprocher son inconstance , ses variations et la légèreté de son esprit, les monstrueuses impiétés de sa doctrine, ses excès contre les puissances ecclésiastiques et séculières, contre les choses les plus saintes, et surtout son mariage sacrilège, « crime abominable , lui dit-il , pour lequel , chez des païens mêmes tels que les Romains, on eût enterré toute vive ta religieuse, et on t'aurait toi même fouetté jusqu'à la mort. » Luther ne manqua pas de répliquer par un écrit où il revint à ses habitudes d'invectives et de grossières injures. Son orgueil surtout s'y montrait porté à un excès presque incroyable. « J'ai le pape en tête, disait-il; j'ai à dos les sacramentaires et les anabaptistes; mais je marcherai moi seul contre eux, et les foulerai aux pieds. Je puis dire que depuis mille ans l'Écriture n'a jamais été si bien expliquée ni mieux entendue qu'elle l'est maintenant par moi. »

Il avait déjà composé l'année précédente quelques écrits contre les anabaptistes; mais Jean Cochlée , plein d'un zèle infatigable pour la défense de la foi , ne manqua pas de retourner contre lui les principes dont il se servait, et de faire voir que les extravagances de ces fanatiques n'étaient qu'une suite et une conséquence naturelle de sa doctrine. Luther publia deux ans plus tard un autre écrit contre les anabaptistes, où se montraient encore plus à découvert les contradictions et les embarras de la réforme. En effet, ces sectaires ne cessaient de lui demander dans quel endroit de l'Écriture il avait trouvé qu'on pouvait baptiser les enfans, ou qu'ils pouvaient avoir cette ferme confiance à laquelle, sous le nom de foi, les réformateurs attribuaient la justification. L'argument était d'autant plus pressant, que l'hérésiarque lui-

même, dans une lettre adressée aux vaudois répandus dans la Bohême et la Moravie, semblait en avoir reconnu la force, puisqu'il leur écrivait qu'il valait mieux ne pas donner le baptême aux enfans que de le croire utile sans la foi. Veut-on savoir la réponse de Luther. « Si on nous presse, dit-il, de montrer un texte de l'Écriture, il faut bien avouer que nous n'en trouvons aucun; mais les bons chrétiens ne nous en demanderont point. Il n'y a que des sectaires opiniâtres qui puissent le faire. » C'est ainsi qu'il condamnait lui-même ses principes, et qu'il était obligé de reconnaître malgré lui l'autorité de la tradition.

Quant à ses disputes contre les sacramentaires, elles eurent à peu près le même résultat. Ce fut en vain que, poussé par la jalousie beaucoup plus que par zèle pour la vérité, il les traita d'hérétiques, de schismatiques, de blasphémateurs et d'ennemis de Jésus-Christ. Il ne put empêcher une multitude de réformés de l'abandonner et de grossir la secte rivale. Il est vrai qu'il développa avec beaucoup de force les preuves de la présence réelle, et qu'il démontra jusqu'à l'évidence qu'on ne pouvait, sans autoriser le renversement de tous les mystères de la religion, donner un sens figuré aux paroles si claires et si précises de Jésus-Christ dans l'institution de l'eucharistie. Il réfuta surtout par des argumens sans réplique les objections élevées contre ce dogme, et fier d'avoir si bien établi la vérité, il osa dire que jamais les papistes, quand on les aurait tous fondus ensemble, ne pourraient la soutenir aussi fortement que lui. Mais les sacramentaires le forcèrent bientôt à rabattre sa jactance. De même qu'il s'était moqué avec raison des différentes manières dont ils torturaient les paroles de Jésus-Christ pour leur donner un sens figuré, ils lui opposèrent de leur côté que Jésus-Christ avait dit non pas mon corps est *dans* ceci, avec ou sous ceci, mais ceci est mon corps; de sorte qu'en entendant ces paroles dans leur sens propre et littéral, il fal-

lait nécessairement admettre la transsubstantiation rejetée par Luther. Il fut alors obligé, dans une confession de foi qu'il publia en 1528 sur l'eucharistie, de se mettre en quelque sorte à la torture pour répondre, et de se jeter dans de nouveaux embarras sans pouvoir échapper à la rétorsion de ses argumens; car on lui fit voir que toutes ses explications s'écartaient du sens littéral, dont il prenait la défense, et qu'elles supposaient toujours une figure dans les paroles de Jésus-Christ. Du reste, on ne pouvait y deviner s'il admettait la consubstantiation, c'est-à-dire la présence du corps de Jésus-Christ dans le pain et avec le pain, ou bien l'impanation, c'est-à-dire l'union hypostatique de Jésus-Christ avec le pain, qui deviendrait ainsi son corps sans changer de nature. Il y soutenait d'ailleurs l'opinion absurde de l'unicité, ou en d'autres termes, que le corps de Jésus-Christ est nécessairement partout. Enfin, ne sachant de quel côté se tourner, il se voyait réduit à revenir au sentiment de ces papistes qu'il méprisait tant, et à dire qu'il n'empêchait pas d'admettre la transsubstantiation. Ainsi, tandis que les luthériens et les zuingliens, par leurs divisions sur des points capitaux, montraient si visiblement la nécessité d'une autorité infaillible établie par Jésus-Christ pour fixer le sens de l'Écriture et mettre un frein à la licence des interprétations particulières, l'Église, comme le remarque Bossuet, triomphait non-seulement des uns et des autres, mais encore des uns par les autres.

On voit dans une lettre de Mélanchthon à son ami Camérarius quels étaient les tourmens de Luther dans cette polémique embarrassante, et combien sa fierté souffrait de voir ainsi son autorité affaiblie et méprisée dans un parti dont il voulait être le seul chef. « Luther, dit-il, me désole par les plaintes continuelles qu'il me fait de ses afflictions. Il est abattu et plongé dans une tristesse accablante par des écrits qu'on ne trouve pas méprisables. » En effet, il ne s'agissait plus de ces sco-

lastiques auxquels Luther répondait toujours assez bien aux yeux de son parti par des injures. Ses adversaires étaient des réformateurs comme lui, des hommes éloquens et versés dans la littérature, qui avaient peut-être moins de chaleur que lui, mais infiniment plus de logique, de netteté et de précision, et qui d'ailleurs ne faisaient que suivre et développer ses principes et le combattre par ses propres armes. Le livre d'OEcoulampade contre la présence réelle mit le parti tellement en alarmes, que quatorze ministres luthériens s'assemblèrent pour lui opposer une réponse sous le titre de Syngramma. Elle fut rédigée par Brentius, chanoine et prêtre apostat de Wittemberg, qui fut depuis le chef des ubiquitaires. OEcoulampade y répliqua et fit encore quelques autres écrits en réponse à Luther ou à ses disciples. Zuingle de son côté avait exposé et soutenu sa doctrine en 1526, dans un traité de la vraie religion qu'il osa dédier à François I^{er}, et dans un autre intitulé Du secours de l'eucharistie, où il rapporte sa vision du fantôme. Il répondit plus tard à la confession de Luther sur l'eucharistie, par un ouvrage qu'il dédia à l'électeur de Saxe et au landgrave de Hesse, tous deux ouvertement déclarés pour la réforme. Enfin il opposa à la traduction luthérienne du Nouveau Testament une autre traduction où l'Écriture sainte était accommodée à ses erreurs. Voilà comment les réformateurs, en ne voulant reconnaître d'autre autorité que celle de l'Écriture, l'interprétaient à leur fantaisie; et rien n'était plus naturel ni mieux mérité que cette raillerie d'Érasme, qu'ils s'efforçaient toujours d'attirer dans leur parti : « Vous en appelez tous à la pure parole de Dieu, et vous prétendez en être les vrais interprètes : accordez-vous donc avant de vouloir faire la loi au monde. »

Cependant le nouvel électeur de Saxe se montrait encore plus infatué que Frédéric de la prétendue réforme. Il avait ordonné de la prêcher librement dans ses états;

il avait aboli tous les monastères , et s'était emparé de la moitié des biens des églises. Ce fut par ses conseils que Philippe, landgrave de Hesse, malgré les représentations de son beau-père Georges de Saxe, et de sa mère Anne de Mecklembourg, fit lui-même une profession publique du luthéranisme , qui s'était aussi établi dans les duchés de Lunebourg , de Brunswick , et dans presque toutes les villes du nord de l'Allemagne. Aussi, dans une diète tenue à Spire au mois de juin 1526, non-seulement la plupart des princes répondirent aux propositions faites au nom de l'empereur, qu'il était plus que jamais impossible d'exécuter l'édit de Worms sans exciter des soulèvemens ; mais l'électeur de Saxe et le landgrave demandèrent formellement la liberté de la prétendue réforme , et pour témoigner leur mépris de la religion catholique, ils affectèrent de faire servir de la viande sur leurs tables les vendredis et les samedis, et firent célébrer l'office à la manière luthérienne dans leur palais. Ils eurent soin de répandre parmi le peuple des libelles pleins de déclamations mystiques contre la persécution de la parole de Dieu, et de distribuer aux princes de la diète un écrit où Luther les exhortait à s'emparer des biens des monastères. Comme l'archiduc Ferdinand proposa ensuite d'envoyer des secours à la Hongrie attaquée par les Turcs, les princes luthériens répondirent, conformément à la doctrine de leur maître, qu'on ne pouvait combattre les Turcs sans résister à la volonté de Dieu , et que si la Providence avait résolu de sauver la Hongrie, elle saurait bien en trouver les moyens sans le secours des hommes. Toutes les résolutions de la diète se bornèrent à faire prier l'empereur de revenir au plus tôt en Allemagne, et de procurer la convocation d'un concile.

Les Turcs remportèrent deux mois après une sanglante victoire sur les Hongrois, dont le roi Louis périt dans sa fuite. Comme il ne laissait point d'enfans, l'archiduc Ferdinand , qui avait épousé la sœur de ce prince , ré-

clama les couronnes de Bohême et de Hongrie. La Bohême se soumit après quelque difficulté ; mais une partie des seigneurs hongrois élurent pour roi Zapoli, vavode de Transylvanie, ce qui produisit une guerre entre les deux rivaux. Zapoli fut vaincu et se mit alors sous la protection des Turcs, qui s'emparèrent d'une partie de la Hongrie, et en demeurèrent maîtres pendant plus d'un siècle. Cependant les princes luthériens, qui avaient refusé de s'opposer aux Turcs sous prétexte que la religion chrétienne ne permettait pas de repousser l'injure par la force, ne craignirent pas, deux ans plus tard, de former une ligue et de prendre les armes pour soutenir le parti contre l'empereur et les princes catholiques. Il est vrai que cet armement n'eut pas de suite ; mais quoiqu'on leur eût démontré la fausseté de leur prétexte fondé sur une prétendue ligue catholique dont ils ne purent fournir aucune preuve , néanmoins le landgrave de Hesse exigea le dédommagement de ses préparatifs, et l'archevêque de Mayence et d'autres prélats furent obligés de lui payer de grosses sommes d'argent pour préserver leurs états de la guerre. Mélanchthon fut extrêmement troublé de cette ligue luthérienne. On s'était vanté dans le parti qu'on détruirait la papauté sans faire la guerre et sans répandre de sang. Les prophéties de Luther à ce sujet étaient expresses. Mélanchthon avait écrit au landgrave lui-même , à l'occasion du soulèvement des anabaptistes, qu'il valait mieux tout endurer que d'armer pour la cause de l'Évangile. Et maintenant il se trouvait que ceux qui avaient tant fait les pacifiques, jusqu'à ne pas permettre de repousser une injuste agression , étaient les premiers à prendre les armes sur un faux rapport. Mais Luther, qui s'embarrassait peu de se contredire, bien loin de blâmer cette conduite , écrivit des lettres et des libelles furieux où il ne parlait que de faire exterminer comme de nouveaux Moab les ennemis de la réforme (1).

(1) Sleid. — Cochl. — Pontan. — Istuanf. — Chytr.

La diète des cantons suisses, pour s'opposer aux progrès de l'hérésie, avait indiqué au mois de mai 1526 une conférence dans la ville de Bade en Argovie. Le célèbre Eckius et Jean Faber s'y trouvèrent pour les catholiques, et OEcolampade y vint avec quelques autres au nom de Zuingle, qui ne jugea pas à propos de s'y présenter lui-même. La dispute dura plusieurs jours, et eut pour objet la présence réelle, le sacrifice de la messe, l'invocation des saints, la vénération des images, le purgatoire et le péché originel. Eckius prouva ces dogmes catholiques par des raisons si fortes et si concluantes, que la diète fit un décret pour condamner la doctrine de Zuingle, avec ordre d'établir dans chaque canton des officiers spécialement chargés d'empêcher toute innovation dans le culte catholique et de faire punir ceux qui oseraient violer cette défense. Toutefois le canton de Berne, où les novateurs comptaient beaucoup de partisans, indiqua une nouvelle conférence au mois de janvier 1528, et adressa une circulaire aux autres cantons et aux évêques pour les y inviter. Mais il commençait par juger d'avance en faveur de Zuingle, en annonçant qu'on ne pourrait employer que des preuves tirées de l'Écriture sainte. Ce fut en vain que les autres cantons et les évêques réclamèrent contre cette prétention qu'avaient des laïques de juger les matières de religion, et surtout contre la condition de n'employer que l'Écriture sainte, où les novateurs, par leurs interprétations arbitraires, prétendaient trouver les erreurs les plus opposées. Ces justes représentations n'empêchèrent pas les Bernois de poursuivre leur projet. Zuingle, qui ne pouvait plus douter du résultat de cette conférence, n'hésita pas à s'y rendre accompagné d'OEcolampade, et Bucer y vint aussi avec Capiton, ministre comme lui à Strasbourg. Mais il ne s'y trouva personne de la part des évêques ni aucun autre catholique marquant. La conférence eut pour objet les mêmes matières que la précédente, et les novateurs

n'eurent pas à faire de grands efforts pour persuader leurs juges, qui étaient déjà décidés. Un religieux augustin ayant voulu leur répondre, on lui imposa silence, sous prétexte qu'il ne s'en tenait pas aux preuves tirées de l'Écriture sainte. Enfin, après cette conférence, le canton de Berne adopta la doctrine de Zuingle et abolit les monastères, le célibat ecclésiastique, le sacrifice de la messe, les lois de l'Église, et toutes les cérémonies du culte catholique. Cet exemple fut suivi par les villes de Bâle, de Constance, de Schaffhouse et de Saint-Gal. Nous verrons plus tard la guerre allumée à cette occasion entre les cantons suisses.

Le luthéranisme fut établi vers le même temps dans la Suède par Gustave Wasa. Ce prince, devenu maître du royaume, forma aussitôt le projet d'abaisser la puissance du clergé, qui avait favorisé d'une manière si odieuse l'invasion danoise, et qui, par ses immenses richesses, dominait en quelque sorte l'autorité royale. Car il possédait un grand nombre de forteresses et près de la moitié du royaume. L'état se trouvait d'ailleurs presque dénué de ressources; on avait fondu jusqu'à l'argenterie de la couronne pour la convertir en monnaie et payer les troupes; les domaines étaient usurpés ou aliénés, la noblesse épuisée par la longueur des guerres intestines, et le peuple réduit à une misère extrême. Gustave résolut donc de s'emparer d'une partie des biens du clergé, et communiqua son projet au chancelier Larz-Anderson. C'était un homme d'une naissance obscure, mais plein de talent et d'ambition, et qui, après avoir d'abord embrassé l'état ecclésiastique, n'ayant pu se faire élire à l'évêché de Stregnez, dont il était archidiacre, s'était attaché à la cour, et avait adopté, par esprit de vengeance contre le clergé, les nouveautés du luthéranisme. Il représenta au roi que la puissance et les grands biens du clergé venaient en partie des indiscrètes libéralités des rois ses prédécesseurs, qui avaient aliéné une partie des

droits et des domaines de la couronne en faveur des évêques, des monastères et des églises; que les seigneurs, imitant cet exemple, et trompés par les prêtres et les moines, avaient, sous prétexte de religion, dépouillé leur postérité de leurs meilleurs héritages; qu'on regardait ces biens comme consacrés à Dieu, mais qu'ils n'étaient employés en effet qu'à entretenir le luxe et l'oisiveté de gens toujours prêts à sacrifier l'intérêt public à leur ambition; qu'on ne devait se faire aucun scrupule d'y toucher pour les besoins de l'état; qu'ils n'appartenaient pas au clergé seul, mais à l'Église, composée des fidèles aussi bien que des ecclésiastiques; que le clergé s'était attribué le nom d'église pour s'approprier sous ce titre les biens qui dans l'origine étaient la propriété commune de l'assemblée des chrétiens; et qu'enfin le clergé n'était pas moins obligé que les laïques à contribuer au bien de l'état en proportion des avantages qu'il en retirait (1). Il ajouta que pour disposer les esprits à ne pas regarder cette entreprise sur le temporel du clergé comme un attentat contre la religion, il fallait profiter des nouvelles doctrines prêchées en Allemagne, et qui pouvaient passer pour indifférentes tant qu'elles ne seraient pas condamnées dans un concile général; que le peuple, prévenu par les docteurs luthériens, verrait avec plaisir dépouiller les prêtres et les moines de leurs grands biens, surtout si l'on prenait soin en même temps de diminuer

(1) Il n'est pas nécessaire de relever tout ce qu'il y a de faux et d'inexact dans ces assertions. Nous nous bornerons à une seule observation; c'est que dans la division des biens de l'Église par l'institution des bénéfices, le clergé ne garda que la part réservée de tout temps pour l'entretien des ministres; que cette division existait depuis longtemps quand le christianisme s'établit en Suède; et qu'enfin dans tous les temps le clergé avait eu l'administration des biens de l'Église, que l'assemblée des fidèles n'avait jamais eu le droit d'en disposer à son gré, et que les princes ne pouvaient, sans une usurpation manifeste, s'arroger ce droit et les détourner de leur destination.

ses charges ; que pour gagner les seigneurs il suffirait de leur rendre les terres distraites de leur domaine par les fondations de leurs pères ; que les moines et les ecclésiastiques du second ordre seraient fort contents d'être dispensés du célibat ; qu'à l'égard des évêques, plusieurs nommés depuis peu sur la recommandation du roi, n'avaient pas assez de crédit ni d'influence pour résister à ses volontés ; que Jean Magnus, archevêque d'Upsal et primat du royaume, quoique zélé pour la religion, était d'un caractère timide, irrésolu, et d'ailleurs sans naissance et sans appui ; et qu'après tout, quand le luthéranisme aurait été une fois reçu dans les états du royaume à la pluralité des voix , il ne serait pas difficile de faire considérer la résistance comme un crime d'état , et de bannir tous ceux qui montreraient trop d'attachement à l'ancienne religion.

Gustave goûta sans peine ces raisons et ces conseils, entièrement conformes à ses secrètes dispositions. Il ordonna au chancelier de protéger comme à son insu les deux frères Laurent et Olaüs Pétri, avec les autres docteurs luthériens, et même d'en attirer d'Allemagne, afin de répandre plus vite le luthéranisme dans tout le royaume. Ensuite, pendant que ces novateurs ne cessaient de déclamer contre les richesses du clergé, contre l'autorité et les lois de l'Église, il s'appliqua lui-même à poursuivre l'exécution de ses plans, et rendit successivement plusieurs ordonnances qui semblaient n'avoir d'autre but que l'intérêt du peuple , mais qui avaient pour effet de l'accoutumer à voir sans peine dépouiller les ecclésiastiques de leurs droits. Ainsi il abolit les amendes que les curés avaient le droit d'exiger pour certains péchés publics ; il leur défendit d'employer les censures pour leurs affaires personnelles ; il défendit aux évêques de s'approprier la succession des ecclésiastiques au préjudice de leurs héritiers ; il restreignit la juridiction des officialités, leur interdit le jugement des causes tempo-

relles, et ordonna au clergé de se pourvoir pour ses propres affaires devant les juges séculiers ; enfin, sans égard aux droits ni aux privilèges les plus anciens, il mit ses troupes en quartier d'hiver sur les terres des évêques, logea sa cavalerie dans les monastères, sous prétexte de décharger les paysans, et fit réunir à son domaine les biens d'un riche monastère fondé par ses ancêtres.

Les évêques ne pouvant plus douter de ses desseins, se réunirent pour lui adresser des représentations en faveur de la religion, et comme Olaüs Pétri, pour donner plus de vogue à l'hérésie, venait de publier une traduction suédoise du Nouveau Testament, d'après la version infidèle de Luther, ils demandèrent qu'il leur fût permis de faire le procès à ce prédicant et à ses sectateurs comme à des hérétiques notoires. Le roi répondit qu'il était prêt à l'abandonner comme tous les autres qui seraient convaincus d'hérésie ; mais qu'ayant toujours entendu parler avantageusement de cet ecclésiastique, il avait lieu de craindre qu'il ne fût accusé par la jalousie des théologiens pour des opinions indifférentes, et qu'il ne pouvait lui refuser la justice de l'entendre avant de le condamner. Une conférence fut donc indiquée à Upsal, en présence du roi et du sénat, et le novateur, selon l'usage des sectaires, ne voulut admettre d'autres preuves que l'Écriture, et rejeta avec mépris l'autorité des conciles et de la tradition. Il demanda surtout avec beaucoup de véhémence qu'on lui montrât dans l'Évangile que les évêques pouvaient posséder des dignités séculières, employer les censures pour des intérêts temporels, et ordonner des amendes et des confiscations. Les courtisans ne manquèrent pas d'applaudir à ces discours. Néanmoins, après la conférence, le roi protesta à l'archevêque qu'il ne souffrirait point qu'on fit rien dans le royaume contre la religion, et le pria de faire de son côté une autre traduction du Nouveau Testament pour l'opposer à celle d'Olaüs. L'archevêque, ayant convoqué

ses suffragans avec un grand nombre d'ecclésiastiques et de religieux, prit des mesures pour l'exécution de ce travail, malgré la vive opposition de l'évêque de Lincoping, qui représenta que ce serait favoriser les projets des sectaires, et fournir aux laïques et aux ignorans l'occasion de s'ériger en juges des controverses, d'interpréter l'Écriture sainte à leur fantaisie, et de décider témérairement sur la religion. Il ajouta qu'il fallait commencer par excommunier Olaüs et lui faire son procès, et reprocha même à l'archevêque qu'il perdrait la religion par son excès de complaisance pour la cour.

Cependant Olaüs, quoique prêtre, se maria publiquement, et fut imité par plusieurs autres, qui se déclarèrent ouvertement luthériens. Les nouvelles doctrines, prêchées de tous côtés et favorisées par les seigneurs, firent de tels progrès, que le roi crut pouvoir enfin jeter le masque. Il fit saisir une partie des dîmes et de l'argenterie des églises pour l'entretien et la solde de ses troupes; il défendit aux religieux mendiants de sortir plus de deux fois l'année pour quêter, et d'y employer plus de quinze jours; il remplaça tous les supérieurs étrangers par des religieux suédois; il ordonna aux évêques de lui remettre leurs forteresses, et sur le refus de l'archevêque d'Upsal, il le retint quelque temps en prison dans un couvent, après quoi, n'ayant pu triompher de sa résistance, il l'éloigna sous le prétexte honnête d'une ambassade en Pologne. Ces mesures occasionnèrent plusieurs soulèvemens; mais il parvint à les réprimer. Il convoqua ensuite, l'an 1527, une assemblée des états à Westeras, où le chancelier demanda de confirmer les ordonnances précédentes, avec d'autres propositions également contraires aux droits du clergé. L'évêque de Lincoping combattit vivement ces propositions, et déclara qu'il était résolu avec tout le clergé du royaume à défendre constamment la religion catholique et les droits de l'épiscopat contre les attaques et les usurpations des ennemis de

l'Église. Tureiohanson , premier sénateur et grand maréchal , appuya fortement l'opposition de ce prélat , et dit qu'il serait à souhaiter que tous les Suédois défendissent avec autant de courage la foi catholique et la liberté de la nation. Ce discours excita de vifs applaudissemens non-seulement de la part du clergé, mais encore d'un grand nombre de seigneurs et de députés. Gustave, surpris et irrité , sortit de l'assemblée , et le grand maréchal fut reconduit à son logis au milieu des acclamations du peuple. Le triomphe des catholiques semblait assuré, lorsque, après de longs débats, l'évêque de Stregnez , vendu à la cour , appuya les propositions du chancelier, et entraîna par cette défection celle d'une partie de l'assemblée , dont la majorité consentit à approuver les projets du roi.

On fit donc un décret portant que les évêques remettraient incessamment au roi leurs forteresses et congédieraient leurs troupes ; qu'ils ne feraient plus partie du sénat ; qu'ils ne pourraient s'appliquer les amendes ni les confiscations ; qu'une partie des cloches et de l'argenterie des églises serait convertie en monnaie pour payer les dettes de l'état ; qu'on réunirait au domaine des princes tous les biens ecclésiastiques acquis par des fondations depuis la défense du roi Canutson ; que les deux tiers des dîmes dont jouissaient les évêques et les abbés seraient mis en séquestre pour la subsistance des troupes ou pour d'autres usages ; que les magistrats réprimeraient les quêtes des religieux mendiants ; que le roi disposerait selon son bon plaisir de tous les privilèges du clergé ; enfin qu'on établirait dans toutes les églises considérables des hommes savans et vertueux pour prêcher au peuple la pure parole de Dieu , ce qui signifiait, dans le langage de ce temps-là, l'établissement du luthéranisme. Gustave se chargea lui-même de l'exécution de ce décret. Il parcourut toutes les provinces à la tête d'un corps de cavalerie, accompagné d'Olaüs Pétri et de plu-

sieurs autres luthériens , qu'il faisait prêcher dans les principales églises. Il se faisait apporter en même temps les titres de tous les biens ecclésiastiques , qu'il réunissait en partie à son domaine , ou qu'il rendait aux anciens propriétaires. Il dépouilla ainsi le clergé et les religieux de plus des deux tiers de leurs revenus, et on compta jusqu'à treize mille terres ou fermes considérables dont il s'empara , et qui lui servirent à gratifier ses créatures et les principaux officiers de son armée.

Ce voyage acheva de ruiner la religion catholique en Suède. Comme on vexait par toutes sortes de moyens les ecclésiastiques et les religieux qui montraient de l'éloignement pour les nouveautés, la plupart des curés et des bénéficiers , pour conserver leur position, prirent le parti d'embrasser le luthéranisme , de se marier et de célébrer l'office en langue vulgaire. Un grand nombre de religieux sortirent de leurs monastères , les uns par libertinage, les autres parce qu'ils n'y trouvaient plus de subsistance. Ceux qui refusèrent d'apostasier se retirèrent dans la Dalécarlie , dont les habitans montraient tant d'attachement à la religion catholique , qu'ils ne tardèrent pas à se soulever pour la défense de leur foi. L'évêque de Scara et le grand maréchal vinrent se joindre à ces mécontents avec un grand nombre d'autres seigneurs ; mais Gustave n'eut qu'à se montrer avec ses troupes pour forcer cette multitude de paysans à poser les armes. L'évêque de Lincoping alla chercher un asile en Pologne. Les autres, dépouillés de leur autorité, restèrent dans leur maison, et virent tranquillement le renversement de la religion. Gustave , parvenu ainsi à son but, fit publiquement profession du luthéranisme, nomma Olaüs Pétri pasteur à Stockholm , donna l'archevêché d'Upsal à Laurent Pétri, avec une de ses parentes en mariage , et se fit couronner au mois de janvier 1528 par ce primat luthérien. L'année suivante il fit assembler une sorte de concile national à OErébro pour confirmer

toutes ces innovations et fixer la forme du culte. On y abjura solennellement l'autorité du pape; on adopta la doctrine de Luther, et on abolit les cérémonies et les lois de l'Eglise, les prières pour les morts, le jeûne, l'abstinence, et surtout le célibat ecclésiastique. Mais les peuples murmurèrent si hautement contre l'abolition des cérémonies, qu'il fallut engager les ministres à temporiser (1).

Une guerre acharnée et funeste à la religion s'était allumée entre la France et l'empire par l'ambition de Charles-Quint, qui, non content de retenir injustement la Navarre, qu'il avait promis de restituer, voulait encore obliger François I^{er} à lui céder le duché de Bourgogne, et à lui abandonner en toute souveraineté les comtés de Flandre et d'Artois, qu'il tenait comme vassal. Le roi d'Angleterre, le pape et les princes d'Italie prirent part à ces démêlés, qui permirent à l'hérésie de se propager en Allemagne en toute liberté. Les troupes impériales, soutenues par les Anglais, firent plusieurs entreprises contre la Picardie et la Champagne; mais l'Italie fut le principal théâtre de la guerre. Les Français, chassés d'abord du Milanais par suite de la ligue entre l'empereur et Léon X, ne tardèrent pas à y rentrer avec de nouvelles forces; mais après d'assez grands succès, craignant d'être accablés par le nombre des ennemis, ils furent obligés de lever le siège de Milan et de battre en retraite. L'amiral Bonivet, qui commandait l'armée, ayant été mis hors de combat par une blessure, en remit le commandement au fameux chevalier Bayard, dont la valeur et l'habileté arrêtaient assez longtemps l'ennemi pour sauver les Français d'une déroute complète. Mais il fut enfin blessé à mort, et ne pouvant plus se tenir à cheval, il se fit descendre par son écuyer, et s'assit contre un arbre, le visage tourné vers l'ennemi. Il conjura les officiers qui l'entouraient de s'éloigner, pour

(1) Florim. de Raym. — Joau. Magn. *Hist. Suec.*

ne pas tomber entre les mains de l'ennemi ; après quoi , élevant la garde de son épée en forme de croix , il la baisa dévotement , récita avec une foi vive diverses prières , et fit ensuite une confession de ses péchés à son écuyer , pour suppléer par l'humilité à la grâce du sacrement. Les impériaux le trouvant dans cet état , et pleins d'estime pour ce héros , surnommé le chevalier sans peur et sans reproche , lui firent dresser une tente où il vécut encore quelques heures , et put se confesser à un prêtre. Le connétable de Bourbon , qui avait abandonné la France et qui était à la tête de l'armée ennemie , s'approcha de Bayard et lui témoigna combien il était touché de son infortune. Ce n'est pas moi qu'il faut plaindre , répondit le chevalier , mais vous , qui faites la guerre contre votre souverain , contre votre patrie et contre votre serment.

L'armée française ayant repassé les monts , le connétable de Bourbon pénétra en Provence , et vint mettre le siège devant Marseille. Mais François I^{er} , arrivant au secours de la place avec une nombreuse armée , força les ennemis à se retirer , les poursuivit jusqu'en Lombardie , et se rendit maître en peu de temps de presque tout le Milanais ; puis , ayant fait un traité avec Clément VII , il envoya une partie de ses troupes contre le royaume de Naples , et avec le reste il forma le siège de Pavie. Il y fut attaqué bientôt par les impériaux , qui avaient eu le temps de se rallier , perdit une sanglante bataille au mois de février 1525 , et fut fait prisonnier et conduit à Madrid , où il fut retenu deux ans. Il n'obtint la liberté qu'à des conditions exorbitantes , notamment qu'il céderait à l'empereur le duché de Bourgogne , et renoncerait à la suzeraineté sur les comtés de Flandre et d'Artois , et à toutes ses prétentions sur le duché de Milan et sur le royaume de Naples ; qu'il payerait deux millions d'écus d'or pour sa rançon , outre cinq cent mille écus que Charles-Quint devait au roi d'Angleterre , et qu'en-

fin il donnerait ses deux fils en otage pour garantie du traité. Cependant le roi d'Angleterre, le pape et les Vénitiens se liguèrent avec la France contre Charles-Quint pour chasser les impériaux d'Italie. Cette alliance, conclue au mois de juin 1526, fut nommée la sainte ligue, parce que le pape était à la tête; mais elle eut pour lui des suites déplorables. N'ayant reçu que peu de secours du roi de France, et n'espérant rien du roi d'Angleterre, il se vit hors d'état de soutenir la guerre, et après de longues hésitations il prit le parti de conclure une trêve avec le vice-roi de Naples, après quoi il licencia la plus grande partie de ses troupes. Mais le connétable de Bourbon, soit par un ordre secret de l'empereur, soit de son propre mouvement, refusa de consentir à cette trêve, et manquant d'argent pour payer ses troupes, il les fit marcher contre Rome, dont il leur promit le pillage. Son armée, forte d'environ trente mille hommes, était composée d'Italiens, d'Espagnols et d'Allemands, parmi lesquels se trouvaient une multitude de luthériens qui s'étaient enrôlés dans cette guerre contre le saint-siège, autant par haine que par l'espoir du butin. Aussi ne peut-on se faire une idée de tous les ravages qu'ils exercèrent dans les terres de l'Eglise. Les Romains, quoique surpris presque sans défense, opposèrent d'abord une résistance assez vive, et le connétable de Bourbon fut tué en voulant lui-même escalader la muraille pour animer ses troupes. Mais le prince d'Orange prit le commandement de l'armée, et la ville fut enfin emportée d'assaut le 6 mai 1527, et livrée pendant deux mois à la fureur d'une soldatesque effrénée dont la cruauté et les excès surpassèrent ceux des Goths, des Vandales et des autres barbares. Les maisons furent pillées, les citoyens égorgés, les femmes, les filles et les religieuses violées jusque dans les lieux saints où elles avaient cherché un asile; les églises et les monastères dévastés; les reliques, les vases sacrés et toutes les choses saintes

horriblement profanées. Les luthériens surtout déployèrent leur rage sacrilège dans la basilique de Saint-Pierre; ils fouillèrent jusque dans les tombeaux des souverains pontifes pour les outrager encore après leur mort; ils tirèrent les reliques hors de leurs châsses et les foulèrent aux pieds; ils changèrent la chapelle pontificale en écurie, se revêtirent des ornemens sacrés, et, travestis en prêtres, en évêques, en cardinaux, ils montèrent sur des ânes, et firent ainsi des processions dans les rues avec des railleries pleines d'impiétés et de blasphèmes. Enfin s'étant rassemblés dans une des chapelles du Vatican et imitant les cérémonies du conclave, après avoir déposé Clément VII, ils donnèrent leurs suffrages à Luther, et le proclamèrent pape. Les pillards, non contents d'avoir tout enlevé dans les maisons, voulurent encore obliger les plus riches citoyens à racheter leur liberté par des sommes énormes, et employèrent pour les y contraindre tous les raffinemens de la plus horrible cruauté. Un grand nombre de prélats, d'officiers et de marchands, furent pendus par les pieds, brûlés à petit feu, déchirés à coups d'étrivières, tenaillés, mutilés et torturés enfin d'une manière si affreuse, que plusieurs moururent dans ces affreux supplices.

Le pape s'était réfugié avec sa cour au château Saint-Ange, où la disette ne tarda pas à se faire sentir. Il était si sévèrement défendu de lui rien fournir, qu'une femme ayant mis quelques laitues dans un panier descendu par une corde le long des murs pour recevoir ce qu'on voudrait y apporter, le commandant des troupes espagnoles la fit pendre sur la place, à la vue du pape, qui pendant six jours en fut comme hors de lui-même. Il fut réduit bientôt à signer une capitulation par laquelle il s'obligeait à payer aux troupes une somme de quatre cent mille écus, en attendant les autres conditions que l'empereur jugerait à propos de lui imposer. Cependant Charles-Quint, à la première nouvelle de ces calamités,

affectant un profond chagrin , ordonna des prières publiques pour demander à Dieu la délivrance du souverain pontife, et par une hypocrisie détestable, il fit continuer ces prières pendant six mois qu'il continua de le retenir prisonnier. On ajoute même qu'il voulait le faire conduire à Madrid, pour le plaisir orgueilleux d'y voir un pape prisonnier après un roi de France , et qu'il ne fut retenu que par les représentations des évêques et la crainte de se rendre odieux à ses sujets. Enfin le pape n'obtint sa liberté au mois de décembre qu'en souscrivant à toutes les conditions de l'empereur, qui exigea notamment de grosses sommes d'argent et plusieurs places de sûreté. Quand tous les articles furent signés , le pape trouva le moyen de se sauver déguisé en marchand, et de se retirer à Orviêto sous la protection d'une armée française, que le roi avait envoyée en Italie. Henri VIII, roi d'Angleterre, contribua aux frais de cette expédition, et fit, de concert avec François 1^{er}, plusieurs démarches auprès de l'empereur pour la délivrance du pape. Mais il était moins poussé par le zèle pour la religion que par le désir de faire annuler son mariage avec Catherine d'Aragon, et ce fut pendant la captivité de Clément VII qu'il fit faire auprès de lui les premières démarches pour arriver à ce fatal divorce qui devint l'occasion du schisme de l'Angleterre (1).

Vers le même temps commença dans l'ordre des frères mineurs la réforme des capucins. Un religieux observantin nommé Matthieu Baschi , déplorant un jour dans l'oraison le relâchement qui s'était introduit dans son ordre , crut entendre une voix du ciel qui lui commandait d'observer à la lettre la règle de saint François. Aussitôt il prit un habit étroit et grossier avec un capuchon pointu, et, sortant secrètement du couvent de Montefalcone, il se rendit à Rome, où il se présenta au pape et lui dit qu'il était un prêtre de l'ordre de Saint-Fran-

(1) Guichard. — Cochl. — Sleid. — Du Bellay. — Ciacon.

çois, et que, désirant imiter sa vie sainte, il demandait de pouvoir, sous la protection du saint-siège, observer la règle à la lettre dans des ermitages, et travailler, sous l'habit dont il était revêtu, à la conversion des pécheurs. Le pape, touché de son zèle, lui accorda cette permission pour lui et pour ceux qui voudraient l'imiter, et promit de lui faire expédier un bref à ce sujet, sous la condition toutefois qu'il se présenterait tous les ans à son provincial dans le chapitre des frères mineurs. Ce bref fut expédié en effet au mois de juillet 1528. Mais auparavant, et même encore depuis, les supérieurs ordinaires persécutèrent vivement Matthieu et ses compagnons, qui furent quelquefois emprisonnés comme des apostats de l'ordre. Paul III confirma sept ans plus tard cette congrégation sous le nom de capucins, avec autorisation de se choisir un vicaire général, qui serait institué par le général des frères mineurs. D'autres réformes analogues s'étaient déjà établies depuis quelques années en Espagne, d'où elles s'étaient introduites en Italie, et le pape Clément VII les approuva par une bulle de l'an 1532, qui ordonnait aux supérieurs d'accorder des couvens aux religieux qui voudraient observer plus étroitement la règle. De là naquit la congrégation de l'étroite observance ou des récollets, qui demeura soumise au général des cordeliers. Cette congrégation, comme celle des capucins, ne fut établie en France que vers la fin du seizième siècle. Plusieurs franciscains réformés furent successivement envoyés au Mexique, où leur zèle, secondé par Cortez, produisit bientôt des fruits abondans. Ils se réunirent en synode à Mexico l'an 1524, sous la présidence d'un légat apostolique nommé par Clément VII, et firent divers réglemens touchant l'instruction et la conduite des nouveaux fidèles. Ils ordonnèrent notamment que ceux qui se présenteraient au baptême quitteraient toutes leurs femmes, à l'exception d'une seule qu'ils épouseraient selon les cérémonies chrétiennes.

On vit aussi commencer sous le pontificat de Clément VII les congrégations de clercs réguliers, dont la plus ancienne fut celle des théatins. C'étaient de véritables religieux qui ne différaient des autres que parce qu'ils conservaient l'habit du clergé séculier. Jean-Pierre Caraffe, archevêque de Théate, qui depuis fut pape sous le nom de Paul IV, et saint Gaëtan de Thienne avec Paul Consiglieri et Boniface de Colle, ayant pris la résolution d'imiter la vie des apôtres et de fonder sur ce plan un nouvel institut destiné à la réforme du clergé, se dédirent de leurs bénéfices et de leurs emplois entre les mains de Clément VII, et lui soumirent le projet d'une règle par laquelle ils s'obligeaient non-seulement à ne posséder ni fonds ni revenus comme les religieux de Saint-François, mais encore à ne point quêter, et à subsister uniquement de ce que la piété des fidèles viendrait leur offrir. Il y eut à ce sujet beaucoup d'opposition dans le consistoire; mais Caraffe et Gaëtan insistèrent avec tant de persévérance, que Clément VII, par une bulle du 24 juin 1524, approuva cet institut, et leur permit de recevoir tous ceux qui voudraient l'embrasser, de faire des constitutions pour le maintien de la discipline intérieure, et de se choisir sous le nom de prévôt un supérieur qui serait changé tous les trois ans. Les quatre instituteurs prononcèrent leurs vœux le 14 septembre; après quoi ils élurent pour premier prévôt Jean-Pierre Caraffe, de qui ils prirent le nom de théatins. Saint Gaëtan lui succéda au bout de trois ans, et alla plus tard fonder une maison à Naples, où il mourut en 1547. Ses miracles l'ont fait canoniser par Clément X.

Une autre congrégation de clercs réguliers fut instituée en 1526 par trois nobles milanais, pour travailler à l'instruction de la jeunesse, aux missions et à la conversion des pécheurs. Elle prit le nom de clercs réguliers de Saint-Paul, mais ils sont plus connus sous le nom de barnabites, parce qu'ils furent d'abord établis à Milan dans

l'église de Saint-Barnabé. Cet institut fut approuvé en 1528 par Clément VII, et confirmé quelques années plus tard par Paul III. Les barnabites, outre les trois vœux ordinaires de pauvreté, de charité et d'obéissance, s'obligent de plus à n'accepter aucune dignité hors de leur congrégation sans l'ordre du souverain pontife. Enfin, Jérôme Émiliani, noble vénitien, institua dans le même temps la congrégation des somasques, ainsi appelée du nom de son chef-lieu, entre Milan et Bergame. Ce fut d'abord une association de clercs et de laïques qui, se dévouant au soin des orphelins, établirent en divers endroits des maisons pour les recueillir, les élever et leur faire apprendre un métier. Ayant embrassé bientôt après la règle de saint Augustin, ils formèrent ainsi une congrégation de clercs réguliers, qui fut approuvée par le pape Paul III. Ils reçurent plus tard le nom de clercs réguliers de Saint-Mayeul de Pavie, à cause d'une église qui leur fut donnée dans cette ville avec la direction d'un collège. Cette congrégation ne s'étend pas hors de l'Italie et de la Suisse.

La faculté de théologie de Paris ne cessait de faire éclater son zèle contre les nouveautés, et de proscrire par des censures tout ce qui ressentait l'hérésie, soit dans les sermons de quelques prédicateurs téméraires, soit dans les productions clandestines d'une foule d'auteurs sans nom, et même dans les ouvrages des savans les plus renommés. Noël Beda, syndic de la faculté, après avoir publié avec son approbation un écrit contre les erreurs répandues dans les ouvrages d'Érasme, entreprit de les faire censurer, et déféra comme hérétiques, téméraires ou scandaleuses, un grand nombre de propositions extraites des différens écrits de cet auteur célèbre, et notamment de ses Colloques familiers et de ses Paraphrases sur le Nouveau Testament. Cette démarche causa les plus vives inquiétudes à Érasme, qui n'oublia rien pour prévenir une condamnation, jusqu'à solliciter à cet effet

l'intervention du parlement. François I^{er}, de son côté, ne consultant que sa passion pour les lettres, voulut arrêter les procédures de la faculté. Toutefois elle ne laissa pas de prononcer, en 1527, une censure motivée et flétrissante des propositions d'Érasme, où l'on voit, en effet, presque tout le venin du luthéranisme, notamment sur la confession, sur le divorce pour cause d'adultère, sur les vœux monastiques, sur le célibat et sur les lois de l'Église. Mais, par suite d'une défense du roi, cette censure ne fut publiée que quatre ans plus tard. Cependant l'hérésie continuait de se répandre secrètement dans le royaume, et les sectaires brisèrent à Paris, en 1528, une statue de la sainte Vierge placée dans une niche, au coin de la rue des Rosiers et de la rue des Juifs. Le roi promit une récompense à ceux qui découvriraient les auteurs de cet attentat sacrilège ; puis, voulant réparer l'outrage fait à la mère de Dieu, il fit faire une statue d'argent, et alla processionnellement la replacer au même endroit, où il fit mettre un treillis en fer pour la garantir de nouvelles insultes.

Le chancelier Duprat, nommé depuis trois ans archevêque de Sens et depuis un an cardinal, tint la même année 1528, à Paris, le concile de sa province, pour s'opposer aux progrès de l'hérésie et travailler par des réglemens de discipline à la réformation des mœurs. Tous ses suffragans y assistèrent en personne, à l'exception de l'évêque d'Orléans, qui s'y fit représenter par un grand vicaire. On remarque parmi eux Guillaume Petit, savant dominicain, confesseur de François I^{er}, et nommé depuis peu évêque de Troyes, et parmi les théologiens, dont les lumières contribuèrent aux importantes décisions de cette assemblée, le célèbre Clicthoue, Flamand de nation et docteur de Paris, qui s'était déjà signalé par plusieurs ouvrages pleins d'érudition contre les novateurs. Le concile dura près de huit mois, discuta cet immense chaos d'erreurs et d'opinions souvent contradictoires que

les hérétiques donnaient pour la parole de Dieu, et leur opposa des décrets où il établissait par des preuves solides les dogmes de la foi catholique. Ces décrets se rapportent à seize chefs principaux concernant l'unité et l'infailibilité de l'Église, sa visibilité perpétuelle, l'autorité des conciles, la canonicité des livres saints, la nécessité de la tradition, les lois ecclésiastiques, et les autres points rejetés par les réformateurs. On y joignit une lettre synodale qui en offrait le résumé, et qui s'étendait particulièrement sur les preuves de l'autorité de l'Église. Après ces décrets, on frappa d'anathème tous les hérétiques avec leurs fauteurs; on défendit de lire leurs écrits sous peine d'excommunication. On ordonna de procéder contre eux selon toute la rigueur des lois canoniques, et de livrer au bras séculier ceux qui refuseraient d'abjurer leurs erreurs; enfin, on enjoignit aux fidèles de les dénoncer, et aux magistrats de prêter main forte aux juges ecclésiastiques pour l'exécution de la sentence.

Les réglemens du concile touchant la discipline comprennent quarante articles, et se bornent pour la plupart à renouveler d'anciennes lois, ou à prescrire des mesures pour en assurer l'exécution et réformer ainsi les abus dont on se plaignait depuis si longtemps. Ils ont surtout pour objet la défense de rien exiger pour l'administration des sacremens ou les autres fonctions sacerdotales, le choix des sujets présentés pour les saints ordres ou pour les bénéfices à charge d'âmes; l'examen sévère de leurs mœurs et de leur capacité; la résidence des pasteurs, et l'indication des choses principales dont ils doivent instruire leurs peuples; l'assistance des chanoines au chœur; l'interdiction de toute musique profane dans les églises, l'obligation pour les ecclésiastiques et pour les religieux de porter l'habit de leur état; la défense de la chasse, du négoce, des jeux de hasard, des spectacles ou autres divertissemens mondains; la régula-

rité des moines, la vigilance épiscopale sur la clôture des religieuses, la défense d'imprimer aucun livre sur la religion sans la permission de l'évêque ; le renouvellement des censures contre les mariages clandestins ; enfin la suppression des légendes apocryphes et des images ridicules dans les églises. On trouve des décrets analogues tant pour la répression de l'hérésie que pour la réformation des abus dans un concile provincial de Bourges, tenu la même année sous la présidence de l'archevêque François de Tournon, qui fut depuis cardinal ; et tout porte à croire que des mesures semblables furent prises par des conciles qui se tinrent pour la même fin dans les autres provinces. On en a du moins une preuve pour le concile de Lyon dans une lettre de l'archevêque François de Rohan à l'évêque de Macon, qu'il commettait pour y présider en sa place, et à qui il envoyait un abrégé des actes du concile de Sens pour le soulager dans cette fonction.

Un autre objet de ces conciles fut de satisfaire à la demande que faisait François I^{er} d'une imposition sur les biens de toutes les églises pour la rançon de ses fils, toujours retenus en otage depuis le traité de Madrid. Ils furent enfin délivrés par suite d'un traité conclu à Cambrai, le 5 août 1529, et dont les principales conditions étaient que le roi renonçait à la suzeraineté de la Flandre et de l'Artois, ainsi qu'à toute prétention sur le duché de Milan et sur le royaume de Naples, et qu'à l'égard du duché de Bourgogne les prétentions de Charles-Quint seraient soumises à des arbitres. Un autre traité fut conclu au mois de juin de la même année entre le pape et l'empereur, qui promit de rendre au saint-siège les villes de Ravenne, de Modène avec quelques autres, et de rétablir les Médicis dans la souveraineté de Florence. Le pape, de son côté, s'obligeait à lui donner l'investiture du royaume de Naples, sans autre tribut qu'une haque-née blanche en signe d'hommage, avec le droit pour lui et ses successeurs de nommer aux huit archevêchés et à

seize évêchés de ce royaume. Il lui permettait, en outre, ainsi qu'à son frère Ferdinand, d'employer le quart des revenus ecclésiastiques de leurs états pour la guerre contre les Turcs. En effet, Soliman, sous prétexte de soutenir l'élection de Zapoli, qui s'était rendu son vassal, était entré au printemps dans la Hongrie, qu'il ne tarda pas à soumettre; et, s'avancant jusqu'en Autriche, il vint au mois de septembre de cette même année mettre le siège devant Vienne. Mais la vigoureuse résistance des assiégés l'obligea de se retirer au bout d'un mois, après avoir perdu plus de cinquante mille hommes devant cette place. Retournant alors en Hongrie, il fit reconnaître Zapoli par les états du royaume.

Cette invasion des Turcs, jointe aux troubles croissans du luthéranisme, fut une des causes qui déterminèrent Charles-Quint à faire son accommodement avec la France et avec le pape, et aussitôt après il passa d'Espagne en Italie pour conférer avec Clément VII, et de là se rendre en Allemagne, afin d'y mettre ordre aux affaires de l'empire et de la religion. On avait tenu à Spire, au mois de mars de cette année 1529, une diète nombreuse où, après bien des contestations, l'archiduc Ferdinand fit adopter un décret portant que, dans les lieux où l'édit de Worms avait été reçu, il devrait être rigoureusement observé, avec défense à toute personne d'y changer de croyance; que dans ceux où le luthéranisme était établi on tolérerait ce qui était fait, en attendant la tenue du concile général, mais qu'on ne pourrait point y abolir la messe, et ôter aux catholiques le libre exercice de leur religion, ni même permettre que le luthéranisme s'étendît davantage; enfin que les sacramentaires seraient bannis de l'empire, et les anabaptistes punis de mort. Quelque modéré que fût cet édit, l'électeur de Saxe, le landgrave de Hesse, le duc de Lunebourg et quelques autres princes, ne laissèrent pas de s'y opposer, et prétendirent qu'on ne pouvait, sans le consentement de

tous, déroger au décret de la diète précédente, qui avait accordé à chacun la liberté de religion jusqu'à la tenue du concile. Deux jours après, les députés de quatorze villes impériales, entre autres Strasbourg, Nuremberg, Ulm, Constance, Saint-Gall, Reutlingen, Jena et Windsheim, firent une protestation publique contre ce décret de Spire par un acte daté du 19 avril, où ils déclaraient appeler à l'empereur et au futur concile général ou national. C'est de là qu'est venu le nom de protestant donné aux hérétiques d'Allemagne, et étendu par la suite à tous les sectateurs de la prétendue réforme. Comme cette diète de Spire avait aussi pour but de prendre des mesures contre l'invasion des Turcs, Luther publia un écrit en allemand pour soutenir son étrange et absurde proposition, qu'on ne pouvait combattre les Turcs sans résister à la volonté de Dieu.

Charles-Quint venait d'arriver en Italie, lorsqu'une députation des princes et des villes luthériennes vint lui remettre au mois de septembre la protestation de Spire. Il la rejeta comme une œuvre factieuse, et dit avec fermeté qu'un décret rendu à la pluralité des voix, selon les lois de l'empire, ne pouvait être annulé par l'opposition de quelques-uns; qu'il avait donné ordre aux princes de l'observer, et qu'après avoir réglé les affaires d'Italie, il ne manquerait pas d'aller avec toutes ses forces mettre fin aux désordres de l'Allemagne. Les protestans, qui s'attendaient bien à cette réponse, avaient formé le projet de s'unir par une confédération pour opposer toutes les forces du parti à la puissance impériale. Mais comme plusieurs villes suivaient les opinions des sacramentaires, et qu'ainsi la diversité des sentimens offrait un obstacle à une solide union, le landgrave de Hesse, pour tâcher de mettre fin à ces dissensions, ménagea au mois d'octobre une conférence à Marpourg, où se trouvèrent, d'un côté, Luther, Mélanchthon, Osiantré et Brentius, et de l'autre Zuingle, OEcolampade et

Bucer. La dispute dura trois jours, et après bien des explications, des concessions et des équivoques, on parut convenir de tous les articles, à l'exception de l'eucharistie. Zuingle se relâcha sur plusieurs points, et malgré son pélagianisme outré, il admit, au moins en apparence, la doctrine de Luther sur la justice imputative et l'extinction du libre arbitre. Mais sur la présence réelle, il fut impossible de s'entendre. Luther eut beau la restreindre au seul moment de la réception de l'eucharistie, ou, en d'autres termes, consentir à ne reconnaître le corps de Jésus-Christ présent avec le pain qu'au moment de la communion, ce qui devint plus tard l'opinion générale des luthériens, Zuingle, qui voulait demeurer chef de parti, ne se contenta pas de cette modification, et persista dans son sentiment. Il demanda toutefois avec les autres sacramentaires, qu'on voulût bien, malgré le décret de Spire, les tenir pour frères, et l'on se promit une tolérance et une charité mutuelles. Mais cet accord ne dura guère. Les deux partis se vantèrent d'avoir remporté l'avantage dans la conférence, et publièrent des relations contradictoires qui aigrirent plus que jamais les esprits. Ce fut en vain que le landgrave, dans une autre réunion à Sulzbach, s'efforça d'opérer un rapprochement par des considérations d'intérêt politique : cette tentative échoua complètement, et il en fut de même à Smalcalde, où l'on se réunit quelque temps après pour la confédération (1).

Cependant Charles-Quint se rendit à Bologne au mois de novembre pour y conférer avec le pape, qui le couronna roi de Lombardie le 22 février 1520, et deux jours après empereur des Romains. Ils eurent ensemble de nombreuses entrevues, dont le principal objet fut la convocation du concile demandé par les protestans. L'empereur n'oublia rien pour faire agréer cette proposition ;

(1) Sleidan. — Cochl. — Hospin. — Pallavic.

mais le pape , craignant qu'on n'y entreprit, comme au concile de Bâle, de mettre des bornes à son autorité, représenta que cette demande des sectaires n'était qu'un prétexte pour pouvoir en attendant répandre leurs erreurs en toute liberté; qu'il fallait un remède plus prompt aux désordres de l'Allemagne, et que l'empereur, comme protecteur de l'Eglise romaine , et par le serment qu'il avait fait de défendre la religion, devait employer toutes ses forces pour faire exécuter l'édit de Worms. Charles-Quint se rendit à ces raisons, et convoqua une diète à Ausbourg pour essayer de ramener les sectaires ou de les réduire par la force; mais il insista pour que, dans le cas où ses soins ne réussiraient pas, on en vînt au concile. Comme les chevaliers de Rhodes, depuis leur expulsion de cette île, n'avaient trouvé aucun asile convenable pour servir de chef-lieu à l'ordre, le pape Clément VII, à la prière du grand maître Villiers de l'Isle-Adam, leur obtint de l'empereur l'île de Malte, alors presque déserte, où ils construisirent une grande et belle ville avec un grand nombre de forteresses répandues autour de l'île, et qui en firent une des meilleures places de guerre de toute l'Europe.

Charles-Quint, après avoir pris des mesures pour rétablir les Médicis à Florence et réglé quelques autres affaires, partit d'Italie pour se rendre à la diète d'Ausbourg, convoquée pour le 8 avril, mais dont l'ouverture fut prorogée au 20 juin de l'an 1520. C'est à cette diète fameuse que les luthériens firent paraître leur première confession de foi, connue sous le nom de Confession d'Ausbourg. Elle fut rédigée par Mélanchthon, qui employa toute son habileté pour y dissimuler ou atténuer sur plusieurs points les erreurs de la secte. Aussi quoique les luthériens en aient conservé le nom, ils ne cessèrent dans leurs confessions subséquentes d'en modifier la doctrine. Nous n'exposerons point ici le détail de ces variations perpétuelles, dont l'histoire ne saurait entrer dans

le plan de notre ouvrage. Nous signalerons seulement les principales à mesure que la suite des faits nous en fournira l'occasion. Il suffit pour en donner une idée, de remarquer que l'article de la confession d'Ausbourg concernant la présence réelle se trouve rapporté de quatre manières différentes dans les éditions qui en furent publiées cette même année ou peu de temps après. Ainsi l'une porte expressément que le vrai corps et le vrai sang de Jésus-Christ sont donnés sous les espèces du pain et du vin, ce qui est conforme à la doctrine catholique, et tout fait croire que c'est la version qui fut présentée à l'empereur ; une autre porte que le corps et le sang de Jésus-Christ sont donnés avec le pain et le vin, c'est-à-dire, qu'elle rejette la transsubstantiation ; une troisième contient à peu près la même chose en termes un peu différens ; enfin la quatrième laisse la question indécise, et porte seulement que le corps et le sang de Jésus-Christ sont vraiment présens, sans parler du pain et du vin. Cette confession de foi fut signée par l'électeur de Saxe, par le landgrave de Hesse, par cinq autres princes et par les représentans de plusieurs villes. Mais les députés de Strasbourg, de Constance, de Lindau et de Memingen, refusèrent de la signer à cause de l'article sur la présence réelle, et donnèrent séparément leur confession, rédigée par Bucer et Capiton. Elle s'exprime ainsi sur l'eucharistie : « Quand les chrétiens répètent la cène que Jésus-Christ fit avant sa mort, il leur donne par le sacrement son vrai corps et son vrai sang à manger et à boire véritablement, pour être la nourriture et le breuvage des âmes. » On voit qu'elle se borne à des termes généraux qui ne sont pas formellement contraires à la confession des luthériens, ni au dogme catholique, mais elle évitait de dire que le corps de Jésus-Christ nous est donné substantiellement, et pour aller au-devant des reproches sur cette réticence, Bucer ajoutait que s'éloignant de toute dispute et de

toute recherche curieuse et superflue, il se contentait de rappeler aux esprits la seule chose qui profite, et que Jésus-Christ ait eue en vue; c'est-à-dire, qu'étant nourris de lui nous vivions en lui et par lui. A la faveur de ces termes vagues, il s'accommodait si bien à toutes les opinions, que trois des villes qui avaient signé cette confession ambiguë, savoir Strasbourg, Lindau et Memmingen, passèrent plus tard à la doctrine de la présence réelle. Zuingle et les Suisses, quoiqu'ils ne fussent pas du corps de l'empire, envoyèrent aussi leur confession de foi, où ils disaient nettement que le corps de Jésus-Christ depuis son ascension n'est plus que dans le ciel, et ne peut être ailleurs, qu'à la vérité dans la cène il est comme présent par la contemplation de la foi, mais non pas réellement, ni par essence.

L'empereur, malgré les murmures de plusieurs catholiques, consentit à recevoir et à lire la confession de foi des luthériens, et chargea quelque théologiens, entre autres Eckius, Cochlée et Jean Faber, devenu évêque de Vienne, de l'examiner et d'en faire la réfutation. Ils combattirent par des preuves solides les erreurs qu'elle contenait; ils montrèrent qu'elle calomniait sur plusieurs points la doctrine des catholiques, et que sur beaucoup d'autres elle s'écartait de la doctrine jusqu'alors enseignée par les sectaires. Car entre autres choses elle admettait expressément le libre arbitre que Luther avait si fortement et si souvent combattu. Toutefois, pour user de tous les ménagemens possibles, l'empereur fit retrancher de la réfutation tout ce qui concernait ces variations avec quelques autres expressions un peu dures, puis l'ayant fait lire en présence des princes protestans, il la signa avec tous les princes catholiques. Il y eut ensuite plusieurs conférences où l'électeur de Brandebourg fit tous ses efforts et employa les considérations les plus puissantes pour engager les princes protestans à rentrer dans le sein de l'Eglise. Il leur fit envisager les troubles

et les guerres que leur obstination pouvait causer en Allemagne ; et comme ils opposèrent le vain prétexte de leur conscience, et la demande d'un concile, qui était réclamé aussi dans leur confession de foi, il leur représenta que Luther à la diète de Worms n'avait montré que du mépris pour l'autorité des conciles, que chaque jour encore il la combattait dans ses écrits ; enfin il leur demanda comment ils osaient croire leur conscience intéressée à suivre préférablement à la doctrine invariable de l'Église catholique, les erreurs de quelques sectaires qui ne pouvaient s'accorder entre eux ni avec eux-mêmes, et qui se condamnaient visiblement dans leur confession de foi, puisqu'ils y revenaient à la doctrine catholique sur plusieurs points qu'ils avaient auparavant rejetés comme des erreurs. Ces représentations ne purent vaincre l'opiniâtreté des protestans. Ils proposèrent néanmoins de choisir quelques personnes de part et d'autre, pour conférer sur les points controversés, et l'empereur y consentit. Le savant Eckius et Jean Cochlée prouvèrent si clairement dans ces conférences la vérité de la doctrine catholique, que les protestans tombèrent d'accord avec eux sur la plupart des articles. Mélanchthon se relâcha sur les jeûnes, sur les fêtes, sur la juridiction des évêques, et sur d'autres points. Mais Luther, qui se trouvait à Cobourg, et que l'on avait soin d'instruire de tout, mécontent de ces concessions et craignant pour son amour-propre, fit défendre à Mélanchthon d'aller plus loin. Ainsi les conférences furent rompues, et Mélanchthon, dont l'esprit flottait à tout vent de doctrine, fut chargé au nom du parti de rédiger une apologie de la confession de foi luthérienne. L'empereur après avoir employé inutilement les remontrances, les exhortations et les menaces auprès des princes protestans, fit dresser un projet de décret par lequel on leur accordait six mois pour renoncer à leurs erreurs, avec défense en attendant de laisser rien publier contre la

doctrine de l'Église, ni de souffrir aucune nouvelle apostasie. Mais ils refusèrent d'y souscrire.

Enfin l'empereur, irrité de cette obstination, publia le 19 novembre avec les princes catholiques un décret qui défendait d'enseigner les erreurs de Luther, aussi bien que celles des anabaptistes et des sacramentaires, d'abolir la messe, de rejeter les sacremens, les lois ou les cérémonies de l'Église, en un mot de rien changer dans la doctrine ou dans le culte catholique, sous peine de punition corporelle et de confiscation de biens, avec injonction de déposer les prêtres mariés, de rétablir les monastères, et de rendre les biens ecclésiastiques usurpés. On ajoutait que ce décret devrait être exécuté partout, et que celui qui userait de violence pour s'y opposer serait mis au ban de l'empire. Du reste, l'empereur promettait, pour la réforme des abus, d'engager le pape à convoquer dans six mois un concile général, de manière que l'ouverture en pût avoir lieu dans le cours de l'année. On confirma dans cette même diète la déposition d'Albert de Brandebourg, grand maître de l'ordre teutonique, et l'élection du chevalier de Cromberg, à qui l'empereur donna l'investiture de la grande maîtrise et du duché de Prusse. Il est à remarquer que cette mesure fut prise du consentement même des protestans. Charles-Quint, assuré des princes catholiques, et voulant fortifier sa puissance par la succession de l'empire dans sa famille, fit convoquer une assemblée des électeurs à Cologne pour faire élire son frère Ferdinand roi des Romains. L'électeur de Saxe refusa de s'y rendre, et adressa aux autres princes une protestation contre cette mesure, qu'il prétendait contraire aux lois et à la liberté de l'empire. Mais Ferdinand ne laissa pas d'être élu le 5 janvier 1531, et couronné quelques jours après à Aix-la-Chapelle (1).

(1) Chytr. *Hist. Conf. Aug.* — Georg. Célestin. — Sleidan. — Cochl. — Pallavic.

Cependant les protestans voyant l'empereur décidé à les soumettre, s'étaient assemblés à Smalcalde, où ils formèrent une ligue pour se soutenir par la force des armes. Ils résolurent en même temps de ne point reconnaître Ferdinand, et sous prétexte de défendre les libertés germaniques, ils s'adressèrent aux rois de France, d'Angleterre et de Danemark, pour solliciter leur alliance et leur secours. Henri VIII leur donna de belles paroles sans effet, le roi de Danemark répondit que malgré le cas qu'il faisait de la doctrine de l'Évangile, c'est-à-dire du luthéranisme, il était retenu par la crainte de blesser les évêques de son royaume. François I^{er} consentit à faire alliance avec eux, mais seulement pour défendre les droits et la liberté de l'empire ; vaine restriction qui pouvait servir tout au plus à sauver les apparences. Luther fit alors paraître un catéchisme, et deux libelles séditieux, l'un intitulé : Remarques sur l'édit prétendu d'Ausbourg, et l'autre, Avertissement aux Allemands, où il soufflait de tout son pouvoir le feu de la révolte. Il déclara en outre, dans une espèce de consultation, que bien qu'il eût toujours enseigné qu'il n'est pas permis de résister aux puissances légitimes, il s'en rapportait maintenant aux jurisconsultes, dont il avait ignoré d'abord les maximes, et qu'en effet il pouvait se trouver des extrémités fâcheuses où la conscience obligerait les fidèles à prendre les armes et à se liguier contre tous ceux qui voudraient leur faire la guerre, et même contre l'empereur. Ceci toutefois n'est rien encore auprès des fureurs où il s'emporta dans des thèses soutenues en 1540, et qu'il publia de nouveau cinq ans plus tard. Là, il comparait le pape à un loup enragé contre lequel tout le monde s'arme au premier signal sans attendre l'ordre des magistrats. « Si on est tué, ajoute-t-il, avant d'avoir donné à la bête le coup mortel, il n'y a qu'un sujet de se repentir, c'est de ne lui avoir pas enfoncé le couteau dans le sein. Voilà comme il faut traiter le pape. Tous

ceux qui le défendent doivent être aussi traités comme les soldats d'un chef de brigands, fussent-ils des rois et des Césars.»

Le landgrave de Hesse voulait faire entrer les sacramentaires dans la ligue protestante; mais l'électeur de Saxe, dominé par Luther, s'obstina toujours à n'y point consentir, et Bucer par l'ordre du landgrave, se mit à négocier pour faire souscrire un formulaire de foi commun aux deux partis. On verra plus tard le résultat de ces négociations. Zuingle de son côté avait fait conclure une ligue entre Berne, Bâle, Schaffhouse, Saint-Gall et Zurich, contre les cantons catholiques, et spécialement contre ceux de Lucerne, de Zug, d'Uri, de Schwitz et d'Underwald, qui s'opposaient le plus fortement à l'introduction de sa réforme. Il fit d'abord prendre des mesures pour gêner leur commerce, et après différentes vexations, il leur fit déclarer la guerre. La médiation de François I^{er} et des cantons de Glaris, de Soleure, de Fribourg et d'Appenzel, firent suspendre quelque temps les hostilités. Mais en 1531 les réformés firent une nouvelle défense de livrer du sel aux cinq cantons, et la guerre recommença. Les catholiques après avoir dissipé un corps d'environ douze cents hommes qui se trouvait sur la frontière, s'avancèrent à Cappel, près de Zurich, où ils remportèrent une nouvelle victoire. Zuingle, qui avait voulu se mettre à la tête des réformés, l'épée à la main, pour les animer, fut tué dans la bataille, et son cadavre brûlé par les catholiques. Les réformés, bien supérieurs en nombre, revinrent plusieurs fois à la charge, et furent constamment vaincus. Enfin après une cinquième bataille où ils perdirent plus de cinq mille hommes, ils se virent forcés de demander la paix. Elle fut conclue au mois de novembre de cette même année 1531, moyennant la condition que les cantons s'abstiendraient mutuellement de s'attaquer pour cause de religion. OEcoulampade mourut peu de jours après, soit d'une

fièvre augmentée par le chagrin, soit d'un empoisonnement volontaire, soit peut-être par la main de la femme qu'il avait épousée. Luther se vanta d'avoir prophétisé malheur aux sacramentaires, et écrivit que le diable avait étranglé pendant la nuit OEcolampade, et que Zuingle était mort damné comme un brigand et un séditieux. Celui-ci avait publié, quelque temps avant sa mort, une confession de foi adressée à François I^{er}, où il mettait dans le ciel, pêle-mêle avec Jésus-Christ et avec les patriarches et les apôtres, non-seulement Aristide, Scipion, Caton et d'autres idolâtres, mais jusqu'à Numa, le père de l'idolâtrie romaine, et jusqu'aux fausses divinités du paganisme, comme Hercule et Thésée.

La ligue de Smalcalde, et la guerre dont l'Autriche était menacée par les Turcs, empêchèrent l'exécution du décret d'Ausbourg. Soliman s'avancait dans la Hongrie à la tête d'une puissante armée, et Charles-Quint fit solliciter les princes protestans de joindre leurs forces aux siennes contre l'ennemi commun. Mais après diverses négociations s'étant assemblés à Schwinfurt en Franconie, pour délibérer à ce sujet, ils exigèrent que Ferdinand cessât de se porter pour roi des Romains, et que les protestans jouissent dans toute l'Allemagne de la même liberté et des mêmes privilèges que les catholiques. Ils s'assemblèrent de nouveau à Nuremberg au mois de juillet 1532 pour conférer avec l'électeur de Mayence et d'autres princes qui s'étaient rendus médiateurs d'un accommodement, et l'on convint enfin d'un traité qui fut publié au mois d'août dans la diète de Ratisbonne. Ce traité, connu sous le nom de paix de Nuremberg, portait qu'il y aurait une paix générale entre tous les états de l'empire, et que personne ne pourrait être inquiété pour cause de religion jusqu'au concile général, que l'empereur promettait de faire convoquer dans six mois pour être célébré au plus tard un an après, et que si le concile ne se tenait point, les états

d'Allemagne s'assembleraient pour régler d'un commun accord les affaires de la religion. Mais les sacramentaires et les anabaptistes furent exclus de cette tolérance. Tous les princes s'empressèrent alors de fournir des troupes à l'empereur, qui en peu de jours se vit à la tête d'une armée considérable. Elle s'élevait à plus de trente mille hommes de cavalerie, et quatre-vingt mille d'infanterie. Mais elle ne fit guère d'autre exploit que de tailler en pièces un détachement de quinze mille Turcs qui ravageaient l'Autriche. Soliman après s'être avancé jusqu'en Styrie, où il fit beaucoup de dégât, n'osant tenter le sort d'une bataille, reprit la route de Constantinople, et l'empereur ne jugea pas à propos de le poursuivre. Content d'avoir délivré l'Allemagne, il partit au mois de novembre pour l'Italie, où il eut à Bologne de longues conférences avec le pape au sujet de la convocation d'un concile. Clément VII y consentit, moyennant que les protestans promettaient de s'y soumettre, et il envoya pour cet objet vers l'électeur de Saxe un nonce accompagné d'un représentant de l'empereur. Mais les protestans assemblés à Smalcalde au mois de juin de l'année suivante, répondirent qu'ils ne pouvaient s'engager à suivre les décrets du concile avant de savoir comment on y procéderait; si l'on y déciderait d'après l'Écriture, et non point d'après les traditions humaines, et surtout si le pape et les siens prétendaient y être seuls juges. Ils insistèrent néanmoins fortement sur l'urgente nécessité d'un concile, pour définir la vraie doctrine, et terminer les contestations, mais ils demandaient, selon le langage du parti, un concile libre et saint, c'est-à-dire composé des nouveaux sectaires. Ainsi la négociation n'eut pas de suite.

Vers le même temps l'hérésie commença à s'introduire à Genève, où elle fut portée par les Suisses du canton de Berne, que cette ville avait appelés à son secours contre le duc de Savoie. Leurs premiers exploits

furent d'abattre les croix, de briser les images et de fouler aux pieds les reliques et les saintes hosties. Ils firent prêcher Farel, ministre de Berne, né à Gap en Dauphiné, et bientôt un grand nombre de personnes, surtout parmi la jeunesse, embrassèrent avec ardeur une prétendue réforme qui consistait à les affranchir des lois de l'Église et de toutes les obligations de la religion. Ce prédicant fut contraint de sortir de Genève par arrêt du conseil; mais Froment, son disciple, continua de répandre l'hérésie dans des conventicules où le peuple se rendait pour l'entendre, et le premier jour de l'an 1533, les sectaires le portèrent sur la place publique en criant : Prêchez-nous la parole de Dieu. Un décret de prise de corps, qui l'obligea de s'enfuir, n'arrêta pas les entreprises des novateurs. Ils s'assemblèrent dans un jardin hors de la ville, et un bonnetier nommé Jean Guérin y célébra leur première cène. Ces scandales, joints aux prédications téméraires d'un cordelier nommé Bouquet, déterminèrent le canton de Fribourg à signifier aux habitans de Genève que si l'on y recevait l'hérésie, il romprait l'alliance faite avec eux. Le canton de Berne fit de son côté une menace semblable, si l'on continuait de s'opposer à la prédication de la nouvelle doctrine. Dans cet état de choses, les deux partis coururent aux armes, les catholiques pour maintenir la religion de leurs pères, les protestans pour établir leurs nouveautés. Il y eut un grand nombre de personnes tuées, après quoi on vint à un accommodement, et le conseil fit publier un décret portant que l'on ne s'attaquerait point réciproquement ni par voies de fait ni en paroles; qu'on observerait l'abstinence de la viande les vendredis et samedis: qu'on ne parlerait point contre les sacremens de l'Église, et que personne ne prêcherait sans la permission des supérieurs. Les deux partis firent serment d'observer ces conditions. Mais bientôt après les troubles recommencèrent; un chanoine fut tué, le syndic blessé, et les Ber-

nois par leur crédit firent décréter la liberté de religion. L'évêque Pierre de la Baume, alors absent, revint peu de temps après, et voyant cette effervescence des esprits, il sortit au bout de quelques jours, malgré les représentations du conseil, pour se joindre au duc de Savoie. Sa retraite laissa le champ libre aux sectaires, dont le nombre s'accrut de tous les partisans de l'indépendance. Comme ils avaient fait alliance avec les Suisses, on les avait nommés *eignots*, d'un mot allemand qui signifie alliés, et de là vint par corruption le nom de Huguenots donné aux calvinistes. Il y eut encore pendant quelque temps une lutte très-vive entre les novateurs et les catholiques; mais enfin les premiers, soutenus par le canton de Berne, devinrent les plus forts. Farel et Froment étaient rentrés à Genève, et leurs prédications ne tardèrent pas à exciter un tel fanatisme, que la populace, conduite par trois capitaines de la ville, alla, tambour battant, d'église en église abattre les croix et les images, brûler les reliques, renverser les autels et les tabernacles. Le conseil ordonna ensuite, à l'exemple de Zurich et de Berne, une assemblée pour délibérer sur la religion. Un cordelier nommé Jacques Bernard, gardien du couvent de Rive, y déclama contre la présence réelle, le sacrifice de la messe, l'invocation des saints, le purgatoire et les vœux monastiques; après quoi il quitta son habit de religieux en présence de tout le monde, et épousa la fille d'un imprimeur. Comme l'évêque avait défendu aux catholiques d'assister à cette assemblée, on en fit présenter les actes aux dominicains, aux augustins, aux cordeliers, en leur demandant s'ils avaient quelque chose à y opposer. Ils répondirent que ce n'était point à des magistrats laïques à prononcer sur la religion, et qu'il n'appartenait à personne de mettre en question ce qui avait été cru dans tous les siècles et solennellement défini par l'Église. Enfin le conseil, composé de deux cents bourgeois, ouvriers ou marchands, publia en 1535 un décret

qui abolissait entièrement l'exercice de la religion catholique, avec ordre à tous les citoyens d'embrasser la réforme ; et pour laisser un monument de cette apostasie, on mit à l'hôtel de ville cette inscription en lettres d'or : « En mémoire de la grâce que Dieu nous a faite de secouer le joug de l'antechrist romain, et d'en abolir les superstitions. » Les ecclésiastiques, les religieux et tout ce qui restait de catholiques furent obligés de sortir de la ville. Plusieurs cordeliers imitèrent l'exemple de Jacques Bernard ; il y eut aussi une religieuse clariste qui apostasia ; mais toutes les autres demeurèrent fermes, et se retirèrent à Annecy, où le duc de Savoie leur fit préparer un couvent (1).

Les passions effrénées d'Henri VIII et son despotisme cruel avaient enfin précipité l'Angleterre dans un schisme déplorable. Ce prince était devenu éperdument amoureux d'Anne de Boulen, fille d'honneur de la reine, et comme elle lui déclara, pour l'enflammer davantage, qu'elle ne voulait se donner qu'à un mari, il forma le projet de faire rompre son mariage avec Catherine d'Aragon, princesse vertueuse dont il avait eu plusieurs enfans. On prétend que l'évêque de Tarbes, ambassadeur de François I^{er} auprès d'Henri VIII, lui avait inspiré des doutes sur la validité de ce mariage, pour le brouiller avec Charles-Quint, dont Catherine était la tante, et que le même motif porta le cardinal Wolsey à conseiller au roi ce projet de divorce, ou du moins à y donner lâchement les mains. Ce cardinal, d'une naissance obscure, et devenu successivement évêque de Winchester, archevêque d'York, premier ministre et légat en Angleterre, jouissait d'un crédit tout puissant, et joignait à ses talens des mœurs équivoques ou au moins toutes mondaines, et surtout une ambition démesurée. Il fit entrer d'abord l'Angleterre dans une alliance avec Charles-Quint, qui lui faisait espérer son appui pour arriver à la papauté,

(1) Spond. *Hist. de Genev.* — Cochl. — Sleid.

et lui écrivait des lettres flatteuses avec cette signature : Votre cousin Charles. Mais comme ce prince après ses victoires sur les Français affecta de le négliger et n'eut plus les mêmes politesses, Wolsey s'attacha, dit-on, à confirmer les vains scrupules du roi, et lui conseilla de faire alliance avec la France et de demander en mariage la duchesse d'Alençon, sœur de François I^{er}. Il se chargea de venir lui-même négocier le traité, qui eut lieu en effet; mais avant les conférences, il reçut une lettre qui lui ordonnait de se borner à conclure une alliance sans parler de mariage. De retour en Angleterre et instruit de la passion du roi, il ne négligea rien pour faire réussir son projet de divorce. On a vu que Henri VIII avait envoyé pour cet objet une ambassade à Clément VII pendant sa captivité, parce qu'il espérait que le désir d'être secouru par l'Angleterre rendrait ce pape plus facile, et Wolsey dans les instructions qu'il remit à l'ambassadeur ne manqua pas de faire valoir, en effet, les démarches que ce prince avait faites et faisait encore de concert avec la France pour la délivrance du souverain pontife. Il représentait que plusieurs théologiens ou canonistes fort habiles avaient déclaré nulle la dispense de Jules II, soit comme contraire au droit naturel et divin, soit comme subreptice et obtenue sur un faux exposé et pour des motifs qui n'existaient plus au moment du mariage; il ajoutait que le roi était tourmenté par les remords de sa conscience et par la crainte des troubles qui pourraient s'élever dans le royaume au sujet de la succession; enfin, après l'exposé de toutes les considérations les plus pressantes, il demandait d'être délégué avec quelques autres personnes du royaume pour prononcer sur cette affaire. Le pape, sans combattre ouvertement les demandes du roi, alléguait divers prétextes pour traîner en longueur, et fit examiner l'affaire par les plus savans théologiens; après quoi il tint un consistoire, où l'on prononça d'une voix unanime que le mariage du roi n'était pas contraire

au droit divin, et que dans une cause aussi claire il était inutile et même dangereux de nommer des commissaires pour la juger sur les lieux, où tout serait soumis à la puissance du roi. Cependant, par ménagement pour un prince qui s'était montré le défenseur de la foi, Clément VII promit la délégation demandée, mais avec des clauses et des restrictions telles, que le roi la jugea complètement inutile à ses vues. Ensuite, continuellement pressé par les ambassadeurs du roi et par les lettres de Wolsey, le pape nomma, au mois de juin 1528, deux commissaires, dont l'un était Wolsey lui-même et l'autre le cardinal Campège, réputé le plus habile canoniste de son temps. Leurs instructions leur ordonnaient de temporiser autant que possible, et Campège était porteur d'une bulle qu'il ne devait montrer qu'au roi et à Wolsey, mais dont on ne sait pas bien le contenu. Ce qui paraît résulter néanmoins de toutes les explications diverses qu'en donnent les historiens, c'est que le pape promettait de confirmer la sentence qui serait rendue, et de déclarer nul le mariage du roi, si les faits allégués pour invalider la dispense de Jules II étaient jugés véritables par les commissaires.

Campège, arrivé en Angleterre, s'efforça d'engager le roi à se désister de ses demandes, et ne pouvant rien obtenir de ce côté, il exhorta fortement la reine à se séparer volontairement du roi et à se retirer dans un monastère. Mais il ne réussit pas davantage. La reine soutint la validité de son mariage, et produisit la copie d'un bref annexé à la bulle de dispense, et qui obviait à toutes les chicanes, du reste méprisables, qu'on élevait au sujet de cette bulle. Elle récusait ensuite par une protestation publique les deux commissaires pour cause de suspicion, Wolsey comme ministre du roi, et Campège comme pourvu de l'évêché de Salisbéry dans le royaume. Le roi s'inscrivit en faux contre la copie du bref, dont on fit rechercher vainement l'original, et les commissaires,

voyant les difficultés se multiplier sans cesse, écrivirent au pape qu'il était au-dessus d'eux de prononcer sur l'authenticité d'un bref pontifical, et qu'il leur répugnait d'être juges dans un procès où l'on mettait en question si les papes avaient le pouvoir de dispenser en certains cas. Ils le priaient, en conséquence, de prononcer lui-même et de donner une bulle conforme à la minute qu'ils lui envoyaient, ajoutant que dans une affaire aussi embarrassée il ne fallait pas trop s'attacher à la rigueur des lois, et que si l'on ne donnait satisfaction aux désirs du roi et aux murmures des seigneurs, l'autorité du saint-siège et la religion seraient infailliblement ruinées en Angleterre. Cependant, sur les vives instances du roi, les commissaires se décidèrent à commencer les procédures, et les deux parties furent citées à comparaître; mais la reine ne se présenta que pour renouveler sa récusation. Les avocats du roi, développant les raisons qu'on a déjà vues, s'attachèrent surtout à prouver que la dispense était contraire au droit divin, et que le mariage de Catherine avec le prince Arthur avait été consommé. Ces vains prétextes, imaginés au bout de vingt ans pour satisfaire la passion d'un prince voluptueux, ne manquèrent pas de réplique. Les défenseurs de la reine prouvèrent dans plusieurs écrits que la loi mosaïque, sur laquelle on prétendait se fonder, non-seulement ne défendait pas d'une manière absolue le mariage entre beau-frère et belle-sœur, mais qu'elle l'ordonnait même quelquefois, comme nous l'avons fait voir précédemment. Ils nièrent aussi, d'après les plus fortes présomptions, la consommation du mariage avec le prince Arthur, et ajoutèrent qu'au surplus ce cas même avait été prévu dans la bulle de dispense, et qu'on ne pouvait d'ailleurs élever aucun doute sur l'authenticité du bref, dont la copie produite par la reine était signée par un nonce du pape, par un notaire apostolique, par l'archevêque de Tolède et par plusieurs ministres de la cour d'Espagne. Enfin, après

avoir répondu à toutes les autres allégations par des raisons également solides, ils concluaient que le mariage du roi avec Catherine ayant été légitimement contracté, était indissoluble de droit divin, et qu'il n'y avait nulle puissance sur la terre qui pût le casser (1).

Les choses étaient dans cet état, et les commissaires, malgré les continuelles instances du roi, ne cherchaient qu'à gagner du temps par des délais multipliés, lorsque Clément VII, ayant égard à la protestation de la reine, vivement appuyée par l'empereur, évoqua la cause à Rome, au mois de juillet 1529, avec injonction aux deux parties d'y comparaître dans quarante jours, soit en personne, soit par procureur. Cette mesure entraîna la disgrâce de Wolsey, qui s'était refroidi sur l'affaire du divorce et n'avait pas craint de dire qu'il se repentait de l'avoir entreprise. Le roi lui retira les sceaux, et le fit accuser d'avoir violé la loi *præmunire*, qui défendait de s'adresser à Rome pour obtenir des bulles ou des provisions de bénéfices. Wolsey dans sa défense eut beau représenter que cette loi n'avait jamais été mise en vigueur, et que d'ailleurs il avait obtenu l'assentiment du roi, dont il pourrait produire les lettres patentes, si on ne les eût pas saisies avec tous ses autres papiers. Il n'en fut pas moins condamné à la confiscation de tous ses biens, et le roi fit saisir son palais de Londres, lui enleva l'évêché de Winchester avec tous ses autres bénéfices, et ne lui laissa que l'archevêché d'York. La haine de ses ennemis, et surtout d'Anne de Boulen, ne fut pas encore satisfaite. On porta contre lui une accusation au parlement pour abus de pouvoir dans ses fonctions de chancelier, de premier ministre et de légat. Tant de coups imprévus accablèrent Wolsey, et lui causèrent enfin une maladie dangereuse. Le roi l'ayant appris, ne put s'empêcher d'en être ému, et lui envoya des lettres qui le déchargeaient de toute accusation. Wolsey, un peu réta-

(1) Sander. *De schism. Angl.* — Edm. Camp. *De divort. Henr.*

bli, ne songea plus qu'à se consacrer entièrement à ses fonctions épiscopales, et s'y prépara par une retraite chez les chartreux de Richemont. Mais ses ennemis, toujours acharnés à le poursuivre, agirent si bien auprès du roi, que le cardinal se vit arrêter au mois de novembre 1530, pour être conduit à la Tour de Londres, comme accusé de haute trahison. Ce fut en vain qu'il alléguait contre cette arrestation les privilèges de sa dignité, on n'y eut pas plus égard qu'à toutes ses autres protestations. Mais on put à peine le conduire jusqu'à l'abbaye de Leicester, où une fièvre violente l'obligea de s'arrêter, et il y mourut au bout de quelques jours, à l'âge de soixante ans, dans les plus grands sentimens de religion. Comme le lieutenant de la Tour était monté dans sa chambre pour le consoler : Si j'avais servi Dieu, lui dit le cardinal, aussi fidèlement que le roi, il ne m'abandonnerait pas ainsi dans ma vieillesse ; mais je suis puni avec justice pour avoir plus cherché à plaire au roi qu'à Dieu. Il le pria ensuite d'assurer le roi de sa constante fidélité, et de lui dire qu'en mourant il l'exhortait à se tenir en garde contre l'hérésie qui cherchait à s'introduire dans son royaume.

Le clergé, qui se montrait en général très-opposé au divorce, ne tarda pas à se ressentir de la disgrâce de Wolsey. On commença par faire des réglemens pour diminuer ses droits casuels ; ce qui ne fut pas difficile avec un parlement qui eut l'odieuse et lâche complaisance de faire une loi pour abolir les dettes d'Henri VIII, et le décharger de l'obligation de payer ses créanciers. Ensuite, par un inconcevable raffinement de tyrannie, on imagina d'impliquer tout le clergé comme complice dans le procès fait à Wolsey. Comme celui-ci avait été condamné pour avoir exercé les fonctions de légat en vertu d'une bulle non revêtue de lettres patentes, on étendit l'accusation à tous ceux qui avaient eu recours à lui ou seulement reconnu son autorité, et le clergé vit ainsi

tous ses biens frappés de confiscation, suivant la loi *præmunire*, sous le prétexte absurde de s'être soumis à un légat non-seulement approuvé du roi, mais investi de toute sa confiance. L'effet de cette mesure répondit aux vues du tyran. Le clergé de la province de Cantorbéry se réunit en assemblée générale, au nombre de neuf évêques et cinquante-deux abbés avec les députés du second ordre, et prit le parti, pour se délivrer de cette vexation, d'offrir au roi un don de cent mille livres sterling. On en dressa un acte, où les membres chargés de sa rédaction insérèrent, de concert avec la cour, une clause par laquelle on reconnaissait le roi comme chef suprême de l'Église et du clergé en Angleterre. Cette clause devint l'objet de vifs débats, et le vertueux archevêque de Cantorbéry, Guillaume Warham, proposa d'y ajouter au moins cette restriction : Autant que la loi de Dieu peut le permettre. Mais comme on signifia que le roi ne souffrirait aucun changement, l'acte fut enfin adopté et signé dans sa forme primitive. Le clergé de la province d'York fit peu de temps après une déclaration semblable. C'est ainsi que Henri VIII extorqua, en 1531, la reconnaissance au moins implicite de sa suprématie spirituelle, qu'il fit sanctionner trois ans plus tard par une loi expresse.

Cette reconnaissance aplanissait les obstacles au projet qu'il avait formé de faire prononcer son divorce par le parlement et le clergé de son royaume. Il ne laissait pas néanmoins de poursuivre ses négociations auprès du pape ; et espérant toujours par son opiniâtreté l'amener à ses fins, il lui avait envoyé, après l'évocation de l'affaire à Rome, une ambassade dont faisait partie Cranmer, que l'on verra bientôt jouer un rôle si infâme dans le schisme d'Angleterre. Comme cette ambassade n'eut d'autre effet que d'obtenir un ajournement, Henri VIII prit le parti de solliciter en faveur de son divorce les décisions des plus célèbres universités. Cranmer se rendit dans ce but

en Allemagne, où ses démarches et ses tentatives de corruption furent sans succès. Il ne put pas même gagner les universités protestantes, et quant aux deux universités anglaises d'Oxford et de Cambridge, on fut obligé de recourir aux abus de pouvoir et à la force pour sceller de leurs sceaux un simulacre de décision obtenue de quelques docteurs. On réussit un peu mieux en France, où l'autorité et les instances de François I^{er}, jointes aux sommes distribuées par les agens de Henri VIII, arrachèrent quelques décisions favorables. Toutefois, malgré tous ces moyens de séduction, plusieurs universités se prononcèrent formellement contre le divorce; il y eut dans les autres une très-forte opposition, et ce ne fut qu'après bien des intrigues, des sollicitations et même des menaces, qu'on obtint de l'université de Paris une décision rendue à quelques voix seulement de majorité. Il ne fallut que de l'argent pour gagner les légistes de Bologne et de quelques autres universités d'Italie. Henri VIII ayant ainsi acheté ou extorqué quelques avis favorables, après avoir fait imprimer et répandre avec profusion un écrit en faveur de son divorce, convoqua le parlement et le clergé pour faire prononcer la cassation de son mariage, et craignant une sentence du pape, il défendit, sous des peines sévères, à tous ses sujets de recevoir aucune bulle sans sa permission. Clément VII, informé de ces circonstances, adressa un bref à l'archevêque de Cantorbéry pour lui interdire, ainsi qu'à tous les prélats et à toute autre personne, non-seulement de juger mais de connaître de l'affaire du divorce. Il défendit, en outre, au roi de rien entreprendre à ce sujet, et surtout de contracter un nouveau mariage avant que le procès fût terminé à Rome. Mais cette défense produisit peu d'effet. Henri VIII n'en continua pas moins de poursuivre son affaire devant le parlement, et sans attendre la décision, il se sépara définitivement de Catherine, au mois de juillet 1534, et la relégua dans un château

écarté. Tant d'entreprises, qui tendaient évidemment à un schisme complet, donnèrent de la hardiesse aux partisans de Luther, déjà fort nombreux en Angleterre, où ils étaient secrètement protégés par Anne de Boulen. Mais le roi, à qui son orgueil ne permettait pas de se déclarer le prosélyte d'un homme qui l'avait traité de cochon, d'âne, de menteur, de fou enragé, ordonna d'exécuter rigoureusement les lois contre les hérétiques, et en conséquence trois protestans furent peu de temps après condamnés au feu.

Cependant, comme son affaire n'avancait guère plus en Angleterre qu'à Rome, il entreprit de forcer la main au pape et au clergé, et d'arracher par la crainte ce qu'il ne pouvait obtenir autrement. Il faisait agir son parlement contre les droits de l'Église, et semblait ensuite les protéger en différant de sanctionner les résolutions prises. C'est ainsi qu'il empêcha de rien statuer sur les plaintes élevées dans le parlement contre la juridiction épiscopale, et qu'il refusa de publier un décret rendu en 1532 pour abolir les annates et fixer les droits pour l'expédition des bulles, avec cette clause, que si le pape refusait de les expédier à cette condition, les évêques seraient institués par les métropolitains, et ceux-ci par deux évêques au choix du roi. La même loi déclarait nulles toutes les censures que le pape pourrait porter contre le roi ou contre son royaume, avec défense à toute personne de les observer. On proposa ensuite d'abolir le serment que les évêques prêtaient au pape, et de lui en substituer un autre qu'ils devraient prêter au roi, et dans lequel ils renonceraient aux engagemens contractés par le premier. Enfin, par un autre statut il fut expressément défendu d'interjeter aucun appel à Rome, ni d'avoir égard aux bulles des papes, aux défenses ou aux censures qui tendraient à empêcher ou à casser le jugement de toutes les causes en dernier ressort par les ordinaires ou les métropolitains.

Le pape, vivement affligé de la conduite de Henri VIII, lui adressa plusieurs lettres pour l'exhorter, avec tous les témoignages d'une affection paternelle, à rappeler son épouse légitime, et en cas de désobéissance il le sommait de comparaître avec Anne de Boulen, pour répondre sur le scandale qu'ils causeraient l'un et l'autre par un commerce adultère. Il ajoutait qu'il se voyait contraint avec regret d'en venir à ces extrémités, dont les intérêts de la religion et le soin de son salut lui faisaient un devoir indispensable. Mais rien n'était capable d'arrêter la brutale incontinence du roi. Il répondit au pape qu'il avait consulté les plus savans docteurs de l'Europe, qui tous avaient déclaré son mariage illégitime, comme contraire aux lois divines, dont personne sur la terre ne pouvait dispenser ; qu'il avait toujours été plein de respect pour le saint-siège, et qu'il s'empresserait d'obéir à ses ordres s'il le pouvait sans blesser sa conscience et scandaliser l'Eglise. Enfin, il déclarait qu'après avoir travaillé à renfermer la puissance des papes dans de justes bornes, il n'irait pas plus loin, à moins d'y être forcé, mais qu'il exhortait Clément VII à faire son devoir, et à se régler sur les décisions d'un si grand nombre de savans docteurs. C'était dire assez clairement qu'il passerait toutes les bornes pour satisfaire son infâme passion.

Il avait envoyé un agent à Rome, non comme procureur pour suivre le procès touchant son divorce, mais au contraire pour protester contre l'évocation que le pape en avait faite, et demander une nouvelle nomination de commissaires. Le pape, nonobstant les vives oppositions des agens de l'empereur, consentit à faire examiner cette demande en plein consistoire, et l'affaire ayant été agitée durant cinq mois, on conclut à prier le roi d'envoyer une procuration pour suivre le procès ; ce qu'il refusa obstinément. Cependant Clément VII voulut bien faire encore une nouvelle tentative pour le fléchir, et en même temps il lui adressa les propositions

sulvantes : Premièrement, que si le roi voulait désigner un lieu neutre, le pape y enverrait un légat avec deux auditeurs de rote pour instruire l'affaire, après quoi il prononcerait lui-même la sentence ; secondement, que si les princes chrétiens signaient une trêve de trois ou quatre ans, il convoquerait un concile général pour juger cette cause. Mais le roi répondit que dans les conjonctures présentes la trêve et le concile lui paraissaient impossibles, que d'ailleurs il avait les droits de sa couronne à maintenir, que les lois d'Angleterre ne permettaient pas de porter aucun procès hors du royaume, et que les canons eux-mêmes exigeaient que les causes matrimoniales fussent jugées sur les lieux. Il joignit à cette réponse une protestation en forme contre la citation à comparaître à Rome par lui-même ou par procureur. Enfin il demanda au pape de renvoyer le jugement de ce procès à l'archevêque de Cantorbéry, soit seul, soit avec trois arbitres, dont l'un serait nommé par le roi, un autre par la reine, et le troisième par François I^{er} ; et dans le cas où la reine voudrait appeler de la sentence rendue, il proposait de faire porter l'appel devant trois juges, dont l'un serait nommé par lui, un autre par le pape, et le troisième par le roi de France. On voit qu'il prétendait s'assurer du jugement par le choix de la majorité des juges ; car il pouvait compter sur celui que nommerait François I^{er}, et comme l'archevêché de Cantorbéry se trouvait vacant, il avait porté ses vues pour le remplir sur l'infâme Cranmer, dont il connaissait toute la servilité. Aussi le pape n'eut garde d'accepter ces propositions.

Sur ces entrefaites, les rois de France et d'Angleterre eurent une entrevue à Calais, au mois d'octobre 1532, pour y confirmer leur alliance, et Henri VIII, après s'être plaint vivement de l'évocation du procès à Rome, de la citation qu'on lui avait faite d'y comparaître par lui-même ou par procureur, puis des annates et autres exac-

tions sur les bénéfices d'Angleterre, sollicita François I^{er} de se joindre à lui pour interjeter appel à un concile où l'on remédierait aux abus que les papes faisaient de leur autorité. François I^{er} s'efforça de le calmer, et promit d'appuyer sa cause auprès de Clément VII, avec qui il devait avoir une conférence. Mais Henri ne fut pas plus tôt de retour en Angleterre, que trouvant sa concubine enceinte, il prit le parti de l'épouser secrètement. Ayant donc fait venir avant le jour un prêtre nommé Roland Lée, qui pour prix de sa crédule complaisance eut plus tard l'évêché de Coventry, il lui dit qu'il avait gagné son procès à Rome, et que le pape, en cassant son mariage avec Catherine, lui avait permis d'épouser une autre femme, pourvu que ce fût sans appareil, pour ne pas causer de scandale ; et comme le prêtre lui demanda s'il avait la sentence pontificale, et proposa de la faire lire devant des témoins, le roi répondit qu'elle était dans une cassette dont lui seul avait la clef, et que ce n'était pas le moment d'aller la chercher, mais qu'il pouvait se fier à sa parole. Sur cette assurance, Lée célébra la messe et fit la cérémonie du mariage ; après quoi Henri VIII n'attendit plus pour le publier que le moment très-prochain où il allait pouvoir enfin, sans le concours du pape, faire prononcer son divorce en Angleterre par le vil instrument dont il s'était assuré.

Le siège de Cantorbéry était devenu vacant, au mois d'août 1532, par la mort de Guillaume Warham, qui avait défendu jusqu'à ses derniers momens les principes de l'unité catholique. Henri VIII lui donna pour successeur Thomas Cranmer, ignoble et ambitieux courtisan dont la vie n'offre qu'un tissu d'infamies, de parjures, d'attentats sacrilèges et d'abominables lâchetés. On le verra toujours prêt à servir les honteuses passions du tyran, et employer son ministère avec une hypocrisie dégoûtante à leur aplanir les obstacles ; prêtre marié et luthérien secret, envoyant au bûcher, pour lui com-

plaire, des hommes dont le crime était de professer des doctrines qu'il approuvait lui-même; faisant serment de fidélité au pape, dont il s'apprêtait à détruire l'autorité; accommodant sa religion aux ordres du roi jusqu'à pratiquer des cérémonies qu'il regardait comme une idolâtrie; tour à tour catholique, schismatique, protestant, puis rétractant ses erreurs pour sauver sa vie, et y revenant dès qu'il vit cette rétractation inutile; et cependant les apologistes de la réforme anglicane ont eu l'impudence non-seulement de justifier ce scélérat sans conscience et sans courage, mais de le représenter comme un des plus grands et des plus vertueux prélats qu'il y ait eu dans l'Église. Il était né d'une famille obscure, et avait été d'abord professeur à l'université de Cambridge, d'où il se fit chasser pour s'être marié contre les réglemens; puis s'étant fait ordonner prêtre, il entra comme chapelain au service du père d'Anne de Boulen, fit un livre contre la validité du mariage de la reine Catherine, et devint bientôt le favori du roi, qui l'envoya en Italie comme on l'a vu, pour l'affaire du divorce. Il y joua si bien le rôle d'hypocrite, que Clément VII le fit son pénitencier. De là, passant en Allemagne pour acheter les avis des universités, il se lia avec les chefs du protestantisme, dont il partageait secrètement les erreurs, séduisit, dit-on, la sœur d'Osiandre, et fut contraint de l'épouser. Mais comme Henri VIII n'était pas disposé à souffrir cette union sacrilège, il fallut employer tous les stratagèmes pour la tenir secrète.

Quoique le pape ne pressentit que trop les desseins du roi dans la nomination d'un tel archevêque, néanmoins, pour ne pas l'exaspérer davantage par un refus, il accorda des bulles à Cranmer, qui ne craignit pas de se souiller en recevant, comme on parla bientôt dans le parti, le caractère de la bête. Elles sont datées du 22 février 1533, et ce furent les dernières bulles qui parurent en Angleterre. Cranmer, avant son sacre, prêta le

serment de fidélité qu'on avait coutume de faire au pape depuis plusieurs siècles. Il est vrai que pour mettre sa conscience à l'aise, il commença par faire une protestation par écrit portant qu'il ne prêtait ce serment que pour la forme, et qu'il n'entendait point préjudicier à l'obéissance qu'il devait à son souverain. Mais il oublia de protester soit contre les engagements qu'il prit dans la cérémonie de son sacre, célébré suivant le rite du Pontifical, comme de recevoir avec soumission les traditions des pères et de garder le célibat, soit contre la messe, la transsubstantiation et les autres dogmes ou cérémonies, qu'il continua d'admettre contre sa conscience, quoique condamnés par les luthériens comme des superstitions idolâtriques. C'est que de semblables protestations n'étaient pas du goût d'Henri VIII, et le vertueux Cranmer, pour ne pas préjudicier à l'obéissance qu'il lui devait, voulut bien lui sacrifier sa conscience luthérienne. Il ne jugea pas à propos toutefois de lui sacrifier sa femme, qui lui tenait plus au cœur que la religion.

Dès que Cranmer eut pris possession de son siège, il se hâta d'aller aussi prendre place dans le parlement, où l'on discutait depuis longtemps et toujours sans résultat la question du divorce. Son influence, en qualité de primat d'Angleterre, entraîna les esprits irrésolus, et l'on décida enfin à une grande majorité que le mariage du roi avec Catherine était contraire au droit divin, dont le pape ne pouvait pas dispenser; après quoi Cranmer écrivit au roi une lettre datée du mois d'avril 1533, pour lui signifier, avec un zèle vraiment courageux, que comme son pasteur et chargé du salut de son âme, il ne pouvait souffrir ce mariage, dont tout le monde était scandalisé. Ensuite, s'adjoignant quelques évêques, il fit citer le roi et la reine à comparaître, et sur le refus de Catherine, on la déclara contumace; puis le 23 mai on rendit un jugement qui déclarait son mariage radicalement nul. Cranmer signifia ce jugement à Henri VIII, en l'exhortant

gravement, avec son ton d'hypocrisie, à se résigner à la volonté de Dieu, et quelques jours après il rendit un autre jugement pour confirmer le mariage du roi avec Anne de Boulen, qui fut aussitôt couronnée reine d'Angleterre. Le pape, instruit de ces faits, aussi bien que de la publication en Angleterre de plusieurs écrits contre l'autorité du saint-siège, cassa les deux sentences de Cranmer, avec injonction au roi de se séparer d'Anne de Boulen, et de rétablir Catherine dans ses droits, sous peine d'excommunication. Mais Henri VIII, sans tenir compte de cette menace, se contenta d'interjeter appel au futur concile.

Cependant François I^{er}, avant ces extrémités, avait engagé le roi d'Angleterre à venir se joindre à lui pour défendre sa cause dans l'entrevue qu'il devait avoir avec le pape à Marseille. L'occasion et l'objet principal de cette entrevue était le mariage de Catherine de Médicis, nièce de Clément VII, avec le duc d'Orléans, second fils du roi de France. Le pape, enchanté d'une alliance si honorable pour sa famille, n'hésita pas à se rendre à Marseille, selon le vœu du roi, pour y célébrer lui-même le mariage, et conférer avec ce prince sur différentes affaires. Il fit son entrée dans cette ville au commencement d'octobre 1533 avec une magnificence extraordinaire, et le lendemain François I^{er}, accompagné de sa cour, fut admis à un consistoire où il baisa les pieds, la main et la joue du souverain pontife. Les princes ses fils baisèrent les pieds et la main, et les seigneurs ne baisèrent que les pieds. Le pape, sur la demande du roi, nomma quelques jours après quatre cardinaux français, parmi lesquels on remarque Odet de Châtillon, évêque de Beauvais, alors âgé seulement de dix-sept ans, et si fameux depuis par son apostasie. Cette promotion est d'autant plus remarquable qu'il y avait déjà six cardinaux français, dont le nombre, malgré les vieilles appréhensions de la politique italienne, fut ainsi porté jusqu'à dix. Comme les erreurs du protestantisme continuaient de

faire des progrès en France, le roi, qui avait fait alliance avec les princes luthériens d'Allemagne, profita de l'occasion pour appuyer leur demande touchant la convocation d'un concile général; mais les difficultés qu'on a vues précédemment empêchèrent l'effet de cette démarche. Le pape se contenta de publier une bulle foudroyante contre les hérétiques et contre ceux qui les protégeraient. Faible remède, dont l'expérience ne tarda pas à démontrer l'insuffisance.

Quoique l'état des choses fût complètement changé relativement au divorce d'Henri VIII, le roi de France, après avoir déterminé ce prince à force d'instances à envoyer des négociateurs à Marseille, interposa sa médiation auprès du pape pour ménager quelque moyen d'accommodement, et Clément VII, poussant l'indulgence aussi loin que possible, voulut bien promettre de juger l'affaire dans un consistoire d'où les cardinaux du parti de l'empereur seraient exclus. Mais les agents d'Henri VIII n'avaient pas les pouvoirs nécessaires pour consentir à cette proposition. Ils étaient chargés seulement de sonder les dispositions du pape, et quand ils le virent décidé à se réserver le jugement, ils lui signifièrent de la part du roi et de l'archevêque de Cantorbéry un appel au futur concile de tout ce qu'il avait fait ou pourrait faire à l'avenir, ce qui offensa tellement le pape, qu'au lieu d'écouter les sollicitations que faisait encore François I^{er}, il s'efforça, mais en vain, de le détacher des intérêts d'Henri VIII. Il partit peu après pour l'Italie, disposé à ne plus garder de ménagemens. Néanmoins François I^{er}, poursuivant ses tentatives d'accommodement, se hâta d'envoyer à Londres Jean du Bellay, évêque de Paris, pour donner au roi d'Angleterre quelques espérances et l'engager à renouer les négociations. Henri VIII y consentit, et Jean du Bellay partit sur-le-champ pour porter à Rome les propositions de ce prince. Elles furent agréées par le pape, qui fixa un délai au roi pour les signer et envoyer

un procureur. Jean du Bellay écrivit en conséquence à Henri VIII de faire parvenir avant le terme rigoureusement prescrit sa procuration en forme pour soumettre sa cause au jugement du pape, sous peine d'être condamné par contumace, et il lui fit espérer en même temps la pluralité des suffrages dans le consistoire. Cependant au terme fixé la procuration n'arriva point. On avait même appris à Rome que le roi d'Angleterre avait eu l'insolence de faire représenter et bafouer le pape et les cardinaux sur le théâtre. Clément VII résolut donc de ne plus différer, et le lendemain 23 mars 1524 il assembla son consistoire pour juger l'affaire instruite depuis longtemps, et rendit une sentence par laquelle il déclarait valide et indissoluble le mariage de Catherine, avec injonction à Henri VIII de la reprendre comme son épouse légitime, et de se séparer d'Anne de Boulen, sous peine des censures ecclésiastiques. Deux jours après arriva un courrier porteur d'une procuration et d'une lettre par laquelle Henri promettait, dit-on, de se soumettre au jugement du pape, moyennant les conditions convenues à Marseille. Mais la sentence était publiée, et le pape ne jugea pas à propos de la révoquer. Telle est la relation communément adoptée par les historiens d'après les mémoires de Martin du Bellay, frère de l'évêque de Paris. Toutefois nous devons observer que dans les lettres écrites par celui-ci après la sentence, il n'est pas fait mention de ce courrier arrivé trop tard. Quoiqu'il en soit, un grand nombre d'écrivains ont blâmé d'après ce récit la précipitation de Clément VII, et l'ont accusé d'imprudence pour avoir refusé un délai de quelques jours demandé par le négociateur français. Mais si on pouvait lui faire un reproche, ce serait plutôt d'avoir mis trop de lenteur dans cette affaire, et donné ainsi le temps à Henri VIII de préparer par toutes sortes de moyens le schisme funeste, qui après la sentence du pape fut aussitôt consommé (1).

(1) Sander. — Du Bell. — Legrand, *Hist. du div.*

Pendant que du Bellay négociait à Rome, le parlement d'Angleterre s'occupait d'abolir dans le royaume l'autorité du souverain pontife. Il déclara qu'elle n'était fondée sur aucun droit, ni divin ni humain ; qu'elle n'était qu'une usurpation sur la puissance royale ; qu'après avoir depuis trois cents ans fait de vains efforts pour la modérer, il ne restait plus qu'à l'abolir entièrement, et qu'ainsi le pape ne serait plus reconnu que pour évêque de Rome, sans aucun pouvoir en Angleterre. En conséquence on ordonna qu'on n'aurait plus recours à lui pour les bulles ou provisions des bénéfices ni pour aucune autre affaire ; que toutes les causes majeures réservées au saint-siège seraient jugées en dernier ressort par le roi et son conseil ; que les évêques ne pourraient plus s'assembler sans son ordre , et que leurs statuts ou réglemens n'auraient aucune force qu'il ne les eût approuvés. Tous les jours un prélat montait en chaire dans la cathédrale de Londres pour prêcher au peuple que l'évêque de Rome n'avait pas plus de pouvoir en Angleterre qu'un autre évêque étranger. Quand la sentence du pape fut connue , on s'empressa de confirmer et de promulguer ces lois avec un grand nombre d'autres qui complétèrent l'œuvre du schisme et l'asservissement de l'Eglise anglicane. Ainsi on ordonna que l'élection des évêques serait faite par les chapitres avec la permission du roi, et que les dispenses seraient accordées par l'archevêque de Cantorbéry, à charge de verser dans le trésor royal une partie de l'argent qu'elles produiraient. On abolit avec les annates et le denier de saint Pierre toutes les redevances attribuées par l'usage à la cour de Rome , et toutes les bulles de délégations, de provisions et de dispenses, ou autres expéditions émanées du saint-siège, sauf néanmoins celles qui étaient antérieures au 23 mars de cette année, pourvu qu'elles ne fussent point contraires aux lois du royaume. On confirma au roi et à ses successeurs le titre de chef suprême de l'Eglise et du clergé en Angleterre, avec le

droit de réprimer les erreurs et de corriger les abus, c'est-à-dire de prononcer sur la doctrine, de régler le culte et la discipline, et même de réviser toutes les anciennes lois canoniques, pour les approuver ou les rejeter selon qu'il le jugerait convenable. Comme il succédait ainsi à l'autorité du pape, il s'attribua naturellement les annates dont on avait dépouillé la cour de Rome, et en outre le droit de lever des décimes sur tous les bénéfices. Il défendit de donner le nom de pape à l'évêque de Rome, avec ordre d'effacer ce nom de tous les ouvrages sans exception où il pourrait se trouver, de sorte que tous les missels, les livres de prières, les ouvrages des théologiens et des jurisconsultes, furent barbouillés de ces ratures, et si l'on négligeait de se conformer à cet ordre également odieux et ridicule, c'était assez pour être puni de mort. On obligea même de marquer au commencement des œuvres de saint Léon, de saint Grégoire et des autres docteurs, qu'on n'approuvait point les passages relatifs à l'autorité du pape. Enfin le roi fit mettre dans les litanies cette imprécation sacrilège : De la tyrannie et des excès de l'évêque de Rome, délivrez-nous, Seigneur.

Le parlement, pour assurer l'exécution de tant de lois odieuses, déclara criminels de lèse-majesté et déchus du droit d'asile tous ceux qui oseraient les combattre par des écrits, par des prédications ou autrement, et défendit sous peine de mort toute relation avec le pape ou avec toute personne tenant de lui des pouvoirs. Il ordonna en outre la prestation d'un serment par lequel on jurerait de ne plus obéir au pape, et de reconnaître la suprématie du roi sur l'Église d'Angleterre, la légitimité de son mariage avec Anne de Boulen, et le droit de succession à la couronne en faveur des enfans issus de ce mariage; car le roi, par une injustice révoltante, avait fait déclarer illégitime et exclue du trône la princesse Marie, fille de la reine Catherine. On envoya partout

des commissaires pour exiger la signature de ce serment, et la plus grande partie du clergé souscrivit lâchement par crainte aux injonctions de la tyrannie. On avait déjà emprisonné un certain nombre de religieux et d'autres ecclésiastiques avec quelques seigneurs, pour avoir condamné le divorce du roi; ils furent mis à mort après la consommation du schisme, et bientôt, par suite des nouvelles lois, la plus horrible persécution commença contre ceux qui refusaient de prêter le serment de suprématie.

Ce fut pour ce motif que le tyran fit envoyer au supplice Thomas Morus et Jean Fischer, évêque de Rochester, regardés comme les deux plus grands hommes de l'Angleterre en savoir et en probité. Le premier avait remplacé le cardinal Wolsey dans la charge de grand chancelier, et s'en était démis pour ne point prendre part aux lois schismatiques. Quant à Jean Fischer, après avoir été membre du conseil sous le défunt roi, il avait continué à jouir de la même confiance auprès d'Henri VIII, qui, jusqu'à l'affaire du divorce, le regarda comme un père. Il avait eu la faiblesse de souscrire, dans l'assemblée du clergé, à la première déclaration de suprématie, avec cette clause restrictive : Sauf l'obéissance due aux lois de Dieu. Mais il ne tarda pas à s'en repentir, et quand on déclara par une loi cette suprématie absolue, il s'y opposa vivement, et refusa le serment exigé. Le roi, oubliant alors les services de ce vertueux prélat, le fit enfermer aussi bien que Thomas Morus à la Tour de Londres, et confisquer tous leurs biens. Ils demeurèrent ainsi prisonniers pendant plus d'un an, traités avec une telle rigueur, que Fischer, âgé de quatre-vingts ans, fut obligé de demander au ministre une couverture pour se défendre du froid, et l'on doute qu'il l'ait obtenue. Le pape Paul III, pour empêcher au moins d'attenter à ses jours, le nomma cardinal; mais cette faveur ne servit au contraire qu'à hâter sa mort. Le roi, regardant cette élé-

vation comme un affront fait à lui-même, dit en se moquant du pape : Qu'il envoie son chapeau quand il voudra, j'aurai soin que la tête qui doit le porter n'existe plus. En effet il ordonna aussitôt de faire le procès à Fischer, qui fut condamné le 17 juin 1535 comme coupable de haute trahison, pour son attachement à l'autorité du pape, et quatre jours après on lui trancha la tête. Cet illustre prélat avait gouverné l'Église de Rochester avec une grande édification pendant trente ans. Il fut un des plus savans controversistes de son temps, et l'on a de lui, outre plusieurs ouvrages de piété, un grand nombre d'écrits solides contre les erreurs de Luther, d'OEcolampade et des autres novateurs. On croit qu'il eut beaucoup de part au traité d'Henri VIII contre Luther, et qu'il voulut par modestie en laisser toute la gloire à ce prince.

Quand Morus apprit la mort de Fischer, il se mit en prière, et dit à Dieu qu'il se reconnaissait indigne de la gloire du martyre, et qu'il y avait bien loin de lui au saint prélat qui venait de l'endurer, mais qu'il suppliait néanmoins sa bonté infinie de le faire participer à la même couronne. Beaucoup de personnes vinrent alors pour l'engager à se soumettre, et sa femme le conjura dans les termes les plus touchans de ne pas abandonner ainsi sa fortune et sa famille. Comme elle insistait toujours, il lui demanda combien de temps elle présumait qu'il pût vivre encore. Elle répondit : Au moins vingt ans. — Eh bien ! reprit-il, irai-je donc préférer vingt ans à l'éternité ? Quand on le vit inébranlable, on commença son procès. Les juges le pressant encore de reconnaître la suprématie du roi et l'abolition de l'autorité du pape, il répondit qu'ayant toujours fait profession de la doctrine catholique et entendu plusieurs fois répéter que la puissance du pape n'était que de droit humain, il avait étudié cette question pendant sept ans, et qu'il s'était affermi de plus en plus dans la conviction que la puissance pontificale était fondée sur le droit divin. C'est

là ma croyance , poursuivit-il , dans laquelle , avec la grâce de Dieu , je prétends mourir. On ne manqua pas de lui dire que son refus était une révolte et une trahison, et de lui demander s'il se croyait plus vertueux et plus éclairé que le parlement et le clergé d'Angleterre. Il fit alors cette belle réponse , qu'il se défierait de lui-même s'il était seul contre tout le parlement ; mais que s'il avait contre lui le grand conseil d'Angleterre, il avait pour lui toute l'Église , ce grand conseil des chrétiens. Il ajouta que l'autorité du clergé d'Angleterre, qui même n'avait pas été libre, ne pouvait l'emporter sur celle des conciles généraux, sur la croyance unanime de la France, de l'Espagne, de l'Italie et de toute l'Église catholique. Les juges craignirent de lui en laisser dire davantage en présence du peuple, et prononcèrent la sentence de mort, après quoi on le reconduisit en prison. La veille du supplice, qui fut différé de quelques jours, il écrivit à sa fille avec du charbon, et sur un lambeau de papier, qu'il brûlait du désir de voir son Dieu et de mourir le lendemain, qui était tout à la fois le jour de l'octave du prince des apôtres et la fête de la translation de saint Thomas de Cantorbéry, son patron. Il fut exécuté, selon ses vœux, le 6 juillet. Arrivé au pied de l'échafaud , après avoir chanté le psaume *Miserere*, il prit le peuple à témoin qu'il mourait dans la profession de la foi catholique, et souffrit la mort avec la constance et la joie des anciens martyrs. On a de lui entre autres ouvrages un écrit contre Luther et un traité de politique sous le titre d'Utopie.

Le supplice de ces deux grands hommes répandit la terreur et la consternation dans toute l'Angleterre. Henri VIII avait régné vingt-cinq ans sans faire condamner pour crime d'état que deux personnes, dont la mort ne peut lui être reprochée ; mais depuis la consommation du schisme il devint le plus exécration des tyrans ; une multitude innombrable d'ecclésiastiques, de religieux et d'autres personnes de toute condition, périrent

dans les supplices pour n'avoir pas voulu sacrifier leur conscience aux volontés de ce monstre ; et comme les formalités de la justice pouvaient gêner sa cruauté, il imagina de faire rendre par son vil parlement des lois pour condamner les accusés sans les entendre. On peut se faire une idée de sa féroce barbarie par l'horrible traitement qu'on fit éprouver au prieur de la chartreuse de Londres. On le suspendit d'abord au gibet, puis on coupa la corde, et quand il fut retombé à terre tout vivant, on l'éventra pour lui arracher le cœur et les entrailles, que l'on jeta au feu ; après quoi on sépara la tête du corps, qui fut ensuite divisé en quartiers, et l'on cloua un de ses bras sur la porte du couvent et les autres membres en différens endroits de la ville. Voilà par quels moyens le tyran fit reconnaître sa suprématie. Il n'oublia rien pour gagner le célèbre Renaud Polus, son proche parent, qui descendait par sa mère de la famille royale des Plantagenets ; et ne pouvant lui faire approuver ni son divorce ni sa suprématie, il porta, dit-on, plusieurs fois la main à son épée pour le tuer, et le réduisit ainsi à se bannir volontairement du royaume. Polus n'était pas moins distingué par ses vertus et ses talens que par son illustre naissance. Il achevait ses études à l'université de Paris, lorsqu'il s'attira la haine de Henri VIII par son refus de concourir aux démarches faites pour obtenir l'approbation de cette université en faveur du divorce. Il ne laissa pas de retourner en Angleterre ; mais n'ayant pas voulu souscrire à la déclaration du clergé, qui reconnaissait le roi comme chef de l'Église, et voyant sa vie menacée, il prit le parti de se retirer en Italie, où il publia contre les entreprises schismatiques de Henri VIII un savant écrit sous le titre *De l'union ecclésiastique*. Le roi, à qui il adressa cet écrit, le fit réfuter par Gardiner, évêque de Winchester, par Tonsal, évêque de Durham, et par plusieurs autres. Il employa en même temps toutes les ruses et tous les artifices pour attirer Polus en Angleterre ; et

n'ayant pu le faire tomber dans le piège, il confisqua tous ses biens, et porta la fureur jusqu'à mettre sa tête à prix. Le pape Paul III, pour récompenser ou plutôt dédommager cet illustre et généreux défenseur de l'unité catholique, le nomma cardinal en 1536.

Cependant le parlement d'Angleterre, en abolissant l'autorité du pape, avait déclaré par une loi expresse que ni le roi ni ses sujets ne prétendaient point s'éloigner de la foi catholique, et quoiqu'il eût modifié les procédures contre les hérétiques, et soumis leur jugement à l'approbation du roi, il avait maintenu formellement les peines ordonnées contre eux. Il y eut en conséquence plusieurs personnes condamnées au feu pour avoir soutenu opiniâtrément les erreurs du luthéranisme ou pour y être retombées après leur abjuration. On n'épargna pas même les cendres des morts, et l'on fit déterrer et brûler le corps d'un individu nommé Guillaume Traci, parce qu'il avait mis dans son testament qu'il ne demandait point de prières pour son âme, et qu'il mettait uniquement sa confiance en Jésus-Christ, sans rechercher l'intercession des saints. Le duc de Norfolk, Gardiner, évêque de Winchester, Longland, évêque de Lincoln, et plusieurs autres qui avaient eu la lâcheté de souscrire au divorce et à la suprématie du roi, employaient toute leur influence pour s'opposer aux erreurs de la nouvelle réforme; mais après avoir ouvert la porte à l'hérésie, on tenta vainement d'en arrêter les progrès et de soumettre les esprits aux décisions du pouvoir laïque, évidemment sans autorité et sans mission. Les livres de Luther, malgré les défenses du roi, se répandaient de tous côtés, ainsi que d'autres libelles où l'on attaquait l'invocation des saints, le culte des reliques et des images, le mérite des bonnes œuvres et les autres dogmes catholiques. Un luthérien nommé Tindal publia une traduction du Nouveau Testament toute remplie d'erreurs; et peu de temps après, Cranmer et d'autres évêques de son parti firent décider, malgré l'op-

position de Gardiner, qu'on donnerait au peuple une traduction de la Bible en anglais; ce qui fournit aux plus ignorans une occasion de s'ériger par des interprétations arbitraires en juges des controverses.

Les novateurs étaient appuyés par Anne de Boulen, qui parvint à faire nommer plusieurs luthériens à des évêchés, notamment ses deux aumôniers Schaxton et Latimer aux évêchés de Salisbury et de Worchester. Elle contribua aussi à l'élévation de Thomas Cromwel, autre luthérien caché, dont le nom, comme celui de Cranmer, est souillé de sang et d'infamie. Fils d'un forgeron du comté de Surrey, après avoir exercé d'abord le métier de son père, il se fit soldat, et devint ensuite domestique du cardinal Wolsey, qui le fit entrer à la chambre des communes. Son activité, ses intrigues, son servile dévouement et sa bassesse vénale, lui concilièrent la faveur d'Anne de Boulen et bientôt après celle du roi, qui ne tarda pas à voir dans cette âme corrompue le vil instrument qu'il fallait à sa tyrannie. Ce prince le fit successivement garde des chartres royales, secrétaire d'état, comte d'Essex, premier ministre, et enfin son vicaire général pour les affaires ecclésiastiques, avec pouvoir de présider aux assemblées du clergé et de connaître de toutes les matières spirituelles. Un des premiers conseils que ce vil ministre donna au roi après la déclaration de suprématie, fut d'abolir les monastères et de s'emparer de leurs biens. Le duc de Norfolk et Gardiner avec plusieurs autres combattirent vivement cette mesure, mais leur opposition échoua contre la cupidité du roi. Il comprit toutefois que cette entreprise exciterait de vifs mécontentemens, et jugea nécessaire pour la faire réussir de chercher des prétextes et de se couvrir du zèle de la réforme.

En conséquence, après avoir ordonné aux évêques, en sa qualité de chef de l'Église, de faire avec sa permission la visite de leurs diocèses, il nomma Cromwel

visiteur général des couvens et de tous les lieux privilégiés, avec pouvoir de déléguer d'autres personnes. On choisit des hommes corrompus à qui on donna pour mission d'informer de l'état des monastères, de leurs revenus, du nombre des religieux, de la manière dont on observait la règle, et de faire un rapport sur les abus et les désordres. Ils ne manquèrent pas de remplir fidèlement leur tâche et de trouver tout ce que l'on désirait, c'est-à-dire les déréglemens réels ou supposés qui devaient servir de prétexte à une odieuse spoliation. Ils employèrent en outre les promesses, les menaces et des vexations de tout genre pour obliger les religieux à faire au roi une cession des biens de leurs monastères, et ces moyens réussirent auprès de quelques prieurs, qui firent cet abandon avec le consentement de leur communauté. On s'empressa de publier les rapports des visiteurs ; après quoi le roi publia une ordonnance qui permettait à tous les religieux de quitter leurs monastères pour vivre en séculiers, avec obligation expresse d'en faire sortir tous ceux qui avaient moins de vingt-quatre ans, et pour cet effet il les déclarait par cette ordonnance déliés de leurs vœux. Cette mesure n'ayant pas réussi au gré de ses desirs, il fit rendre une loi, au commencement de l'an 1536, pour supprimer tous les petits monastères, c'est-à-dire ceux dont le revenu n'excédait pas deux cents livres sterling. Ensuite, par une autre loi rendue bientôt après, on accorda au roi toutes ces maisons, au nombre de trois cent soixante-seize, avec tous leurs biens meubles et immeubles, pour en disposer comme il le jugerait convenable. Cette loi fut cependant vivement combattue dans la chambre des communes, et pour la faire adopter, il prit le parti de faire venir les députés et de leur signifier que si elle ne passait pas il y aurait parmi eux quelques têtes de moins. Il s'empara aussitôt des calices, des ciboires et de toute l'argenterie des monastères ; il fit démolir les bâtimens et les églises pour en vendre les

matériaux, et réunissant quelques terres à son domaine, il vendit les autres à vil prix aux complices de sa tyrannie et de ses attentats sacrilèges.

Ce pillage excita de violens murmures et même des soulèvemens dangereux. Quelques seigneurs condamnèrent ouvertement, dans la province de Lincoln, la confiscation des monastères fondés par leurs ancêtres, et qui étaient tout à la fois un asile pour leurs enfans trop nombreux et un lieu d'hospitalité dans leurs voyages. Les pauvres souffraient encore plus impatiemment de se voir privés des aumônes qu'ils étaient habitués à recevoir dans ces maisons, ou du travail journalier qui fournissait principalement à la subsistance de leurs familles. Les mécontents prirent les armes dans cette province, puis dans celle d'York, et l'on vit bientôt une armée de quarante mille hommes qui réclamaient le rétablissement des monastères et de l'autorité du pape, et la punition des luthériens et des autres novateurs. Le roi, après avoir tenté vainement de réprimer la révolte, fut réduit à capituler. Il accorda une amnistie aux insurgés, et promit d'assembler au plus tôt un parlement pour faire droit à leurs demandes. Mais dès que le péril fut passé, il ne tint aucun compte de ses promesses. Il supprima, au contraire, quatre ans plus tard, tous les autres monastères sans exception; et comme cette riche proie ne suffisait pas encore à son insatiable avidité, il se fit donner par une loi le pouvoir de disposer à volonté de tous les biens des hôpitaux et des collèges, ainsi que de toutes les rentes et fondations en faveur des églises. Enfin ses profusions étaient si désordonnées, que malgré tant de déprédations il ne laissa pas d'accabler les peuples de nouveaux impôts, et d'extorquer de son lâche parlement une nouvelle abolition de ses dettes (1).

La reine Catherine était morte, au mois de janvier 1536,

(1) Sander. — Burnet. — Rainald.

dans les sentimens de résignation et de piété dont elle n'avait cessé de donner l'exemple. Elle écrivit dans ses derniers momens une lettre au roi pour l'exhorter dans les termes les plus touchans à revenir de ses égaremens, et à penser enfin à la grande affaire de son salut. Le roi en lisant cette lettre ne put s'empêcher de verser des larmes, et pour honorer les vertus d'une si digne épouse, il la fit enterrer avec beaucoup de solennité, et commanda à toute sa maison de prendre le deuil. Anne de Boulen affecta de se parer plus magnifiquement qu'à l'ordinaire ; mais sa joie ne dura pas longtemps. Trois mois après elle périt sur un échafaud, par suite d'une accusation d'adultère avec quatre seigneurs de la cour et d'inceste avec son propre frère. Le roi voulut auparavant faire casser son mariage, et l'infâme Cranmer, qui l'avait déclaré valide, ne balança pas à l'annuler. Comme elle était condamnée au feu, on lui fit espérer sa grâce, ou du moins une commutation de peine, pour lui faire avouer qu'elle avait contracté un mariage avec milord Percy avant d'épouser le roi ; et cette déclaration, arrachée par la crainte et démentie non-seulement par la notoriété publique, mais encore par un serment solennel de milord Percy, suffit au servile primat pour prononcer une sentence conforme aux désirs du roi. C'est ainsi qu'il ne rougit pas de flétrir sa première sentence et d'abandonner lâchement sa bienfaitrice, dont la fille Élisabeth fut déclarée illégitime et exclue du trône. Le roi s'habilla de blanc le jour du supplice d'Anne de Boulen, et épousa le lendemain Jeanne de Seymour.

Vers le même temps le fanatisme des anabaptistes se réveilla en Allemagne, et surtout dans la Westphalie et la Hollande. Ils se répandirent de tous côtés dans les villes et les campagnes, et firent un grand nombre de prosélytes. Leurs principaux docteurs étaient Jean Mathison, boulanger de Harlem, et Jean Bécold, tailleur d'habits, plus connu sous le nom de Jean de Leyde. Le

premier s'était fait de la réputation parmi ces fanatiques par un livre intitulé *Du rétablissement*, dans lequel, outre d'autres erreurs sur la trinité et l'incarnation, il développait les principes de la secte sur la communauté des biens, sur l'abolition des lois et de l'autorité des magistrats, et enseignait qu'avant le jour du jugement il devait y avoir un royaume temporel de Jésus-Christ sur la terre, où les saints, c'est-à-dire ceux qui se feraient rebaptiser, formeraient une monarchie universelle dont tous les membres auraient les mêmes droits, et que l'établissement de ce royaume allait s'accomplir par l'extermination des tyrans et des impies. Ayant reçu le titre d'évêque par les anabaptistes d'Embsen, il se donna bientôt après pour un prophète, prit le nom de Moïse, puis celui d'Énoch, et choisissant douze apôtres, il souffla sur eux pour leur communiquer son esprit, et les envoya prêcher sa doctrine en différens endroits de l'Allemagne et des Pays-Bas. Il se rendit lui-même avec plusieurs de ses disciples à Munster, où bientôt arrivèrent pour entendre le nouveau prophète une foule de bandits ou de vagabonds séduits par l'attrait de la licence, et de paysans fatigués du joug des seigneurs. Mathison et Bécold se mirent à leur tête, et coururent par la ville en criant : Faites pénitence et recevez un nouveau baptême, ou bien la colère de Dieu va s'appesantir sur vous. Les magistrats leur firent donner l'ordre de quitter la ville ; mais ils répondirent que Dieu leur ordonnait de rester et de travailler au rétablissement de la vraie doctrine. Les luthériens étaient fort nombreux à Munster, où ils s'étaient introduits à main armée, et s'étaient fait livrer six églises pour y prêcher publiquement leurs erreurs. Leurs ministres voulurent entrer en conférence avec ces nouveaux venus qui se servaient de leurs principes pour les combattre ; car ils prétendaient comme eux s'en tenir à l'Écriture sainte, interprétée par chaque individu, et séduisaient un grand nombre de sectaires en demandant,

d'après ce principe, en quel endroit des livres saints on lisait qu'il était permis de baptiser les enfans. La conférence, comme on le pense bien, n'eut aucun résultat, et les anabaptistes enlevèrent les églises aux luthériens. On voulut recourir à la force contre ces fanatiques ; mais ils prirent les armes, et on fut obligé d'en venir à un accommodement par lequel on convint que les trois partis qui divisaient la ville, savoir, les catholiques, les luthériens et les anabaptistes, professeraient librement leur religion, et vivraient en paix sous l'obéissance des magistrats. Cet accord ne fut pas de longue durée. Mathison fit venir à Munster de tous les endroits de la Westphalie une multitude d'anabaptistes qui assurèrent le triomphe de son parti. Les plus riches bourgeois s'empressèrent de sortir avec leurs effets, et les magistrats eux-mêmes ne se sentant pas assez forts pour réprimer le désordre, se saisirent des papiers de la ville, et s'enfuirent avec tout le clergé et la plupart des catholiques. Les luthériens entreprirent d'abord de résister ; mais ils se virent bientôt contraints de céder au nombre, et les anabaptistes demeurèrent maîtres de la ville. Mathison ordonna aussitôt à tous les habitans, sous peine de mort, de lui apporter leur or, leur argent, leurs bijoux ; et renfermant toutes ces richesses dans un trésor public, il nomma des diacres pour en faire la distribution selon les besoins de chacun. Il se fit apporter en même temps et brûla tous les livres, à l'exception de la Bible.

Cependant François de Waldeck, évêque et prince de Munster, ayant obtenu quelques secours des états de l'empire, ne tarda pas à venir mettre le siège devant la ville. Mathison, après quelques avantages remportés dans une première sortie, en fit une seconde à la tête de quelques troupes, à qui il promit de la part de Dieu que ses ennemis allaient être taillés en pièces ; mais il fut tué avec tous ceux qui l'accompagnaient. Jean Bécold ou Bokelson se mit alors à courir tout nu dans les rues en

criant : Le roi de Sion vient. Après quoi il rentra chez lui, et comme le peuple, persuadé qu'il avait eu quelque révélation, s'empressa de venir l'interroger, il fit signe qu'on lui donnât une plume et du papier, et écrivit que Dieu lui avait lié la langue pendant trois jours. Ce terme écoulé, il déclara que la volonté de Dieu était que son peuple fût gouverné par douze juges choisis parmi les prophètes, et il désigna pour cette fonction ses confidens les plus intimes. Lorsqu'ils furent en possession de l'autorité, il fit proposer à l'assemblée du peuple diverses lois, dont l'une avait pour objet de permettre la polygamie. Elle éprouva quelques contradictions ; mais Bécold les fit cesser en tranchant la tête à un individu qui osa s'écrier qu'elle était contraire à l'Écriture sainte ; et la loi ayant été reçue, il épousa jusqu'à dix-sept femmes, dont la principale était la veuve de Mathison. Bientôt après un orfèvre, que ce fanatique avait instruit à faire le prophète, se présenta devant les juges et leur dit : Voici ce que dit le Seigneur : Comme autrefois j'établis Saül roi d'Israël et après lui David, quoiqu'il ne fût qu'un simple berger, de même j'établis aujourd'hui Bécold mon prophète roi en Sion. Puis on assembla le peuple, et l'orfèvre, ayant répété sa prophétie, présenta une épée à Bécold, en lui disant : Reçois cette épée que le Seigneur te donne pour régner en Sion et pour étendre ta domination sur toute la terre. Aussitôt Jean de Leyde fut proclamé roi avec des transports d'allégresse, et couronné le 24 juin 1534.

Dès que ce tailleur fut ainsi parvenu à la royauté, il déploya un faste incroyable, prit une garde nombreuse, fit battre monnaie en son nom, et choisit vingt-six de ses principaux disciples, qu'il envoya en différentes villes pour prêcher sa doctrine, faire reconnaître son pouvoir, et lui amener des secours. La plupart, après avoir excité de grands troubles dans la Frise et la Hollande, furent arrêtés et punis de mort. Comme le siège de Munster se

prolongeait, la disette s'y fit bientôt sentir, et devint telle, que plusieurs personnes moururent de faim. Une des femmes de Bécold s'avisa de dire qu'elle ne pouvait croire que le ciel eût condamné tant de malheureux à périr de misère, tandis que tout abondait dans la maison du roi, non-seulement pour le besoin, mais pour les délices; le tyran fit traîner cette épouse sur la place publique avec toute sa famille, et l'ayant fait mettre à genoux, il lui reprocha son prétendu crime, et lui trancha la tête; après quoi, prenant ses autres femmes par la main, il se mit à danser, et le peuple s'empressa de l'imiter. Il avait prophétisé qu'avant Pâques la ville serait délivrée. Cette fête étant arrivée, il s'enferma pendant six jours, et ensuite il se montra en public monté sur un âne aveugle, et dit au peuple que le Père céleste l'avait chargé de tous leurs péchés, et que telle était la délivrance qu'il avait promise. Quelques docteurs protestans et Luther lui-même publièrent des écrits violens contre les erreurs de ces fanatiques; mais les anabaptistes se moquèrent de ces attaques, et y répondirent par d'autres écrits où ils ne manquaient pas d'alléguer l'Écriture à ces novateurs inconséquens, qui faisaient profession de ne pas reconnaître d'autre règle ni d'autre autorité. Ils n'eurent pas plus d'égard aux menaces que leur firent les princes d'employer contre eux toutes les forces de l'empire s'ils ne prenaient le parti de se soumettre volontairement. Cependant la famine devint telle, que plusieurs des assiégés passèrent enfin dans le camp ennemi. L'évêque de Munster, touché de la misère de son troupeau, fit jeter des billets dans la place pour avertir les habitans qu'on leur ferait grâce, pourvu qu'ils livrassent Jean de Leyde et quelques autres des plus coupables. Le tyran, qui surprit quelques-uns de ces billets, redoubla sa garde, et prit des mesures pour empêcher les citoyens de sortir. Mais enfin la ville fut emportée au mois de juin 1535, et livrée au pillage. Ainsi finit

le règne des anabaptistes à Munster, après avoir duré seize mois. Deux jours avant cette catastrophe, Jean de Leyde, au lieu d'accepter la paix qu'on lui offrait encore à des conditions raisonnables, avait au contraire menacé de ne faire quartier qu'à ceux qui mettraient bas les armes pour venir lui demander pardon. Ayant échappé au massacre, il fut fait prisonnier avec les principaux fauteurs de son imposture, et promené en spectacle dans toute l'Allemagne, puis déchiré avec des tenailles ardentes par deux bourreaux pendant une heure entière, après quoi on lui perça le cœur d'un coup d'épée. Il souffrit, dit-on, cet horrible supplice avec une patience admirable, et demanda pardon à Dieu avec les plus vifs sentimens de repentir.

Un de ses disciples, nommé Jean de Géléen, qui s'était rendu dans les Pays-Bas pour soumettre Amsterdam et quelques autres villes, forma un puissant parti composé des anabaptistes de la Frise, du Brabant et de la Hollande, et excita quelques soulèvemens qui furent partout réprimés. Ayant échoué en divers endroits, il résolut avec les anabaptistes d'Amsterdam de se rendre maître de la ville, et d'y établir un gouvernement semblable à celui de Munster. Mais les magistrats et les principaux bourgeois se défendirent avec beaucoup de valeur, et après un assez grand carnage de part et d'autre, les fanatiques se virent forcés de plier, et furent poursuivis et massacrés comme des bêtes féroces. Jean de Géléen s'était retiré dans une tour, où il reçut un coup de mousquet qui le fit tomber mort sur la place du marché. On s'appliqua ensuite à la recherche d'un prétendu évêque d'Amsterdam, nommé Jacob Campen, qui, après s'être tenu caché pendant six mois, fut enfin découvert dans un amas de tourbe. On l'exposa pendant plus d'une heure sur l'échafaud avec une mitre de papier sur la tête, puis on lui coupa la langue, la main droite, et enfin la tête. Les recherches et les exécutions

continuèrent pendant plusieurs années contre les anabaptistes, et un grand nombre périrent dans les supplices. Plusieurs cherchèrent un asile en Angleterre, où quelques-uns furent découverts et condamnés au feu.

La secte dut renoncer dès ce moment à ses projets de conquête, qui lui avaient si mal réussi; mais elle ne laissa pas de se maintenir et de se propager en secret. Les anabaptistes de la Hollande reconnurent pour chef un certain Menno, curé dans la Frise, qu'ils engagèrent à quitter sa cure pour devenir leur évêque, et ils prirent alors le nom de mennonites. On publia contre eux des édits sévères; on mit à prix la tête de Menno, et l'on fit mourir un habitant de Harlingen pour lui avoir donné retraite. Toutefois ces rigueurs ne purent éteindre le zèle enthousiaste de Menno, qui trouva de nombreux partisans dans les Pays-Bas, dans la Westphalie, dans le Mecklembourg et dans la Suisse; mais la division ne tarda pas à se mettre parmi ces fanatiques, et l'on vit se former différens partis qui se condamnèrent et s'excommunièrent réciproquement. Une autre secte d'anabaptistes commença vers le même temps dans la Moravie, où deux disciples de Stork, après avoir acheté un terrain considérable et inculte, parvinrent à réunir un certain nombre d'individus, qui formèrent une société de cultivateurs et d'artisans sous le nom de frères moraves. Ils n'avaient guère d'autre cérémonie religieuse que la cène, qu'ils célébraient deux fois par an, avec cette simple formule : Prenez et mangez, en mémoire de la mort du Seigneur. Mais ils priaient plusieurs fois par jour, et se réunissaient deux fois la semaine pour entendre des prédications. Tous les biens étaient en commun et administrés par des économes que l'on changeait tous les ans. Du reste leurs deux chefs, Hutter et Gabriel, ne furent pas longtemps d'accord, et leur dissentiment produisit deux sectes distinctes, qui ne manquèrent pas de s'excommunier. Il y eut encore bien d'autres divisions

parmi les anabaptistes; mais il ne saurait entrer dans notre plan de faire connaître cette multitude presque innombrable de sectes et de rêveries produites par les égaremens d'un fanatisme qui ne connaissait ni règle ni frein(1).

Les principes de la réforme continuaient de se répandre en France, où les novateurs s'étaient procuré la faveur et la protection de Marguerite, sœur de François I^{er} et reine de Navarre. Comme elle joignait à la légèreté de son sexe des prétentions au bel esprit, elle se laissa facilement séduire par les artificieuses flatteries d'un parti qui se présentait sous un vernis de science, et qui se vantait de prêcher l'adoration en esprit et en vérité, la doctrine du pur Évangile et la religion dégagée des superstitions et des traditions humaines. Elle accueillit dans ses états les savans poursuivis comme infectés ou suspects d'hérésie, entre autres le célèbre Clément Marrot et Gérard Roussel, qu'elle prit pour son directeur et qu'elle fit évêque d'Oléron. François I^{er} la fit venir à sa cour pour lui faire de vives remontrances; mais elles produisirent peu d'effet. Cette princesse fit même imprimer à Paris, en 1533, des heures en français, dont les prières étaient accommodées aux nouvelles erreurs, et un petit livre en vers composé par elle dans le même esprit, sous le titre de miroir de l'âme pécheresse. La faculté de théologie ne balança pas à condamner cet ouvrage; mais le roi empêcha de publier la censure. Toutefois, par une de ces contradictions dont son règne offre tant d'exemples, il fit recommander bientôt après à la faculté de réprimer les nouveautés soutenues par quelques-uns de ses membres ou par d'autres ecclésiastiques. En effet, quelques religieux avaient inséré dans leurs thèses ou débité dans leurs sermons différentes propositions erronées ou suspectes. On avait trouvé les

(1) Meshov. *Hist. anabapt.* — Sleid. — Florim. de Raym. *Des hérés.* — Bulling. — Catrou, *Hist. des anab.*

écrits de Luther chez un docteur nommé Jean Morand, chanoine d'Amiens, et on l'accusait d'avoir enseigné la doctrine de cet hérésiarque sur la justice imputative et sur plusieurs autres points. Le curé de Saint-Eustache eut même l'audace d'insinuer fort clairement dans un sermon, en présence du roi, les erreurs de Zuingle sur l'eucharistie. Enfin, le recteur de l'université, nommé Nicolas Cop, séduit par Calvin, qui commençait alors à se faire connaître, prêcha lui-même, le jour de la Toussaint de cette année 1533, un discours artificieux où il attaquait l'invocation des saints et d'autres points de la doctrine catholique. Il fut dénoncé au parlement, et craignant d'être condamné, il s'enfuit à Bâle. Jean Morand, après s'être rétracté, fut enfermé pendant un an dans un monastère pour y faire pénitence.

L'audace des sectaires s'accrut à tel point, qu'au mois de novembre de l'année suivante ils affichèrent dans les rues, dans les places publiques, aux portes des églises et jusqu'aux portes du Louvre, des placards remplis de blasphèmes contre l'eucharistie et d'injures atroces contre les catholiques et spécialement contre le clergé. Le roi, vivement irrité de cette manifestation sacrilège, établit une chambre de justice pour rechercher et punir les coupables, et ordonna la peine de mort contre tous les hérétiques. Ensuite, pour réparer cet outrage au Saint-Sacrement par un hommage éclatant, il ordonna une procession solennelle où il assista un cierge à la main avec toute sa famille et toute sa cour; et à l'issue de cette procession il fit un long discours où il exhorta les assistants à joindre leur zèle et leurs efforts aux siens pour empêcher les progrès de l'erreur et maintenir la pureté de la foi dans un royaume jusqu'alors si renommé pour son attachement à la doctrine catholique. Il ajouta que malgré son amour pour ses enfans, s'il les savait infectés d'hérésie, il n'hésiterait pas à les condamner lui-même. Six luthériens furent d'abord arrêtés comme auteurs de

ces placards, puis dix-huit autres comme leurs complices, et pour en faire un exemple capable d'imprimer la terreur, on les fit brûler à petit feu. Ces mesures forcèrent la reine de Navarre et les autres sectaires à user de dissimulation.

François I^{er}, dans le frivole espoir de ramener à l'Église les luthériens d'Allemagne, résolut vers le même temps de ménager une conférence entre Mélanchthon et quelques docteurs de l'université de Paris. Le cardinal de Tournon, qui en prévoyait l'inutilité et qui regardait comme dangereux d'offrir ainsi à l'hérésie une occasion de se produire publiquement, entra, dit-on, dans la chambre du roi en tenant à la main et lisant les œuvres de saint Irénée, et comme ce prince lui demanda quel était ce livre qui absorbait ainsi son attention : Ce sont, répondit-il, les œuvres d'un des plus anciens et des plus saints évêques de votre royaume, et j'y lisais que les apôtres ne voulaient pas avoir le moindre commerce avec les hérétiques, ni même se trouver avec eux, et que saint Jean sortit avec précipitation d'un bain public où il rencontra l'hérésiarque Cérinthe. Cependant, soit que le roi ne fût pas arrêté par ces représentations, soit qu'il fût trop tard pour révoquer les mesures déjà prises, Mélanchthon envoya un mémoire, où il exposait la doctrine luthérienne et ses vues de conciliation. Ce mémoire fut communiqué, en 1535, à la faculté de théologie de Paris, qui représenta au roi que les disputes avec les hérétiques ne produisaient ordinairement aucun résultat, et qu'il était visible que les Allemands cherchaient moins à rentrer dans le sein de l'Église qu'à entraîner les catholiques dans leur parti, puisqu'ils les exhortaient à ne pas rougir de se rétracter, et proposaient de se relâcher de part et d'autre. Elle ajouta que pour juger de leurs dispositions et convenir au moins de quelques principes avant la dispute, il fallait leur demander s'ils admettaient comme canoniques tous les livres de la Bible ; s'ils recon-

naissaient que l'Église ne peut errer ni dans la foi ni dans la morale, et que saint Pierre lui a été donné pour chef visible avec tous ses successeurs ; s'ils voulaient se conformer aux définitions des conciles généraux, à l'enseignement de l'Église, et approuver le culte universellement reçu ; enfin s'ils voulaient admettre pour l'interprétation de l'Écriture sainte l'autorité de la tradition et des anciens pères. Le roi approuva complètement cet avis de la faculté, et il ne fut plus question de cette conférence. Mais le mémoire de Mélanchthon, répandu par les sectaires, contribua à séduire un grand nombre d'esprits légers et ignorans.

C'est dans ces circonstances que Jean Calvin ou Cauvin, jusqu'alors confondu dans la foule des novateurs subalternes, entreprit de figurer à son tour en chef de parti. Cet hérésiarque, qui a donné son nom à une des branches du protestantisme, était né à Noyon, en 1509, d'un tonnelier qui devint procureur fiscal de l'évêché. Pourvu dès l'âge de douze ans d'une chapelle dans la cathédrale et de la cure de Pont-l'Évêque, il fut envoyé à Paris pour y faire ses études ; et après avoir achevé sa philosophie, renonçant à la carrière ecclésiastique, il alla étudier le droit à Orléans, puis à Bourges, où il prit en même temps des leçons de grec et d'hébreu sous un professeur allemand nommé Wolmar, partisan secret des erreurs de Luther, et qui s'appliquait à les répandre parmi les étudiants de l'université. Calvin les adopta avec enthousiasme, et s'en montra bientôt un des plus ardens propagateurs. Il commença même à les prêcher dans quelques villages du Berry. Rappelé ensuite à Noyon par la mort de son père, il vendit ses deux bénéfices, et vint s'établir à Paris, où il commença à se faire connaître, en 1532, par un commentaire du traité de Sénèque sur la clémence. C'est dans cet ouvrage, publié en latin, qu'il changea son nom de Cauvin en celui de Calvin, qui lui est demeuré. Son fanatisme de sectaire ne fut pas longtemps

ignoré ; et l'année suivante, après le sermon scandaleux du recteur Nicolas Cop, le lieutenant criminel, instruit des liaisons de Calvin avec les novateurs, se rendit à son domicile pour l'arrêter ; mais Calvin prévenu à temps parvint à se sauver. Il se retira dans la ville d'Angoulême auprès d'un chanoine nommé Louis du Tillet, qui fut bientôt après ramené à la foi catholique par les soins de Jean du Tillet, son frère, greffier en chef du parlement de Paris ; après quoi l'hérésiarque se rendit à Poitiers, où il fit quelques prosélytes, et craignant d'être poursuivi, il chercha un asile à Nérac auprès de Jacques Lefèvre, dans les états de la reine de Navarre. C'est là qu'il acheva ses livres de l'Institution chrétienne, dont la première édition fut publiée à Bâle en 1535, et dédiée à François I^{er}. Cet ouvrage, où l'on trouvait un système complet de théologie d'après les idées du protestantisme, devint comme un centre de ralliement pour les sectaires français, qui jusqu'alors, entraînés par l'amour des nouveautés, avaient combattu les dogmes catholiques et préconisé la réforme sans trop savoir en quoi elle devait consister. Calvin l'avait publié d'abord en français ; mais il le traduisit bientôt après en latin, et y fit divers changemens.

Nous n'entreprendrons pas d'exposer en détail le contenu de cet ouvrage, qui n'offre guère que la réunion et le développement des nombreuses erreurs déjà enseignées par Luther, par Zuingle et les autres réformateurs. Il est divisé en quatre livres, dont le premier traite de la religion en général, de l'existence de Dieu et du mystère de la trinité. Calvin, comme tous les réformateurs, pose d'abord en principe que l'Écriture doit être la seule règle de foi, et il prétend qu'on en reconnaît l'authenticité, aussi bien que la véritable interprétation, par une inspiration particulière du Saint-Esprit. Il enseigne que Dieu détermine toutes nos actions bonnes ou mauvaises par sa volonté toute-puissante, de sorte qu'il n'y a dans

l'homme aucune liberté proprement dite. On trouve cette même doctrine développée dans le second livre, où Calvin traite des effets du péché originel et de la rédemption opérée par les mérites de Jésus-Christ. Il y soutient, expressément comme Luther, que depuis la chute d'Adam le libre arbitre est anéanti, et qu'il n'est plus qu'un nom sans réalité; ce qui mène naturellement à faire Dieu auteur du péché, et Calvin n'a pas plus reculé que les autres réformateurs devant cet horrible blasphème. Il expose dans le troisième livre sa doctrine sur la justification. Il y enseigne non-seulement que l'homme est justifié par la foi seule indépendamment de la pénitence et des bonnes œuvres, mais qu'il ne peut perdre la grâce par les crimes les plus énormes, et qu'il doit se tenir absolument assuré de sa prédestination et de son salut. D'un autre côté, il ne craint pas d'attribuer formellement la réprobation des damnés à un décret purement arbitraire de la volonté divine, c'est-à-dire à un décret qui n'est point la conséquence de leurs crimes, mais qui au contraire en est la cause. « J'avoue, dit-il, que ce décret est horrible, mais on ne saurait le révoquer en doute. » Voilà les monstrueuses impiétés qu'il a osé publier comme la véritable doctrine de l'Évangile. Enfin, dans le quatrième livre, il traite de l'Église ou de la société des fidèles, du ministère ecclésiastique et des sacremens, qu'il réduit à deux, le baptême et la cène. Il s'élève avec aigreur contre la primauté du pape, contre les divers ordres de la hiérarchie, contre les lois et les cérémonies de l'Église, contre le célibat des prêtres, les vœux monastiques, la messe et l'adoration de l'eucharistie. Quant à la présence réelle, il semble l'admettre en termes exprès; car il dit formellement que nous recevons dans l'eucharistie le vrai corps et le vrai sang de Jésus-Christ; que nous sommes nourris de sa substance, et qu'il est donné à tous ceux qui se présentent à la sainte table, aux indignes non moins réellement qu'aux justes,

bien qu'il ne soit reçu avec fruit que par les vrais fidèles. Mais il ne laisse pas de soutenir avec Zuingle qu'on doit entendre les paroles de l'institution dans un sens figuré, et il dit en outre expressément dans un autre ouvrage que le corps de Jésus-Christ n'est présent que dans le ciel. D'où il suit que les expressions en apparence si favorables à la présence réelle ne sont dans son livre que des phrases vides de sens. C'est là presque le seul point qui distingue sa doctrine de celle des luthériens. Il s'éloigna encore de Luther dans la pratique en rejetant plus complètement les cérémonies, sous prétexte de mieux s'en tenir à la lettre de l'Écriture sainte, et c'est ce qui fit que les calvinistes furent désignés en Angleterre sous le nom de puritains.

Calvin, après la publication de son livre, passa en Italie auprès de la duchesse de Ferrare, qui montrait beaucoup de penchant pour les nouvelles doctrines ; mais le duc, moins facile à gagner, le chassa de ses états. Alors l'hérésiarque, craignant l'inquisition, se rendit à Genève, où Guillaume Farel le fit nommer aux fonctions de prédicateur et de professeur en théologie. C'était en 1536. L'année suivante, ayant dressé de concert avec Farel et Viret un formulaire de foi, un catéchisme et des réglemens de discipline, il eut assez de crédit pour faire jurer au peuple et aux magistrats de s'y conformer. Mais comme il avait établi l'usage de célébrer la cène avec du pain levé, qu'il avait en outre supprimé les fonts baptismaux et aboli les fêtes, un synode tenu à Berne condamna ces innovations, et Calvin refusant de se conformer à ce décret, fut banni de Genève, en 1538, avec Farel et ses associés. Il se rendit alors à Strasbourg, où Bucer lui obtint des magistrats la permission d'établir une église pour les protestans que la crainte obligeait à quitter la France. Il épousa dans cette ville la veuve d'un anabaptiste, dont il n'eut qu'un fils qui mourut fort jeune. Calvin par ses talens acquit bientôt tant

de crédit et de considération auprès des protestans de Strasbourg, qu'ils le députèrent, en 1541, pour soutenir leurs intérêts à la diète de Ratisbonne. Il avait pour lui à Genève un parti nombreux, qui parvint à le faire rappeler cette même année, après trois ans d'absence, et Calvin entra dans cette ville au milieu des acclamations publiques. Les magistrats lui donnèrent un pouvoir absolu de régler leur Église comme il le jugerait à propos. Il fit un nouveau catéchisme, détermina la hiérarchie et les fonctions des ministres, la forme des prières et des prédications, la manière de baptiser, de célébrer la cène, d'enterrer les morts, et établit un consistoire auquel il donna le droit de prononcer des censures et même l'excommunication. Ces réglemens ne furent pas adoptés sans opposition; mais enfin le parti de Calvin l'emporta, et ils passèrent en forme de loi dans une assemblée générale, au mois de novembre 1541. Depuis ce moment Calvin fut moins le ministre que le tyran de Genève. On vit successivement plusieurs personnes s'élever contre son despotisme et attaquer sa doctrine; mais il triompha de ses adversaires, et les fit bannir, emprisonner ou condamner à mort (1).

Les poursuites continuaient en France avec beaucoup de rigueur contre les hérétiques. Un docteur bénédictin nommé Jean Michel, après avoir perverti la ville de Sancerre, vint prêcher à Bourges, où les sectaires étaient déjà fort nombreux. Ils ne manquèrent pas de se rendre en foule à l'église pour l'entendre, et comme on chantait un office des morts, ils renversèrent les livres et chassèrent les ecclésiastiques. Le prédicateur ayant ensuite commencé son sermon, affecta de remplacer à la fin de l'exorde la salutation angélique par l'oraison dominicale en français. Un magistrat de Paris qui se trou-

(1) Bolsec, *Vit. Calv.* — Spond. *Hist. de Genev.* — Beze, *Hist. eccl.* — Florim. de Raym. — Sleid.

vait présent se leva aussitôt, et commença d'une voix distincte l'*Ave Maria*; mais on ne lui permit point d'achever; les auditeurs se jetèrent sur lui avec tant d'empportement qu'il risquait d'être assommé s'il n'eût pris la fuite. Le prédicant fut arrêté et condamné à mort par le parlement de Paris. Les autres parlemens montrèrent le même zèle contre l'hérésie. Celui de Bordeaux en particulier ordonna des informations dans toute l'étendue de son ressort, et ce fut à cette occasion qu'on inquiéta le célèbre Jules Scaliger, qui professait la médecine dans la ville d'Agen. Il fut accusé d'avoir chez lui des livres condamnés et de s'être exprimé en hérétique touchant l'eucharistie et le jeûne du Carême. Mais le zèle de ses amis et la protestation qu'il fit d'être soumis à l'Église empêchèrent les suites de cette affaire. Du reste il paraît constant qu'il mourut catholique, et on assure que les traits erronés qui se trouvent dans ses ouvrages y ont été insérés par des hérétiques faussaires.

Bucer continuait ses négociations pour réunir les luthériens et les sacramentaires, et s'efforçait par toutes les subtilités imaginables de persuader aux uns et aux autres qu'il ne s'agissait entre eux sur l'eucharistie que d'une dispute de mots. Mais toutes ses démarches ne produisirent que peu d'effet. Il y eut, après bien des pourparlers, une conférence des ministres à Constance, où les Suisses déclarèrent expressément qu'ils ne pouvaient consentir à une réunion si l'on refusait d'approuver leur doctrine. Ceux de Zurich publièrent en conséquence, comme l'exposé de leurs sentimens, la confession de foi adressée par Zuingle à François I^{er}; ceux de Bâle rédigèrent une confession particulière conçue dans le même sens, et qui portait que le corps et le sang de Jésus-Christ sont seulement figurés dans la cène par le pain et le vin. Ils consentirent néanmoins à déguiser un peu cette doctrine par des expressions équivoques dans une nouvelle confession de foi dressée en 1536; et après cette conces-

sion, il y eut la même année une conférence à Wittemberg, où l'on convint de quelques articles qui exprimaient assez nettement la présence réelle, mais avec des termes qui semblent supposer l'impanation, et de plus avec cette restriction que le corps de Jésus-Christ n'est présent qu'au moment de la réception de l'eucharistie. Cet accord fut souscrit par les villes d'Allemagne ; une partie des Suisses y donnèrent leur adhésion, sans changer de croyance. Mais quelques efforts que fit Bucer pendant deux ans pour torturer ces articles et les expliquer dans un sens compatible avec l'opinion des sacramentaires, il ne put déterminer les habitans de Zurich à les recevoir. Ils écrivirent cependant à Luther qu'ayant appris qu'il approuvait leur confession de foi touchant l'eucharistie, ils adhéraient volontiers à l'union, et Luther de son côté leur répondit qu'il était ravi de les voir embrasser son sentiment. Voilà quelle fut l'issue de cette négociation.

Vers le même temps François Pizarre, aventurier sans naissance et sans éducation, mais plein de courage et d'habileté, soumit à la couronne d'Espagne le vaste et riche empire du Pérou. Il s'était associé pour cette expédition Diègue d'Almagro, et environ deux cents Espagnols, dont le nombre fut augmenté bientôt après par le désir de prendre part aux immenses trésors que renfermait ce pays. Ayant remporté quelques avantages sur différens corps de troupes, Pizarre reçut des ambassadeurs de la part de deux princes qui se disputaient la couronne, et l'un d'eux, nommé Atabaliba, s'empressa de lui envoyer des provisions, et surtout de l'or et des pierreries. Il vint lui-même rendre visite au général espagnol avec un nombreux cortège de courtisans et de soldats auxquels il recommanda de témoigner le plus grand respect à ces étrangers, que la superstition faisait regarder comme les fils du soleil. Mais soit qu'on eût découvert de sa part quelque projet de trahison, soit par l'effet d'une odieuse cupidité couverte du prétexte

de la religion, cette entrevue se termina par un horrible massacre. Un religieux dominicain fit exposer par un interprète à ce prince idolâtre les principaux mystères du christianisme, et lui proposa en même temps de se soumettre au roi d'Espagne, à qui le pape en sa qualité de vicaire de Jésus-Christ avait donné tout ce pays pour y établir la vraie religion. Atabaliba répondit qu'il voulait bien être l'ami du roi d'Espagne, mais non pas son tributaire, et que le pape n'avait aucun droit de donner ce qui ne lui appartenait pas. Ensuite il demanda où l'on avait appris tout ce qu'on venait de lui dire sur les mystères du christianisme, et comme on lui présenta l'Évangile, ce prince, qui n'avait aucune idée de l'écriture, le regarda un moment, et le jeta par terre, en disant qu'il n'y voyait pas ce qu'on lui avait dit. Il n'en fallut pas davantage pour attaquer avec fureur les Américains. On les fit d'abord foudroyer par l'artillerie, dont le bruit et les terribles effets ne tardèrent pas à les mettre en désordre, puis on se jeta sur eux l'épée à la main, et presque tous furent égorgés ou foulés aux pieds des chevaux. On n'épargna pas même les femmes, les vieillards et les enfans, que la curiosité seule avait attirés. Atabaliba fut fait prisonnier, et offrit pour sa rançon des sommes énormes dont une partie fut payée. Mais bientôt après on imagina de lui faire son procès. On l'accusa d'avoir voulu soulever ses sujets contre les Espagnols, et sur cette imputation il fut condamné et mis à mort : après quoi Pizarre se rendit maître de la capitale et des autres villes du pays, où l'on trouva partout des richesses incroyables. Les malheureux habitans eurent à souffrir toutes les cruautés et les barbares traitemens qui étaient la suite ordinaire de ces entreprises ; mais les vainqueurs se chargèrent eux-mêmes par leurs divisions de venger l'humanité outragée par leurs crimes. Pizarre ayant été nommé vice-roi par Charles-Quint en 1535, Almagro prit quelque temps après les armes contre lui, fut vaincu,

puis condamné à mort, et étranglé dans sa prison. Son fils pour le venger trouva moyen d'assassiner Pizarre, et périt ensuite dans une bataille qu'il osa livrer avec ses partisans contre l'armée royale. Enfin, un frère de Pizarre s'étant mis de son côté à la tête d'un parti de mécontents, fut pris et exécuté avec Carvajal son complice, monstre qui faisait gloire d'avoir fait périr lui seul quatre cents Espagnols, et plus de vingt mille Américains. La cour d'Espagne étendit au Pérou les ordonnances publiées précédemment pour les Antilles ; mais elles n'y furent guère mieux observées.

Charles-Quint, pendant ces conquêtes des Espagnols dans le nouveau monde, fit lui-même une expédition en Afrique l'an 1535, et après une victoire remportée sur le fameux corsaire Barberousse, il prit d'assaut la Goulette et Tunis, où il rétablit le roi, qui s'était fait son vassal, et délivra plus de vingt mille captifs chrétiens. Ayant réglé à son retour les affaires de Sicile et de Naples, il vint à Rome au printemps de l'année suivante pour traiter avec le pape de la convocation d'un concile général. Clément VII était mort le 26 septembre 1534, et le 13 du mois suivant on lui avait donné pour successeur Alexandre Farnèse, qui était cardinal depuis plus de quarante ans, et qui prit le nom de Paul III. Ce nouveau pape, également distingué par son zèle et par son habileté, avait déjà envoyé des nonces aux princes chrétiens pour concerter avec eux les mesures relatives à la convocation d'un concile, et leur faire agréer la ville de Mantoue. Mais les protestans avaient rejeté toutes ses propositions, et Luther dans une visite qu'il fit au nonce avec Poméranus s'était livré à ses déclamations ordinaires contre l'autorité du pape et des conciles. Cependant Paul III, après s'être concerté avec l'empereur, convoqua, par une bulle du 2 juin 1536, un concile général à Mantoue pour le 23 mai de l'année suivante. Les princes protestans publièrent à ce sujet une protestation où ils

reproduisaient toutes les objections qu'ils avaient déjà faites contre un concile tenu en Italie et composé des ennemis de leur doctrine, et ajoutaient qu'en demandant un concile saint et libre, ils entendaient un concile où le pape, comme étant accusé, et ceux qui lui étaient engagés par serment, c'est-à-dire tous les évêques, ne seraient point reconnus comme juges. Le roi d'Angleterre fit une protestation à peu près semblable. D'un autre côté, le duc de Mantoue refusa de se prêter aux arrangements nécessaires pour la tenue du concile, en sorte que le pape en prorogea d'abord l'ouverture jusqu'au mois de novembre 1537, et ensuite, par une bulle du 8 octobre de la même année, il le convoqua à Vicence pour le 1^{er} mai 1538.

Il nomma dans le même temps une commission composée de quatre cardinaux et de cinq prélats, tous recommandables par leurs vertus et leurs lumières, pour préparer un travail sur la réformation générale de l'Église et en particulier de la cour de Rome. Ils dressèrent à ce sujet un mémoire où ils représentaient d'abord que la plupart des désordres qui affligeaient l'Église avaient leur source dans l'usage où s'étaient mis les papes, d'après les maximes répandues par quelques flatteurs, de s'élever au dessus des lois canoniques, d'en dispenser sans motifs, et de croire leur puissance affranchie de toute règle; après quoi ces commissaires signalaient les nombreux abus auxquels il fallait remédier; savoir, le défaut de choix et d'examen dans les sujets admis aux ordres ou aux bénéfices; la collation des évêchés et des cures à des étrangers; les pensions excessives ou sans motifs sur les bénéfices; les permutations simoniaques, les coadjutoreries et les résignations illusoires, les réserves, les expectatives, les commendes et la pluralité des bénéfices incompatibles, le défaut de résidence de la part des cardinaux, des évêques, des curés et autres bénéficiers; les exemptions et les appels frivoles de la

juridiction épiscopale, le relâchement de la discipline dans un grand nombre de couvents; les scandales qu'on voyait souvent éclater dans les monastères de filles gouvernés par des religieux; les doctrines impies publiquement enseignées, dans quelques universités, par les professeurs de philosophie; l'usage de faire lire aux jeunes gens dans les classes les Colloques d'Érasme, pleins de choses pernicieuses; les prédications des quêteurs, qui entretenaient le peuple dans une foule de superstitions, les dispenses accordées aux clercs dans les ordres sacrés pour se marier; et quelques autres dispenses abusives ou trop multipliées; enfin, après ces abus généraux, les commissaires signalaient quelques désordres dans la ville de Rome, notamment la négligence des hôpitaux et la licence des courtisanes et des femmes publiques, qu'on voyait se promener dans les rues en plein jour accompagnées des gentilshommes attachés aux cardinaux, et quelquefois même d'ecclésiastiques. Ce mémoire ayant été lu en consistoire, le pape prit des mesures pour remédier à quelques-uns des abus les plus graves, et remit le soin de la réforme générale au concile qui devait bientôt s'assembler. Cependant comme on ne voyait arriver à Vicence aucun évêque de France ni d'Allemagne, il fit une nouvelle convocation au mois d'avril 1538, puis trois mois après il prorogea l'ouverture du concile jusqu'à Pâques de l'année suivante, et enfin voyant l'empereur et le roi de France refuser toujours sous divers prétextes d'y envoyer les évêques de leurs états, il publia une bulle au mois d'avril 1539 pour déclarer le concile différé jusqu'à nouvel ordre.

Le duché de Milan, vacant par la mort de François Sforce, était devenu l'occasion d'une nouvelle guerre entre François I^{er} et Charles-Quint. Celui-ci avait promis d'en donner l'investiture à l'un des fils du roi; mais pendant son séjour à Rome, comme les ambassadeurs français le pressèrent de tenir sa promesse, il allégua

différens griefs pour s'en dispenser, et fit devant le pape, en plein consistoire, un long discours où il se plaignit entre autres choses de l'alliance qu'entretenait François I^{er} avec la ligue des princes protestans d'Allemagne. Bientôt après il entra en Provence à la tête d'une armée nombreuse, et forma successivement, mais sans succès, le siège de Marseille et de plusieurs autres places. Ces échecs, joints à la disette et aux maladies contagieuses, l'obligèrent enfin à retourner en Italie, après quoi le pape s'étant rendu à Nice au printemps de l'an 1538 pour négocier un accommodement entre les deux princes, vint à bout de leur faire conclure une trêve de dix ans. Ce fut à la suite de cette conférence que Paul III, sur la demande de François I^{er}, confirma un indult accordé par Eugène IV au chancelier de France et aux membres du parlement de Paris, et qui leur donnait droit d'obtenir le bénéfice qu'ils demanderaient pour eux-mêmes ou pour un sujet de leur choix pendant l'exercice de leurs fonctions. Charles-Quint traversa la France deux ans plus tard, avec la permission du roi, pour aller soumettre les Flamands révoltés, et continua d'amuser François I^{er} par des promesses équivoques de lui rendre le Milanais; mais arrivé dans les Pays-Bas, il viola indignement sa parole.

Le pape Paul III avait fait en 1535 une promotion de sept cardinaux, et l'année suivante il en fit une autre de onze, parmi lesquels on remarque, outre Polus dont nous avons déjà parlé, Jean-Pierre Caraffe, instituteur des théatins, et Jacques Sadolet, évêque de Carpentras, un des écrivains les plus célèbres de l'époque, et non moins distingué par ses vertus que par ses talens. Quelques auteurs ont écrit que Paul III avait résolu d'élever à cette dignité le savant Érasme; mais celui-ci mourut cette même année 1536, et on assure que peu de temps avant sa mort il témoigna publiquement son repentir des erreurs qui avaient attiré sur ses écrits les censures des universités

de Paris et de Louvain. On a de lui un grand nombre d'ouvrages sur toutes sortes de sujets; nous en avons déjà mentionné plusieurs, notamment ses Commentaires ou Paraphrases sur le Nouveau Testament, ses Colloques et son Traité sur le libre arbitre. On remarque parmi les autres un traité de la prédication sous le titre d'Ecclésiaste, plusieurs livres de piété, et des traductions de quelques ouvrages des pères grecs. Nous devons mentionner aussi quelques autres écrivains morts vers le même temps, savoir, en 1534, le cardinal Thomas de Vio, surnommé Cajetan, auteur de beaucoup d'ouvrages théologiques généralement estimés, et de commentaires sur l'Écriture sainte, dans lesquels on a signalé plusieurs opinions condamnables; en 1535, Jean Driedo, docteur de Louvain, dont on a divers écrits contre les erreurs de Luther, et Henri Corneille Agrippa, renommé pour l'étendue de ses connaissances en théologie, en médecine, en jurisprudence, en littérature, et surtout pour la singularité de ses opinions et de ses écrits, dont les plus remarquables sont un traité de la vanité des sciences, et un autre de la philosophie occulte; en 1537, Louis Vivès, qui a laissé entre autres ouvrages sur différens sujets un traité de la religion et un commentaire plein d'érudition sur la Cité de Dieu de saint Augustin; enfin, vers l'an 1540, Jean Major, docteur de l'université de Paris, et célèbre dans les écoles par la solidité de ses ouvrages théologiques.

Les excès de Henri VIII avaient déterminé le pape Paul III, dès l'année 1535, à publier une bulle foudroyante, par laquelle il enjoignait à ce prince de comparaître avec les complices de ses attentats, sous peine d'être excommunié et déposé du trône, et ses sujets absous de leur serment de fidélité; toutefois, pour lui donner le temps de venir à résipiscence, il crut devoir suspendre l'effet de cette bulle, et l'année suivante, après la mort de Catherine d'Aragon et d'Anne de Boulen, comme les obstacles semblaient aplanis, il lui fit écrire

pour l'exhorter à revenir de ses égaremens ; puis, en 1537, il envoya le cardinal Polus en France avec le titre de légat, pour essayer tous les moyens de négociation. Mais ces démarches furent sans effet. Henri VIII par des menaces de rupture voulut engager François I^{er} à lui livrer le légat, et réussit au moins à le faire congédier ; ensuite, ayant appris que Polus s'était rendu en Flandre, où s'étendait aussi sa légation, il le fit déclarer criminel de lèse-majesté, mit sa tête à prix, et promit jusqu'à cinquante mille écus à celui qui la lui apporterait. Il essaya en même temps de se le faire livrer par le conseil de Flandre, et offrit pour prix de cette trahison d'abandonner le parti de la France et de fournir à l'empereur un corps de quatre mille hommes, dont il avancerait la solde pour dix mois. Mais le cardinal de la Mark, évêque de Liège, qui était président du conseil, fit rejeter ces odieuses propositions. Cependant le pape, dans la crainte d'un assassinat, rappela Polus à Rome, et lui donna des gardes. Henri, voyant ainsi sa victime lui échapper, déchargea sa fureur sur les parens et les amis du cardinal. On inventa contre eux divers chefs d'accusation si absurdes et si peu fondés, qu'il ne fut pas même possible de leur faire leur procès. Alors l'infâme Cromwel imagina de les faire condamner par le parlement sans les entendre, et en conséquence le marquis d'Excester, petit-fils d'Édouard IV, et plusieurs autres seigneurs furent arrêtés et mis à mort, comme s'étant rendus coupables de lèse-majesté par des correspondances avec Polus. La comtesse de Salisbury, mère du cardinal, et non moins respectable par ses vertus que par son illustre naissance, eut elle-même la tête tranchée quelque temps après pour avoir reçu des lettres de son fils.

La persécution contre les catholiques, un moment suspendue par suite des révoltes qui avaient éclaté dans les provinces du Nord, recommença bientôt avec une nouvelle violence. Un grand nombre de religieux francis-

cains, qui s'étaient signalés par leur opposition à la suprématie du roi, furent tirés des cachots où ils languissaient depuis longtemps, pour être mis à mort. Antoine Brorbey fut étranglé; on fit mourir de faim Thomas Belchiam dans sa prison; Jean Forest, ancien confesseur de la reine Catherine, fut attaché à un poteau dans une place de Londres et brûlé à petit feu. On en conduisit trente-deux autres en des lieux éloignés pour s'en débarrasser avec moins d'éclat. Il y eut aussi une multitude d'ecclésiastiques séculiers et de simples laïques mis à mort pour la même cause, et l'on cite entre autres deux seigneurs revêtus des plus hautes dignités, savoir, Léonard Gray, vice-roi d'Irlande, et Nicolas Carcy, général de la cavalerie. La fureur du tyran n'épargnait pas plus les hérétiques qui ne se conformaient pas à ses caprices. Un certain Lambert lui ayant été déféré comme sacramentaire, il voulut disputer publiquement avec lui, et n'ayant pu lui faire abjurer son erreur, il le condamna au feu. Il poursuivait en même temps ses spoliations sacrilèges, et sous prétexte de quelques abus réels ou supposés, il fit briser une foule d'images ou de statues précieuses de la sainte Vierge, enlever les châsses des martyrs, et piller les richesses qui ornaient leurs tombeaux. Il fit éclater surtout une sorte de rage frénétique contre saint Thomas de Cantorbéry, qui s'était montré le généreux défenseur des libertés de l'Eglise. Les trésors accumulés par la piété des peuples au tombeau du saint martyr étaient si considérables, que l'on en chargea plus de vingt chariots, et la châsse seule offrit en or et en pierreries de quoi remplir deux caisses énormes que dix hommes pouvaient à peine porter. Après avoir enlevé cette riche proie, Henri VIII, par une procédure qui semblait tenir de la folie, fit citer le saint martyr à comparaître, et le condamna comme criminel de lèse-majesté, avec défense à toute personne, sous peine de mort, de célébrer sa fête, de lui donner le titre de saint, ou même de conserver aucun calendrier portant son

nom. Ensuite il fit brûler ses reliques et jeter les cendres au vent.

Paul III, informé de tant de profanations et d'attentats, crut devoir enfin ne plus garder de ménagemens. Il confirma, au mois de décembre 1538, la bulle qu'il avait dressée depuis plus de trois ans, et la fit publier dans plusieurs villes de la France, des Pays-Bas et de l'Écosse. Elle enjoignait à Henri VIII et à ses complices de comparaître dans trois mois, faute de quoi ils étaient déclarés non-seulement excommuniés et privés de la sépulture ecclésiastique, mais dépouillés de tous droits et de toute dignité, et inhabiles, ainsi que leurs enfans, à toute fonction et à tout acte civil; leurs biens et leurs personnes abandonnés au premier qui voudrait s'en saisir, et le roi en particulier déposé du trône; ses vassaux et ses sujets absous de leur serment de fidélité; toutes ses alliances et confédérations annulées, avec défense à toute personne d'entretenir aucun commerce avec lui; enfin, le pape exhortait tous les princes chrétiens, et spécialement la noblesse d'Angleterre, à prendre les armes pour le chasser du trône. Il faut se rappeler, au sujet de ces mesures extraordinaires, que depuis longtemps l'Angleterre était regardée à Rome comme un fief dépendant du saint-siège. Du reste, elles ne produisirent d'autre effet que d'offrir à Henri VIII un prétexte pour exiger et obtenir des évêques un nouveau serment de ne point reconnaître l'autorité du souverain pontife.

Cependant, pour faire illusion aux peuples et leur persuader qu'il ne changeait rien au fond de la religion, cet odieux tyran affectait de se montrer de plus en plus attaché à la doctrine catholique. Il avait déjà publié, en 1536, plusieurs articles entièrement conformes à l'ancienne croyance sur le baptême, sur l'eucharistie, la messe, la pénitence, la confession, le purgatoire, les prières pour les morts, la vénération des images, le culte des saints et les cérémonies de l'Église. Ensuite, après la bulle du

pape, il se prononça encore plus fortement contre les novateurs par la publication de six articles, qu'il fit confirmer, en 1539, par l'autorité du parlement. Le premier établissait la doctrine de la présence réelle et de la transsubstantiation; le second la communion sous une seule espèce; le troisième, l'obligation du célibat pour les prêtres; le quatrième, l'obligation de garder les vœux; le cinquième, l'usage des messes privées; enfin le sixième, la nécessité de la confession auriculaire. Ces articles furent sanctionnés par une pénalité rigoureuse, qui les fit nommer le statut de sang. La peine du feu et la confiscation de tous les biens étaient prononcées contre les violeurs du premier article, sans qu'ils pussent même être admis à l'abjuration. On devait punir de la corde ceux qui prêcheraient ou disputeraient avec opiniâtreté contre les autres articles. La peine de mort était également prononcée contre les prêtres mariés qui continueraient de vivre avec leurs femmes. Quant aux prêtres qui auraient simplement un commerce criminel avec des femmes, on ordonnait la prison et la confiscation contre eux et contre leurs complices pour une première faute, et la peine de mort en cas de récidive. On prononçait les mêmes peines contre ceux qui négligeraient de se confesser ou de communier dans le temps prescrit.

Cranmer, luthérien et marié, combattit d'abord ces articles dans le parlement; mais, craignant une disgrâce, il se rangea enfin à l'avis commun, et ne fit pas difficulté de poursuivre et de condamner ceux qui les violaient. Deux hérétiques moins fourbes, Schaxton, évêque de Salisbury, et Latimer de Worcester, espérèrent en vain se tirer d'affaire en quittant leurs évêchés; ils furent envoyés à la Tour de Londres, où Latimer demeura prisonnier jusqu'à la mort du roi. Schaxton se rétracta pour recouvrer sa liberté, mais il ne fut point rétabli dans son siège. Le roi nomma des commissaires dans les différentes provinces, pour rechercher et faire punir ceux qui refuse-

raient de se soumettre aux six articles, et les poursuites se firent avec tant de rigueur, qu'il y eut bientôt plus de cinq cents personnes emprisonnées dans la seule ville de Londres ; toutefois, la crainte des soulèvemens que pouvait exciter une semblable perquisition fit suspendre l'exécution de cette loi sanguinaire. Ce fut vers ce même temps que Cranmer engagea le roi à faire donner au peuple une traduction de la Bible, et que le parlement consumma la destruction de tous les monastères. On s'empara également de tous les biens des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, à qui on se contenta de donner une modique pension. Une grande partie de ces confiscations furent distribuées aux courtisans, et Cromwel ne manqua pas de se faire donner un grand nombre des plus riches commanderies ; mais il n'en jouit pas longtemps.

Jeanne de Seymour, troisième femme du roi, était morte en donnant la vie au prince Édouard, qui fut le successeur de Henri. Les luthériens pour se soutenir ne voyant plus d'autre moyen que d'avoir une reine de leur parti, dirigèrent toutes leurs intrigues vers ce but, et Cromwel persuada au roi d'épouser Anne de Clèves, dont il lui vanta la beauté. Mais Henri VIII, dès le premier jour de ses noces, conçut un dégoût profond de sa nouvelle épouse, et devenu amoureux de Catherine Howard, il songea à faire rompre son mariage. On alléguait pour cause de nullité les fiançailles d'Anne de Clèves avec le duc de Lorraine pendant la minorité des deux parties, engagement qui n'avait point été ratifié en âge de majorité, et qui n'était pas même prouvé. Ce prétexte était d'autant plus absurde, que le roi fit rendre dans le même temps une loi immorale, portant qu'un mariage non consommé n'empêchait point la validité d'un mariage postérieur. Mais à défaut de raisons, Henri VIII avait dans Cranmer un vil complaisant prêt à tout faire. La sentence de divorce fut prononcée après sept mois de mariage, le 9 juillet 1540, et signée par

tous les ecclésiastiques des deux chambres, puis confirmée par une loi du parlement ; après quoi Henri épousa Catherine Howard, nièce du duc de Norfolk. L'hypocrite Cromwel, déchu dans la faveur du roi, fut accusé de protéger secrètement les luthériens, et condamné à mort comme hérétique et coupable de haute trahison. Il est à remarquer qu'on le jugea sans l'entendre, et qu'il devint ainsi victime de la loi infâme dont il était le principal auteur. La persécution recommença bientôt après contre les protestans, et trois prêtres furent condamnés au feu pour avoir prêché publiquement le luthéranisme. De ce nombre fut le docteur Robert Barnès, qui s'était rendu fort agréable au roi dans l'affaire du divorce avec Catherine d'Aragon, et qui avait été envoyé en Allemagne pour obtenir des protestans une consultation favorable. Les catholiques furent encore moins épargnés. Quatre furent mis à mort pour avoir soutenu l'autorité du pape, et un autre simplement pour avoir eu correspondance avec le cardinal Polus.

Ces persécutions, jointes à la nouvelle spoliation des monastères, firent renaître les troubles dans les provinces du nord, et le roi craignant que Jacques V, roi d'Écosse, ne fournît des secours aux mécontents, fit tous ses efforts pour le gagner et l'engager à rompre avec la cour de Rome ; mais il ne put réussir. Le roi d'Écosse, fortement attaché au saint-siège et à la religion catholique, refusa même une entrevue que Henri VIII lui fit proposer. Il montra aussi le plus grand zèle contre les erreurs du luthéranisme, qui se répandaient dans son royaume, où elles trouvèrent bientôt de nombreux partisans. Il fit condamner au feu, vers ce même temps, deux religieux apostats, et plusieurs autres personnes infectées des nouvelles hérésies. Georges Buchanan, un des littérateurs les plus célèbres de l'époque, fut aussi arrêté comme s'étant rendu justement suspect par ses liaisons avec les novateurs, et par ses satires contre les religieux. Mais

il parvint à se sauver de sa prison et se retira en France. Il retourna dans la suite en Écosse, où il devint précepteur de Jacques VI, et professa publiquement la religion réformée. On doit peu s'étonner après cela de tous les contes satiriques et calomnieux qu'on trouve dans son Histoire d'Écosse. Il se fit surtout mépriser de tous les partis par des libelles pleins d'impostures contre la reine Marie Stuart, qui avait été sa bienfaitrice.

Henri VIII après la mort de Cromwell fit publier pour l'instruction de ses sujets une nouvelle exposition de foi où tout était conforme à la doctrine catholique, excepté ce qui regarde l'autorité du pape, et il y joignit une ordonnance pour soumettre aux peines de l'hérésie tous ceux qui s'en écarteraient. Le luthérien Cranmer souscrivit selon son habitude à cette exposition. Mais pour détruire l'influence du duc de Norfolk, très-opposé au luthéranisme, il chercha les moyens de perdre Catherine Howard, nièce de ce duc. Il la dénonça au roi comme ayant mené avant et depuis son mariage une vie déréglée, et nomma quelques individus avec qui on l'accusait d'entretenir un commerce criminel. L'affaire fut portée devant le parlement, et Catherine, condamnée à mort, eut la tête tranchée. Henri prit ensuite pour épouse une veuve nommée Catherine Parr, qui eut le courage de s'unir à ce monstre souillé de sang. Elle courut elle-même des risques pour son attachement aux nouvelles erreurs; mais elle fut assez habile pour échapper à la mort par une adroite dissimulation (1).

Le luthéranisme s'étendait de plus en plus dans le nord de l'Allemagne. Le prince Georges de Saxe étant mort sans enfans, au mois d'avril 1539, avait mis pour condition dans son testament, que ses héritiers conserveraient la religion catholique dans ses états; mais son frère Henri, qui était luthérien, n'en eut pas plus tôt pris

(1) Sander. — Sleidan. — Burnet.

possession qu'il y fût venir Luther, dont les erreurs se répandirent promptement dans la Thuringe et la Misnie. L'électeur de Brandebourg se laissa entraîner à l'apostasie par la promesse que lui firent ses peuples de payer ses dettes s'il voulait embrasser le protestantisme ; enfin le cardinal de Mayence, son oncle, fut contraint d'accorder lui-même aux diocèses de Magdebourg et d'Alberstadt la liberté de suivre, comme leurs voisins, la confession d'Ausbourg. Trois ans auparavant, Christiern III, roi de Danemark et de Norwége, avait aboli la religion catholique dans ses états et chassé les évêques pour mettre à leur place des ministres luthériens avec le titre de surintendans.

Les assemblées se multipliaient sans cesse en Allemagne au sujet de la religion. Les princes luthériens s'étaient réunis en 1537 à Smalcalde, où, malgré toutes les instances des envoyés de l'empereur, ils avaient refusé opiniâtrément d'adhérer à la convocation du concile de Mantoue, et n'avaient pas même voulu entendre le nonce du pape, ni lire ses bulles. Il y eut deux ans plus tard une diète à Francfort dans laquelle il fut convenu, après de longues délibérations, que la paix de Nuremberg serait prorogée pour quinze mois, avec cessation de toutes poursuites contre les détenteurs des biens ecclésiastiques, et que l'on choisirait des docteurs éclairés pour discuter ensemble les points controversés. On tint pour cet objet l'année suivante une diète à Haguenau ; mais les contestations qui s'élevèrent sur différens points, et notamment sur la restitution des biens ecclésiastiques, firent remettre la conférence à une autre diète indiquée à Worms, où la discussion, commencée entre Eckius et Mélanchthon, fut interrompue au bout de trois jours par ordre de l'empereur, et l'affaire renvoyée à une diète qui se tint en 1541 à Ratisbonne. Des théologiens y furent nommés de part et d'autre pour les conférences, savoir du côté des catholiques Eckius, Gropper, archidiacre de

Cologne, et Phlug, qui s'était acquis beaucoup de réputation par de savans écrits contre Luther ; et du côté des protestans, Mélanchthon, Bucer et Pistorius. L'empereur leur fit remettre pour l'examiner un livre intitulé : Concorde, dont on croit que Gropper était l'auteur et qu'on regardait comme propre à concilier les deux partis ; mais ce livre déplut aux catholiques comme contenant quelques articles suspects ; il fut encore moins approuvé des protestans, parce qu'ils y en trouvèrent un bien plus grand nombre qu'ils ne voulaient point accorder. On convint cependant de quelques articles, et après bien des négociations, soit avec les princes des deux partis, soit avec le cardinal Contarini, légat du saint-siège, l'empereur prit le parti de suspendre le décret d'Ausbourg, et toutes les poursuites de la chambre impériale pour cause de religion, jusqu'à ce que les points contestés eussent été décidés dans un concile général ou national, ou bien dans une diète qui serait convoquée dans dix-huit mois. Cette résolution excita des plaintes de la part des catholiques, et surtout du légat, qui contestait à un concile national et surtout à une diète le droit de prononcer sur des matières dont la décision regardait toute l'Église. Plusieurs catholiques désapprouvaient même quelques-uns des articles dont on était convenu dans les conférences, et demandaient que le jugement en fût renvoyé au pape ou au concile général. Ces diètes et ces conférences devinrent l'occasion de plusieurs écrits publiés, soit avant, soit après, par Eckius, par Cochlée et par Albert Pighius pour la défense de la doctrine catholique. Luther, de son côté, publia vers le même temps un ouvrage en allemand sur l'Église et sur les conciles, dans lequel il soutenait le principe commun des réformateurs, que l'Écriture doit être la seule règle de foi, que les conciles ne peuvent gêner les consciences par de nouvelles lois, et qu'il fallait abolir entièrement l'autorité du pape, dont les fausses

doctrines avaient tellement corrompu la religion, que la postérité, dit-il, aurait peine à le croire.

Ce fut aussi vers ce temps que le landgrave de Hesse, en récompense de son zèle pour le protestantisme, obtint de Luther et des principaux réformateurs une honteuse décision qui lui permettait la polygamie. Ce prince, engagé dans la réforme par la cupidité et par l'attrait de la licence, se livrait depuis longtemps à des adultères scandaleux, et son incontinence lui avait causé une de ces maladies qu'on cache avec soin, et qui mit sa vie en danger. La vue de la mort lui fit faire des réflexions sur son état ; mais ne voulant point renoncer à ses habitudes, à moins d'avoir une seconde femme avec la princesse son épouse, il adressa sur ce sujet un mémoire aux docteurs luthériens pour exposer ses dispositions, et demander leur avis. Il déclarait d'abord que la bonne chère qu'on faisait dans les diètes, où il ne pouvait mener la princesse, le mettait dans la nécessité d'avoir une seconde femme, parce qu'il ne pouvait ni ne voulait, disait-il, employer d'autre remède à son incontinence, et après quelques considérations sur la polygamie, venant aux motifs qu'il jugeait surtout propres à faire impression, il promettait aux réformateurs de leur accorder par reconnaissance tout ce qu'ils lui demanderaient, soit les biens des monastères, soit d'autres choses semblables, et finissait par dire que si on lui refusait cette dispense il s'adresserait à l'empereur, qui sans doute ne l'accorderait pas sans la permission du pape, et qu'il craignait de se voir ainsi entraîné dans des démarches contraires aux intérêts de la réforme. Il n'en fallait pas tant pour vaincre tous les scrupules chez des hommes qui se faisaient un jeu de la religion. Bucer fut chargé de la négociation et se rendit à Wittemberg, où Luther et Mélanchthon avec quelques autres docteurs du parti n'hésitèrent pas à satisfaire les passions du landgrave. Rien n'est plus ridicule que le long et tortueux discours qu'ils rédigèrent

en forme de consultation. Ils reconnaissent que Jésus-Christ dans l'Évangile ayant ramené le mariage à son institution primitive, la loi divine oblige de se contenter d'une seule femme, et qu'une loi contraire ne saurait être admise dans l'Église; ils ajoutent que la permission de la polygamie donnerait lieu à leurs ennemis de les mettre au rang des anabaptistes et des mahométans, et néanmoins ils prétendent ensuite que la loi qui permettait aux Juifs d'avoir plusieurs femmes n'a point été abolie. En conséquence ils décident expressément que le landgrave peut épouser une seconde femme, pourvu que ce soit en secret. Ils ne donnent cependant cette permission que comme une dispense, ce qui suppose évidemment une loi prohibitive, et d'autre part ils avouent que les dispenses ne peuvent avoir lieu contre la loi divine. Cette consultation fut signée au mois de décembre 1539 par Luther, par Mélanchthon, par Bucer, et par cinq autres luthériens. Le secret qu'ils avaient recommandé ne put être si bien gardé que le second mariage du landgrave ne parvint à la connaissance du public, et Cochlée fit à ce sujet un ouvrage pour montrer que la polygamie est défendue aux chrétiens.

Comme l'empereur avait convoqué une diète à Spire au commencement de l'an 1542, le pape y fit proposer par un nonce la ville de Trente pour la tenue du concile général, et cette ville ayant été acceptée par les princes catholiques, il publia le 29 mai de la même année la bulle de convocation pour le 1^{er} novembre suivant. Mais les guerres de l'empereur contre les Turcs et contre la France empêchèrent les évêques de s'y rendre, en sorte que le pape crut devoir en suspendre l'ouverture. Ce fut en vain qu'il s'employa auprès de Charles-Quint pour le porter à la paix avec la France; toutes ses démarches furent inutiles. Ce prince dans une nouvelle diète tenue à Spire en 1544 pour obtenir les secours des protestans confirma toutes les concessions faites à Ratisbonne, et

leur accorda même qu'à l'avenir une partie des membres de la chambre impériale seraient choisis parmi les luthériens. Le pape en fit des plaintes par un bref adressé à l'empereur. Mais celui-ci se contenta de répondre par une vague protestation de zèle pour la religion. Luther publia à l'occasion de ce bref les plus violentes diatribes contre le pape, et son exemple fut imité par Calvin, qui adressa en outre à la diète de Spire un écrit en faveur de la réforme.

Depuis plusieurs années saint Ignace de Loyola avait institué pour la défense et la propagation de la foi la célèbre société des jésuites. Il était né dans le royaume de Navarre, d'une famille noble, et avait suivi jusqu'à l'âge de vingt-neuf ans la profession des armes, où il se distingua par son courage. Ayant eu la jambe fracassée au siège de Pampelune, en 1521, comme il se vit obligé de garder le lit fort longtemps, il demanda quelque roman pour se désennuyer. Mais quoique les livres de chevalerie fussent alors très-communs en Espagne, on n'en trouva point au château de Loyola, où il s'était fait transporter, et on lui apporta les vies des saints. Il les lut d'abord par curiosité ; puis, frappé de ces grands exemples de vertus, après quelques momens d'hésitation et de lutte, il prit enfin la résolution inébranlable de les imiter et de renoncer entièrement au monde. Il ne fut pas plus tôt guéri qu'il voulut faire le pèlerinage de la Terre sainte, et partit pour s'embarquer à Barcelone. Mais la peste qui régnait dans cette ville l'obligea de s'arrêter à Manrèse, où il passa environ dix mois, revêtu d'habits pauvres, mendiant son pain et se livrant aux plus rudes austérités. Ce fut dans une caverne où il se retira quelque temps près de Manrèse, qu'il conçut le plan de son livre des Exercices spirituels. Il poursuivit, au commencement de l'an 1523, son pèlerinage de la Palestine, où il voulut demeurer pour travailler à la conversion des infidèles ; mais le provincial des cordeliers, en vertu de l'autorité

qu'il avait reçue comme légat du saint-siège sur les pèlerins et les missionnaires, lui ordonna de retourner en Europe. Ignace, revenu en Espagne, étudia successivement à Barcelone et dans les universités d'Alcala et de Salamanque, continuant de mendier son pain par humilité, et travaillant au salut des âmes avec un zèle qui produisit des conversions éclatantes, mais qui lui attira aussi des persécutions. Car on trouva mauvais qu'étant simple laïque, et sans avoir étudié la théologie, il se mêlât de faire des instructions sur la religion et de diriger en quelque sorte les consciences, et il y eut à ce sujet des plaintes si vives, qu'il fut mis deux fois en prison. Il vint, en 1528, continuer ses études à Paris, où il éprouva aussi quelques contradictions. Il fut même déféré comme suspect d'hérésie au prieur des jacobins, qui avait le titre d'inquisiteur; mais celui-ci, après un moment d'entretien, reconnut la pureté de sa doctrine, et le laissa libre de continuer l'exercice de son zèle.

Ignace, ayant été reçu maître ès-arts, commença l'étude de la théologie chez les dominicains, et forma le projet d'instituer une congrégation savante toute dévouée au salut des âmes. Il songea d'abord à s'associer deux compagnons avec qui il était logé, savoir : Pierre Lefèvre, Savoyard, qui était répétiteur au collège de Sainte-Barbe, et François Xavier, d'une famille noble de Navarre, professeur de philosophie au collège de Beauvais. Le premier, plein de zèle et de vertu, accueillit avec joie la proposition d'Ignace; mais le second, à qui sa naissance, la beauté de son génie et le succès de ses études, donnaient l'espoir de s'avancer dans les dignités ecclésiastiques, fut plus difficile à gagner. Cependant ces paroles qu'Ignace lui répéta souvent : Que sert à l'homme de gagner tout l'univers, s'il vient à perdre son âme ? triomphèrent enfin de son ambition et de sa résistance. Un Portugais nommé Simon Rodriguez, et trois Espagnols, Laynez, docteur d'Alcala, qui était venu compléter ses

études à Paris, Salmeron et Alphonse Bobadilla, entrèrent bientôt après dans cette société naissante. Ignace ayant affermi ses compagnons dans leur résolution, se rendit avec eux, le jour de l'Assomption de l'an 1534, dans la chapelle souterraine de Montmartre, dédiée à saint Denis, apôtre de Paris, et là, après avoir reçu la communion des mains de Lefèvre, qui venait d'être ordonné prêtre, ils firent tous vœu de renoncer à leurs biens et de passer dans la Palestine pour y travailler à la conversion des infidèles, ou, si cette entreprise ne pouvait avoir lieu, d'aller, après un an d'attente, offrir leurs services au souverain pontife pour exercer le ministère évangélique où il lui plairait de les envoyer. Comme plusieurs n'avaient pas encore achevé leurs études, on convint qu'ils les continueraient pendant un voyage qu'Ignace avait à faire en Espagne, et qu'à la fin de l'an 1536 ils iraient le rejoindre à Venise. Ils s'y rendirent au temps marqué avec trois nouveaux compagnons, et allèrent ensuite à Rome demander la bénédiction du pape, qui les accueillit avec bonté; après quoi ils revinrent à Venise, où Xavier et les autres qui n'étaient pas encore prêtres furent ordonnés avec Ignace le jour de Saint-Jean-Baptiste de l'an 1537. La guerre qui éclata sur ces entrefaites avec les Turcs ne leur permettant pas de s'embarquer, ils s'appliquèrent à la conversion des peuples, en attendant une occasion favorable, dans les villes et bourgs de la république; puis, au commencement de l'année suivante, Ignace envoya le plus grand nombre d'entre eux dans les principales universités, tant pour inspirer la piété aux étudiants que pour attirer de nouveaux compagnons, et se rendit à Rome avec Lefèvre et Laynez pour se mettre à la disposition du souverain pontife. Ils convinrent avant de se séparer qu'ils logeraient dans les hôpitaux et ne vivraient que d'aumônes; que ceux qui se trouveraient ensemble seraient supérieurs tour à tour chaque semaine; qu'ils enseigneraient le catéchisme aux

enfants, et prêcheraient dans les places publiques, partout où on leur permettrait de le faire; qu'ils ne recevraient aucune rétribution pour leurs fonctions; enfin qu'ils prendraient le titre de prêtres de la compagnie de Jésus.

Le pape reçut avec joie les offres de ces zélés missionnaires, et chargea Laynez et Lefèvre d'enseigner la théologie dans le collège de la Sapience, tandis qu'Ignace travaillerait à réformer les mœurs et à ranimer la piété par des instructions chrétiennes et par la voie des exercices spirituels. Ces exercices, que le saint avait exposés dans un livre qui reçut plus tard l'approbation du souverain pontife, étaient une suite de méditations sur la fin de l'homme, sur la nécessité du salut, sur le péché, sur le bonheur du ciel, sur les peines de l'enfer, sur les mystères de la vie de Jésus Christ, et sur d'autres vérités de la religion, avec différentes pratiques ayant pour objet de déraciner successivement les passions et d'exciter la ferveur et le zèle des vertus chrétiennes. Ignace, conformément aux intentions du pape, ne tarda pas à faire venir tous ses disciples à Rome, où ils furent chargés d'exercer leur ministère en différentes églises, jusqu'à nouvel ordre; et voulant donner à sa société une constitution fixe et la faire approuver par le saint-siège, il tint avec eux des conférences pour délibérer sur les règles du nouvel institut. Ils convinrent qu'aux vœux de chasteté et de pauvreté qu'ils avaient déjà faits à Venise, ils joindraient le vœu d'obéissance à un supérieur général; outre un quatrième vœu d'aller partout où le souverain pontife jugerait à propos de les envoyer pour travailler au salut des âmes, et que les profès ne posséderaient rien, même en commun, mais que les collèges de la société pourraient avoir des fonds et des rentes pour leur entretien particulier.

Les prédications d'Ignace et de ses disciples produisirent à Rome des effets merveilleux. On vit bientôt les

désordres diminuer et la piété se répandre dans toutes les classes, la fréquentation des sacremens devenir plus commune, les pécheurs les plus endurcis donner l'exemple d'une austère pénitence, et jusqu'à des courtisanes renoncer au monde pour consacrer le reste de leurs jours au service des hôpitaux. Cependant la calomnie n'épargna pas ces hommes apostoliques. Quelques misérables les accusèrent d'une doctrine suspecte, et dénoncèrent Ignace au gouverneur de Rome, comme un hérétique qui avait été brûlé en effigie à Alcalá, à Paris et à Venise. Mais l'imposture fut bientôt confondue par les témoignages les plus authentiques, et le principal délateur banni à perpétuité; après quoi Ignace, qui tenait non-seulement à se justifier, mais à écarter jusqu'au moindre soupçon, voulut obtenir un jugement qui rétablît l'honneur de ses compagnons. En conséquence, le gouverneur de Rome, d'après l'ordre du pape, fit examiner le livre des Exercices spirituels, et rendit une sentence qui contenait la justification complète des accusés et l'éloge de leur zèle. Peu de temps après, c'est-à-dire en 1539, Ignace ayant arrêté avec ses compagnons le plan et les règles de son institut, en fit remettre au pape un abrégé pour obtenir son approbation. Paul III, après avoir lu cet écrit, en fut, dit-on, si content, qu'il approuva aussitôt de vive voix le nouvel institut. Toutefois, l'approbation solennelle ne laissa pas d'éprouver des difficultés, et n'eut lieu que l'année suivante.

Sur ces entrefaites, un envoyé de Portugal, frappé du zèle et des vertus de ces missionnaires, écrivit au roi Jean III pour lui faire connaître combien de tels hommes seraient propres à répandre la foi dans les Indes Orientales, et ce prince en ayant fait demander quelques-uns, Ignace envoya pour cette mission Rodriguez et François Xavier, qui partirent de Rome au printemps de l'an 1540. Ils passèrent le reste de l'année en Portugal, où ils travaillèrent si efficacement à la réformation des mœurs,

que le roi forma le projet de les y retenir pour le bien de ses sujets ; mais après quelques délibérations et d'après l'avis d'Ignace, il fut décidé que Simon Rodriguez demeurerait seul en Portugal, et que François Xavier partirait pour les Indes. On verra plus tard les travaux et les prodigieux succès du saint apôtre. Quelques autres membres de la compagnie furent envoyés par le pape en différens endroits, Claude le Jay à Brescia pour extirper l'hérésie qui s'y était introduite depuis quelques années, Bobadilla dans une île sur les côtes de Naples pour y éteindre de sanglantes divisions, et le savant Laynez en Allemagne, à l'occasion des projets de conférences avec les novateurs.

Cependant le pape avait chargé trois cardinaux d'examiner le plan du nouvel institut. Le premier, nommé Barthélemy Guidiccioni, savant théologien, était si opposé à tous les nouveaux établissemens, qu'il conseillait, au contraire, de réduire le nombre des anciens, et son autorité, jointe aux raisons qu'il exposa par écrit, entraîna les deux autres cardinaux. Mais ayant lu le mémoire qui lui fut remis par le saint fondateur, il fut si frappé de la sagesse de ses vues, qu'il donna enfin avec ses collègues un avis favorable. En conséquence, Paul III, par une bulle du 27 septembre 1540, approuva solennellement la nouvelle société sous le titre d'institut des clercs réguliers de la Compagnie de Jésus, et leur permit de faire les constitutions qu'ils jugeraient les plus convenables pour leur propre perfection et pour le salut du prochain. Il borna cependant à soixante le nombre des profès ; mais il crut devoir deux ans plus tard lever cette restriction. Dès que l'ordre fut approuvé par le saint-siège, on élut d'un consentement unanime Ignace pour supérieur général, malgré toutes les résistances qu'opposa sa modestie ; et au mois d'avril 1541, ayant fait lui-même profession entre les mains du pape, il reçut les vœux solennels de ses compagnons. La première fonc-

tion du nouveau général fut d'enseigner le catéchisme dans l'église de Sainte-Marie, ce qu'il fit durant six semaines, et c'est d'après son exemple que les supérieurs de la compagnie prirent la coutume de faire quarante jours le catéchisme quand ils entraient en charge. Il s'occupa en même temps d'une foule d'autres bonnes œuvres. Il entendait les confessions, allait assister les malades dans les hôpitaux et ailleurs, et s'appliquait avec un zèle infatigable à tous les moyens de procurer le salut des âmes. Il parvint à faire construire par ses exhortations, avec les secours de plusieurs personnes riches et vertueuses, une maison pour servir d'asile aux juifs qui demandaient à recevoir le baptême, une autre pour les femmes et les filles de mauvaise vie qui se convertissaient; enfin, deux maisons pour les orphelins de l'un et de l'autre sexe.

Saint Ignace ne tarda pas à dresser et fit paraître, en 1542, les constitutions de sa société. Comme elle avait pour but la perfection de ses membres et le salut du prochain, il s'appliqua à réunir les exercices de la vie contemplative et de la vie apostolique. Il ordonna pour le premier objet l'oraison mentale, les examens de conscience, les saintes lectures, les retraites fréquentes, le silence, le recueillement, et le souvenir habituel de la présence de Dieu. Mais en recommandant la mortification, il jugea convenable de ne prescrire aucune austérité particulière, et de laisser aux supérieurs à régler eux-mêmes avec prudence celles que les particuliers s'imposeraient volontairement. Il ne crut pas devoir non plus assujettir ses disciples à l'office du chœur, qui lui parut incompatible avec les emplois de son institut. Il prescrivit, à l'égard du ministère apostolique, les sermons, les catéchismes, les missions parmi les chrétiens et les infidèles, le soin de convertir les hérétiques, la visite des hôpitaux et des prisons, la direction des consciences, et particulièrement l'instruction de la jeunesse.

Pour attirer un plus grand concours aux écoles de la compagnie, il statua qu'avec les règles de la piété on y enseignerait gratuitement les sciences ordinaires, et permit en conséquence aux collèges de recevoir des fonds et des revenus pour l'entretien des étudiants. Mais les autres maisons de la société ne pouvaient rien posséder ni en propre ni en commun. Comme l'habit religieux était devenu pour les impies et les hérétiques un objet de risée, Ignace ne donna point d'autre habit à ses disciples que celui des ecclésiastiques. Les constitutions entrent dans un grand détail sur le choix des sujets et sur les exercices du noviciat, qui doit commencer par les exercices spirituels et durer deux ans. Ce temps doit être principalement consacré à des bonnes œuvres ayant pour objet d'habituer les novices aux fonctions qu'ils auront à remplir. Ils sont appliqués ensuite à des études plus ou moins étendues suivant leur capacité. Il y a plusieurs degrés parmi les membres de la société. Les uns, qu'on nomme religieux profès, outre les trois vœux ordinaires de pauvreté, de chasteté et d'obéissance, font un quatrième vœu d'obéir au souverain pontife par rapport aux missions et aux travaux apostoliques, et d'aller partout où il lui plaira de les envoyer. Ils s'obligent en outre à n'accepter aucune prélature, à moins d'un commandement exprès du souverain pontife. D'autres, nommés coadjuteurs spirituels, font seulement les trois vœux ordinaires. Un troisième degré est celui des écoliers approuvés, qui font seulement des vœux simples, avec promesse de faire plus tard les vœux solennels. La société a le droit de les dispenser de cet engagement et de les renvoyer pour de justes causes. Enfin, il y a aussi des frères laïcs ou coadjuteurs temporels pour le service des collèges. Le général est élu à vie et doit résider à Rome. C'est lui qui nomme les provinciaux, les supérieurs des maisons professes, des noviciats et des collèges. Chaque supérieur doit lui écrire tous les trois mois, et on doit

lui envoyer de chaque province, tous les trois ans, une liste de tous les sujets, avec des notes sur leur âge, leur talent, leur progrès dans la vertu, en un mot sur toutes leurs qualités bonnes ou mauvaises. Des informations spéciales doivent, en outre, lui être adressées par quatre personnes inconnues l'une à l'autre sur les sujets qu'il s'agit d'admettre, soit à la profession, soit aux différentes charges. L'autorité du général est absolue, mais il a des assistans choisis dans les nations diverses par la congrégation générale de la société pour le soulager dans ses fonctions, pour lui donner conseil, et au besoin pour convoquer la congrégation, si des cas graves obligeaient de le déposer. La société lui donne aussi un admoniteur chargé de lui représenter ce que lui ou les assistans remarqueraient d'irrégulier soit dans son administration, soit dans sa conduite. Enfin, les congrégations provinciales, qu'il est ordonné de tenir tous les trois ans, doivent commencer par délibérer s'il est nécessaire d'assembler la congrégation générale, et celle-ci a le droit de prononcer sans la participation du général sur les plaintes élevées contre lui. Telles sont en substance les constitutions de cet ordre célèbre, qui se répandit en peu d'années dans toutes les parties de l'Europe. Le roi de Portugal, ayant retenu Simon Rodriguez dans ses états, fit construire un collège à Coimbre, pour recevoir et former les sujets qui demandaient en grand nombre à entrer dans la compagnie; et d'autres maisons semblables furent établies bientôt à Valence, à Alcalá, à Louvain, à Cologne, à Padoue et en d'autres endroits (1).

François I^{er}, pour arrêter le cours de l'hérésie qui continuait de se répandre dans le royaume, renouvela, en 1540, la rigueur des édits précédens, et enjoignit aux magistrats de faire la recherche la plus exacte des novateurs. La faculté de théologie de Paris condamna vers le

(1) Orland. *Hist. Societ.* — Ribaden. *Vit. Ign.* — Bouhours.

même temps une multitude d'ouvrages ou manifestement hérétiques ou renfermant des propositions suspectes et scandaleuses, notamment les Institutions de Calvin, la Bible de Genève, les ouvrages d'OËcolampade, plusieurs nouveaux écrits de Luther, de Mélanchthon, de Bucer et de Brentius, les Psaumes de Marot, les Épigrammes de Dolet, de Canton, de Crispin, le Manuel du soldat chrétien par Érasme, la Méthode du même auteur pour la confession, et son Éloge de la folie, les Heures des pénitens, les écrits de Jacques Lefèvre d'Étaples, et beaucoup d'autres livres anonymes, qui, sous des titres spécieux, cachaient tout le venin du luthéranisme. Le parlement de son côté condamna au feu les livres censurés, avec défense à tout imprimeur ou libraire de les imprimer ou de les exposer en vente, et à toutes personnes de les garder, sous peine d'être punies comme hérétiques. Plusieurs prédicateurs, et entre autres un augustin nommé Bernardi, et Landri, curé de Sainte-Croix, ayant avancé des propositions contraires à la doctrine de l'Église, furent cités devant la faculté, et le dernier ayant refusé de répondre, fut mis en prison, et ne recouvra la liberté qu'après avoir fait dans la cathédrale une rétractation publique. En même temps, pour réprimer la licence des opinions, la faculté de théologie de Paris dressa, au mois de janvier 1542, un formulaire de doctrine contenant vingt-neuf articles avec obligation à tous les licenciés et bacheliers de jurer ces articles, et aux étudiants de faire la même chose avant de commencer leur cours de théologie. C'était une exposition de ce qu'il fallait croire et prêcher au peuple sur les points contestés par les hérétiques, notamment sur la nécessité et les effets du baptême, sur le libre arbitre, sur la pénitence, la confession et le mérite des bonnes œuvres, sur la présence réelle, la transsubstantiation, le sacrifice de la messe et la communion sous une seule espèce, sur le pouvoir conféré aux évêques et aux prêtres par l'ordi-

nation, sur la grâce produite par les sacremens de confirmation, d'extrême-onction et de mariage, sur l'invocation des saints, la vénération des reliques et des images, sur le purgatoire et les prières pour les morts, sur l'infailibilité de l'Église et des conciles généraux, sur la nécessité de la tradition, et l'autorité du souverain pontife, enfin sur les indulgences, les vœux monastiques, l'obligation du jeûne, de l'abstinence et des autres lois ecclésiastiques. Les articles de la faculté présentaient sur tous ces points l'expression la plus exacte de la doctrine catholique.

Calvin publia contre ce formulaire un libelle où, suivant les traces de Luther, il prodigua à défaut de raisons les bouffonneries et les injures les plus dégoûtantes, jusqu'à ne pas rougir d'appeler l'université de Paris un troupeau de cochons. Il fit chasser de Genève deux ans plus tard Sébastien Castalion, qui s'occupait d'une nouvelle version latine et d'une traduction française de la Bible, et qui croyait pouvoir, comme les autres réformateurs, l'interpréter à son gré et en retrancher ce qui lui déplaisait. On voyait sortir chaque jour du sein de la réforme les erreurs les plus monstrueuses, et Calvin écrivit vers ce même temps un traité contre les anabaptistes et en particulier contre la secte infâme des libertins. Elle avait eu pour auteur un tailleur d'habits nommé Quentin, né en Picardie, et qui trouva des partisans dans plusieurs provinces de France. Il enseignait que Jésus-Christ était Satan; que l'Évangile était une fable; qu'il n'y a dans l'univers qu'un seul esprit qui est Dieu et qui produit tout ce qui se fait; qu'ainsi on ne doit ni condamner ni punir les méchants; qu'il n'y a d'ailleurs aucune distinction entre le bien et le mal, et qu'on peut sans péché s'abandonner librement à toutes ses passions. Il avait d'abord été accueilli, comme tous les novateurs, par la reine de Navarre; mais ayant voulu dogmatiser dans les Pays-Bas, il fut arrêté à Tournai et condamné au feu.

Un autre fanatique, nommé David Georges, publiait dans la Frise des maximes à peu près semblables. Il niait la résurrection et la vie future, réprouvait le mariage et admettait la communauté des femmes. Il soutenait que l'âme ne pouvait contracter aucun péché. Il se donna pour le fils de Dieu et pour le véritable Messie envoyé pour racheter les hommes et régner sur la terre avec ses disciples. Les poursuites rigoureuses exercées dans la Hollande contre les anabaptistes l'obligèrent de prendre la fuite et de se retirer à Bâle, où il mourut en 1556.

Herman de Weiden, archevêque de Cologne, après avoir donné des preuves de zèle pour la foi et pour la réformation des mœurs, se laissa enfin séduire par les novateurs, et embrassa publiquement le luthéranisme. Il avait tenu, en 1536, à Cologne, un concile provincial, célèbre par un très-grand nombre de sages réglemens, la plupart renouvelés des anciens conciles, sur les devoirs du clergé, sur l'administration des sacremens, sur la prédication, sur l'obligation des lois de l'Église, et sur une foule d'autres objets de morale ou de discipline. Ces réglemens furent en grande partie l'ouvrage du docte Gropper, dont l'archevêque suivit longtemps les conseils. Mais comme ce prélat était fort ignorant, il se laissa persuader par les luthériens qu'il y avait dans l'Église beaucoup de dogmes et de pratiques contraires à la parole de Dieu, et fondés uniquement sur des traditions humaines. En conséquence il fit venir Bucer, et l'établit en 1542 prédicateur à Bonn. Il appela l'année suivante Mélanchthon, Pistorius et quelques autres luthériens, et les chargea de rédiger des articles de doctrine pour être enseignés dans son diocèse. Le clergé réfuta ces articles, demanda l'expulsion des novateurs, et sur le refus de l'archevêque, le chapitre de la métropole eut recours au pape et à l'empereur. Le pape, après avoir cité en vain l'archevêque à comparaître, l'excommunia en 1545, et le déposa de son siège. L'empereur prit le clergé et

l'université de Cologne sous sa protection ; puis, deux ans plus tard, se voyant par ses succès dispensé de tout ménagement envers les protestans, il envoya des ordres pour faire exécuter la sentence de déposition. Alors l'archevêque prit le parti de se démettre, et se retira dans une terre de sa famille, où il mourut quelques années plus tard dans l'hérésie, à l'âge de quatre-vingts ans.

Le fameux Bernardin Ochin, vicaire-général des capucins, donna aussi vers le même temps le scandale d'une déplorable apostasie. Il était né à Sienne, et avait pris l'habit religieux dans l'ordre des frères mineurs, où il se distingua par son zèle et ses talens. Il embrassa, vers l'an 1534, la réforme des capucins établie par Matthieu Baschi, et contribua tellement au progrès de cet ordre naissant, qu'il en fut élu vicaire général. Mais c'est à tort que quelques auteurs lui en ont attribué l'institution. Ses austérités, son habit grossier, la pâleur de son visage décharné, et toutes les apparences de la sainteté jointes à une éloquence vive et entraînante, lui avaient acquis dans toute l'Italie une réputation extraordinaire. Les églises étaient trop petites pour contenir la foule immense qui accourait à ses sermons. Mais ses liaisons avec un jurisconsulte espagnol imbu des erreurs de Luther lui donnèrent du goût pour les nouveautés, et le dépit de n'avoir point été élevé au cardinalat, où il aspirait, ne lui permit pas de se contenir. Les erreurs qu'il débita dans ses sermons l'ayant fait citer à Rome, il délibérait s'il devait s'y rendre, lorsqu'il en fut détourné par un autre prédicateur célèbre nommé Vermilli et plus connu sous le nom de Pierre Martyr. Celui-ci était un chanoine régulier, supérieur d'un monastère de Lucques, et qui s'était aussi engagé par amour des nouveautés et du libertinage dans les erreurs de la réforme. Ils prirent tous deux le parti de quitter leur habit religieux et d'apostasier publiquement. Pierre Martyr, après avoir séduit plusieurs de ses confrères, se retira à Strasbourg, où il

épousa une religieuse. Ochin se rendit à Genève, et s'y maria avec une fille qu'il avait séduite à Lucques. Il passa en Angleterre avec Pierre Martyr après la mort de Henri VIII; puis, obligé d'en sortir quand la reine Marie y rétablit la religion catholique, il vint à Zurich, où il fut fait ministre des hérétiques italiens qui s'y étaient réfugiés. Mais des dialogues qu'il publia en faveur de la polygamie lui firent perdre cette place. Il erra ensuite quelque temps en Allemagne, et s'étant réfugié en Pologne, il s'en fit chasser pour son attachement aux impiétés des sociniens, et mourut en Moravie dans la misère, vers l'an 1564, également méprisé et détesté par les protestans et par les catholiques (1).

Il restait encore un certain nombre de vaudois dans les montagnes de la Savoie, du Dauphiné et de la Provence, où ils s'étaient maintenus soit par les armes, soit en dissimulant leur doctrine et en prenant part aux exercices du culte catholique. Presque tous étaient des pâtres ou des laboureurs qui vivaient dans la plus grossière ignorance. Dès l'année 1530 ils avaient député quelques-uns de leur parti vers les réformés de Zurich et de Strasbourg, pour les consulter sur différentes questions, et ceux-ci ne manquèrent pas de faire tous leurs efforts pour les engager dans leur secte. Mais la diversité des opinions sur des points capitaux fit longtemps échouer ces tentatives d'union; car les vaudois avaient conservé plusieurs dogmes catholiques rejetés par Zuingle, notamment ceux de la présence réelle et de la transsubstantiation, et ils admettaient d'autre part quelques erreurs condamnées par les réformateurs, entre autres celle qui fait dépendre la validité des sacremens de la sainteté des ministres. Cependant, après bien des négociations et des conférences, ils se laissèrent enfin gagner, vers l'an 1536, par Farel, ministre de Genève. Cette union avec les protestans les rendit plus au-

(1) Sleid. — Cochl. — Chytr. — Bzov. — Rain.

dacieux ; ils professèrent ouvertement l'hérésie, et firent venir de Suisse et d'Allemagne des ministres, qui contribuèrent encore à augmenter le nombre et l'audace des sectaires.

Le parlement de Provence, pour arrêter les progrès de l'erreur, rendit au mois de novembre 1540 un arrêt terrible qui condamnait au feu tous les hérétiques, et ordonnait de raser complètement le bourg de Mérindol et les autres lieux où ils se retiraient. On en brûla quelques-uns, après quoi François I^{er} ordonna de pardonner aux autres, à condition qu'ils feraient abjuration de leurs erreurs. Les vaudois effrayés présentèrent des confessions de foi pour exposer et justifier leurs doctrines, et pendant quelques années l'arrêt du parlement demeura sans exécution. Mais comme les vaudois au lieu de se rétracter profitèrent de cette indulgence pour commettre différens excès, le baron d'Oppède, premier président du parlement, écrivit au roi pour demander l'autorisation de les poursuivre et d'exécuter la sentence rendue contre eux. Il les accusa de courir le pays en armes, de profaner les églises, de brûler les images, de renverser les autels, et ajouta qu'ils s'étaient attroupés au nombre de seize mille pour s'emparer de Marseille. Sur cet avis, le roi fit expédier au mois de janvier 1545 des lettres patentes pour ordonner de faire marcher des troupes contre ces hérétiques, et d'en purger le pays. D'Oppède, accompagné de l'avocat-général Guérin, et du baron de la Garde, qui commandait un corps de six mille hommes, se mit en campagne, et déploya contre les vaudois la plus horrible cruauté. Vingt-deux bourgs ou villages furent brûlés et saccagés, et les habitans, hommes et femmes, impitoyablement massacrés. Comme la plupart avaient pris la fuite, on les poursuivit dans les bois et les montagnes, où les cris des femmes et des enfans servaient à mettre les troupes sur leurs traces ; on investit de tous côtés ceux qu'on ne put atteindre, et on

défendit sous peine de mort de leur donner asile ou de leur fournir des alimens. Il ne restait pas une seule personne à Mérindol, dont les habitans, avertis par l'incendie des villages voisins, n'avaient pas attendu la fureur de leurs ennemis. On mit le feu à la bourgade, on rasa toutes les maisons, et on arracha jusqu'aux arbres des jardins. Soixante hommes qui étaient restés à Cabrières avec trente femmes se montraient disposés à se défendre; on leur promit la vie sauve, mais ils n'en furent pas moins pendus et les femmes enfermées dans une grange pleine de paille où l'on mit le feu. On usa de la même perfidie et de la même atrocité contre la petite ville de la Côte, qui était défendue par de bonnes murailles et par un château. On avait engagé les habitans par la promesse du pardon à déposer les armes, et quand on fut maître de la ville, tous les hommes furent taillés en pièces. Les femmes et les filles, qui, pour éviter la première fureur du soldat, s'étaient retirées dans un jardin près du château, furent toutes violées et traitées si brutalement que plusieurs moururent des tourmens qu'on leur fit souffrir. Il y eut plus de quatre mille personnes de tout âge et de tout sexe massacrées dans ces différentes expéditions, sans compter ceux qui périrent de faim et de misère, et après le massacre, on fit le procès au reste de ces malheureux, dont la plupart furent condamnés aux galères ou à d'autres peines. Un petit nombre seulement trouva le moyen de se sauver en Suisse et à Genève. On eut l'adresse de faire approuver ces barbaries par François I^{er}. Mais Henri II, son successeur, en fit poursuivre les auteurs. Toutefois, après de longs débats devant le parlement de Paris, le président d'Oppède vint à bout de se faire absoudre. Le baron de la Garde en fut quitte pour quelques mois de prison. L'avocat général Guérin, qu'on accusait aussi de concussion, eut la tête tranchée (1).

(1) De Thou, — Sleid. — Boss. *Hist. des var.* l. XI.

Le pape Paul III après bien des démarches était parvenu enfin à faire conclure la paix entre l'empereur et François I^{er}, et aussitôt après, par une bulle en date du 19 novembre 1544, il convoqua de nouveau le concile à Trente pour le 15 mars de l'année suivante. Mais des difficultés survenues de la part de Charles-Quint en firent différer l'ouverture jusqu'à la fin de l'année. Ce prince, qui n'était pas encore en mesure de combattre les protestans, et qui désirait en obtenir des secours contre les Turcs, revenait toujours inutilement à la voie des négociations. N'ayant rien pu gagner dans une diète tenue à Worms au mois de mai 1545, et voyant les protestans toujours obstinés à ne point se soumettre au concile convoqué par le pape, il prorogea la cessation de toutes poursuites pour cause de religion jusqu'à la diète indiquée pour le commencement de l'année suivante à Ratisbonne, et ordonna qu'on y tenterait de nouvelles conférences entre des théologiens catholiques et des luthériens. Elles furent commencées en effet, mais avec aussi peu de succès que les précédentes. Cependant les légats nommés par le pape pour présider au concile étaient arrivés à Trente au mois de mars 1545. C'étaient les cardinaux Jean-Marie del Monte, Marcel Cervin, et Renaud Polus, tous trois distingués par leur science et leur piété. L'empereur de son côté avait nommé des ambassadeurs pour y assister en son nom ; mais il eut recours à des prétextes pour en faire ajourner l'ouverture, et représenta qu'il ne fallait point irriter les protestans, que si l'on se pressait de les condamner, on les verrait bientôt courir aux armes et porter la guerre en Italie et jusqu'à Rome ; qu'il n'y avait point de secours à espérer de l'empire, et que c'était au pape à voir quelles forces il avait à leur opposer. Enfin, après quelques autres difficultés, il consentit dans le courant d'octobre à l'ouverture du concile ; mais à condition qu'on n'y traiterait point du dogme ni des erreurs des luthériens, et

qu'on s'occuperait uniquement de réformation. Le pape, sans avoir égard à cette condition, envoya ordre à ses légats d'ouvrir le concile le 13 décembre, et de procéder selon les formes canoniques et avec une entière liberté. François I^{er} venait de rappeler, à cause de ces délais, les ambassadeurs qu'il avait envoyés à Trente; mais quand il eut appris que le concile était commencé, il ne tarda pas à les y renvoyer.

Vers le même temps l'électeur palatin fit profession du luthéranisme et l'établit dans ses états. Il permit le mariage des prêtres, autorisa les moines et les religieuses à rompre leurs vœux, et fit remplacer la messe dans les églises d'Heidelberg par la cène des luthériens. Quelques années plus tard il adopta les erreurs des sacramentaires. L'hérésie avait aussi pénétré dans quelques villes d'Italie, et comme plusieurs membres du clergé de Mantoue en étaient infectés et osaient attaquer dans des disputes les vérités de la foi catholique, le pape adressa un bref au cardinal de Mantoue, par lequel il lui accordait une pleine autorité même sur les religieux pour punir les coupables. Il exhorta par un autre bref le duc de Ferrare à réprimer un novateur nommé Valentin qui semait l'hérésie à Modène; et le duc fit mettre le séducteur en prison. Ce fut aussi cette même année 1545 que les calvinistes commencèrent à établir une espèce d'église à Paris. Un gentilhomme du Maine, nommé la Ferrière, craignant les recherches rigoureuses qu'on faisait dans sa province contre les sectaires, était venu dans cette ville pour s'y cacher plus facilement, et sa femme étant accouchée, il ne voulut point que l'enfant fût baptisé par les catholiques, ni avec les cérémonies de l'Église, et fit prier quelqu'un de la secte de venir lui administrer le baptême. Les sectaires nommèrent à cette occasion un ministre à qui l'on pût avoir recours pour le baptême, et prirent des mesures pour tenir secrètement des assemblées religieuses, et célébrer la cène calviniste; ce

qui eut lieu bientôt après dans quelques autres villes du royaume.

La faculté de théologie de Louvain avait publié au mois de novembre 1544, à l'exemple de celle de Paris, un formulaire de doctrine en trente-deux articles contre les nouvelles erreurs. Luther attaqua ce formulaire par un écrit rempli de bouffonneries tout à la fois si plates et si dégoûtantes qu'il n'est pas même possible d'en donner une idée. Il publia aussi contre le pape un ouvrage en allemand, dont les invectives furieuses surpassaient, s'il est possible, toutes celles qu'on a déjà vues, et il fit mettre à la tête de son livre une estampe où l'on représentait le pape revêtu d'ornemens grotesques, et entraîné en enfer par les diables. Il ne traita pas mieux les sacramentaires, avec qui il s'était brouillé de nouveau, et ses attaques devinrent si violentes que ceux de Zurich ne l'appelaient plus que le nouvel Antechrist. Ils firent un écrit intitulé, Contre les vaines et scandaleuses calomnies de Luther, où ils disaient qu'il fallait être aussi insensé que lui pour endurer ses emportemens, et qu'il devrait être honteux de remplir ses livres de tant d'injures et de tant de diables.

Luther mourut peu de temps après à Eisleben sa patrie, où il avait été appelé par les comtes de Mansfeld pour terminer les différends qu'ils avaient au sujet du partage de leurs domaines. Il s'y rendit avec ses trois fils et quelques amis, et fut reçu comme en triomphe. Mais au bout de quelques jours passés dans la bonne chère, il se sentit attaqué d'une violente colique. Une poudre qu'il prit dans du vin parut le soulager ; il se coucha et dormit un peu ; mais vers minuit les douleurs augmentèrent ; il tomba dans une syncope, et expira presque aussitôt dans la nuit du 17 au 18 février 1546, à l'âge d'environ soixante-trois ans. Les protestans, comme on se l' imagine bien, s'épuisent en éloges sur le compte de cet hérésiarque. Il s'est peint lui-même par ses actions et par

ses écrits. Si on ne peut lui contester du savoir et des talens, une éloquence vive et impétueuse, et surtout l'audace, l'activité et la constance opiniâtre qui souvent tiennent lieu de génie aux chefs de partis, on a vu qu'il était rempli d'orgueil, de vanité, de jalousie, et d'une insolente présomption. Il ne pouvait souffrir ni rivaux ni contradicteurs, et son despotisme fatiguait jusqu'à ses disciples les plus fidèles; du reste on ne trouve dans ses écrits, comme dans ses opinions, ni suite, ni méthode, ni système arrêté; tout y fourmille d'inconséquences et de variations, et son éloquence souvent emphatique ne brille guère que par des saillies et des mouvemens mêlés de trivialités et de platitudes; enfin son imagination exaltée le rendit sujet à des hallucinations, et il raconte lui-même les combats qu'il eut à soutenir contre le diable, dont il était ou se croyait obsédé.

Plusieurs auteurs célèbres moururent vers ce même temps, savoir en 1541 Sanctès Pagnin, dominicain de Lucques, qui a laissé entre autres ouvrages une traduction latine de la Bible d'après l'hébreu, une des meilleures qui aient été faites depuis saint Jérôme; l'année suivante Jean Faber, évêque de Vienne, qui s'était signalé par son zèle et ses écrits contre les erreurs de Zuingle; en 1543, Jean Clicthoue, docteur de Paris; Albert Pighius, docteur de Cologne, et Jean Eckius, professeur d'Ingolstadt, tous trois renommés par de nombreux écrits de controverse contre Luther; enfin, l'an 1547, le cardinal Sadolet, évêque de Carpentras, dont on a des Commentaires sur l'Épître de saint Paul aux Romains, et plusieurs autres ouvrages remarquables par l'élégance du style, et François Vatable, professeur d'hébreu au collège royal, auteur de notes savantes sur la Bible, mais imprimées par Robert Étienne avec des altérations qui les firent condamner par l'université de Paris.

LIVRE QUARANTE ET UNIÈME.

DEPUIS L'OUVERTURE DU CONCILE DE TRENTE JUSQU'À
SA CONCLUSION.

DE 1545 A 1563.

Le concile de Trente, retardé par tant d'obstacles, s'ouvrit enfin le dimanche 13 décembre 1545, et le même jour on tint la première session, qui n'eut d'autre objet que des formalités préliminaires. Il s'y trouva, outre les trois légats, quatre archevêques, vingt-deux évêques, cinq généraux d'ordres religieux, savoir, ceux des cordeliers conventuels et observantins, des carmes, des augustins et des servites, avec un grand nombre de docteurs et d'autres ecclésiastiques du second ordre. L'évêque de Bitonte, ancien cordelier, fit après la messe un sermon éloquent sur les avantages qu'on espérait de cette assemblée; après quoi le président fit lire la bulle de convocation, puis un décret qui indiquait l'objet du concile et en proclamait l'ouverture. L'objet indiqué dans ce décret, comme dans la bulle pontificale, était, suivant la coutume, l'extirpation de l'hérésie, la réformation du clergé et du peuple, le rétablissement de la paix entre les princes chrétiens, l'exaltation et l'accroissement de la foi catholique, et la répression des ennemis de la religion. On tint, le 18 décembre, une congrégation générale pour délibérer sur quelques propositions des légats concernant le bon ordre et la sûreté du concile, la nomination des officiers, l'examen préparatoire des matières qui devraient être décidées dans les sessions publiques, et la désignation des personnes à qui on

accorderait voix délibérative. Ces différens objets occupèrent encore plusieurs autres séances. Les légats demandèrent que le choix des officiers du concile fût laissé au pape, qui pouvait mieux connaître les personnes capables, et comme ils ajoutèrent que ce n'était point pour priver le concile de son droit, mais pour faciliter l'élection, cette proposition fut adoptée. Achille de Grassis, Bolonais, fut nommé avocat consistorial, Hugues Buoncompagnon abrégiateur, et Ange Massarel secrétaire. Il n'y avait encore à Trente que les ambassadeurs du roi des Romains; et sur la demande que fit l'archevêque d'Aix de ne rien traiter d'essentiel avant l'arrivée de ceux du roi de France, le concile, sans prendre à cet égard aucun engagement, le pria d'exhorter ce prince à envoyer au plus tôt ses ambassadeurs et les évêques de son royaume. Cependant les légats avaient consulté le pape sur quelques-unes des matières que nous venons d'indiquer et sur d'autres questions relatives à l'expédition des affaires. Il répondit par une instruction portant qu'on devait, à l'égard des suffrages, suivre l'ordre observé dans les anciens conciles et dans le dernier tenu à Latran, c'est-à-dire compter les voix par tête et non par nation; qu'il fallait, quant à la doctrine, condamner les erreurs sans toucher aux personnes, mais cependant proscrire les propositions particulières des novateurs, et ne pas se borner seulement aux principes généraux; qu'on ne devait point traiter de la réformation avant les dogmes ni simultanément, parce que ce n'était pas le principal objet du concile; qu'à l'égard des discussions concernant la cour de Rome, la décision devrait être renvoyée au souverain pontife; enfin, que les décrets commenceraient par cette formule : « Le saint concile œcuménique légitimement assemblé sous la conduite du Saint-Esprit et présidé par les légats apostoliques. » On verra que le concile ne se conforma pas en tout à ces réponses.

Comme la seconde session était indiquée pour le 7 jan-

vier 1546, on tint deux jours auparavant une congrégation générale où l'on décida plusieurs questions relatives au droit de suffrage. Pierre Pacheco, évêque de Jaen, nommé depuis peu cardinal, proposa de refuser ce droit aux abbés, à cause de leur grand nombre. Il venait d'en arriver trois de la congrégation du mont Cassin, que le pape envoyait lui-même au concile, et après quelque opposition, il fut décidé qu'ils auraient voix délibérative, mais que la voix des trois ne serait comptée que pour une, ainsi qu'il se pratiquait au sujet des autres religieux, dont le général opinait pour tous. On décida, en outre, que les évêques seuls, à l'exclusion des abbés, paraîtraient en crosse et en mitre. Claude Lejay, l'un des dix premiers religieux de la compagnie de Jésus, étant arrivé avec la procuration du cardinal évêque d'Ausbourg, on mit en question s'il aurait voix délibérative. Le pape, en refusant ce droit aux procureurs des évêques en général, afin de les obliger à venir en personne, avait excepté les évêques d'Allemagne. Mais les légats, dans la crainte que cette exception ne les fit accuser de partialité, ne jugèrent pas à propos de la publier, et le pape approuva leur conduite. Ce fut par un motif analogue qu'on refusa de nommer en particulier le roi de France dans le décret qui ordonnait des prières pour tous les princes, parce qu'une telle distinction aurait pu sembler injurieuse pour les autres rois. Cependant, quoique privé du droit de suffrage, Claude Lejay, comme représentant d'un cardinal, eut une place distinguée dans le concile. De vives contestations s'élevèrent dans cette congrégation et furent encore renouvelées dans plusieurs autres, sur le titre qu'on donnerait au concile en tête des décrets. Plusieurs évêques demandèrent, qu'à l'exemple du concile de Constance, on ajoutât ces mots : « Représentant l'Eglise universelle ; » d'autres qu'on n'y fit pas mention des présidens, pour se conformer à l'usage des anciens conciles ; mais sur le premier point, les légats répondirent que le titre de concile

général et œcuménique rendait inutiles ces mots: «Représentant l'Église universelle,» parce qu'ils renfermaient la même idée; et quant à ce qui regardait le second, ils firent observer qu'il était non-seulement convenable mais nécessaire de mentionner la présidence des légats du pape, pour montrer ainsi que le concile était uni au chef de l'Église, et condamner les prétentions des hérétiques, qui osaient demander un concile où le pape ne fût pas admis à présider. Enfin touchant la manière d'opiner, on décida, conformément à l'avis du pape, que chacun donnerait sa voix en particulier; et le président proposa en conséquence de suivre le règlement du dernier concile de Latran, c'est-à-dire de nommer trois commissions pour examiner les différentes matières et préparer les décrets qui seraient discutés dans les congrégations générales et ensuite publiés dans les sessions. Cette proposition fut adoptée.

La seconde session se tint au jour indiqué, et l'on y publia un décret qui ne contenait guère qu'une exhortation à la pratique des bonnes œuvres. On y recommandait à tous les fidèles qui se trouvaient à Trente de mener une vie édifiante, et spécialement aux évêques et aux prêtres de célébrer la messe au moins tous les dimanches, de jeûner tous les vendredis, d'observer une grande frugalité dans leurs repas, et de veiller avec soin sur leurs domestiques. On réglait en outre qu'il y aurait tous les jeudis dans la cathédrale une messe du Saint-Esprit, avec les litanies et d'autres prières qui avaient été prescrites. On ordonnait d'éviter dans les sessions et dans les autres réunions le bruit, les disputes et tout ce qui pourrait causer du trouble. Enfin, on déclarait, pour prévenir les contestations sur la préséance, que s'il arrivait par hasard que quelqu'un ne fût pas placé à son rang, on ne pourrait s'en prévaloir pour acquérir un droit à son préjudice. Comme plusieurs évêques se plaignirent dans cette session de ce qu'on n'avait pas ajouté

dans le titre du concile ces mots : « Représentant l'Église universelle, » les légats, dans une congrégation tenue le 13 janvier, firent remarquer combien étaient déplacées et fâcheuses ces réclamations dans les sessions publiques, qui avaient seulement pour objet la promulgation solennelle des décrets préalablement adoptés dans les congrégations secrètes, après une discussion où chacun pouvait dire librement son avis. Ensuite on décida qu'on ajouterait aux mots de saint et sacré concile, le titre d'œcuménique et universel, qui lui était donné dans la bulle de convocation, mais qui n'avait pas été mis en tête du décret de la session précédente. Deux autres congrégations furent tenues le 18 et le 22 janvier, pour délibérer sur l'ordre à suivre dans l'examen et la décision des matières. Le pape, comme on l'a vu, avait écrit aux légats qu'il fallait ajourner la réformation après la définition des dogmes, et plusieurs prélats appuyèrent cet avis; mais d'autres, principalement ceux d'Allemagne, voulaient qu'on commençât par la réforme des abus qui avaient servi de prétexte aux hérésies. Enfin, quelques-uns proposèrent de traiter simultanément les matières de réformation et les questions de foi. Les légats, voyant qu'ils ne pourraient triompher de l'opposition que rencontrait la marche tracée par le pape, se rangèrent au troisième avis, qui fut adopté. Le pape en témoigna d'abord un vif mécontentement, et prescrivit de s'en tenir à ce qu'il avait ordonné; mais les légats lui représentèrent qu'on ne pouvait revenir sur la décision prise sans compromettre leur autorité et même l'honneur du saint-siège; que s'ils avaient persisté dans leur premier avis, le décret aurait passé malgré leur opposition; que plusieurs prélats, à qui ils en avaient proposé en particulier la révocation, s'étaient récriés avec force contre cette proposition, qui leur semblait avoir pour but d'éviter la réformation et de pouvoir dissoudre le concile après les définitions de foi, comme cela avait eu lieu

dans les conciles précédens ; que telle était la persuasion de tous les membres du concile ; et qu'enfin il était à craindre, si on différait la réformation, qu'on ne prit à ce sujet quelque résolution en Allemagne au préjudice de l'autorité et des droits du saint-siège. Ils ajoutèrent qu'ils différeraient néanmoins la publication du décret en attendant une réponse, et le pape, frappé de leurs raisons, n'insista plus. Toutefois la publication du décret fut ajournée suivant son désir, parce qu'on jugea convenable de ne traiter aucune matière importante avant l'arrivée d'un plus grand nombre d'évêques et d'ambassadeurs, et particulièrement de ceux de France et d'Allemagne, qu'on attendait incessamment. On se borna en conséquence dans la troisième session, tenue le 4 février, à lire publiquement, selon l'usage de plusieurs anciens conciles, le symbole qui se dit à la messe dans toutes les églises catholiques. Cette lecture fut précédée d'un court préambule où le concile déclarait qu'il avait jugé convenable de proposer d'abord cette confession de foi comme un principe et un fondement inébranlable, contre lequel les portes de l'enfer ne prévaudraient jamais. On différa ensuite la quatrième session jusqu'au 8 avril. Mais dans l'intervalle on continua l'examen et la discussion des matières à décider, et l'on prit la coutume de tenir régulièrement deux congrégations par semaine. Les légats proposaient, en vertu de leur titre, tous les objets de délibération, et chacune des trois commissions que l'on avait nommées se réunissait chez l'un d'eux pour préparer les décrets, qui ensuite étaient soumis à une nouvelle discussion en assemblée générale.

On commença par traiter ce qui regarde l'Écriture sainte et la tradition, c'est-à-dire les fondemens de la foi catholique. On convint unanimement qu'il fallait approuver tous les livres de l'Ancien et du Nouveau Testament reconnus par les anciens conciles, par le pape Gélase, et en dernier lieu par le concile de Florence ; mais

il y eut quelque division sur la question de savoir si l'on devait à cet égard se livrer à un nouvel examen, et plusieurs soutinrent fortement la négative, par la raison que les décisions de ces conciles rendaient toute discussion superflue. Toutefois, le cardinal Cervin fit prévaloir l'opinion contraire, en représentant qu'il était à propos de répondre aux objections des novateurs pour donner plus de poids au décret, et qu'un nouvel examen ne blesserait nullement l'autorité des anciens conciles, parce que la discussion n'avait pas seulement pour objet de découvrir la vérité, mais encore de la confirmer et de l'éclaircir par le développement des preuves et la solution des difficultés. Après ce premier point concernant le nombre des livres saints, on s'occupa de la fidélité du texte, et comme il y avait plusieurs versions quelquefois très-différentes, on proposa de déclarer seule authentique celle qui était généralement reçue dans l'Eglise sous le nom de Vulgate. Quelques-uns combattirent cette proposition, et furent d'avis de ne reconnaître comme faisant autorité que le texte original, parce que ni la Vulgate ni aucune version n'avait été faite par un auteur inspiré, et que le concile, assisté du Saint-Esprit, pouvait seul faire une version authentique, d'où ils conclurent qu'on ne devait du moins déclarer telle la Vulgate qu'après l'avoir corrigée d'après le texte original. Mais on leur répondit que ce serait mettre en doute presque toute la doctrine catholique, fondée dans tous les conciles sur l'autorité de cette version; que si chacun était libre d'en appeler au texte grec ou hébreu, il n'y aurait plus moyen de procéder contre les hérétiques, et qu'on pourrait tout contredire par des difficultés de grammaire, que Luther n'avait cessé de modifier et de changer sa version, et que si chacun pouvait prendre cette liberté on ne saurait plus à quoi s'en tenir, enfin que, sans défendre aux savans de recourir au texte original pour corriger la Vulgate, ni prétendre qu'elle y est conforme

dans toutes ses expressions, on pouvait au moins et on devait même la déclarer authentique, comme rendant exactement le sens de l'original dans tout ce qui concerne la foi et les mœurs, en sorte qu'il ne serait pas permis de la rejeter dans les disputes ou dans les controverses, et qu'on devrait s'en servir exclusivement à toute autre dans les lectures publiques. Cet avis fut généralement adopté. Cependant comme il s'était glissé des fautes dans quelques éditions par l'ignorance ou la négligence des copistes et des imprimeurs, on convint que le souverain pontife serait prié de nommer des hommes savans pour en donner une édition correcte, et d'en envoyer des exemplaires à chaque siège épiscopal, avec défense aux imprimeurs d'en donner des éditions différentes. Il y eut ensuite quelques discussions sur l'interprétation de l'Écriture sainte; car pour arrêter la licence téméraire qui avait donné naissance aux hérésies, plusieurs voulaient interdire toutes les nouvelles explications, et d'autres ne permettre d'interpréter l'Écriture qu'à ceux qui auraient des grades dans quelque université; toutefois on décida qu'il serait libre à chacun de se livrer à cette étude, sous la condition de se conformer, en tout ce qui regarde la foi ou les mœurs, à la commune interprétation des Pères, et de ne publier son ouvrage qu'après avoir obtenu l'approbation requise. Quelques-uns demandèrent aussi qu'il fût défendu de publier des traductions de l'Écriture sainte en langue vulgaire. Mais on ne prit à cet égard aucune décision.

Quant à ce qui concerne la tradition, il y eut aussi des discussions assez longues, non pas sur son autorité, dont personne dans le concile ne doutait, mais sur les termes du décret proposé, dans lequel on déclarait recevoir les traditions avec le même respect que l'Écriture sainte. Ces termes choquèrent d'abord quelques membres, sous prétexte qu'on ne devait rien égaler à la parole de Dieu, et que d'ailleurs quelques traditions avaient été abolies par

le temps. Mais le cardinal Cervin, l'évêque de Bitonte et Claude Lejay répondirent solidement à ces vaines difficultés. Ils firent observer qu'on ne parlait point des coutumes ou des lois qui pouvaient varier selon les temps, mais des traditions concernant la foi et les mœurs, et perpétuées constamment dans l'Eglise comme enseignées par Jésus-Christ ou par les apôtres, d'après l'inspiration du Saint-Esprit, et qu'ainsi elles étaient véritablement la parole de Dieu comme l'Ecriture sainte, avec cette seule différence qu'elles se transmettaient par l'enseignement oral. Ces observations éclaircissent si bien la question, que l'évêque de Clodia et un carme nommé Marinier ayant voulu les combattre, excitèrent une indignation générale ; comme ce dernier, après bien des subtilités, finit par conclure qu'on devait par ménagement ne parler des traditions qu'avec une réserve extrême et seulement dans les cas particuliers, et surtout bien se garder de les égaler à l'Ecriture sainte, le cardinal Polus, malgré la douceur de son caractère, ne put s'empêcher de lui répondre avec une vive émotion qu'un avis semblable conviendrait beaucoup mieux à ces colloques d'Allemagne, où l'on sacrifiait la vérité à un vain espoir de conciliation, qu'à un concile œcuménique, où l'on ne devait avoir en vue que la conservation de la foi. L'évêque de Clodia, qui s'était emporté contre les termes du décret jusqu'à user d'une qualification flétrissante, fut obligé de la rétracter. Enfin, après avoir été ainsi longuement discuté, le projet du décret fut soumis à une dernière approbation dans une congrégation générale, qui se tint le 7 avril, veille du jour indiqué pour la session. Quelques jours auparavant Pierre Paul Vergerio, évêque de Capo d'Istria, justement suspect de luthéranisme, s'était présenté pour assister au concile dans l'espoir de faire ainsi tomber cette accusation ; mais comme il avait déjà été cité à Rome, les légats refusèrent de l'admettre avant qu'il se fût justifié, et bientôt après il se retira chez les

Grisons, où il fit profession ouverte du luthéranisme.

La quatrième session, tenue le 8 avril, commença selon l'usage par la messe, suivie d'un sermon, des litanies et du *Veni Creator* ; après quoi on lut le décret sur l'Écriture sainte et sur la tradition, en ces termes : Considérant que les vérités qui regardent le salut sont contenues dans les livres de l'Écriture ou dans les traditions non écrites, qui furent reçues de la bouche de Jésus-Christ par les apôtres, ou laissées par eux d'après l'inspiration du Saint-Esprit, et parvenues comme de main en main jusqu'à nous, le saint concile, suivant l'exemple des Pères orthodoxes, reçoit tous les livres tant de l'Ancien que du Nouveau Testament, et aussi les traditions concernant soit la foi, soit les mœurs, comme sorties de la bouche même de Jésus-Christ, ou dictées par le Saint-Esprit et conservées dans l'Église catholique par une succession continue, et il les embrasse avec le même respect et la même piété. Le concile donne ensuite le catalogue des livres saints, et ajoute : « Si quelqu'un ne reçoit pas comme sacrés et canoniques tous ces livres entiers avec toutes leurs parties, tels qu'ils sont en usage dans l'Église catholique et tels qu'ils se trouvent dans l'ancienne édition Vulgate latine, ou s'il méprise avec connaissance et délibération les traditions susdites, qu'il soit anathème. » Par un autre décret le concile déclare et ordonne que l'ancienne édition Vulgate, approuvée dans l'Église par l'usage de tant de siècles, doit être tenue pour authentique dans les leçons publiques, les discussions, les sermons et les interprétations, et que personne, sous quelque prétexte que ce soit, n'ait l'audace ou la présomption de la rejeter. De plus, pour contenir les esprits inquiets, il défend que personne, dans tout ce qui concerne la foi, la morale ou le maintien de la doctrine chrétienne, n'ait la témérité de suivre son propre jugement pour détourner l'Écriture sainte à son sens particulier et de l'expliquer d'une manière contraire à l'interprétation que lui

a donnée et que lui donne l'Église, à qui il appartient de juger du véritable sens de l'Écriture, ou contre le sentiment unanime des Pères, quand même ces explications ne devraient jamais être publiées. Voulant aussi, continue le décret, mettre un frein à la licence des imprimeurs, qui se croient tout gain permis, le concile ordonne qu'à l'avenir l'Écriture sainte, et surtout cette ancienne édition Vulgate, soit imprimée le plus correctement possible, et qu'il ne soit permis à personne d'imprimer ou de faire imprimer aucun livre traitant des choses saintes sans le nom de l'auteur, ni même de les vendre ou de les garder chez soi, s'ils n'ont été examinés auparavant et approuvés par l'ordinaire, sous peine d'anathème et de l'amende portée dans les canons du dernier concile de Latran. Les religieux devront, en outre, obtenir l'approbation de leurs supérieurs. Ceux qui débiteront ou feront courir ces ouvrages en manuscrit seront sujets aux mêmes peines que les imprimeurs; et ceux qui les auront chez eux ou qui les liront, s'ils n'en déclarent les auteurs, seront traités comme les auteurs eux-mêmes. L'approbation devra être exposée en tête du livre et donnée gratuitement. Enfin le concile ordonne de punir ceux qui oseront tourner les paroles de l'Écriture sainte à des usages profanes, les faire servir à des plaisanteries, à des flatteries, à des médisances et surtout à des superstitions, des sortilèges et des libelles difamatoires.

Les congrégations destinées à préparer les décrets de la session suivante eurent pour objet le dogme du péché originel et divers réglemens de réformation. Les ambassadeurs de Charles-Quint demandèrent en son nom qu'on ne touchât point aux matières de dogme, sous prétexte de ne pas donner occasion à de nouveaux troubles en Allemagne; mais le pape, consulté à ce sujet, répondit aux légats que le concile était principalement convoqué pour remédier aux progrès de l'hérésie, et qu'il impor-

taut de remplir cet objet le plus promptement possible. On examina donc les différentes questions relatives au péché originel et à ses effets ; on discuta les faux principes de Luther, de Zuingle et des autres novateurs, et on leur opposa des décisions nettes, précises, fondées sur des textes formels de l'Écriture sainte et sur l'enseignement perpétuel de l'Église ; mais on s'abstint de rien prononcer sur les questions librement controversées dans les écoles entre les catholiques, c'est-à-dire sur toutes les opinions qui n'étaient point contraires à l'Écriture sainte, ni aux définitions des conciles, ni à l'enseignement général de l'Église. Ainsi on ne toucha point aux diverses opinions des théologiens sur la nature du péché originel ou sur la manière dont il se transmet. On ne décida rien sur l'état des enfans qui meurent sans baptême, et le concile observa la même règle de prudence dans toute la suite de ses travaux. Quant aux décrets de réformation, ils donnèrent lieu à de vifs débats, principalement en ce qui concernait les privilèges des religieux. Plusieurs prélats combattirent fortement ces privilèges, comme dérogeant aux droits de l'épiscopat, et l'évêque de Fiésole surtout, dont le caractère opiniâtre avait déjà donné lieu à des plaintes, s'exprima en termes si peu mesurés, que les légats, en écrivant à Rome sur cette opposition, demandèrent qu'il fût exclus du concile, ainsi que l'évêque de Chiozza, qui n'avait guère moins d'emportement. Mais le pape répondit qu'il fallait se contenter de leur faire des remontrances en particulier et de les exhorter à plus de modération, sans aller plus loin, pour ne point gêner la liberté du concile. Il ajouta qu'il était juste de donner quelque satisfaction aux évêques touchant les privilèges des religieux ; mais que comme il avait consenti, sur la demande du concile, qu'on fit un décret sur cette matière, qui concernait proprement l'autorité du saint-siège, on devait sentir également qu'il était convenable de ne rien statuer contre son avis. Ce-

pendant quelques prélats ayant demandé que l'on étendit à toute la chrétienté la bulle d'Adrien VI qui défendait aux religieux de prêcher en Allemagne sans la permission de l'évêque, cette proposition fut appuyée si généralement, que le décret, déjà préparé dans les congrégations particulières, fut d'abord réformé et modifié dans le sens de cette bulle ; mais le cardinal Pacheco et plusieurs autres membres représentèrent vivement qu'on ne pouvait ainsi abolir les privilèges des religieux sans porter atteinte à l'autorité du pape ; que si l'on avait accordé aux religieux le privilège de prêcher, les évêques et les curés ne devaient s'en prendre qu'à leur négligence ou à leur ignorance, et qu'ils devaient se mettre en état de remplir par eux-mêmes ce devoir de leur charge avant de vouloir abolir les privilèges de ceux qui le remplissaient pour eux. Ces observations firent adopter un tempérament proposé par les légats, et qui devint le texte du décret (1).

Enfin après toutes les discussions terminées, on tint, le 17 juin 1546, la cinquième session, où l'on publia d'abord un décret en cinq articles ou canons sur le péché originel. Le premier prononce anathème contre quiconque ne confesse pas qu'Adam, après avoir transgressé le commandement de Dieu, perdit aussitôt la sainteté et la justice dans laquelle il avait été établi, et que par cette prévarication il tomba dans un état pire quant au corps et quant à l'âme ; le second, contre quiconque soutient que cette prévarication d'Adam n'a point nui à sa postérité, ou qu'il n'a transmis à tout le genre humain que la mort et les peines du corps, et non pas le péché ; le troisième, contre ceux qui soutiennent que ce péché, devenu propre à chacun, peut être effacé ou par les forces de la nature ou par d'autres remèdes que les mérites de Jésus-Christ, ou qui nient que les mérites de Jésus-Christ soient

(1) Pallavicin. *Hist. Conc. Trident.* — Fra Paol.

appliqués par le baptême tant aux adultes qu'aux enfans ; le quatrième, contre quiconque nie que les enfans, même ceux qui sont nés de parens baptisés, ont besoin de recevoir le baptême, ou qui soutient qu'ils ne tirent d'Adam aucun péché originel qui ait besoin d'être expié par l'eau de la régénération pour obtenir la vie éternelle, enfin le cinquième, contre ceux qui nient que par le baptême le péché originel soit remis, ou qui prétendent qu'il n'est pas entièrement effacé, mais seulement non imputé. Le concile ajoute que Dieu ne hait rien dans ceux qui sont régénérés, que la concupiscence reste, il est vrai, dans les personnes baptisées, mais qu'elle ne peut nuire à ceux qui n'y consentent point, et que si l'Apôtre la nomme quelquefois péché, c'est parce qu'elle provient du péché et qu'elle porte au péché, et non pas en ce sens qu'elle soit réellement et proprement un péché dans ceux qui sont régénérés. On avait mis d'abord dans le premier article de ce décret qu'Adam avait perdu la sainteté dans laquelle il avait été *créé* ; mais on remplaça cette dernière expression par le mot *établi*, parce que le cardinal Pacheco fit observer qu'on pouvait disputer si Adam avait eu cette sainteté surnaturelle dès l'instant de sa création. Le concile, à la fin de ces canons, déclare que dans ce décret sur le péché originel son intention n'est point de comprendre la bienheureuse et immaculée Vierge Marie, mère de Dieu, mais qu'il entend qu'à ce sujet les constitutions du pape Sixte IV soient observées, sous les peines qui y sont portées. Le cardinal Pacheco voulait qu'on ajoutât ces mots : « Quoique l'on croie pieusement que la sainte Vierge a été conçue sans le péché originel ; » mais le concile ne jugea pas à propos de suivre cet avis, pour ne pas taxer indirectement d'impiété l'opinion contraire, soutenue par plusieurs théologiens catholiques. Du reste, son exception suffisait pour faire voir quel était son sentiment.

Le décret de réformation est divisé en deux chapitres.

Le premier ordonne que ceux qui possèdent des prébendes ou des revenus à quelque titre que ce soit, pour faire des leçons en théologie, soient contraints, sous peine de soustraction de leurs revenus, de s'acquitter de cette charge; qu'il soit établi de semblables prébendes dans les églises métropolitaines, dans les cathédrales et même dans les collégiales des grandes villes, et que si l'église ou la ville est trop peu considérable, il y ait au moins un maître pour enseigner la grammaire aux clercs et autres écoliers pauvres. On ordonne pareillement qu'il y ait des leçons d'Écriture sainte dans les monastères; et si les abbés usent en cela de négligence, les évêques auront le pouvoir de les y contraindre, comme délégués du saint-siège. Ces dernières expressions furent employées, sur la proposition des légats, pour concilier avec les prérogatives du saint-siège les prétentions des évêques relativement aux monastères exempts. La plupart des historiens ont répété, après le cardinal Pallavicin, que c'était la première fois qu'on s'en était servi. Mais on trouve déjà la même clause dans le décret du quatrième concile de Latran concernant la recherche et la punition des hérétiques. Le concile de Trente, dans le second chapitre de son décret, ordonne que tous les archevêques ou évêques seront tenus de prêcher eux-mêmes l'Évangile, à moins qu'ils n'en soient légitimement empêchés, et dans ce cas, de se faire remplacer pour ce ministère par des personnes capables. Les curés et tous ceux qui ont charge d'âmes devront aussi par eux-mêmes ou par d'autres faire au moins tous les dimanches et les fêtes des instructions à leurs paroissiens, et s'ils négligent ce devoir, ils seront punis par les évêques, nonobstant toute exemption, soit par les censures, soit par la privation de leurs revenus. Les réguliers ne pourront prêcher hors des églises de leur ordre sans la permission de l'évêque, ni même dans leurs églises, sans s'être présentés à l'évêque, après l'approbation de leurs supérieurs, pour de-

mander sa bénédiction. Si quelques-uns répandent des erreurs ou des scandales, les évêques leur interdiront la prédication, et pourront même procéder contre eux. Ils n'admettront point à prêcher dans leur diocèse les religieux vagabonds, ni les prêtres séculiers qui ne leur seront point connus. Enfin le concile interdit aux quêteurs de prêcher ni par eux-mêmes ni par d'autres.

Il se trouvait déjà à Trente, lors de cette cinquième session, neuf archevêques et près de cinquante évêques, outre un grand nombre d'autres prélats et de docteurs, parmi lesquels on remarque les deux jésuites Laynez et Salmeron, envoyés comme théologiens du pape. Peu de jours après arrivèrent les ambassadeurs de François I^{er}, savoir : Claude d'Urfé, Jacques de Linière et Pierre Danez, et ils furent accueillis avec une joie extraordinaire par le concile, qui acquérait ainsi l'adhésion et la protection puissante du roi très-chrétien. On parut douter d'abord s'ils auraient la préséance sur ceux du roi des Romains ; mais sur la menace qu'ils firent de se retirer, le concile décida qu'ils seraient placés immédiatement après ceux de l'empereur. On avait à peine commencé les travaux préparatoires pour la session suivante, quand la guerre s'étant allumée en Allemagne, le bruit se répandit qu'une armée protestante s'avancait à grands pas pour assiéger Inspruck, capitale du Tyrol. Ce bruit jeta la frayeur parmi les évêques, et plusieurs proposèrent de transférer le concile dans une ville d'Italie. Les légats eux-mêmes insistèrent fortement pour cette translation, et en écrivirent au pape, qui leur adressa d'abord une bulle pour l'autoriser. Mais ils rencontrèrent une si vive opposition dans la plupart des prélats, qu'ils se virent contraints d'abandonner ou au moins d'ajourner ce projet. L'empereur de son côté ne voulait entendre parler ni de translation ni d'interruption ; et le pape, qui venait de conclure une ligue avec ce prince, ordonna enfin, pour ne pas décourager les troupes par une marque de

frayeur, de continuer le concile à Trente. On continua donc les congrégations déjà commencées sur les questions de la justification, que l'ordre des matières appelait naturellement après celle du péché originel. Comme cette question offrait de grandes difficultés, soit à cause des nombreuses erreurs que Luther et les autres novateurs avaient enseignées à ce sujet, soit parce qu'avant les dernières hérésies on s'en était peu occupé dans les écoles, on nomma une commission des plus habiles théologiens pour l'examiner avec soin et préparer, d'après l'Écriture et les monumens de la tradition, un travail qui serait discuté dans les congrégations particulières, et servirait à abrégier les délibérations. On convint ensuite, pour donner aux définitions du concile plus de netteté et de précision, de commencer d'abord par une exposition raisonnée de la doctrine catholique sur cette matière, et de la faire suivre des canons destinés à proscrire les erreurs des hérétiques. Chaque article fut l'objet de longues et savantes discussions dans les congrégations générales ou particulières; après quoi le cardinal Cervin, qui fut chargé de rédiger les décrets, eut encore de nombreuses conférences avec les prélats et les docteurs les plus habiles. Il n'entre pas dans notre plan d'exposer ces discussions, qui malgré leur importance offriraient peu d'intérêt pour la plupart des lecteurs, et dont les détails, beaucoup trop étendus d'ailleurs pour notre cadre, ne peuvent guère trouver place que dans une histoire particulière du concile de Trente. Il y eut à la suite d'une congrégation sur cette matière une querelle scandaleuse entre deux évêques, dont l'un, entendant l'autre qualifier sévèrement une opinion hardie qu'il avait soutenue, s'oublia jusqu'au point de le frapper. On enferma d'abord l'évêque coupable de cet emportement dans un monastère, comme ayant encouru l'excommunication; puis on prononça son exclusion du concile avec ordre d'aller se jeter aux pieds du pape

pour obtenir l'absolution. Après les questions de dogme on discuta les articles de réformation, dont le principal concernait la résidence des évêques et autres bénéficiers chargés du soin des âmes. Plusieurs membres du concile furent d'avis de prononcer que l'obligation de la résidence était de droit divin, et deux théologiens dominicains, Barthélemy de Caranza, qui fut depuis archevêque de Tolède, et Dominique Solo, soutinrent avec force cette opinion. Mais le pape empêcha de rien définir à cet égard. Il écrivit aux légats que l'objet du concile devait être de réformer les abus, et qu'il ne s'agissait point de décider sur quoi reposait l'obligation de la résidence, puisqu'elle était unanimement reconnue comme incontestable, mais de prononcer des peines contre ceux qui la violeraient. Il recommandait en outre aux légats d'avoir soin que les cardinaux ne fussent point compris dans les peines portées contre les évêques non résidens; et l'on rédigea le décret en termes généraux qui, sans les désigner nommément, pouvaient cependant leur être appliqués.

La longueur de ces délibérations fit proroger au 13 janvier 1547 la sixième session, qui avait d'abord été fixée au mois de juillet précédent. Comme l'empereur persistait toujours à demander qu'on ne traitât point les questions de dogme, ses ambassadeurs ne voulurent point assister à cette session; et pour témoigner au concile son mécontentement, il leur ordonna bientôt après de sortir de Trente. Le décret dogmatique qu'on publia sur la justification commence par une exposition de la doctrine catholique en seize chapitres, concernant la nécessité de la rédemption et des mérites de Jésus-Christ; les moyens par lesquels Dieu opère en nous la justification, les dispositions que l'homme doit y apporter avec le secours de la grâce; la confiance en la miséricorde divine et les craintes dont elle doit être accompagnée; la nature et les causes de la justification; l'augmentation de la grâce

sanctifiante; l'observation des commandemens, la prédestination et le don de la persévérance; la pénitence après le baptême, la perte de la grâce par le péché mortel; enfin, la nécessité et le mérite des bonnes œuvres. Viennent ensuite trente-trois canons par lesquels on proscriit les nombreuses erreurs de Luther, de Calvin et des autres novateurs sur ces différens points. On y frappe d'anathème ceux qui nient la nécessité de la grâce ou le libre arbitre, qui osent faire Dieu auteur du péché, qui attribuent la justification à la foi seule, sans aucune autre préparation, ceux qui soutiennent qu'il est nécessaire et qu'il suffit pour être justifié de croire avec une entière certitude que nos péchés nous sont remis, ceux qui osent prétendre que la justification et la grâce ne sont données qu'aux élus; que les autres hommes sont prédestinés au mal par la toute-puissance divine; que les commandemens de Dieu sont impossibles; que le chrétien n'est point tenu de les observer; que toutes les actions sont indifférentes; que l'homme une fois justifié ne peut plus pécher ni perdre la grâce; que les bonnes œuvres, loin d'être méritoires, sont toujours des péchés; ou bien qu'il n'y a d'autre péché mortel que le renoncement à la foi, ou que celui qui est tombé dans le péché ne peut plus se relever, ou enfin qu'il le peut, mais par la foi seule et sans avoir besoin de recourir au sacrement de pénitence, ni de satisfaire à Dieu par des bonnes œuvres. Telle est la substance de ces canons et le résumé de la doctrine extravagante et des impiétés monstrueuses condamnées par le concile dans les propres termes des novateurs.

Le décret de réformation contient cinq chapitres, dont le premier concerne la résidence des évêques et prive d'une partie de leurs revenus ceux qui s'absenteront pendant six mois sans cause légitime, puis d'une autre partie si l'absence se prolonge six autres mois, avec injonction au métropolitain de les dénoncer après ce terme

au souverain pontife, sous peine d'interdit; ce qui est ordonné en même temps au premier suffragant à l'égard du métropolitain. Le second chapitre concerne les autres bénéficiers tenus à la résidence, et porte que les évêques devront les y contraindre par les voies de droit. Les deux chapitres suivans soumettent à la visite et à la correction des ordinaires, nonobstant tout privilège ou exemption, les chapitres des cathédrales et autres églises, ainsi que tous les ecclésiastiques séculiers, et même les religieux demeurant hors de leur cloître et qui se rendront coupables de fautes. Enfin, le cinquième défend à tout évêque, sous peine de suspense, d'exercer les fonctions épiscopales dans un autre diocèse sans la permission formelle de l'ordinaire. Le décret touchant la résidence ne fut adopté qu'à une faible majorité, parce qu'un certain nombre de prélats le regardaient comme insuffisant ou voulaient en modifier les dispositions, et le concile revint en effet plus tard sur le même objet. Quant aux cardinaux, le pape, dans un consistoire tenu le 18 février, fit un décret qui leur imposait l'obligation de résider, et s'ils avaient plusieurs évêchés de n'en garder qu'un seul.

Le concile, après la justification, jugea convenable de traiter des sacremens qui sont les moyens de la produire ou d'augmenter la grâce; et l'on discuta, comme à l'ordinaire, dans plusieurs congrégations, les différentes erreurs des hérétiques sur cette matière. Elles étaient si manifestement contraires à la doctrine catholique, qu'il n'y eut pas besoin d'une longue délibération pour convenir des canons destinés à les condamner. Mais on mit en question si l'on se bornerait à cette condamnation ou si on la ferait précéder d'une exposition de doctrine; car le concile avait pris pour règle, comme on l'a vu, de ne point toucher aux opinions librement controversées dans les écoles, et plusieurs membres représentèrent qu'il serait difficile de ne pas employer des expressions

qui sembleraient favoriser quelques-unes de ces opinions, et par cela même improuver tacitement les autres, ce qui rendrait les discussions interminables, et pourrait faire d'ailleurs éclater de fâcheuses divisions par l'opiniâtre attachement de quelques docteurs à leur sentiment particulier. Les légats crurent devoir en écrire au pape, qui répondit de s'en tenir, comme on l'avait fait pour la question du péché originel, à publier des canons avec anathème contre les erreurs des hérétiques. Il y eut des contestations plus vives sur le décret de réformation, dont le principal objet fut la pluralité des bénéfices. Comme les abus à cet égard étaient fort nombreux, et qu'il s'en trouvait des exemples jusque dans le concile, les opinions furent extrêmement partagées sur les mesures à prendre pour y remédier. Quelques-uns voulaient qu'on statuât seulement pour l'avenir, et que le décret n'eût point d'effet rétroactif; d'autres demandaient qu'il fût absolument défendu d'avoir plus d'un bénéfice s'il donnait un revenu de deux cents ducats d'or, et dans aucun cas jamais plus de trois, et que ceux qui en possédaient davantage fussent obligés à s'en démettre dans un délai fixé. Plusieurs allaient jusqu'à demander qu'on ne laissât pas au pape le pouvoir de dispenser dans cette matière; mais les Italiens surtout combattirent cette proposition, et dirent qu'il suffisait de déclarer que les dispenses ne pourraient être accordées que pour des causes légitimes. On proposa encore de nommer expressément les cardinaux dans ces décrets, parce que d'après les règles du droit ils n'étaient pas censés compris sous une expression générale. Enfin, un évêque ne craignit pas d'en venir aux personnalités, et représenta vivement l'état déplorable où était tombée l'Eglise de Vicence, pour attaquer ainsi le cardinal Rudolfi, qui possédait cet évêché avec quantité d'autres bénéfices où il n'avait jamais mis le pied; ce qui fit une telle impression, que les légats écrivirent au pape d'imposer une réforme à ce

cardinal, dont la conduite autorisait en quelque sorte les plaintes du concile. Mais le pape venait de pourvoir à ce désordre par le décret dont nous avons fait mention. Cependant toutes ces contestations, dont il fut informé, lui firent prendre le parti d'évoquer à Rome l'affaire de la réformation. Il dressa une bulle à cet effet, et l'envoya aux légats, qui avant d'en faire usage prirent la sage précaution de sonder les esprits. Ils eurent bientôt reconnu qu'elle souleverait une trop vive opposition, et qu'il n'était pas à propos de la publier. En conséquence, ils écrivirent au pape qu'il ne leur semblait pas opportun de réserver au saint-siège toute l'affaire de la réformation, et qu'on pourrait tout au plus la partager et lui laisser ce qui regardait la réforme de la cour pontificale.

Comme l'affaire avançait peu, les évêques espagnols, avec quelques autres de leur parti, ayant à leur tête le cardinal Pacheco, s'assemblèrent au nombre de vingt, et résolurent de présenter leurs propositions par écrit. Ils dressèrent en conséquence un mémoire où ils demandaient, entre autres choses, que la résidence fût déclarée obligatoire de droit divin, que tout curé ou autre ecclésiastique tenu à la résidence fût privé de son bénéfice s'il y manquait, nonobstant toute dispense, hors les cas permis par la loi ; qu'il fût interdit à tout prélat, même aux cardinaux, de conserver plus d'un évêché, et que la pluralité des bénéfices inférieurs fût également défendue à toute personne et les dispenses révoquées, à moins qu'il n'y eût de justes causes, qui devraient être prouvées devant les ordinaires. Ce mémoire, signé d'un si grand nombre d'évêques, inquiéta vivement les légats. Ils s'empresèrent de le transmettre au pape, et lui représentèrent que les évêques prenant chaque jour plus de liberté et parlant de la cour pontificale sans aucune retenue, il fallait tenir ferme, pour leur ôter la confiance d'emporter par leur union ce qu'on ne leur accordait pas de bon gré ; qu'autrement on se mettrait à leur discrétion, et

qu'à l'avenir il serait impossible de les contenir. Ils ajoutèrent que s'ils ne pouvaient pas, comme il y avait tout lieu de le craindre, réduire cette faction, il faudrait bien en venir aux voix, et que pour s'assurer de la majorité des suffrages, il était urgent de faire revenir au plus tôt à Trente les évêques vénitiens, dont la plupart étaient retournés dans leurs diocèses. Le mémoire des évêques espagnols fut examiné dans un consistoire, où l'on craignit de compromettre l'autorité du saint-siège par une résistance dont le succès n'était pas assuré. Le pape jugea donc plus à propos, en rejetant quelques articles, de céder sur les autres ou d'y apporter seulement quelques modifications, et de s'en remettre pour le tout à la prudence des légats, qui se détermineraient d'après les circonstances. Il fit cependant donner l'ordre aux évêques vénitiens de retourner au concile, et par ce moyen les légats se virent en mesure de faire adopter dans une congrégation générale le décret de réformation tel à peu près qu'ils l'avaient dressé. Il y eut néanmoins d'assez vifs débats sur plusieurs points, et notamment sur cette clause : « sauf toujours en toutes choses l'autorité du saint-siège ; » car les Espagnols prétendirent que c'était rendre le décret inutile et la réformation illusoire, puisque le pape demeurerait toujours maître de n'en pas tenir compte. Mais on leur répondit que les lois des conciles ne pouvaient prévoir tous les cas exceptionnels, et que comme il pouvait arriver des circonstances où il serait injuste et contraire au bien général de les appliquer rigoureusement, il fallait bien que le pape, comme chef de l'Eglise, intervînt alors, et eût le droit d'en dispenser. Ainsi la clause fut adoptée à la pluralité des voix.

Toutes les matières étant ainsi préparées, on tint la septième session le 3 mars 1547. On y publia d'abord treize canons pour condamner les hérésies des novateurs sur les sacremens en général, quatorze sur le baptême, trois sur la confirmation, puis le décret de réformation

en quinze chapitres, dont le premier et le troisième concernent les qualités de ceux qui doivent être promus aux évêchés ou aux autres bénéfices, et ordonnent de se conformer à cet égard aux constitutions d'Alexandre III, publiées dans le concile de Latran, et portant que l'on devra choisir des sujets instruits et vertueux, nés d'un légitime mariage et âgés au moins de trente ans pour les évêchés et de vingt-cinq pour les cures. Le second chapitre défend de posséder plus d'un évêché, sous quelque titre que ce soit, avec obligation à ceux qui en possédaient plusieurs de n'en garder qu'un seul, et de se démettre des autres au plus tard dans un an. Le quatrième chapitre contient de même une défense pour l'avenir d'accepter et de garder ensemble plusieurs cures ou autres bénéfices incompatibles, sous peine d'encourir de droit la privation de ces bénéfices; et le cinquième porte, qu'à l'égard de ceux qui allégueront des dispenses à ce sujet, les ordinaires devront les obliger rigoureusement à les montrer, et s'ils les trouvent légitimes, ils pourvoiront au soin des âmes par la nomination d'un vicaire, à qui ils attribueront une partie convenable du revenu. Le sixième permet aux évêques d'examiner les unions de bénéfices faites depuis quarante ans, et d'annuler celles qu'ils trouveront subreptices; les deux suivants portent que les évêques devront visiter chaque année toutes les églises, et nommer des vicaires perpétuels ou révocables pour desservir celles qui sont unies à des cathédrales, à des monastères ou à d'autres bénéfices. Le neuvième ordonne que ceux qui seront nommés à des évêchés aient soin de se faire sacrer dans le délai prescrit, qui ne doit pas excéder six mois. Les trois suivants concernent les lettres dimissoires et les dispenses pour être promus aux ordres; le treizième ordonne l'examen de tous ceux qui seront présentés pour des bénéfices; le quatorzième concerne les causes des personnes exemptes; enfin, le quinzième prescrit aux évêques d'avoir

soin que les hôpitaux soient fidèlement administrés, conformément à la constitution publiée au concile général de Vienne.

On commença deux jours après à examiner les matières pour la session suivante, fixée au 21 avril; mais cet examen ne fut pas long. La mort de plusieurs évêques enlevés en peu de jours répandit l'alarme dans le concile. On crut apercevoir des symptômes ou au moins des menaces de peste dans les maladies qui commençaient à régner à Trente; et deux médecins italiens, dont on prit l'avis, confirmèrent ces inquiétudes. En conséquence, les légats, dans une congrégation tenue le 9 mars, proposèrent de transférer le concile à Bologne, et produisirent une bulle, en date du 21 février, par laquelle le pape leur donnait plein pouvoir d'effectuer cette translation. Les évêques espagnols et quelques autres, qui craignaient de mécontenter l'empereur, s'y opposèrent vivement. Mais après une discussion prolongée deux jours de suite, comme plusieurs évêques avaient déjà quitté la ville de Trente et que l'on avait à craindre la dissolution du concile, on fit un décret qui le déclarait provisoirement transféré à Bologne; ce décret fut publié le 11 mars, dans la huitième session, et adopté par trente-huit prélats sur cinquante-cinq qui étaient présents. Dès le lendemain ces prélats partirent avec les légats pour se rendre à Bologne. Mais les évêques du parti espagnol voulurent attendre les ordres de l'empereur, qui se montra fort mécontent de cette translation et leur ordonna de rester à Trente. Les évêques français venus en petit nombre au concile s'étaient déjà retirés, à l'exception de l'évêque d'Agde, qui prit le parti de demeurer neutre et de se rendre à Ferrare pour y attendre les ordres du roi.

Le pape Paul III approuva la translation, mais voyant qu'il n'était venu à Bologne aucun ambassadeur des princes, ni d'autres évêques que ceux d'Italie, il or-

donna au concile de ne publier aucun décret dans ces conjonctures, et de se borner à préparer les matières. On tint, le 21 avril, au jour indiqué, une session qui est comptée pour la neuvième; mais elle n'eut d'autre objet qu'une prorogation au 21 juin, et ce jour-là, dans la dixième session, on étendit cette prorogation jusqu'au 15 septembre; puis, dans une congrégation générale tenue le 14, comme les circonstances étaient les mêmes, on crut devoir remettre à un jour indéterminé la session indiquée pour le lendemain. Cependant le pape publia une bulle pour inviter les évêques à se rendre à Bologne. Il écrivit en même temps à l'empereur, et lui envoya des nonces pour lui faire approuver la translation. Mais ce prince ne voulut jamais y consentir. On eut beau lui représenter qu'elle avait eu lieu pour des raisons graves, et qu'il n'était ni juste ni convenable de consulter uniquement les vœux des Allemands sur la tenue d'un concile auquel une partie d'entre eux étaient bien décidés à ne point se soumettre, Charles-Quint persista à soutenir que la translation n'aurait point dû se faire sans son agrément, et qu'en fournissant un nouveau prétexte à l'opposition des protestans, elle tendait à ruiner la religion en Allemagne. Il fit demander ensuite, par son ambassadeur et par les prélats de l'empire, le rétablissement du concile à Trente. Mais les évêques assemblés à Bologne, où venaient de se rendre quelques prélats français avec les ambassadeurs du roi, écrivirent au pape qu'il fallait au moins, avant de prendre une telle mesure, que les prélats espagnols restés à Trente fussent obligés de venir à Bologne et de reconnaître ainsi l'autorité du concile et du décret de translation, parce qu'autrement ce serait compromettre aux yeux des peuples la réputation du concile. Le pape adopta cet avis, et l'empereur, à qui il fut communiqué, fit l'année suivante une protestation en forme pour s'opposer à la continuation du concile à Bologne, sous prétexte que

cette ville devait être naturellement suspecte aux Allemands, et que d'ailleurs les maladies qui avaient motivé la translation n'existaient plus. Il continua en même temps ses instances auprès du pape pour faire déclarer la translation nulle. Le pape répondit à la protestation de l'empereur, et voulant toutefois lui témoigner toute sa condescendance, il prit le parti d'évoquer l'affaire à Rome, nomma une commission pour l'examiner, et fit demander aux évêques restés à Trente un exposé de leurs motifs; mais après bien des négociations, comme les difficultés se multipliaient sans cesse, il prononça, au mois de septembre 1549, la suspension du concile, qui ne fut repris que deux ans plus tard (1).

Nous avons cru devoir présenter sans interruption l'histoire de cette première réunion du concile de Trente. Nous allons maintenant revenir sur les événemens qui s'étaient passés en Allemagne. On a vu que l'empereur avait indiqué une conférence et une diète à Ratisbonne au commencement de l'an 1546, pour terminer les différends sur la religion. Il désigna pour la conférence quatre théologiens catholiques, parmi lesquels on remarque le savant Cochlée et Malvenda, dominicain espagnol, auteur d'une nouvelle version latine de la Bible avec des notes estimées, et les protestans y envoyèrent un pareil nombre de théologiens, dont les plus connus sont Bucer et Brentius. Mais les discussions étaient à peine commencées que l'électeur de Saxe rappela ses théologiens; après quoi tous les autres prirent le parti de se retirer. La diète qui eut lieu quelques mois après dans la même ville fut également sans résultat. Les princes protestans s'étaient assemblés à Francfort, au mois de janvier de la même année, pour renouveler leur ligue, et toujours décidés à ne point se soumettre au concile de Trente, ils se contentèrent d'envoyer leurs

(1) Pallav. *Hist. Conc. Trid.* — Fra Paol. — Sleid.

députés à Ratisbonne pour demander que les affaires de la religion fussent réglées dans un concile national ou dans une diète. L'empereur, outré de tant d'obstination, résolut enfin de ne plus garder de ménagemens. Comme il prévoyait bien qu'il serait obligé de recourir à la force des armes, il avait fait lever des troupes, et s'était assuré des princes et des villes catholiques et même de plusieurs princes protestans, à qui il déclara qu'il ne s'agissait point d'une guerre de religion, mais qu'il voulait seulement réduire les séditeux, qui formaient des ligues avec les puissances étrangères, et qui s'opposaient aux résolutions des diètes et à la pacification de l'empire. Il renouvela cette déclaration, et insista sur les mêmes motifs dans un manifeste qu'il publia. Il fit en même temps une ligue avec le pape, qui lui fournit un secours de plus de douze mille hommes avec des sommes considérables, et qui lui accorda en outre pour une année la moitié des revenus de toutes les églises d'Espagne, et même la permission d'aliéner une partie des biens des monastères.

Les protestans, de leur côté, mirent sur pied une armée de quatre-vingt mille hommes, dont ils donnèrent le commandement général au landgrave de Hesse et à l'électeur de Saxe, et, dans leur présomptueuse confiance, ils parlaient déjà de nommer un empereur luthérien, d'abolir le catholicisme en Allemagne et de porter la guerre jusqu'en Italie. Ils s'avancèrent dans la Bavière, où ils se rendirent maîtres de quelques places; mais Charles-Quint, ayant rassemblé son armée, les repoussa bientôt, et força par la rapidité de ses succès l'électeur palatin et le duc de Wurtemberg à se détacher de la ligue et à faire leur soumission. Il avait mis au ban de l'empire les deux chefs des confédérés, et donné l'investiture de la Saxe électorale au prince Maurice, cousin de l'électeur, et celui-ci, après avoir rançonné l'archevêque de Mayence, l'abbaye de Fulde et plusieurs villes ou princes

catholiques de la Souabe, se vit obligé de courir à la défense de ses états. Bientôt après, alarmé des progrès de l'empereur, il lui fit demander la paix ; mais il ne put l'obtenir. Il fut vaincu dans une bataille près du château de Mulberg en Misnie, et resta prisonnier avec le duc Ernest de Brunswick. Comme sa femme et ses enfans occupaient encore la ville de Wittemberg avec une forte garnison, l'empereur, pour les obliger à se rendre, le fit condamner à mort. L'électeur entendit sans émotion la lecture de la sentence, et se mit à jouer aux échecs aussitôt après ; car il était bien sûr qu'elle ne serait pas exécutée. En effet, le duc de Clèves, dont il avait épousé la sœur, l'électeur de Brandebourg et d'autres princes attachés à l'empereur, interposèrent leur médiation en faveur du prince condamné, et après plusieurs jours de négociations, Charles V lui fit grâce de la vie, moyennant qu'il ferait rendre la ville de Wittemberg, qu'il renoncerait, tant en son nom qu'au nom de ses enfans, à la dignité électorale ainsi qu'à la plus grande partie de ses états, et qu'il ne laisserait pas de demeurer prisonnier. L'électeur accepta ces rigoureuses conditions, et le duc Maurice conserva l'investiture de la Saxe. Il était lui-même luthérien ; mais sur la demande de l'empereur, il mit en possession de l'évêché de Naumbourg Jules de Hesse, qui avait été élu six ans auparavant par le chapitre, et en fit chasser Nicolas Amsdorf, que Luther y avait alors installé.

Le landgrave de Hesse, après la défaite de l'électeur de Saxe, se vit réduit lui-même à faire sa soumission. L'empereur exigea entre autres choses qu'il viendrait lui demander pardon à genoux, qu'il renoncerait à la ligue de Smalcalde, et interdirait aux rebelles l'entrée de ses états ; qu'il restituerait tout ce qu'il avait enlevé aux princes catholiques ; qu'il démolirait toutes ses forteresses à l'exception d'une seule, et en ferait passer les garnisons au service de l'empereur ; enfin qu'il lui re-

mettrait son artillerie et tout son matériel de guerre, avec une somme de cent cinquante mille écus. Quelque dures que fussent ces conditions, le landgrave prit le parti de les accepter. Il vint se présenter à l'empereur pour lui demander pardon, et fut obligé de rester longtemps à genoux, en présence d'une foule de princes et d'ambassadeurs; après quoi il fut encore retenu prisonnier. Beaucoup d'historiens accusent Charles V d'avoir par cette arrestation violé sa parole, et prétendent que dans un article de la convention signée, où il était dit que le landgrave ne serait retenu dans aucune prison, on substitua, par le changement d'une lettre au mot allemand qui signifie *aucune*, un mot qui signifie *perpétuelle*. Quoi qu'il en soit, le duc Maurice de Saxe et l'électeur de Brandebourg, qui avaient été les médiateurs du traité, employèrent vainement auprès de l'empereur leur intervention en faveur du landgrave; ce ne fut que six ans plus tard, et par les succès d'une nouvelle ligue protestante, qu'il fut remis en liberté. Les Bohémiens avaient profité des troubles de l'Allemagne pour défendre leurs privilèges contre le roi Ferdinand, et la communauté de religion leur avait fait contracter une alliance avec l'électeur de Saxe; mais ils furent obligés de se soumettre et de renoncer à toutes leurs prétentions.

Du reste, ces victoires de Charles-Quint avancèrent peu les affaires de la religion. Ayant dissipé la ligue protestante, il convoqua une diète à Ausbourg, au mois de septembre 1547, et parvint à y faire souscrire par les princes luthériens et par les députés des villes impériales un engagement de se soumettre aux décisions d'un concile qui serait tenu à Trente, moyennant que les évêques de toutes les provinces chrétiennes, et principalement ceux d'Allemagne, y assisteraient en personne ou par procureur; que l'on pourrait y discuter librement toutes les matières, et qu'elles y seraient traitées d'après la doctrine de l'Écriture et des Pères. Ensuite

envoya un ambassadeur à Rome pour demander le rétablissement du concile à Trente, et, en cas de refus, pour faire une protestation contre le concile de Bologne, et déclarer qu'il prendrait lui-même d'autres moyens de procurer la paix de l'Église et la réformation des mœurs en Allemagne. Mais le pape crut l'honneur du concile et du saint-siège engagé à maintenir la translation. En conséquence, Charles-Quint, pour terminer les différends de religion et pacifier l'Allemagne, prit le parti de faire dresser un formulaire de doctrine qui pût être agréé des catholiques et des protestans, et qui servit de règle jusqu'à la décision du concile général. Il chargea de cette commission Plug, évêque de Naumbourg, Michel Helling, évêque de Sidon, suffragant de Mayence, et Jean Agricola d'Islèbe, qui avait travaillé à la confession d'Ausbourg, et qui depuis s'était brouillé avec Luther et était devenu chef de la secte des antinoméens (1). Ces trois commissaires eurent de nombreuses conférences où furent admis quelques autres théologiens, et l'on convint d'un formulaire, qui, après avoir été revu et retouché plusieurs fois, fut publié avec l'approbation de la diète, au mois de mai 1548, sous le titre d'*Interim* ou de règlement provisoire. Il contenait en 26 articles la doctrine catholique sur les points contestés par les protestans. Mais on tolérait la communion sous les deux espèces dans les lieux où elle était établie, et l'on permettait aux prêtres mariés de garder leurs femmes. Le pape, à qui on l'avait communiqué, avait demandé vainement la sup-

(1) On donna ce nom à des luthériens qui prétendaient que les chrétiens ne sont obligés à l'observation d'aucune loi, et que toutes les actions sont indifférentes. Luther combattit cette doctrine, mais on ne manqua pas de lui objecter qu'elle découlait de ses principes et qu'on devait arriver là par la négation du libre arbitre et de la nécessité des bonnes œuvres. Toute la différence entre Luther et les antinoméens, c'est que, selon lui, toutes les actions étaient des péchés, et que, selon Agricola, aucune action n'était un péché.

pression de ces deux articles et fait dire à l'empereur que ce n'était pas à lui de régler les affaires de la religion.

Ce formulaire eut le sort qu'on devait prévoir. Il déplut également aux catholiques et aux protestans, et l'on vit bientôt paraître des deux côtés un grand nombre d'écrits pour le combattre. La plupart des évêques d'Allemagne l'approuvèrent plus ou moins expressément; mais dans le reste de l'Europe il fut généralement blâmé, et les Vénitiens défendirent même, sous peine de punition corporelle, d'en avoir aucun exemplaire. Les catholiques, pour le rendre odieux, le comparaient à l'*Hénotique* de l'empereur Zénon, à l'*Ecthèse* d'Héraclius et au *Type* de Constant, trois formulaires fameux et condamnés par l'Église. Charles V fit répondre par ses partisans qu'il ne prétendait point imposer une règle de foi aux catholiques, ce qui était d'ailleurs formellement exprimé dans son édit, mais qu'il voulait seulement mettre un frein à la licence des hérésies, et qu'après avoir été si longtemps contraint de tolérer tout le luthéranisme, on devait lui savoir gré d'une mesure qui n'en tolérât que quelques points.

Quant aux protestans, un assez grand nombre adoptèrent l'*Interim* par nécessité, par indifférence ou par conviction. Mais plusieurs ministres déclarèrent hautement qu'ils ne le recevraient pas, et quelques-uns plutôt que d'y souscrire abandonnèrent leurs emplois et quittèrent l'empire. De ce nombre furent Osiander, Bucer et Brentius. D'autres l'adoptèrent avec des modifications, notamment les ministres de Wittemberg et de Leipsick, et Sturmius, célèbre professeur de Strasbourg. L'empereur fit charger de chaînes et emprisonner quelques ministres récalcitrans, et mit au ban de l'empire les villes de Constance et de Magdebourg, qui refusèrent de recevoir l'*Interim*. La première ne tarda pas à se soumettre; mais la seconde résista plusieurs années. Elle avait entre autres ministres Mathias Flaccius, surnommé Illyricus,

qui publia quelques années plus tard, avec le concours de ses collègues, une Histoire ecclésiastique connue sous le titre de *Centuries de Magdebourg*. L'*Interim* occasionna ainsi de nouvelles divisions parmi les protestans ; les uns demeurèrent luthériens rigides ; les autres, qui acceptèrent le formulaire, furent nommés *intérimistes*, et se divisèrent encore en plusieurs partis, selon qu'ils l'acceptaient purement et simplement ou avec des restrictions diverses. On leur donna aussi le nom d'*adiaphoristes* ou *indifférens*, parce qu'ils soutenaient que les lois de l'Église et des conciles, le jeûne, les cérémonies, les fêtes et les autres usages établis, étaient des choses indifférentes auxquelles on pouvait se soumettre pour le bien de la paix. Ils avaient pour chef Mélanchthon, dont la foi était si flottante qu'il semblait alors se rapprocher des sacramentaires.

L'empereur avait joint aux articles de l'*Interim* concernant la doctrine, un décret de réformation qui contenait des réglemens sur les devoirs des évêques, des curés et des autres ecclésiastiques, sur les qualités requises pour l'admission aux ordres et aux bénéfices, sur les monastères, les collèges et les hôpitaux, sur l'administration des sacremens, sur l'excommunication et sur plusieurs autres points de discipline. Ces réglemens, conformes aux anciens canons, furent adoptés dans plusieurs conciles provinciaux tenus cette même année ou la suivante à Aushourg, à Trèves, à Cologne et à Mayence. On y ajouta beaucoup d'autres statuts sur les mêmes matières ou sur des objets analogues.

Comme l'hérésie cherchait à s'introduire dans le royaume de Naples, Charles-Quint, pressé par le pape, avait consenti à établir dans cette ville un tribunal de l'inquisition ; et le vice-roi, de concert avec l'archevêque, neveu du pape, fit publier à cet effet, malgré les représentations des magistrats, un édit qui fut affiché, au mois de mai 1547, à la porte de la cathédrale. Mais aus-

sitôt toute la ville se souleva. Une multitude innombrable et furieuse courut aux armes, déchira l'édit, et le vice-roi ne put calmer la sédition qu'en promettant par un écrit signé de sa main de ne pas donner suite à son projet. Cependant le peuple demeura toujours armé jusqu'au retour des députés qui furent envoyés à Charles-Quint. Ce prince voulut d'abord user de sévérité ; mais craignant que le peuple n'appelât les Français, il consentit à supprimer le nouveau tribunal, et accorda une amnistie aux séditeux. Des troubles eurent lieu également dans les Pays-Bas à l'occasion d'un édit rigoureux qu'il publia trois ans plus tard, et qui prononçait la peine de mort et de confiscation des biens contre les hérétiques opiniâtres ou relaps, avec défense sous les mêmes peines de leur donner asile, et avec promesse de donner une partie de leurs biens à ceux qui les dénonceraient aux inquisiteurs. La peine de mort était même prononcée contre ceux qui, après avoir été condamnés comme suspects à faire abjuration, seraient accusés de nouveau. Mais l'interruption du commerce, la désertion des marchands étrangers, anglais ou allemands, et la crainte d'une révolte ouverte, obligèrent Charles V de modérer cet édit à l'égard des étrangers, et d'en retrancher ce qui concernait l'inquisition (1).

Henri VIII, roi d'Angleterre, était mort, au mois de janvier 1547, dans la trente-huitième année de son règne exécrable. On compte parmi les victimes de sa cruauté plus de vingt archevêques ou évêques, douze ducs, marquis ou comtes, avec un grand nombre d'autres seigneurs, plus de cent femmes nobles et une multitude de prêtres, de moines et de simples citoyens. Ses débauches l'avaient rendu si monstrueusement gros qu'il ne pouvait presque plus se mouvoir ; mais dans cet abrutissement il conservait toute sa férocité. Dix jours avant sa mort, il fit déca-

(1) Pallav. — Sleid. — De Thou. — Rain.

piter, pour son attachement à la foi catholique, le comte de Surrey, fils du duc de Norfolk, et celui-ci était condamné à périr pour la même cause, quand la mort du tyran, survenue la veille de l'exécution, lui sauva la vie. On dit néanmoins que vers la fin de ses jours ce roi témoigna quelques remords, mais ils furent sans effet. Il laissa trois enfans, Édouard, Marie et Élisabeth. Le premier, âgé seulement de dix ans, lui succéda sous la tutelle d'un conseil de régence établi par le roi défunt ; mais Édouard Seymour, oncle maternel du jeune roi, s'attribua toute l'autorité. Il était zuinglien, et travailla, de concert avec Cranmer, à détruire les restes de la religion catholique. Toutefois, comme la plus grande partie du peuple était encore attaché à l'ancienne foi, on crut devoir user de lenteur et n'avancer que peu à peu dans la voie des innovations. On commença par déclarer que toute juridiction spirituelle émanait de l'autorité royale, et en conséquence on obligea les évêques à demander au roi de nouveaux pouvoirs, et à promettre de recevoir et d'enseigner la doctrine selon qu'elle serait successivement expliquée par le roi. On permit à tous les prédicateurs de prêcher sans approbation, afin de connaître ainsi ceux qui étaient favorables aux nouvelles erreurs ; après quoi on les obligea d'obtenir l'autorisation du roi ou du primat Cranmer, qui eut soin de ne la donner qu'aux partisans de la réforme. Il attira aussi en Angleterre Pierre Martyr, Ochin, Bucer et une foule d'autres hérétiques étrangers, auxquels il donna des pensions et des bénéfices. Il publia en même temps un catéchisme et un livre d'homélies dont les prédicateurs furent obligés de se servir, et une liturgie pour la célébration de l'office en langue vulgaire, sous le titre de Prières publiques de l'administration des sacremens. Le parlement de son côté abrogea la loi des six articles, ordonna la communion sous les deux espèces, autorisa le mariage des prêtres, abolit les messes pour les morts, l'adoration du

saint-sacrement, les élections canoniques, et fit ou approuva un nouveau cérémonial pour les ordinations, dont la forme fut appropriée à la nouvelle doctrine.

Cependant ces innovations excitèrent des soulèvemens dans plusieurs provinces, notamment dans les comtés de Norfolk et de Devonshire. Mais on parvint à réduire les insurgés avec des troupes qu'on avait fait venir d'Allemagne. Il y eut aussi neuf évêques qui s'opposèrent avec beaucoup de vigueur à ces nouveautés, entre autres Gardiner de Winchester, Bonner de Londres et Tonsal de Durham. Ils furent mis en prison et déposés. On voulut obliger la princesse Marie à se conformer aux réglemens liturgiques des réformateurs; mais elle continua de faire dire la messe dans son palais suivant les cérémonies de l'Église, et déclara que rien ne serait capable de lui faire abandonner la foi catholique. Comme on avait ordonné la prison perpétuelle contre ceux qui s'obstineraient à ne pas célébrer l'office conformément au livre des prières publiques, un grand nombre d'ecclésiastiques prirent le parti de s'exiler volontairement. Toutefois les novateurs s'élevèrent eux-mêmes contre ce livre, où ils trouvaient encore trop de vestiges de l'ancienne doctrine. Les calvinistes, ayant à leur tête Pierre Martyr, s'efforçaient de faire prévaloir leurs erreurs, et après des conférences publiques qui eurent lieu sur l'eucharistie dans les universités de Cambridge et d'Oxford, le parlement fit une loi pour rejeter la transsubstantiation et la présence réelle. Enfin, on publia, en 1552, une nouvelle rédaction du livre des prières publiques, avec quarante-deux articles de doctrine où l'on établissait à peu près toutes les erreurs du calvinisme. On rejetait l'autorité de l'Église et l'infaillibilité des conciles généraux, la nécessité des bonnes œuvres, le purgatoire, les prières pour les morts, l'invocation des saints, les images, la présence réelle, le sacrifice de la messe, la confession et tous les sacremens, excepté le baptême

et la cène. On maintenait toutefois l'épiscopat et une partie des cérémonies, ainsi que le jeûne et l'abstinence du Carême et des autres jours fixés par le roi. Ces mesures furent suivies du pillage des vases sacrés, des croix, des chandeliers et de tous les objets précieux qui servaient à l'ornement des autels. La plus grande partie du clergé, pour conserver ses bénéfices, adopta la réforme, et de seize mille ecclésiastiques que l'on comptait alors en Angleterre, les trois quarts renoncèrent au célibat sous le règne d'Édouard, qui ne dura guère que six ans. Ce mouvement d'innovation encouragea l'audace des anabaptistes, des sociniens et des sectaires de toutes sortes. L'infâme Cranmer et quelques autres évêques protestans eurent l'impudence de se constituer en conseil d'inquisition pour rechercher et punir les hérétiques. Ils en condamnèrent plusieurs qu'ils livrèrent au bras séculier, entre autres une femme nommée Jeanne de Kent; et comme le jeune roi hésitait à signer la mort de cette malheureuse, Cranmer se chargea et vint à bout de l'y déterminer.

François I^{er} mourut à Rambouillet, deux mois après Henri VIII, le 31 mars 1547. Son zèle pour le progrès des sciences et la protection qu'il accorda aux gens de lettres ont rendu son nom célèbre. Il avait fondé, vers l'an 1530, le collège royal, où il nomma pour l'enseignement des langues et des sciences les hommes les plus distingués, entre autres le savant Guillaume Budé, auteur d'un ouvrage plein d'érudition sur les anciennes monnaies. On a reproché à ce prince d'avoir fait alliance avec les Turcs et excité Soliman à porter la guerre en Allemagne contre les chrétiens. Du reste, son caractère léger, son imprévoyance et son imagination romanesque l'entraînèrent dans beaucoup d'autres fautes, et éclipsèrent en partie ses brillantes qualités. Henri II, son fils et son successeur, suivit à peu près la même conduite. Il se ligua, comme lui, avec les protestans d'Allemagne,

et fit poursuivre avec beaucoup de rigueur les hérétiques dans ses états. Un de ses premiers édits fut une défense d'imprimer ou de vendre des livres venant d'Allemagne ou des autres lieux suspects, à moins qu'ils n'eussent été approuvés par la faculté de théologie de Paris. Il confirma peu de temps après les ordonnances qui condamnaient à mort les hérétiques obstinés ou relaps, et tous ceux qui auraient profané les choses saintes ou tenu des assemblées secrètes. Il défendit à toute personne non lettrée de disputer sur la religion, et ordonna qu'aucun magistrat ne serait reçu dans les tribunaux, ni aucun maître dans les écoles, sans avoir produit des témoignages certains de catholicité. Il confirma, en outre, l'édit de François I^{er} portant des peines sévères contre les juges qui négligeraient de rechercher ou de punir les hérétiques. Comme les évêques se plainquirent qu'on laissait les causes d'hérésie aux magistrats séculiers, il ordonna plus tard que les juges laïques feraient seulement les procédures, et que le tribunal ecclésiastique rendrait le jugement ; mais il en résulta que les secrétaires en étaient quittes pour quelques peines canoniques insuffisantes pour réprimer leurs attentats, et le roi crut devoir remettre le jugement des causes d'hérésie aux cours de justice royale. Il prit dans la suite un nouveau tempérament, qui fut de laisser au clergé la connaissance de l'hérésie et d'attribuer aux tribunaux séculiers le droit de juger et de punir tout attentat public en cette matière.

Le parlement de Paris secondait, par une sévérité rigoureuse, les intentions du monarque. Il avait condamné, en 1546, soixante hérétiques qu'on avait surpris à Meaux tenant une assemblée, et dont quatorze furent brûlés vifs et les autres fouettés et bannis. Il y en eut encore trois ans plus tard un assez grand nombre qui subirent à Paris la peine du feu, et leur supplice fut précédé d'une procession solennelle que le nouveau ro

avait ordonnée comme une protestation publique contre l'hérésie. Il y assista lui-même avec toute sa cour; après quoi il tint un lit de justice où tous les corps de l'état vinrent protester de leur inviolable attachement à la foi catholique; et en retournant à son palais il vit brûler quelques-uns des hérétiques. La faculté de théologie de Paris condamna vers le même temps les éditions de la Bible publiées par Robert Étienne, et le roi en ordonna la suppression. Ce célèbre imprimeur est le premier qui ait distingué par des chiffres tous les versets de la Bible. Il avait inséré dans ses éditions une version latine de Léon de Juda, zuinglien déclaré, avec des notes hérétiques sous le nom de Vatable. Craignant pour sa personne, il se retira à Genève, où il fit ouvertement profession du calvinisme, et publia un libelle des plus injurieux contre la religion catholique. La faculté de théologie condamna aussi, comme renfermant un grand nombre de propositions suspectes, le Catéchisme de Gérard Roussel, nommé par la reine de Navarre à l'évêché d'Oleron.

Henri II, dominé comme son prédécesseur par la passion de recouvrer le Milanais et d'abaisser la puissance de l'empereur, entama, aussitôt après son avènement à la couronne, des négociations pour le mariage de Diane, sa fille naturelle, avec Horace Farnèse, petit-fils du pape, qui avait été marié dans sa jeunesse. Il s'empressa également, pour embarrasser Charles-Quint, d'adhérer à la translation du concile à Bologne, d'y envoyer des ambassadeurs avec quelques prélats, et d'en solliciter vivement la continuation. Il envoya pour cet effet à la cour de Rome Charles de Guise, archevêque de Reims, que le pape venait d'élever au cardinalat, et qui devint si célèbre dans la suite sous le nom de cardinal de Lorraine. Ce prélat n'avait que vingt-trois ans, et, par un abus alors trop commun, il était archevêque depuis près de neuf ans. Mais il justifia en quelque sorte par sou

mérite cette nomination prématurée. Il conserva des mœurs pures, montra beaucoup de zèle pour la religion, et devint par ses talens et par son amour pour l'étude un des plus savans théologiens de son siècle. Il y avait alors en France jusqu'à douze cardinaux, dont quelques-uns possédaient huit ou dix abbayes et plusieurs évêchés où ils ne résidaient jamais. Le roi en envoya le plus grand nombre à Rome, soit pour entretenir les bonnes dispositions du pape envers la France, soit pour contrebalancer le parti de l'empereur dans le conclave après la mort de Paul III, dont le grand âge faisait prévoir qu'il ne vivrait pas longtemps.

La reine d'Écosse, Marie Stuart, âgée seulement de six ans, ayant été promise en mariage au dauphin, était élevée à la cour de France, et Marie de Guise, sa mère, qui gouvernait en qualité de régente, secondait de tout son pouvoir le zèle des évêques pour le maintien de la foi catholique. Mais la rigueur des poursuites ne put empêcher les progrès de l'hérésie, et pour venger la mort de quelques hérétiques condamnés au feu en divers endroits, les sectaires assassinèrent, en 1546, le cardinal Beton, évêque de Saint-André et légat du saint-siège. La république de Venise renouvela vers le même temps les lois portées dès le commencement du luthéranisme pour la recherche des personnes suspectes d'hérésie. Elle enjoignit à tous ceux qui avaient des livres hérétiques de les remettre dans huit jours, après quoi il en serait fait une exacte perquisition, et pour découvrir plus facilement les coupables on promit des récompenses aux dénonciateurs. Mais l'ordonnance adjoignait les magistrats du lieu aux évêques et aux inquisiteurs pour le jugement des accusés. Ces mesures furent prises à l'occasion d'une espèce d'académie établie à Vicence par quelques personnes des plus considérables de la ville, pour conférer sur la religion, et dans laquelle on ne tarda pas à mettre en question la divinité de Jésus-Christ et

tous les mystères du christianisme. L'objet de ces conférences ne put demeurer tellement secret que le sénat n'en fût informé. On ordonna l'arrestation de ceux qui en faisaient partie, et deux d'entre eux, Jules Trévisan et François de Rugo, ayant été saisis, furent condamnés, comme des monstres, à être étouffés. Les autres, parmi lesquels on cite Lelio Socin, Okin et Valentin Gentilis, parvinrent à se sauver, et se réfugièrent à Genève, à Zurich et en Pologne, où bientôt les sociniens formèrent une secte nombreuse (1).

Des erreurs analogues avaient déjà été soutenues dans plusieurs écrits par Michel Servet, dont le nom est devenu tristement fameux. Il était né, en 1509, dans le royaume d'Aragon, et après s'être fait recevoir docteur en médecine à Paris, il s'établit pendant quelque temps à Lyon, puis en différentes villes du midi de la France. Il avait publié, dès l'année 1531, un ouvrage sur la Trinité, où il renouvelait les erreurs des ariens, et niait la divinité de Jésus-Christ et la trinité des personnes en Dieu. Il publia l'année suivante des dialogues sur le même sujet, avec un autre traité qui renfermait en partie la doctrine des anabaptistes, et, en 1553, un ouvrage sous le titre de Rétablissement du christianisme, où il reproduisait les mêmes impiétés avec beaucoup d'autres erreurs. Il s'était retiré à Vienne en Dauphiné, et y faisait imprimer secrètement ce dernier ouvrage, lorsque Calvin, ayant trouvé moyen d'avoir les feuilles à mesure qu'elles s'imprimaient, les fit parvenir à l'archevêque de Vienne, avec une lettre écrite sous un nom emprunté pour en dénoncer l'auteur. Sur ce renseignement, Servet fut arrêté, et on lui fit son procès. Mais il réussit à s'évader, et se retira à Genève, où Calvin le dénonça aux magistrats, qui le mirent en prison; après quoi on intenta contre lui une accusation d'impiété, dont les preuves ne

(1) De Thou. — Belcar. — Sleid. — Burnet.

furent pas difficiles à produire. Il y eut des contestations sur la peine à lui infliger. Mais Calvin et les ministres de Berne, de Zurich, de Bâle et de Schaffhouse décidèrent que cet antitrinitaire devait être mis à mort. En conséquence, Servet fut condamné à être brûlé vif, et la sentence fut exécutée. Calvin, pour justifier cette condamnation, fit un traité où il entreprit de prouver qu'il fallait punir de mort tous les hérétiques. Castalion et quelques autres s'élevèrent avec force contre la cruauté de Calvin. Mais Théodore de Bèze, calviniste célèbre, né à Vezelai, en Bourgogne, et réfugié depuis peu en Suisse, leur répondit par un traité où il établit le droit de punir les hérétiques, non-seulement par l'Écriture, mais par les témoignages de Luther, de Mélanchthon, de Brentius, de Bucer et autres protestans, qui, en effet, avaient porté une décision semblable contre les anabaptistes. Voilà quelle était la logique ou l'équité des réformateurs : ces sectaires, qui ne voulaient reconnaître aucune autorité infaillible, ni d'autre règle de foi que l'Écriture interprétée par chaque individu, traitaient d'hérétiques et faisaient condamner comme tels ceux qui se croyaient en droit, d'après ce principe, de ne pas penser comme eux, et cependant ils ne cessaient de crier à la tyrannie au sujet des condamnations prononcées contre les protestans qui refusaient de se soumettre aux décisions de l'Église.

Ce n'était plus la Bible, mais l'autorité de Calvin qui était à Genève la règle de foi. Il publia, en 1550, deux nouveaux réglemens, dont l'un supprimait toutes les fêtes, à l'exception de celle de Noël et des dimanches, et l'autre portait que les ministres iraient en certain temps dans les maisons particulières, avec un capitaine de la ville, pour demander compte à chacun de sa doctrine. Ces réglemens, qu'il avait établis de sa propre autorité, lui firent un grand nombre d'ennemis, et pour leur répondre il publia un livre sur les scandales, où

l'on peut voir les fruits qu'avait produits la prétendue réforme. L'année suivante, Bolsec, carme apostat, se mit à la tête des ennemis de Calvin, et l'accusa publiquement de faire Dieu auteur du péché. Calvin essaya d'abord de répondre ; mais voyant qu'il ne pouvait détruire les fâcheuses impressions produites par les discours de Bolsec, il le fit arrêter, et s'efforça de le faire punir comme séditieux et pélagien. Bolsec fut en effet banni des terres de la république, et la vengeance de l'hérésiarque ne fut satisfaite que lorsqu'il eut fait chasser son adversaire du canton de Berne, où il s'était retiré. Mais Calvin fut encore obligé de se défendre contre les attaques de Castalion et de quelques autres ministres, qui combattirent sa doctrine sur la prédestination, et firent voir qu'elle renfermait, en effet, les impiétés dont Bolsec l'avait accusé.

Valentin Gentilis éprouva quelques années plus tard le sort de Servet. Il s'était retiré à Genève avec Georges Blandrat, Paul Alciat et quelques autres Italiens partisans de l'arianisme ou imbus de diverses erreurs sur la trinité. Comme on eut des soupçons de leur impiété, on prit le parti de les obliger, en 1558, à souscrire une confession de foi contraire à ces erreurs, et après quelques difficultés Gentilis se vit forcé d'y consentir. Mais on découvrit bientôt qu'il ne laissait pas de débiter secrètement sa doctrine. Il fut mis en prison, interrogé et réfuté par Calvin, et se voyant menacé du dernier supplice, il adressa au sénat une rétractation ; après quoi il fut condamné à une amende honorable, et remis en liberté, avec défense toutefois de sortir de la ville. Mais s'étant évadé, il erra quelque temps dans la Savoie, le Dauphiné et le Lyonnais, et se retira ensuite en Pologne, d'où il fut contraint de sortir par suite d'un édit de bannissement contre les étrangers qui travaillaient à y semer l'arianisme. Il revint, en 1565, dans le canton de Berne, où il fut presque aussitôt arrêté et condamné à mort.

Sigismond I^{er}, roi de Pologne, était mort en 1548, après un règne de quarante-deux ans signalé par de nombreux exploits qui lui ont mérité le surnom de Grand. La fermeté de son zèle avait empêché l'hérésie de s'introduire ou du moins de se montrer publiquement dans ses états. Mais son fils Sigismond-Auguste, qui lui succéda, voyant presque toute la noblesse du royaume se déclarer contre son mariage avec Barbe Radzivil, fille du châtelain de Wilna, voulut gagner par sa tolérance ceux qui inclinaient pour les nouvelles erreurs, et l'on vit bientôt une multitude de sectes inonder la Pologne. Il permit aux seigneurs d'envoyer leurs enfans dans les collèges et les universités protestantes d'Allemagne, d'où ils rapportèrent la haine et le mépris de l'Église romaine avec le goût de la licence et des nouveautés. Ainsi un grand nombre ne tardèrent pas à faire ouvertement profession de la prétendue réforme, et appelèrent ou reçurent dans leurs terres les novateurs de toutes sortes, luthériens, calvinistes, anabaptistes et antitrinitaires. Dès ce moment le royaume fut en proie à une incroyable confusion de doctrines. Ces sectaires, qui tous invoquaient l'Écriture sainte, tinrent en quatre ou cinq ans plus de vingt synodes, où ils disputèrent sans fin et s'anathématisèrent réciproquement. Osiandre, ministre de Nuremberg, ayant refusé de souscrire à l'*Interim* de Charles-Quint, s'était retiré en Prusse, où le grand maître de l'ordre teutonique, Albert de Brandebourg, lui avait donné la première chaire de l'université de Kœnigsberg. Sa nouvelle et monstrueuse doctrine sur la justification produisit dans la Prusse des troubles et des divisions qui s'étendirent jusqu'en Pologne. Il soutenait que l'homme n'est point justifié par la foi ou par l'imputation de la justice de Jésus-Christ, comme l'enseignait Luther, mais par une communication substantielle de la justice propre de Dieu et par l'union intime de la substance du Verbe avec nos âmes, en sorte que les mérites

acquis par la mort de Jésus-Christ étaient comptés pour rien. Les ministres luthériens de Kœnisberg s'élevèrent fortement contre cette doctrine, et voulurent la faire condamner par l'université de Wittemberg; mais ils n'obtinrent qu'une décision vague; ce qui fut cause que Staphyle, un des plus célèbres d'entre eux, voyant les divisions se multiplier sans cesse, rentra dans le sein de l'Église catholique. Osiandre, soutenu par Albert de Brandebourg, entraîna la multitude dans son parti, et fit chasser de la Prusse ceux qui lui étaient le plus opposés. Il mourut en 1552, détesté et méprisé de tous les chefs de la réforme.

Parmi ceux qui combattirent la doctrine d'Osiandre, on doit citer Stancari, qui fut un des premiers prédicans de la réforme en Pologne. Mais comme il prétendit que Jésus-Christ n'était notre médiateur que selon la nature humaine, il fut lui-même attaqué par Calvin, par Mélanchthon, et condamné dans plusieurs synodes. Il était né à Mantoue, et après avoir quitté l'état ecclésiastique pour se marier, il s'était rendu en Allemagne, et avait été nommé professeur à Kœnisberg; puis, étant obligé d'en sortir à cause de ses démêlés avec Osiandre, il fut appelé en Pologne pour établir la prétendue réforme à Pincksowie, qui devint comme le chef-lieu du protestantisme dans ce royaume. Georges Blandrat, Paul Alciat, Lelio Socin et d'autres Italiens réfugiés en Suisse, vinrent bientôt chercher un asile dans cette bourgade, et y semèrent leurs erreurs sur la Trinité. Les vaudois et les frères de Bohême profitèrent aussi de la tolérance accordée en Pologne à toutes les sectes, pour y prêcher leur doctrine, dont un des points principaux était la condamnation du baptême donné aux enfans. Le roi Sigismond, pressé par les remontrances des catholiques et des protestans, bannit quelque temps après les chefs des antitrinitaires; mais ils trouvèrent un asile dans la Transylvanie. Élisabeth, veuve de Zapoli, qui régnait dans cette

province sous la protection du sultan, publia, en 1552, un édit qui permettait l'exercice du luthéranisme ; et on vit aussitôt les sectaires profaner les églises, briser les images, chasser ou dépouiller les évêques et les prêtres, et détruire les monastères. Le désordre alla si loin, que Soliman écrivit à la reine d'éteuffer au plus tôt ces nouveautés qui avaient occasionné tant de séditions et de troubles en Allemagne, et la menaça, si elle ne rétablissait l'ancienne religion, non-seulement de lui retirer sa protection, mais de lui déclarer la guerre. Élisabeth, non moins épouvantée que surprise, révoqua aussitôt son édit ; mais déjà le mal était incurable, et bientôt la licence des opinions prépara les voies au socinianisme (1).

Pendant que l'hérésie se propageait ainsi en Europe, saint François-Xavier répandait la foi jusqu'aux extrémités de l'Asie, et convertissait à l'Église des peuples innombrables. Il était parti de Lisbonne, le 7 avril 1541, avec Alphonse de Souza, nommé vice-roi des Indes. Après cinq mois de navigation, il aborda sur la fin d'août au port de Mozambique, où il passa l'hiver, et arriva le 6 mai 1542 à Goa, siège du gouvernement. Une effroyable corruption de mœurs, le concubinage public, la polygamie, l'usure et les fraudes dans le commerce, la vente de la justice dans les tribunaux, et les désordres de tout genre, régnaient dans cette ville. Non-seulement on y tolérait le culte des idoles, mais on confiait des charges aux infidèles et même aux prêtres idolâtres, et on laissait des rois tributaires persécuter ceux de leurs sujets qui embrassaient le christianisme. Xavier comprit que pour travailler utilement à la conversion des Indiens il devait s'appliquer avant tout à ranimer la foi et réformer les mœurs des chrétiens. Il alla se loger à l'hôpital, et après avoir rendu visite à Jean d'Albuquerque, évêque de Goa,

(1) Hosius, *De heres.* — Sleid. — Chytr. *Saxon.* — Sandius, *Biblioth. antitrin.*

il commença ses travaux apostoliques. Il passait ordinairement la matinée à servir les malades et les prisonniers ; puis il parcourait les rues, une sonnette à la main, pour avertir les parens et les maîtres d'envoyer leurs enfans et leurs esclaves au catéchisme ; et revenant dans les rues vers le soir, il recommandait aux fidèles de prier pour la conversion de ceux qui étaient en péché mortel. Une vie si sainte et une méthode si nouvelle produisirent une vive impression, et firent naître le remords et la crainte des jugemens de Dieu dans les cœurs les plus endurcis. Non content de s'élever en public contre le vice par des prédications fréquentes, et de représenter avec énergie la nécessité de la pénitence, il visitait les pécheurs en particulier, mangeait quelquefois avec eux, et par des réflexions échappées comme sans dessein, il venait à bout de les engager à renvoyer leurs concubines ou à contracter avec elles un mariage légitime. Rien n'était capable de rebuter son zèle ; il se rendait dans les forteresses et dans les navires pour travailler à la conversion des soldats et des matelots, et par sa familiarité, par ses manières engageantes, et surtout par sa patience et sa persévérance, il triomphait presque toujours de leur endurcissement. La ville de Goa eut bientôt changé de face ; on vit la réforme et la pureté des mœurs s'établir dans toutes les familles ; la fréquentation des sacremens ranima partout la piété, et quelques mois suffirent à l'apôtre des Indes pour opérer ce merveilleux changement.

Cependant il apprit qu'il y avait au delà du cap Comorin, sur la côte orientale de la presqu'île, une peuplade désignée sous le nom de paravas ou pêcheurs, qui avaient reçu le baptême, mais qui n'ayant personne pour les instruire conservaient une partie de leurs superstitions. Il résolut aussitôt de leur porter les secours de son ministère, et alla demander la bénédiction de l'évêque de Goa, auquel il déclara qu'il ne prétendait user qu'avec son agrément des pouvoirs de légat qu'il avait

reçus du souverain pontife. Ayant débarqué au cap Comorin, il rencontra d'abord un village tout idolâtre, où il guérit, par l'invocation du nom de Jésus-Christ, une femme tourmentée depuis trois jours par les douleurs de l'enfantement, et qui était au moment d'expirer. Cette merveille excita l'admiration des habitans, et tous demandèrent bientôt à recevoir le baptême. Xavier parcourut successivement les autres villages, instruisit les chrétiens, baptisa les idolâtres, fit construire des églises, et établit partout des catéchistes à qui il remettait une traduction en langue malabare du symbole, des commandemens de Dieu, de l'oraison dominicale et de la salutation angélique, avec un abrégé de la doctrine chrétienne. Il opéra dans ce pays une foule de guérisons miraculeuses, et le procès de sa canonisation atteste qu'il y ressuscita quatre morts. Aussi le nombre de ceux qui recevaient le baptême fut si grand, que souvent le saint apôtre à force de baptiser ne pouvait plus lever le bras, et que la voix lui manquait en récitant les instructions et les prières. Les seuls enfans qui moururent peu après leur baptême montaient au nombre de plus de mille. La vie austère du saint apôtre et l'éclat de ses miracles le firent respecter même des brahmanes ou prêtres des idoles, mais il s'efforça inutilement de les attirer au christianisme.

Après avoir passé environ un an chez ces peuples, il revint à Goa pour y placer au séminaire quelques Indiens; puis ayant conduit quelques missionnaires à la côte de la Pêcherie, il se rendit sur la côte occidentale, dans le royaume de Travancor, où la résurrection de plusieurs morts et d'autres miracles éclatans produisirent tant d'effet, que dans l'espace de neuf mois ce royaume devint presque entièrement chrétien. Il n'y eut guère que le roi et quelques seigneurs, retenus par l'amour des voluptés, qui persistèrent dans l'idolâtrie. La réputation du saint apôtre se répandit bientôt dans toutes

les Indes, et les habitans de l'île de Manar, voisine de Ceylan, le firent prier de venir les instruire et les baptiser. Il leur envoya un des prêtres qu'il avait laissés à la côte de la Pêcherie. Le roi de Manar, implacable ennemi de la religion chrétienne, ordonna de mettre à mort tous ceux de ses sujets qui l'avaient embrassée, sans épargner son fils aîné, qui était du nombre, avec plusieurs seigneurs de la cour. Mais cette cruauté ne servit qu'à faire éclater la foi de ces fervens néophytes, et entre six à sept cents qui furent pris, il n'y en eut pas un seul qui n'aimât mieux être égorgé que de renoncer à sa religion.

Xavier, enflammé d'un zèle sans bornes, résolut de passer dans la presqu'île au delà du Gange, et de porter la lumière de l'Évangile de royaume en royaume jusqu'aux extrémités de l'Asie. Il eut la dévotion d'aller auparavant implorer le secours du ciel à Méliapour, sur le tombeau de l'apôtre saint Thomas. Ensuite il s'embarqua pour se rendre à Malaca, où il arriva au mois de septembre 1545. Il trouva dans cette ville, soumise aux Portugais, les mêmes désordres qu'à Goa, et son zèle y obtint les mêmes succès. Après s'y être arrêté trois ou quatre mois, il partit pour les îles Moluques, prêcha successivement à Amboine, à Ternate et dans plusieurs autres îles, et convertit partout une multitude innombrables d'idolâtres, de mahométans et de juifs. La guérison des maladies de toute espèce, la résurrection des morts, le calme soudain des vents et des tempêtes, le don des langues et celui de prophétie, la connaissance des événemens éloignés et des plus secrètes pensées du cœur, en un mot tous les moyens qui avaient servi à l'établissement du christianisme, donnaient aux prédications du saint apôtre une autorité toute puissante, et triomphaient bientôt des passions et des préjugés. Le roi d'Ulate entre autres ne put tenir contre un prodige qui sauva sa capitale. Il y était assiégé et près de se rendre

par suite du tarissement des fontaines que l'ennemi avait coupées, lorsque Xavier, ayant trouvé le moyen de pénétrer dans la place, promit au roi une pluie abondante, sous la condition qu'après ce miracle il se ferait chrétien. La condition étant acceptée, il fit planter une croix dans le lieu le plus élevé de la ville, puis il se mit en prières, et bientôt la pluie tomba par torrens; après quoi les ennemis levèrent le siège, et le roi demanda le baptême avec tout son peuple.

Les difficultés et les périls, loin d'arrêter le saint apôtre, ne servaient qu'à exciter son zèle. Il apprit à Ternate que les habitans des îles du More, situées environ soixante lieues au delà des Moluques, avaient reçu le baptême pour la plupart, mais qu'ils étaient bientôt retombés dans leurs superstitions, et que leur férocité, jointe aux horreurs d'un climat stérile et brûlé par des volcans, avait coûté la vie ou fait prendre la fuite à plusieurs missionnaires. Il voulut s'y rendre, malgré toutes les représentations qu'on put lui faire pour l'en détourner, et ses travaux apostoliques y furent récompensés par des succès extraordinaires. Il n'y eut presque pas une bourgade où l'on ne bâtit des églises, et les deux villes principales, dont l'une comptait vingt-cinq mille habitans, furent entièrement converties. Xavier passa environ dix mois dans ces îles et dans celles des Moluques; puis il revint à Malaca, au mois de juillet 1547, et obtint par ses prières la défaite des Achémois, qui étaient venus avec une flotte nombreuse attaquer cette ville, où se trouvaient à peine cinq ou six vaisseaux délabrés. Après un séjour de quatre mois, il partit pour Goa, visita en passant les nouveaux chrétiens de la côte de la Pêcherie, et fit de nombreuses conversions dans l'île de Ceylan. Arrivé à Goá au mois de mars 1548, il plaça au séminaire de Sainte-Foi, donné vers ce temps à la compagnie de Jésus, quelques Indiens qu'il avait amenés des Moluques, et resta un an dans cette presqu'île des Indes, où il

exerça son ministère apostolique sur la côte de la Pêcherie, à Cochin et en d'autres endroits. Plusieurs jésuites étaient venus successivement d'Europe pour prendre part à ses travaux; il leur désigna leur emploi, et leur donna des instructions d'une sagesse admirable; après quoi il se disposa à partir lui-même pour porter la foi au Japon.

Il avait déjà converti à Malaca trois Japonais, dont l'un, distingué par sa naissance et ses talens, fut instruit avec soin au collège de Goa, et prit à son baptême le nom de Paul de Sainte-Foi. Xavier, accompagné de ces trois néophytes et de deux religieux ses confrères, s'embarqua au mois d'avril 1549, et arriva le 15 août au Japon, dans le royaume de Saxuma. Paul de Sainte-Foi alla trouver le roi, dont il était connu, lui parla du christianisme, et bientôt après lui présenta le saint missionnaire, qui fut reçu avec les plus grands témoignages d'affection. Le roi l'entretint longtemps, et frappé d'admiration pour la doctrine chrétienne et pour le zèle d'un homme venu de si loin, à travers tant de dangers, pour éclairer les Japonais, non-seulement il l'autorisa à prêcher le christianisme dans ses états, mais il publia, en outre, un édit qui permettait à tous ses sujets de recevoir le baptême. Xavier, après quelques semaines employées à l'étude de la langue japonaise, se vit en état de traduire une explication du symbole des apôtres, et commença aussitôt ses prédications dans la ville de Cangoxima, d'où Paul de Sainte-Foi était originaire. Celui-ci convertit sa mère, sa femme et sa fille, avec plusieurs autres de ses parens. Les miracles de Xavier produisirent aussi plusieurs conversions éclatantes. Mais les bonzes ou prêtres du pays agirent si bien auprès du roi, qu'ils lui firent révoquer son premier édit et défendre à ses sujets, sous peine de mort, d'embrasser le christianisme. Cette défense empêcha les idolâtres d'avoir aucun commerce avec les missionnaires, et arrêta les progrès de l'Évangile. Toutefois elle n'ébranla point les

néophytes, qui tous déclarèrent qu'ils étaient prêts à souffrir l'exil et la mort pour le nom de Jésus-Christ. Ils n'étaient guère alors plus de cent, mais en peu d'années leur vie édifiante gagna plus de quatre cents idolâtres, et le roi, voyant qu'il n'avait point de sujets plus vertueux, écrivit au vice-roi des Indes pour lui demander des missionnaires.

Xavier, après un an de séjour dans Cangoxima, laissa les nouveaux chrétiens sous la conduite de Paul de Sainte-Foi, et partit pour Firando, dont le roi venait d'entrer en commerce avec les Portugais. Sur la route, il entra dans une forteresse appartenant à un prince nommé Ekandono. Sa réputation le fit accueillir avec beaucoup d'honneur, et les discours qu'il fit sur la religion en présence des officiers du prince et des soldats de la garnison produisirent tant d'effet, que dix-sept personnes demandèrent aussitôt le baptême. Xavier, après les avoir instruits et baptisés, confia le soin de ces néophytes à un officier avancé en âge, et leur laissa par écrit la formule du baptême et l'explication du symbole, avec les prières ordinaires de l'Église. Il marqua en même temps dans le palais un lieu pour leurs assemblées. Non-seulement ils persistèrent avec ferveur dans la pratique du christianisme, mais leur nombre augmenta bientôt de telle sorte, que peu d'années après il monta à plus de cent. Le prince n'osa se déclarer chrétien, pour ne pas irriter le roi de Saxuma; toutefois il assistait aux assemblées des fidèles, et permit que sa femme et ses enfans fussent baptisés.

Le roi de Firando reçut parfaitement bien les missionnaires. Il leur permit de prêcher dans tout son royaume, et le peuple se montra si bien disposé qu'en moins de vingt jours ils baptisèrent plus d'infidèles qu'ils n'avaient fait en toute une année à Cangoxima. Xavier laissa pour continuer cette mission le père Cosme de Torrez, un de ses compagnons, et partit avec l'autre et

deux Japonais chrétiens, pour se rendre à Méaco, capitale de tout le Japon. Il s'arrêta pendant un mois à Amanguchi, capitale du royaume de Naugato; mais ses prédications n'y produisirent aucun fruit. Il ne réussit pas mieux à Méaco, où il n'arriva qu'après deux mois de dangers et de souffrances incroyables. Les troubles qui régnaient dans cette ville, et la guerre dont elle était menacée, ne permirent pas seulement au saint missionnaire de se faire entendre. Il en sortit donc au bout de quinze jours et revint à Amanguchi. Il remit au roi de la part du vice-roi des Indes des lettres et des présens qui lui concilièrent la faveur et la protection de ce prince, et dans l'espace de quelques mois il convertit et baptisa plus de trois mille idolâtres. On comptait dans ce nombre plusieurs bonzes, dont un entra dans la compagnie de Jésus, et prêcha le christianisme avec un zèle et un éclat qui procurèrent une multitude innombrable de conversions. Les autres, devenus la risée du peuple, qui se servait des argumens de Xavier pour les confondre, répandirent de tous côtés des libelles pleins d'injures et de calomnies contre le saint missionnaire. Ils se moquaient de sa pauvreté, et l'accusaient d'entretenir un commerce avec les démons, et d'opérer ses miracles par leur secours. Ils s'efforcèrent de le rendre suspect au roi, qui, en effet se déclara bientôt contre le christianisme, et ils soufflèrent en même temps le feu de la révolte parmi les peuples, en sorte que peu de temps après le roi, pour ne point tomber entre les mains des rebelles, fut réduit à se tuer lui-même.

Comme les Japonais ne cessaient d'objecter en faveur de l'idolâtrie l'exemple et les lumières de la Chine, Xavier prit la résolution d'y porter la lumière de l'Évangile, et voulant auparavant régler quelques affaires importantes qui demandaient sa présence à Goa, il se rendit au port de Figen, où se trouvait un vaisseau portugais prêt à faire voile pour les Indes. Ce port était à une

lieue de Fuchéo, capitale du royaume de Bungo, dont le roi, qui avait entendu parler du saint missionnaire, ne fut pas plus tôt instruit de son arrivée et des honneurs extraordinaires que lui rendaient les Portugais, qu'il lui envoya une ambassade magnifique avec une lettre respectueuse et pressante pour l'inviter à venir à sa cour. Les Portugais, malgré la modestie de Xavier, jugèrent à propos, pour accréditer son ministère, de l'accompagner avec une pompe éclatante, et de faire voir par la richesse de ce cortège toute la vénération que devait inspirer la pauvreté volontaire du saint apôtre. Le roi, de son côté, envoya au devant de lui six cents hommes de sa garde, avec quelques-uns des plus grands seigneurs, et le reçut avec les marques les plus extraordinaires d'affection et de respect. Ces honneurs disposèrent admirablement les esprits en faveur de Xavier, dont les discours publics et les conversations particulières attirèrent au christianisme une multitude d'idolâtres. Il passait les journées entières à baptiser ou à instruire les néophytes. Plusieurs bonzes voulurent entreprendre de disputer avec lui publiquement; mais il ne lui fut pas difficile de confondre l'extravagance de leurs rêveries. Un des plus célèbres d'entre eux, vaincu par la force de la vérité, tomba aussitôt à genoux, et levant les mains au ciel, il rendit gloire à Jésus-Christ, et demanda pardon au peuple des fables et des impiétés qu'il avait enseignées si longtemps. Le roi de Bungo publia des ordonnances pour abolir dans ses états l'infanticide et plusieurs cérémonies païennes contraires aux bonnes mœurs; mais quoique pleinement convaincu des vérités chrétiennes, l'amour des voluptés ne lui permit pas de recevoir alors le baptême. Toutefois, quelques années plus tard, touché des instructions que le saint apôtre lui avait données, il régla entièrement ses mœurs et se fit baptiser. Son frère, qui fut élu pour succéder au roi d'Aman-guchi, ne se montra pas moins favorable aux chrétiens.

Xavier, après deux ans et quatre mois de travaux dans le Japon, en partit au mois de novembre 1551, pour revenir à Goa. Il y apprit avec joie les progrès qu'avait faits le christianisme dans tous les lieux où il avait envoyé des missionnaires. Le nombre des chrétiens s'élevait à plus de cinq cent mille sur la côte de la Pêcherie, où le père Criminal avait été martyrisé par les barbares du voisinage. Une multitude d'idolâtres, de mahométans et de juifs, avaient embrassé la foi à Ormuz, et plusieurs temples d'idoles avaient été convertis en églises. Il en était de même à Cochin, à Coulan et en d'autres endroits. Le roi de Tanor sur la côte de Malabar, et celui de Trichenamal dans l'île de Ceylan, avaient reçu le baptême sans être retenus par la crainte de perdre leur couronne. Le roi des Maldives, chassé du trône et réfugié chez les Portugais, ayant reconnu la divinité du christianisme, hésitait à l'embrasser, pour ne pas irriter davantage la haine de ses peuples; mais il ne put tenir contre le zèle de Xavier, qui acheva de l'instruire, et le baptisa avec une grande solennité. Le saint apôtre régla les affaires de la compagnie, nomma pour recteur du collège de Goa et vice-provincial des Indes, Gaspar Barsee, et envoya de nouveaux ouvriers dans la plupart des missions, après quoi il se disposa à partir pour la Chine.

Comme il était défendu aux étrangers de pénétrer dans cet empire sous peine de mort ou de prison perpétuelle, on ne vit d'autre moyen pour lever cet obstacle que d'envoyer à l'empereur une ambassade avec de riches présents au nom du roi de Portugal. Xavier fit agréer ce projet au vice-roi des Indes, et obtint l'ambassade pour Jacques Pereyra, marchand riche et zélé qui avait offert généreusement de contribuer à la plus grande partie des frais. Ayant mis ordre à tout, le saint apôtre s'embarqua au mois d'avril 1552, avec quelques compagnons. Mais lorsqu'il fut arrivé à Malaca, le gouverneur de cette ville, par jalousie contre Pereyra, fit saisir le

vaisseau , et ne permit pas à l'ambassade d'aller plus loin. Ni les prières, ni les remontrances, ni l'excommunication, ne purent vaincre cette coupable résistance, qui, jointe à bien d'autres abus de pouvoir, fut punie bientôt après par la prison perpétuelle et par la confiscation de tous ses biens. Cependant Xavier ne perdit point courage, et après avoir fait partir ses compagnons pour le Japon, il s'embarqua sur un vaisseau portugais qui partait pour l'île de Sancian, près de Macao, sur les côtes de la Chine. Lorsqu'il fut arrivé dans cette île, les marchands portugais lui représentèrent vainement les périls de son entreprise, la rigueur des lois de la Chine contre les étrangers, et la vigilance des officiers qui gardaient les ports; rien ne put refroidir son zèle ni ébranler sa résolution. Il avait déjà pris des mesures pour se faire conduire secrètement sur le continent de la Chine, lorsqu'il fut attaqué d'une fièvre violente dont il mourut le 2 décembre 1552, à l'âge de quarante-six ans. On l'enterra sur le rivage, après avoir rempli le cercueil de chaux vive, pour faire consumer plus promptement les chairs, et pouvoir emporter les os sur le vaisseau qui devait partir dans peu pour les Indes. Mais lorsqu'on l'exhuma, le 17 février 1553, on trouva le corps frais et vermeil, comme celui d'un homme endormi. Il fut transporté à Goa, où il fut trouvé dans le même état de conservation deux siècles plus tard, lorsque la chasse du saint fut ouverte en 1744 par ordre du roi de Portugal. Les vertus, les miracles, les travaux apostoliques, et les prodigieux succès de François Xavier, ont rendu son nom célèbre chez toutes les nations, et ont obtenu même les hommages de plusieurs écrivains protestans. Il fut béatifié par Paul V en 1619, et canonisé trois ans après par Grégoire XV. On a de lui un grand nombre de lettres et quelques ouvrages de piété.

Le christianisme continuait de se répandre dans l'Amérique, et le pape Paul III, à la prière de Charles V,

érigée, l'an 1547, le siège de Mexico en archevêché, et lui donna jusqu'à onze évêchés pour suffragants. Quelques-uns existaient déjà depuis plusieurs années, et dépendaient de l'archevêque de Séville, dont la juridiction s'était jusqu'alors étendue sur toutes les Indes occidentales. Le fameux Barthélemi de Las Casas, qui était depuis 1544 évêque de Chiapa au Mexique, passa vers le même temps en Europe pour porter de nouvelles plaintes au sujet de la tyrannie barbare que les Espagnols exerçaient sur les Américains, et plus encore des obstacles qu'elle mettait aux progrès de l'Évangile. Ces plaintes furent examinées au conseil des Indes, et un docteur nommé Sépulvéda osa y présenter un livre où il prétendait que les Espagnols, en vertu de la concession des papes, pouvaient enlever les biens des Américains et les réduire à un dur esclavage. François Victoria, célèbre théologien dominicain, publia une savante réfutation de ce livre, auquel l'évêque de Chiapa opposa lui-même un ouvrage qui fut approuvé par les universités d'Alcala et de Salamanque. Toutefois, les raisons d'intérêt l'emportèrent, comme à l'ordinaire, sur les droits de la justice. On ne prit du moins que quelques mesures inefficaces, et l'évêque de Chiapa, qui travaillait depuis quarante ans dans l'Amérique avec un zèle infatigable, voyant toutes ses démarches inutiles, se démit bientôt après de son évêché.

La compagnie de Jésus, dont les travaux étendaient la foi jusqu'aux extrémités de l'Asie, ne se rendait pas moins utile en Europe par son zèle pour l'instruction de la jeunesse et pour la conversion des hérétiques. Claude Lejay avait acquis tant de réputation par ses talens et ses succès, que l'archiduc Ferdinand le nomma à l'évêché de Trieste, et pria instamment le souverain pontife de lui commander d'accepter. Mais Lejay se défendit avec tant de constance, que le pape ne jugea pas à propos de forcer sa modestie. Le duc de Ferrare demanda et ob-

tint ce religieux pour le mettre à la tête d'un collège qu'il faisait bâtir, et quelque temps après, comme le duc de Bavière voulait avoir des théologiens capables de confondre les hérétiques, saint Ignace lui envoya Lejay avec Salmeron et Pierre Canisius, qui tous deux se sont rendus célèbres par leurs ouvrages. François de Borgia, duc de Gandie, dégoûté du monde par la vue du cadavre hideux d'Isabelle de Portugal, qui avait été une des plus belles personnes de son temps, avait fait vœu d'entrer en religion s'il survivait à sa femme, et celle-ci étant morte peu de temps après, vers l'an 1548, il entra aussitôt dans la compagnie de Jésus, et fit sa profession solennelle dans la chapelle de son palais. Le pape lui avait permis de conserver ses dignités et ses biens jusqu'à ce qu'il eût réglé ses affaires domestiques, ce qu'il ne put terminer qu'en trois ans; mais dès son premier engagement il fit admirer les vertus éminentes qui l'ont fait mettre au nombre des saints. Il bâtit pour les Jésuites un collège à Gandie, qu'on cite comme le premier où ils enseignèrent les humanités.

Deux ans plus tard mourut saint Jean de Dieu, instituteur des frères de la Charité. Il était né en Portugal, dans le diocèse d'Évora, d'une famille pauvre, et avait passé sa jeunesse en Espagne, au service d'un maître qui l'occupa du soin de ses troupeaux, et qui plus tard, admirant sa piété, lui donna toute sa confiance et lui offrit sa fille en mariage. Mais Jean, qui voulait vivre dans la continence, refusa cette fortune, et pour se dérober à de nouvelles instances, il résolut de quitter son maître. Comme il était sans expérience et sans conseil, il s'enrôla et partit pour l'armée, où la contagion du mauvais exemple lui fit perdre sa vertu. Toutefois les remords ne tardèrent pas à se faire sentir dans une âme qui avait si longtemps goûté les douceurs de l'innocence. Il conçut un vif repentir, et quitta même le métier des armes. Mais son humeur guerrière, couverte à ses yeux du voile

de la religion , l'emporta une seconde fois. Il alla servir en Hongrie contre les Turcs, et après cette expédition, il revint en Espagne, où il reprit toutes ses anciennes pratiques de piété. Il avait alors environ quarante ans.

Un jour qu'il entendait à Grenade un sermon prêché par le célèbre Jean d'Avila, surnommé si justement l'apôtre de l'Andalousie, il en fut si touché que, fondant en larmes et se frappant la poitrine, il se mit à crier miséricorde, et remplit l'église de ses gémissemens. On le regarda comme un aliéné, et la populace le poursuivit au sortir de l'église avec des railleries et des outrages. Non-seulement il souffrit ces mépris avec patience, mais pour s'en attirer davantage il fit pendant assez longtemps plusieurs choses qui semblaient tenir en effet de l'extravagance. Mais Jean d'Avila le fit renoncer à cette humilité indiscrete, et l'exhorta à s'occuper, comme il l'avait fait auparavant, d'œuvres de charité. Alors il fit vœu de se consacrer entièrement au service des pauvres. Il en soulagea plusieurs avec le produit de son travail, et bientôt il se vit en état d'en secourir un plus grand nombre au moyen des aumônes dont quelques personnes charitables lui confièrent la distribution. En même temps il s'occupait de procurer du travail aux ouvriers, de chercher et de secourir les misères cachées, de placer les jeunes personnes dont la vertu était exposée, de convertir celles qui étaient engagées dans le désordre, enfin de soigner les malades et de les veiller pendant la nuit. Son zèle et sa charité lui firent bientôt une grande réputation, et lui procurèrent des secours abondans. Il loua, vers l'an 1540, une maison pour y rassembler des malades, et cette maison devint un hôpital célèbre, qui servit de modèle à une foule d'autres établis par les frères de la Charité dans presque tous les royaumes de l'Europe. Saint Jean de Dieu mourut en 1550, âgé seulement de cinquante-cinq ans, et fut canonisé vers la fin du dix-septième siècle, par Alexandre VIII. Il ne laissa

point de règle par écrit à ses disciples. Ce fut Pie V qui donna aux frères de la Charité, en les approuvant comme ordre religieux, la règle de saint Augustin avec quelques constitutions particulières.

On voyait depuis quelques années se multiplier en Espagne et en Italie les institutions destinées au soulagement des pauvres, à l'instruction de la jeunesse et à la réformation des mœurs. Saint Jérôme Émiliani, instituteur des somasques, outre les établissemens pour les orphelins, avait fondé dans le Milanais des maisons pour servir d'asile aux femmes retirées de la débauche. Son exemple avait été suivi à Rome par saint Ignace. Les théatins, les barnabites, les jésuites, les somasques, les clercs réguliers du bon Jésus, établis depuis quelque temps à Ravenne, et d'autres congrégations moins connues, s'occupaient de soigner les malades, de faire des missions, de tenir des écoles, et surtout de former à la piété les jeunes gens qui se destinaient à l'état ecclésiastique. Sainte Angèle de Brescia, morte en 1540 après avoir embrassé le tiers-ordre de Saint-François, avait formé une association de femmes vertueuses pour instruire les jeunes personnes du sexe ou pour s'occuper des œuvres de charité, et cette pieuse association donna naissance plus tard à l'ordre des Ursulines.

Saint Thomas de Villeneuve, religieux augustin, devenu archevêque de Valence, et saint Pierre d'Alcantara, religieux franciscain, travaillaient alors en Espagne au rétablissement de la piété et de la discipline. Le premier était né dans un village du diocèse de Tolède, d'une famille pieuse, dont les exemples lui inspirèrent dès l'enfance une si tendre charité envers les pauvres, qu'il leur donnait souvent ses habits ou sa nourriture. Ayant fait de brillantes études à l'université d'Alcala, il y devint professeur de philosophie et de théologie, et fut appelé quelque temps après pour remplir les mêmes fonctions à Salamanque. Il avait près de trente ans lorsqu'il entra,

en 1516, dans l'ordre des ermites de Saint-Augustin. Il fut nommé successivement prieur de Burgos, de Salamanque, de Valladolid, et deux fois provincial. L'empereur Charles-Quint, instruit de sa piété et de son éloquence, le choisit pour son prédicateur ordinaire, et le nomma ensuite, l'an 1534, à l'archevêché de Grenade. Mais l'humble religieux refusa d'une manière qui ôta tout espoir de vaincre sa résistance. Dix ans plus tard, l'archevêché de Valence étant venu à vaquer, l'empereur y nomma un religieux hiéronymite, et chargea un secrétaire d'expédier le brevet. Le secrétaire ayant mal entendu, mit par erreur le nom de Thomas de Villeneuve. Cette méprise fut regardée par Charles-Quint comme un effet de la Providence, et il s'empressa de signer la nomination telle qu'elle était. Thomas fit encore la même résistance; mais on eut recours au provincial, qui lui ordonna d'accepter, et le saint, craignant de résister à la volonté de Dieu, se vit forcé de se soumettre. Son épiscopat fut signalé par des prodiges de zèle et de charité. Il visita exactement jusqu'aux plus simples hameaux de son diocèse; il tint un concile provincial pour le rétablissement de la discipline; il instruisit son peuple avec soin, et travailla surtout à réformer les mœurs du clergé. Il conserva l'habit religieux et toutes les austérités du cloître. Son revenu était presque entièrement consacré au soulagement des pauvres. Il en nourrissait chaque jour plus de cinq cents, et faisait en outre une multitude d'autres aumônes. Ce saint évêque mourut en 1555, âgé de soixante-sept ans. Il fut béatifié par Paul V, en 1618, et canonisé quarante ans après par Alexandre VII. On a de lui un recueil de sermons en latin.

Saint Pierre d'Alcantara, né de parens nobles et vertueux dans la ville dont on lui a donné le nom, entra, dès l'âge de seize ans, dans l'ordre de Saint-François, et s'y fit remarquer bientôt par ses talens et surtout par ses austérités. Pendant plusieurs années il ne vécut que de

pain trempé dans l'eau et d'herbes insipides ; il ne faisait qu'un repas léger par jour, et il lui arriva fréquemment de passer plusieurs jours de suite sans manger. Il ne prenait chaque nuit qu'une heure et demie de sommeil, le plus souvent assis et la tête appuyée contre le mur. Toujours il marchait nu-pieds, et ne se couvrait jamais de son capuce contre la pluie ni contre le froid. Ordonné prêtre en 1524, il fut occupé pendant plusieurs années du ministère de la prédication, et produisit des conversions innombrables. Il demanda ensuite et obtint la permission de se retirer dans un couvent solitaire, où il pût suivre sans obstacle son goût pour la vie contemplative. Ce fut là qu'il composa son traité de l'oraison mentale, regardé comme un chef-d'œuvre par sainte Thérèse et par saint François de Sales. On a aussi de lui un excellent traité de la paix de l'âme. Sa réputation le fit appeler plusieurs fois en Portugal par le roi Jean III, qui voulut le consulter sur quelques affaires de conscience. Élu provincial de l'Estramadure en 1538, il s'occupa de rétablir dans les couvens l'austérité primitive, et fit à ce dessein quelques réglemens qui furent approuvés par le chapitre de la province. Plus tard il voulut établir une réforme encore plus austère. Il demanda pour cet effet l'approbation du pape Jules III, et l'ayant obtenue, il établit, vers l'an 1555, la réforme des franciscains déchaussés d'Alcantara. Ce nouvel institut fut confirmé, en 1562, par le pape Pie IV, et soumis au général des observantins. Saint Pierre d'Alcantara mourut le 19 octobre de la même année, à l'âge de soixante-trois ans. Il avait eu occasion de voir sainte Thérèse dans un voyage qu'il fit à Avila, en 1559, et l'avait soutenue par l'autorité de ses lumières contre les persécutions et les peines intérieures qu'elle éprouvait.

Le pape Paul III était mort le 10 novembre 1549, âgé de quatre-vingt-deux ans. Son zèle et ses vertus lui ont mérité de justes éloges, mais on lui reproche d'avoir

montré quelquefois trop de passion pour l'agrandissement de sa famille. Le conclave tenu pour lui choisir un successeur dura près de trois mois, par les intrigues et la rivalité de deux factions presque également puissantes, dont l'une était dévouée à la France et l'autre à l'empereur. Le choix parut d'abord se porter sur le cardinal Polus, à qui il ne manqua que deux voix pour être élu. D'autres furent successivement proposés avec aussi peu de succès. Enfin les deux partis s'accordèrent en faveur du cardinal del Monte, qui fut élu le 8 février 1550, et prit le nom de Jules III. Il était d'une famille obscure de la petite ville de Monte, en Toscane, d'où il avait pris, à l'exemple d'un oncle déjà fait cardinal avant lui, le nom del Monte. Il avait été président du concile de Trente, et s'était acquis beaucoup de réputation par ses talens et son habileté dans les affaires. Mais la disposition qu'il fit du premier chapeau en faveur d'un jeune homme inconnu et qui n'avait d'autre mérite que d'être son protégé, vint bientôt affaiblir l'opinion qu'on avait pu concevoir de sa prudence et de sa capacité.

Le nouveau pape avait fait serment dans le conclave, comme tous les autres cardinaux, d'employer tous ses soins à la continuation du concile interrompu, et aussitôt après son élection il manifesta l'intention de le rétablir à Trente; puis ayant tenu à ce sujet plusieurs consistoires, il envoya un nonce au roi de France, pour lui faire agréer cette ville, et un autre à l'empereur, pour demander certaines conditions préalables, notamment que la diète tenue alors à Ausbourg fit un décret pour obliger tous les sujets de l'empire à se soumettre au concile, avec une déclaration portant que les protestans ne pourraient demander d'être entendus sur les décisions déjà rendues sur des points de doctrine, soit à Trente, soit par d'autres conciles généraux. L'empereur répondit qu'il ne croyait pas cette déclaration actuellement opportune, et qu'il serait temps de la faire quand

le concile serait assemblé. Du reste, il fit confirmer par la diète le décret rendu précédemment pour adhérer au concile de Trente; mais les ambassadeurs de Maurice, électeur de Saxe, firent au nom de ce prince une protestation publique par laquelle il déclarait ne vouloir se soumettre au concile qu'à condition que les décisions déjà rendues seraient examinées de nouveau, que les docteurs luthériens y seraient admis comme juges, et que le pape n'y présiderait point. Cependant comme l'empereur fit espérer au nonce que cette protestation serait sans effet, le pape Jules III, par une bulle du mois de novembre 1550, convoqua le concile à Trente pour le 1^{er} mai de l'année suivante. Il nomma quelque temps après pour y présider en son nom le cardinal Marcel Crescenzo, avec Sébastien Pighin, archevêque de Siponte, et Louis Lipomani, évêque de Vérone, et leur ordonna d'ouvrir le concile au jour indiqué, quel que pût être le petit nombre des prélats qui s'y trouveraient.

On tint en conséquence, le 1^{er} mai 1551, une session comptée pour la onzième, mais qui n'eut d'autre objet que de lire la bulle de convocation, de déclarer la reprise du concile, et d'indiquer la session suivante pour le 1^{er} septembre. Quoique ce délai fût de quatre mois, comme il n'y eut d'abord que peu de prélats, on ne fit encore dans la douzième session qu'un décret pour fixer le jour de la session prochaine et les matières qu'on devait y traiter. Les archevêques de Trèves et de Mayence s'étaient déjà rendus au concile, et l'on attendait incessamment l'archevêque de Cologne et d'autres évêques d'Allemagne. Mais on apprit alors qu'il ne fallait plus compter sur l'arrivée des évêques de France. Le roi Henri II s'était brouillé avec l'empereur en protégeant le duc de Parme, et, suivant l'exemple de son père, il ne tarda pas à se liguier avec les princes protestans. On l'accusa même d'avoir excité les Turcs à entrer dans la Hongrie.

Jules III, prenant parti dans cette querelle, se liguait avec Charles-Quint, et lui fournissait des troupes contre le duc de Parme. Le roi de France, vivement irrité, défendit de porter ou d'envoyer de l'argent à Rome pour l'expédition d'aucune affaire; il empêcha en même temps les évêques de son royaume de se rendre à Trente, et fit contre ce concile une protestation qui fut notifiée dans la douzième session par le célèbre Amiot, abbé de Bellozane. Elle portait qu'après avoir fait tout ce qui dépendait de lui pour éviter la guerre, voyant le pape décidé à poursuivre les hostilités, et par là même toutes les routes semées de périls pour les évêques français, le roi ne pouvait les envoyer à Trente, ni regarder comme œcuménique un concile où il ne leur était pas permis d'assister, qu'il avait jugé cette protestation nécessaire pour justifier sa conduite, mais que, du reste, il n'entendait point préjudicier à la soumission due au saint-siège, et qu'il en donnerait des preuves aussitôt qu'on cesserait de lui faire la guerre. A cette protestation était jointe une lettre par laquelle il s'en rapportait à l'arbitrage du concile, et sollicitait sa médiation. Craignant en outre que cette démarche ne servît à encourager l'audace des sectaires, il publia un édit qui renouvelait les lois portées contre eux, et ordonnait à tous les magistrats de les poursuivre et de les condamner sans appel.

Dès le lendemain de la douzième session, comme les prélats et les théologiens étaient déjà en assez grand nombre, on tint une congrégation pour achever d'éclaircir les matières dont on avait commencé l'examen à Bologne. Des commissaires furent nommés pour préparer le travail, et quand les canons sur l'Eucharistie eurent été dressés avec tout le soin imaginable, ils furent soumis, comme de coutume, à une nouvelle discussion dans plusieurs congrégations générales où chacun fut admis à donner son avis. On proposa ensuite de faire précéder les canons contre les erreurs par des chapitres où l'on expo-

serait la doctrine catholique, comme il s'était pratiqué sous Paul III pour les matières de la justification; cet avis fut adopté, après quoi on nomma des commissaires pour rédiger ces chapitres, qui furent ensuite examinés et discutés avec l'exactitude la plus scrupuleuse. Du reste, le concile voulut demeurer fidèle à son habitude de ne point toucher aux opinions librement controversées dans les écoles catholiques, et, en conséquence, il invita les théologiens à écarter de la discussion tout ce qui ne serait pas appuyé sur l'Écriture sainte, sur les décisions des conciles et autres monuments de la tradition, ou enfin sur l'enseignement général de l'Église. D'autres congrégations eurent lieu en même temps pour préparer les décrets de réformation.

Enfin, toutes les matières étant prêtes, on tint, le 11 octobre 1551, la treizième session, où se trouvèrent neuf archevêques, trente-quatre évêques, et d'autres prélats inférieurs, avec les ambassadeurs de plusieurs princes. On y publia d'abord un décret sur l'eucharistie, contenant huit chapitres de doctrine, et onze canons contre les nouvelles hérésies. Les chapitres exposent la foi catholique sur la présence réelle, sur la transsubstantiation, sur l'institution de l'Eucharistie, et l'excellence de ce sacrement au-dessus de tous les autres; sur le culte et l'adoration qui lui sont dus; et, à cette occasion, le concile approuve expressément la fête et les processions du Saint-Sacrement; il traite ensuite de la coutume immémoriale de conserver l'Eucharistie et de la porter aux malades; puis, des dispositions nécessaires pour la recevoir dignement, et en particulier de l'obligation de se confesser auparavant, lorsqu'on est en état de péché mortel; enfin de la manière de communier; et il exhorte les fidèles à vivre de telle sorte qu'ils soient en état de communier souvent. Les onze canons qui suivent prononcent anathème contre les erreurs enseignées par les zuingliens, les luthériens et les calvinistes sur l'Eucharistie.

Le décret de réformation contient huit chapitres de réglemens sur la juridiction épiscopale et sur le jugement des causes ecclésiastiques. On y ordonne que dans toutes les causes concernant la visite, la correction, la capacité ou l'incapacité des sujets, ainsi que dans les causes criminelles, il ne sera pas permis d'appeler d'une sentence interlocutoire avant la sentence définitive, à moins qu'il ne s'agisse d'un grief qui ne puisse être autrement réparé; que les appels en matière criminelle seront portés devant le métropolitain ou devant un autre évêque, et non devant un juge inférieur; que l'évêque diocésain, sans avoir besoin d'être assisté par d'autres évêques, comme il était prescrit par les anciens canons, pourra par lui-même ou par son vicaire-général déposer ou même dégrader solennellement un clerc revêtu des ordres sacrés, en se faisant assister pour ce jugement par un certain nombre d'abbés ou d'autres personnes constituées en dignité; qu'il pourra aussi examiner les grâces obtenues par les coupables, afin de juger si elles ne sont point subreptices; et pour mettre les évêques à l'abri des vexations inspirées par la vengeance, le concile ordonna qu'on ne pourrait jamais les assigner à comparaître personnellement, si ce n'est pour une cause qui serait de nature à les faire déposer ou priver de leurs fonctions. Enfin le dernier chapitre ordonne que les causes des évêques soient portées devant le souverain pontife et terminées par lui.

Il avait été question aussi, dans les congrégations, de la communion sous les deux espèces, de l'usage du calice pour les laïques et de la communion des enfans. Mais le comte de Montfort, un des ambassadeurs de Charles-Quint, représenta que les protestans demandaient surtout à être entendus sur ces articles, et que si on prenait à ce sujet une décision contraire à leurs désirs, il fallait renoncer à l'espérance de les ramener. On fit en conséquence un décret pour renvoyer la décision de ces

articles à une autre session. On expédia ensuite un sauf-conduit en faveur des théologiens protestans qui voudraient assister au concile. Mais il se trouva bien différent de ce qu'ils avaient prétendu, et l'on ne tarda pas à reconnaître que les promesses faites à l'empereur par les princes luthériens n'avaient d'autre but que de l'amuser. Cependant le concile poursuivit l'examen des matières concernant les sacremens. On tenait régulièrement deux congrégations par jour, et par ce travail assidu en six semaines on prépara les décrets sur la pénitence et l'extrême-onction, avec plusieurs articles de réformation.

Ils furent publiés dans la quatorzième session, tenue le 25 novembre. Le décret sur la pénitence comprend d'abord neuf chapitres de doctrine contenant l'exposition de la foi catholique sur la nécessité et l'institution de ce sacrement, sur sa différence avec le baptême, sur ses parties constitutives et ses effets, sur la contrition, la confession et la satisfaction, sur le ministre de ce sacrement, sur l'absolution, sur la nécessité de la juridiction et sur les cas réservés. Viennent ensuite quinze canons, qui frappent d'anathème les nouvelles hérésies contraires à cette doctrine. Il n'est pas inutile de remarquer qu'au sujet de la contrition imparfaite ou de l'attrition, c'est-à-dire de la douleur du péché conçue par la considération des peines de l'enfer avec le ferme propos de s'amender, le concile n'eut en vue que de condamner l'erreur de Luther, qui prétendait que cette contrition produite par la crainte ne servait qu'à rendre l'homme plus hypocrite et plus coupable, mais qu'il s'abstint scrupuleusement de prononcer sur la question de savoir si elle est suffisante. Les termes dans lesquels on avait d'abord rédigé le décret portaient que cette contrition imparfaite suffit pour être une partie constitutive du sacrement, et que d'ailleurs elle ne peut guère exister sans quelque mouvement d'amour de Dieu; mais après quelques observations on retrancha ce dernier membre

de phrase, et au lieu de mettre que l'attrition suffit, on mit seulement qu'elle dispose à recevoir la grâce dans le sacrement de pénitence. Quant à l'extrême onction, le concile fit trois chapitres de doctrine sur l'institution, les effets et le ministre de ce sacrement, et sur le temps auquel on doit le recevoir, et quatre canons contre les hérésies des novateurs.

Le décret de discipline ou de réformation contient treize chapitres, dont les quatre premiers portent que personne ne pourra obtenir une permission valable pour se faire promouvoir aux ordres sacrés contre la défense de son évêque, ou pour se faire rétablir malgré l'évêque dans ses titres ou dans l'exercice de ses fonctions; que nul évêque *in partibus* ne pourra, sous prétexte d'aucun privilège, ni en quelque lieu que ce soit, ordonner les sujets d'un autre évêque sans lettres dimissoires, quand même il s'agirait de ses domestiques ou commensaux; que l'évêque diocésain aura le droit d'interdire les fonctions ecclésiastiques à tous ceux de ses sujets qui auront été ordonnés par un autre sans sa permission; et qu'il pourra, comme délégué du saint-siège, punir et corriger tous les ecclésiastiques de son diocèse, nonobstant toute exemption et tout privilège. Comme ces articles concernaient particulièrement la cour de Rome, qui étoit en possession d'accorder les permissions et les privilèges dont on voulut prévenir les abus, il y eut à ce sujet bien des contestations, et les légats exigèrent au moins qu'on ne fit pas mention expresse du pape, ni du grand pénitencier, ni des autres officiers de la cour de Rome. Le cinquième chapitre porte que les lettres appelées conservatoires et qui avaient pour objet de donner à certains ecclésiastiques des protecteurs pour défendre leurs droits, ne pourraient soustraire les coupables au jugement de l'évêque; le sixième ordonne aux ecclésiastiques dans les ordres sacrés ou pourvus de bénéfices de porter l'habit clérical, faute de quoi l'évêque pourra les y con-

traindre, et les punir par les censures et par la privation de leurs revenus et même de leur titre. Le septième prononce l'irrégularité contre les homicides; le huitième défend aux prélats qui avaient obtenu par privilège une juridiction coercitive sur des sujets étrangers, de les punir sans le concours de l'ordinaire. Le neuvième défend d'unir les bénéfices de divers diocèses; le dixième, de donner en titre les bénéfices réguliers à d'autres qu'à des religieux du même ordre. Enfin les deux derniers concernent le droit de patronage, et ordonnent que l'institution ne pourra être donnée que par l'ordinaire, sous peine de nullité.

Cependant, sur les instances de Charles-Quint, plusieurs princes protestans avaient pris le parti d'envoyer leurs ambassadeurs à Trente. L'électeur de Brandebourg en avait donné l'exemple; mais c'était moins pour se soumettre au concile que pour obtenir une dispense en faveur de son fils, élu en même temps archevêque de Magdebourg et évêque d'Alberstadt. On vit arriver ensuite les ambassadeurs de Maurice, électeur de Saxe, et du prince de Wurtemberg, avec ceux de plusieurs villes impériales. Ils élevèrent une foule d'objections contre la teneur du sauf-conduit expédié par le concile, et demandèrent, selon leur coutume, que les théologiens protestans fussent admis comme juges avec les évêques, que les décrets précédens fussent soumis à un nouvel examen, que toutes les controverses fussent jugées uniquement par l'Écriture, enfin que le pape, selon les décrets de Constance et de Bâle, fût soumis au concile, qu'il n'y présidât point, et que pour laisser aux évêques une entière liberté, il les déliât de leur serment d'obéissance. Quoique ces prétentions dussent faire perdre tout espoir de rien gagner sur l'opiniâtreté des sectaires, le concile ne laissa pas d'entrer en négociation et d'employer tous les ménagemens possibles. Il consentit à donner audience aux ambassadeurs protestans dans une congrégation gé-

nérale, après avoir toutefois protesté d'avance que cette démarche, qui tendait uniquement à rétablir la paix dans l'Église, ne pourrait tirer à conséquence, et pour satisfaire autant que possible à leurs objections sur la forme du sauf-conduit, on y fit tous les changemens, toutes les suppressions et les additions qui pouvaient se concilier avec l'autorité du concile et du saint-siège. On avait fixé au 25 janvier 1552 la quinzième session, où l'on devait prononcer sur les articles ajournés. Elle se tint en effet au jour indiqué; mais ce fut seulement pour ajourner encore, sur la demande des protestans, la décision de ces articles jusqu'au 19 mars, et publier en même temps un nouveau sauf-conduit plus étendu que le premier, et conforme à peu près à celui que le concile de Bâle avait accordé aux Bohémiens. Les ambassadeurs protestans promirent de s'employer de leur mieux pour le faire agréer de leurs maîtres et presser l'envoi des docteurs luthériens. L'électeur de Saxe avait déjà fait partir Mélanchthon et quelques autres des principaux docteurs, avec ordre d'attendre à Nuremberg qu'on leur envoyât le sauf-conduit; mais il ne tarda pas à les rappeler.

Ce prince avait renouvelé la ligue des états protestans d'Allemagne, et l'ayant fortifiée par une alliance avec le roi de France, il publia un manifeste violent contre l'empereur, et se mit en mesure de commencer la guerre. Il s'avança dans la Bavière avec une armée nombreuse, s'empara d'Ausbourg, et marcha contre le Tyrol, où l'empereur se trouvait presque sans troupes. A la première nouvelle des hostilités, les trois archevêques électeurs partirent de Trente pour veiller à la sûreté de leurs états. Bientôt les progrès de l'armée protestante jetèrent la frayeur dans le concile, et presque tous les évêques manifestèrent l'intention de se retirer. Les légats en écrivirent au pape, qui leur envoya une bulle pour les autoriser à suspendre le concile dès qu'ils en jugeraient la sûreté compromise. On avait prorogé

au 1^{er} mai, sur les instances de l'empereur, la session indiquée pour le 19 mars; mais le changement des circonstances ne permettait plus de compter sur l'arrivée des protestans, et dans une congrégation générale, tenue le 24 avril 1552, le cardinal de Trente et d'autres évêques sujets de l'empereur opinèrent eux-mêmes pour la suspension, qui fut prononcée, le 28 avril, dans la seizième session. Le décret portait que le concile serait suspendu pendant deux ans, avec cette clause que si la paix se rétablissait auparavant, le concile se rouvrirait immédiatement, et que si les troubles se prolongeaient davantage, la suspension serait tenue pour levée aussitôt qu'ils finiraient, et le concile rétabli de droit sans qu'il fût besoin d'une nouvelle convocation. Il y eut douze évêques espagnols qui s'opposèrent à ce décret, et qui firent une protestation dont on ne tint pas compte (1).

Cependant l'armée protestante, après avoir battu les troupes impériales, vint surprendre la ville d'Innsbruck, capitale du Tyrol, où l'empereur faillit être pris. Il n'eut que le temps de se sauver en abandonnant ses bagages, et de se retirer précipitamment à Villach, dans la Carinthie. Il se vit contraint bientôt après de négocier avec les confédérés, et de conclure, au mois d'août 1552, le fameux traité de Passaw, qui assura la liberté de conscience aux protestans. Ce traité portait que l'*Interim* demeurait abrogé; que les protestans resteraient en possession des biens ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés; qu'il ne serait permis à aucun des deux partis d'attaquer l'autre pour cause de religion jusqu'à la diète qui serait convoquée incessamment pour terminer les différends sur ce sujet, et que si l'on ne pouvait alors parvenir à s'entendre, ce traité aurait également force de loi. Albert, margrave de Brandebourg, refusa d'y souscrire, et continua de ravager une grande partie de l'Allema-

(1) Pallav. — Fra Paul. — Sleid. — Rain.

gne, où ses cruautés forcèrent les évêques et les prêtres à prendre la fuite ou à changer d'habit pour cacher leur profession. Mais ayant été mis au ban de l'empire, il fut défait l'année suivante et obligé de se sauver en France.

Jules III, qui s'était réconcilié avec Henri II, s'efforça inutilement de rétablir la paix entre ce prince et l'empereur. Celui-ci n'eut pas plus tôt conclu le traité de Passaw, qu'il vint avec une armée nombreuse assiéger la ville de Metz, dont le roi s'était emparé. Mais cette ville fut si bien défendue par le fameux duc François de Guise, que Charles Quint fut réluit à lever le siège avec des pertes considérables. Il s'en vengea sur la ville de Térouane, et la fit raser si complètement qu'on peut à peine aujourd'hui en reconnaître la place. Quelque temps auparavant, le cardinal Martinusius, archevêque de Strigonie, avait été assassiné par les ordres du roi Ferdinand, à qui on l'avait rendu suspect. Il était régent du royaume en l'absence de ce prince, qui lui avait donné toute sa confiance ; mais le commandant des troupes, jaloux de son crédit et dans l'espoir de lui succéder, l'accusa d'entretenir des intelligences secrètes avec les Turcs, et sur cette dénonciation le roi Ferdinand, sans attendre d'autre preuve, ordonna au calomniateur de prendre aussitôt des mesures pour se défaire du cardinal, qui fut mis à mort par quelques troupes dans une maison de campagne. Cet assassinat excita l'indignation de toute l'Europe, et le pape Jules III frappa d'excommunication Ferdinand et ses complices. Mais la soumission de ce prince et les supplications de Charles Quint firent révoquer bientôt après la censure.

On vit arriver à Rome, au commencement de l'an 1553, pour se soumettre au saint-siège, le patriarche de tous les chrétiens orientaux qui habitaient entre l'Euphrate et les rives de l'Inde. Cette dignité était devenue depuis environ cent ans comme héréditaire dans une même famille ; mais le dernier patriarche étant mort sans avoir

eu le temps d'établir son fils à sa place, les chrétiens avaient élu un religieux nommé Simon Sulaka, qui vint à Rome pour faire confirmer son élection par le pape, et reconnaître au nom de son clergé et de son peuple la primauté du siège apostolique. Ses lettres de créance, signées par les évêques et les principaux d'entre les fidèles, donnaient au pape le titre de chef des pasteurs et de vicaire de Jésus-Christ; elles l'appelaient aussi le lien de toute la société chrétienne, le fondement de l'Église et le flambeau qui dissipe toutes les erreurs; et après beaucoup d'autres éloges, ces chrétiens le priaient de confirmer et de sacrer leur patriarche, parce que le sacerdoce, ajoutaient-ils, vient de Rome, qui est le siège de saint Pierre, et qu'il en est toujours venu. La confession de foi que présenta ce patriarche était entièrement catholique, et montrait l'unanimité de la tradition contre les erreurs des nouveaux sectaires de l'Europe. Jules III le reçut avec beaucoup d'honneur; il confirma son élection, le sacra lui-même, lui donna le *pallium* en plein consistoire, et le fit accompagner à son retour de quelques religieux, qui eurent mission d'étendre la foi en Orient. Le pape reçut dans le même temps un jacobite syrien envoyé par le patriarche d'Antioche pour rendre obéissance au siège apostolique, et faire une profession solennelle de la foi de l'Église romaine.

Édouard VI, roi d'Angleterre, mourut le 6 juillet de cette même année, et la reine Marie, qui lui succéda, rétablit bientôt la religion catholique. Le duc de Northumberland, après avoir fait épouser à son fils Jeanne Gray, fille d'une sœur de Henri VIII, avait engagé le roi Édouard à la déclarer par son testament héritière du royaume. Cranmer et les autres membres du conseil de régence se prêtèrent à cette iniquité. Jeanne Gray fut proclamée reine à Londres, et l'évêque protestant Ridley monta en chaire pour exhorter le peuple à la reconnaître. Mais cette conspiration échoua. La princesse

Marie se fit proclamer reine dans le comté de Norfolk, et bientôt une foule de seigneurs vinrent avec des troupes se ranger sous ses ordres. Le duc de Northumberland n'eut pas plus tôt quitté Londres pour aller combattre la princesse, que cette capitale se déclara pour elle, et il se vit bientôt abandonné lui-même par la plus grande partie de ses troupes. Ne voyant plus alors d'autre espoir que dans la soumission, il prit le parti de reconnaître Marie et de la proclamer reine sur la place publique de Cambridge ; mais il n'en fut pas moins arrêté, malgré ses lâches supplications, et conduit à Londres, où il fut condamné à mort avec son fils aîné. L'ambition et la cupidité en avaient fait un des plus ardents fauteurs du luthéranisme ; il fit publiquement son abjuration avant sa mort, et exhorta le peuple à rentrer dans le sein de l'Église catholique. Jeanne Gray fut seulement mise en prison ; mais plus tard, comme son nom servit de prétexte à des révoltes, on crut devoir la faire mourir.

La reine Marie fit son entrée à Londres, le 31 juillet, au milieu des plus vives acclamations, et se fit sacrer suivant les cérémonies catholiques par Gardiner, évêque de Winchester, qu'elle tira de sa prison, et qu'elle nomma grand chancelier. Le parlement, convoqué au mois d'octobre, annula le divorce d'Henri VIII avec Catherine d'Aragon, et déclara leur mariage valide et la princesse Marie héritière légitime du royaume. Il révoqua toutes les lois publiées sous le dernier règne en faveur de l'hérésie, proscrivit toutes les nouveautés introduites dans l'office divin, et défendit sous des peines rigoureuses de profaner l'Eucharistie, de renverser les autels, d'abattre les croix ou les images, et de tenir des assemblées contraires à la religion ainsi confirmée par l'autorité publique. On chassa du royaume tous les hérétiques étrangers, qui en sortirent, dit-on, au nombre de plus de trente mille. Cranmer fut d'abord éloigné de son église, puis mis en prison avec quelques autres des

principaux sectaires ; et les évêques emprisonnés ou bannis pour leur opposition à l'hérésie furent rétablis sur leurs sièges. C'est ainsi que la prétendue réforme fut abolie en quelques mois par le même parlement qui l'avait proclamée une œuvre du Saint-Esprit. Cependant il restait encore à réconcilier l'Angleterre avec le saint-siège, et comme le pillage des biens ecclésiastiques était un motif d'opposition de la part de ceux qui les possédaient, la reine s'empressa d'envoyer des ambassadeurs à Rome pour négocier les moyens d'accommodement.

Le pape Jules III, sur la demande de la reine, fit partir pour l'Angleterre le cardinal Polus en qualité de légat. Mais ce cardinal ne put arriver que vers la fin de l'année suivante. Charles V négociait le mariage de son fils unique Philippe II avec la reine Marie, et craignant l'opposition et l'influence du cardinal Polus, il le fit arrêter à son passage par l'Allemagne, et le retint jusqu'à la conclusion de ce mariage, qui fut célébré au mois de juillet 1554. Alors le légat eut la liberté de continuer sa route. Il fut reçu en Angleterre avec les plus grands honneurs, et une foule de seigneurs vinrent à sa rencontre, et l'accompagnèrent depuis son débarquement jusqu'à Londres. Son zèle, sa prudence, et l'autorité que lui donnaient ses lumières et son illustre naissance, eurent bientôt préparé les esprits à l'extinction du schisme et levé toutes les difficultés. Les deux chambres du parlement rédigèrent une adresse au roi et à la reine, où, après avoir témoigné un vif repentir de leurs actes schismatiques ou hérétiques, elles demandaient humblement l'absolution de leurs fautes, et promettaient de révoquer toutes les lois faites contre l'autorité du pape ; puis, le lendemain 30 novembre 1554, le légat fut introduit avec solennité dans le parlement, où le grand chancelier fit la lecture de cette adresse, après quoi les membres des deux chambres se mirent à genoux avec le roi et la reine, et reçurent du légat l'absolution

des censures. On se rendit ensuite à la chapelle du palais pour y chanter un *Te Deum*, et la reine envoya une ambassade à Rome pour rendre obéissance au souverain pontife, tant en son nom qu'au nom de tout son royaume. Le pape fit faire des processions publiques en actions de grâces, et accorda un jubilé universel.

Cependant il fallait remédier à une foule de désordres que le schisme et l'hérésie avaient introduits depuis vingt ans dans l'Église d'Angleterre. Le légat, par une dispense générale, déclara valides les mariages contractés dans les degrés prohibés par les canons ; il confirma les évêques et autres bénéficiers catholiques nommés pendant le schisme, et promit par un acte public, au nom du souverain pontife, que les détenteurs des biens ecclésiastiques ne seraient jamais inquiétés par des censures ou autres peines canoniques. Mais cette mesure ne déchargeait point leur conscience, et plusieurs prirent le parti de restituer ou au moins d'entrer en composition et de s'acquitter par des sommes considérables. Comme Henri VIII, en vertu de sa suprématie, avait réuni à la couronne les annates ou premiers fruits des bénéfices et le dixième de leurs revenus annuels, la reine, après y avoir renoncé, fit confirmer ce désistement par une loi expresse, qui éprouva cependant une forte opposition ; car la plupart des membres du parlement, enrichis des dépouilles des églises, voyaient dans cette mesure une condamnation tacite de leurs usurpations. Il faut remarquer toutefois que les annates furent abandonnées au clergé et non pas rendues au pape. La reine fit aussi la restitution de tous les biens ecclésiastiques dont la couronne était encore en possession, et procura ainsi le rétablissement d'un grand nombre de monastères et d'hôpitaux.

Le mariage de la reine Marie avec Philippe II servit de prétexte aux protestans pour exciter plusieurs révoltes ; mais elles furent promptement réprimées et les

chefs punis de mort. Cranmer ne fut pas étranger à ces mouvemens. Il publia un libelle contre le rétablissement de la religion catholique, et la reine, qui lui avait pardonné ses trahisons, le voyant ainsi encourager les séditions, le fit enfermer à la tour de Londres. Il était déjà excommunié et privé des revenus de son siège pour avoir été convaincu d'hérésie dans une conférence publique, qui avait eu lieu à Oxford entre les catholiques et les principaux sectaires. Son procès fut fait par trois commissaires, dont l'un était délégué du saint-siège et les deux autres nommés par la reine. L'accusation eut pour objet ses mariages scandaleux, ses hérésies et ses entreprises contre la religion. Il avoua tous ces faits, qui du reste étaient publics ; après quoi il fut condamné comme hérétique et dégradé ignominieusement. Ayant formé vainement un appel au pape et au concile général, il déclara enfin qu'il était prêt à se rétracter. Il fit, en effet, une abjuration par écrit, où il condamnait toutes les erreurs de Luther et de Zuingle, et reconnaissait dans les termes les plus exprès la présence réelle et tous les autres points de la doctrine catholique. Il témoignait un vif repentir, se reconnaissait indigne de pardon, et ajoutait qu'il avait signé cette déclaration avec une entière liberté, pour décharger sa conscience et réparer les scandales qu'il avait donnés. Mais voyant que cette abjuration ne lui avait point obtenu sa grâce, il revint à ses erreurs ; puis ayant conçu de nouvelles espérances, parce qu'on différait l'exécution de son jugement, il se rendit aux exhortations qu'on lui fit, et signa une nouvelle rétractation. Toutefois, dans la prévision qu'elle pourrait être encore sans effet, il eut soin d'écrire en même temps une profession de ses véritables sentimens et de la garder sur lui pour la lire au moment du supplice, et se donner ainsi aux yeux des sectaires la gloire d'un martyr. Il fut enfin condamné au feu, et déclara sur le bûcher qu'il se repentait vivement d'avoir sacrifié sa

croissance au désir de conserver sa vie. Telle fut la fin de ce lâche scélérat, qui se fit jusqu'au dernier moment un jeu de la religion.

Quelques autres évêques protestans, savoir, Latimer, Ridley et Hooper, subirent le même sort. Le parlement renouvela les anciennes lois contre les hérétiques, et plusieurs qui se montrèrent opiniâtres furent brûlés à Londres, à Cantorbéry, à Gloucester et en d'autres endroits. La plupart étaient des prêtres apostats ou des artisans et des femmes que le fanatisme poussait malgré leur ignorance à se faire juges de la foi. On fit même le procès aux morts, notamment au fameux Bucer, dont le cadavre fut exhumé et brûlé publiquement. On traita de la même manière la femme de Pierre Martyr, enterrée depuis quatre ans. Les écrivains protestans portent à deux cent soixante-sept le nombre des individus qui furent brûlés pour cause d'hérésie; mais Cobbet, dans ses lettres sur la réforme d'Angleterre, a fait voir qu'on pouvait regarder ce nombre comme exagéré, et que d'ailleurs plusieurs avaient été punis moins comme hérétiques que comme séditieux. Du reste le cardinal Polus n'approuva pas ces exécutions; il représenta qu'il fallait préférer les moyens de persuasion à des rigueurs qui ne pouvaient faire que des hypocrites, et que pour ramener les sectaires on devait travailler surtout à leur ôter tout prétexte, et faire cesser leurs clameurs contre le clergé par une bonne réformation. Mais Gardiner et les autres ministres de la reine voulurent au moins que par le supplice des plus obstinés on imprimât la terreur aux autres.

Le cardinal Polus, après la déposition de Cranmer, fut élu par le clergé archevêque de Cantorbéry. Il assembla, en qualité de légat apostolique, un concile national à Lambeth, où il publia plusieurs décrets pour rétablir la discipline et ramener l'Église d'Angleterre aux règles prescrites par les anciens canons. Ces décrets, qui furent publiés au mois de février 1556, ordonnent aux évêques,

aux curés et aux bénéficiers, sous des peines sévères, de résider dans leurs églises, et à tous ceux qui ont charge d'âmes de prêcher tous les dimanches et fêtes, ou de faire prêcher par d'autres en cas d'empêchement. Ils prescrivent en outre aux évêques de visiter régulièrement toutes les églises de leur diocèse au moins tous les trois ans, soit par eux-mêmes, soit par des vicaires capables, et d'apporter le plus grand soin à l'examen de ceux qui doivent être élevés aux ordres ou qui sont nommés à des bénéfices. On trouve aussi dans ces réglemens un plan très-bien conçu pour les séminaires, jusqu'alors presque ignorés. Enfin un autre article condamne, sans nulle exception, la pluralité des bénéfices à charge d'âmes, avec obligation pour ceux qui en possédaient plusieurs de se réduire à un seul dans l'espace de deux mois, sous peine d'être privés de tous.

Le parlement de Paris continuait ses poursuites rigoureuses contre les hérétiques, et les autres tribunaux imitaient son exemple. On avait découvert à Lyon un grand nombre d'émissaires envoyés de la Suisse ou de Genève pour faire des prosélytes en France. Ils furent condamnés au feu, et d'autres exécutions semblables eurent lieu à Blois, à Bordeaux et en d'autres villes. Mais ces rigueurs ne purent contenir le fanatisme des sectaires. L'université de Paris s'occupait sans cesse de son côté à censurer des ouvrages où l'hérésie se produisait plus ou moins ouvertement. Elle condamna, entre beaucoup d'autres qui lui furent déférés par le parlement, un Commentaire du fameux jurisconsulte Charles Dumoulin sur l'édit des *petites dates*. Cet édit avait été rendu en 1550 par Henri II, contre les abus commis par quelques officiers de la cour de Rome dans la collation des bénéfices, et il servit de texte à Dumoulin pour attaquer sans ménagement l'autorité du saint-siège.

Cependant les hérétiques, poursuivis en France, conçurent le projet de former en Amérique un établissement

qui pût au besoin leur offrir un asile. L'amiral de Coligny, dévoué à la secte, leur en fournit les moyens. Il exposa au roi les avantages d'une expédition en Amérique, et obtint trois vaisseaux dont le commandement fut donné à Durand de Villegagnon, chevalier de Malte. On chargea cette flotte de calvinistes secrets, et l'on mit à la voile, en 1555, pour le Brésil, où l'on fonda une colonie. Bientôt après arrivèrent d'autres vaisseaux également chargés de calvinistes, entre lesquels se trouvaient ceux ministres désignés par Calvin. Mais la division ne tarda pas à éclater parmi les sectaires. Les uns voulaient employer du pain levé, et les autres du pain sans levain pour la cène. On disputa aussi sur les effets de la communion, et la dissension devint telle, qu'il fallut renvoyer des ministres pour consulter Calvin. Cependant Villegagnon, indigné des blasphèmes qu'il entendait prêcher publiquement, abjura l'hérésie dont il faisait profession, et renvoya de la colonie les ministres et les sectaires qui se montrèrent obstinés. Il devint lui-même dès ce moment zélé pour la foi, qu'il publia plusieurs écrits contre le calvinisme (1).

Depuis longtemps les Portugais entretenaient des relations avec les peuples de l'Abyssinie ou de l'Éthiopie sur la côte orientale d'Afrique, et travaillaient à les réunir à l'Église romaine. Ces peuples avaient reçu le christianisme dès les premiers siècles; mais ils étaient engagés dans l'hérésie des eutychiens, et, quoique baptisés, ils avaient cependant adopté l'usage de la circoncision et plusieurs autres pratiques du judaïsme. Ils étaient gouvernés par un évêque qui dépendait du patriarche d'Alexandrie. David, leur roi, attaqué par les Sarrasins, avait fait alliance avec les Portugais, et, par leurs exhortations, il envoya, l'an 1524, une ambassade à Rome pour se soumettre avec son royaume à l'obéissance du

(1) De Thou. — Bèze. — Bander.

souverain pontife. Mais cette démarche ne fut pas suivie de beaucoup d'effets. Claude, successeur de David, écrivit au pape et au roi de Portugal, vers le milieu du seizième siècle, pour témoigner l'intention de se réunir au saint-siège, et demander des missionnaires. Jules III nomma pour cette mission trois jésuites, dont l'un, nommé Nugnez, reçut le titre de patriarche d'Éthiopie, et les deux autres, Oviedo et Carnero, furent aussi revêtus du caractère épiscopal, avec le droit de succéder au patriarche. Ils partirent de Lisbonne avec dix autres compagnons, et se rendirent d'abord aux Indes, où ils apprirent que le roi Claude avait changé de résolution, et n'était nullement disposé à recevoir la foi catholique. Nugnez, plein d'un zèle ardent pour la propagation de l'Évangile, prit alors le parti d'aller dans la Chine, et se rendit à Canton avec quelques marchands, sous prétexte de racheter quelques esclaves portugais. Il trouva les Chinois très-curieux d'entendre la nouvelle doctrine qu'il leur prêchait, mais si peu disposés à la suivre, qu'il jugea à propos de passer au Japon, où le christianisme faisait chaque jour de nouveaux progrès. Oviedo alla cependant en Éthiopie avec quelques compagnons. Ils ne purent rien gagner sur l'esprit du roi Claude, et ce prince ayant été tué bientôt après dans une bataille, son successeur, Adamas, persécuta ouvertement les catholiques.

Saint Ignace envoya vers le même temps des missionnaires dans le Congo, et d'autres au Brésil, où ils formèrent bientôt un grand nombre d'établissements. La nouvelle société n'obtenait pas moins de succès en Europe, mais elle éprouvait aussi des contradictions. L'archevêque de Tolède interdit tous les jésuites d'Alcala, et prononça l'excommunication contre tous ceux qui se confessaient à ces nouveaux religieux. Ils obtinrent du roi Henri II des lettres patentes pour s'établir en France, mais le parlement de Paris, avant de les enregistrer, dé-

cida , par un arrêt de l'an 1554, qu'elles seraient préalablement communiquées, avec les constitutions de la société et les bulles d'approbation, à la faculté de théologie ainsi qu'à l'évêque de Paris. La faculté , qui avait toujours montré une vive opposition aux privilèges des religieux, ne manqua pas de s'élever contre les jésuites, et déclara que cette nouvelle société lui semblait plutôt ée pour la ruine que pour l'édification des fidèles. L'avis de l'évêque de Paris ne leur fut pas favorable. Mais leur persévérance triompha bientôt de cette opposition.

Les austérités et les travaux de saint Ignace avaient tellement affaibli sa santé, qu'il fut obligé de faire nommer un vicaire général pour se décharger d'une partie des affaires. Cependant il continuait de se faire rendre compte des missions de la compagnie. Il apprit qu'à Macerata, dans la marche d'Ancône, où l'on avait préparé pour le carnaval des divertissements peu chrétiens, quelques jésuites qui s'y trouvaient en mission avaient exposé le saint-sacrement et fait des prières publiques et des instructions pendant les trois jours qui précèdent le mercredi des Cendres, et que le peuple , attiré par la pompe et la nouveauté des cérémonies, avait tout quitté pour y assister. Cette pratique lui parut si salulaire, qu'il ordonna de l'observer chaque année dans toutes les églises de son ordre. C'est ainsi qu'a commencé la dévotion des quarante heures. Le saint général, sentant sa fin approcher, quoiqu'il ne parût pas sensiblement malade, se fit administrer les derniers sacremens, après quoi il envoya son secrétaire demander au pape l'indulgence plénière pour l'article de la mort , et expira doucement le lendemain 31 juillet 1546, âgé de soixante-cinq ans. Sa sainteté ne tarda pas à être manifestée par un si grand nombre de miracles, que les actes de sa canonisation en rapportent plus de deux cents. Il avait eu la satisfaction de voir le livre des Exercices spirituels approuvé par une bulle de Paul III, et sa compagnie répandue dans toutes

les parties du monde, et divisée en douze provinces qui comptaient au moins cent collèges. Vingt ans après sa mort, le nombre des provinces s'élevait à trente-cinq, celui des collèges à plus de cinq cents, avec trente-trois maisons professes et quarante-huit noviciats; enfin celui des religieux à plus de dix-sept mille, dont sept à huit mille prêtres. Jacques Laynez, un de ses premiers compagnons, lui succéda dans la charge de général des jésuites.

Le pape Jules III était mort le 23 mars 1555. On lui donna pour successeur le cardinal Marcel Cervin, qui fut élu le 9 avril, et se fit appeler Marcel II. Ce nouveau pontife, plein de zèle et de lumières, prit aussitôt des mesures pour travailler à la réformation depuis si longtemps demandée; mais il mourut d'apoplexie le 30 avril après vingt et un jours seulement de pontificat. Il était son ennemi de ce qu'on appelle le *népotisme*, qu'il ne voulait pas même permettre à son frère et à ses neveux de paraître à Rome. Le cardinal Jean-Pierre Caraffe, instituteur des théatins, lui succéda sous le nom de Paul IV. Ce pape, quoique âgé de quatre-vingts ans, montra dès le commencement de son pontificat une vigueur et une activité qu'on n'attendait pas de son grand âge. Il menaçait d'excommunication l'empereur Charles-Quint et le roi des Romains son frère, à l'occasion d'une diète qui fut tenue cette même année à Ausbourg, et dans laquelle on confirma la liberté de conscience aux luthériens, avec cette clause néanmoins que tout bénéficié qui embrasserait la nouvelle religion perdrait par le fait son bénéfice. Il fit une ligue avec la France pour enlever le royaume de Naples à la maison d'Autriche, et éleva des prétentions qui le brouillèrent avec l'empire et avec plusieurs princes d'Italie.

Charles-Quint, après la diète d'Ausbourg, se démit de ses états des Pays-Bas et du royaume d'Espagne en faveur de Philippe II son fils, roi d'Angleterre, à qui il

avait déjà cédé le royaume de Naples et le Milanais. L'année suivante 1556, au mois de septembre, il se démit aussi de l'empire en faveur de son frère, roi des Romains; après quoi il se retira au monastère de Saint-Juste, de l'ordre des hiéronymites, dans l'Estramadure, où il consacra le reste de sa vie aux exercices de piété. Il assistait à l'office avec les religieux, se donnait quelquefois la discipline, et s'occupait, pour ses délassemens, de la culture d'un jardin et des travaux de l'horlogerie. Il se regardait si bien comme mort au monde, que pour s'affermir dans cette pensée il fit célébrer plusieurs fois l'office de ses propres funérailles, auquel il assistait lui-même étendu dans un cercueil, et couvert d'un drap noir. On prétend néanmoins qu'il ne tarda pas à regretter la puissance dont il s'était dépouillé. Il vécut encore deux ans dans sa retraite, et mourut le 21 septembre 1558, âgé seulement de cinquante-huit ans.

Le pape Paul IV trouva fort mauvais que Ferdinand eût fait accepter dans une diète la démission de son père, et eût pris le titre d'empereur sans l'agrément du saint siège; il renvoya durement l'ambassadeur que ce prince lui avait envoyé pour lui prêter serment d'obéissance selon la coutume; ce qui fut cause que Ferdinand n'alla point à Rome pour s'y faire couronner, et ses successeurs ont suivi son exemple. Cependant les courses que faisaient les troupes espagnoles jusqu'aux portes de Rome avaient forcé le pape à conclure une trêve avec Philippe II; il se brouilla de nouveau avec ce prince, et engagea les Français dans sa querelle. Mais après divers succès suivis de la perte de plusieurs villes, il se vit forcé, en 1557, de conclure un traité de paix. Il s'employa ensuite, mais sans succès, à négocier un accommodement entre la France et l'Espagne. Il retira vers le même temps la légation d'Angleterre au cardinal Polus, dont il n'approuvait pas les ménagemens. Mais la reine fit représenter qu'une telle mesure n'était propre qu'à

détruire la religion en Angleterre, et défendit au nouveau légat nommé par le pape d'entrer dans le royaume avec les marques de sa dignité ou d'y exercer ses fonctions. Le pape conçut aussi d'injustes préventions contre le cardinal Moron. Il le soupçonna d'entretenir des intelligences avec les sectaires d'Allemagne, et le fit mettre dans les prisons du saint-office. Ce cardinal s'étant justifié pleinement, le pape lui fit dire qu'il pouvait sortir de prison. Moron n'en voulut rien faire, à moins qu'on ne rendit publiquement justice à son innocence, et l'affaire traîna jusqu'au pontificat suivant.

Paul IV envoya de tous côtés des légats pour travailler au maintien de la foi catholique et exhorter les princes à réprimer l'hérésie. Il étendit l'autorité du tribunal de l'inquisition ou plutôt de la congrégation du saint-office établie par Paul III, et nomma un grand inquisiteur dont il rendit la charge perpétuelle. Il fit commencer aussi et publia, en 1559, l'*Index* ou catalogue des livres hérétiques, suspects ou dangereux, avec défense de les lire ou de les garder, sous peine d'une excommunication encourue par le seul fait et réservée au saint-siège et en outre sous peine d'infamie perpétuelle, ce qui entraînait la privation et l'incapacité de tous bénéfices, de toutes charges et de toutes fonctions. Ce zélé pontife ne montra pas moins d'application à réformer les abus. Il publia une bulle sévère contre les conventions simoniaques, interdit l'usage où étaient les officiers de la datarie de recevoir de l'argent pour l'expédition des affaires et ordonna aux évêques qui étaient à Rome de retourner dans leurs diocèses, et prit plusieurs autres mesures pour le rétablissement de la discipline cléricale.

Le protestantisme continuait de se répandre en Allemagne et les divisions de se multiplier parmi les sectaires. Albert, duc de Prusse, qui s'était déclaré pour Osiandre, revint à la confession d'Ausbourg, qui fut embrassée en même temps par la ville de Spire et par

marquis de Bade. Les états d'Autriche demandèrent au roi Ferdinand la liberté de professer le luthéranisme, et ce prince, pour en obtenir des secours contre les Turcs, consentit à leur permettre l'usage du calice. Mais ils ne furent pas encore satisfaits de cette concession. Albert, duc de Bavière, par un motif semblable permit aussi à ses sujets la communion sous les deux espèces et l'usage de la viande aux jours défendus. Cependant les diètes revenaient perpétuellement sur les affaires de religion et sur les moyens de terminer les différends. Une nouvelle conférence fut résolue dans la diète de Ratisbonne, en 1556, et eut lieu en effet à Worms, au mois d'août de l'année suivante, sous la présidence de Phlug, évêque de Naumbourg. Mais après quelques discussions sans résultat, comme les protestans étaient divisés sur la condamnation de Zuingle et d'Osiandre, sur la nécessité des bonnes œuvres, sur le libre arbitre et sur la question des cérémonies, les catholiques insistèrent sur ces divisions pour faire sentir la nécessité de se soumettre au jugement de l'Eglise, et voyant que leurs adversaires ne pouvaient pas même s'accorder entre eux, ils rompirent la conférence. Quelques princes protestans, pour mettre fin à ces discussions du parti, firent tenir peu de temps après à Vinar, à Heidelberg et à Francfort, des conférences particulières, où leurs théologiens ne parvinrent pas mieux à s'entendre. Ferdinand, dans une diète tenue à Ausbourg, en 1559, insista vivement pour faire adopter la voie du concile général; mais les protestans persistèrent à ne vouloir reconnaître qu'un concile où le pape ne présiderait point, et où l'on ne reconnaîtrait d'autre règle de foi que l'Ecriture sainte; ce qui signifiait dans leur langage un concile où leur interprétation prévaudrait sur l'interprétation constante et universelle de l'Eglise. Il faut convenir que leurs interminables disputes sur les textes les plus clairs étaient bien propres à faire admettre cette prétention. Mélanchthon mourut l'année

suivante dans l'état d'incertitude, de fluctuation et de tristesse où il avait passé toute sa vie. Il était si détesté des principaux luthériens, la plupart ubiquitaires, que David Chytré, l'un d'entre eux, avait dit une fois qu'il fallait se défaire de lui. Toutes ses lettres sont remplies de plaintes amères sur la contrainte et la tyrannie qu'il éprouvait, au point qu'il se dit assailli de bêtes furieuses, et ajoute, en écrivant à l'électeur palatin, qu'il ne veut plus disputer contre des gens dont il éprouvait les cruautés. Après sa mort, Mathias Illyricus, qui venait de publier les premiers volumes des Centuries de Magdebourg, David Chytré, Wetsphale et Brentius, dominèrent dans le parti, firent prévaloir le système de l'ubiquité, et condamnèrent dans un synode les zuingliens, les adiaphoristes et les défenseurs du libre arbitre et de la nécessité des bonnes œuvres.

Cependant le parti des sacramentaires continuait de s'étendre. Leur doctrine fut adoptée vers ce même temps par l'électeur palatin, qui ne laissa pas de se dire attaché à la confession d'Ausbourg ; car la liberté de conscience n'était accordée par les diètes qu'à ceux qui suivaient cette confession de foi, que tous les sectaires interprétaient à leur gré. Calvin et Bullinger, successeur de Zuingle à Zurich, combattirent les ubiquitaires par des écrits, où ils leur reprochaient d'imiter l'Église romaine, d'employer contre eux la tyrannie de l'autorité, et de se faire juges dans leur propre cause. Wetsphale et Brentius ne manquèrent pas de réplique. La condamnation de Servet leur offrait un moyen trop facile de récrimination, et l'on vit paraître des deux côtés une foule d'écrits pleins d'injures réciproques. Calvin avait uni depuis quelques années Zurich et Genève par une commune confession de foi. Il fit également conclure, en 1548, une alliance perpétuelle entre la ville de Genève et le canton de Berne. Sa doctrine se repandait d'ailleurs en Écosse, en Pologne et même en France, où la rigueur des lois ne pouvait réprimer les sectaires.

On surprit une de leurs assemblées à Paris, en 1557, dans une maison de la rue Saint-Jacques, et le peuple, ayant enfoncé les portes, se jeta sur eux à coups de pierres. La plupart se sauvèrent; mais on en saisit plus de cent, parmi lesquels se trouvaient des avocats, des médecins, des gentilshommes et plusieurs femmes de qualité. On les remit au procureur du Châtelet, qui ne parvint qu'avec peine à les soustraire aux emportemens de l'indignation publique. Plusieurs furent condamnés au feu et exécutés. Les autres, ayant trouvé moyen de faire différer leur jugement, s'adressèrent aux Suisses et aux princes protestans d'Allemagne pour réclamer leur médiation, et le roi, qui était alors en guerre avec l'Espagne, voulant ménager ces princes, consentit à suspendre la rigueur des poursuites. Cette indulgence augmenta bientôt l'audace des sectaires. On les vit l'année suivante se réunir en grand nombre dans une promenade publique nommée le pré aux Clercs, et chanter les psaumes traduits en vers français, à l'usage des calvinistes, par Marot et par Bèze. La nouveauté du spectacle attira un prodigieux concours à ces réunions, et l'on remarqua parmi les sectaires Antoine de Bourbon, roi de Navarre, avec Jeanne d'Albret, son épouse, et plusieurs jeunes gens de la cour. Henri II, irrité de cette audace, ordonna de poursuivre les auteurs de ces réunions, et publia un édit qui défendait aux juges de mitiger la peine de mort et de confiscation décernée contre ceux qui seraient convaincus d'hérésie. Les sectaires furent obligés de suspendre leurs assemblées et leurs chants; mais Calvin, qui était bien en sûreté à Genève, soufflant de tous côtés le fanatisme, écrivit à Paris que c'était une honteuse lâcheté d'interrompre les louanges de Dieu sur les ordres d'un homme. Il avait déjà envoyé des lettres semblables à l'occasion des poursuites contre les vaudois.

L'hérésie s'était insinuée partout, et comptait un grand nombre de partisans dans la noblesse, dans la magistra-

ture et jusque dans le clergé. Elle avait notamment pour appuis l'amiral de Coligny et d'Andelot, son frère, colonel général de l'infanterie. Ce dernier s'était rendu depuis longtemps suspect, lorsque Granvelle, évêque d'Arras et ministre de Philippe II, dans une entrevue qu'il eut à Péronne avec le cardinal de Guise pour négocier la paix, lui représenta qu'il importait également aux deux couronnes de mettre fin à des divisions qui favorisaient les progrès de l'hérésie; qu'une foule de seigneurs français étaient infectés des nouvelles erreurs; que d'Andelot surtout ne daignait plus dissimuler; qu'on l'avait entendu déclamer contre la messe, et qu'il entraînait chaque jour un grand nombre de soldats et d'officiers dans l'impiété. Il produisit à l'appui de cette accusation une lettre que d'Andelot avait écrite à l'amiral, prisonnier en Flandre, en lui envoyant quelques livres de Genève. Le cardinal de Guise vint aussitôt rapporter cette conversation au roi, qui fit venir d'Andelot pour l'interroger sur ses sentimens. Celui-ci eut la hardiesse de répondre qu'en matière de religion il ne pouvait user de déguisement, ni désobéir à Dieu, et qu'il était prêt à mourir plutôt que d'aller à la messe. Le roi, indigné, le fit arrêter et conduire en prison au château de Melun. Mais d'Andelot ne tarda pas à démentir sa fierté, et pour sortir de prison il consentit par hypocrisie à entendre la messe.

Le parlement de Paris avait donné lieu lui-même à des soupçons sur l'orthodoxie d'une partie de ses membres, à l'occasion d'un édit rendu en 1555, qui ordonnait à tous les juges royaux de condamner, sans égard à aucun appel, tous ceux qui seraient déclarés hérétiques par un jugement des évêques ou des inquisiteurs. Ayant reçu ordre d'enregistrer cet édit, il avait fait diverses représentations et demandé que les peines contre les sectaires fussent suspendues jusqu'aux décisions du concile général. Depuis ce moment l'impunité devint plus fréquente,

et le roi résolut d'y mettre un terme. Comme la paix venait d'être rétablie en Europe par le traité de Cateau Cambrésis, conclu au printemps de l'an 1559 entre la France, l'Espagne, l'Angleterre et l'Empire, il se montra bien décidé à éteindre des nouveautés turbulentes qui menaçaient la tranquillité de son royaume. Il ordonna d'intimer ses volontés au parlement dans une mercuriale du mois de juin. C'était une assemblée de toutes les chambres pour la correction des abus qui se commettaient dans l'administration de la justice. Elle se tenait tous les trois mois et ordinairement le mercredi, d'où était venu le nom de mercuriale. Henri II s'y rendit sans être attendu, et fit continuer les délibérations déjà commencées sur l'exécution des édits contre les hérétiques. Plusieurs conseillers, déclamant à cette occasion contre la cour de Rome, demandèrent la prompte célébration du concile général, et conclurent à suspendre jusque-là toutes les poursuites. Anne Dubourg, conseiller clerc, fut celui qui parla avec le moins de ménagemens. Faisant allusion aux désordres de la cour, il ne craignit pas de dire qu'on laissait impunis et qu'on favorisait par une honteuse licence les blasphèmes, les parjures, les adultères, tandis qu'on inventait tous les jours de nouvelles rigueurs contre des hommes dont tout le crime était, selon lui, d'avoir découvert par la lumière de l'Écriture sainte la corruption de l'Église romaine, et d'en avoir demandé la réformation. Quand tous les membres eurent opiné, le roi se fit remettre les registres, et les parcourut un instant, après quoi il fit arrêter Anne du Bourg et quatre autres conseillers; puis il nomma pour faire leur procès une commission composée de quatre membres du parlement, qui furent adjoints à l'évêque de Paris et à l'inquisiteur. Anne Dubourg prétendit ne pouvoir être jugé que par toutes les chambres du parlement; mais un arrêt du conseil l'obligea de répondre devant les commissaires. Comme il persista dans son in-

terrogatoire à soutenir les erreurs de Luther et de Zuingle, l'évêque de Paris prononça une sentence canonique qui le déclarait convaincu d'hérésie, et ordonnait qu'il serait dégradé pour être livré au bras séculier. Dubourg en appela successivement à l'archevêque de Sens, comme métropolitain, et à l'archevêque de Lyon, comme primate ; mais l'un et l'autre confirmèrent la sentence.

Sur ces entrefaites, Henri II fut blessé dans un tournoi célébré à l'occasion du mariage de sa fille Élisabeth avec le roi d'Espagne, et mourut au bout de quelques jours, le 10 juillet 1559, laissant quatre fils en bas âge, dont l'aîné, qui lui succéda sous le nom de François II, n'avait que seize ans. Ce jeune prince était marié avec la reine d'Écosse, Marie Stuart, nièce du duc de Guise et du cardinal de Lorraine, qui furent mis à la tête des affaires, et qui poursuivirent avec beaucoup de zèle les mesures prises pour la répression de l'hérésie. Ils firent publier par le nouveau roi un édit qui ordonnait de raser les maisons où les hérétiques tiendraient des assemblées secrètes, avec défense de jamais les rétablir, et un autre qui ordonnait la destitution des magistrats qui négligeraient de punir les sectaires surpris dans ces assemblées. Mais la jalousie des grands et l'esprit séditieux des calvinistes ne tardèrent pas à exciter des révoltes et à plonger la France dans les désordres de l'anarchie et des guerres civiles.

Cependant les protestans d'Allemagne continuaient d'intercéder en faveur des sectaires français. Ils venaient d'envoyer à Henri II une ambassade qui n'avait produit aucun effet ; ce qui n'empêcha pas l'électeur palatin de solliciter avec instance auprès du nouveau roi la grâce d'Anne Dubourg ; mais il ne put l'obtenir. Dubourg, après sa dégradation, fut renvoyé devant le parlement pour être jugé. Il récusait le président Minard, et lui dit avec une audace menaçante que s'il ne consentait pas à s'abstenir, il pourrait bien y être contraint. La récusation ne

fut pas admise, et le président Minard continua de siéger au nombre des juges. Mais en revenant du palais, sur le soir, il fut tué d'un coup de pistolet. Personne ne fut trompé sur la cause de cet assassinat, dont on ne put découvrir l'auteur. On exhorta Dubourg à faire une rétractation, et il y consentit dans l'espoir d'obtenir sa grâce; mais craignant les reproches de lâcheté de la part des sectaires, il revint bientôt à ses erreurs. Il fut pendu au mois de décembre, et son cadavre brûlé sur la place de Grève. Les autres conseillers, moyennant une rétractation, furent renvoyés absous ou condamnés seulement à des amendes et à l'interdiction momentanée de leurs fonctions. On fit aussi dans le même temps le procès à Jacques Spifame, évêque de Nevers, que le libertinage avait entraîné dans l'hérésie. Ce prélat ayant conçu de l'amour pour une femme, l'épousa secrètement, et embrassa les nouvelles erreurs, qui justifiaient son mariage sacrilège. Le parlement de Paris, après les informations, rendit contre lui un arrêt de prise de corps. Mais Spifame s'enfuit avec sa femme à Genève, où il fut reçu avec enthousiasme par les sectaires. Toutefois, au bout de six ans, comme ils le soupçonnèrent de vouloir rentrer dans l'Eglise catholique, ils intentèrent contre lui une accusation vraie ou fausse d'avoir antidaté son contrat de mariage, et il fut condamné à mort et décapité à Genève en 1566.

L'hérésie avait aussi pénétré en Espagne par le commerce de cette nation avec les Allemands et les Anglais. Philippe II s'y étant rendu après la conclusion de la paix, s'empressa d'extirper le mal à sa naissance, et déploya contre les sectaires une sévérité rigoureuse. Il passa d'abord à Séville, où les nouveautés faisaient le plus de progrès. On arrêta tous ceux dont la foi était suspecte, et l'on en condamna treize à être brûlés. Dans ce nombre se trouvaient plusieurs femmes de qualité et quelques prédicateurs célèbres, entre autres Constantin

Ponce, prédicateur de Charles V ; mais il mourut dans le cours du procès ; et pour flétrir sa mémoire on ne laissa pas de le brûler en effigie. Ensuite Philippe II, arrivé à Valladolid, fit brûler en sa présence vingt-huit seigneurs luthériens appartenant aux premières familles du pays. On n'épargna pas même le primat d'Espagne, Barthélemi de Caranza , savant dominicain , que son rare mérite avait fait élever sur le siège de Tolède. Il fut arrêté à Valladolid, dans le cours de sa visite pastorale, par l'archevêque de Séville, grand inquisiteur ; et après différentes procédures, comme il avait appelé au pape, il fut envoyé à Rome, où il demeura plusieurs années en prison. Enfin, l'inquisition n'ayant trouvé aucune preuve certaine contre lui , le condamna seulement à faire abjuration des erreurs qui lui étaient imputées, puis le relégua dans un couvent de l'ordre de Saint-Dominique, où il mourut peu de temps après dans de grands sentimens de piété.

Philippe II, pour arrêter les progrès de l'hérésie dans les Pays-Bas, où l'audace des sectaires se portait souvent à des attentats sacrilèges, jugea nécessaire d'augmenter considérablement dans ces provinces le nombre des évêchés. Il n'y en avait alors que quatre, savoir, Utrecht, Cambrai, Arras et Tournai. Le pape Paul IV, par une bulle de l'an 1559, érigea les deux premiers en métropoles, établit un troisième archevêché à Malines, et créa treize nouveaux évêchés, savoir, Namur et Saint-Omer, qui furent avec Arras et Tournai suffragans de Cambrai ; Anvers, Gand, Bruges, Bois le-Duc, Ypres et Ruremonde, suffragans de Malines ; enfin , pour suffragans d'Utrecht, Harlem, Deventer, Mildebourg, Lwarden et Groningue. La bulle d'érection attribuait au roi et à ses successeurs la nomination de ces évêchés, et portait que les nouveaux évêques, assistés de leurs chapitres, feraient les fonctions d'inquisiteurs dans leurs diocèses. Mais cette mesure fut loin de produire l'effet qu'on espérait ; les

magistrats des villes, qui craignaient de voir leur autorité affaiblie par celle des évêques, manifestèrent une vive opposition qui servit à encourager les sectaires, et des ligues secrètes, formées par les ennemis de l'inquisition et du despotisme de Philippe II, préparèrent dès ce moment les troubles qu'on verra bientôt éclater dans les Pays-Bas. Le pape établit dans le même temps un siège épiscopal à Boulogne sous la métropole de Reims, dont il avait détaché plusieurs suffragans. Enfin, il érigea en archevêché le siège de Goa dans les Indes, et lui donna pour suffragans deux évêchés qu'il établit à Cochin et à Malacca.

Les hérétiques étaient devenus si nombreux en Écosse, qu'ils y tenaient publiquement leurs assemblées, et qu'ils se virent en état de prendre les armes contre la régente. Une foule de prédicans s'y étaient introduits d'Angleterre, et avaient fait dans la capitale et dans les provinces un grand nombre de prosélytes. Les chefs du parti formèrent une ligue pour réunir tous les sectaires, et après avoir recueilli une multitude de signatures, ils envoyèrent une requête à la reine régente pour demander l'usage de la langue vulgaire dans l'office divin et dans l'administration des sacremens, ainsi que la liberté de choisir eux-mêmes leurs ministres. La régente, craignant une révolte ouverte, leur accorda la première demande. Mais le clergé improuva fortement cette concession, et résolut de continuer ses poursuites rigoureuses contre les sectaires. Bientôt après, comme la paix fut conclue entre l'Écosse et l'Angleterre à la suite du traité de Cateau Cambrésis, la régente crut n'avoir plus besoin de ménager les séditeux. Elle résolut de bannir tous les ministres de la réforme, et les fit citer à comparaître devant une assemblée convoquée à Stirling. Ils s'y rendirent, mais suivis d'une si grande multitude de peuple, que pour dissiper cet attroupement il fallut leur promettre de ne rien ordonner contre eux. Mais dès qu'ils

se furent retirés, on prononça leur bannissement. Ils se mirent alors à souffler partout le feu de la révolte, et l'on vit bientôt le peuple, excité par leurs prédications fanatiques, piller les églises et les monastères, renverser les autels, chasser les évêques et les prêtres, et commettre toutes sortes de profanations et de cruautés. On remarquait surtout parmi ces prédicans forcenés le calviniste Jean Knox, prêtre et moine apostat, accusé par quelques historiens d'un commerce infâme avec sa belle-mère, et qui, non content de prêcher publiquement que le peuple avait le droit de déposer la régente, ne craignait pas d'ajouter qu'il était permis, non-seulement à la société, mais à tout particulier de tuer les tyrans, c'est-à-dire, dans le style de la secte, les souverains qui s'opposaient au renversement de la religion. Cependant Calvin, qui exerçait à Genève une véritable tyrannie, écrivit une lettre à Knox pour l'encourager dans son audace et le féliciter sur la rapidité de ses succès. En effet, les hérétiques, ayant à leur tête le comte d'Argyle et Jacques Stuart, comte de Murray, fils naturel du roi Jacques V, se soulevèrent contre la régente, la déclarèrent déchue de son autorité, et s'emparèrent de plusieurs villes ; ensuite, ayant obtenu des secours de la reine Élisabeth, qui venait de monter sur le trône d'Angleterre, ils firent des progrès si rapides, que la régente fut réduite à se renfermer dans le château d'Édimbourg, où elle mourut en 1560. Alors les rebelles, devenus en quelque sorte maîtres du royaume, ordonnèrent la démolition des monastères, s'emparèrent des biens ecclésiastiques, abolirent la messe, et défendirent l'exercice de la religion catholique. On verra plus tard la reine Marie Stuart poursuivie elle-même par les factieux et chassée du trône par la scélératesse et l'ambition du comte de Murray (1).

(1) De Thou. — Sleid. — Strad. — Belcar.

La religion venait d'éprouver une révolution non moins funeste en Angleterre, où la reine Marie était morte le 17 novembre 1558, à l'âge de quarante trois ans. Le cardinal Polus, dangereusement malade, ayant appris cette mort, demanda son crucifix, et dit en l'embrassant : Seigneur, sauvez-nous, sauvez votre Église, nous périssons. Aussitôt après il tomba dans l'agonie, et expira le même jour. Les auteurs orthodoxes ou protestans sont d'accord pour faire l'éloge de son esprit, de son érudition, de sa prudence, de sa modération et de ses autres vertus. On a de lui plusieurs ouvrages qui sont une preuve de son savoir et de son éloquence. La couronne d'Angleterre semblait revenir de droit à Marie Stuart, reine d'Écosse, petite nièce de Henri VIII. Mais Élisabeth, fille d'Anne de Boulon, quoique déclarée illégitime, fut reconnue comme héritière du royaume ; et après avoir été proclamée reine par le parlement, elle fit son entrée à Londres, au milieu des acclamations universelles. Son attachement secret au protestantisme s'était manifesté en plusieurs rencontres. Elle avait même trempé dans les conspirations des sectaires contre la reine Marie, qui pour cette raison la retint quelque temps prisonnière. Toutefois, pour gagner les catholiques et affermir son pouvoir, elle voulut user d'abord de dissimulation ; elle se fit sacrer selon le rite accoutumé, et prêta le serment ordinaire de défendre la foi catholique et de respecter les privilèges et les libertés de l'Église. Mais cette hypocrisie ne l'empêchait pas de prendre en même temps plusieurs mesures qui favorisaient ouvertement le protestantisme.

La nouvelle reine notifia son avènement à la couronne au souverain pontife, et l'assura qu'elle n'inquiéterait personne au sujet de la religion. Paul IV répondit que l'Angleterre était un fief du saint-siège, et qu'Élisabeth n'avait pu légitimement, surtout à cause du vice de sa naissance, monter sur le trône sans l'aveu du pape ; il

ajouta cependant que si elle lui remettait la décision de son sort, il tâcherait de lui donner des marques de son affection. Quelques auteurs ont blâmé cette réponse comme inopportune, et n'y ont voulu voir qu'un effet des prétentions exagérées de la cour de Rome ; mais elle fut en quelque sorte commandée par les instances que Henri II fit alors auprès du pape pour maintenir les droits de Marie Stuart, qui avait épousé le dauphin. Du reste, elle influa peu sur les résolutions d'Élisabeth, qui avant de l'avoir reçue s'occupait déjà de rétablir le protestantisme. On pourrait tout au plus conjecturer que sans cette réponse, qui lui faisait craindre pour son pouvoir, elle aurait peut-être toléré les catholiques, et se serait abstenue des violences qu'elle employa contre ceux qui refusaient d'embrasser la réforme.

Quoi qu'il en soit, dès le mois de janvier 1559, elle assembla le parlement, où l'on commença par la déclarer légitime héritière de la couronne, après quoi on s'occupa aussitôt des affaires de la religion. Comme la reine voulait établir une sorte de fusion entre les différens partis, elle avait chargé Matthieu Parker, ancien aumônier d'Anne de Boulen, de revoir, avec quelques autres théologiens de son espèce, la liturgie d'Édouard ou le livre des prières publiques ; car elle trouvait que la réforme était outrée sur quatre points : celui des images, celui des cérémonies, celui de l'Eucharistie et celui de la suprématie royale. Elle insista pour conserver les images dans les églises, comme un moyen d'exciter la dévotion ; mais le parti protestant, à force de déclamer contre ce qu'il appelait une idolâtrie, prévalut si bien, que, non contente de les faire enlever des églises, elle défendit à tous ses sujets d'en garder dans leurs maisons. Il n'y eut que le crucifix de conservé, encore ne fut-ce que dans la chapelle royale, d'où elle ne voulut jamais consentir à le faire ôter. Quant aux cérémonies, la reine, qui aimait la pompe et l'éclat, trouvait que les

ministres d'Édouard avaient trop dépouillé la religion et outré le retranchement des ornemens extérieurs. On ne voit pas toutefois qu'elle ait fait à cet égard aucun changement considérable. Du reste, les réformateurs anglicans s'étaient déjà eux-mêmes beaucoup éloignés du puritanisme calviniste. Ainsi, au lieu de ces consistoires et de ces différens grades d'anciens, de surveillans ou autres ministres sans ordination, qui formaient à Genève une sorte de hiérarchie purement fictive, l'Église anglicane voulut conserver un clergé composé d'archevêques, d'évêques, de prêtres et de diacres, et les titres de prévôts, de doyens, d'archidiares, de chanoines, de curés et de vicaires, en un mot toute la hiérarchie de l'ancienne Église. On laissa au clergé ses domaines, ses honneurs et ses privilèges. On voulut que les ecclésiastiques parussent dans les églises en chapes et en surplis; que partout ailleurs ils portassent un habit clérical, et que les évêques eussent le rochet. On retint encore avec la croix l'usage des cierges, des orgues, une partie des fêtes, le jeûne du Carême et l'abstinence du vendredi et du samedi. Tous ces restes de l'ancienne discipline déplurent à une grande partie des hérétiques, et l'on vit s'élever en Angleterre une foule de sectes dissidentes, que l'on s'efforça en vain de réduire par l'autorité du parlement et la rigueur des lois.

Les réformateurs du temps d'Édouard avaient expressément rejeté le dogme de la présence réelle, et condamné l'adoration de l'Eucharistie. Mais la reine fit retrancher de la liturgie tout ce qui était formellement contraire à ce dogme, et en particulier l'endroit où il était expliqué qu'en se mettant à genoux pour recevoir l'Eucharistie, on ne prétendait point adorer comme présent le corps et le sang de Jesus-Christ, attendu que ce corps et ce sang n'étaient point ailleurs que dans le ciel. De plus, on remit dans la liturgie d'Édouard pour la communion, cette formule qui en avait été supprimée :

Que le corps de Jésus-Christ conserve ton corps et ton âme pour la vie éternelle. A l'égard de la suprématie, Élisabeth montra quelque répugnance à prendre le titre de chef de l'Église, parce que les réformateurs eux-mêmes, entre autres Luther et Calvin, s'étaient moqués de ce titre usurpé par Henri VIII, et qu'il semblait encore plus ridicule et plus insupportable dans une femme. Toutefois elle retint les mêmes pouvoirs sous un autre nom. Le parlement rendit une loi qui abolissait l'autorité du pape en Angleterre et déclarait la suprématie essentiellement attachée à la couronne avec le droit de faire les visites ecclésiastiques, de corriger les abus, de réformer le clergé, de réprimer les schismes, les erreurs et les hérésies, de nommer les évêques, de convoquer les assemblées ecclésiastiques et d'y présider, de faire des règlements de discipline, de suspendre la juridiction épiscopale, enfin de déléguer ces pouvoirs à tels commissaires qu'elle jugerait à propos, même à de simples laïques. On prescrivit en conséquence au clergé une formule de serment par lequel il reconnaissait la reine comme seule gouvernante souveraine du royaume dans toutes les matières et toutes les causes, soit temporelles, soit ecclésiastiques, et à ce titre la reine se fit attribuer les annates et les décimes, et réunit à la couronne les biens restitués aux monastères ou autres communautés sous le règne précédent.

Toutes ces mesures, malgré les moyens de séduction employés par Élisabeth, ne passèrent dans le parlement qu'à une faible majorité. Les évêques s'y opposèrent unanimement, et refusèrent avec la plus grande partie du clergé de prêter le serment de suprématie. La reine voyant cette opposition, ordonna une conférence à Westminster entre les catholiques et les protestants. Mais les discussions n'eurent d'autre résultat que de faire taxer de rébellion le zèle des évêques à défendre la foi catholique contre les nouveautés. Comme le siège de

antorbéry était devenu vacant par la mort du cardinal Wolsey, la reine y nomma son chapelain Parker, le réformateur de la liturgie, et en sa qualité de chef de l'Église, elle désigna quelques évêques catholiques pour le sacrer; ils refusèrent, et deux évêques du règne d'Édouard, Barlow et Scory, ordonnèrent le nouveau primate (1). On passa quelque temps après un décret de doctrine en trente-neuf articles qui contiennent la plupart des erreurs du luthéranisme; mais elles y sont mitigées sur plusieurs points, notamment sur le libre arbitre et la nécessité des bonnes œuvres; quant à la présence réelle, on se servit de paroles équivoques, et l'on se contenta de rejeter expressément la transsubstantiation et le sacrifice de la messe. Les peines les plus rigoureuses furent décernées contre ceux qui refusèrent le serment de suprématie. Un premier refus était puni par la confiscation et la prison perpétuelle, et un second par la peine de mort. Cette loi éprouva dans les chambres une vive opposition, et la reine se vit forcée en quelque sorte par ses murmures publics, d'avertir les commissaires chargés de recevoir le serment de ne jamais le demander une seconde fois sans un ordre de sa part. Les évêques catholiques l'ayant tous refusé, furent déposés et réduits à l'exil, ou renfermés dans d'étroites prisons où ils

(1) Cette circonstance est un des motifs qui ont fait contester par les catholiques la validité des ordinations anglicanes. Car il est fort douteux que Barlow ait été sacré lui-même, et on a aussi élevé des doutes sur le fait même du sacre de Parker. Mais indépendamment de ces questions de fait, on a regardé avec raison comme insuffisante la forme prescrite pour les ordinations dans le cérémonial dressé sous Édouard et conservé sous Élisabeth. Car elle n'exprime point la principale ou l'effet du sacrement, ni la nature du pouvoir communiqué au prêtre ou à l'évêque; il n'y est fait aucune mention du devoir de consacrer ou d'offrir le saint sacrifice, et les expressions qu'elle renferme sur le pouvoir de remettre les péchés n'ont qu'une signification vague et ne peuvent s'entendre évidemment de l'absolution sacramentale, qui n'est point admise par l'Église anglicane.

périssent de misère. Nous citerons entre beaucoup d'autres Nicolas Heath, archevêque d'York, Edmond Bonner, évêque de Londres, Tonstal de Durham, Vitte de Winchester, Warton de Lincoln et Baine de Lichtfield tous distingués par leurs talens. Leur exemple fut imité par un grand nombre d'ecclésiastiques du second ordre. Mais la plupart néanmoins pour conserver leurs bénéfices et mettre leur vie en sûreté finirent par se soumettre aux volontés de la reine. Les laïques ne furent pas davantage à l'abri de la tyrannie; on ordonna de grosses amendes contre ceux qui entendraient la messe d'un prêtre catholique, ou qui s'absenteraient les jours de fêtes de l'office célébré dans leurs paroisses par les hérétiques. Ces amendes redoublaient pour une seconde transgression, et la troisième était punie de la confiscation des biens. Enfin la reine nomma en 1564 un tribunal sous le titre de haute commission, dont les membres étaient chargés de rechercher par tous les moyens et sous le serment de la personne accusée et des témoins l'absence du service public, la fréquentation des assemblées défendues, les doctrines condamnées par la loi, et autres délits semblables, avec autorisation de punir les coupables par l'amende, par la destitution, par l'emprisonnement ou par toute autre peine qu'il leur plairait, l'exception de la mort. On verra plus tard cette odieuse persécution redoubler de violence, et faire périr dans les supplices une multitude de catholiques (1).

Paul IV voyant les hérésies s'étendre partout, publia au mois de février 1559 une bulle qui renouvelait toutes les censures et autres peines portées contre les hérétiques, et les déclarait incapables et privés de tous bénéfices ou dignités, leurs biens confisqués, et leurs royaumes ou seigneuries en proie au premier occupant. Comme on reçut vers le même temps des plaintes au sujet des vexa-

(1) *Camd. Vit. Elisab.* — Sander. — Burnet.

tions que ses neveux commettaient depuis longtemps par des impôts sur le clergé et les monastères ou par d'autres abus de pouvoir, il assembla un consistoire où il prit contre eux des mesures qu'on pouvait regarder comme une pleine réparation de sa faiblesse précédente. Il leur ordonna de sortir de Rome sous douze jours avec toute leur famille. Il priva le cardinal Caraffe de la légation de Bologne, et les autres des charges qu'ils occupaient, et leur défendit à tous de quitter les lieux de leur exil, sous peine d'être traités sans miséricorde. Paul IV mourut quelques mois après cet acte de vigueur, le 18 août 1559, âgé de près de quatre-vingt-neuf ans. Il s'était rendu recommandable par son zèle, sa charité et ses autres vertus. Mais dès qu'il fut mort, le peuple se déchaîna contre lui avec fureur, en haine de l'inquisition et des nouveaux pouvoirs qu'il lui avait attribués. On mit le feu aux prisons de ce tribunal, ainsi qu'à la maison du commissaire, qui fut presque assommé, et l'on tenta d'en faire autant au couvent des dominicains. Pour soustraire le cadavre du pontife aux outrages, il fallut le porter précipitamment et sans pompe à l'église du Vatican et y tenir des gardes armés jusqu'à ce qu'il fût déposé dans un tombeau muré solidement. On brisa sa statue, dont la tête servit de jouet à la populace, qui pendant trois jours la roula dans les rues; et finit par la jeter dans le Tibre. Ces émeutes durèrent jusqu'au 5 septembre, et les cardinaux étant venus à bout de rétablir la tranquillité, entrèrent alors au conclave. Mais les intrigues et les divisions des partis prolongèrent la vacance pendant plus de quatre mois. Enfin le 26 décembre 1559 on élut le cardinal de Médicis, ou plutôt Médichino, qui prit le nom de Pie IV. Il était d'une famille milanaise, parente des Médicis de Florence, et sa sœur avait épousé un seigneur de la maison de Borromée. C'est de ce mariage que naquit saint Charles Borromée, qui un mois après l'exaltation de son oncle fut élevé au

cardinalat. Le nouveau pape reconnut Ferdinand comme empereur, cassa plusieurs édits rigoureux du pontificat précédent, mit en liberté plusieurs prisonniers, fit réviser beaucoup de procès, et pardonna au peuple romain les excès commis à la mort de son prédécesseur. Toutefois sur les plaintes qu'on lui fit contre les Caraffe, il les fit arrêter, et quelques-uns après un procès dans les formes furent punis de mort. Le cardinal fut de ce nombre, quoiqu'il n'eût pas peu contribué à l'élection de Pie IV; mais sa mémoire fut rétablie sous le pontificat suivant.

Pie IV, peu de jours après son couronnement, tint un consistoire nombreux où il manifesta l'intention de rétablir le concile de Trente, et les événemens qui se passaient en France vinrent bientôt le confirmer dans ce projet et en accélérer l'exécution. Les calvinistes, irrités des poursuites ordonnées contre eux, formèrent une conjuration pour s'emparer du roi, se débarrasser des princes de Guise, et établir en France la religion réformée. On eut soin, pour lever tous les scrupules, de prendre une consultation des ministres et des docteurs protestans d'Allemagne, de Genève et de France, qui ne manquèrent pas d'approuver ce projet de révolte. On voulut mettre à la tête de l'entreprise le roi de Navarre, qui ne jugea pas à propos d'accepter ce rôle dangereux. Le prince de Condé, son frère, ne montra pas la même hésitation; mais pour ne pas éveiller les soupçons, il crut devoir s'abstenir de toute démarche apparente, et l'on choisit pour organiser le complot un gentilhomme périgourdin, nommé la Renaudie. Ce chef subalterne parcourut les provinces, et réunit les conjurés à Nantes, où l'on concerta toutes les mesures pour l'exécution de l'entreprise. Elle fut fixée au 15 mars 1560. Mais dans l'intervalle, les princes de Guise furent informés de la conjuration par un avocat de Paris nommé Avenelle, à qui la Renaudie en avait fait confidence. Ils prirent aus-

sitôt des mesures pour découvrir les secrets du complot et le faire échouer. Comme la cour était alors à Blois, ils la transportèrent à Amboise, ville plus forte et munie d'un bon château; après quoi ils mirent de tous côtés des troupes pour arrêter les conjurés. Ceux-ci, arrivant par pelotons, furent surpris partout, dispersés ou taillés en pièces, et un grand nombre faits prisonniers et pendus aux fenêtres et aux créneaux du château. La Renaudie leur chef fut tué les armes à la main et son corps pendu à un gibet. On accorda ensuite une amnistie aux autres, à condition qu'ils déposeraient leurs armes et se mettraient aussitôt en route pour retourner dans leurs provinces. Mais un de leurs capitaines ayant réuni les plus audacieux et tenté de surprendre Amboise, l'amnistie fut révoquée, et l'ordre donné de faire main basse sur tous ceux qu'on rencontrerait. Il y en eut une multitude arrêtés dans les environs d'Amboise, et presque tous furent pendus, décapités ou jetés dans la Loire.

Cette conspiration, qui devait perdre les princes de Guise, ne servit qu'à augmenter leur pouvoir. Le duc de Guise fut nommé lieutenant-général du royaume, et le parlement lui donna le titre de conservateur de la patrie. Cependant les troubles ne tardèrent pas à recommencer. Le prince de Condé, véritable chef du complot, mais contre lequel on n'avait que des soupçons, voulut s'en laver par un défi de paladin, et l'on sembla se contenter de cette justification; bientôt après il s'éloigna de la cour avec les Coligny, et s'occupa d'une nouvelle conjuration. Le cardinal de Lorraine, pour arrêter les progrès de l'hérésie, proposa d'établir un tribunal d'inquisition; mais cet avis fut combattu par le chancelier de l'Hospital, et pour remettre en vigueur l'ancienne jurisprudence, on publia au mois de mai le fameux édit de Romorantin, qui attribuait aux évêques, à l'exclusion des juges royaux, la connaissance du crime d'hérésie, et leur enjoignait de résider exactement dans leurs diocèses. On ordonnait

en outre que les sectaires qui tiendraient des assemblées hérétiques ou séditionnaires, et ceux qui répandraient l'hérésie de vive voix ou par écrit, seraient jugés sans appel par les juges séculiers et punis selon la rigueur des lois comme criminels de lèse-majesté. Le roi convoqua ensuite au mois d'août, pour aviser aux moyens de pacifier le royaume, une assemblée des notables à Fontainebleau, où l'amiral de Coligny présenta une requête en faveur des réformés, par laquelle il demandait non-seulement qu'on suspendît la rigueur des poursuites, mais qu'on leur permit de s'assembler publiquement et qu'on leur accordât des temples. Il ajouta qu'il faisait cette demande au nom de plus de cinquante mille hommes. Le cardinal de Lorraine répliqua que si l'amiral avait cinquante mille sectaires à ses ordres, le roi avait des millions de catholiques à leur opposer; que les assemblées des hérétiques devenaient une source de troubles et de séditions, et que le roi ne pouvait les autoriser sans compromettre la tranquillité du royaume, et renoncer en quelque sorte à son titre de roi très-chrétien. Deux prélats d'une foi très-suspecte, Jean de Montluc, évêque de Valence, et Charles de Marillac, archevêque de Vienne, se firent remarquer par l'aigreur de leurs invectives contre le saint-siège, et demandèrent la convocation d'un concile national où l'on admettrait les docteurs calvinistes pour disputer avec eux sur les matières de religion, et la tenue des états généraux pour travailler au rétablissement de la paix. La plupart des seigneurs appuyèrent cette proposition. En conséquence, on fit un édit qui portait convocation des états-généraux pour prendre une décision relativement au concile national à moins qu'on ne pût espérer la prochaine réunion d'un concile œcuménique, et l'on ordonna qu'en attendant on suspendrait les supplices pour cause de religion, excepté contre ceux qui auraient pris les armes ou sollicité les peuples à la révolte.

Ces décisions inquiétèrent le pape, qui appréhendait qu'on ne prit dans un concile national quelque résolution contraire à son autorité, et qu'on n'y voulût rétablir la pragmatique sanction. Il envoya l'évêque de Viterbe en France, et fit intervenir le roi d'Espagne pour détourner la cour de ce projet ; et comme il n'ignorait pas les vœux de la plupart des princes chrétiens pour le rétablissement du concile général à Trente, il se hâta de le convoquer par une bulle, qui fut publiée le 29 novembre 1560, et qui en fixait l'ouverture au jour de Pâques de l'année suivante. Deux nonces distingués par leurs lumières, leur prudence et leur habileté, savoir, Delphino, évêque de Phare en Dalmatie, et Commendon, évêque de Zante et depuis cardinal, furent envoyés en Allemagne avec des lettres du souverain pontife pour exhorter les évêques à se rendre au concile, et les princes, soit catholiques, soit protestans, à y envoyer leurs ambassadeurs. Ayant d'abord conféré avec l'empereur Ferdinand, ils se rendirent à Naumbourg, où la plupart des princes protestans s'étaient assemblés, au mois de janvier 1561, avec les principaux docteurs de la secte. On les reçut avec quelques froides civilités ; mais on ne voulut pas même ouvrir les lettres du pape, et on déclara qu'on ne lui reconnaissait pas le droit de convoquer le concile. On s'emporta même contre le saint-siège à des invectives indécentes, auxquelles le nonce Commendon répondit avec autant de calme que de dignité. Il rappela surtout que l'Allemagne était redevable du christianisme à l'Église romaine, et que la prétendue réforme n'avait servi qu'à faire naître des troubles, des variations et des disputes interminables. Les princes firent tous leurs efforts pour mettre fin aux dissensions entre les docteurs protestans sur l'Eucharistie, sur les cérémonies et sur d'autres points. Mais ils ne purent en venir à bout, ni dans cette assemblée ni dans une autre tenue quelques mois après à Erfort.

Les deux nonces n'ayant rien obtenu des protestans réunis, prirent le parti de visiter chacun des princes en particulier. Commendon se rendit d'abord chez l'électeur Joachim de Brandebourg, qui le reçut avec tous les témoignages de bienveillance et de considération. Ce prince, entraîné dans le luthéranisme par le vœu de ses sujets plutôt que par ses propres sentimens, se montrait peu éloigné de la religion catholique. Il applaudit à la continuation du concile, et parla du pape avec beaucoup de respect. Le marquis Jean de Brandebourg, l'électeur de Saxe, le sénat de Strasbourg, et d'autres villes ou princes protestans, accueillirent de même les nonces avec beaucoup d'égards ; mais ils n'en persistèrent pas moins à demander que leurs théologiens fussent admis au concile, et les décrets soumis à un nouvel examen. Commendon fut chargé ensuite des mêmes négociations auprès du roi de Danemark, et se mit en route malgré les rigueurs de l'hiver ; mais dès que ce prince en fut informé, il lui fit dire qu'il ne voulait avoir de commerce ni avec le pontife romain, ni avec ses ministres. La reine d'Angleterre répondit également au nonce qui lui fut envoyé qu'elle ne pouvait adhérer à un concile convoqué par le pape, dont elle ne reconnaissait point l'autorité.

La France continuait d'être agitée par la turbulence séditieuse des sectaires. Les états généraux s'étaient assemblés à Orléans vers la fin de l'année précédente, et comme on avait découvert par des lettres interceptées les nouvelles intrigues du prince de Condé et ses liaisons avec quelques seigneurs calvinistes qui avaient pris les armes dans la Provence et le Lyonnais, il fut arrêté et condamné à mort. Mais avant que l'arrêt fût signé, François II mourut presque subitement, le 5 décembre 1560, laissant pour successeur son frère Charles IX, qui avait à peine onze ans. La reine mère, Catherine de Médicis, femme intrigante, ambitieuse et inhabile, sans vertus comme sans principes, avide du pouvoir et incapable de

l'exercer, formée comme par instinct et par les souvenirs de son éducation aux ruses de la politique italienne, et prête à tout sacrifier au maintien de son autorité, profita de la jalouse rivalité des factions pour se mettre à la tête des affaires, et devint tour à tour l'instrument ou l'esclave des partis qu'elle prétendait dominer. Elle ne voulut pas rompre avec les princes de Guise, que leurs talens, leurs services et leur zèle pour la religion rendaient infiniment chers aux catholiques. Mais pour contrebalancer leur influence, elle fit donner au roi de Navarre, premier prince du sang, le titre de lieutenant général du royaume, et rendit la liberté au prince de Condé, dont elle fit annuler le procès par un arrêt du conseil. Cette mesure remit en faveur l'amiral de Colligny et son oncle Anne de Montmorency, connétable de France, qui, malgré son attachement à la religion catholique, s'était uni aux calvinistes par jalousie contre les princes de Guise. Ainsi tous les partis se trouvèrent d'abord en présence dans les conseils de la couronne : celui des catholiques zélés, ayant pour chefs le duc de Guise et le cardinal de Lorraine ; celui des grands jaloux et mécontents, à la tête desquels se trouvait la famille de Montmorency ; celui des calvinistes, dont les chefs étaient revêtus des premières dignités ; enfin celui des politiques ou indifférens, représentés par Catherine de Médicis et par le chancelier de l'Hospital. Mais cette situation ne tarda pas à changer. Le connétable de Montmorency, voyant la religion catholique sérieusement menacée, et craignant de se voir recherché dans ses biens pour les gratifications qu'il avait obtenues sous les règnes précédens, se réconcilia sincèrement avec le duc de Guise ; et bientôt après, le roi de Navarre, déterminé tout à la fois par l'espérance d'obtenir la souveraineté de la Sardaigne et par la crainte de voir ses états envahis par le roi d'Espagne, qui avait offert ses secours à la France contre les entreprises des sectaires, abandonna

le calvinisme, et s'unit au duc de Guise et au connétable. Cette union fut connue sous le nom de triumvirat.

On publia dans les états généraux d'Orléans une ordonnance qui contient sur les matières ecclésiastiques plusieurs réglemens remarquables. Le premier article porte qu'à la vacance d'un siège épiscopal le chapitre élira trois sujets pour être présentés au roi, qui en choisira un; ce qui était une modification apportée au concordat. Le second défendait de transporter l'argent hors du royaume sous prétexte du paiement des annates; mais cette défense fut levée deux ans après. Le cinquième ordonnait la résidence aux bénéficiers, sous peine de saisie de leurs revenus. Le huitième porte que dans chaque église cathédrale ou collégiale, une prébende sera affectée à un docteur chargé d'enseigner la théologie; le dix-huitième, pour empêcher l'abus des censures, défendait d'en prononcer sinon pour crime public et scandaleux. Le dix-neuvième fixait l'âge requis pour la profession religieuse à vingt ans pour les filles et à vingt-cinq pour les hommes. Le vingt-deuxième déclarait nulles les provisions obtenues pour des bénéfices par des réserves ou des expectatives. Enfin, on renouvela les ordonnances de saint Louis contre les blasphémateurs, et l'on défendit les jeux, les spectacles et les cabarets durant les heures du service divin.

L'influence du parti calviniste se fit tellement sentir dans cette assemblée, que l'orateur du clergé ayant demandé l'exécution des lois contre les hérétiques, fut traité de séditieux et obligé de se rétracter. On y fit en outre de longues déclamations contre les richesses du clergé, et l'on proposa même de saisir une partie de ses biens au profit de la couronne, et de ne lui laisser que ce qu'il fallait pour la simple subsistance. Il répondit à ces déclamations en accordant au roi quatre décimes par année durant six ans. Cependant, à l'occasion de quelques émeutes tant à Paris que dans les provinces,

on publia, au mois de juillet 1561, pour calmer et réprimer en même temps les sectaires, un édit qui leur accordait amnistie pour les troubles passés, mais qui leur interdisait toute assemblée publique ou particulière, même sans armes, et ordonnait de ne pas s'écarter du rite catholique dans l'administration des sacrements; de plus, on réservait aux évêques la connaissance du crime d'hérésie, mais on restreignait au bannissement la peine contre les coupables livrés au bras séculier; enfin il était sévèrement défendu d'employer dans aucun discours public des expressions injurieuses ou qui pourraient amener les peuples.

Deux mois après, pour donner suite à la proposition faite dans l'assemblée de Fontainebleau, on tint le fameux colloque de Poissy, où l'on avait invité les principaux sectaires pour une conférence avec les catholiques. Le pape ayant été informé de ce projet, en fut d'autant plus alarmé, que la reine-mère, entièrement livrée aux conseils de l'évêque de Valence et du chancelier de l'Hospital, lui avait écrit une lettre où elle laissait voir clairement son penchant à l'hérésie. Elle faisait une espèce d'apologie des sectaires du royaume, parmi lesquels on ne trouvait, disait-elle, aucun anabaptiste, aucun impie, enfin personne qui ne tint les douze articles du symbole des apôtres, d'où elle concluait, comme si tout le reste était indifférent, qu'il n'y avait point de motifs pour les retrancher de la communion de l'Eglise; après quoi elle demandait au pape où serait l'inconvénient d'abolir les messes basses, d'ôter les images des églises, de retrancher les exorcismes et autres cérémonies du baptême, de permettre la communion sous les deux espèces; enfin d'employer la langue vulgaire dans l'office divin et dans l'administration de l'Eucharistie. Le pape Pie IV, à la réception de cette lettre, s'empressa de faire partir pour la France, en qualité de légat, le cardinal Hippolyte d'Est, frère du duc de Ferrare, pour empêcher le colloque ou y veiller du moins aux intérêts

de la religion. Mais toutes les représentations du légat, jointes à celles du cardinal de Tournon et de plusieurs autres évêques français, ne purent faire changer la résolution prise.

Le colloque s'ouvrit le 9 septembre, en présence du roi, de la reine-mère, des ministres et des grands officiers de la couronne, et par déférence pour les sectaires, qui ne voulaient point reconnaître les évêques pour juges, la reine fit présider l'assemblée par le jeune roi. Il s'y trouva six cardinaux, quarante évêques, un grand nombre de docteurs catholiques, et douze ministres calvinistes, dont le plus célèbre était Théodore de Bèze, envoyé par Calvin, qui ne jugea pas à propos de se compromettre lui-même. On avait aussi invité quelques luthériens d'Allemagne par les conseils du cardinal de Lorraine, qui s'était prononcé pour le colloque, dans la vue de les mettre aux prises avec les sectaires de France, et de montrer ainsi, par les divisions de la prétendue réforme, la nécessité de s'en tenir à l'autorité de l'Église pour finir les disputes. Mais ils vinrent trop tard. Le chancelier ouvrit la séance par un discours où il montra sans déguisement son système d'indifférence, et la reine fit dire ensuite à Bèze de parler. Il se mit à genoux avec les autres ministres pour implorer à haute voix les lumières du ciel; puis ayant commencé son discours par des plaintes sur les poursuites contre les calvinistes, il exposa longuement sa doctrine, insista sur la nécessité de s'en tenir à l'Écriture sainte, et arrivant à ce qui regarde l'Eucharistie, il ne craignit pas de dire que le corps de Jésus-Christ en est aussi éloigné que le ciel l'est de la terre. A ce blasphème, on entendit de toutes parts un murmure d'indignation qui déconcerta le ministre audacieux; il poursuivit cependant son discours, mais avec un peu plus de réserve. Dès qu'il eut fini, le cardinal de Tournon, prenant la parole, dit avec émotion que les prélats n'avaient pas eu tort de s'op-

poser à cette conférence, qu'ils avaient bien prévu les impiétés qu'on venait d'entendre, et que le respect pour la majesté royale les avait seul empêchés de se retirer. Il conjura ensuite le roi de rester fidèle à la foi constante de ses ancêtres, et de fermer l'oreille aux doctrines sacrilèges des novateurs.

Quelques jours après, le cardinal de Lorraine répondit au discours de Bèze, mais il crut devoir restreindre la discussion à deux points principaux : celui de l'autorité de l'Église et celui de l'Eucharistie. Il parla avec tant de clarté, de force et d'érudition, qu'il s'attira des applaudissemens universels. Il n'eut pas plus tôt achevé, que les cardinaux et les évêques, s'approchant du roi, lui dirent que c'était là la véritable doctrine catholique, et qu'ils étaient prêts à la défendre jusqu'à la mort. Les discussions furent continuées dans quelques autres séances moins solennelles où le roi n'assista pas. Bèze y développa les doctrines calvinistes sur l'Église et sur quelques autres points, et fut réfuté par deux célèbres docteurs de l'université de Paris, Claude d'Espence et Claude de Saintes, qui devint plus tard évêque d'Évreux. La question de l'Eucharistie fut traitée de nouveau par Pierre Martyr, alors ministre de Zurich. Le cardinal de Lorraine, poursuivant son projet de faire éclater publiquement les divisions de la réforme, pressa les ministres de déclarer s'ils adhéraient à la doctrine de la confession d'Ausbourg sur l'Eucharistie. Comme ils répondirent qu'ils ne l'adoptaient qu'avec des explications : Admettez-vous, leur demanda-t-il, la consubstantiation comme les protestans d'Allemagne ? Et vous, répliqua Bèze, rejetez-vous avec eux la transsubstantiation ? C'était avouer suffisamment son embarras et remplir le but du cardinal de Lorraine, puisqu'il devenait visible que les réformateurs, en ne voulant reconnaître d'autre règle que l'Écriture et la proclamant claire pour tout le monde, ne pouvaient pas même s'accorder entre eux sur un des points les plus

importans du christianisme. Jacques Laynez, général des jésuites, qui avait accompagné le légat du pape au colloque, prit part à la discussion, et commença par des réflexions adressées à la reine sur l'inutilité et les inconvéniens de cette conférence. Il représenta qu'il n'y avait rien de plus dangereux que de négocier un accommodement avec des sectaires dont les erreurs et l'obstination étaient connues ; que de tout temps les hérétiques avaient cherché à faire illusion par l'hypocrisie de leur langage et de leur doctrine ; qu'ainsi les calvinistes n'hésitaient pas à confesser l'Église catholique, dont ils dénaturaient tous les caractères ; qu'ils reconnaissaient des pasteurs en niant l'institution divine de l'ordination et de la hiérarchie ; enfin qu'ils protestaient qu'on reçoit le corps de Jésus-Christ dans l'Eucharistie, tandis qu'ils soutenaient qu'il n'est que dans le ciel. Laynez ajouta qu'après tout il n'appartenait point aux princes de traiter des affaires de la religion, que cela regardait uniquement la puissance ecclésiastique, et que les causes majeures, telles que l'hérésie, étaient réservées au jugement du souverain pontife. La liberté de ce discours piqua la reine, qui dissimula néanmoins, en considération du légat ; et Laynez, abordant les matières controversées, réfuta Pierre Martyr avec tant de force et de solidité que les calvinistes ne purent lui répondre. Quand la discussion fut épuisée, on nomma cinq docteurs de chaque parti pour conférer en particulier et convenir, s'il était possible, d'une commune confession de foi. Mais cette dernière tentative fut encore sans résultat. Plusieurs formules furent successivement proposées, modifiées et rejetées. Enfin, comme les calvinistes persistaient à employer des expressions équivoques, et avaient dressé une formule où ils reconnaissaient que le corps de Jésus-Christ nous était donné dans l'Eucharistie, mais qu'on ne le recevait que par la foi, l'université de Paris, à qui elle fut remise pour être examinée, la déclara captieuse et

hérétique, et les évêques, après tant de négociations inutiles, reprenant leur qualité de juges, firent remettre à la reine une confession de foi claire et précise sur la présence réelle, sur l'autorité de l'Église et la primauté du pape, sur le nombre et l'efficacité des sacremens, et déclarèrent que si les sectaires refusaient d'y souscrire, ils étaient décidés eux-mêmes à rompre le colloque, qui fut en effet dissous le 25 novembre. Toutefois la reine fit encore réunir quelques docteurs des deux partis pour conférer sur différens points et notamment sur la question des images ; mais voyant qu'ils n'avaient pu tomber d'accord sur cet article, elle fit mettre fin aux conférences.

Quoique l'assemblée de Poissy n'eût pas cru devoir prendre le titre de concile, on ne laissa pas d'y faire pour la réformation des abus plusieurs réglemens de discipline dont les plus importans furent reproduits dans le concile de Trente. Le zèle et le profond savoir que le Père Laynez avait fait paraître dans le colloque ne contribuèrent pas peu à lever les obstacles que rencontrait l'établissement de son ordre à Paris. Il y avait déjà quelques jésuites répandus en différens endroits du royaume, ils avaient même un collège à Billon en Auvergne, où ils avaient été appelés par Guillaume Duprat, évêque de Clermont. Ils y travaillèrent avec tant de succès à combattre l'hérésie, que le Père Edmond Auger, l'un d'entre eux, convertit dans la seule ville d'Issoire plus de quinze cents calvinistes, et une multitude d'autres en différentes villes. L'évêque de Clermont leur avait aussi donné une maison à Paris pour y fonder un collège ; mais l'opposition de l'université empêchait l'effet de cette donation, lorsque le parlement ayant renvoyé l'affaire à l'assemblée de Poissy, les évêques approuvèrent l'établissement des jésuites à Paris, non comme ordre religieux, mais seulement en forme de société ou de collège, et sous la condition qu'ils demeureraient soumis en tout à la juridiction de l'évêque diocésain, qu'ils pren-

draient un autre nom que celui de jésuites ou compagnie de Jésus, et qu'ils renonceraient à tous les privilèges accordés à cette compagnie par les bulles d'institution. Cette espèce de transaction fut mal observée, et l'on verra les difficultés renaître plus tard.

Les conférences de Poissy contribuèrent à détacher le roi de Navarre de l'hérésie ; mais elles servirent aussi à encourager les sectaires, qui recommencèrent partout leurs assemblées séditeuses. La reine, se flattant toujours de les gagner par des concessions, proposa de leur accorder la communion sous les deux espèces, et le mariage des prêtres ou moines apostats devenus leurs ministres. Comme les évêques à qui elle s'adressa d'abord déclarèrent qu'ils n'avaient pas le pouvoir de dispenser sur ces points de discipline générale, elle eut recours au pape, mais seulement pour le premier article, et cette demande, au moins intempestive, fut rejetée. Cependant, sous prétexte que l'édit de juillet n'était pas exécuté et ne servait qu'à aigrir les calvinistes, la reine fit publier au mois de janvier 1562, par le conseil du chancelier de l'Hospital, un autre édit qui leur permettait de s'assembler pour l'exercice de leur religion, mais seulement hors des villes et sans armes. Du reste, on les obligeait à rendre les églises usurpées, à rétablir les croix, les images et les reliquaires, à ne point empêcher la levée des dîmes et autres revenus ecclésiastiques, à observer les jours de fêtes, les degrés de parenté pour le mariage et toute la police extérieure de l'Église catholique, enfin à s'abstenir dans leurs discours ou leurs écrits de toute qualification injurieuse et de toute invective contre la messe et les autres cérémonies religieuses. Le parlement de Paris n'enregistra cet édit qu'après des ordres plusieurs fois réitérés ; il y apporta en outre plusieurs modifications, et les autres parlements firent la même chose. Celui de Bourgogne refusa même absolument de l'enregistrer.

Le duc de Guise, mécontent de ces mesures, avait quitté la cour et s'était éloigné de Paris, où il ne tarda pas à être rappelé par les catholiques. Comme il passait à son retour dans la petite ville de Vassi, où il s'arrêta pour entendre la messe, les réformés, qui tenaient leur assemblée près de l'église, se mirent par bravade à chanter leurs psaumes en français d'une manière si bruyante, qu'elle troublait l'office divin. Le duc leur envoya demander de suspendre leurs chants ; mais ils ne répondirent que par des injures. Aussitôt les gens de sa suite se portèrent en foule vers le lieu de l'assemblée pour la dissiper, et lui-même se hâta d'accourir pour apaiser le tumulte. Un coup de pierre qu'il reçut porta au comble l'irritation de ses gens, qui, malgré ses ordres, se jetèrent sur les calvinistes, en tuèrent soixante, et en blessèrent près de deux cents. Ce massacre excita dans tout le royaume les clameurs des sectaires contre le duc de Guise, qui ne cessa de s'en excuser, même au moment de la mort, comme d'un événement fortuit où il n'avait eu aucune part. Il fit son entrée à Paris accompagné du connétable et du maréchal de Saint-André, au milieu des plus vives acclamations, et la reine-mère pour conserver son pouvoir prit le parti de se jeter entre les bras des calvinistes. Mais le duc de Guise et le connétable se rendirent en hâte à Fontainebleau, où elle était avec son fils, et lui signifièrent qu'ils venaient chercher le roi pour le mettre à l'abri de l'hérésie, et que pour elle, si leurs services ne lui convenaient pas, elle était libre de se retirer où bon lui semblerait. Elle ne vit d'autre parti à prendre que de les suivre. Le prince de Condé avait lui-même rassemblé des troupes pour s'emparer du roi ; mais étant arrivé trop tard, il marcha contre Orléans, se rendit maître de cette ville, écrivit partout pour engager les calvinistes à prendre les armes, et se vit bientôt à la tête d'une armée nombreuse. Il y eut des soulèvemens dans presque toutes les provinces, et surtout en Nor-

mandie, dont les principales villes se déclarèrent pour les calvinistes. La reine-mère eut recours aux négociations pour désarmer les rebelles ; le parlement de Paris et quelques autres rendirent des arrêts pour ordonner de prendre les armes contre les sectaires et de les tuer partout où on les trouverait ; le roi publia lui-même une ordonnance qui déclarait criminels de lèse-majesté tous ceux qui avaient pris les armes à Orléans, et les condamnait à perdre la vie, avec confiscation de tous leurs biens, et privation perpétuelle pour eux et leurs enfans de toutes charges, honneurs et dignités. Mais les calvinistes, fiers de leur nombre, étaient décidés à la guerre civile, et rien ne put l'empêcher.

Il n'entre pas dans notre plan d'en exposer toutes les circonstances, ni de rapporter en détail toutes les cruautés et les horribles excès qui s'y commirent. On vit partout la France en proie à la dévastation, au pillage, à l'incendie, et aux plus affreux massacres ; les femmes, les enfans, les vieillards égorgés sans pitié, mutilés, foulés aux pieds des chevaux ou soumis à d'effroyables tortures ; une populace effrénée se ruant sur les prêtres et les magistrats, et non contente de les mettre à mort, exerçant sur eux et sur leurs cadavres tous les raffinemens d'une cruauté qui tenait de la rage. Quelques chefs surtout portèrent la terreur et le carnage dans les provinces du Midi, et rendirent leur nom exécration par des atrocités sans exemple. On cite entre autres le fameux baron des Adrets, qui désola le Languedoc, l'Auvergne, le Lyonnais, le Dauphiné et la Provence. Il saccageait, brûlait, massacrait avec une barbarie qui faisait frémir jusqu'à ses officiers. Un fait bien connu dépeint tout entier le caractère de ce monstre. Ayant réduit Montbrison, il s'amusait après son dîner à faire sauter l'un après l'autre les officiers et les soldats de la garnison catholique, soit du haut des rochers, soit de la plate-forme des tours dans le fossé, où ses gens les

recevaient sur leurs piques. Blaise de Montluc et Louis de Bourbon, duc de Montpensier, n'exercèrent guère moins de cruautés contre les calvinistes. Du reste, quoiqu'on vît également dans les deux partis tous les excès inséparables des guerres civiles, il est constant par l'histoire qu'on doit en rejeter la responsabilité sur les sectaires, qui s'étaient mis en état de révolte, et qui semblaient prendre à tâche de soulever l'indignation générale ; ils massacraient les prêtres et les moines ; ils violaient les religieuses, ils abattaient les églises, renversaient les autels, profanaient les saints mystères, les vases sacrés, et tous les objets du culte catholique ; ils brisaient les images et les statues des saints, et brûlaient les reliques, dont ils jetaient les cendres aux vents. Cette fureur sacrilège leur attira les plus cruelles représailles ; le parlement ordonna de leur courir sus, et de les tuer partout comme des gens enragés et ennemis déclarés de Dieu et des hommes, et on en fit un horrible carnage à Sens, à Beauvais, à Amiens et dans plusieurs autres lieux.

Quand la reine eut épuisé toutes les négociations avec les rebelles, l'armée royale marcha en Normandie pour faire le siège de Rouen. Le roi de Navarre Antoine de Bourbon y fut tué ; mais la ville fut prise d'assaut le 26 octobre 1562, et livrée pendant trois jours aux horreurs du pillage. Deux mois plus tard l'armée royale gagna la bataille de Dreux, où le prince de Condé fut fait prisonnier. Cette victoire fut due à l'habileté du duc de Guise, qui alla bientôt après faire le siège d'Orléans. Mais il y fut assassiné le 18 février 1563 par Jean Poltrot de Méré, calviniste fanatique, qui le surprit par trahison, et lui tira un coup de pistolet dont les balles étaient empoisonnées. L'amiral de Coligny fut violemment soupçonné d'être complice de ce crime. L'assassin, soumis à la torture, varia dans ses dépositions sur différens personnages de la secte ; mais il ne cessa de charger l'amiral, et on sait d'ailleurs par des mémoires non suspects, qu'il avait

connu, aussi bien que la plupart des ministres, le dessein de Poltrot, et qu'il ne l'en avait pas détourné.

La mort du duc de Guise changea complètement la situation des affaires. Le connétable avait été fait prisonnier à la bataille de Dreux, le maréchal de Saint-André tué, et le parti royaliste demeurait sans chef. La reine fit bientôt avec le prince de Condé un traité de paix à des conditions très-favorables aux calvinistes ; car l'édit d'Amboise, publié à cette occasion, autorisait leurs assemblées religieuses dans les terres des seigneurs qui avaient la haute justice, et portait que dans le ressort de chaque parlement il leur serait désigné des lieux où ils pourraient exercer leur culte. Ce traité ne laissa pas d'être désapprouvé par l'amiral, et de leur côté les catholiques en murmurèrent hautement, de sorte que Charles IX, déclaré majeur vers le même temps, ne tarda pas à publier des ordonnances pour interpréter et restreindre l'édit d'Amboise. Comme plusieurs évêques se montraient favorables aux nouvelles erreurs et prétendaient à la faveur de cet édit les introduire dans leurs églises, toutes les terres appartenant au clergé furent exceptées formellement du nombre des lieux où l'on pourrait exercer le calvinisme. On ordonna aussi que les religieux qui avaient rompu leurs vœux pour se marier seraient obligés de rentrer dans leurs cloîtres ou de sortir du royaume. Parmi les évêques qui avaient embrassé le calvinisme se trouvait le cardinal de Châtillon, évêque de Beauvais et frère de l'amiral de Coligny. Il fut cité à comparaître à Rome, puis excommunié et déposé par le pape ; mais il ne tint aucun compte de cette sentence, et il osa même, l'année suivante, se marier publiquement, revêtu des insignes du cardinalat. Il fut alors obligé, par ordre du roi, à se démettre de son évêché, dont on lui laissa cependant les revenus (1).

(1) De Thou. — Davil. — Bèze. — La Popelin.

La secte des vaudois continuait de se maintenir dans les vallées des Alpes. Le duc de Savoie, pressé par le pape de soumettre ces hérétiques, après avoir employé inutilement les voies de persuasion, entreprit de les contraindre par la force des armes à rentrer dans la communion de l'Église romaine. Un grand nombre se retirèrent chez les Suisses ; les autres prirent les armes par les exhortations de leurs ministres, et la guerre dura près d'un an. Les troupes ducales eurent d'abord quelques succès, dont elles abusèrent souvent avec barbarie. Ayant surpris le bourg de Tailleret pendant la nuit, elles massacrèrent pêle-mêle hommes, femmes et enfans. Mais à la fin elles furent mises en déroute par les vaudois, qui ne voulurent quitter les armes qu'après avoir obtenu la liberté de conscience. Ils consentirent néanmoins à laisser célébrer la messe chez eux, à condition qu'il leur serait libre de n'y point assister. Cet accord fut conclu au mois de juin 1561. Le vice-roi de Naples fut plus heureux contre les calvinistes répandus en grand nombre dans ce royaume. Ayant appris qu'ils s'étaient assemblés deux ou trois mille à Montalto en Calabre, à la suite de deux ministres venus de Genève, il fit marcher des troupes, qui les enveloppèrent et les prirent tous. On fit grâce à ceux qui voulurent abjurer ; les autres furent pendus, noyés, ou condamnés aux galères.

Depuis quelques années Michel de Bay ou Baius, docteur de Louvain, répandait dans les Pays-Bas ses erreurs sur la grâce et le libre arbitre. On s'occupait beaucoup de ces questions depuis la naissance du luthéranisme, et le dominicain Pierre Soto, professeur à Dillingen, proposa à l'université de Louvain des difficultés sur la doctrine reçue dans les écoles, et sembla craindre qu'elle ne fût pas d'accord avec celle de saint Augustin. Michel Baius et son ami Jean Hessels ou Jean de Louvain, poussant plus loin la hardiesse, n'hésitèrent pas à taxer de semi-pélagianisme l'enseignement des écoles catholiques, et

à reproduire sous une forme nouvelle le fatalisme de Luther. Ils affectaient d'invoquer à l'appui de leur système l'autorité de saint Augustin, et de représenter la doctrine contraire comme un produit de la philosophie scholastique. Ruard Tapper, chancelier de l'université de Louvain, Josse Ravestijn et les autres anciens docteurs, s'opposèrent vivement à ces nouveautés. Mais pendant qu'ils assistaient à la seconde assemblée du concile de Trente, l'erreur se propagea tellement qu'à leur retour ils firent de vains efforts pour en arrêter les progrès. Leur mort, qui arriva bientôt après, jointe à la nomination des principaux docteurs aux évêchés nouvellement érigés dans les Pays-Bas, laissa le champ libre aux novateurs. Cependant, pour empêcher l'effet des leçons de Baius et de Jean Hessel, quelques franciscains recueillirent dix-huit propositions enseignées par ces docteurs, et les déférèrent à l'université de Paris, dont le jugement avait une si grande autorité dans toutes les écoles. Ces propositions portaient entre autres erreurs que le libre arbitre de l'homme n'a pas le pouvoir de choisir ni de se déterminer à son gré; que la nécessité n'est point contraire à la liberté, mais seulement la violence, de sorte que tout ce que l'homme veut, même nécessairement, il le veut aussi librement; que par conséquent l'homme peut pécher et mériter la damnation par des actes dont il n'est pas en son pouvoir de s'abstenir; que le libre arbitre par lui-même pèche nécessairement, et que la foi ou la justification est la première grâce, d'où il suit que toutes les actions des infidèles sont des péchés; enfin, que la charité peut être compatible avec le péché mortel. L'université de Paris, dans une assemblée du mois de juin 1560, condamna ces propositions comme fausses et hérétiques. Baius répondit à cette censure par des remarques apologétiques, où il s'efforçait de pallier et de défendre les erreurs condamnées. Il avouait que la notion de la liberté, telle qu'on

vient de la voir définie, n'était point conforme au sens donné à ce mot par les philosophes ; mais il soutenait qu'elle était conforme au sens de l'Écriture et des Pères. Il ajoutait que si l'homme devenait coupable de faute et méritait la damnation dans ce qui était le résultat de la nécessité, c'était une suite et une punition du péché originel. C'est ainsi qu'il prétendait pallier ce qu'il y avait de révoltant dans sa doctrine. Le célèbre Antoine de Granvelle, transféré de l'évêché d'Arras à l'archevêché de Malines, ayant fait comparaître Hessels et Baius, les réprimanda en présence de quelques témoins, et leur défendit d'enseigner ces nouveautés scandaleuses. Mais cette défense produisit peu d'effet. Baius publia même bientôt après pour soutenir ses erreurs divers traités que ses partisans répandirent dans tous les Pays-Bas. Cependant l'archevêque, pour ne pas augmenter les troubles des Pays-Bas, n'osa sévir contre les deux novateurs, et chercha, au contraire, à les gagner par des faveurs. C'est par ce motif qu'ils furent députés à la troisième assemblée du concile de Trente, où ils n'osèrent mettre leur doctrine en évidence. Mais à leur retour ils continuèrent de dogmatiser.

Quoique le pape Pie IV eût convoqué le concile général pour le mois d'avril 1561, des difficultés, survenues de la part des princes, en firent retarder l'ouverture jusqu'au mois de janvier de l'année suivante. L'empereur Ferdinand ne cherchait que des délais pour ménager les protestans, et d'autre part Philippe II, roi d'Espagne, voulait qu'on déclarât nettement qu'il ne s'agissait point d'un nouveau concile à Trente, mais de la continuation du précédent. Le pape avait nommé d'abord, pour y présider en qualité de légats, le cardinal Jacques du Puy et le cardinal de Mantoue Hercule de Gonzague. Il leur associa bientôt après trois autres cardinaux distingués par leurs lumières, savoir, Jérôme Séripan, ancien général des augustins, Stanislas Hosius,

Polonais, évêque de Culm, et Louis Simonetta, évêque de Pesaro. Enfin, un peu plus tard, il nomma encore pour sixième légat le cardinal Marc d'Altemps, son neveu, évêque de Constance. Comme Pie IV était âgé et infirme, il publia un décret portant que si le saint siège venait à vaquer pendant la tenue du concile, l'élection du pape ne serait pas dévolue à l'assemblée mais qu'elle serait faite par le sacré collège. Il fit en même temps deux autres décrets, dont l'un portait que le pape ne pouvait se choisir un successeur ni un coadjuteur, même avec le consentement des cardinaux, et l'autre, second, que le droit de suffrage ne serait accordé dans le concile qu'aux évêques qui s'y rendraient en personne. Deux évêques polonais, arrivés à Trente avec les procurations de plusieurs autres, demandèrent cependant qu'on leur accordât de voter pour les absens, et de donner autant de voix qu'ils avaient de procurations ; mais le pape, consulté par les légats, fit rejeter cette demande et les deux Polonais ne tardèrent pas à se retirer.

Saint Charles Borromée, neveu du pape et investi de toute sa confiance, prit une grande part aux affaires du concile, et fit éclater à cette occasion son habileté, sa prudence et son zèle pour le rétablissement de la discipline. Cet illustre cardinal avait été formé dès l'enfance à la piété par l'exemple et les soins de ses parens, aussi distingués par leurs vertus que par leur noblesse. Après ses premières études, faites dans sa famille, il fut envoyé aux écoles de Milan et de Pavie, où il se fit remarquer par son application, par son amour pour la retraite et par la pureté de ses mœurs. Ayant embrassé fort jeune encore l'état ecclésiastique, il fut pourvu d'une abbaye située dans le territoire d'Arone, dont son père était seigneur, et se fit une loi de ne prendre sur les revenus que son entretien très-modéré, et d'employer tout le reste au soulagement des pauvres ou aux réparations de son église. Il n'avait que vingt-trois ans lorsque son oncle

Devenu pape, le fit cardinal et archevêque de Milan, et lui conféra plusieurs charges importantes, telles que la grande pénitencerie et la légation de Bologne et de la Marche d'Ancône. Le comte Frédéric Borromée, son père unique, étant venu à mourir peu de temps après, tout le monde s'attendit que Charles quitterait l'état ecclésiastique, et prendrait le parti de se marier. Le pape lui-même l'en pressa fortement; mais Charles, pour se mettre à l'abri des instances de sa famille, résolut de s'engager aussitôt dans les ordres sacrés, et quelques mois après il reçut la prêtrise. On le vit alors redoubler de ferveur, pratiquer sous la pourpre les austérités d'un anachorète, et devenir un modèle de toutes les vertus sacerdotales. Naturellement studieux et ami des lettres, il avait établi dans son palais une espèce d'académie, où l'on s'exerçait chaque semaine sur quelque sujet d'équivalence ou de philosophie; il régla depuis qu'on n'y traiterait plus que des matières de religion, et s'appliqua avec ardeur à se mettre en état de prêcher et d'instruire lui-même son peuple. Un prélat si vertueux et si dévoué ne pouvait que s'intéresser vivement pour la convocation d'un concile qui devait remplir les vœux et les espérances de la chrétienté.

On en fit l'ouverture le 18 janvier 1562, par une session solennelle, qui est comptée pour la dix-septième, et où se trouvèrent déjà plus de cent prélats. Mais elle n'eut pour autre objet que de lire la bulle de convocation et un décret pour déclarer le concile ouvert. On évita d'employer le mot de continuation par égard pour l'empereur et par ménagement pour les protestans, qu'on craignait d'éloigner davantage. Comme ce décret portait que les matières seraient traitées sur la proposition des légats, quelques évêques espagnols combattirent ces propositions, sous prétexte qu'elles semblaient restreindre la liberté des opérations; mais leurs objections ne produisirent aucun effet. On publia dans la dix-huitième ses-

sion, tenue le 26 février, un décret qui approuvait la nomination d'une commission chargée de travailler à l'*Index* ou catalogue des livres défendus. On y statua, en outre, que le sauf-conduit pour les hérétiques serait donné dans une congrégation générale, mais qu'il aurait la même force que s'il était publié dans une session. Il fut expédié, le 8 mars, dans les mêmes termes que celui qui avait été dressé pour les Allemands, sous Jules III, et on l'étendit aux autres nations, mais sans en nommer aucune, pour ne point paraître les signaler comme hérétiques. L'empereur, qui espérait toujours gagner les protestans, fit demander l'ajournement des décrets sur le dogme, et l'on s'occupa, en attendant, de préparer les matières de réformation. On établit à cet effet une commission, dont le cardinal Séripand, l'un des légats, fut président. Il proposa de commencer par la cour de Rome, et cet avis fut fortement appuyé par Barthélemy des Martyrs, savant et pieux dominicain, que son mérite avait fait élever à la dignité d'archevêque de Brague, primat de Portugal. Ce prélat, plein de zèle pour le rétablissement de la discipline, représenta que la corruption des mœurs et les abus dont on se plaignait depuis longtemps, ayant servi de prétexte à l'hérésie et favorisé ses progrès, l'objet principal du concile devait être de remédier à la cause du mal par une solide réformation, et venant en particulier à ce qui regardait la cour de Rome, il se plaignit que les cardinaux, inconnus dans la primitive Église et encore inférieurs aux évêques dans le douzième siècle, s'étaient depuis tellement élevés au-dessus d'eux, qu'ils en avaient dans leurs palais au rang de leurs serviteurs. Toutefois, cette matière fut ajournée, et l'on s'occupa dans les congrégations suivantes de plusieurs autres articles touchant la résidence, la collation des ordres, l'union des bénéfices, l'administration des cures, la visite des bénéfices en commende, et les mariages clandestins. Plusieurs évêques insistèrent vivement

pour faire déclarer l'obligation de la résidence de droit divin ; mais après de longues discussions à ce sujet, les avis furent tellement partagés que la question resta indécise. Le pape fit des reproches aux légats pour avoir laissé renouveler cette discussion ; il s'en prenait particulièrement aux cardinaux de Mantoue et Séripand, et pour les observer de plus près, il envoya à Trente Charles Visconti, son parent, évêque de Vintimille. Il songea même à nommer d'autres légats ; mais les lettres de Visconti lui firent changer de résolution, et il rendit ses bonnes grâces au cardinal de Mantoue, qui par son habileté et sa prudence avait tellement gagné la confiance des prélats et l'estime des souverains, que personne n'était plus propre à concilier toutes les prétentions opposées. Le roi d'Espagne renouvelait ses instances pour faire déclarer formellement que le concile était une continuation de celui qui avait été tenu précédemment ; l'empereur de son côté, pour ne pas aliéner complètement les protestans, s'opposait à cette déclaration, et les ambassadeurs français, qui arrivèrent sur ces entrefaites, étaient même chargés de demander expressément une déclaration contraire. Ces ambassadeurs étaient le sieur de Lanzac, conseiller d'état, Arnould Dufferrier, président au parlement de Paris, et Gui Dufaur de Pibrac, président au parlement de Toulouse. Comme ils avaient écrit au cardinal de Mantoue pour demander qu'on ne décidât rien avant leur arrivée, cette lettre, jointe aux difficultés qu'on vient de voir, détermina le concile à ajourner toutes les décisions.

La dix-neuvième session avait été indiquée pour le 14 mai, et se tint en effet au jour fixé ; mais on n'y fit qu'un décret de prorogation, et il en fut de même à la session suivante, tenue le 4 juin. Cependant les ambassadeurs français avaient été reçus le 26 mai dans une congrégation générale, où le sieur de Pibrac fit un discours peu mesuré. Il parla dédaigneusement du concile tenu sous

Jules III, et exhorta les évêques à ne point se laisser détourner de leurs résolutions par des influences étrangères, c'est-à-dire par l'influence et l'autorité du pape. Le sieur de Lanzaç, dans une lettre adressée à Rome, s'exprima encore avec moins de ménagement. Il recommandait à l'ambassadeur de France d'employer tous ses soins auprès du pape, afin de l'engager à laisser entièrement libres toutes les propositions et délibérations, pour ne pas donner lieu de dire qu'on faisait venir de Rome le Saint-Esprit en valise. On prétend que cette plaisanterie indécente avait été faite par un des ambassadeurs de l'empereur Ferdinand. Du reste, les ambassadeurs français, comme ceux de l'empereur, étaient chargés de proposer plusieurs articles de réformation ayant pour objet de restreindre la puissance du pape concernant les dispenses, la collation des bénéfices, le jugement des causes ecclésiastiques et autres matières semblables. Mais l'empereur, à qui les légats firent parvenir des observations sur l'inconvenance d'une grande partie de ces articles, se rendit à leurs objections, et abandonna le tout à leur prudence. Le pape, à la vue des difficultés qui se multipliaient de toutes parts, avait eu d'abord la pensée de dissoudre le concile, et pour le faire indirectement, il prit dans un consistoire la résolution de décider lui-même la question de la résidence, et de déclarer le concile une continuation des assemblées précédentes; mais, rassuré sur les dispositions de l'empereur et des ambassadeurs français, il changea d'avis et s'en remit à la prudence des légats, qui, au lieu de faire prononcer formellement la continuation, se bornèrent à la décider de fait, en reprenant la décision des matières au point où l'assemblée précédente les avait laissées.

En conséquence, on examina, dans les congrégations qui suivirent la vingtième session, les articles concernant la communion sous les deux espèces et la communion des enfans. Les ambassadeurs de France et ceux de l'em-

ire, après s'être efforcés inutilement de faire accorder l'usage du calice aux laïques, demandèrent au moins qu'on ajournât de nouveau toutes les décisions; mais on leur répondit qu'une troisième prorogation ne servirait qu'à faire tomber le concile dans le discrédit. On publia dans la vingt et unième session, tenue le 16 juillet, un décret dogmatique en quatre chapitres, dont le premier porte que les laïques ni les ecclésiastiques, quand ils ne s'abstiennent pas, ne sont point obligés à la communion sous les deux espèces; le deuxième, que l'Eglise a toujours le pouvoir d'établir ou de changer dans l'administration des sacremens, sans toucher néanmoins à leur essence, et qu'elle juge utile ou convenable, et qu'ainsi elle a pu, déterminée par des raisons graves, approuver la coutume de communier sous une seule espèce, et donner à cette coutume force de loi; le troisième, que l'on reçoit Jésus-Christ tout entier sous une seule espèce, et que par là même en communiant ainsi on n'est privé d'aucune grâce nécessaire au salut; enfin, le quatrième, qu'il n'y a aucune nécessité de donner l'Eucharistie aux enfans qui n'ont pas encore l'usage de raison. Ces chapitres furent suivis de quatre canons prononçant anathème contre ceux qui enseigneraient une doctrine opposée. Le concile ajoutait qu'on examinerait ultérieurement s'il était propos de permettre l'usage du calice dans quelques provinces et sous quelles conditions.

Après les décrets de doctrine, on publia neuf chapitres de réformation, portant que les évêques devront concéder les ordres et donner les dimissoires et les lettres d'attestation d'une manière absolument gratuite; que personne ne devra être admis aux ordres sacrés sans un titre ecclésiastique ou un patrimoine suffisant; qu'on augmentera dans les cathédrales et dans les collégiales les distributions quotidiennes en faveur des chanoines qui assistent à l'office; que les évêques devront établir un nombre suffisant de prêtres pour desservir les paroisses,

qu'ils pourront en ériger de nouvelles, et diviser ou unir les bénéfices; qu'ils devront donner des vicaires aux curés ignorans; qu'ils visiteront annuellement les bénéfices donnés en commende, et auront soin d'y faire pourvoir aux réparations nécessaires et au salut des âmes. Enfin, le dernier abolit le nom et l'office des queurs dans toute la chrétienté, et ordonne que les indulgences seront publiées par les ordinaires.

On discuta dans les congrégations suivantes les questions de doctrine touchant le sacrifice de la messe, et en outre, la demande faite par l'empereur d'accorder l'usage du calice aux laïques en Allemagne. Les voix furent extrêmement partagées sur cet article; plusieurs opinèrent pour le refus, d'autres pour la concession; d'autres enfin pour renvoyer l'affaire au pape, et après de longues discussions ce dernier parti fut adopté. Les ambassadeurs de l'empire et ceux de France renouvelèrent encore leurs instances pour faire proroger la session; les premiers, parce que l'empereur devait tenir une diète à Francfort, et qu'il se flattait toujours de pouvoir engager les protestans à venir au concile; les autres, parce qu'on attendait incessamment le cardinal de Lorraine avec un grand nombre de prélats français. Mais les matières étant prêtes, on tint au jour indiqué c'est-à-dire le 17 septembre, la vingt-deuxième session où l'on publia le décret dogmatique sur le sacrifice de la messe. Ce décret contient neuf chapitres, dont le premier traite de l'institution du saint sacrifice faite par Jésus-Christ dans la dernière cène, où il établit ses apôtres prêtres de la loi nouvelle par ces paroles : *Faites ceci en mémoire de moi*. Le second déclare que le sacrifice de la messe est propitiatoire pour les vivans et pour les morts. Les autres concernent les messes en l'honneur des saints, le canon, les cérémonies, les messes privées, c'est-à-dire où le prêtre communie seul; enfin l'obligation de mêler de l'eau avec le vin dans le calice.

et la défense de célébrer la messe en langue vulgaire. Viennent ensuite neuf canons portant anathème contre les erreurs opposées à cette doctrine, puis un décret concernant ce que l'on doit observer ou éviter pour célébrer le saint sacrifice avec le respect convenable. On y enjoit aux évêques d'abolir tout ce qui ressent la simonie ou l'avarice, de ne point laisser dire la messe aux prêtres inconnus, vagabonds ou scandaleux, ni dans les maisons particulières et hors des chapelles approuvées, enfin d'interdire tous les abus introduits par l'irrévérence ou la superstition. Le décret de réformation, publié après celui de dogme, contient onze chapitres, dont le premier renouvelle les anciens canons touchant les mœurs et la conduite des ecclésiastiques. Les autres concernent les qualités requises dans les chanoines, les distributions quotidiennes, l'exécution des dispenses, les appels, les vœux pieux, l'administration des hôpitaux, et autres établissements de charité. Enfin, le dernier prononce différentes peines contre les usurpateurs des biens ecclésiastiques. On lut aussi dans cette session la confession de foi du patriarche des Assyriens, qui était venu à Rome pour rendre obéissance au souverain pontife et recevoir de lui l'institution canonique. On croit que ce patriarche, nommé Abd-Ysu, était le successeur immédiat de Sulaka, qu'on a vu faire la même chose sous le pontificat de Jules III.

La session suivante fut indiquée pour le 12 novembre; mais les contestations qui s'élevèrent sur différens points firent différer jusqu'au 15 juillet de l'année suivante. Comme on traita dans les congrégations de ce qui concernait le sacrement de l'ordre, les évêques espagnols soulevèrent de nouveau la question de la résidence, et cet article, joint à celui de l'institution des évêques, fit naître des discussions si violentes, qu'elles firent presque évanouir, dit le cardinal Pallavicin, toutes les espérances qu'on avait fondées sur la tenue du concile. Il fallut toute

l'habileté et toutes les vertus du cardinal Borromée pour prévenir les funestes effets de ces dissensions. Il n'y avait ni doute ni contestation sur l'obligation de la résidence ; mais les évêques espagnols insistaient pour faire déclarer cette obligation de droit divin, et la plupart des prélats partageaient cet avis. Les autres s'y opposaient d'autant plus vivement qu'on semblait voir dans cette déclaration une atteinte à l'autorité pontificale, puisqu'on avait cru de tout temps que les papes pouvaient dispenser de la résidence. Les mêmes difficultés s'élevèrent au sujet de l'institution des évêques. Plusieurs demandaient avec chaleur qu'elle fût déclarée de droit divin, et les autres soutenaient que les évêques tenaient leur juridiction et leurs pouvoirs du pape, qui seul tenait le sien immédiatement de Jésus-Christ. Cette opinion fut surtout fortement appuyée par Laynez, général des jésuites. Comme on apprit au milieu de ces discussions la prochaine arrivée du cardinal de Lorraine avec plus de vingt prélats français et douze docteurs de Paris, les légats consentirent sans peine, sur la demande des ambassadeurs de France, à proroger la vingt-troisième session, et même à suspendre les congrégations. Le cardinal arriva le 1^{er} novembre, et fut entendu dix jours après dans une congrégation générale, où se trouvèrent tous les prélats au nombre de deux cent dix-huit, avec les ambassadeurs des princes et une foule d'autres personnes. Il fit un discours éloquent sur les maux que l'hérésie causait en France et sur la nécessité d'une solide réformation ; mais il ne toucha en particulier aucune des matières contenues dans les instructions qu'il avait reçues de la cour. Ces instructions lui prescrivaient de demander que l'usage du calice fût rétabli en France ; que l'administration des sacrements aux laïques se fît en langue vulgaire, ainsi que les prières publiques et le chant des psaumes à certaines heures, sans toutefois rien changer à l'office divin en langue latine ; qu'on ordonnât dans toutes les pa-

roisses le prône et le catéchisme pour l'instruction des fidèles ; enfin, que si l'on ne pouvait accorder le mariage des prêtres, on ordonnât du moins, pour remédier aux désordres du clergé, de ne conférer les saints ordres que dans un âge exempt de tout soupçon.

Quoiqu'on eût appréhendé à Rome que le cardinal de Lorraine ne se joignît aux Espagnols et aux Allemands pour s'opposer aux Italiens, il ne laissa pas dans les congrégations suivantes de parler avec beaucoup de modération sur les points débattus. Mais d'autres prélats français soutinrent avec tant de vivacité l'opinion du droit divin sur la résidence et sur l'institution des évêques, qu'ils excitèrent les murmures des Italiens, qui se permirent les plus indécentes railleries. L'évêque de Guadix souleva un orage plus violent. Comme il avança que l'on pouvait être véritablement évêque sans être ni choisi ni confirmé par le pape, que saint Chrysostome, saint Ambroise, saint Augustin et tant d'autres Pères, n'avaient point reçu du pape leur institution, des cris d'anathème s'élevèrent contre lui, on le traita d'hérétique et d'impie qu'il fallait brûler, on se déchaîna contre tous les Espagnols, et ce ne fut qu'avec peine qu'il obtint d'expliquer et de continuer son discours. Enfin, après quelques autres contestations, le légat Hosius, de concert avec le cardinal de Lorraine, représenta que toutes ces discussions irritantes étaient sans objet ; que le point capital et le seul important était de condamner les hérétiques qui prétendaient que les évêques institués par le pape ne sont point de légitimes évêques, et cet avis prévalut plus tard. Mais les disputes se renouvelèrent encore plusieurs fois. Il y eut aussi de vives altercations entre les ambassadeurs de France et d'Espagne au sujet de la préséance, et pour les terminer en laissant la question indécise, on assigna une place hors de rang au comte de Lune, ambassadeur d'Espagne.

Outre les articles de réformation portés dans les in-

structions du cardinal de Lorraine, les ambassadeurs français étaient en outre chargés d'un mémoire contenant jusqu'à trente-quatre articles, où l'on demandait notamment qu'on n'ordonnât aucun prêtre sans lui conférer un bénéfice; qu'on fît reprendre aux diacres et aux sous-diacres leurs anciennes fonctions; que les abbés et les prieurs conventuels fussent tenus d'établir des écoles, des infirmeries et des hospices; que la pluralité des bénéfices, les expectatives, les résignations et les commendes fussent entièrement abolies, et la juridiction rendue aux évêques dans toute son étendue; qu'on n'accordât plus de dispenses pour les mariages; que la pénitence publique fût rétablie; enfin, que les synodes diocésains se tinssent au moins une fois chaque année, les conciles provinciaux tous les trois ans, et les conciles généraux tous les dix ans. Les légats ayant communiqué ce mémoire au pape, il en écrivit au roi, dont il loua beaucoup le zèle, mais il lui fît sentir la nécessité de modifier plusieurs articles. Les impériaux de leur côté firent aussi un grand nombre de demandes à peu près semblables. Du reste, l'empereur et le roi de France, tout en demandant la réformation de la cour de Rome, aussi bien que celle de l'Église universelle, insistaient peu sur le premier point, et déclaraient s'en remettre à la sagesse du souverain pontife, qu'on savait y travailler sérieusement.

En effet, Pie IV avait déjà dressé plusieurs constitutions pour la réforme de la pénitencerie, de la daterie, de la chambre apostolique, de la chancellerie et autres offices ou tribunaux de la cour romaine. Il ne prit pas seulement des mesures pour en bannir l'injustice et les moindres vexations, mais il pourvut encore à la diminution des frais et à la prompte expédition des affaires. Il révoqua et abolit toutes les clauses intéressées dans la concession des indulgences et des dispenses d'irrégularité ou d'empêchement de mariage. Il remit sous la juridic-

tion de l'ordinaire les confréries et beaucoup d'autres établissemens , dont l'exemption donnait lieu à des plaintes ou à des abus. Il écrivit aux légats qu'il n'avait pas dessein de créer de nouveaux cardinaux, et que si une promotion devenait nécessaire, il les choisirait tels qu'on pouvait les demander; qu'à l'égard de la résidence, soit qu'on la déclarât de droit divin ou seulement de droit ecclésiastique, il la ferait inviolablement observer par les cardinaux comme par les autres prélats; qu'en toute chose il voulait que le concile fût parfaitement libre, qu'il n'avait jamais défendu d'y prendre une décision sans le consulter, et que s'il était survenu des difficultés sur lesquelles on avait demandé son avis, il n'avait pas cru pouvoir le refuser; mais que cela n'était contraire ni à la liberté du concile, ni à l'usage de l'antiquité, où il était ordinaire de recourir sur toutes les questions importantes aux lumières et à l'autorité du siège apostolique.

Le cardinal de Mantoue, président du concile, vint à mourir sur ces entrefaites, au mois de mars 1563, et sa mort fut bientôt suivie de celle du cardinal Séripand, dont on a un savant commentaire sur les Épîtres de saint Paul. Tout le monde jeta les yeux sur le cardinal de Lorraine comme sur le plus propre par son érudition et par son habileté aux fonctions devenues vacantes; mais le pape, qui redoutait l'influence du parti français, se hâta de nommer pour légats les cardinaux Moron et Navagero, tous deux distingués par leur expérience dans les affaires et par leur zèle pour les intérêts du saint-siège. Les congregations furent suspendues jusqu'à l'arrivée des nouveaux légats. Comme on avait proposé, retouché et modifié, soit à Rome, soit dans le concile, plusieurs formules de décrets sur la résidence et l'institution des évêques, sans pouvoir venir à bout de concilier les deux partis; on choisit enfin pour rédiger ces décrets les cardinaux de Lorraine et de Trente, qui s'associèrent

les plus habiles prélats, et ménagèrent si bien les termes de leur rédaction, qu'ils écartèrent toutes les difficultés. Laissant de côté les mots « de droit divin, » on déclarait par les nouveaux décrets que les évêques, comme successeurs des apôtres, appartiennent principalement à l'ordre hiérarchique, qu'ils ont été établis par le Saint-Esprit pour gouverner l'Église, et qu'ils sont supérieurs aux prêtres. On fit, en outre, un canon pour condamner ceux qui diraient que les évêques institués par l'autorité du pape ne sont pas de vrais et légitimes évêques. Enfin, quant à la résidence, on déclarait que tous les pasteurs des âmes sont obligés par la loi divine de veiller sur les peuples commis à leurs soins, de les instruire, de leur administrer les sacremens, et de remplir d'autres devoirs dont ils ne peuvent s'acquitter quand ils s'éloignent et abandonnent leurs églises comme des mercenaires.

On avait aussi discuté longuement dans les congrégations un décret sur l'autorité du pape, dans lequel on déclarait, suivant les termes du concile de Florence, qu'il avait reçu de Jésus-Christ une pleine puissance de paître, régir et gouverner l'Église universelle. Mais les évêques français s'élevèrent contre la teneur de ce décret, et demandèrent qu'au lieu de ces mots « l'Église universelle, » on mît « toutes les églises. » Les ambassadeurs du roi déclarèrent de leur côté qu'ils avaient ordre de protester contre toute expression contraire à la doctrine de l'université de Paris et du clergé de France touchant la supériorité du concile au-dessus du pape. Enfin, le cardinal de Lorraine fit représenter au pape et au cardinal Borromée que le clergé de France ne consentirait jamais à abandonner cette doctrine ; que par conséquent les expressions de ce décret donneraient lieu infailliblement à des controverses dangereuses ; qu'il était prêt, comme tous les évêques français, à défendre jusqu'à la mort l'autorité du saint-siège, mais qu'elle n'avait pas besoin d'être appuyée sur ces expressions, moins propres

à la fortifier qu'à la faire mettre en discussion, et qu'il conjurait le pape de les faire retrancher. Le cardinal Borromée répondit par une lettre adressée aux légats qu'on ne pouvait légitimement contester ces expressions, mais que s'il n'était pas possible de les faire adopter sans une fâcheuse division, le pape s'en remettait à la prudence des légats pour prendre tel parti qu'ils jugeraient convenable. En conséquence, le décret fut supprimé comme étant peu nécessaire, puisque l'autorité du pape était suffisamment établie de fait par la présidence des légats.

Toutes les difficultés étant levées, on tint, selon l'usage, pour voter sur les décrets préparés une dernière congrégation générale le 14 juillet 1563, et le lendemain la vingt-troisième session, où se trouvèrent plus de deux cents prélats avec les ambassadeurs de l'Empire, ceux des rois de France, d'Espagne, de Portugal, de Pologne, de la république de Venise, du duc de Savoie et de plusieurs autres princes. On y publia un décret de doctrine sur le sacrement de l'ordre en quatre chapitres, dont le premier traite de l'institution du sacerdoce, le second des ordres sacrés et des ordres mineurs; le troisième déclare que l'ordre est un vrai sacrement qui se confère par des paroles et des signes extérieurs; le quatrième, que ce sacrement imprime un caractère ineffaçable, qu'il établit une distinction réelle entre les prêtres et les laïques, que les évêques appartiennent principalement à l'ordre hiérarchique de l'Église, et peuvent faire plusieurs fonctions qui ne sauraient être exercées par les prêtres, enfin que non-seulement le défaut d'intervention de la part du peuple ou de la puissance séculière ne rend point l'ordination nulle, mais qu'au contraire ceux qui n'auraient été choisis et établis que par le peuple ou par la puissance séculière, ne doivent point être tenus pour de vrais ministres de l'Église. Cette exposition de doctrine est suivie de huit canons prononçant anathème contre les erreurs des hérétiques.

Le décret de réformation qui fut publié ensuite contient dix-huit chapitres, dont le premier, touchant la résidence, contient une extension de celui qui avait été fait sous Paul III sur la même matière ; il comprend nommément les cardinaux, fixe le temps de l'absence à deux ou trois mois au plus, et prononce différentes peines contre les transgressions ; le second chapitre enjoint aux évêques nommés de se faire sacrer au plus tard dans trois mois après la réception de leurs bulles, et le troisième de conférer les ordres par eux-mêmes. Les suivants concernent les qualités requises pour être promu aux ordres ou aux bénéfices. Le dixième porte que les abbés ne pourront donner la tonsure ou les ordres mineurs qu'aux religieux soumis à leur juridiction ; le onzième ordonne d'observer les interstices entre chaque ordre ; le douzième fixe à vingt et un ans accomplis l'âge requis pour le sous-diaconat, à vingt-deux pour le diaconat, et à vingt-quatre pour la prêtrise ; le quinzième interdit aux prêtres d'entendre les confessions à moins d'avoir un bénéfice portant titre de cure, ou d'avoir obtenu l'approbation de l'évêque ; le seizième renouvelle le sixième canon du concile de Chalcédoine portant que l'on ne devra ordonner aucun prêtre sans l'attacher à un titre ou à une fonction ; enfin le dix-huitième ordonne l'établissement des séminaires dans chaque diocèse, établissement qui fut jugé si utile et si nécessaire, que plusieurs prélats n'hésitaient pas à dire que quand on ne devrait pas tirer d'autres fruits du concile, celui-là seul dédommagerait amplement de toutes les peines. Le pape fut le premier à donner l'exemple par la fondation du séminaire romain, dont il confia le soin aux jésuites.

On indiqua la session suivante pour le 16 septembre ; mais plusieurs difficultés qui survinrent ensuite obligèrent de la proroger. Il y eut d'abord de longues discussions au sujet des mariages clandestins, dont on voulut prononcer la nullité, comme le seul moyen d'empêcher

cet abus, contre lequel toutes les défenses des conciles précédents avaient été inefficaces. Le cardinal Moron, président du concile, et les autres légats combattirent cette résolution, et firent même à ce sujet une sorte de protestation portant qu'ils n'adhéraient au décret qu'à la condition qu'il serait approuvé par le pape. On voulut enfin faire un décret pour la réformation des princes, c'est-à-dire, pour défendre les privilèges ou immunités du clergé contre les entreprises de la puissance temporelle. Le décret projeté avait pour objet de rendre les ecclésiastiques, soit dans leur personne, soit dans leurs biens même patrimoniaux, entièrement indépendans du pouvoir laïque, et de substituer à cet égard le pape et les évêques aux princes et aux magistrats. Ce n'était, comme on peut aisément le remarquer, qu'une confirmation des anciennes lois canoniques. Mais le roi de France envoya un ordre précis à ses ambassadeurs de protester contre cette mesure, et de quitter le concile en cas qu'on voulût passer outre. Le président Duferrier fit à ce sujet un discours très-vif, où il dit entre autres choses qu'on ne pouvait s'étonner assez de voir que le clergé, après avoir donné lieu aux troubles présents par les désordres et les abus dont on se plaignait depuis si longtemps, s'occupât si peu d'y remédier, et qu'au lieu de se réformer lui-même, comme tout le monde l'attendait d'un concile convoqué surtout à cette fin, il entreprit de réformer les souverains et de mettre des bornes à la puissance qu'ils tiennent de Dieu. L'évêque de Montefiascone lui répondit avec la même vivacité, et Duferrier répliqua par une apologie encore plus véhémente, qu'il fit imprimer ensuite avec son discours. Après cette protestation il se retira à Venise, où Pibrac était déjà; quant à Lanzac, il avait été rappelé en France. L'empereur fit aussi des réclamations, et le concile ajourna d'abord son décret, et finit par le modifier.

On tint, le 11 novembre, la vingt-quatrième session,

où l'on publia une exposition de la doctrine catholique sur le sacrement de mariage, avec douze canons pour condamner les erreurs des hérétiques. Nous citerons comme les plus remarquables ceux qui prononcent anathème contre quiconque soutiendrait que le lien du mariage peut être rompu pour cause d'hérésie, que le mariage non consommé n'est pas annulé par la profession solennelle d'une des parties dans un ordre religieux, que l'Église n'a pas le pouvoir d'établir des empêchemens dirimans, ou qu'elle se trompe lorsqu'elle enseigne que le mariage n'est pas dissous par l'adultère ; enfin contre quiconque dirait que les causes concernant le mariage n'appartiennent pas aux juges ecclésiastiques. Ces canons sont suivis d'un décret en dix chapitres, dont le premier concerne les mariages clandestins. On y confirme d'abord le décret du quatrième concile de Latran, qui prescrit la publication de trois bans, à moins qu'il n'y ait dispense de l'évêque, et ensuite on déclare nuls et invalides les mariages contractés hors de la présence du curé ou d'un autre prêtre délégué par lui ou par l'évêque, et de deux ou trois témoins (1). Ce même chapitre frappe d'anathème ceux qui soutiennent que les mariages contractés par les enfans sans le consentement de leurs parens sont nuls, et que les pères et mères peuvent les rendre valides ou les annuler. Les trois suivans traitent des empêchemens pour cause d'affinité spirituelle, d'honnêteté publique et de fornication. Il est à remarquer que le concile restreint beaucoup à cet égard les empêchemens établis par l'ancienne jurisprudence canonique. Le cinquième chapitre ordonne que ceux qui auront sciemment contracté mariage dans les degrés défendus, seront séparés sans espoir d'obtenir dispense, et qu'on ne donnera jamais de dispense au second de-

(1) Bérault Bercastel avec son ignorance ordinaire affirme que la publication des trois bans est aussi prescrite sous peine de nullité.

gré, si ce n'est en faveur des grands princes et pour quelque intérêt public. Le sixième concerne l'empêchement du rapt. On marque dans le septième les précautions à prendre pour le mariage des vagabonds. On prononce anathème dans les deux suivans contre les concubinaires qui négligeraient de se séparer après trois avertissemens , et contre tous ceux qui gêneraient la liberté du mariage. Enfin, le dixième confirme les anciennes défenses des noces pendant l'Avent et le Carême.

Un autre décret de réformation, publié à la suite du précédent, contient vingt et un chapitres, dont les onze premiers concernent le choix des cardinaux et des évêques, la tenue des conciles provinciaux, la visite épiscopale, la prédication et le catéchisme, le jugement des évêques, la pénitence publique et autres objets d'administration pastorale. On y statue notamment que les cardinaux devront être choisis autant que possible dans toutes les nations chrétiennes; que les conciles provinciaux devront se tenir tous les trois ans, et les synodes diocésains chaque année; que nul ne pourra prêcher, même dans les églises des religieux, malgré la défense de l'évêque diocésain; que les évêques pourront dispenser des irrégularités occultes, excepté pour homicide, et absoudre également de tous les cas occultes réservés au saint-siège; que pour ce qui regarde la visite épiscopale et la correction des mœurs, leurs ordonnances seront exécutées nonobstant toute exemption et tout appel; enfin, que la connaissance et le jugement des causes concernant la déposition des évêques seront réservés au souverain pontife. Le cardinal de Lorraine protesta contre cet article, contraire à la discipline reçue en France, et contre une clause du vingtième chapitre, qui ôte aux évêques le jugement des causes que le pape voudra évoquer à lui ou commettre à d'autres. Le douzième chapitre détermine les qualités et l'âge requis pour parvenir aux canonicats et aux dignités des cathé-

drales. Le treizième ordonne de distinguer les paroisses dans les villes par des limites certaines. Nous citerons parmi les suivans, comme les plus remarquables, le seizième, qui ordonne qu'à la vacance du siège épiscopal le chapitre devra nommer, dans le délai de huit jours, un vicaire-général pour l'administration du diocèse; le dix-septième, qui défend la pluralité des bénéfices; le dix-huitième, concernant l'administration des paroisses vacantes, et portant que les cures devront être mises au concours; le dix-neuvième, qui abolit les réserves et les expectatives; enfin, le vingtième, qui contient plusieurs ordonnances concernant le jugement des causes ecclésiastiques.

Les prélats soupiraient après la fin du concile, et plusieurs l'avaient même déjà quitté sans congé. Mais ce qui détermina principalement à le terminer au plus tôt, ce fut la nouvelle d'une maladie dangereuse dont le pape fut attaqué. On travailla donc promptement à terminer les matières qui restaient à décider, et l'on avança au 3 décembre la vingt-cinquième session, qui avait été indiquée seulement pour le 9, et qui fut la dernière. On y publia deux décrets de doctrine, l'un sur le purgatoire, l'autre sur l'invocation des saints et sur la vénération des reliques et des saintes images. Ils contiennent l'exposition de la foi catholique avec la condamnation des nouvelles hérésies, et l'on y recommande aux évêques de faire instruire les peuples avec soin sur ces matières, et d'abolir les abus qui pourraient avoir été introduits par l'ignorance ou la superstition. Il est défendu en particulier de faire aucune image insolite, de publier de nouveaux miracles ou d'exposer de nouvelles reliques sans l'approbation de l'évêque. Ces décrets furent suivis de deux autres sur la réformation. Le premier contient vingt-deux chapitres concernant les religieux et les religieuses. On y statue notamment que tous les monastères et couvens, même ceux des ordres mendiants, à l'except-

tion des capucins et des observantins, pourront à l'avenir posséder des biens immeubles ; que nul couvent ne pourra être établi sans la permission de l'évêque diocésain ; qu'on ne pourra faire profession dans les maisons d'hommes ou de religieuses avant l'âge de seize ans ; enfin, on y défend de donner les monastères en comende. Le second décret contient vingt et un chapitres, dont le premier prescrit aux cardinaux, aux évêques et à tous les bénéficiers de donner l'exemple de la modestie, de la frugalité et des autres vertus, et leur défend en particulier d'enrichir leurs parens des revenus de l'Eglise ; le second chapitre ordonne à tous les prélats de faire une profession de foi catholique, avec promesse d'obéissance au souverain pontife dans le premier concile provincial tenu après leur nomination, et à tous les autres bénéficiers dans le premier synode diocésain ; le troisième contient des réglemens pour prévenir l'abus de l'excommunication ; les suivans concernent la réduction des fondations, les titres requis pour certains bénéfices, la visite des chapitres exempts, les coadjutoreries, l'administration des hôpitaux ; le droit de patronage, la nomination des juges ecclésiastiques pour les causes réservées au saint-siège, les conventions abusives dans le loyer des biens ecclésiastiques, l'obligation de payer les dîmes, les procédures contre les clercs concubinaires, et les règles à observer pour la concession des dispenses. Le dix-neuvième prononce des peines contre le duel. Le vingtième confirme en termes généraux les anciennes lois canoniques touchant les privilèges des clercs et les libertés de l'Eglise, et exhorte les princes à les respecter eux-mêmes et à les faire observer par leurs officiers. Ce fut à cela qu'on réduisit le décret projeté sur la réformation des princes.

Comme le temps ne permit pas d'expédier toutes les affaires avant la nuit, on se rassembla le lendemain pour continuer la session, et l'on y publia encore plusieurs dé-

crets, dont le premier concerne les indulgences, le second l'observation des lois de l'Église, et spécialement du jeûne, de l'abstinence et des fêtes; le troisième ordonnait de remettre entre les mains du pape le travail des commissaires sur le catalogue des livres défendus, sur le Catéchisme, le Missel et le Bréviaire, pour être terminé et publié par la sagesse et l'autorité du saint-siège. Un autre décret exhortait les princes à faire observer et respecter les décisions du concile par les hérétiques. Enfin, après une nouvelle lecture des décrets publiés sous les papes Paul III et Jules III, on prononça la clôture du concile, ce qui fut suivi de nombreuses acclamations. Les actes furent souscrits par tous les pères, au nombre de deux cent cinquante-cinq, savoir : six cardinaux, trois patriarches, vingt-cinq archevêques, cent soixante-huit évêques, sept généraux d'ordres, sept abbés et trente-neuf procureurs d'absens. Tous au mot *j'ai souscrit* ajoutèrent *en définissant*, excepté les procureurs qui n'avaient pas joui du droit de suffrage. Ainsi fut terminé, le 4 décembre 1563, le concile de Trente, commencé en 1545 et deux fois interrompu. Il s'y trouva des évêques d'Italie, de France, d'Allemagne, d'Espagne, de Portugal, d'Angleterre, d'Irlande, de Pologne, de Hongrie et de la Grèce, avec un grand nombre de théologiens et de jurisconsultes de toutes les nations. Il est regardé sans aucune contestation par tous les catholiques comme œcuménique, et si les réglemens de discipline qu'il a publiés n'ont pas été partout mis en vigueur parce que la discipline peut dépendre des circonstances, ses décisions en matière de dogmes ont été reçues constamment comme règle de foi dans toute l'Église.

LIVRE QUARANTE-DEUXIÈME.

DEPUIS LA CONCLUSION DU CONCILE DE TRENTE JUSQU'À LA
FIN DU SEIZIÈME SIÈCLE.

DE 1563 A 1600.

Les décrets du concile de Trente furent remis au pape par les légats chargés de lui en demander la confirmation, et Pie IV, dans un consistoire tenu à cet effet, le 26 janvier 1564, publia une bulle par laquelle il confirmait toutes les décisions et ordonnances du concile depuis sa première ouverture sous Paul III jusqu'à sa conclusion, avec ordre à tous les évêques et autres prélats de les observer dans leurs églises et leurs diocèses, sous les peines de droit, et de les faire observer par tous les fidèles soumis à leur juridiction. Il défendait en même temps à toutes personnes ecclésiastiques ou séculières, sous peine d'excommunication encourue par le seul fait, de publier aucuns commentaires, gloses, notes ou interprétations quelconques sur les décrets de ce concile, ajoutant qu'il réservait au saint-siège, comme le concile lui-même l'avait ordonné, l'éclaircissement et la décision de toutes les difficultés et de tous les doutes qui pourraient naître à ce sujet. Ce fut pour cette fin qu'on établit une congrégation de cardinaux, connue sous le nom de congrégation du concile de Trente. Le pape déclara par une seconde bulle que les décrets du concile seraient obligatoires à dater du 1^{er} mai. Enfin, par une autre bulle du 24 mars, il confirma l'*Index* dressé par les commissaires du concile, c'est-à-dire le catalogue des livres défendus, avec des règles, au nombre de dix, contenant quelques dispositions générales et indiquant les

diverses catégories d'ouvrages dont la lecture devait être interdite. Il y est ordonné notamment que les fidèles ne pourront lire la Bible en langue vulgaire sans en avoir obtenu la permission par écrit de l'évêque, et, en outre, sous la condition expresse que la traduction soit approuvée et l'auteur incontestablement reconnu pour orthodoxe. On ajoute que les évêques conserveront d'ailleurs le droit de défendre dans leurs diocèses tous les livres qu'ils jugeront dangereux. Enfin, on prononce l'excommunication, encourue par le seul fait, contre tous ceux qui oseront contrevenir à ces ordonnances, et lire ou seulement garder et à plus forte raison imprimer ou débiter des ouvrages défendus.

La bulle qui confirmait le concile fut envoyée à tous les princes catholiques avec des lettres et des nonces pour les exhorter à le faire recevoir dans leurs états. Le roi de Portugal, le duc de Savoie et les Vénitiens s'empressèrent d'en faire publier les décrets; Philippe II, roi d'Espagne, mécontent de ce qu'on l'avait terminé contre son gré et de quelques réglemens contraires aux intérêts ou aux usages de son royaume, éleva d'abord quelques difficultés, et parut montrer de l'hésitation; mais il le fit enfin publier dans ses états d'Espagne, dans les Pays-Bas et dans les royaumes de Naples et de Sicile, avec des ordres secrets pour mettre à couvert les droits de sa couronne, mais sans aucune restriction formelle. Il en fut de même en Pologne, où Commendon, légat du pape, vint à bout, par son habileté, de surmonter tous les obstacles qui semblaient devoir s'opposer à la réception du concile. Ayant d'abord gagné le roi Sigismond, qui malgré sa condescendance pour les sectaires était sincèrement catholique, il obtint d'être introduit dans l'assemblée des états convoqués à Varsovie, et y fit un discours éloquent et plein de force, qui entraîna presque tous les suffrages. Il montra par un rapide exposé des faits que la convocation du concile et toutes

ses opérations avaient eu lieu selon les formes canoniques ; il insista sur la sagesse et la maturité des délibérations, sur le nombre et les lumières des prélats et des docteurs qui y avaient pris part ; et ensuite, s'étendant sur les preuves de l'autorité et de l'infailibilité de l'Eglise, il représenta que les sectaires, après en avoir secoué le joug sous prétexte de s'en tenir uniquement à la parole de Dieu, avaient été obligés bientôt, par leurs interminables disputes sur le sens de l'Ecriture, d'invoquer le témoignage de la tradition, de tenir des synodes et d'employer l'excommunication contre les dissidens, c'est-à-dire de se mettre en contradiction avec eux-mêmes et de substituer leur propre autorité à celle de l'Eglise catholique ; enfin, il insista sur les variations perpétuelles des hérétiques, sur leurs innombrables divisions, et fit surtout une peinture énergique des troubles, des séditions, des meurtres, des pillages, des sacrilèges, et de tous les désordres qu'avait produits la réforme dans les états où elle avait pénétré. Ce discours déconcerta les sectaires. L'archevêque de Gnesne, prélat ambitieux qui espérait à l'aide des dissensions étendre son autorité, s'était proposé d'abord de régler dans un concile national toutes les affaires de la religion, et n'ayant pu exécuter ce dessein, il proposa de recevoir le concile de Trente, mais seulement après que les actes en auraient été examinés par le roi en son conseil. Cet avis, qui soumettait le concile au jugement séculier, excita un murmure général d'indignation parmi les évêques et les seigneurs catholiques. Alors le roi, au grand applaudissement de la majorité des états, ordonna la publication du concile, et en fit donner acte au nonce par le chancelier.

Le clergé de France, soit dans les conciles provinciaux, soit dans les synodes diocésains, s'empressa de souscrire unanimement et sans réserve aux décisions du concile de Trente ; mais ses instances longtemps réitérées ne pu-

rent jamais en obtenir la publication légale. D'une part la cour prétextait la crainte d'irriter davantage les calvinistes, et de l'autre le parlement de Paris fit une opposition motivée sur quelques réglemens contraires à la discipline reçue en France, notamment en ce qui regardait le jugement des évêques, et autres causes réservées au pape, et sur quelques dispositions qu'il jugeait contraires aux droits de l'autorité temporelle ou à l'indépendance de la couronne : comme, par exemple, le droit attribué aux évêques de procéder contre les laïques par amende et par emprisonnement, et les peines prononcées à l'occasion du duel contre les souverains qui les permettraient. On trouvait un autre motif dans le décret pour l'abolition des commendes, que le roi voulait maintenir comme un moyen de s'attacher les évêques ou les familles puissantes. Mais la raison principale était la honte de paraître condamner la protestation faite par les ambassadeurs français dans les dernières sessions, et celle de Henri II contre l'assemblée tenue sous Jules III. Le jurisconsulte Charles du Moulin fit imprimer à ce sujet une consultation, où il critiquait audacieusement les décrets du concile, et reproduisait contre son autorité toutes les prétentions mises en avant par les sectaires. Comme sa foi était depuis longtemps suspecte, cet écrit fit ordonner contre lui des poursuites ; il fut ajourné à comparaître devant le parlement, et condamné à la prison. Toutefois, quelque temps après le roi le fit mettre en liberté, mais à condition qu'il n'imprimerait rien sans permission. Du Moulin avait été d'abord calviniste, il se rapprocha ensuite des luthériens, et cette versatilité l'ayant exposé à de vives attaques de la part des sectaires de France, il revint à la religion catholique. Il présenta même une requête pour faire informer contre les violences des calvinistes, et fit voir à cette occasion que leur audace turbulente continuait de braver l'autorité royale, et ne tenait aucun compte des clauses et des

restrictions portées dans les derniers édits de pacification. Il mourut quelques années plus tard dans la communion de l'Église. Un autre avocat nommé Baudoin, qui s'était aussi laissé séduire par les calvinistes, ayant abjuré l'hérésie, publia vers le même temps quelques écrits, où l'on vit quelles étaient les mœurs des prétendus réformateurs.

Comme le concile avait laissé au pape à prononcer sur la concession du calice aux laïques, l'empereur Ferdinand, de concert avec l'électeur de Bavière, fit les plus vives instances à Rome pour obtenir cette concession en faveur de l'Allemagne, et il demanda en même temps pour les prêtres qui s'étaient mariés la permission de retenir leurs femmes en rentrant dans le sein de l'Église. Le pape crut devoir accorder la première demande, mais quant au second point, il ne jugea pas à propos de déroger à une discipline constamment observée dans l'Église. L'empereur Ferdinand étant mort sur ces entrefaites, au mois de juillet 1564, Maximilien II, son fils et son successeur, réitéra la même demande, et ne réussit pas mieux. Ces circonstances retardèrent quelque temps la publication du concile en Allemagne, où les protestans l'attaquèrent par les diatribes les plus violentes. Le pape Pie IV ne bornait pas ses soins à le faire publier ; il nomma une commission de huit cardinaux pour en faire exécuter les décrets par les officiers de la cour de Rome, qui se montraient fort opposés aux réformes qu'on leur avait imposées ; il publia plusieurs bulles contre les bénéficiers qui violeraient la loi de la résidence ; il révoqua toutes les exemptions et privilèges contraires aux ordonnances du concile, et dressa la formule de confession de foi prescrite à tous ceux qui seraient promus aux bénéfices ou dignités ecclésiastiques.

L'hérésiarque Calvin mourut le 27 mai de cette même année 1564. Théodore de Bèze, son disciple et son successeur, dit qu'il expira paisiblement à la suite d'une

maladie de langueur ; mais un grand nombre d'autres écrivains, soit catholiques, soit luthériens, rapportent d'après des témoins oculaires qu'il fut atteint d'une maladie horrible et dégoûtante, et qu'il mourut en désespéré, maudissant sa vie et ses écrits. Nous ne reviendrons pas sur le détail de ses erreurs, dont la plupart lui sont communes avec les autres chefs de la réforme. Nous rappellerons seulement qu'il rejette le libre arbitre, la nécessité des bonnes œuvres, la présence réelle dans l'Eucharistie, la messe, le purgatoire et les indulgences, qu'il n'admet que deux sacremens, le baptême et la cène, et qu'il ne croit pas même le baptême d'une nécessité absolue ; qu'il condamne comme une idolâtrie le culte des saints, la vénération des reliques, des saintes images et même de la croix ; enfin qu'il n'admet ni l'institution divine du pape et des évêques, ni même l'ordination et le caractère sacré des autres ministres de la religion. Il établit cependant une sorte de hiérarchie arbitraire comprenant des diacres, des anciens, des surveillans et différentes sortes d'assemblées ou consistoires. La plus grande partie des volumineux ouvrages qu'il a laissés se compose de commentaires sur l'Écriture sainte ; le reste comprend des traités polémiques, et quelques opuscules peu importans sur différentes matières. On remarque dans ses écrits de la clarté, de la méthode, avec un style correct et élégant, mais peu de chaleur et de vivacité, à moins qu'on ne donne ce nom aux injures grossières et triviales qu'il vomit à chaque instant contre ses adversaires. Son orgueil, son caractère despotique, ses passions haineuses et ses emportemens le rendaient tellement insupportable, même à ses sectateurs et à ses amis, que Martin Bucer, dans une lettre qu'il lui écrivait familièrement, n'hésitait pas à dire qu'il était moins semblable à un homme qu'à un chien enragé. On peut juger de son fanatisme et de sa cruelle intolérance par une lettre qu'il écrivit pendant les guerres civiles à Dupoet,

chef d'une troupe de calvinistes dans le Dauphiné : « Ne faites faute, lui dit-il, de défaire le pays de ces zélés faquins qui exhortent les peuples par leurs discours à se roidir contre nous, et veulent faire passer pour rêverie notre croyance. Pareils monstres doivent être étouffés, comme fis ici en l'exécution de Michel Servet. »

Vers le même temps le duc de Wurtemberg, attaché au luthéranisme, et l'électeur palatin, qui s'était déclaré pour les sacramentaires, ménagèrent une conférence à Maubrun, près de Spire, entre les théologiens des deux partis pour tenter de les réunir ; mais elle eut le même résultat que toutes les autres. Chaque parti invoqua l'Écriture sainte, l'interpréta en sa faveur, et s'attribua la victoire. Les luthériens eux-mêmes continuaient d'être divisés dans la Saxe sur plusieurs points déjà signalés, et le duc de Saxe, ayant entrepris vainement de leur imposer silence, fit tenir aussi quelque temps après une conférence à Altembourg, qui n'eut d'autre effet que d'aigrir davantage les esprits. Sigismond Zapoli, prince de Transylvanie, avait embrassé depuis peu la réforme, et s'était déclaré pour la confession d'Ausbourg. Mais les sacramentaires s'empressèrent d'envoyer des prédicans de leur parti dans cette province, qui devint bientôt le réceptacle de toutes les erreurs. François David, l'un des surintendans des églises luthériennes, disputa d'abord vivement contre les calvinistes ; il se laissa ensuite gagner à leur doctrine, et finit par embrasser le socinisme, dont il infecta même le prince Sigismond. La confusion était plus grande encore en Pologne, où il y avait des luthériens rigides et d'autres mitigés, des calvinistes, des frères de Bohême, et plusieurs sortes d'antitrinitaires. Ces différentes sectes tenaient perpétuellement des synodes ou conférences sans pouvoir parvenir à s'entendre. Les protestans objectèrent vainement aux antitrinitaires qu'ils renversaient les fondemens du christianisme. On leur répondit, suivant leur méthode, que les dogmes de la

trinité et de l'incarnation étaient des nouveautés introduites par l'Église romaine ; ils alléguèrent des passages de l'Écriture sainte, et comme on prétendit, à leur exemple, les interpréter dans un sens figuré, ils eurent recours aux explications qu'en avaient données les anciens Pères, et finirent par excommunier les antitrinitaires. Mais ceux-ci crièrent à la tyrannie, méprisèrent cette excommunication, se moquèrent de la tradition qu'on leur opposait contre les principes de la réforme, et publièrent des libelles où ils versaient le ridicule à pleines mains sur les variations et les inconséquences de leurs adversaires. Un grand nombre de seigneurs partisans des antitrinitaires les appuyaient sous-main dans les diètes, et osaient quelquefois prendre la parole en leur faveur. Le roi Sigismond, par les exhortations du nonce Commendon, bannit de ses états tous les prédicans étrangers. Il ordonna bientôt après la même peine contre tous ceux qui seraient convaincus de rebaptiser ou de nier le mystère de la sainte Trinité. Mais les antitrinitaires ne laissèrent pas de se maintenir et de former des églises dans un grand nombre de villes et de bourgs de la Pologne et de la Lithuanie. Les calvinistes, après avoir tenté vainement de réunir toutes les sectes pour se soutenir contre les catholiques, finirent par se joindre à ceux-ci pour demander le bannissement des antitrinitaires, et voyant le nombre des dissidens augmenter chaque jour, ils furent obligés d'en revenir aux conférences, avec aussi peu de succès qu'auparavant. On y proposa une tolérance mutuelle, qui fut d'abord admise et bientôt violée. Enfin, l'an 1570, dans un synode tenu à Sandomir, les calvinistes, les luthériens et les frères de Bohême parvinrent à se réunir au moyen d'une confession de foi équivoque et que chaque parti pouvait interpréter à sa manière. Mais les antitrinitaires demeurèrent exclus de cet accord. Ils étaient eux-mêmes partagés en plusieurs sectes, lorsque quelques années plus tard Fauste Socin, neveu de

Lélio Socin, les réunit et leur donna son nom. Les soci-niens rejettent les dogmes de la trinité et de l'incarnation, la divinité de Jésus-Christ, le péché originel, l'éternité des peines et tous les mystères du christianisme. Quant à leur morale, elle se rapproche sur plusieurs points de celle des anabaptistes. Ils enseignent notamment qu'il n'est pas permis aux chrétiens de faire la guerre, de condamner à mort, ni de défendre leur vie contre une injuste agression (1).

On tint dans toute la chrétienté un grand nombre de conciles particuliers, tant pour la réception du concile de Trente que pour obéir au décret concernant la célébration des conciles provinciaux. Un des premiers fut celui de Reims, convoqué par le cardinal de Lorraine et tenu au mois de novembre 1564. On y dressa une profession de foi pour être souscrite, suivant l'ordonnance du concile de Trente, par tous les ecclésiastiques, avec un grand nombre de réglemens sur la conduite et les devoirs des pasteurs, sur la résidence, sur la prédication, la visite des paroisses, la promotion aux ordres et aux bénéfices, et sur divers autres objets de discipline. Le cardinal de Châtillon, évêque de Beauvais, déjà excommunié et déposé par le pape, ayant refusé de venir à ce concile sans envoyer ni excuse ni procureur, fut unanimement déclaré contumace, et l'on écrivit au roi pour le prier de faire exécuter la sentence portée contre ce prélat scandaleux. Mais le cardinal de Lorraine s'abstint par délicatesse de prononcer dans cette affaire, à cause des inimitiés qui existaient entre sa maison et celle des Coligny. Maximilien de Bergue, premier archevêque de Cambrai, tint le concile de sa province, au mois d'août 1565, et l'on y publia, comme à Reims, un grand nombre de statuts pour mettre en vigueur la dis-

(1) Pallav. *Hist. conc. Trid.* — Bols. *Vit. Calv.* — Papyr. Mass. — De Thou. — Sand. *Bibl. Antitr.* — Rain.

cipline du concile de Trente, dont les décrets furent solennellement acceptés. Il en fut de même en Portugal, dans le concile de Brague, tenu la même année par le pieux archevêque Barthélemy des Martyrs, et en Espagne, dans les conciles de Tolède, de Saragosse, de Valence et de Salamanque.

Saint Charles Borromée, malgré ses vives instances pour obtenir la permission de se retirer dans son diocèse, était retenu à Rome par les ordres du pape, dont il partageait la sollicitude et secondait les soins d'une manière si utile pour le bien de l'Église. On devait à la prudence et à la modération de ses conseils quelques-uns des principaux décrets de réformation publiés au concile de Trente, et c'était lui qui avait principalement déterminé le pape à les confirmer tous sans exception, contre l'avis de plusieurs cardinaux qui opinaient à en rejeter quelques articles, comme restreignant trop la puissance pontificale. On devine aisément qu'il s'empressa de se conformer lui-même aux prescriptions de ce concile, et de les faire observer par ceux qui dépendaient de lui. Il supprima d'abord le luxe de sa maison, congédia tout d'un coup quatre-vingts officiers ou domestiques, et défendit aux ecclésiastiques attachés à sa personne tout ce qui semblait peu conforme à la modestie cléricale, et en particulier l'usage de la soie dans leurs vêtemens. Il ne voulut plus porter lui-même que des habits de laine, et multiplia ses prières, ses austérités et ses aumônes. Il avait un si vif désir de la perfection, qu'il eut la pensée de quitter ses dignités et de se retirer dans un monastère pour s'appliquer uniquement à sa propre sanctification. Mais il en fut détourné par le pieux Barthélemy des Martyrs, qui lui représenta combien son exemple et son influence pouvaient servir au bien de l'Église et particulièrement à la réformation de la cour de Rome. Il contribua, en effet, à corriger plusieurs abus; il fit réparer ou embellir plusieurs églises avec une magnifi-

cence extraordinaire, et la vue de ces riches édifices excita l'émulation des cardinaux et des évêques, qui s'empressèrent à l'envi de suivre cet exemple dans leurs bénéfices ou dans leurs diocèses.

Comme il ne pouvait résider dans son archevêché, dont il avait été pourvu d'ailleurs avant d'être prêtre, il y avait établi un évêque suffragant, auquel il adjoignit un second grand-vicaire, nommé Ormanète, qui avait rempli les mêmes fonctions sous le vertueux Gilbert, évêque de Vérone, puis sous le cardinal Polus en Angleterre, et qui ensuite avait paru avec distinction au concile de Trente. Ce grand vicaire, plein de zèle pour la discipline, s'empressa d'assembler un synode diocésain, où les ecclésiastiques, au nombre d'environ douze cents, souscrivirent la profession de foi prescrite par le concile de Trente. Il s'occupa ensuite d'établir un séminaire, visita une partie des églises du diocèse, et réforma plusieurs désordres dans les maisons religieuses. Mais le diocèse de Milan, où depuis quatre-vingts ans les archevêques ne résidaient point, était dans un état si déplorable, qu'Ormanète vit bientôt son autorité insuffisante contre les abus, et écrivit au saint cardinal que la présence du premier pasteur était nécessaire pour y remédier. Saint Charles, redoublant alors ses instances auprès du pape, obtint la permission de venir passer au moins quelque temps dans son diocèse. Il partit de Rome, le 1^{er} septembre 1565, revêtu du titre de légat, et dès qu'il fut arrivé à Milan il s'occupa de tenir son concile provincial. De seize évêques suffragans de sa métropole il y en eut onze qui s'y rendirent en personne, entre autres Jérôme Vida, évêque d'Albe, célèbre par ses poésies, et Nicolas Sfondrat, évêque de Crémone, qui depuis fut pape sous le nom de Grégoire XIV. Les autres, retenus par des empêchemens légitimes, envoyèrent des procureurs. On publia dans ce concile un grand nombre de réglemens, où l'on admire tout à la fois le zèle et les

lumières du saint archevêque. Ils embrassent presque tous les détails de l'administration ecclésiastique, et s'étendent particulièrement sur la conduite et les devoirs du clergé. On y remarque surtout des mesures contre le luxe des évêques, à qui l'on enjoint de ne faire servir sur leur table qu'un petit nombre de plats, de faire lire pendant leur repas l'Écriture sainte ou les ouvrages des Pères, et de bannir des vêtemens de leurs domestiques l'or, la soie et toutes les autres superfluités qui font ressembler le train de leur maison à celui des généraux ou gouverneurs de provinces.

Vers ce même temps commença la congrégation des prêtres de l'oratoire, fondée à Rome par saint Philippe de Néri. Il était né à Florence d'une famille distinguée, et s'était rendu à Rome pour y terminer ses études ; il y prit les ordres, et se fit bientôt connaître par ses talens, par ses vertus et par toutes sortes de bonnes œuvres. Il établit, vers l'an 1550, la confrérie de la Trinité dans l'église de Saint-Sauveur pour le soulagement des pauvres étrangers, des pèlerins et des convalescens qui n'avaient point de retraite. Son exemple et ses exhortations gagnèrent à Dieu plusieurs sujets distingués, qui se mirent sous sa conduite et s'associèrent à ses bonnes œuvres, entre autres Jean-Baptiste Salviati, frère du cardinal de ce nom ; François Tarugio, neveu du pape Jules III, et le célèbre Baronius, si connu par ses Annales ecclésiastiques. Bientôt après le saint fondateur fut pourvu par les Florentins de l'église de Saint-Jean-Baptiste, qui leur appartenait à Rome, et on lui donna une maison attenante pour loger sa communauté, avec des revenus pour son entretien. Jusque-là ses disciples étaient demeurés laïques. Mais il en fit alors élever plusieurs au sacerdoce, afin de joindre les travaux de la prédication aux œuvres de charité corporelle. C'est ainsi que fut formée sa congrégation, en 1564 ; toutefois ce ne fut que plusieurs années après qu'il en dressa les règles.

Le sultan Soliman II, après avoir enlevé l'île de Rhodes aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, voulut encore les chasser de Malte. Il équipa dans ce but une flotte nombreuse, dont il donna le commandement à ses meilleurs officiers, et qui parut devant Malte au mois de mai 1565. Les chevaliers n'étaient guère que sept ou huit cents avec environ dix mille hommes de troupes ; mais soutenus par la valeur et l'habileté de leur grand-maître, Jean Parizot de la Valette, Français de nation, après s'être préparés à la mort par la confession et la communion, ils renouvelèrent aux pieds des autels leur engagement de verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour la défense de la religion contre les infidèles, et repoussèrent pendant quatre mois, avec un courage héroïque, les assauts continuels d'une armée innombrable. Les Turcs, après avoir perdu la plus grande partie de leurs troupes avec quelques-uns des principaux officiers, se virent contraints de lever le siège. La ville de Malte avait été tellement endommagée par les batteries des assiégeans, qu'on prit le parti d'en bâtir une nouvelle, à laquelle les chevaliers, pour honorer la mémoire de leur grand-maître, donnèrent le nom de La Valette. L'année suivante, les Turcs attaquèrent l'île de Chio, et l'enlevèrent aux Génois, qui la possédaient depuis plus de deux siècles. Les églises furent pillées, démolies ou changées en mosquées. On choisit les enfans des principales familles pour les mettre au nombre des pages du sultan, et on les circonçit par force ; mais on ne put venir à bout de les faire renoncer à la foi, quoiqu'on les battît de verges avec tant de cruauté que plusieurs expirèrent sous les coups.

Le pape Pie IV avait excité des mécontentemens par quelques mesures de rigueur, et on lui reprochait, en outre, d'accabler le peuple d'impôts pour enrichir ses parens. Il en résulta une conspiration formée contre la vie de ce pontife par quelques illuminés, qui préten-

daient qu'il n'était pas vrai pape, et qu'après sa mort on mettrait sur le saint-siège un autre pontife qu'on appellerait le pape angélique, et qui corrigerait toutes les erreurs et rétablirait la paix de l'Église. Ils avaient pour chefs Benoît Accolti et quelques autres seigneurs. La conspiration fut découverte, et Benoît mis à mort avec ses complices. Pie IV mourut quelques mois après, dans la nuit du 8 au 9 décembre 1565. Il fut assisté à ses derniers momens par saint Philippe de Néri et par saint Charles Borromée, qui, ayant appris sa maladie, s'était rendu promptement à Rome pour le disposer à la mort. Ce pape, pour récompenser ceux qui avaient bien mérité de l'Église au concile de Trente, avait nommé quelques mois avant sa mort jusqu'à vingt-trois cardinaux, parmi lesquels on remarque l' nonce Commendon et Hugues Buoncompagnon, qui devint pape sous le nom de Grégoire XIII.

Le successeur de Pie IV fut Michel Ghisleri, qu'on nommait le cardinal d'Alexandrie, et qui fut élu le 7 janvier 1566. Il prit le nom de Pie V, et mérita par ses vertus d'être mis au rang des saints. Il était né de parens pauvres, qui l'avaient destiné à apprendre un métier; mais il se fit recevoir chez les dominicains, et son mérite l'éleva par degrés aux principales charges de son ordre et ensuite aux premières dignités de l'Église. Il avait été presque toute sa vie employé dans les tribunaux de l'inquisition, et revêtu même par Paul IV du titre d'inquisiteur général, en sorte qu'il avait contracté contre l'hérésie une aversion et une sévérité rigoureuse, dont il ne tarda pas à donner de nouvelles preuves. Il fit rechercher dans toute l'Italie ceux qui avaient des sentimens suspects, et ordonna notamment au duc de Florence de lui livrer Pierre Carsenecchi, qui était en grande faveur auprès de ce prince, et qui fut condamné au feu pour son attachement aux erreurs du luthéranisme. Le nouveau pape signala les commencemens de son pontificat par un

grand nombre d'excellens réglemens pour la réforme des abus. Il s'occupa d'établir un régime exemplaire dans son palais, se fit donner un état de tous ses officiers, s'informa exactement de leur conduite, enjoignit à ceux qui étaient prêtres de célébrer la messe au moins trois fois la semaine, et aux diacres et sous-diacres de communier tous les quinze jours. Quant à ceux qui étaient dans les ordres mineurs ou qui avaient des bénéfices, il leur enjoignit de porter la tonsure et l'habit clérical, avec défense de porter de la soie ; et pour les obliger à l'étude, il établit trois leçons de théologie par semaine dans le palais pontifical, avec ordre à tous d'y assister. Il ordonna aux cardinaux de réformer leur train, d'éviter le faste, et statua que ceux qui ne payeraient point leurs dettes y seraient contraints par justice et par la saisie de leurs biens, comme les personnes du commun. Il envoya dans toute l'Italie des visiteurs pour rétablir la discipline dans les monastères, les chapitres et les évêchés. Il renouvela la défense qu'Innocent III avait faite aux médecins de visiter plus de trois jours les malades qui ne seraient pas confessés. Il mit tous ses soins à faire observer les réglemens du concile de Trente, et publia successivement plusieurs bulles concernant la résidence, la simonie, la collation des bénéfices, la clôture des religieuses, la punition des blasphémateurs, des concubinaires et des auteurs ou distributeurs de libelles diffamatoires. Il publia aussi le Catéchisme rédigé par les ordres du concile de Trente, avec de nouvelles éditions retouchées du Missel et du Bréviaire. Enfin, on doit remarquer parmi les réglemens de ce pieux et zélé pontife la défense de donner en spectacle des combats de bêtes dans le cirque, et une ordonnance qui condamnait les femmes publiques à se tenir renfermées chez elles, sans pouvoir paraître dans la ville ni le jour ni la nuit.

Saint Charles Borromée, dont l'influence n'avait pas peu contribué à l'élection d'un si saint pape, fut retenu

quelques mois à Rome pour les affaires générales de l'Église, et revint ensuite dans son diocèse, où il s'appliqua à retracer dans sa conduite les vertus de saint Ambroise, son prédécesseur. Il vendit une partie de son patrimoine pour en distribuer le prix en aumônes ou en autres bonnes œuvres ; il se démit des abbayes qu'il possédait, et ne garda que son archevêché, avec une pension sur celui de Tolède. Il établit pour ses officiers et domestiques des réglemens qui faisaient ressembler sa maison à un séminaire. On y faisait le matin l'oraison mentale suivie de la récitation de l'office en commun. Les prêtres célébraient la messe tous les jours ; les laïques se confessaient et communiaient tous les mois. On faisait la lecture pendant le repas ; on jeûnait tous les vendredis, et on s'abstenait de viande le mercredi. Des prêtres d'une vertu éminente étaient chargés de la distribution des aumônes, du soin des affaires temporelles et de la surveillance de tous les domestiques ; mais le saint prélat ne laissait pas de veiller par lui-même à l'observation de ses réglemens. Il avait choisi pour censeurs de sa propre conduite deux prêtres pleins de zèle et de lumières, avec ordre de l'avertir de toutes les fautes qu'il pourrait commettre, soit dans sa vie privée, soit dans son administration, et il jugea cette pratique si utile, qu'il fit statuer dans son sixième concile qu'elle serait suivie par tous les évêques de la province.

Un de ses premiers soins fut de faire la visite de son vaste diocèse, qui s'étendait jusqu'en Suisse dans les cantons d'Uri, de Schwitz et d'Underwald. Il en avait prévenu les chefs de ces trois cantons, qui lui envoyèrent des députés pour l'accompagner, et partout il fut reçu avec des témoignages extraordinaires de vénération. Il parcourut tous les endroits à travers les neiges, les rochers, les montagnes, les précipices, obligé le plus souvent de marcher à pied, et ne trouvant après des fatigues extrêmes qu'un gîte incommode et une mauvaise nourriture. Quand il eut visité toutes les églises, prêchant

catéchisant, réformant les abus, destituant les prêtres déréglés, il rassembla le clergé pour lui adresser quelques exhortations et le faire souscrire aux décisions du concile de Trente; puis, à son retour, il envoya dans le pays quelques prêtres zélés et des religieux capucins pour ranimer la foi et la piété parmi ces peuples grossiers. Il ne montra pas moins de zèle pour réformer les abus dans les églises de la ville métropolitaine. On ne chantait qu'une partie de l'office dans la cathédrale et dans les collégiales; quelques chanoines possédaient plusieurs bénéfices dans la même église, et la plupart ne résidaient point ou n'assistaient que rarement au chœur. Le saint prélat ordonna de chanter toutes les heures de l'office, établit un surveillant pour marquer les absences, et employa, selon les réglemens du concile de Trente, une partie du revenu des prébendes à augmenter les distributions quotidiennes. Il institua pour la décence et la majesté du culte un maître des cérémonies, avec des clercs inférieurs, et un corps de musiciens, tous ecclésiastiques; il faisait prêcher tous les dimanches et fêtes des prédicateurs célèbres, et par tous ces moyens il vint à bout de ranimer la ferveur des fidèles et de les attirer en grand nombre aux offices, où il les édifiait par son recueillement et sa piété. Il nomma un grand pénitencier avec quatre coadjuteurs pour entendre les confessions, un théologal pour enseigner l'Écriture sainte, et un autre chanoine pour enseigner le droit canon. Enfin il embellit sa cathédrale avec une magnificence extraordinaire, entourra le chœur d'une balustrade, avec défense, sous peine d'excommunication, à tous les laïques d'y prendre place, et établit un corps de fabrique pour veiller à perpétuité aux réparations nécessaires.

La clôture et la régularité des religieuses, le bon ordre de tous les monastères et de toutes les églises furent successivement l'objet de sa sollicitude pastorale, et il eut souvent besoin de tout son courage pour établir les ré-

formes les plus indispensables. Comme il voulait visiter l'église collégiale de la Scala, les chanoines, alléguant un prétendu privilège d'exemption, entreprirent de résister par la force. Ils fermèrent les portes de l'église, prirent les armes, tirèrent sur l'archevêque, et le forcèrent à se retirer; après quoi ils prononcèrent une sentence qui le déclarait suspendu de ses fonctions comme ayant violé le privilège apostolique, et la firent afficher dans toute la ville. Mais le saint archevêque, soutenu par le pape et par le roi d'Espagne, souverain de Milan, obligea enfin les chanoines à reconnaître sa juridiction et à subir la pénitence qu'il voulut leur imposer. Il courut un danger plus grand encore de la part des frères humiliés, dont il entreprit la réforme. Cet ordre avait été institué, au douzième siècle, par quelques gentilshommes milanais, qui, échappés des prisons où ils gémissaient depuis longtemps en Allemagne, avaient renoncé au monde pour vivre en commun sous la règle de Saint-Benoît. La ferveur s'y était maintenue durant plusieurs siècles; mais ensuite le relâchement s'y était introduit, et les supérieurs s'étaient approprié les revenus de leurs monastères, et avaient rendu leurs charges perpétuelles, au lieu de triennales qu'elles devaient être. Saint Charles par l'autorité du pape convoqua le chapitre de l'ordre, en 1568, et réforma ces abus. Quelques-uns des supérieurs, ayant conjuré la mort du saint, apostérèrent un de leurs religieux, nommé Farina, qui moyennant une somme d'argent se chargea de l'exécution du crime. Comme le cardinal avait coutume de faire chaque jour avec ses gens la prière du soir dans la chapelle de son palais, le meurtrier s'y introduisit et lui tira un coup d'arquebuse, dont la balle l'atteignit dans le dos; mais par miracle elle ne lui fit d'autre mal qu'une légère contusion. Le saint prélat, se croyant blessé à mort, offrit à Dieu le sacrifice de sa vie, et continua tranquillement la prière; ce qui permit à l'assassin de se sauver. Toute-

fois il fut arrêté peu de temps après et mis à mort, en 1570, avec deux prévôts ses complices. Saint Charles, après avoir protesté publiquement qu'il leur pardonnait, employa inutilement ses sollicitations pour leur sauver la vie. L'année suivante, le pape Pie V prononça la suppression de cet ordre, parvenu à un tel point de décadence que dans les quatre-vingt-dix monastères qui en dépendaient on comptait à peine cent soixante-dix religieux.

Saint Charles, pour se conformer ponctuellement à l'ordonnance du concile de Trente, tint un second concile provincial, en 1569, dans lequel on publia un grand nombre de réglemens divisés en trois chapitres, dont le premier comprend vingt-neuf décrets concernant le maintien de la foi, l'administration des sacremens et les autres fonctions pastorales. Le second traite de la messe, des offices divins et des devoirs du clergé. Enfin, le troisième concerne les bénéfices et les biens ecclésiastiques. Les actes de ce concile furent envoyés à Rome pour être confirmés par le pape, et il en fut de même pour les autres conciles, que saint Charles célébra au nombre de six dans les dix-neuf ans de son pontificat. Ce précieux corps de discipline, adopté par beaucoup d'autres églises, a été publié sous le titre d'Actes de l'Église de Milan. Comme il y avait dans plusieurs villes d'Italie des hérétiques en assez grand nombre pour lutter par leur crédit contre l'inquisition, saint Charles fut chargé vers le même temps par le pape de travailler à les réprimer. Le zèle du saint prélat, sa douceur, son activité et sa prudence furent si efficaces, que la plupart des sectaires abjurèrent sincèrement leurs erreurs. Les autres furent punis comme perturbateurs du repos public, et la puissance ecclésiastique rentra sans obstacle dans l'exercice de son autorité.

Depuis plusieurs années sainte Thérèse travaillait en Espagne à la réforme des carmélites. Elle était née, en

1515, d'une famille noble et vertueuse, et dès son enfance la lecture de la vie des saints lui inspira une telle ferveur, qu'à l'âge de six ans elle s'échappa de la maison paternelle avec un de ses frères pour aller chercher le martyre chez les Maures. Mais à quelque distance d'Avila leur patrie, les deux enfans furent rencontrés par un de leurs parens, qui les obligea de revenir avec lui. Ne pouvant pas mourir martyrs, ils résolurent de vivre en ermites, et se firent de petites cellules dans le jardin de leur père, où ils se retiraient souvent pour prier. Cependant ayant perdu sa mère à l'âge de douze ans, Thérèse, occupée de lectures frivoles, se laissa entraîner à la dissipation et aux vanités mondaines. Ensuite, placée comme pensionnaire dans un couvent de religieuses augustines, elle sentit sa ferveur se ranimer, et entra bientôt après chez les carmélites d'Avila, où elle fit profession, en 1536, à l'âge de vingt et un ans. Les efforts qu'elle avait faits pour triompher d'elle-même et les austérités qu'elle pratiqua la firent tomber malade, et cette circonstance devint pour elle une occasion de relâchement. Elle retrancha ou diminua ses mortifications, reprit du goût pour les frivolités du monde, et renoua ses anciennes liaisons avec des personnes du dehors, dont les fréquentes visites et les conversations mondaines la reprogèrent insensiblement dans la dissipation. Toutefois, malgré cette tiédeur, elle conserva toujours une vive horreur du péché mortel, une humilité profonde, et surtout une pureté angélique. Elle vécut ainsi plusieurs années, partagée en quelque sorte entre Dieu et le monde. Mais la Providence la tira de cet état dangereux par des faveurs extraordinaires. Elle tomba par suite d'une maladie dans une léthargie si profonde qu'on la crut morte, et quand elle reprit ses sens au bout de quatre jours, elle s'écria que Dieu venait de lui montrer la félicité des saints et les supplices des damnés. Quelque temps après, son père étant mort, elle

rompit tout commerce avec les gens du monde, se livra tout entière à l'exercice de l'oraison mentale, et fut bientôt favorisée par des visions, des ravissements et des extases qui partagèrent sur son compte l'opinion du public et même celle des directeurs de sa conscience. Car plusieurs regardèrent comme des illusions d'une imagination exaltée ces effets extraordinaires d'une intime communication avec Dieu. La sainte fut elle-même sur le point de céder à cette opinion, et il fallut pour la rassurer toutes les lumières et l'autorité de saint Pierre d'Alcantara, qui eut occasion de la voir, en 1559, et qui la soutint par ses conseils.

Deux ans plus tard elle entreprit de réformer l'ordre des carmélites, et établit un couvent à Avila, où elle fit donner l'habit l'année suivante aux quatre premières religieuses qui embrassèrent l'austérité de la règle primitive. Cette entreprise excita une violente opposition ; mais sainte Thérèse, ayant fait autoriser sa réforme par le pape Pie IV et par le général des carmes, obtint enfin après six mois de lutte la permission de quitter son couvent pour entrer dans la nouvelle maison. Elle fonda successivement, et presque toujours avec les mêmes contradictions, des couvents réformés à Médina del Campo, à Valladolid, à Tolède, à Salamanque, à Séville, à Burgos, à Grenade et en plusieurs autres endroits. Elle étendit aussi la réforme aux couvens d'hommes, et la fit embrasser d'abord à deux religieux du couvent de Médina, savoir, Jean d'Hérédia, qui en était prieur, et Jean d'Yepez, qui prit le nom de Jean de la Croix et que ses éminentes vertus ont fait mettre au nombre des saints. Ils se disposaient l'un et l'autre à passer dans l'ordre des chartreux, lorsque sainte Thérèse leur persuada de ne pas quitter l'ordre des carmes et d'en rétablir la règle primitive. Ils s'exercèrent pendant un an à la pratique des observances auxquelles ils voulaient s'astreindre, après quoi ils s'établirent, vers la fin de l'an 1568, dans

un hospice abandonné, où ils furent joints bientôt par quelques autres religieux. Ce fut là le premier monastère des carmes déchaussés. La piété des peuples, pleins d'estime pour leurs vertus, ne tarda pas à leur procurer un lieu plus commode, et en peu d'années cette réforme compta un grand nombre d'établissements considérables. Sainte Thérèse vécut encore plusieurs années depuis, tourmentée par des maladies continuelles, et joignant aux exercices de la vie contemplative des travaux et des austérités incroyables. Sa ferveur était si grande, qu'elle fit vœu de pratiquer toujours ce qu'elle croyait le plus parfait; mais, quelles que fussent ses lumières et son expérience dans les voies intérieures, elle ne laissait pas de consulter en tout avec humilité le jugement de son directeur. Elle faisait en quelque sorte ses délices des souffrances, et répétait souvent ces paroles : Ou souffrir, Seigneur, ou mourir.

Il ne saurait entrer dans notre plan de rapporter en détail tous les prodiges de vertus qu'on vit éclater parmi les nouvelles carmélites, et les faveurs extraordinaires, les révélations et les extases dont Dieu favorisa plusieurs de ces ferventes religieuses. Sainte Thérèse a retracé les principaux traits de leur vie toute céleste dans l'histoire de ses fondations, qu'elle écrivit par l'ordre de son confesseur. Elle cite en particulier les vertus de la sœur Béatrix d'Ognez, qui dans les routes simples et ordinaires de la vie religieuse se fit tellement admirer par l'abnégation d'elle-même, par son recueillement, son humilité et sa ferveur, que, selon le témoignage des religieuses de Valladolid, on n'avait jamais pu remarquer en elle la moindre imperfection. Ayant appris qu'on allait brûler deux scélérats qui ne voulaient point entendre parler de confession, elle pria instamment Notre-Seigneur d'user de sa grande miséricorde à leur égard et d'exercer sur elle les droits de sa justice et la rigueur de ses châtimens. Elle fut frappée la nuit suivante d'une maladie cruelle, qu'elle supporta toute

sa vie avec une admirable patience , et les deux coupables moururent pénitens. La bienheureuse Catherine de Cardone joignit à une pureté angélique les austérités les plus rigoureuses. Issue d'une illustre famille d'Espagne, après avoir édifié le monde par ses vertus, elle se retira dans une caverne, où elle vécut pendant longtemps d'herbes et de racines, puis de quelques morceaux de pain que lui apportait un berger qui avait découvert sa retraite. Elle fit bâtir au bout de huit ans dans ce même lieu un couvent de carmes déchaussés , prit elle-même l'habit de carmélite, et se retira dans une grotte voisine, où elle mourut cinq ans plus tard dans une grande réputation de sainteté. On vit vers le même temps un modèle de perfection dans le jeune Stanislas Kostka, que l'éminence de ses vertus a fait mettre au nombre des saints. Il était né en Pologne d'une famille distinguée parmi la noblesse, et le premier usage qu'il fit de sa raison fut de se donner à Dieu sans partage. Envoyé en Allemagne pour y faire ses études, il se fit remarquer par la ferveur de sa piété et par la patience admirable avec laquelle il endura les mauvais traitemens de son frère aîné et de son précepteur. Il prit bientôt la résolution de renoncer au monde , et s'échappa de Vienne, où il étudiait alors, pour se rendre à Ausbourg et demander d'être admis dans la Compagnie de Jésus. N'ayant pu l'obtenir sans le consentement de son père, il partit pour Rome afin de s'adresser au général de la société. Ce général était saint François de Borgia, qui depuis environ trois ans avait succédé au Père Laynez. Il reçut avec empressement le jeune Stanislas ; mais celui-ci mourut dans le cours de son noviciat, le 15 août 1568, âgé seulement de dix-huit ans.

La haine de la domination espagnole et l'audace turbulente des sectaires avaient causé depuis quelque temps une révolte ouverte dans les Pays-Bas, dont Philippe II avait laissé le gouvernement à sa sœur Marguerite de

Parme. Les troubles commencèrent à l'occasion de la publication du concile de Trente et d'un édit rigoureux qui ordonnait la recherche et la punition des hérétiques. Un grand nombre de seigneurs, ayant à leur tête Henri de Bréderode, issu des anciens comtes de Hollande, et les comtes de Nassau, de Berg et de Culembourg, se rendirent en députation auprès de la gouvernante, et lui présentèrent une requête pour demander l'abolition de l'inquisition et des édits contre les protestans. La gouvernante leur fit quelques promesses vagues; mais le comte de Barlemont, qui était présent et fort opposé à ces sectaires, conseilla la fermeté, et dit que ce n'était qu'une troupe de gueux dont il n'y avait rien à craindre. Les factieux, à l'occasion de ce propos, imaginèrent de prendre par ironie le nom de Confédération des gueux et de porter de petites écuelles de bois à leurs chapeaux et une médaille au cou, sur laquelle était d'un côté l'image du roi Philippe II et de l'autre une besace avec cette légende : Fidèles au roi jusqu'à la besace. Les catholiques, de leur côté, pour s'opposer à cette confédération, prirent une médaille de la sainte Vierge, et le pape bénit un grand nombre de ces médailles et accorda des indulgences à ceux qui les porteraient. Cependant les chefs des sectaires se répandirent dans les provinces pour soulever les peuples, et l'on vit bientôt des séditions éclater à Anvers, à Lille, à Tournai, à Valenciennes, à Saint-Omer et surtout dans la province de Hollande. Les hérétiques, favorisés par les magistrats, tinrent d'abord des assemblées religieuses, malgré les défenses sévères de la cour; puis, devenus plus hardis par leur rassemblement et fanatisés par les prédications de leurs ministres, ils prirent les armes, se rendirent maîtres de plusieurs villes, pillèrent les églises et les monastères, brisèrent les statues des saints, commirent sur l'eucharistie les plus horribles profanations, et se livrèrent à toutes sortes d'outrages et de cruautés envers les prê-

tres, les moines et les religieuses. Leurs excès furent tels, que plusieurs seigneurs, effrayés de cette fureur populaire, se détachèrent de la conjuration. Philippe II, à l'occasion de ces troubles, fit exiger des seigneurs et de tous ceux qui occupaient des emplois un nouveau serment de défendre la religion catholique contre les sectaires. Quelques-uns le refusèrent, entre autres le comte de Nassau, prince d'Orange, qui jugea prudent de se retirer en Allemagne dans ses terres. Les séditieux renouvelèrent leur confédération, organisèrent des troupes, s'imposèrent des contributions, et contractèrent des alliances avec les sectaires de France et d'Allemagne. Mais affaiblis par de nombreuses défections, ils ne purent tenir contre les troupes de la gouvernante. Plusieurs villes rebelles furent réduites par la force des armes; d'autres prirent le parti de se soumettre, et quelques-uns des principaux factieux furent arrêtés et punis de mort. Les choses en étaient là, quand Philippe II envoya dans les Pays-Bas le fameux duc d'Albe, en 1567, avec des pouvoirs si étendus, que la gouvernante, se voyant presque sans autorité, prit le parti de se retirer. Le duc, un des plus grands capitaines de son siècle, mais d'une sévérité cruelle et impitoyable, institua pour juger les factieux un tribunal qu'il nomma le *conseil des troubles* et que les peuples nommèrent le *conseil de sang*. Une multitude innombrable de personnes furent arrêtées et condamnées à mort, entre autres les comtes de Horne et d'Egmont, qui, après avoir pris part à la révolte comme d'autres catholiques pour obtenir le renvoi des troupes espagnoles, avaient fait ensuite leur soumission. Les roues et les gibets couvraient les places publiques, et la terreur était si grande que plus de trente mille personnes s'enfuirent en Allemagne. Le prince d'Orange et son frère Louis de Nassau, soutenus par la reine d'Angleterre et par d'autres états protestans, ne tardèrent pas à rentrer en Flandre avec deux armées, dont l'une

fut complètement défaite par le duc d'Albe ; mais l'autre obtint quelques succès , et bientôt après le prince d'Orange parvint à se rendre maître de la Hollande, où l'on ne tarda pas à abolir la religion catholique. Il est impossible de se faire une idée de toutes les cruautés atroces et inouïes auxquelles se porta la fureur des sectaires. On les vit en plusieurs endroits massacrer les catholiques sans distinction d'âge ni de sexe, et se plaire souvent à prolonger leurs supplices par des tortures qui font frémir d'horreur, et dont les affreux détails se trouvent dans un ouvrage contemporain, qui a pour titre *Theatrum crudelitatis hæreticorum*. Nous citerons seulement parmi les victimes de ces effroyables cruautés le savant Musius et dix-neuf prêtres ou religieux connus sous le nom de martyrs de Gorcum, que le féroce Guillaume de la Mark fit périr, en 1572, par d'horribles supplices, après avoir essayé inutilement par des tortures de les contraindre à renier la primauté du pape et la présence réelle de Jésus-Christ dans l'Eucharistie. Ils furent mis, environ cent ans après, par Clément X au nombre des saints. Le duc d'Albe demanda et obtint son rappel en 1573, et Louis de Requesens, qui lui succéda, s'efforça vainement de gagner les esprits par la modération de son gouvernement. La domination espagnole était devenue si odieuse, qu'on vit bientôt la révolte éclater presque partout (1).

Baius à la faveur des troubles continuait de soutenir et de répandre ses erreurs. Il fit réimprimer ses traités du libre arbitre, de la justification et des sacremens, et en publia d'autres sur le péché originel, sur la charité, sur les indulgences et sur la prière pour les morts, où il développa ses principes hétérodoxes. Les cordeliers envoyèrent à Rome plusieurs propositions extraites de ses ouvrages, et Perreti, leur général, si fameux depuis sous le nom de Sixte-Quint, poursuivit avec ardeur la condamnation de ces nouveautés. Deux religieux se rendi-

(1) Strada. — De Thou. — Grotius, *Annal.*

rent en même temps en Espagne pour engager le roi à presser la conclusion de cette affaire. Enfin le cardinal de Granvelle, archevêque de Malines, s'empressa d'appeler l'attention du pape Pie V sur les écrits de Baius. Le pape nomma une commission pour les examiner, et après un grand nombre de congrégations où il assista lui-même, il donna une bulle, en date du 1^{er} octobre 1567, par laquelle il condamnait quatre-vingts propositions comme respectivement hérétiques, erronées, suspectes, téméraires et scandaleuses, ainsi que les ouvrages d'où elles étaient tirées, avec défense de les soutenir de vive voix ou par écrit, sous peine d'excommunication encourue par le seul fait. Ces propositions contiennent entre autres erreurs que l'état du premier homme avant sa chute était son état naturel; que l'immortalité n'était point pour lui un bienfait de la grâce, mais une condition de sa nature; que la vie éternelle était une récompense naturellement due à ses bonnes œuvres; que Dieu n'aurait pas pu créer l'homme dans l'état où il naît aujourd'hui; que depuis la chute d'Adam toutes les œuvres faites sans la grâce et toutes les actions des infidèles sont des péchés; que l'homme n'a plus le pouvoir de se déterminer à son gré, mais que la nécessité n'est point contraire au libre arbitre, et que l'homme pèche dans les choses qu'il fait nécessairement; que les mouvemens involontaires de la concupiscence sont défendus par la loi, et deviennent des péchés dans les fidèles qui ont perdu la grâce; que le libre arbitre n'a de force que pour pécher et ne peut produire aucune bonne œuvre naturelle; que l'infidélité est un crime dans ceux même à qui l'Évangile n'a point été annoncé et qui ne connaissent point Jésus-Christ; que l'homme en péché mortel et dans l'état de damnation peut avoir une charité parfaite, et que celle-ci n'est pas toujours jointe avec la rémission des péchés; que la contrition parfaite avec le désir et la résolution de recevoir le sacrement

ne remet pas les fautes avant l'absolution ; que les catéchumènes avant le baptême et les pénitens avant l'absolution sont véritablement justifiés sans que leurs péchés néanmoins leur soient remis ; enfin qu'il n'y a aucun péché véniel de sa nature, mais que tout péché mérite la peine éternelle.

On voit que Baius reproduisait les erreurs du luthéranisme sur le libre arbitre et sur plusieurs autres points. Cependant, pour ménager ce docteur et dans l'espoir d'assoupir l'affaire, le pape s'abstint de le nommer dans la bulle ou d'y exprimer les titres de ses ouvrages et même de la faire publier. Il chargea seulement le cardinal de Granvelle, qui était resté à Rome depuis le dernier conclave, de faire notifier cette bulle à l'université de Louvain et d'en assurer l'exécution. Le cardinal commit ce soin à Morillon, son grand vicaire, qui s'étant rendu à Louvain, assembla la faculté, le 29 décembre, pour donner lecture de la bulle, et tous les docteurs, sans excepter Baius, promirent de s'y soumettre. Morillon fit saisir aussitôt chez les imprimeurs tous les exemplaires des ouvrages condamnés. Mais Baius, malgré sa soumission apparente, ne tarda pas à se plaindre qu'on l'eût condamné sans l'entendre, et prétendit qu'on avait fait des extraits infidèles de ses écrits pour lui attribuer des propositions qui n'étaient pas de lui ou dont on dénaturait le sens. Il imagina même quelque temps après, au moyen de la transposition d'une virgule, d'expliquer la bulle dans un sens favorable à ses erreurs. Elle était ainsi conçue : « Quoique quelques-unes de ces propositions puissent en quelque manière se soutenir, en les prenant à la rigueur et dans le sens propre des auteurs, nous les condamnons comme respectivement hérétiques, etc. » Baius et ses partisans prétendirent que cette phrase incidente, « en les prenant à la rigueur et dans le sens des auteurs, » se rapportait au verbe précédent et non aux mots « nous les condamnons. » Mais l'ambiguïté

qui pouvait se trouver dans la construction de cette phrase fut bientôt dissipée par les nouveaux brefs de Pie V et de son successeur Grégoire XIII.

Cependant Morillon, instruit des plaintes et des murmures de Baius contre la bulle, lui représenta qu'on n'avait pas eu besoin de l'entendre, puisqu'on n'avait point condamné sa personne, mais seulement des propositions soumises à un long examen, et que lors même qu'il y en aurait quelques-unes qui ne seraient pas de lui, il aurait mauvaise grâce de s'en plaindre, puisqu'on ne l'avait pas nommé. Baius renouvela ses promesses de soumission ; mais il ne laissa pas d'envoyer à Rome deux écrits où il exposait contre la bulle les raisons qu'on vient de voir, et insinuait qu'on pouvait la regarder comme subreptice, puisqu'elle condamnait, disait-il, des propositions qui pouvaient être soutenues dans leur sens propre et qui, d'ailleurs, étaient conformes à la doctrine et au langage des saints Pères. Le pape eut la condescendance de procéder à un nouvel examen, et confirmant ensuite la condamnation prononcée par la bulle, il adressa un bref à Baius, en date du 13 mai 1569, pour lui notifier ce jugement et l'exhorter à une soumission sans réserve. Morillon fut chargé en même temps d'obliger ce docteur à faire une abjuration des propositions condamnées, et à demander l'absolution des censures qu'il avait encourues en les soutenant. Mais le novateur opiniâtre eut recours d'abord à ses subterfuges ordinaires, et demanda que le pape qualifiât en particulier chacune des propositions, et qu'il en distinguât les différens sens, afin de marquer en quel sens on pouvait les soutenir ; puis il offrit de garder le silence, mais sans faire une abjuration : ensuite il consentit par crainte à la faire de vive voix, et bientôt après, devenu doyen de la faculté et se voyant soutenu par la plupart des professeurs, il ne dissimula pas son attachement aux erreurs condamnées. Enfin, comme les évêques de la province le pres-

sèrent de s'expliquer publiquement, il fit devant la faculté un long discours où il rangea les propositions en quatre classes : la première, de celles qui sont fausses et bien condamnées, mais qu'il prétendit n'avoir jamais soutenues ; la seconde, de celles qui sont ambiguës et dont on avait mal saisi le sens dans ses livres ; la troisième, de celles qu'il prétendait avoir été altérées ; la quatrième, enfin, de celles qu'il avoua, mais qui n'étaient odieuses, ajoutait-il, que parce qu'elles étaient exprimées dans le langage des saints Pères et non dans celui des scolastiques.

Cette explication, qu'il présenta comme une apologie, ne servit qu'à augmenter les murmures. On fut justement indigné de la scandaleuse hardiesse avec laquelle il osait accuser le saint-siège d'avoir prononcé précipitamment, d'avoir pris plusieurs de ses propositions dans un sens étranger, et de les avoir condamnées quoique vraies en elles-mêmes et seulement parce qu'elles étaient opposées au langage de l'école. Les catholiques portèrent des plaintes au duc d'Albe, qui avait ordre du roi de tenir soigneusement la main à cette affaire, et qui résolut de faire rendre la soumission convenable aux décisions du saint-siège. Tous les évêques des Pays-Bas étaient alors assemblés en concile national à Malines pour faire recevoir et exécuter les décrets du concile de Trente. Le duc d'Albe leur écrivit de faire observer la bulle pontificale et d'y faire souscrire tous les docteurs de l'université de Louvain. Ils députèrent en conséquence deux évêques, Jansenius de Gand et Rithovius d'Ypres, pour notifier à Baius les intentions du duc et les ordres du concile ; après quoi Morillon, en qualité de commissaire apostolique, se rendit à Louvain, assembla la faculté, publia de nouveau la bulle, et demanda à tous les docteurs s'ils étaient prêts à s'y soumettre. Ils répondirent tous affirmativement ; mais quand il fut question de souscrire, ils alléguèrent, pour s'en dis-

penser, que ni le pape ni le concile n'exigeaient cette souscription. Cependant le pape, informé de cette résistance, exhorta le duc d'Albe à prendre des mesures pour y mettre fin, et celui-ci donna des ordres si formels qu'il n'y eut plus à hésiter. La faculté s'assembla au mois d'août 1571, et dressa un acte par lequel, adhérant sans réserve à la bulle pontificale, elle déclarait les propositions légitimement condamnées, et ordonnait la suppression des écrits de Baius, qui fut obligé de souscrire lui-même cet acte; mais il n'en demeura pas moins attaché à ses sentimens. Le concile national de Malines s'était tenu au mois de juin 1570, il fut présidé, en l'absence de l'archevêque, par l'évêque d'Ypres, et l'on y publia un grand nombre de décrets instructifs et très-détaillés sur le baptême, la promotion aux ordres, le mariage et les fiançailles; sur l'observation des fêtes et des jeûnes, sur les indulgences, l'office divin, le culte des images, les devoirs du clergé et des religieux, sur l'instruction des fidèles, l'établissement des séminaires, et sur d'autres objets concernant la foi et la discipline. Enfin on ordonna que les évêques réformeraient dans les églises de leurs diocèses tous les usages ou statuts contraires aux décrets du concile de Trente (1).

Les sectaires de France avaient contribué par leurs intrigues aux troubles des Pays-Bas, et bientôt après ils recommencèrent la guerre civile dans le royaume. Philippe II et les autres princes catholiques avaient envoyé de concert une ambassade solennelle au gouvernement français pour l'exhorter à publier les décrets du concile de Trente et à réprimer sévèrement les hérétiques; mais Charles IX fut retenu par la crainte de donner occasion à de nouvelles révoltes. Cependant, pour interpréter ou restreindre les concessions faites aux protestans par l'édit d'Amboise, il publia, au mois d'août 1564, l'édit de Roussillon, portant que la liberté

(1) Lettr. de Morill. et de Granv.

accordée aux seigneurs pour l'exercice du calvinisme dans leurs terres ne devait s'étendre qu'à leurs domestiques et à leurs vassaux. On défendait, en outre, de faire aucune levée d'argent, et on renouvelait l'injonction faite aux prêtres, aux moines et aux religieuses mariées, de reprendre leur ancien état ou de sortir du royaume. Les calvinistes, mécontents, fatiguèrent la cour de leurs réclamations. Ils ne cessèrent de murmurer, de cabaler, de faire des plaintes, et le roi, indigné de leurs prétentions toujours croissantes, leur ferma la bouche par cette réponse : Il n'y a pas longtemps que vous vous contentiez d'être soufferts par les catholiques ; maintenant vous demandez à être égaux ; bientôt vous voudrez être les maîtres et nous chasser du royaume. Enfin, au mois de septembre 1567, sous prétexte qu'on en voulait à la liberté du prince de Condé et des autres chefs de la secte, ils reprirent subitement les armes, s'emparèrent en quelques jours d'un grand nombre de places, et tentèrent de surprendre et d'enlever le roi, qui passait dans une sécurité profonde la belle saison à Monceaux, dans la Brie. Il se retira précipitamment à Meaux, où il attendit un corps de six mille Suisses, qui n'étaient pas éloignés, et avec cette escorte il vint à bout de gagner Paris. Les Suisses, ayant formé autour de lui un bataillon carré, firent si bonne contenance durant la route, que les rebelles essayèrent vainement de les entamer. Ceux-ci eurent l'audace de venir bloquer Paris ; mais après quelques négociations infructueuses, le connétable de Montmorency les défit à la bataille de Saint-Denis, où il fut malheureusement blessé à mort. Les rebelles se retirèrent vers les frontières d'Allemagne pour attendre les troupes auxiliaires que leur amenait le comte palatin, et avec ce renfort et les secours qui leur vinrent de diverses provinces, ils ne tardèrent pas à se rapprocher de la capitale. La reine Catherine de Médicis, qui ne savait qu'intriguer sans but et sans suite, eut alors recours aux

négociations. Des conférences furent ouvertes à Longjumeau, et la paix fut conclue au mois de mars 1568. Les conditions en furent toutes à l'avantage des séditeux. On renouvela l'édit de janvier 1562, qui accordait aux calvinistes le libre exercice de leur religion, et la cour prit même l'engagement de payer les troupes allemandes qu'ils avaient appelées à leur secours. Mais cette paix ne dura guère que six mois. Les rebelles gardèrent quelques-unes des places dont ils étaient maîtres, et publièrent une foule de plaintes et d'écrits injurieux contre le gouvernement. La reine de son côté prit des mesures pour soumettre enfin cette faction turbulente. Elle éloigna du conseil le chancelier de l'Hospital, justement suspect d'attachement au calvinisme; et comme il existait un parti qui inclinait à la tolérance et qu'on nomma le tiers parti ou la faction des politiques, elle fit signer à la cour et dans les provinces une formule de serment par lequel on promettait de ne reconnaître que les ordres du roi, de renoncer à toute entreprise qui n'aurait pas son aveu formel, et de lui révéler celles qu'on découvrirait, enfin de s'unir aux catholiques pour la défense de l'état. Bientôt après l'édit de janvier fut révoqué; on défendit, sous peine de mort, les assemblées des calvinistes et l'exercice de toute autre religion que la catholique; il fut enjoint à tous ceux qui professaient la réforme de se démettre de leurs emplois publics, et le parlement ajouta à cette loi que personne désormais ne serait admis à la magistrature sans faire serment de vivre et de mourir dans la religion catholique, condition qui s'observa jusqu'à la révolution française. L'université sollicita et obtint du roi une ordonnance qui lui permettait de procéder contre ses membres ou ses officiers dont la foi serait suspecte ou qui refuseraient de se conformer à ses statuts ou d'assister aux cérémonies publiques de la religion. En conséquence, elle obligea tous les docteurs et professeurs à faire avec serment une profession

de foi catholique, et en destitua plusieurs connus pour leur attachement à l'hérésie, entre autres le célèbre Pierre Ramus, principal du collège de Presle.

Les calvinistes se soulevèrent partout, et recommandèrent la guerre avec plus de fureur qu'auparavant. La cour leur opposa une armée nombreuse sous les ordres du maréchal de Tavannes et du duc d'Anjou, qui devint roi sous le nom d'Henri III. Cette armée poursuivit les rebelles en Angoumois, et les défit, au mois de mars 1569, à la bataille de Jarnac, où le prince de Condé, fait prisonnier, fut tué sur-le-champ d'un coup de pistolet, juste châtiment de ses continuelles révoltes. Plusieurs autres chefs des huguenots eurent le même sort. Cependant on laissa aux calvinistes le temps de se rallier, et la reine de Navarre leur amena pour général en chef son fils, qui fut depuis Henri IV. Ayant reçu bientôt après un secours de huit mille chevaux que leur amenait le duc des Deux-Ponts, ils remportèrent quelque avantage au combat de la Roche-Abeille, où ils s'acharnèrent à ne faire aucun quartier. Ils formèrent ensuite le siège de Poitiers, qu'ils furent obligés de lever, et le 3 octobre ils essuyèrent une nouvelle défaite à la bataille de Montcontour. Mais les intrigues de la cour, les irrésolutions et les lenteurs de la reine Catherine de Médicis leur permirent encore de rétablir leurs affaires. L'amiral de Coligny, qui commandait sous le prince de Navarre, se retira avec les débris de son armée en Languedoc, où, grossie bientôt par des renforts considérables, elle mit tout à feu et à sang. Les rebelles marchèrent ensuite vers le centre du royaume jusqu'auprès d'Orléans, et exercèrent partout des ravages, des profanations et des cruautés épouvantables. On revint alors à des négociations de paix. Elle fut conclue, au mois d'août 1570, à des conditions si avantageuses pour les calvinistes, qu'elles devaient surpasser leurs espérances. On leur accordait une amnistie générale, le libre exercice de leur religion, excepté seulement à la

cour, la restitution des biens confisqués, et quatre villes de sûreté à leur choix, avec pouvoir d'y mettre des garnisons. Ils choisirent la Rochelle, Montauban, Cognac et la Charité. On vit alors une partie des calvinistes s'élever contre la confession de foi adoptée par la secte, et demander la suppression du mot de *substance* dans l'article relatif à la cène. Les ministres tinrent à ce sujet, l'année suivante, un synode à la Rochelle, où ils se prononcèrent fortement contre ces dissidens. Mais Bullinger, ministre de Zurich, ayant fait des plaintes au nom des Suisses, on crut devoir les satisfaire, et dans un synode, tenu à Nîmes en 1572, on adoucit le décret de la Rochelle en retranchant ce qui exprimait une condamnation.

Ce fut au commencement de ces guerres civiles que dans une assemblée, tenue au mois de septembre 1567. par le clergé de France, il fut réglé pour la première fois qu'il y aurait tous les cinq ans une assemblée à Paris où se trouverait un ou deux députés de chaque province, mais qu'elle n'aurait point le caractère de concile. Deux ans auparavant l'université de Paris avait intenté un procès aux jésuites, qui venaient d'ouvrir leur collège de la rue Saint-Jacques. Les curés et les religieux mendiants se joignirent à l'université, qui publia une consultation de Charles Dumoulin en faveur de ses prétentions, et fit plaider sa cause par le fameux Étienne Pasquier. Mais le parlement appointa l'affaire, c'est-à-dire ajourna son jugement, et les jésuites continuèrent leurs leçons. Ils eurent quelques années plus tard de nouveaux démêlés avec l'université à l'occasion de quelques thèses du célèbre jésuite Maldonat, qui blâmait le serment par lequel les docteurs de la faculté de théologie s'obligeaient à soutenir l'opinion de l'immaculée conception de la sainte Vierge.

Le pape Pie V ordonna, en 1568, de publier dans toute la chrétienté la fameuse bulle *In cœna Domini*, ainsi nommée parce qu'elle se publiait tous les ans à

Rome le jeudi saint. Quelques auteurs en font remonter l'origine à Martin V, d'autres à Grégoire XI ou à Clément V, et la plupart à Boniface VIII. Il est certain qu'elle est beaucoup plus ancienne, et on en voit déjà la publication sous Grégoire VII. Mais elle fut successivement augmentée par différens papes jusqu'à Pie V et même depuis. Cette bulle contenait un grand nombre d'excommunications réservées au saint-siège et prononcées en différens temps par des conciles ou par des bulles pontificales, notamment contre les hérétiques, les schismatiques et leurs fauteurs, contre ceux qui appellent des décrets des papes au futur concile général, ou qui favorisent les appelans; contre ceux qui troublent ou restreignent la juridiction ecclésiastique, qui usurpent les biens de l'Église, ou soumettent le clergé à des contributions contre ceux qui procurent des armes aux infidèles; qui vexent les peuples par de nouveaux impôts; qui falsifient les bulles ou lettres émanées du saint-siège; qui maltraitent les évêques ou autres prélats; qui attaquent par des voies de fait soit les pèlerins venant à Rome, soit des personnes ayant recours au saint-siège pour la décision de leurs affaires; enfin contre ceux qui tenteraient d'empêcher le transport des vivres à Rome, ou qui exerceraient la piraterie dans les mers de l'état ecclésiastique. Le roi d'Espagne et la république de Venise, ne voulant pas renoncer au droit d'imposer des contributions au clergé, s'opposèrent à la publication de cette bulle dans leurs états, et Pie V, après des menaces d'interdit, ne jugea pas à propos d'en venir aux effets. La bulle ne fut pas mieux reçue en Allemagne ni en France, où quelques évêques, ayant voulu plus tard la publier dans leurs diocèses, furent ajournés à comparaître devant le parlement, qui ordonna la saisie de leurs revenus. Elle a même cessé d'être publiée à Rome vers la fin du dernier siècle, sous le pontificat de Clément XIV.

Éric, roi de Suède, ayant été déposé, Jean son frère,

qui fut mis sur le trône, forma le dessein de rétablir la religion catholique, et envoya dans ce but un ambassadeur au pape Pie V ; mais les états du royaume se prononcèrent fortement contre cette négociation. Toutefois l'ambassadeur amena de Rome, en 1568, quelques prêtres, qui se répandirent dans la Suède, où ils affermirent les catholiques dans la foi, et firent un assez grand nombre de conversions. Le roi Jean fit lui-même son abjuration quelques années plus tard entre les mains du savant jésuite Possevin, que le pape lui avait envoyé en qualité de nonce. Mais il ne tarda pas à retourner au luthéranisme. Vers le même temps Guillaume Allen, docteur d'Oxford, qui fut depuis cardinal, établit à Douai un séminaire anglais pour y former des missionnaires destinés à soutenir la foi catholique en Angleterre. On vit arriver bientôt dans cette maison une foule de jeunes gens sortis des universités d'Oxford et de Cambridge, et en peu de temps elle devint une pépinière de prêtres zélés et savans, dont un grand nombre défendirent la religion par leurs écrits, et plus de cent cinquante versèrent leur sang pour la foi. Comme les seigneurs d'Autriche et de Hongrie pressaient l'empereur Maximilien de leur permettre l'exercice du luthéranisme, le cardinal Commençon fut envoyé vers ce prince, en 1566, pour l'empêcher d'y consentir, et le menacer même de déposition s'il entreprenait de rien statuer sur la religion. L'habileté du légat fit réussir complètement cette négociation. Il travailla, en outre, à faire rendre aux catholiques plusieurs églises usurpées par les luthériens. Enfin, quelque temps après, il fut chargé de répondre aux plaintes élevées par l'empereur contre une bulle de Pie V, qui accordait au duc de Florence le titre de grand duc de Toscane, et il fit à ce sujet un long discours où il entreprit de prouver par divers exemples que les papes avaient été constamment dans l'usage d'établir et de destituer les princes.

Le pape Pie V avait fourni des troupes et de l'argent contre les sectaires de France et des Pays-Bas. Il envoya aussi de l'argent à Marie Stuart, reine d'Écosse, et exhorta vivement les princes catholiques à la secourir. On a vu précédemment la révolte et le triomphe des hérétiques dans ce royaume. Quand la jeune reine, après la mort de François II, vint prendre possession du trône, on lui permit à peine de faire dire quelque messe basse dans son oratoire, et un sectaire fanatique eut même l'insolence de briser un jour les cierges qu'on venait d'allumer à l'autel. Ce fut en vain qu'elle essaya de secouer le joug et de rétablir la religion ; son zèle ne servit qu'à la précipiter du trône. Elle avait épousé en secondes noces Henri Stuart son cousin ; mais l'ambitieux comte de Murray, pour se rendre maître du pouvoir, sema la division entre les deux époux, et trouva le moyen de les perdre l'un par l'autre. Il inspira d'abord une violente jalousie au roi, qui fit poignarder dans le cabinet de la reine un domestique dont elle avait reconnu la fidélité à toute épreuve et qu'elle avait jugé digne de sa confiance. On fit croire ensuite au comte de Bothwel que la reine ne pouvait souffrir ce mari jaloux, et qu'elle s'estimerait heureuse d'épouser celui qui viendrait à bout de l'en délivrer. Bothwel, ayant assassiné le roi, enleva la reine, et fit si bien par sa dissimulation et ses intrigues, que le croyant étranger au meurtre, elle consentit à l'épouser. L'odieux Murray et ses complices la déterminèrent eux-mêmes à ce mariage ; mais dès qu'il fut contracté, on vit les soulèvemens éclater de toutes parts. Les ennemis de la reine l'accusèrent du meurtre du roi ; elle fut prise par les rebelles et emprisonnée dans une forteresse, où ils la contraignirent à abdiquer en faveur de son fils Jacques VI, qui n'avait guère plus d'un an, et qui fut proclamé roi, l'an 1567, sous la régence du comte de Murray. La reine se sauva de sa prison l'année suivante, et leva quelques troupes ; mais elle

fut vaincue et obligée de chercher un asile en Angleterre, où elle ne trouva qu'une prison. Élisabeth, qui avait favorisé les révoltes contre Marie Stuart, la retint pendant dix-huit ans dans un cachot, et finit par l'envoyer à l'échafaud. Tous les princes catholiques employèrent leur médiation en faveur de cette reine malheureuse ; le parlement d'Écosse et le roi Jacques VI, dès qu'il fut en âge, firent de vives instances pour obtenir sa liberté ; mais l'attachement de Marie Stuart à la foi catholique et ses droits au trône d'Angleterre furent un crime qu'Élisabeth, cruelle et jalouse, ne lui pardonna pas. On voit la haine féroce des sectaires contre cette princesse infortunée dans une lettre de Bèze à Buchanan, où il fait des vœux pour que l'Écosse soit bientôt délivrée de ce qu'il appelle une autre Athalie.

Le pape Pie V, après avoir fait des démarches inutiles auprès de la reine Élisabeth en faveur des catholiques, publia contre elle, au mois de février 1570, une bulle foudroyante. Il y rappelait les odieuses et continuelles persécutions exercées contre les évêques, les prêtres et les fidèles de tout état, et la déclarait excommuniée, privée du droit qu'elle prétendait avoir au trône, et ses sujets déliés de leur serment de fidélité, avec défense de la reconnaître et de lui obéir, sous peine d'excommunication. Jean Felton, qui eut le courage d'afficher cette bulle à la porte de l'évêque de Londres, fut condamné à mort comme criminel de lèse-majesté. Un grand nombre d'autres personnes subirent la même peine ; on exerçait une odieuse inquisition envers les catholiques ; on les obligeait à déclarer ce qu'ils pensaient de la bulle pontificale, et la moindre réponse équivoque suffisait pour les faire condamner. On porta bientôt après une loi qui déclarait criminels de lèse-majesté les prêtres catholiques et spécialement les jésuites qui viendraient en Angleterre, ceux qui leur donneraient asile, et en général quiconque engagerait les Anglais à quitter la réforme, ceux qui se

feraient absoudre de l'hérésie, qui introduiraient en Angleterre des bulles du pape, qui contesteraient les droits de la reine ou même qui l'appelleraient seulement schismatique ou hérétique. Les premiers à qui on appliqua cette loi furent Jean Storie, docteur d'Oxford, qu'on fit arrêter en Flandre, et un prêtre nommé Cuthbert Mayne, qui fut martyrisé dans le comté de Cornouailles. Un gentilhomme, chez qui ce dernier était logé, fut condamné à la prison perpétuelle et dépouillé de tous ses biens. Ainsi la bulle ne servit qu'à faire redoubler la persécution. L'intolérance d'Élisabeth et de son servile parlement ne ménagea guère plus la secte dissidente des puritains, qui commençait alors à devenir nombreuse. C'étaient des calvinistes rigides qui rejetaient l'épiscopat, la hiérarchie, et condamnaient surtout, comme des restes de papisme, l'usage du surplis, de la soutane, le signe de la croix et les autres cérémonies conservées par l'Église anglicane. On leur donna aussi le nom de presbytériens. Quelques-uns, qui ne voulaient ni églises consacrées, ni liturgies, ni formules de prières, pas même l'oraison dominicale, reçurent, à cause de leur chef, le nom de brownistes. D'autres furent nommés indépendans, parce qu'ils rejetaient l'autorité des synodes établis par le calvinisme, et prétendaient que chaque église avait le droit de se gouverner elle-même, de choisir ses ministres, et de régler sa croyance sans dépendre d'aucune autorité. Toutes ces sectes affectaient une grande sévérité de mœurs, et observaient le dimanche avec un rigorisme judaïque (1).

Le sultan Sélim II, fils et successeur de Soliman II, enleva vers ce temps l'île de Chypre aux Vénitiens. Il y envoya une armée formidable sous les ordres du pacha Mustapha, qui prit d'assaut la ville de Nicosie, où il

(1) De Thou. — Cambd. *Vit. Elisab.* — Sander. *Contin.* — Seveling. *Hist. de Mar. Stuart.*

massacra plus de vingt mille personnes et fit quinze mille esclaves. La ville de Famagouste, après une longue défense, voulut éviter un semblable sort en capitulant; mais le barbare Mustapha, au mépris du traité confirmé par serment, fit égorger la garnison tout entière avec la principale noblesse, et exerça les plus horribles cruautés envers le gouverneur. A la nouvelle de ce désastre, le pape Pie V s'efforça de réunir les princes chrétiens contre ces infidèles, et forma une ligue avec le roi d'Espagne, la république de Venise et quelques princes d'Italie. Une flotte nombreuse sous les ordres de don Juan d'Austriche, fils naturel de Charles-Quint, gagna, le 7 octobre 1571, la fameuse bataille de Lépante dans le golfe de Corinthe, où les Turcs perdirent plus de trente mille hommes et près de deux cents vaisseaux. On attribua généralement cette victoire aux prières du saint pape Pie V, et les historiens de sa vie rapportent qu'au moment du combat, travaillant en consistoire avec les cardinaux, il les quitta un instant, et rentra pour leur annoncer le gain de la bataille. Il attribua lui-même ce succès à la protection spéciale de la sainte Vierge et aux prières des confréries établies en son honneur. C'est pourquoi il institua une fête qui devait être célébrée tous les ans, le 7 octobre, sous le nom de Notre-Dame de la Victoire, et il fit ajouter ces mots aux litanies : Secours des chrétiens, priez pour nous. Deux ans après, Grégoire XIII institua encore, en mémoire de la victoire de Lépante, la fête du Rosaire, qu'il fixa au 1^{er} octobre. Cette dévotion avait été établie environ cent ans auparavant par un dominicain breton.

Depuis quelques années les Maures d'Espagne s'étaient révoltés sous prétexte de la tyrannie de leurs gouverneurs, et avaient commis dans le royaume de Grenade des cruautés inouïes contre les chrétiens. Leur fureur n'épargna ni les femmes ni les enfans. Il y eut surtout une multitude de prêtres et de religieux massacrés,

cloués à des croix, plongés dans des chaudières d'huile bouillante, ou enterrés vifs jusqu'aux épaules et abandonnés ainsi à une mort lente. La révolte dura trois ans, et Philippe II après divers échecs tenta inutilement des négociations de paix. Enfin, le duc d'Arcos remporta, en 1570, une victoire complète qui mit les infidèles hors d'état de remuer. Trois ans plus tard, don Juan d'Autriche fit la conquête du royaume de Tunis; mais l'année suivante les Espagnols furent entièrement chassés de l'Afrique par les Turcs.

Les Portugais avaient fondé, vers l'an 1540, des établissemens dans le Brésil, et quelques années plus tard les jésuites commencèrent à répandre la foi parmi les peuples sauvages de cette contrée. Le Père Nobrega et cinq autres jésuites furent les premiers chargés de cette pénible et dangereuse mission. Ils s'enfoncèrent, au péril de leur vie, dans les forêts immenses où erraient ces sauvages toujours en guerre, et qui n'avaient d'autre loi que la brutalité de leur instinct; ils les apprivoisèrent par des présens, apprirent leur langage barbare, et parvinrent avec des fatigues incroyables à en baptiser un assez grand nombre. Mais deux de ces zélés missionnaires, Pierre Correa et Jean de Soza, furent massacrés par les idolâtres, et quelque temps après Pierre Fernandez, premier évêque de cette chrétienté naissante, périt dans une embuscade avec une suite de cent personnes. Cependant on compta bientôt plus de seize mille Brésiliens baptisés et autant de catéchumènes dans seize peuplades, dont chacune était dirigée par deux ou trois jésuites. Il y avait, en outre, plusieurs collèges ou séminaires. Le Père Ignace Azévédo, d'une illustre famille de Portugal, ayant connu en qualité de visiteur l'état de ces missions, résolut d'y consacrer le reste de ses jours, et s'associa trente-neuf compagnons animés du même zèle. Ils s'embarquèrent, en 1570, sur un vaisseau marchand; mais ils furent rencontrés près des Canaries par

un fameux pirate calviniste nommé Jacques Sourie, qui s'empara du bâtiment. Il laissa la vie aux soldats et aux matelots ; mais, poussé par la haine fanatique que les sectaires montraient partout contre les prêtres et les religieux, il fit massacrer tous les jésuites. On exerça contre eux des barbaries atroces, et ils souffrirent tous le martyre avec autant de joie que de courage.

Le pape Pie V prenait de nouvelles mesures pour abattre la puissance des Turcs et tirer parti de la victoire de Lépante, lorsqu'il mourut le 1^{er} mai 1572. Sélim II, qui le regardait comme son plus redoutable ennemi, ayant appris la nouvelle de sa mort, fit faire des réjouissances publiques à Constantinople pendant trois jours. Ce pontife, qui a mérité par ses vertus d'être mis au nombre des saints, fut néanmoins peu regretté du peuple, à cause de sa sévérité contre les abus. Protecteur des savans et plus encore des hommes vertueux, il n'éleva aux dignités que des hommes distingués par leur mérite. On cite des effets prodigieux de sa charité : outre les dépenses énormes employées à la défense de la foi, il donna des sommes considérables aux chevaliers de Malte, vingt mille écus d'or à l'hôpital du Saint-Esprit, six mille au séminaire des clercs, et cinq mille à la confrérie de l'Annonciade ; il augmenta les revenus de la maison fondée sous Paul III pour les nouveaux convertis, fit construire un collège à Pavie, un monastère de dominicains à Bosco dans le Milanais, et fonda un grand nombre de dots pour des filles pauvres. Il fournissait aux besoins des évêques chassés de leurs sièges, et distribuait chaque jour des aumônes considérables ; ce qui ne l'empêcha pas de laisser plus d'un million d'écus d'or destinés à la guerre contre les Turcs. On le voyait souvent visiter les hôpitaux, soigner lui-même les malades et leur donner des consolations. Quelques mois avant sa mort il avait confirmé et érigé en ordre religieux la congrégation des frères de la Charité établie par saint Jean

de Dieu. Il leur donna la règle de Saint-Augustin, et il ajouta aux vœux ordinaires un quatrième vœu de se consacrer au service des malades. On lui donna pour successeur le cardinal Hugues Buoncompagno, natif de Bologne, qui fut élu le 13 mai et prit le nom de Grégoire XIII. Saint François de Borgia, troisième général des jésuites et auparavant duc de Gandie, mourut environ cinq mois après, à l'âge de soixante-deux ans, épuisé par ses travaux et ses austérités. Il avait gouverné sept ans la compagnie et mis la dernière main aux réglemens dressés par saint Ignace, tant pour les observances régulières que pour la discipline scolastique.

Ce fut au mois d'août de cette même année 1572 qu'eut lieu le massacre de la Saint-Barthélemy, qui a servi de prétexte à tant de déclamations contre la religion. Les philosophes du dernier siècle surtout n'y ont voulu voir qu'un effet de l'intolérance et du fanatisme; ils ont représenté la religion aiguissant les poignards et exagéré, pour la rendre odieuse, le nombre des victimes. Loin de nous la pensée de vouloir diminuer l'horreur que doit inspirer cet exécrationnable massacre; mais nous devons faire remarquer qu'il fut une suite de l'irritation produite par les guerres civiles, et que la religion y fut complètement étrangère. Depuis plus de douze ans les calvinistes semblaient prendre à tâche de provoquer l'indignation publique; leurs séditions et leurs révoltes continuelles avaient livré la France en proie à tous les désordres, et la tenaient encore dans un état de troubles et d'inquiétudes; ils y avaient attiré des armées étrangères et livré le Havre et d'autres villes de Normandie aux Anglais; ils avaient insulté par toutes sortes d'outrages la religion de la majorité, pillé et ravagé les provinces, porté partout le fer et le feu, et commis d'effroyables excès. On voit par un discours du cardinal de Lorraine au concile de Trente, qu'en trois ou quatre mois ils avaient massacré près de trois mille religieux;

l'historien de Thou, qui n'est pas suspect, rapporte lui-même qu'il y avait eu dans la petite ville de Sully trente-six prêtres égorgés et beaucoup d'autres jetés dans la Loire; le clergé de Nîmes avait été noyé dans le puits de l'évêché avec un grand nombre de catholiques; on sait, par les registres publics des villes, qu'à Montpellier, à Montauban et partout où les protestans avaient été les maîtres, ils avaient employé les amendes, la confiscation et les tortures, pour contraindre les catholiques à embrasser la réforme; souvent ils avaient égorgé tous ceux qui refusaient d'aller au prêche; personne n'ignorait les affreuses violences exercées par la reine de Navarre, dont le fils était chef des révoltés. Enfin cette faction turbulente tenait encore le roi en échec, et ne cessait de le fatiguer par d'insolentes prétentions; elle voulait le renvoi des ministres; elle demandait qu'on fit alliance avec les protestans d'Angleterre et des Pays-Bas pour faire la guerre à l'Espagne, et semblait mettre son obéissance à ce prix. Telles étaient les causes qui avaient porté au comble l'irritation de la cour et du peuple.

On trouve tant de contradictions et si peu de critique dans les historiens qui ont parlé de ce massacre, qu'il est difficile d'en connaître exactement les circonstances et de savoir s'il fut prémédité. La plupart ont répété les uns après les autres que le roi avait écrit la veille du massacre aux gouverneurs des villes et des provinces de faire main basse sur les calvinistes, et cependant ils rapportent que le 25 août, lendemain de la Saint-Barthélemy, il écrivit partout pour rejeter cette barbare exécution sur la fureur populaire, et déclarer qu'elle avait eu lieu contre sa volonté. Ils ajoutent que le comte de Tendes, gouverneur de la Provence, répondit à l'officier qui lui apportait l'ordre du massacre, qu'il ne pouvait regarder cet ordre comme venant du roi, de qui il avait reçu des ordres tout contraires; et que Saint-Herem, gouverneur de l'Auvergne, répondit également qu'il n'o-

bérait point à des ordres si cruels, s'il ne les recevait du roi lui-même. Il est visible que de telles réponses, aussi bien que la lettre du 25 août, ne peuvent se concilier avec la prétendue lettre écrite deux jours auparavant. Tout ce que l'on peut conjecturer au milieu de ces récits incohérens, c'est que la cour voulut se défaire des principaux chefs de la révolte, et que l'irritation populaire fit le reste.

Une grande partie des seigneurs protestans se trouvaient réunis à Paris, soit pour les fêtes célébrées à l'occasion du mariage du roi de Navarre avec Marguerite, sœur de Charles IX, soit pour les préparatifs d'une guerre contre l'Espagne, lorsque, le 22 août, l'amiral de Coligny, en revenant du Louvre, reçut un coup d'arquebuse, dont les balles lui brisèrent un doigt de la main droite et lui traversèrent le bras gauche. On courut à la maison d'où le coup était parti, mais déjà l'assassin avait pris la fuite. On apprit seulement que la maison appartenait à un précepteur du duc de Guise, et les calvinistes en conclurent que celui-ci avait voulu venger la mort de son père, assassiné par un agent de l'amiral. Le roi parut d'abord vivement affecté de cet événement ; il alla même, suivi de la reine et du duc d'Anjou, rendre visite à l'amiral, lui donna des gardes, et promit de punir rigoureusement les coupables. Cependant plus de quatre cents gentilshommes calvinistes se rendirent au Louvre pour demander justice, et firent entendre des propos menaçans. La reine mère en profita pour effrayer le roi et le faire consentir au massacre, dont l'exécution fut fixée au dimanche 24 août, jour de la Saint-Barthélemy. Le 23, au soir, on fit mettre les Suisses sous les armes ; on fit entrer des troupes dans le Louvre ; on manda le prévôt des marchands, à qui le roi déclara qu'il y avait une conspiration tramée par les calvinistes, et en conséquence on lui donna l'ordre de faire prendre les armes à la garde bourgeoise ; ce qui fut exécuté pendant la

nuît. Enfin, toutes les mesures étant prises, on fit sonner le tocsin à trois heures du matin pour donner le signal, et aussitôt le duc de Guise, accompagné du comte d'Angoulême, frère naturel du roi, se porta avec des troupes à la maison de l'amiral, qui fut égorgé avec toutes les personnes qui se trouvaient auprès de lui. Son corps fut traîné dans les rues avec toutes sortes d'outrages par le peuple durant trois jours, et ensuite pendu aux fourches patibulaires de Montfaucon. Les calvinistes, effrayés du tocsin et du bruit qui se faisait dans la ville, se levèrent précipitamment pour se rendre auprès de l'amiral ou au Louvre, et partout ils furent massacrés. Ceux qui cherchèrent à prendre la fuite se virent enveloppés par les gardes bourgeoises, qui en firent un horrible carnage. On se porta ensuite dans les maisons particulières, où la fureur populaire n'épargna ni les femmes ni les vieillards. On égorgea jusque dans le Louvre un grand nombre de gentilshommes de la suite du roi de Navarre et du prince de Condé. Mais le roi fit grâce à Grammont, à Duras, à Gamaches et à Bouchavanes, qui promirent de lui être fidèles, et tinrent parole. On remarque parmi les principales victimes, Téligny, gendre de l'amiral, le comte de la Rochefoucauld, Soubise, Lavardin, Crussol, Levi, Caumont, Pardaillan, de Piles, la Châtaigneraie, qui tous avaient pris part aux guerres civiles, la Place, premier président de la cour des aides, le libraire Oudin-Petit, et le fameux Pierre Ramus, dont le corps fut déchiré et traîné dans les rues par les étudiants de l'université. Une centaine de seigneurs calvinistes, logés dans le faubourg Saint-Germain, eurent le temps de s'évader. Le duc de Guise en sauva lui-même à peu près autant dans sa maison. Beaucoup de bourgeois parvinrent à se cacher, et d'autres sauvèrent leur vie en courant faire leur abjuration dans les églises.

Le massacre dura trois jours, et s'étendit dans les provinces, où plusieurs villes imitèrent l'exemple de Paris;

mais il est à remarquer que ce furent principalement celles qui avaient eu à souffrir les horribles excès des calvinistes, entre autres Orléans, Meaux, Troyes, Rouen, Saumur, Angers, Bourges, Lyon, Bordeaux et Toulouse. Quelques gouverneurs s'opposèrent à cette barbare exécution, et en d'autres endroits le clergé, qui avait tant à se plaindre du fanatisme des sectaires, parvint à les faire épargner. L'évêque de Lisieux, Jean Hennuyer, de l'ordre de Saint-Dominique, empêcha le massacre dans son diocèse, et eut le bonheur de voir bientôt les hérétiques, vivement touchés de cette conduite, venir presque tous faire leur abjuration. Plus de trois cents calvinistes furent reçus à Lyon dans le palais archiépiscopal, où la multitude ne laissa pas de les poursuivre et de les massacrer. Il est impossible de déterminer le nombre des personnes qui périrent dans ces sanglantes journées. Quelques écrivains protestans le font monter jusqu'à cent mille, d'autres à soixante mille, d'autres seulement à vingt mille. Mais on ne peut pas douter que ces nombres ne soient exagérés. Le Martyrologe protestant, publié en 1582, ne compte lui-même qu'environ six mille victimes tant à Paris que dans les provinces, et n'en désigne nommément que sept cent quatre-vingt-six. On peut croire qu'en doublant ce dernier nombre on ne serait pas loin de la réalité. Dès que la première fureur du massacre fut passé, Charles IX fit venir en sa présence le roi de Navarre et le prince de Condé, et leur signifia qu'il ne leur donnait que trois jours pour faire leur abjuration ; puis il les fit instruire par le savant jésuite Maldonat et par Durosier, ministre fameux qui avait lui-même abjuré et qui retourna plus tard à l'hérésie. Enfin, vers le milieu de septembre, comme les princes différaient toujours, le roi furieux se les fit amener, les traita de rebelles, et finit par leur ordonner de choisir sur-le-champ entre la messe, la mort ou la prison perpétuelle. Ils firent alors leur abjuration, et obtinrent du pape l'ab-

solution des censures par l'entremise du cardinal de Bourbon leur oncle ; mais cette conversion forcée ne dura pas longtemps. Le roi après la Saint-Barthélemy ordonna des processions solennelles d'actions de grâces, et le mardi 26 août, s'étant rendu au parlement, il déclara que tout s'était fait de son consentement, pour prévenir la conspiration des calvinistes, et ordonna de faire le procès à l'amiral et à ses complices. Le parlement rendit quelque temps après un arrêt en bonne forme, qui constatait la conspiration et flétrissait par la condamnation la plus infamante la mémoire de l'amiral. Deux seigneurs calvinistes, Briquemaut et Cavagne, impliqués dans ce procès, furent pendus sur la place de Grève. On ne manqua pas de faire valoir ce jugement solennel auprès des puissances étrangères pour justifier les horreurs de la Saint-Barthélemy, et le pape Grégoire XIII, à qui on représenta cette mesure comme ayant sauvé le roi et la France, fit faire à Rome des réjouissances publiques ; mais il ne put s'empêcher de verser des larmes et de s'écrier en soupirant : Hélas, combien d'innocens auront été confondus avec les coupables (1) !

Les calvinistes, croyant leur secte menacée d'une ruine entière, ne songeaient plus qu'à chercher un asile hors du royaume, lorsque la cour les rassura par un édit du mois d'octobre, qui confirmait le traité de pacification, et leur promettait toute sûreté ainsi que la liberté de conscience, avec cette restriction néanmoins qu'ils ne pourraient s'assembler pour l'exercice public de leur culte. On résolut cependant de leur enlever la Rochelle, une de leurs villes de sûreté, qu'ils avaient refusé de rendre au terme convenu. Mais après quelques mois de siège, on prit le parti de traiter avec les re-

(1) De Thou. — Davil. — *Mém. de Tavan.* — *Mém. de Viller.* — Soulier. *Hist. du Calvin.*

belles à des conditions honteuses, telles à peu près qu'il leur plut de les exiger. On leur accorda le libre exercice de leur religion, non-seulement pour eux-mêmes, mais pour quelques autres villes, entre autres Nîmes et Montauban, et pour tous les seigneurs hauts justiciers qui n'auraient point abjuré ; on étendit l'amnistie et la restitution des biens confisqués à tous ceux qui avaient pris les armes ; enfin on promit que personne ne serait inquiété au sujet de la religion, ni même des promesses d'abjuration. La ville de Sancerre, qui s'était révoltée et prétendait à l'exercice public du calvinisme, ayant été réduite à se rendre, fut privée de ses droits municipaux et démantelée. Un parti qu'on nomma la faction des politiques ou des mécontents, ayant à sa tête le duc d'Alençon, frère du roi, et les Montmorenci, s'unit bientôt après aux calvinistes, et leur donna occasion de recommencer les brouilleries.

Sur ces entrefaites, le duc d'Anjou fut élu roi de Pologne, et partit pour prendre possession de ce royaume. Mais il y était à peine depuis quatre mois, lorsqu'il fut appelé au trône de France par l'ordre naturel de la succession. Charles IX, depuis longtemps consumé par le chagrin et par la fièvre, mourut d'une hémorrhagie, le 30 mai 1574, dans sa vingt-quatrième année, laissant le royaume en proie à l'anarchie sous la régence de la reine mère, dont l'intrigante ambition avait tant contribué aux malheurs de son règne. Comme il n'avait point de fils, le duc d'Anjou, son frère, lui succéda sous le nom d'Henri III. Il quitta précipitamment la Pologne sous prétexte de prévenir les troubles de son nouveau royaume, mais il ne laissa pas de consumer trois mois en route, et de s'amuser en différentes villes d'Allemagne et d'Italie ; puis, lorsqu'il fut arrivé en France, il s'abandonna à l'indolence de son caractère mou et frivole, négligea les affaires, et ne tarda pas à se rendre méprisable par la bizarrerie de sa conduite et le dérèglement de ses goûts

puérils ou efféminés. La cour offrait alors le spectacle d'une dissolution sans bornes et d'une dévotion superstitieuse en harmonie avec l'éducation ultramontaine et l'esprit faible de la reine Catherine de Médicis. On voyait les hommes et les femmes joindre les pratiques extérieures de la religion aux intrigues de la galanterie, à la licence des mœurs, aux scandales et aux désordres de tout genre, employer le poison, l'assassinat ou les maléfices contre leurs ennemis ou leurs rivaux, et courir en foule chez les astrologues et les devins, attirés d'Italie par la sotte crédulité de la reine mère. Ce mélange de dévotion extérieure et de mœurs licencieuses fut porté au comble par le nouveau roi. Il s'entoura de jeunes favoris que leurs mœurs corrompues ou suspectes firent appeler mignons, et il n'était pas rare de le voir avec cette troupe de libertins effrénés porter le trouble dans les fêtes, les noces, les marchés ou autres réunions publiques, danser et folâtrer dans les rues, faire des mascarades habillé en femme, insulter les passans et souvent essuyer lui-même les insultes de la populace; ensuite, après ces orgies, il donnait avec ostentation les marques les plus apparentes de piété. Il assistait à des processions en costume de pénitent, faisait des pèlerinages et des retraites, visitait les églises et parcourait les rues un gros chapelet à la main et récitant des prières. Il s'était fait associer, en passant par Avignon, à une confrérie de pénitens, et il en établit une semblable où entrèrent la plupart des courtisans. Le costume de ces confréries était une espèce de sac avec une ceinture de corde où pendait une discipline et un gros chapelet à têtes de mort. Le visage était entièrement couvert par un capuchon, qui avait seulement deux trous pour laisser la vue libre. Il y avait des pénitens blancs, d'autres noirs ou bleus, suivant la couleur de leur sac. Le roi était le chef des blancs. Le cardinal de Lorraine se mit à la tête des pénitens bleus, et comme il assistait à une de leurs proces-

sions, il se trouva mal, et n'ayant pas voulu se retirer pour ne pas troubler la cérémonie, il fut saisi d'une fièvre violente, dont il mourut cette même année 1574, emportant les regrets de tous les catholiques. Il avait fondé l'année précédente l'université de Lorraine, qu'il mit entre les mains des jésuites.

Cependant les calvinistes, unis au parti des mécontents et soutenus par le prince palatin, continuaient de troubler le royaume par leurs révoltes, et après quelques mois d'une guerre mollement soutenue et suivie d'une trêve mal observée, le roi fit la paix avec les rebelles et leur accorda, par un édit du mois de mai 1576, des conditions beaucoup plus avantageuses que toutes celles qu'ils avaient obtenues jusqu'alors. On leur permettait d'élever des temples pour l'exercice public de leur religion dans tout le royaume, excepté à Paris et dans la banlieue; on leur accordait huit villes de sûreté avec des chambres mi-parties dans chaque parlement, c'est-à-dire composées par moitié de catholiques et de calvinistes; on les remettait dans la jouissance de leurs biens et de leurs dignités, et l'on rétablissait la mémoire de l'amiral de Coligny et des autres chefs du parti. On défendait d'inquiéter les prêtres et les moines qui s'étaient mariés et leurs enfans étaient déclarés légitimes. Enfin, le roi promettait d'assembler incessamment les états du royaume à Blois. Comme ses folles profusions avaient épuisé le trésor, il obtint du pape Grégoire XIII l'autorisation d'aliéner une partie des biens ecclésiastiques, sous prétexte de défendre la religion, et le produit en fut employé au paiement des troupes allemandes appelées par les rebelles.

Tant de concessions faites aux sectaires indignèrent les catholiques, et donnèrent lieu à la ligue ou sainte union, tant décriée par les historiens courtisans, mais qui au fond était une suite toute naturelle des circonstances. Les calvinistes formaient depuis longtemps un

faction organisée, qui avait ses chefs, ses troupes, ses villes de sûreté, qui levait des impôts et contractait des alliances avec les princes étrangers; le parti des mécontents avait lui-même pour chef un frère du roi, et ces deux factions, après s'être unies par un traité, venaient d'imposer des lois à Henri III, dont la mollesse et l'impéritie présageaient de nouveaux malheurs pour la France et la religion. Les catholiques, pour le soutenir et se défendre eux-mêmes, sentirent la nécessité de se liguier à leur tour, d'opposer une confédération à celle des calvinistes, et de s'appuyer à leur exemple sur des alliances étrangères. L'objet de la ligue, comme on le voit par un acte signé à Péronne, le 15 février 1577, était de maintenir la religion catholique, de défendre l'autorité du roi et les prérogatives de la couronne contre les entreprises des sectaires, et de faire exécuter, comme lois inviolables, les résolutions qui seraient prises dans l'assemblée des états généraux. Les signataires promettaient avec serment d'employer à cet effet leurs biens et même leur vie, de se tenir toujours prêts à exécuter les ordres qui leur seraient donnés pour le maintien de la religion par le roi ou ses lieutenans, de se secourir mutuellement, de protéger et défendre les ecclésiastiques contre toute voie de fait ou autre vexation, enfin de regarder comme déserteurs de la religion et traîtres envers le roi et la patrie tous les catholiques qui ne consentiraient pas à entrer dans cette ligue, et de n'entretenir avec eux aucune relation. On déclarait cependant qu'on ne voulait vexer aucunement les calvinistes, et qu'ils ne seraient inquiétés ni dans leurs personnes, ni dans leurs biens ou leurs dignités, pourvu qu'ils eussent soin de se tenir en repos et de se soumettre aux ordonnances qui seraient rendues par les états généraux. Ainsi la ligue n'avait d'autre but que de maintenir la constitution du royaume et la force des lois contre les factieux. Il était convenu, dit-on, entre les confédérés que le chef

de cette union serait nommé par le pape, et leurs vues se portaient sur le duc de Guise, infiniment cher aux catholiques et déjà célèbre par la belle défense de Poitiers et par une bataille gagnée près de Langres contre les troupes allemandes. Mais ce dessein échoua.

Les états généraux s'assemblèrent à Blois, au mois de décembre 1576. Le roi s'y fit reconnaître chef de la ligue, et en fit dresser un formulaire pour être signé dans toute la France. On révoqua le dernier édit, si favorable aux calvinistes; on défendit l'exercice public de leur religion, et l'on enjoignit à leurs ministres de sortir du royaume. Ces ordonnances devinrent pour les factieux le prétexte d'une nouvelle guerre, qui se termina par un édit de pacification publié à Poitiers, au mois de septembre 1577, et qui contenait à peu près les mêmes concessions que l'édit du mois de mai de l'année précédente. On y supprimait néanmoins quelques chambres mi-parties; on restreignait à certains lieux seulement, dans chaque bailliage, l'exercice du calvinisme, et on ordonnait le rétablissement de la religion catholique partout où elle était abolie. Du reste, le roi défendait et annulait toutes les ligues faites ou à faire au préjudice de cet édit. Cependant les troubles continuèrent dans la Guienne, dans le Languedoc et le Dauphiné, et pour y mettre fin le roi, par le traité de Nérac, conclu en 1579, donna aux calvinistes une liberté plus étendue pour l'exercice de leur culte, et leur accorda quatorze villes de sûreté au lieu de neuf. Mais l'année suivante, le roi de Navarre, le prince de Condé et le duc d'Alençon reprirent encore les armes, et arrachèrent de nouvelles concessions. Tel fut l'effet des ménagemens envers les rebelles.

Cette faiblesse du roi, jointe à l'alliance qu'il fit vers le même temps avec les réformés de la Suisse et de Genève, les secours qu'il accorda aux protestans révoltés des Pays-Bas, l'augmentation continuelle des impôts, les

folles dépenses de la cour, les profusions scandaleuses en faveur des mignons, la dilapidation des biens ecclésiastiques et une foule d'autres désordres, soulevèrent un mécontentement général parmi les catholiques, et disposèrent peu à peu les esprits au mépris de l'autorité royale. Ce fut principalement pour prévenir l'effet de ces dispositions et pour attacher à la cour les grands du royaume, que Henri III institua, en 1579, l'ordre des chevaliers du Saint-Esprit, dont il fixa le nombre à cent, parmi lesquels quatre cardinaux, quatre prélats et autant de grands officiers. Son dessein était d'attribuer des commanderies à chacun de ces chevaliers ; mais le pape, sollicité par le clergé de France, s'y opposa ; toutefois, les chevaliers ne laissèrent pas de retenir le nom de commandeurs. Ils devaient tous prêter serment d'exposer leurs biens et leur vie pour la défense de la religion. Le clergé de France, assemblé à Melun, au mois de septembre de cette même année, se plaignit au roi des contributions énormes qu'il ne cessait d'en exiger et de l'état déplorable où son administration avait plongé l'Eglise gallicane. Il représenta que vingt-huit évêchés et une multitude d'abbayes et d'autres bénéfices étaient vacans ; que plusieurs abbayes étaient données en comende à des laïques et même à des femmes, et que les fruits des bénéfices vacans devenaient la proie de courtisans voluptueux. En conséquence, il demanda, comme le moyen de remédier aux abus, la publication du concile de Trente et le rétablissement des élections. Le roi rejeta ces demandes ; mais pour satisfaire en partie aux plaintes et aux vœux du clergé, il publia la fameuse ordonnance de Blois, contenant soixante-quatre articles de discipline, conformes pour la plupart aux réglemens du concile de Trente. Le clergé renouvela ses demandes, mais avec aussi peu de succès, dans les assemblées tenues à Paris, en 1582 et 1585. Le roi répondit même aux prélats avec humeur que si les élections avaient eu

lieu, plusieurs de ceux qui les réclamaient si instamment ne paraîtraient pas revêtus de cette dignité.

Le jubilé de l'année 1575 avait attiré à Rome une multitude de pèlerins, parmi lesquels on vit un grand nombre de personnages illustres, entre autres le grand duc de Toscane, le duc de Clèves et saint Charles Borromée, qui porta la ferveur jusqu'à faire quelquefois les stations nu-pieds. L'affluence du peuple fut si grande, que le seul hôpital de la Trinité reçut jusqu'à sept ou huit mille pèlerins dans un jour. Le pape et les cardinaux à son exemple se signalèrent par l'abondance de leurs aumônes. Il fit, selon l'usage, l'ouverture de la porte murée, qu'on nomme la porte sainte, à l'église de Saint-Pierre, et la cérémonie accoutumée de monter à genoux les degrés de l'église de Sainte-Marie-Majeure, nommés l'échelle sainte. Ce prodigieux concours de pèlerins venus de tous les pays occasionna à Rome une peste qui se répandit dans toute l'Italie, et qui causa surtout l'année suivante d'affreux ravages à Milan. On voulut persuader à saint Charles de quitter la ville et de se conserver pour le bien de son église; mais il se fit un devoir d'exposer sa vie pour donner par lui-même des consolations et des secours à son troupeau. Il ordonna des prières publiques, redoubla ses jeûnes et ses austérités, et employa son argenterie, ses meubles, son linge et jusqu'à ses habits, à secourir les pauvres et les malades. L'épidémie était si effrayante qu'une foule de personnes avaient pris la fuite, et que les pestiférés demeuraient souvent abandonnés. Le saint prélat les soignait lui-même, leur administrait les sacremens, baptisait les enfans, et bientôt son exemple et son zèle relevèrent le courage et excitèrent la charité du clergé et des fidèles. Un grand nombre bravèrent tous les périls et vinrent lui offrir leurs services pour le soin des malades et la sépulture des morts. Il envoya dans les vallées de la Suisse pour appeler à son aide des ecclésiastiques, des religieux

et d'autres personnes charitables; il fit faire dans tout le diocèse et dans les pays voisins des quêtes qui produisirent des aumônes abondantes, et par ce moyen il fut en état de pourvoir aux besoins non-seulement des pestiférés, mais d'une foule de mercenaires et de pauvres sans ressources. Sa sollicitude et ses soins ne se bornèrent pas à la ville de Milan, il visita dans son diocèse tous les lieux atteints de la peste, et partout il prit des mesures efficaces pour le soulagement des corps et des âmes. Il ordonna, pour apaiser la colère divine, des processions générales, où il assista nu-pieds et la corde au cou, avec une multitude de peuple fondant en larmes. Enfin la contagion se ralentit peu à peu et cessa entièrement après dix-huit mois de ravages. On trouva qu'il était mort environ dix-sept mille personnes dans la ville et huit mille dans le reste du diocèse.

Saint Charles avait tenu, en 1573, son troisième concile provincial, et publié une instruction pastorale pour exhorter les fidèles au jeûne et à l'abstinence, selon l'ancien usage, pendant le temps de l'Avent. Deux ans plus tard, dans un mandement qu'il publia sur la sanctification des fêtes, il ordonna que les femmes, suivant l'ordre prescrit par saint Paul, ne paraîtraient à l'église que voilées. Il fonda vers le même temps le collège des nobles à Milan, et bientôt après un autre collège pour les Suisses. Il tint son quatrième concile provincial, en 1576, quelques mois avant la peste, et un autre, en 1579, dans lesquels il publia, comme à l'ordinaire, un grand nombre de sages réglemens pour la réformation des mœurs et le maintien de la discipline. Mais son zèle éprouva souvent des contradictions, et lui attira même une sorte de persécution de la part du gouverneur à l'occasion d'une ordonnance contre les spectacles. C'était l'usage dans le diocèse de Milan de ne commencer le carême que le lundi de la première semaine, et le peuple se livrait le dimanche précédent à des mascarades et à

tous les désordres du carnaval. L'archevêque, après avoir publié, en 1579, un mandement contre ces abus, apprenant que le gouverneur faisait cependant préparer des fêtes, des tournois et autres spectacles, fit une ordonnance pour les défendre, sous peine d'excommunication et d'interdit contre tous ceux qui y prendraient part. Il prescrivit, en outre, l'abstinence de la viande pour ce dimanche. Le gouverneur, déjà irrité par quelques démêlés au sujet de la juridiction ecclésiastique, mit tout en œuvre pour décrier le saint prélat et le faire passer à la cour d'Espagne pour un ambitieux qui entreprenait sur les droits de l'autorité royale, et auprès du pape pour un esprit brouillon, sans jugement et sans prudence. Ces imputations obligèrent saint Charles à faire le voyage de Rome ; mais il ne lui fut pas difficile de se justifier.

Le pape Grégoire XIII, dès la première année de son pontificat, confirma l'ordre militaire de Saint-Maurice institué par le duc de Savoie, et l'unit à l'ancien ordre de Saint-Lazare. Il confirma, en 1575, la congrégation de l'Oratoire établie par saint Philippe de Néri. Une des vues du saint fondateur était d'offrir un asile aux personnes qui n'ayant pas la force ou le courage de pratiquer les austérités monastiques et de s'engager par des vœux, voudraient cependant se retirer du monde pour mener une vie chrétienne. Elle était composée de laïques aussi bien que d'ecclésiastiques. Quatre ans plus tard, le pape entreprit de rétablir en Occident l'ordre de Saint-Basile, dont on avait compté jusqu'à cinq cents monastères dans le royaume de Naples ; mais le relâchement en avait beaucoup diminué le nombre. Grégoire XIII ordonna que tous ceux qui subsistaient encore ne formeraient qu'une seule congrégation sous un même abbé, et il leur accorda beaucoup de privilèges et les laissa dans l'usage où ils étaient de suivre le rite grec. Entre les nombreux établissemens que la religion doit à

ce pontife, on compte, dans cette seule année 1579, jusqu'à vingt collèges ou séminaires fondés en divers endroits, à Rome pour les Anglais, les Allemands, les juifs convertis, les Grecs et les Maronites, à Lorette pour les Slavons, à Vienne en Autriche, à Prague, à Olmutz, à Wilna en Lithuanie, enfin dans la Transylvanie et même au Japon. Peu de temps auparavant, Jean de la Barrière, abbé de Feuillans, dans le diocèse de Rieux en Languedoc, avait entrepris la réforme de l'ordre de Saint-Bernard. Mais il ne put la faire embrasser aux religieux de son abbaye, et il songeait à se retirer dans un désert, lorsque le célèbre d'Ossat, alors secrétaire de l'archevêque de Toulouse et depuis cardinal, l'engagea à ne pas abandonner son premier dessein. Il trouva enfin des disciples qui résolurent, à son exemple, de pratiquer les austérités primitives de Cîteaux. Cette réforme fut approuvée, en 1585, par Sixte V, et l'année suivante les nouveaux religieux, connus sous le nom de feuillans, furent établis à Paris dans un monastère que Henri III leur fit bâtir près des Tuileries.

L'empereur Maximilien II était mort en 1576. Il eut pour successeur son fils Rodolphe II, qui ne se fit guère remarquer, pendant un règne de trente-six ans, que par sa passion ridicule pour l'alchimie. L'indolence de ces deux princes favorisa les progrès de l'hérésie, et l'on vit quelquefois les évêques eux-mêmes l'introduire dans leurs diocèses. C'est ce qui avait eu lieu notamment à Magdebourg, dont l'archevêque, fils de l'électeur de Brandebourg, s'était décidé, de l'avis du chapitre, à faire prêcher publiquement le luthéranisme. Salentin d'Issenbourg, archevêque de Cologne et évêque de Paderborn, qui occupait ces deux sièges sans être prêtre, quitta, en 1577, l'état ecclésiastique pour se marier avec une fille du prince de Ligne. Gebhard Truchsess, qui lui succéda sur le siège de Cologne, épousa bientôt après une religieuse nommée Agnès de Mansfeld, et pour légitimer

ce mariage sacrilège, il embrassa le protestantisme, et voulut l'établir dans son diocèse. Mais le chapitre et le sénat de Cologne s'y opposèrent efficacement. Ils convoquèrent, en 1583, une assemblée des états de la province, qui déclarèrent Gebhard déchu de l'électorat conformément à la pacification de Passaw, et le pape de son côté, ayant fait de vains efforts pour le ramener, prononça la sentence de sa déposition; après quoi le chapitre élut Ernest de Bavière, qui était déjà évêque de Liège, de Frisingue et d'Hildesheim. Gebhard voulut se maintenir par la force; il leva des troupes, ravagea les environs de Cologne, et brûla les fameuses abbayes de Tuitz et d'Aldenberg. Mais l'année suivante, après une déroute complète, il fut réduit à se retirer dans les Pays-Bas, où il mourut dans l'obscurité.

Les divisions continuaient toujours parmi les protestans, et pour y mettre un terme l'électeur de Saxe avait ordonné, en 1571, la tenue d'un synode à Dresde, où les ministres se rendirent en grand nombre et dressèrent une confession de foi sous le titre de Formule de concorde. Mais elle déplut aux ubiquitaires aussi bien qu'une autre dressée, en 1574, dans une conférence tenue à Torgaw. Enfin Chytrée, Kemnitz et quelques autres, dans une réunion à Bergh, en 1577, dressèrent une nouvelle formule de concorde, où ils établirent expressément l'ubiquité, et les électeurs de Saxe et de Brandebourg, avec beaucoup d'autres princes, en ordonnèrent la signature. Elle fut loin toutefois de rétablir l'union; il fallut tenir encore de nombreuses conférences et employer enfin la prison et d'autres violences contre ceux qui refusaient de souscrire. Comme toutes ces formules condamnaient les sacramentaires, ils tinrent de leur côté, en 1577, une assemblée à Francfort, où l'électeur palatin avait appelé des ministres de tous les pays calvinistes. Ils dressèrent au nom du parti une confession de foi, et écrivirent aux luthériens pour demander une conférence

et obtenir leur communion. Mais cette démarche et d'autres qui eurent lieu les années suivantes, demeurèrent sans succès. Les luthériens tentèrent vers le même temps de faire approuver par les Grecs la confession d'Ausbourg, qu'ils envoyèrent dans ce but à Jérémie, patriarche de Constantinople, avec une lettre où ils s'efforçaient de prouver qu'ils tenaient la foi des premiers siècles. Mais ce patriarche dans sa réponse fit voir la nouveauté de leur doctrine, insista sur leurs variations et leurs interminables disputes, et comme ils revinrent plusieurs fois à la charge, il leur adressa deux autres réponses contenant également une solide réfutation de leurs erreurs.

Un grand nombre de prêtres sortis des séminaires anglais de Reims et de Douai parcouraient l'Angleterre sous divers déguisemens pour affermir les catholiques et leur administrer les secours de la religion. La reine prit des mesures pour les découvrir au moyen des espions qu'elle engageait à se faire passer pour catholiques, et plusieurs de ces prêtres furent arrêtés et condamnés à mort. De ce nombre fut Edmond Campian, célèbre par ses ouvrages, qui fut exécuté en 1581 avec deux de ses confrères. On ne manqua pas, pour les rendre odieux, de leur imputer une prétendue conspiration dont on ne put trouver le plus léger indice. La reine fit renouveler vers le même temps la loi qui défendait de recevoir et de loger des prêtres sous peine de mort ; elle ordonna aussi à tous ceux qui avaient des enfans hors du royaume de les rappeler immédiatement, avec défense d'envoyer aucun secours à ceux qui refuseraient de revenir. Elle entretenait dans les pays étrangers, comme en Angleterre, des espions qui s'insinuaient dans la confiance des catholiques et dont les délations souvent calomnieuses servaient de prétextes à une foule de persécutions. Ces violences continuelles déterminèrent trois ans plus tard un gentilhomme catholique, nommé

Guillaume Parr, à former le projet d'une conspiration contre la reine. Il s'en ouvrit à quelques personnes, qui essayèrent vainement de l'en détourner. Mais il fut découvert et condamné à mort. Le parlement à cette occasion publia une loi qui ordonnait à tous les prêtres catholiques de sortir du royaume dans quatre jours, sous peine d'être traités comme coupables de haute trahison. Elle portait en outre que l'on tiendrait pour convaincus du même crime ceux qui étaient dans les séminaires étrangers, s'ils ne revenaient dans six mois faire leur soumission devant un évêque anglican; et la peine de confiscation et du bannissement était prononcée contre quiconque leur enverrait des secours.

Sébastien, roi de Portugal, avait été tué, en 1578, dans une expédition en Afrique, et le cardinal Henri, son grand oncle, qui lui succéda, étant mort en 1580, le trône fut disputé par plusieurs prétendants. Le pape Grégoire XIII voulut se réserver la décision; mais Philippe II, qui n'avait pas le droit le plus apparent, fit décider par les universités d'Alcala et de Salamanque, qu'en sa qualité de souverain il était seul juge de la valeur de ses prétentions, et s'empara du Portugal par la force des armes. Cet accroissement de puissance ne l'empêcha pas de perdre l'année suivante une partie des Pays-Bas. Louis de Requesens, qui en était gouverneur, mourut en 1576, et eut pour successeur le célèbre don Juan d'Autriche. Mais avant que celui-ci fût arrivé, les états généraux de Flandre, de Brabant et des provinces voisines s'emparèrent du gouvernement, et firent une alliance avec les états de Hollande contre les troupes espagnoles. Ce traité, connu sous le nom de Confédération de Gand, accordait la liberté de conscience aux réformés, qui de leur côté promettaient de ne rien entreprendre contre la religion catholique. Il fut approuvé par une partie du clergé et même des évêques; mais un grand nombre de villes, surtout dans le Hainaut et l'Ar-

tois, refusèrent de consentir à l'introduction du calvinisme. Le prince d'Orange avait le commandement de la Hollande et des autres provinces où l'on avait aboli la religion catholique ; les confédérés de Brabant appelèrent l'archiduc Mathias, frère de l'empereur, pour le mettre à leur tête, et les deux factions, dans une assemblée des états généraux, publièrent un édit qui déclarait traîtres envers l'état ceux qui prendraient le parti des Espagnols. Don Juan remporta, en 1578, une victoire éclatante sur les rebelles ; mais il mourut peu de temps après, laissant pour successeur le duc de Parme, fils de l'ancienne gouvernante. Cependant les sectaires violaient sans cesse le traité de Gand. La ville d'Amsterdam ayant embrassé le parti du prince d'Orange, sous la réserve expresse que les protestans y seraient seulement tolérés, ils n'y furent pas plus tôt qu'ils s'emparèrent des églises, chassèrent les prêtres et abolirent la religion catholique. Ceux d'Anvers se jetèrent à main armée sur une procession à laquelle assistait l'archiduc Mathias, et se saisirent de deux cents personnes, prêtres ou religieux, qu'ils forcèrent à sortir de la ville. Ces excès déterminèrent successivement plusieurs provinces à se détacher de la confédération. Les états généraux avaient offert la souveraineté des Pays-Bas au duc d'Alençon, devenu duc d'Anjou, qui leur amena un renfort de troupes presque toutes calvinistes, et, par un édit du mois de juillet 1581, ils déclarèrent Philippe II déchu de ses droits sur les Pays-Bas et les peuples déliés de leur serment de fidélité. Dès ce moment l'audace turbulente des sectaires ne connut plus de bornes ; ils pillèrent les églises et les monastères, brisèrent les saintes images, et interdirent partout où ils devinrent les maîtres l'exercice du culte catholique. Les provinces du Hainaut, de l'Artois et quelques autres, indignées de ce fanatisme intolérant, ne tardèrent pas à faire leur paix avec l'Espagne ; mais la Hollande et les provinces maritimes par-

vinrent à se maintenir dans l'indépendance. Vers le même temps le duc de Clèves réussit à faire arrêter et fit brûler à petit feu un fanatique nommé Guillaume de Ruremonde, qui avait entrepris de renouveler le royaume des anabaptistes, et qui depuis plusieurs années commettait toutes sortes de désordres.

Baius était entré en conférence sur la religion avec un seigneur calviniste, et avait excité les murmures des catholiques, qui lui reprochèrent de trahir la foi par des concessions téméraires et par la faiblesse de ses réponses. Les troubles des Pays-Bas et les succès des rebelles lui firent croire aussi qu'il pourrait impunément s'élever contre la bulle de Pie V. On le vit bientôt avec ses partisans publier qu'elle avait été obtenue par surprise et que le nouveau pape ne tarderait pas à la révoquer. Les catholiques en informèrent la cour de Rome, et en conséquence le pape Grégoire XIII publia, le 29 janvier 1579, une nouvelle bulle pour confirmer et déclarer authentique celle de Pie V. Le savant jésuite Tolet, prédicateur du pape et depuis cardinal, fut envoyé à Louvain pour y publier cette bulle et obtenir de Baius une rétractation formelle et par écrit. Il eut d'abord plusieurs conférences avec le novateur, et l'ayant disposé à la soumission, il convoqua l'année suivante une assemblée de la faculté de théologie, où tous les docteurs, les licenciés, les bacheliers et les étudiants, déclarèrent leur adhésion sans réserve à la bulle; après quoi Baius signa une rétractation dans laquelle il reconnaissait que les propositions contenues dans la bulle avaient été légitimement condamnées après un mûr examen; que plusieurs se trouvaient dans ses livres et y étaient soutenues dans le sens même où elles avaient été condamnées, et déclarait y renoncer et adhérer à leur condamnation, avec promesse de ne plus les soutenir.

Plusieurs conciles provinciaux furent tenus en France vers le même temps pour mettre en vigueur les décrets

du concile de Trente ; savoir, en 1581, celui de Rouen, sous la présidence du cardinal de Bourbon ; en 1583, ceux de Reims, de Bordeaux et de Tours ; en 1584, celui de Bourges, et l'année suivante celui d'Aix en Provence. On publia dans ces conciles un grand nombre de décrets qu'on eut soin de faire approuver par le saint-siège. On trouve aussi deux conciles tenus en Amérique, l'un à Lima, au Pérou, en 1583, et l'autre à Mexico, deux ans plus tard, pour établir une discipline uniforme et maintenir la pureté de la foi et des mœurs dans les églises du nouveau monde. Le concile de Lima condamna et livra au bras séculier un théologien fanatique et corrompu, qui se vantait de converser familièrement avec Dieu, et promettait d'établir bientôt une nouvelle Église dont les lois aboliraient la confession, le célibat des prêtres, et autoriseraient la polygamie. Enfin, le pape Grégoire XIII fit tenir, en 1582, un concile dans la ville du Caire, en Égypte, pour réunir les Coptes à l'Église romaine et leur faire abjurer l'eutychianisme.

Saint Charles tint la même année son sixième et dernier concile provincial. Ses travaux et ses austérités avaient épuisé ses forces, et sentant sa fin prochaine, il se disposa à la mort par un redoublement de ferveur et de pénitences. Il ne mangeait qu'un peu de pain bis, ne buvait que de l'eau, couchait sur des planches avec une méchante couverture, et passait la plus grande partie de la nuit en prières. Il avait coutume de faire tous les ans une retraite sur le mont Varal, lieu de dévotion dans le diocèse de Vérone, et ils'y était rendu avec son confesseur, lorsqu'une fièvre violente força de le ramener à Milan, où il mourut au bout de quelques jours, le 3 novembre 1584. Les nombreux miracles opérés à son tombeau le firent canoniser vingt-six ans après par Paul V. On a de ce saint cardinal un grand nombre d'ouvrages sur des matières de dogme ou de morale, entre autres des instructions pour les confesseurs. Les réglemens de ses

conciles et de ses synodes diocésains l'ont fait regarder à juste titre comme le restaurateur de la discipline ecclésiastique.

Sainte Thérèse était morte deux ans auparavant dans le couvent des Carmélites d'Albe, le 4 octobre 1582, après avoir fondé en différens endroits de l'Espagne jusqu'à trente monastères de sa réforme, dont environ la moitié pour des religieux. Son institut fut porté de son vivant jusqu'au Mexique, et ne tarda pas à s'étendre en Italie, en France et dans tous les pays catholiques. Elle a laissé un grand nombre de lettres et plusieurs ouvrages où l'on admire également l'étendue des lumières, la solidité des pensées et la beauté du style. Les principaux sont l'Histoire de sa vie et celle de ses fondations; le Chemin de la perfection, la Manière de visiter les monastères, les Avis aux religieuses et les Pensées sur l'amour de Dieu. Le jour où mourut sainte Thérèse est mémorable comme ayant marqué le commencement du calendrier grégorien. L'intercalation d'une année bissextile tous les quatre ans dans le calendrier julien supposait l'année solaire composée de trois cent soixante-six jours six heures, mais comme il s'en manque environ onze minutes, cette différence avait produit à la longue une erreur considérable, en sorte que l'équinoxe du printemps, fixé par le concile de Nicée au 21 mars, arrivait le 11 et se trouvait ainsi avancé de dix jours. D'autre part, les nouvelles lunes, comptées suivant le nombre d'or, arrivaient quatre jours plus tôt qu'elles n'étaient marquées dans le calendrier. Le pape Grégoire XIII pour remédier à cette erreur ordonna qu'on retrancherait dix jours, et que le lendemain du 4 octobre au lieu de 5 on compterait le 15, et de plus qu'on supprimerait le jour bissextile trois fois tous les quatre cents ans dans la dernière année de chaque siècle, c'est-à-dire chaque fois qu'elle ne serait pas divisible par quatre. Enfin il rétablit les nouvelles lunes à leur place, et ajouta au nombre d'or le cycle

des épactes. Cette réformation du calendrier parce qu'elle venait de Rome fut rejetée par les protestans, et ce n'est que dans le dernier siècle que l'Angleterre, la Suède, le Danemark et les états protestans d'Allemagne ont consenti à l'adopter. Les Russes conservent encore l'ancien calendrier.

Le pape Grégoire XIII, savant canoniste, publia vers le même temps une édition corrigée du décret de Gratien, avec des notes et des commentaires. Il avait eu deux ans auparavant quelques démêlés avec les Vénitiens au sujet d'une visite générale des églises et des monastères, qu'il fit faire dans toute l'Italie par des députés du saint-siège. Comme il avait chargé son légat de la faire dans les états de Venise, le sénat s'y opposa et voulut maintenir la juridiction du patriarche. Enfin, l'on convint par accommodement que le soin de cette visite ne serait confié qu'à un évêque vénitien au choix du pape. Il confirma, par une bulle du 25 mai 1584, les privilèges des jésuites, avec défense, sous peine d'excommunication, de s'opposer à cet institut et de le décrier. Il reçut au commencement de l'année suivante une célèbre ambassade envoyée par les princes chrétiens du Japon, pour reconnaître l'autorité du saint-siège, et donner en quelque sorte un témoignage authentique des fruits merveilleux que la prédication de l'Évangile avait produits dans ces contrées éloignées. On y comptait une multitude d'églises également florissantes par le nombre et par la ferveur des fidèles. Le roi de Bongo, qui avait reçu saint François Xavier d'une manière si honorable, avait enfin embrassé la foi, et faisait admirer sur le trône les vertus les plus éminentes. Il était si profondément touché des vérités du christianisme, qu'il fit bâtir une ville toute peuplée de chrétiens pour s'y retirer loin des idolâtres, dont les égaremens lui arrachaient des larmes. Comme il était un des souverains les plus puissans du Japon et célèbre par sa sagesse, beaucoup d'au-

tres princes suivirent son exemple et devinrent comme les apôtres de leurs peuples. Le nombre des missionnaires, qui ne s'élevait guère qu'à soixante, était loin de suffire aux besoins de cette nouvelle chrétienté, et les néophytes étaient quelquefois plusieurs années sans voir un prêtre. Mais leur ferveur ne laissait pas de se soutenir tout à la fois contre la corruption du siècle et contre les persécutions qu'ils avaient à essuyer de la part des idolâtres. On vit à l'occasion d'une émeute contre les missionnaires, dans la ville de Vosuqui, au royaume de Bongo, tous les fidèles de la ville et des environs accourir à l'église dans l'espérance de mourir pour la foi, et y rester le jour et la nuit, jusqu'au moment où la présence du roi vint apaiser le soulèvement. Les femmes elles-mêmes ne montrèrent pas moins de courage que les hommes, et ce fut une femme esclave qui la première remporta la couronne du martyre. Comme les chrétiens, persécutés à Firando, se réunissaient hors de la ville au pied d'une croix pour prier en commun, son maître, idolâtre, lui défendit de s'y rendre sous peine de la vie. Mais elle répondit que la mort n'effrayait pas les chrétiens, et dès le lendemain, comme elle s'était rendue à l'assemblée des fidèles, l'idolâtre, furieux, courut à sa rencontre, et lui trancha la tête. Les ambassadeurs venus à Rome étaient envoyés au nom de tous les chrétiens par le roi de Bongo, le roi d'Arima et le prince d'Omura. Ils furent reçus avec les plus grands honneurs par Grégoire XIII et traités de même par Sixte V, qui les créa chevaliers de l'Éperon d'or. Le roi d'Espagne, comme les villes d'Italie, leur donna des fêtes magnifiques, et fournit aux frais de leur retour. Mais lorsqu'ils arrivèrent au Japon, après huit ans d'absence, ils trouvèrent l'état des affaires entièrement changé et la persécution allumée partout contre les chrétiens. On verra plus tard les détails de cette persécution, qui se prolongea, sauf quelques interruptions, pendant cinquante ans, qui produisit

une multitude de martyrs, et ne finit qu'avec l'extinction du christianisme.

Le pape Grégoire mourut le 10 avril 1585, et le 24 on lui donna pour successeur Félix Perreti, cardinal de Montalte, qui prit le nom de Sixte V. Il était né de parens pauvres dans un village de la Marche d'Ancône, et gardait les pourceaux, lorsqu'un cordelier le fit recevoir dans un couvent de son ordre, où il se distingua par ses progrès dans les sciences et par ses talens pour la prédication. Ayant rempli successivement différentes charges, il fut élu enfin général des cordeliers et nommé cardinal par Pie V. On prétend qu'aspirant au pontificat il eut soin, pour mieux y parvenir, de cacher ses vues ambitieuses sous un air affecté de décrépitude, et de vivre dans la retraite comme un homme uniquement occupé de son salut. Quoi qu'il en soit, dès qu'il fut élu il jeta le bâton sur lequel il s'appuyait, entonna le *Te Deum* d'une voix forte, et porta dans les affaires une vigueur, une fermeté, une application qui ne sentaient rien de la vieillesse. Il publia d'abord un édit sévère contre les bandits, les assassins, les voleurs, et veilla si bien à le faire exécuter qu'en peu de mois la sûreté fut partout rétablie. Plein de zèle pour les mœurs, il prit des mesures pour abolir ou diminuer au moins la prostitution, fit punir des troupes de courtisanes convaincues de commerce criminel avec des hommes mariés, et ordonna que les adultères, les incestueux et les corrupteurs de la jeunesse seraient condamnés à mort ; cette sévérité mit un frein à la licence des grands, dont les passions pour se satisfaire employaient également la séduction et la violence. Sixte V défendit aussi les superstitions de l'astrologie judiciaire et de la divination fort en vogue en Italie, et quelques personnes de condition pour avoir violé ces défenses furent condamnées aux galères. On compte jusqu'à soixante-douze bulles données en moins de deux ans par cet infatigable pon-

tife. On remarque entre autres celle qui commence par le mot *detestabilis*, et qui a pour objet de condamner les clauses illicites et usuraires ajoutées aux contrats de société; celle qui défendait de recevoir dans aucun ordre religieux des bâtards ou des personnes notées d'infamie; et celle du 3 décembre 1586, concernant le nombre des cardinaux et les qualités qu'ils doivent avoir. Elle a fixé ce nombre à soixante-dix, dont six évêques, cinquante prêtres et quatorze diacres. Elle porte en outre, comme on le demandait depuis longtemps, que nul ne pourrait être nommé s'il était parent au premier ou deuxième degré d'un cardinal vivant.

Protecteur zélé des sciences et des arts, Sixte V fit construire et orner avec magnificence un nouveau bâtiment pour la bibliothèque du Vatican, et établit près de cette bibliothèque une imprimerie destinée à donner des éditions exactes des conciles et des ouvrages des Pères. Il fit aussi travailler, comme ses prédécesseurs, suivant le décret du concile de Trente, à une édition correcte de la Bible et en particulier de la Vulgate; mais ce dernier travail ne fut achevé que sous Clément VIII. Plusieurs papes, entre autres Jules II, avaient eu le projet de relever un superbe obélisque, transporté à Rome pour l'ornement du Cirque par l'ordre de Néron, et qui depuis longtemps dépérissait dans la poussière. Sixte V exécuta ce dessein, et fit placer l'obélisque devant la basilique de Saint-Pierre. Il en fit déterrer ensuite trois autres, qui furent placés devant d'autres églises. Il fit construire une chapelle magnifique en marbre blanc dans l'église de Sainte-Marie-Majeure, et embellit la ville de Rome par d'autres monumens; il fonda un hospice pour les pauvres mendiants et une maison de retraite pour les veuves et les filles sans ressources. Il fit aussi bâtir une ville à Montalte, près du lieu où il avait pris naissance, et l'érigea en évêché. Enfin, portant la réforme dans l'organisation comme dans les détails du gouvernement, il éta-

blit différentes congrégations de cardinaux pour l'examen et la prompte expédition des affaires; notamment la congrégation du concile de Trente pour l'exécution et l'interprétation des décrets de ce concile; celle de l'Index pour la condamnation des mauvais livres; celle des affaires consistoriales pour ce qui concerne la nomination aux évêchés; et celle des rites pour ce qui regarde les cérémonies de l'église et la canonisation des saints. D'autres avaient pour objet l'abondance des vivres, le soin des chemins, des ponts, des eaux, et autres objets d'administration temporelle.

L'état de la religion en Angleterre excita vivement la sollicitude de Sixte V. Il exhorta par une bulle les fidèles à donner des secours aux Anglais qui étudiaient dans le séminaire de Reims, fondé comme celui de Douai par Guillaume Allen, et les princes chrétiens à protéger les catholiques persécutés. Il confirma la bulle de déposition portée par Pie V contre Élisabeth, et pressa Philippe II de porter ses armes en Angleterre et de se rendre maître de ce royaume, à condition de le tenir comme fief du saint-siège. Cette mesure fut motivée par la mort tragique de Marie Stuart, regardée par la cour de Rome comme l'héritière légitime du trône d'Angleterre. Plusieurs tentatives avaient été faites successivement pour tirer cette princesse de la captivité, lorsqu'une conspiration, formée dans le même but en 1586, servit de prétexte à Élisabeth pour se débarrasser d'une rivale dangereuse. On fit le procès aux accusés, et un grand nombre de seigneurs et de personnes de toute condition, dont la plupart n'avaient d'autre crime que leur attachement à la foi catholique, furent condamnés à mort. Élisabeth fit juger ensuite Marie Stuart, son égale, comme complice de cette conspiration. Des commissaires allèrent dans sa prison pour lui faire subir un interrogatoire; elle protesta contre le droit qu'on s'arrogeait; mais elle ne laissa pas de répondre avec dignité qu'elle n'avait jamais rien

tramé contre la reine d'Angleterre, qu'elle n'était pas responsable des complots d'autrui, et qu'on ne pouvait lui faire un crime d'avoir cherché à rompre ses fers, à remonter sur son trône et à délivrer les catholiques de l'oppression. Jamais les règles de la justice ne furent plus indignement foulées aux pieds. On produisit contre cette reine de prétendues copies de ses lettres et jamais les originaux; on fit valoir le témoignage de ses secrétaires, qu'on ne fit point comparaître; on allégua les dépositions de trois conjurés qu'on avait fait mourir sans les confronter avec elle. Enfin, après des procédures si révoltantes, le parlement d'Angleterre, fidèle à ses traditions de servilité, la déclara coupable de lèse-majesté. La sentence de mort fut signée par Élisabeth et notifiée à Marie Stuart, qui en entendit la lecture avec une pieuse résignation. Ayant demandé vainement qu'on lui amenât son confesseur, elle passa une partie de la nuit en prières, marcha au supplice un crucifix à la main, et protesta au pied de l'échafaud qu'elle n'avait jamais rien entrepris contre Élisabeth, et qu'elle s'estimait heureuse de mourir victime de son attachement à la foi catholique. Elle fut décapitée, le 18 février 1587, à l'âge de quarante-quatre ans. Cet attentat contre la majesté royale souleva l'indignation de tous les princes catholiques. Philippe II, pour se rendre maître de l'Angleterre, arma une flotte si formidable, qu'il crut pouvoir la nommer d'avance l'Invincible. Elle se mit en mer au printemps de l'année suivante; mais elle essuya une horrible tempête, et fut dissipée par les Anglais. Le mauvais succès de cette entreprise acheva de consolider le trône d'Élisabeth, et fit redoubler la persécution contre les catholiques. Ils n'eurent pas moins à souffrir en Écosse, où il y avait eu aussi des manifestations en faveur de Marie Stuart et de Philippe II.

Les troubles avaient recommencé dans l'université de Louvain au sujet des erreurs de Baius, dont les discours

et les démarches faisaient révoquer en doute la sincérité de sa rétractation. L'évêque de Verceil, nonce du pape dans les Pays-Bas, fut chargé par Sixte V d'assoupir cette affaire. Il se rendit à Louvain, où il fit dresser un corps de doctrine contraire aux propositions condamnées, et la faculté s'engagea par serment à le prendre pour règle de ses sentimens. Mais bientôt après on vit éclater de nouvelles disputes. Le savant jésuite Lessius et Hamelius, son confrère, avaient fait soutenir des thèses publiques, où ils enseignaient que tous les hommes, soit justes, soit pécheurs ou infidèles, avaient toujours des grâces suffisantes pour accomplir les commandemens et pour se sauver, et que la prédestination à l'égard des élus n'était point gratuite, mais qu'elle était subordonnée à la prévision des mérites. Les docteurs de Louvain publièrent une censure de ces thèses, où ils croyaient voir le semi-pélagianisme, et cet exemple fut suivi par l'université de Douai, fondée depuis quelques années par Philippe II. Plusieurs évêques et une partie du clergé des Pays-Bas souscrivirent à la censure ; quelques autres s'y opposèrent, et l'université de Paris, à qui elle fut envoyée, refusa de l'approuver. Lessius fit une apologie de sa doctrine, qui fut déclarée orthodoxe par les universités de Mayence, de Trèves et d'Ingolstadt. Enfin, Thomas Stapleton, docteur de Douai, célèbre par ses écrits de controverses contre les protestans, improuva lui même la censure. Cependant le général des jésuites, craignant les suites de cette affaire, pria Sixte V d'interposer son autorité pour finir les disputes, et lui remit la censure des docteurs et l'apologie de Lessius, avec un mémoire dressé par le célèbre Bellarmin. Le pape tint à ce sujet un consistoire, où les cardinaux approuvèrent les thèses de Lessius comme renfermant une saine doctrine ; après quoi Frangipani, nonce à Cologne, fut chargé par Sixte V de se rendre à Louvain pour imposer silence aux deux partis sur ces questions, et leur défendre, sous peine

d'excommunication, de flétrir d'aucune censure l'un ou l'autre sentiment, jusqu'à ce qu'il ait plu au saint-siège d'en porter un jugement définitif. Le décret que le nonce publia dans ce but, au mois de juillet 1588, produisit son effet, et la mort de Baius, arrivée l'année suivante, contribua encore au maintien de la paix.

Sixte V, dès le commencement de son pontificat, prit des mesures contre les dangers que courait en France la religion catholique. Le duc d'Anjou, frère unique du roi, était mort au mois de juin 1584, et comme Henri III depuis dix ans de mariage n'avait point eu d'enfans, le roi de Navarre devenait par l'ordre de la succession l'héritier présomptif de la couronne. Les catholiques, qui formaient l'immense majorité de la nation, manifestèrent partout de vives inquiétudes, avec la résolution de ne point reconnaître pour roi un ennemi de leur religion, et un grand nombre prirent le parti de renouveler la ligue ou sainte union, pour exclure du trône ce prince hérétique et assurer au cardinal de Bourbon, son oncle, la succession éventuelle du royaume. Le duc de Guise conclut dans ce but, au nom de la ligue, un traité d'alliance avec le roi d'Espagne ; puis, au mois de mars 1585, le cardinal de Bourbon publia un manifeste où il exposait que le premier serment prêté par les rois de France à leur couronnement était de maintenir et de défendre la religion catholique, et qu'ils recevaient à cette condition et non autrement le serment de fidélité de leurs sujets ; que par conséquent ceux-ci n'étaient point tenus de reconnaître ni de souffrir la domination d'un prince hérétique ; que cependant ceux qui se flattaient d'être les héritiers de la couronne, et qui s'étaient montrés constamment persécuteurs de la foi, levaient des troupes, contractaient des alliances avec les protestans d'Allemagne, et mettaient tout en œuvre pour être en mesure de s'emparer du trône et de détruire la religion catholique ; que par ces motifs, comme premier prince du sang,

et de concert avec les seigneurs, les évêques et les villes du royaume, il avait jugé nécessaire de prendre les armes pour s'opposer aux desseins des ennemis de la religion et de l'état; mais que toujours fidèle au roi, il était prêt à les mettre bas dès qu'il aurait plu à sa majesté de prendre, comme elle le devait, les moyens de conjurer le péril dont le royaume était menacé. Ce manifeste fut suivi d'une requête adressée au roi pour lui demander de révoquer les édits publiés en faveur des hérétiques, et de retirer sa protection aux sectaires étrangers et spécialement à la ville de Genève. Les succès de la ligue furent bientôt prodigieux; la noblesse de Picardie, de Champagne et de Bourgogne accourut en foule se joindre au duc de Guise; et un grand nombre de villes importantes se soulevèrent en faveur de l'union. Elle produisit surtout un enthousiasme incroyable à Paris, où les plus ardents ligueurs se mirent à la tête de l'administration dans les seize quartiers de la ville, et formèrent une sorte de comité directeur, devenu fameux sous le nom de Conseil des seize. Ces progrès rapides effrayèrent la cour, et après quelques mesures pour la réforme des abus, le roi prit le parti de négocier avec les chefs de la ligue et de conclure, au mois de juillet 1585, un traité suivi d'un édit qui révoquait toutes les concessions faites aux calvinistes, et défendait, sous peine de mort, l'exercice de toute autre religion que la catholique. Il n'était accordé à ceux qui ne voudraient pas se soumettre qu'un délai de six mois pour sortir du royaume. Ce traité jeta le roi de Navarre dans une anxiété cruelle; mais il aima mieux risquer la couronne de France et plonger le royaume dans la guerre civile que de renoncer à ses préjugés. Ayant fait entrer dans ses intérêts le duc de Montmorency, gouverneur du Languedoc, il prit les armes et se rendit maître du Dauphiné, de la Guienne et du Poitou. Henri III prit quelques mesures pour soutenir la guerre; mais il y mit tant

de mollesse, tant de lenteur et de mauvaise grâce, que les ligueurs ne manquèrent pas de l'accuser bientôt de connivence avec les rebelles.

Cependant Sixte V publia contre le roi de Navarre et le prince de Condé une bulle, en date du mois de septembre 1585, par laquelle il les déclarait hérétiques relaps et comme tels frappés d'anathème, privés de tous leurs domaines et incapables, eux et leurs descendants de succéder à aucune souveraineté et nommément à la couronne de France, avec défense à toute personne de les reconnaître pour souverains et de leur obéir. Le parlement de Paris s'opposa à la publication de cette bulle, et le roi de Navarre y répondit par une protestation, où il n'épargnait au pape aucune des injures si familières aux sectaires, et le traitait d'hérétique et d'antechrist. Henri III fit vainement plusieurs tentatives pour engager ce prince à rentrer dans le sein de l'Église ; il ne gagna par ses démarches que de se rendre lui-même plus suspect aux ligueurs, qui bientôt ne gardèrent plus de mesure. Il crut pouvoir ôter tout prétexte à leurs plaintes en poussant plus vivement la guerre contre les hérétiques ; mais au lieu de mettre le duc de Guise à la tête d'une armée nombreuse envoyée contre le roi de Navarre, il en donna le commandement au duc de Joyeuse, un de ses favoris, qui perdit, au mois d'octobre 1587, la bataille de Coutras. Dès ce moment la ligue résolut de ne plus compter que sur elle-même. Le duc de Guise, qui venait de repousser les troupes allemandes appelées par les hérétiques, se rendit à Paris, au mois de mai 1588, et fut reçu par le peuple avec des acclamations extraordinaires. Il demanda au roi une déclaration formelle en faveur de la ligue, l'éloignement des favoris et la destitution de tous les gouverneurs suspects, la publication du concile de Trente et la guerre à outrance contre les hérétiques jusqu'à leur entière réduction. Le roi, peu disposé à ces concessions, fit venir à Paris un

corps de quatre mille Suisses qui étaient en quartier dans le voisinage; mais le peuple prit les armes, forma des barricades, et attaqua les Suisses, dont plusieurs furent tués ou blessés. Il fallut recourir au duc de Guise pour apaiser la sédition. Bientôt après le roi prit la fuite et se retira à Chartres, où les Parisiens lui envoyèrent plusieurs députations pour le rappeler. La première avait à sa tête Ange de Joyeuse, qui avait quitté depuis peu la cour pour se faire capucin. Il était frère du duc de Joyeuse, tué à Coutras. Il imagina de se présenter sous la figure du Sauveur montant au Calvaire, prit une croix sur ses épaules avec une couronne d'épines sur la tête, se fit garrotter, et marcha ainsi entre plusieurs satellites qui le frappaient sur le dos à grands coups de discipline. Tous les autres députés étaient en habits de pénitens. Enfin, après bien des négociations entre la reine mère et le duc de Guise, l'accommodement fut conclu, au mois de juillet, moyennant le fameux édit d'union, par lequel Henri III promettait avec serment de faire la guerre aux hérétiques du royaume jusqu'à leur entière destruction, se déclarait chef d'une nouvelle ligue, et ordonnait à tous ses sujets de s'y joindre et de jurer par écrit de ne jamais reconnaître pour roi un prince hérétique ou fauteur d'hérésie. Sixte V adressa vers le même temps au duc de Guise et au cardinal de Bourbon un bref où il louait leur zèle pour la religion et les comparait aux Machabées.

Les états généraux furent convoqués à Blois, au mois d'octobre de la même année 1588, et l'édit d'union y fut confirmé et déclaré loi fondamentale du royaume. Le roi et tous les députés firent serment de l'observer, en sorte que cet édit devint une charte sanctionnée par le concours de l'autorité royale et de la volonté nationale. Mais avant la conclusion des états, le duc de Guise fut assassiné, le 23 décembre, par ordre du roi, au moment où il entrait au conseil, et le cardinal de Guise son frère,

arrêté au même instant, fut massacré le lendemain. Ce double assassinat, joint à l'arrestation du cardinal de Bourbon et de l'archevêque de Lyon, souleva presque tout le royaume contre Henri III. Paris et les principales villes se révoltèrent; le conseil des seize fit enfermer à la Bastille Achille de Harlai, premier président du parlement, avec quelques autres membres dont il se défiait; le duc de Mayence, frère du duc de Guise, fut déclaré lieutenant général du royaume, et la faculté de théologie de Paris, en réponse à une consultation des chefs de la ligue, décida, le 7 janvier 1589, dans une assemblée de soixante-dix docteurs, que les Français étaient déliés du serment de fidélité envers Henri III, et qu'ils pouvaient en sûreté de conscience se liguier et prendre les armes pour défendre la religion contre les mauvais desseins de ce roi parjure. Elle ajouta que cette décision serait envoyée au pape avec prière de la confirmer et de venir au secours de l'Église de France. Enfin, un grand nombre de prédicateurs attaquèrent avec violence dans leurs sermons la conduite d'Henri III. Il fit publier des apologies, transféra le parlement à Tours, et se vit bientôt réduit à faire alliance avec le roi de Navarre. Il s'empressa, en outre, d'envoyer des ambassadeurs à Rome pour se justifier et demander l'absolution des censures. Sixte V nomma une commission pour l'examen de cette affaire, et publia ensuite un monitoire pour ordonner à Henri III, sous peine d'excommunication, de rendre la liberté au cardinal de Bourbon et à l'archevêque de Lyon, et de comparaitre à Rome en personne ou par procureur dans un délai de deux mois. Mais Henri III ne tint pas compte de ce monitoire; et quelques prélats courtisans prétendirent que l'indépendance de sa couronne le mettait à l'abri de l'excommunication.

Les deux rois ayant joint leurs troupes vinrent former le siège de Paris, où les ligueurs n'avaient qu'un petit nombre de troupes. Un dominicain, nommé Jacques

Clément, conçut alors l'exécrable projet d'assassiner Henri III. Ayant obtenu des lettres de recommandation de quelques royalistes, il parvint à se faire introduire auprès de lui sous prétexte de l'entretenir d'affaires importantes, et lui enfonça un poignard dans le ventre. Le roi mourut le lendemain 2 août 1589. Comme l'assassin fut mis en pièces, quelques ligueurs fanatiques voulurent le faire passer pour martyr ; mais c'est à tort que l'on a imputé à Sixte V d'en avoir fait l'apologie ; on voit cette calomnie réfutée dans un écrit contemporain publié contre la ligue, par l'avocat général Servin.

Le roi de Navarre après la mort de Henri III prit le titre de roi de France sous le nom de Henri IV. Quelques seigneurs catholiques de la cour et de l'armée royale s'empressèrent de le reconnaître ; le plus grand nombre ne s'y déterminèrent qu'en lui imposant pour condition de se faire instruire et de rentrer dans le sein de l'Église ; d'autres enfin avec une partie des troupes se retirèrent en s'écriant : Plutôt mourir que d'avoir un roi huguenot. Cette défection l'obligea de lever le siège. Les ligueurs de leur côté proclamèrent roi le vieux cardinal de Bourbon, sous le nom de Charles X ; mais il survécut à peine dix mois. Dans l'intervalle Henri IV remporta plusieurs avantages sur les troupes de la ligue, prit un grand nombre de villes, gagna la bataille d'Ivry au mois de mars 1590, et vint ensuite assiéger Paris, où la famine fit bientôt des ravages affreux. On trouvait quelquefois dans un seul jour jusqu'à deux cents personnes mortes de faim dans les rues. Le peuple souffrit ces extrémités presque sans murmure, et pour entretenir son enthousiasme, on imagina de faire une procession générale où se trouvèrent un grand nombre de prêtres et de moines tenant d'une main le crucifix et de l'autre une hallebarde. Le cardinal Gaëtan, que Sixte V venait d'envoyer comme légat en France, assista lui-même à cette procession. On avait eu soin de faire rendre par la faculté de théologie

une décision en date du 7 mai, portant qu'on ne pouvait en conscience reconnaître pour roi Henri de Navarre, quand même il ferait son abjuration, parce qu'il y avait un danger évident de dissimulation et de perfidie de la part d'un hérétique relaps, et c'était le sujet ordinaire des sermons prêchés au peuple par les plus ardents ligueurs, entre lesquels on remarque Guillaume Rose, évêque de Senlis, et le savant Génébrard, archevêque d'Aix. Enfin un secours de troupes espagnoles sous les ordres du duc de Parme força Henri IV à lever le siège.

Sixte V semblait vouloir attendre l'effet de la condition imposée au roi de Navarre par les seigneurs catholiques, lorsqu'il mourut le 27 août 1590, avec la réputation d'un grand pape et d'un grand prince. Le cardinal Castagna, noble génois, lui succéda le 15 septembre, sous le nom d'Urbain VII; mais il mourut au bout de treize jours, universellement regretté. Enfin, le 5 décembre on élut le cardinal Nicolas Sfondrate, recommandable par ses vertus, qui prit le nom de Grégoire XIV. Le nouveau pape, informé qu'une partie des royalistes commençaient à murmurer de la lenteur du roi à remplir sa promesse de se faire instruire, se déclara ouvertement en faveur de la ligue. Il adressa d'abord au nonce apostolique en France un bref par lequel il recommandait d'élire un roi catholique; ensuite il envoya des secours d'hommes et d'argent aux ligueurs, et fit publier en France un monitoire dans lequel il déclarait Henri de Bourbon excommunié et relaps, et comme tel déchu de ses droits à la couronne, et enjoignait à tous les ecclésiastiques d'abandonner son parti, sous peine d'excommunication et de privation de leurs bénéfices. Le parlement de Tours et la chambre de Châlons, qui en faisait partie, ordonnèrent que ce monitoire serait brûlé publiquement, avec défense, sous des peines rigoureuses, de le publier, et décrétèrent de prise de corps le nonce qui en avait été porteur. Quelques prélats s'assemblèrent aussi à Mantes

pour protester contre les lettres pontificales, qu'ils déclarèrent subreptices et nulles dans le fond et dans la forme. Mais elles furent publiées par ordre du parlement de Paris, qui cassa et fit lacérer les arrêts de Tours et de Châlons. Le roi à cette occasion renouvela par une déclaration publique la promesse de se faire instruire et de protéger la religion catholique. Il révoqua toutefois l'édit d'union confirmé par les états généraux du royaume, et remit en vigueur les édits de Poitiers et de Nérac en faveur des calvinistes.

Grégoire XIV mourut après dix mois de pontificat, le 15 octobre 1591. On lui donna pour successeur, le 29 du même mois, Jean Antoine Fachinetti, qui prit le nom d'Innocent IX et qui mourut le 30 décembre suivant. On élut ensuite, le 29 janvier 1592, le cardinal Aldobrandin, qui prit le nom de Clément VIII. Il occupa le saint-siège plus de treize ans, et signala son zèle par un grand nombre de bulles pour la réforme des abus et le maintien de la discipline. Craignant pour l'avenir de la religion en France, il s'empressa d'adresser au cardinal de Plaisance, légat du saint-siège, une bulle par laquelle il recommandait de procéder à l'élection d'un roi sincèrement attaché à la religion catholique. Cette bulle fut enregistrée au parlement de Paris; mais la chambre de Châlons la condamna par un arrêt semblable à celui qui avait été rendu au sujet du monitoire. Comme il y avait un grand nombre d'évêchés vacans et qu'on ne pouvait espérer du pape l'institution canonique en faveur des sujets nommés par un prince hérétique, Henri IV ordonna qu'elle serait conférée par le métropolitain; toutefois cette ordonnance demeura sans exécution. Le roi malgré ces mesures ne laissait pas de manifester l'intention de se réconcilier avec le saint-siège; il eut recours pour cet effet à la médiation de la république de Venise et du duc de Toscane, et il fit partir pour Rome, au nom des catholiques royalistes, le cardinal de Gondi, évêque de Paris,

qui n'obtint qu'avec peine d'être admis à l'audience du pape. Poursuivant en même temps la guerre avec activité, il entreprit après plusieurs conquêtes le siège de Rouen ; mais il fut contraint de le lever, et le parlement de cette ville rendit un arrêt qui défendait de le reconnaître, et enjoignait d'observer l'édit d'union. La ville et le parlement de Toulouse, non moins attachés à la ligue, demandèrent pour commander dans la province Ange de Joyeuse, capucin, frère de l'archevêque. Il se mit à la tête des troupes par le conseil des principaux ligueurs, après avoir obtenu du pape une dispense de ses vœux, et rentra quelques années plus tard dans son couvent.

Le duc de Mayenne avait convoqué les états généraux, qui s'assemblèrent à la fin de janvier 1593, et durèrent plusieurs mois. Les ambassadeurs espagnols y proposèrent de déferer la couronne à l'infante, fille de Philippe II et d'Élisabeth, sœur d'Henri III. Mais les ligueurs repoussèrent cette proposition comme contraire à la loi salique, et après bien des intrigues et des discussions, l'assemblée conclut à ajourner l'élection d'un roi. Ce fut alors que parut la satire *Ménippée*, qui ne contribua pas peu, en répandant le ridicule sur la ligue, à la faire tomber dans le discrédit. La conversion d'Henri IV vint aussi changer la disposition des esprits. Les catholiques de son parti, pressés par les manifestes du duc de Mayenne et du légat de se rendre aux états généraux pour délibérer en commun sur les besoins de la religion, demandèrent pour cet objet des conférences avec les députés de la ligue. Elles commencèrent au mois d'avril, et se tinrent successivement à Suresne et à la Villette. L'archevêque de Bourges au nom des royalistes fit un long discours pour engager les ligueurs à reconnaître Henri IV, et ne manqua pas d'insister sur les espérances que le roi donnait de se convertir. Mais l'archevêque de Lyon répondit que ce prince ayant seulement promis de se faire instruire et différant sans cesse, on ne pouvait fonder aucune espérance sur

cette promesse vague et illusoire, faite uniquement pour amuser les peuples ; que d'ailleurs, après tant de délais surtout de la part d'un hérétique relaps qui s'entourait encore de ministres protestans, il y aurait toujours un juste sujet de révoquer en doute la sincérité de sa conversion et de la regarder comme un effet de la politique ; enfin qu'il était excommunié par le saint-siège, et qu'il n'appartenait qu'au pape de l'absoudre et de prononcer sur une affaire aussi importante pour la religion. Pendant ces négociations, les royalistes firent comprendre à Henri IV qu'il ne pouvait sans exposer sa couronne différer plus longtemps d'accomplir sa promesse. Il commença donc à se faire instruire par le célèbre du Perron, depuis cardinal, et indiqua bientôt après une conférence à Saint-Denis, où il invita, outre les évêques de son parti, plusieurs docteurs de Paris. Il fit ses objections avec sa franchise ordinaire ; mais il reconnut et avoua la solidité des réponses, et comme du Perron réduisit les ministres à convenir qu'on pouvait se sauver dans l'Église romaine, le roi leur dit que puisqu'il en était ainsi, la prudence ne lui permettait pas d'hésiter un instant à prendre le parti le plus sûr.

Enfin, le dimanche 25 juillet 1593, il fit son abjuration solennelle dans l'église de Saint-Denis, en présence d'une foule immense accourue de Paris malgré les défenses du duc de Mayenne et du légat, qui avait publié vainement une déclaration pour rappeler que Henri IV, excommunié pour cause d'hérésie par le saint-siège, ne pouvait être absous que par l'autorité pontificale. Le roi jura de vivre et de mourir dans le sein de l'Église catholique, et l'archevêque de Bourges lui donna l'absolution des censures, avec cette clause « sauf l'autorité du saint-siège, » et avec obligation d'envoyer une ambassade au pape pour lui demander une nouvelle absolution. C'était reconnaître implicitement l'insuffisance de celle qu'on venait de lui donner. On ne laissa pas toutefois de le

regarder comme véritablement absous. Il entendit la messe avec une grande dévotion, puis les vêpres, et alla ensuite dans la chapelle de Montmartre rendre grâces à Dieu de sa conversion. Il ne tarda pas à envoyer, selon sa promesse, une ambassade solennelle au pape, avec une lettre de sa part et une autre de la part des évêques ; mais le pape, qui voulait avant de l'absoudre s'assurer complètement de la sincérité de sa conversion, refusa de donner audience publique aux ambassadeurs, et l'affaire se traita secrètement par l'entremise du cardinal Tole. Les murmures des cardinaux espagnols obligèrent même le pape à déclarer en plein consistoire que dans une affaire qui intéressait si fort la religion, il jugeait absolument nécessaire de ne rien précipiter.

Les plus ardents ligueurs, et en particulier le docteur Jean Boucher, s'attachèrent dans leurs sermons à rendre suspecte la conversion du roi, et ne manquèrent pas de soutenir que son absolution était nulle, et que d'ailleurs comme relaps il avait perdu radicalement ses droits à la couronne ; mais la multitude se montrait chaque jour de plus en plus disposée à la paix. Comme la ville de Reims était au pouvoir des ligueurs, le roi se fit sacrer à Chartres, le 27 février 1594, et prêta le serment ordinaire de maintenir la foi catholique et les droits de l'Église. On envoya chercher pour ce sacre la sainte ampoule de Tours, apportée, dit-on, par un ange à saint Martin pour le guérir d'une blessure. Plusieurs villes s'empresèrent alors de faire leur soumission ; le comte de Brisac, gouverneur de Paris, rendit cette ville en l'absence du duc de Mayenne, et le roi y fit son entrée, le 2 mars, au milieu des acclamations du peuple. Il fit dire au cardinal légat qu'il était libre de demeurer ; mais le cardinal, voyant la ligue s'affaiblir de jour en jour, prit le parti de sortir du royaume. L'université de Paris déclara, par une délibération du 22 avril, que tous ses membres prêteraient serment de fidélité au roi, et son

exemple fut suivi par tous les ordres religieux, à l'exception des capucins, des chartreux et des jésuites, qui croyaient devoir attendre la décision du pape. Comme cette résolution des jésuites pouvait les rendre odieux, l'université et les curés de Paris reprirent leur procès contre eux. Antoine Arnaud plaida pour l'université; mais l'affaire fut appointée de nouveau, et les jésuites furent maintenus provisoirement dans leurs fonctions.

Ils ne jouirent pas longtemps de cette liberté. Vers la fin de cette même année, un fanatique nommé Jean Châtel tenta d'assassiner le roi, et le frappa d'un coup de couteau, qui heureusement ne lui fit qu'une légère blessure. L'assassin déclara qu'il avait étudié trois ans chez les jésuites, et qu'il leur avait entendu dire qu'il était permis d'attaquer les tyrans de toute manière pour la défense de la religion; mais il persista toujours à nier qu'ils fussent complices de son attentat. On ne laissa pas l'arrêter et de soumettre à la question le père Gueret, qui avait été son professeur, et l'on fit une sévère perquisition dans leur collège. On trouva dans la chambre du père Guignard quelques écrits composés pendant les troubles en faveur de la ligue, et sans autre charge, au mépris de l'amnistie, il fut condamné à mort. Le parlement rendit en même temps un arrêt qui bannissait tous les jésuites du royaume, avec ordre d'en sortir dans un bref délai, sous peine de la vie. La faculté de théologie de Paris, à l'occasion de l'attentat de Jean Châtel, condamna la doctrine du tyrannicide, et déclara qu'on était tenu d'obéir au roi et de faire pour lui les prières d'usage, quoiqu'il n'eût pas encore été reconnu par le pape.

Cependant le roi renouvela ses démarches à Rome pour obtenir son absolution, et fit savoir au pape tous les soins qu'il prenait pour rétablir partout la religion catholique. Clément VIII, convaincu alors de la sincérité de sa conversion, se montra disposé à recevoir un ambassadeur. Henri IV envoya du Perron avec ordre de

se joindre à d'Ossat, qui sans caractère officiel avait poursuivi jusqu'alors la négociation avec beaucoup d'habileté. Ils présentèrent au nom du roi une supplique où ils exposèrent le triste état de l'Église de France, le danger d'un schisme, et les avantages que devait procurer à la religion la prompte conclusion de cette affaire. Le pape, pour implorer les lumières du ciel, ordonna des prières publiques et des processions où il assista nu-pieds et les yeux baignés de larmes; ensuite il prit l'avis de chacun des cardinaux en particulier, et le plus grand nombre ayant opiné pour l'absolution du roi, il traita avec les négociateurs pour en régler les conditions. Elles eurent pour objet les intérêts de la religion et la pénitence imposée au roi. On lui fit promettre notamment de rétablir la religion catholique dans le Béarn, de révoquer toutes les libéralités faites aux dépens de l'Église, de ne nommer aux bénéfices que des personnes non suspectes, de notifier sa conversion à tous les princes catholiques, et de se confesser et communier publiquement au moins quatre fois par an. Enfin, le 17 septembre 1595, du Perron et d'Ossat se présentèrent devant le pape à l'entrée de l'église de Saint-Pierre, où ils firent abjuration au nom du roi, se mirent à genoux, et reçurent, en signe de pénitence publique, quelques légers coups de baguette pendant qu'on récitait le *Miserere*. Après quoi le pape prononça la formule d'absolution; et aussitôt les réjouissances publiques commencèrent dans toute la ville. Le duc de Mayenne et les autres chefs de la ligue, après l'absolution du roi, ne tardèrent pas à faire leur soumission. La guerre se continua quelque temps avec l'Espagne; mais le cardinal de Médicis, envoyé en France comme légat par Clément VIII, interposa sa médiation, et la paix fut conclue, le 2 mai 1598, par le traité de Vervins. Philippe II ne survécut que quelques mois à ce traité.

Comme les calvinistes montraient des dispositions qui faisaient craindre le renouvellement des troubles, le roi

publia, au mois d'avril de cette même année 1598, le fameux édit de Nantes, qui leur accordait le libre exercice de leur religion dans les lieux spécifiés, avec le droit d'avoir des ministres salariés et de tenir des synodes, mais à la condition de se conformer pour la police extérieure aux lois de l'Église, comme de ne point travailler les jours de fêtes, de payer les dîmes et d'observer les empêchemens de mariage, et avec défense rigoureuse de troubler en aucune manière les cérémonies catholiques. Du reste, ils étaient déclarés admissibles à toutes les charges, et on leur accordait dans chaque parlement une chambre mi-partie pour juger leurs affaires. Cet édit ne fut enregistré par le parlement que sur un ordre absolu plusieurs fois réitéré. Le clergé s'efforça vainement par son opposition d'empêcher cet enregistrement. Il renouvela ses instances la même année pour obtenir la publication du concile de Trente, le rétablissement des élections canoniques et la réforme des abus dans l'emploi des biens ecclésiastiques prodigués aux laïques par des commendes ou des pensions sur les bénéfices. Le roi paya le clergé de belles paroles qui ne furent suivies d'aucun effet. Les états généraux de la ligue avaient reçu et publié le concile de Trente; mais le pape avait exigé du roi la promesse d'employer ses soins à procurer une publication plus authentique.

Le cardinal de Joyeuse, archevêque de Toulouse, avait tenu en 1590, pendant les troubles de la ligue, un concile provincial, où l'on fit un grand nombre de réglemens pour mettre en vigueur la discipline du concile de Trente. Des réglemens furent publiés pour le même objet dans un concile d'Avignon, en 1594, et dans celui d'Aquilée, en 1596. Un autre concile fut tenu en 1599 à Diamper, dans les Indes, par l'archevêque de Goa, pour la condamnation des nestoriens établis dans ces contrées. On remarque dans les dernières années du seizième siècle l'origine de plusieurs ordres réformés et de quelques

congrégations nouvelles; savoir, la réforme des augustins déchaussés, connus aussi sous le nom de Petits Pères; et celle des religieux trinitaires également déchaussés, qui joignaient à l'austérité de leur ancienne règle les observances des ordres mendiants. Ces deux réformes commencèrent en Espagne, d'où elles s'étendirent bientôt dans la plupart des royaumes chrétiens. La congrégation de la doctrine chrétienne fut établie, en 1592, par César de Bus, chanoine de Cavaillon, pour faire au peuple des instructions familières. Il jeta aussi les fondemens de l'institut des ursulines, destinées à instruire les personnes de leur sexe. Quelque temps après commença l'institut des religieux pénitens du tiers-ordre de Saint-François. Ce nouvel ordre, différent de l'ancienne confrérie du même nom, eut pour auteur un religieux de Paris nommé Vincent Mussart, et compta bientôt en France plus de soixante maisons, dont le chef-lieu était celle de Picpus, dans le faubourg Saint-Antoine. Il se répandit tellement en Italie qu'il fut divisé en seize provinces, sous un général résidant à Rome. Mais en France ces religieux étaient soumis au général des observantins.

La congrégation de l'Oratoire, devenant chaque jour plus nombreuse, avait élu dans sa première assemblée, en 1587, pour supérieur général et perpétuel saint Philippe de Néri, son fondateur. Mais il se démit au bout de cinq ans, et mourut en 1595. Quelque temps auparavant, était mort, à l'âge de vingt-trois ans, saint Louis de Gonzague, dont les éminentes vertus avaient brillé d'un vif éclat dans le monde et ensuite dans la compagnie de Jésus.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES PAPES , DES EMPEREURS , DES ROIS DE FRANCE , DES
ÉCRIVAINS ECCLÉSIASTIQUES, DES CONCILES, ET DES PRINCI-
PAUX SECTAIRES.

PAPES.

NOMS.	DATE DE LEUR ÉLECTION.	DATE DE LEUR MORT.
Nicolas V.	6 mars 1447	24 mars 1455
Callixte III.	8 avril 1455	8 août 1458
Pie II.	27 août 1458	16 août 1464
Paul II.	31 août 1464	28 juillet 1471
Sixte IV.	9 août 1471	13 août 1484
Innocent VIII.	29 août 1484	25 juillet 1492
Alexandre VI.	11 août 1492	18 août 1503
Pie III.	22 septembre 1503	18 octobre 1503
Jules II.	1 ^{er} novembre 1503	20 février 1513
Léon X.	11 mars 1513	1 ^{er} décembre 1521
Adrien VI.	9 janvier 1522	24 septembre 1523
Clément VII.	19 novembre 1523	26 septembre 1534
Paul III.	13 octobre 1534	10 novembre 1549
Jules III.	8 février 1550	23 mars 1555
Marcel II.	9 avril 1555	1 ^{er} mai 1555
Paul IV.	23 mai 1555	18 août 1559
Pie IV.	26 décembre 1559	9 décembre 1565
Pie V.	7 janvier 1566	1 ^{er} mai 1572
Grégoire XIII.	13 mai 1572	10 avril 1585
Sixte V.	24 avril 1585	27 août 1590
Urbain VI.	15 septembre 1590	27 septembre 1590
Grégoire XIV.	5 décembre 1590	15 octobre 1591
Innocent IX.	29 octobre 1591	30 décembre 1591
Clément VIII.	30 janvier 1592	3 mars 1605

EMPEREURS.

Frédéric III, mort en	1493	Ferdinand I ^{er} ,	1564
Maximilien I ^{er} ,	1519	Maximilien II,	1576
Charles V,	1558	Rodolphe II.	

ROIS DE FRANCE.

Charles VII, mort en	1461	Henri II,	1559
Louis XI,	1483	François II,	1560
Charles VIII,	1498	Charles IX,	1574
Louis XII,	1515	Henri III,	1589
François I ^{er} ,	1547	Henri IV.	

ÉCRIVAINS ECCLÉSIASTIQUES.

Nicolas Tudesque, mort en	1445	Jacobatus,	1527
Alphonse Tostat,	1454	Thomas Cajetan,	1534
Saint Laurent Justinien,	1455	Jean Fischer,	1535
Saint Jean Capistran,	1456	Erasme,	1536
Saint Antonin,	1459	Sanctes Pagnin,	1541
Nicolas de Cusa,	1464	François Victoria,	1546
Jean de Turrecremata,	1468	Sadolet,	1547
Thomas Kempis,	1471	Le cardinal Polus,	1558
Denis le Chartreux,	1471	Melchior Cano,	1560
Bessarion,	1472	Dominique Soto,	1560
Henri Harpius,	1477	Louis de Blois,	1566
Platine,	1481	Sainte Thérèse,	1582
Gabriel Biel,	1495	Saint Charles Borromée,	1584
Jacques Almain,	1516	Louis de Grenade,	1586
Jean Trithème,	1518	Tolet,	1596
Sylvestre Mazzolini,	1520		

PRINCIPAUX CONCILES.

Concile de Rouen sur la discipline,	1445	Conciles de Paris et de Bourges contre le luthéranisme,	1528
Concile d'Angers,	1448	Concile général de Trente, de 1545 à	1563
Concile de Cologne,	1451	Divers conciles tenus en France et en Espagne pour la réception du concile de Trente,	1564
Concile de Cashel en Irlande,	1453	Divers conciles de Milan, de 1565 à	1582
Concile de Soissons,	1555	Concile de Malines,	1570
Concile d'Avignon,	1457	Divers conciles tenus en France sur la discipline, de 1581 à	1585
Concile de Sens,	1460	Concile de Mexico,	1585
Concile de Cologne,	1470	Concile de Toulouse,	1590
Concile d'Aranda en Espagne,	1473	Concile d'Avignon,	1594
Concile de Sens,	1485		
Concile de Londres,	1487		
Concile de Salzbourg,	1490		
Concile national de Tours,	1510		
Conciliabule de Pise,	1511		
Cinquième concile général de Latran, de 1512 à	1517		

PRINCIPAUX SECTAIRES.

Luther,	1517	Antitrinitaires,	1558
Zuingle,	1518	Lelio Socin,	1560
Anabaptistes,	1525	Fauste Socin,	1580
Anglicans,	1553		

FIN DU TOME SEPTIÈME.

DATE DUE

[illegible]

